

Col.



Handwritten text at the top of the page, possibly a signature or title, which is mostly illegible due to blurring and noise.

ex libro jo. galvini

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

Presse par le conseil

MO-C

PROCEZ VERBAL DES CONFÉRENCES.

TENUËS PAR MESSIEURS LES COMMISSAIRES
du Roy, & Messieurs les Députés du Parlement, pour
l'examen des Articles proposez pour la composition de
l'Ordonnance Civile, du mois d'Avril 1667.

ET DE L'ORDONNANCE CRIMINELLE,
du mois d'Aoust 1670.

*À la Librerie de la Cour
Jeanne Joly*

*allinet a d dominon
Dauverolles*



A L'ISLE,

Chez GUILLAUME BARBIER,
Libraire & Imprimeur.

M. DC. XCVII.





CSP

KJV

282

.07

F696-

1697





T A B L E

Des Titres contenus au Projet de l'Ordonnance Civile,
de 1667.

Titre I.	D E l'observation des Ordonnances.	Page 5
Titre II.	Des Ajournemens.	p. 5
Titre III.	Des délais sur les Assignations & Ajournemens.	p. 20
Titre IV.	Des Congez & Défauts en matiere Civile.	p. 23
Titre V.	Des fins de non-proceder, & des appellations sur icelles.	p. 29
Titre VI.	Des contestations en cause, & procedures pour par- venir au Jugement.	p. 49
Titre VII.	Des Délais pour deliberer.	p. 62
Titre VIII.	De l'abrogation des vûës & montrées, & que les exceptions dilatoires seront proposées par un même Acte.	p. 66
Titre IX.	Des Garans.	p. 68
Titre X.	Des Juges Consuls des Marchands.	p. 75
Titre XI.	Des Procedures & Délais és Cours de Parlement, Grand Conseil, & Cour des Aides, en pre- miere Instance; & encore en cause d'Appel, tant esdites Cours, qu'és Sièges & Jurisdictions ressortissans en icelles.	p. 84
Titre XII.	Des redditions de Comptes.	p. 105
Titre XIII.	Des Procedures sur le Possessoire des Benefices, & sur les Regales.	p. 115
Titre XIV.	Des Compulsoires & Collations de Pièces.	p. 126
Titre XV.	De l'Expedition des matieres sommaires.	p. 134
Titre XVI.	Des Interrogatoires sur Faits & Articles.	p. 152

T A B L E.

Titre XVII.	Des Faits qui gissent en preuve Vocale , ou Litterale.	p. 158
Titre XVIII.	Des Descentes sur les Lieux , Taxes d'Offices, quand ils iront en Commission , Nomination & Raports d'Experts.	p. 173
Titre XIX.	Des Saisies, Executions & Ventes de Meubles, Grains, Bestiaux & choses mobilières.	p. 187
Titre XX.	Des Sequestres , & des Commissaires & Gardiens des Fruits & choses mobilières.	p. 197
Titre XXI.	De la Complainte en cas de Saisine & de Nouvelleté , de la Reintegrande , & des Délais des Enquestes.	p. 210
Titre XXII.	Des Enquêtes & Confection d'icelles.	p. 215
Titre XXIII.	Des Reproches des Témoins.	p. 237
Titre XXIV.	Des Enquêtes d'Examen à futur , & de l'abrogation des Enquêtes par Turbes.	p. 240
Titre XXV.	Des Recusations des Juges.	p. 247
Titre XXVI.	Des prises à partie , & de la maniere de proceder aux Jugemens , & de dresser & prononcer des Arrêts & Sentences.	p. 269
Titre XXVII.	De la Taxe des dépens.	p. 276
Titre XXVIII.	De la liquidation des Fruits.	p. 310
Titre XXIX.	De la Taxe & Liquidation des dommages & intérêts.	p. 315
Titre XXX.	De l'Execution des Jugemens , Sentences des quatre mois , & dans quel tems on peut appeller de ces Sentences.	p. 318
Titre XXXI.	Des Requêtes civiles, & Abrogation des propositions d'Erreur.	p. 337
Titre XXXII.	Des Receptions de Cautions & Certificateurs.	p. 361
Titre I.	De l'observation des Ordonnances.	p. 365



PROCEZ VERBAL
DES CONFERENCES
TENUES PAR MESSIEURS
LES
COMMISSAIRES DU ROI
ET MESSIEURS
LES
DEPUTEZ DU PARLEMENT.

*Pour l'Examen des Articles proposez pour la composition de
l'Ordonnance, touchant la Procédure & Instruction
Criminelle, de 1670.*



LE 6. Juin 1670. Messieurs les Commissaires du Roi & Messieurs les Députez du Parlement s'étant assemblez chez Mr le Chancelier, sur les trois heures après Midi, & ayant pris leurs Séances en sa Gallerie basse, en la manière & disposition qu'ils avoient fait lors de la Conférence de l'année 1667.

M. le Chancelier ouvrant la Conférence a dit, que la Compagnie étoit assemblée de l'Ordre du Roi, pour conférer sur les Titres & Articles concernant l'Instruction & Procédure Criminelle, qui leur avoient été communiquez. Que Sa Majesté se promettoit de leur affection ordinaire à son service, qu'ils apporteroient pour la perfection d'un Ouvrage si utile & si

nécessaire au Public , les bonnes intentions , les éclaircissemens & l'application nécessaires.

M. le Premier President a dit, que la Compagnie se trouvoit beaucoup honorée du choix qu'il a plu à Sa Majesté faire de leurs Personnes : qu'ils tâcheroient d'y répondre en proposant avec toute sorte de sincérité & de justice , ce qu'ils estimeroient être nécessaire pour son service , & pour le plus grand bien des Sujets de Sa Majesté.

Ce fait, Monsieur le Chancelier ayant convié M. Puffort de proposer à la Compagnie le Titre qui étoit à examiner :

M. Puffort a dit, que comme il n'y avoit point de plus grand défaut dans un Juge que celui de puissance , aussi étoit-il nécessaire avant toutes choses de bien établir sa Competence ; particulièrement en matiere Criminelle , où les longueurs qui procedoient des Conflicts de Jurisdiction , détruisoient les preuves , & donnoient lieu à l'impunité des plus grands crimes.

Que c'étoit par cette consideration que Sa Majesté avoit estimé, que pour parvenir à une veritable reformation de la procedure & instruction Criminelle , il la faisoit commencer en établissant le pouvoir des Juges ; que sur un fondement si ferme & si solide l'instruction pouvoit être faite avec certitude & stabilité , & que c'étoient les motifs qui avoient porté Sa Majesté à mettre à la tête de cette Ordonnance le Titre *De la Competence des Juges.*

**MESSIEURS LES COMMISSAIRES
DU ROY.**

Monsieur le Chancelier Segulier.

Messieurs les Conseillers d'Etat.

D'Aligre.
Morangis.
D'Estampes.
De Seve.
Poncet.
Boucherat.
Puffort.
Voisin.
Hotman.

**MESSIEURS LES DEPUTEZ
DU PARLEMENT.**

M. le Premier President.

Messieurs les Presidents.

De Maisons.

De Novion.
De Mesmes.
Le Coigneux.
De Bailleul.
De Champlâtreux.
De Nesmond.

*Messieurs les Conseillers de la
Grand' Chambre.*

Catinat.
De Brillat.
Fayet.
De Refuges.
Pâris.
Roujault.

*Messieurs les Deputez des
Enquestes.*

PREMIERE CHAMBRE.

President de Blanc-Ménil.
De Bermond Conseiller.

SECONDE CHAMBRE.

De Bragelone Président.
Mandat Conseiller.

TROISIE'ME CHAMBRE.

De Fourcy Président.
Faure Conseiller.

QUATRIE'ME CHAMBRE.

Le Pelletier Président.
Le Vasseur Conseiller.

CINQUIE'ME CHAMBRE.

Maupeou Président.
Malo Conseiller.

Requêtes du Palais.

Charton Président.
Le Bout Conseiller.

Messieurs les Gens du Roi.

Mr Talon premier Avocat Général.
De Harlai Procureur Général.
Bignon second Avocat Général.





TITRE PREMIER.

De la Competence des Juges.

ARTICLE I.

I. Article de
l'Ordonnan-
ce.



A connoissance des crimes apartiendra aux Juges des lieux où ils auront été commis, & l'Acusé y sera renvoyé, si le renvoi en est requis; même le Prisonnier transféré aux frais de la Partie civile, s'il y en a, sinon à nos frais ou des Seigneurs.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, que comme ce Titre étoit un des plus importants de la Procédure Criminelle, aussi Messieurs du Parlement ont apporté pour l'examiner toute l'application possible.

Qu'à l'égard du premier Article proposé, il y avoit une observation à faire, en ce qu'il donne la connoissance du crime au Juge du lieu où il a été commis; car s'il n'en étoit pas capable, soit par corruption, ignorance, ou par défaut d'autorité, il y avoit un grand inconvenient d'ôter aux Juges supérieurs, le pouvoir de renvoyer le procès devant un autre Juge, quand même le renvoi n'en seroit requis par les parties principales.

Qu'en de certains cas on avoit peine à déterminer le véritable lieu où le crime s'étoit commis. Que dans le rapt, dont on pouvoit proposer l'espèce, il y avoit une succession continuelle de crimes. Que le Ravisseur ayant commencé son enlèvement dans une petite Jurisdiction, comme celle de Gonesse, par exemple, & continuant son crime dans toutes les Juridictions où il passoit, s'il venoit à être pris à cent lieues de là, dans le détroit du Senéchal de Lyon, il ne sembloit pas juste d'en renvoyer la connoissance au Juge de Gonesse, préféablement au Senéchal de Lyon; principalement le dernier étant saisi des preuves, que le premier ne pourroit pas avoir.

Que dans ces cas que la Loi ne peut pas prévoir, il devoit être laissé à la prudence des Parlemens d'examiner la qualité du crime, celle des acuzez & des Juges, pour renvoyer le procès à celui qui se trouveroit le plus capable & le plus en état de faire la justice aux Parties; mais que les Parlemens se trouvant astreints à l'observation rigoureuse des Ordonnances, & leur étant défendu de les expliquer, cela mettoit bien de la confusion entre tous les Juges qui en voudroient connoître. On obligeroit de renvoyer le procès par-

TITRE I. DE LA COMPÉTENCE DES JUGES. 5

devant celui de tous les Juges, qui seroit le moins en état & en pouvoir d'en faire justice ; qu'ainsi les procès criminels iroient à de grandes longueurs dont les parties se prévaudroient, aussi-bien que de la foiblesse du Juge, pour trouver leur évasion ou leur impunité.

Qu'il se trouveroit même beaucoup de difficulté de faire conduire dans les prisons de Gonessé, l'Accusé qui auroit été arrêté à Lyon, & d'obliger tous les Juges qui en auroient informé, d'envoyer leurs informations & de faire venir les témoins pour les confronter à l'accusé.

M. Puffort a dit, que les observations qui venoient d'être faites lui sembloient de grande considération : néanmoins qu'après l'explication qu'on y pouvoit donner, il croyoit que tous les doutes cesseroient, & qu'on seroit satisfait de l'Article.

Que l'Article 19. de l'Ordonnance de Roussillon, desiroit pour établir la compétence du Juge, que le crime eût été commis dans son détroit, & que l'accusé y eût été arrêté : que ces deux cas ne se pouvant pas joindre aisément, & s'étant trouvé des inconvéniens dans la disposition de cet Article, celle de Moulins y avoit derogé par son Article 35. qui porte : *En déclarant & ajoutant à nos precedentes Ordonnances, Voulons, que la connoissance des delits appartienne aux Juges des lieux où ils auront été commis, nonobstant que le prisonnier ne soit surpris en flagrant delit: & sera tenu le Juge du domicile de renvoyer le delinquant au lieu du delit, s'il en est requis.* Et ainsi par cette disposition la premiere partie de l'Article 19. de l'Ordonnance de Roussillon, se trouve confirmée, & la seconde abolie.

Que quantité d'Ordonnances, qui ont été faites depuis, n'y ont point derogé ; parceque cette disposition dans le tems a été trouvée juste.

L'Ordonnance qui défend aux Juges de l'expliquer, ne peut être tirée à conséquence au fait dont il s'agit ; parce qu'il n'est pas loisible de donner quelque explication à l'Ordonnance, mais bien d'appliquer par le Juge, la Loi au fait, & de décider en faisant cette application, si c'est au Juge de Lyon, à celui de Gonessé, ou à quelqu'autre d'en connoître. Qu'il en est de cet Article comme de ce qui regarde la matiere Civile ; car encore que par l'Article 3. *Des matieres Sommaires*, & le 34. *Des Requêtes civiles* les affaires Sommaires soient spécifiées, & le denombrement fait des moyens de Requête civile : néanmoins lorsqu'il s'agit de sçavoir si une affaire est Sommaire, & la Requête civile bien fondée, l'application que fait le Juge, de l'Ordonnance pour decider, n'en est plus une interpretation ; autrement il n'y auroit point de Juge qui ne tombât par chaque jugement, dans la prohibition de l'Ordonnance, qui défend aux Juges d'interpreter. Qu'au surplus il est de conséquence d'assurer & de fixer la compétence des Juges, pour prévenir les conflits qui favorisent les coupables, & causent l'impunité ; & que c'est dans cette intention que l'Article a été conçu, mais non pas pour ôter aux Juges superieurs la liberté de juger, qui leur demeure toute entière.

M. le P. Président a reparti, qu'après cette explication, l'Article paroît bon ; mais qu'il est question de sçavoir qui fera l'application : car quoique ce crime successif & continu, dans l'espèce qui a été ci-dessus posée, ait eu

6 TITRE I. DE LA COMPETENCE DES JUGES

des suites, il a néanmoins son principe certain, qui est le lieu où la première action a été commise : ainsi l'Article étant positif comme il est, les Juges seront astreints de renvoyer le Procès à Gonesse, la liberté d'expliquer ne leur étant pas donnée.

M. le Président de Novion a dit, que l'on ne pourroit pas renvoyer la connoissance d'un crime à d'autre Juge qu'à celui du premier delit ; mais que pour prévenir toute difficulté on pourroit ajouter à l'Article cette alternative : *Ou au lieu dans lequel la capture aura été faite.*

M. Talon a dit, qu'il étoit important d'avoir un Juge certain pour la connoissance des crimes ; que l'on a établi celui du lieu du delit, & conséquemment le Juge, dans le détroit du quel le rapt a été commis, est celui qui est compétent ; & qu'il seroit dangereux d'ajouter l'alternative, *du lieu du delit, ou de la capture* ; parceque l'Accusé s'en pourroit prevaloir en se faisant arrêter dans le détroit de la Jurisdiction de celui qu'il croiroit lui devoir être le plus favorable ; & qu'ainsi le Juge du lieu du delit, est le plus certain.

M. le P. Président a ajouté, que pourvû qu'on laisse la liberté aux Compagnies d'ordonner le renvoi à l'un des Juges du délit, il n'a rien à dire sur l'Article.

M. le P. de Novion a dit, qu'on ne se souvenoit donc pas que le premier Titre de l'Ordonnance Civile défendoit positivement d'interpréter : que par le Texte de l'Article dont il s'agit, il n'y avoit que le Juge du lieu du délit qui en pût connoître, & qu'ainsi les Compagnies ne pouvoient ni évoquer ni renvoyer.

M. Puffort a dit, qu'il repète encore, que les Juges ne pouvoient interpréter, mais qu'ils étoient en droit d'appliquer. Qu'il y avoit dans l'espèce proposée, *terminus à quo, per quem, & ad quem.* Que les Juges pouvoient choisir, sans donner atteinte à l'Ordonnance.

M. le P. le Coigneux a proposé un temperament, qui est d'ajouter à l'Article : *s'il n'en est autrement ordonné en grande connoissance de cause.*

M. Puffort a dit, qu'il auroit l'honneur de proposer au Roi les ouvertures de la Compagnie.

A R T I C L E II.

II. Article de l'Ordonnance.

L'Accusateur ne pourra demander le renvoi devant le Juge du lieu du délit, s'il a volontairement procédé par devant un autre.

A R T I C L E III.

III. Article de l'Ordonnance.

L'Accusé ne pourra aussi demander son renvoi, après que lecture lui aura été faite de la deposition d'un Témoin, lors de la confrontation.

Lecture faite de ces deux Articles,

M. le P. Président a dit, que la disposition de ces deux Articles sembloit contraire au principal motif du premier, qui est d'empêcher les desordres que cause la Compétence des Juges, & que les Parties n'en puissent choisir de favorables. Que par ces mots : *Si l'Accusateur a procédé volontairement*, la première plainte étant une procédure volontaire, elle engageoit de sorte la connoissance du crime au Juge devant qui elle étoit faite, qu'il n'étoit plus au pouvoir des Juges supérieurs de la lui ôter, quand même ils en seroient requis, & que ce Juge seroit suspect ou incapable.

Qu'à l'égard du troisième Article qui porte, que *l'Accusé ne pourra demander son renvoi après la lecture de la déposition d'un Témoin, lors de la confrontation*, il peut y avoir beaucoup d'inconveniens & de surprises, en ce qu'on imputera à un Accusé, qui souvent est ignorant de son droit, comme une fin de non recevoir invincible, le défaut d'avoir demandé son renvoi.

M. Puffort a dit, que l'Accusé ni l'Accusateur ne pouvoient se choisir un Juge, moins en matière criminelle qu'en matière civile ; mais qu'il n'a pas paru raisonnable, après que la Partie a rendu sa plainte & saisi une Jurisdiction, de lui laisser la liberté du choix d'une autre. Que ce seroit exposer un Accusé à de grandes vexations, que de donner à l'Accusateur l'avantage du changement de Jurisdiction ; parceque peut-être le premier Juge ne lui aura pas paru favorable ; mais que les Procureurs du Roi, ou ceux des Seigneurs, seront toujours en état de revendiquer leurs Justiciables, & de pourvoir à la conservation des droits de la Jurisdiction ; & que si le mot d'*Accusateur* surabonde, on le peut ôter, & mettre : *celui qui aura rendu sa plainte*, si on trouve qu'il signifie mieux.

M. le P. Président a dit, que les mots d'*Accusateur*, ou de *celui qui aura rendu sa plainte*, sont synonymes, & que ce n'est pas ce qu'il faudroit changer en l'Article ; que le mot *volontairement*, semble superflu, & que le reste s'entend assés.

M. Talon a dit, que ces deux Articles sont l'exception de l'Article premier, qui établit la règle générale pour la Compétence des Juges ; & qu'il sembloit que cette exception auroit été mieux placée à la fin du Titre, que dans les premiers Articles.

Qu'au surplus le terme d'*Accusateur*, n'est pas propre pour signifier la Partie civile ; n'y ayant que M. le Procureur Général & ses Substituts, qui soient les véritables Accusateurs.

M. Puffort a dit, qu'ôtant le mot d'*Accusateur*, on satisfait à tout.

Et quant à l'exception portée par ces deux Articles, elle se trouve plus naturellement placée immédiatement après la règle, qu'à la fin du Titre, & après plusieurs autres différentes dispositions.

M. Talon a dit, que suivant cette ouverture, on pourroit ajouter un Article qui donneroit la faculté aux Substituts de M. le Procureur Général, de demander le renvoi, & qui enjoindroit aux Juges qui se connoitroient

8 TITRE I. DE LA COMPÉTENCE DES JUGES
incompétens, de l'ordonner, encore qu'ils n'en fussent pas requis.

M Puffort a reparti, que cela seroit bon ; mais que cette disposition est tellement de Droit & si naturelle, qu'il semble inutile d'en faire un Article ; & qu'il auroit l'honneur d'en parler au Roi.

A R T I C L E I V.

I V. Article
de l'Ordon-
nance.

Les premiers Juges seront tenus de renvoyer les Procès & les Acusez qui ne seront de leur Compétence, pardevant les Juges qui doivent en connoître, dans trois jours après qu'ils en auront été requis ; à peine de nullité des procédures faites depuis la requisiion, d'interdiction de leurs Charges, & des dommages & intérêts des Parties qui en auront demandé le renvoi.

Lecture faite de l'Article I V.

M. le P. Président a dit, que dans la procedure Criminelle il falloit être bien plus réservé que dans la Civile, à employer le mot de *nullité* ; parce qu'il pouvoit faire perir les preuves, & contribuer à l'impunité des Criminels.

Qu'au surplus la peine d'*interdiction & de dommages & intérêts*, prononcée contre les Juges en cas de contravention, lui semble trop forte, & que l'on pourroit la retrancher ou l'adoucir.

M. Puffort a répondu, que la peine de nullité n'est pas la seule dans l'Article ; mais que l'on a estimé qu'il la falloit fortifier de quelque autre contre les Juges, qui seroient plus circonspects à faire leur devoir, lors qu'ils seroient retenus par leur propre intérêt, & qu'ainsi les inconveniens qui pouvoient arriver de la peine de nullité, cessoient par celle d'interdiction & de dommages & intérêts, contre les Juges qui auroient manqué à leur devoir. Qu'après tout, c'étoit faire justice de casser une procedure nulle ; que chaque jour on ordonnoit qu'elle seroit recommencée, même aux dépens du Juge qui auroit mal procédé ; & qu'en tout cas la preuve subsisteroit toujours dans les informations, en repetant à toute extrémité, les témoins qui auroient été entendus.

M. le P. Président a dit, qu'en multipliant les peines, c'étoit remédier à un inconvenient par un autre.

M. Talon a dit, que les peines paroissent dangereuses ; parce qu'un Juge peut avoir une juste cause d'ignorer son incompetence, n'y ayant rien de plus incertain que les limites du détroit d'une Jurisdiction ; & qu'ainsi, il n'est pas juste en cassant sa procedure, de le condamner à des peines : & on les pourroit retrancher de l'Article.

M. Puffort a répliqué, qu'un Juge peut être incompetant en bien des manieres ; non seulement par le lieu du délit, mais encore par la qualité du crime, ou par celle du Juge. Que lors qu'on lui aura fait connoître son in-

competence

competence, il est punissable, si au préjudice il passe outre.

M. le Président de Novion a dit, que la proposition de l'incompetence ne suspendoit pas le pouvoir du Juge ; mais qu'il falloit passer à l'appel comme de Juge incompetent.

ARTICLE V.

Les grosses des informations, & autres pieces & procedures qui composent le Procès, ou qui auront été jointes ; ensemble toutes les Informations, pieces & procedures faites pardevant tous autres Juges concernant l'accusation, même les Informations & charges faites pour raison d'autres crimes, seront portées au Greffe du Juge, pardevant lequel l'accusé sera traduit, s'il est ainsi par lui ordonné, pour être le Procès par lui parachevé & jugé sur toutes les accusations. v. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit, que l'Article est de fort grande consequence, qu'il contient beaucoup de difficultez. Qu'il s'en rencontroit deux principales : l'une, en ce que sa disposition détruit le principe du premier Article, qui porte, que *Le Juge du lieu où le crime aura été commis, sera competent d'en connoître*. Que l'Accusé pouvoit se susciter une legere accusation, pour se choisir un Juge favorable, & le saisir de la connoissance de plusieurs grands crimes dont il seroit chargé.

Et l'autre, en ce que cet Article confond l'ordre des Jurisdictions ; car il pourra arriver, qu'on dépouillera un grand Siège, pour saisir un petit Juge, qui par sa foiblesse n'aura pas les qualitez nécessaires pour rendre la justice avec autorité. Cela favorisera l'impunité : il auroit été plus à propos de laisser la chose dans l'usage ordinaire. La Loi ne pouvant pas prononcer sur toutes choses, c'est au Juge à l'appliquer : lors qu'il y a de la concurrence entre plusieurs Juges, c'est au supérieur à regler, lequel d'entr'eux est le plus capable de faire le Procès.

M. Puffort a dit, que l'Article contient deux parties : la première ordonne la jonction de toutes les informations, ce qui est sans contredit ; & la seconde donne le pouvoir de les juger. C'est contre cette dernière partie que l'on propose les difficultés, lesquelles bien examinées ne se trouvent pas considérables ; car on ne peut croire qu'un homme qui se trouvera prévenu de crime, prenne le parti d'en commettre un nouveau, ou de se susciter l'accusation d'un crime leger, pour se donner l'avantage du choix d'un Juge ; & l'on sçait assez qu'un homme qui se sent chargé d'un crime, même d'une contrainte pour dettes civiles, n'aprehende rien tant que la prison : & s'il arrive qu'il soit arrêté, il fait tous ses efforts pour s'en dégager, de crainte d'être recommmé.

Mais quand même il se trouveroit un Acusé qui prendroit assés de confiance pour se rendre prisonnier és prisons du Juge qu'il se seroit choisi , toutes ses précautions demeureroient inutiles, par les poursuites de la Partie civile , ou du Procureur du Roi ; & où par l'évenement , un Acusé seroit déchargé par le premier Juge , il resteroit toujours la voye d'appel , qui lui feroit courir le hazard tout entier : & avec tout cela , il faut présupposer l'intelligence & la prévarication du Juge. Ainsi ces fictions ne peuvent être appréhendées par leurs conséquences. Joint qu'après tout , le Juge qui aura fait exécuter son decret , semble toujours être le plus digne & le plus favorable dans l'ordre de la justice ; parcequ'il est saisi de son gage , & qu'il a procuré la vengeance publique , par sa vigilance & ses soins , pendant que les autres Juges , ou par connivence , ou faute d'application , laissent souvent à leur vûë vaguer un Acusé , contre lequel ils auront decreté , au mépris de la Justice & de la Magistrature.

Ce n'est pas qu'il n'en puisse arriver quelques inconveniens ; mais il s'en trouvera de plus grands dans la separation des aculations. Les choses unies sont plus fortes que celles qui sont divisées. Chaque crime en particulier ne sauroit être puni avec la même severité , que si toutes les aculations étoient jointes. L'on connoît mieux l'état de la vie d'un Acusé , & quelles peines il merite , en examinant d'une même vûë tous ses crimes. Il sera même plus facile à un Acusé d'obtenir des Lettres de remission de crimes divisez , que s'ils étoient joints. D'ailleurs , des instructions séparées , & pardevant des Juges differens , causeroient de grands frais , qui obligeroient la Partie civile de se relâcher , particulièrement s'il falloit faire transférer l'Acusé successivement dans les prisons de chaque Juge , qui auroit informé & decreté contre lui. Mais ce qui mettoit l'Article hors de toute difficulté , est que l'on laissoit à la liberté du Juge , de joindre toutes les aculations , par ces mots : *S'il est ainsi ordonné.*

M. le President de Novion a dit , que l'on ne proposoit pas pour remede à la difficulté qui étoit faite , de separer les aculations ; mais que l'intention étoit , de laisser aux Juges superieurs la liberté de donner aux Parties , les Juges qu'ils estimeroient les plus capables & les moins suspects : & que c'est ce qu'on appelle, *choisir le plus digne.* Que Messieurs du Parlement, qui ont assisté aux Grands-Jours , peuvent rendre témoignage , que les plus grands desordres provenoient du choix que les Parties faisoient des Juges , qu'ils trouvoient favorables à leurs intentions.

M. Talon a dit , que dans la difficulté qui s'examine , il ne falloit pas chercher à se determiner par l'usage de Paris , où l'on sçait que la conduite des Juges est assés réglée : que même il y avoit peu à craindre pour la Justice dans les grands Présidiaux ; mais que dans les moindres Sièges il y a souvent plus à apprehender des Juges que des Parties. Qu'il n'en a vû que trop d'exemples dans les Grands-Jours de Clermont. Si l'on veut nécessairement faire apporter toutes les informations en la Jurisdiction du Juge qui aura le prisonnier dans ses prisons , le Juge se transportera-t-il sur les lieux , pour faire l'instruction ? fera-t-il venir les témoins ? L'on ne peut appliquer de règle

certaine ; cela ne peut être réglé , que suivant les différentes circonstances & figures de l'affaire , & il paroît plus convenable pour le bien de la Justice, de laisser la chose à l'arbitrage du Juge.

ARTICLE VI.

LEs frais pour la translation des prisonniers , & le port des Informations & procédures, seront faits par la Partie civile, s'il y en a ; sinon par le Receveur de nôtre Domaine, ou du Seigneur de la Jurisdiction, qui en devra connoître ; & pour cet effet sera delivré executoire par le Juge qui aura ordonné le renvoi , ou le port des charges & informations.

VI. Article de l'Ordonnance.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE VII.

NOs Juges n'auront aucune prévention entr'eux.

VII. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de cet Article ,

M. le P. Président a dit, qu'il falloit sçavoir, si par cette disposition , l'on entendoit déroger aux Articles 72. d'Orleans , 46. de Moulins , & 201. de Blois, qui donnent la prévention aux Juges Royaux, sur les Prévôts des Maréchaux.

M. Puffort a rapporté le contenu aux Articles, & a dit, que le 72. de l'Ordonnance d'Orleans , donne la prévention aux Juges Royaux & ordinaires, sur les Prévôts des Maréchaux. Que l'Article 46. de Moulins & 201. de Blois y ont tacitement derogé , en accordant aux seuls Présidiaux, par concurrence & prévention , la connoissance des cas attribuez aux Prévôts des Maréchaux , sans faire mention des Juges ordinaires. Que l'intention a été, de déroger, par l'Article dont il s'agit , à celui de l'Ordonnance d'Orleans , & de suivre les Articles de Moulins & de Blois qui sont conformes.

M. Talon a dit , que supposant que l'on ôte la prévention entre les Juges Royaux , au moins faut-il pourvoir à la negligence des Juges Royaux inferieurs , en permettant aux superieurs , comme par droit de dévolution, d'informer , faute de l'avoir fait par l'inferieur dans certain tems.

M. Puffort a dit , que cet Article est le plus problematique de tous ; mais que la prévention en matiere criminelle , ruinant les affaires, en faisant naître une infinité de contestations qui empêchent la punition des crimes , on a estimé à propos de la retrancher. Qu'il paroît bon , suivant la proposition de M. l'Avocat Général , de donner aux Juges inferieurs un terme de trois jours, pour faire leur devoir ; & permettre à leur défaut, aux Supérieurs , de connoître de l'affaire, & qu'il en faut parler au Roi.

A R T I C L E V I I I.

VIII. Article
de l'Ordon-
nance.

CE que nous entendons avoir lieu entre les Juges des Seigneurs, encore que celui qui auroit prévenu, fût Juge supérieur, & du ressort de l'autre.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet Article est contraire à celle de quelques Coûtumes, & néanmoins qu'il paroît bon.

A R T I C L E I X.

IX. Article
de l'Ordon-
nance.

NOs Juges previennent les Juges subalternes & non Royaux de leur ressort, s'ils ont informé & decreté en même jour.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit bien des choses à considérer en cet Article. Que l'on donnoit en général aux Juges Royaux, la prévention sur les Juges subalternes; que cela ruinoit entièrement les Justices subalternes, & renversoit un ordre qui étoit peut-être aussi ancien que la Monarchie. Que dans le Droit Romain la prévention n'avoit point de lieu, & que Justinien en rétablissant les Juges des Villes, sous le nom de *Defensores Civitatum*, pour administrer la Justice au nom des Communautés, (ce sont les premiers qui ne l'ont point exercée au nom de l'Empereur,) ordonna par la Nouvelle 82. que les causes qui n'excederoient pas la somme *trecentorum solidorum*, ne pussent être portées devant les Juges supérieurs, qui étoient les Présidens des Provinces : *Non valentibus*, dit-il, *nostris subjectis*, *trahere sibi obligatos ad clarissimos Provinciarum Praesides, si intra summam 300. solidorum lis consistat*. Et la Nouvelle 15. porte : *ut si quis dolo malo plus petiisset, ut causam ad Praesidem traheret, litem amitteret*.

Que nos anciens Auteurs sont de cette opinion à l'égard de la France, & qu'un des plus célèbres, qui est *Joannes Faber*, qui vivoit il y a plus de 300. ans, sur le titre des Instituts, *De Attil. Tutore*, dit, que la Prévention ne doit pas être admise en France. *Non obstat*, dit-il, *L. 1. C. de off. praef. Urb. Quia tunc Jurisdictio pertinebat ad unum solum Imperatorem, nec erat alterius propria*. Il ajoute ces mots qui sont remarquables : *Hic autem (nempe in Gallia) est propria Baronum* : pour montrer que les Seigneurs & les Gentilshommes ont possédé de tout tems en France ces Jurisdctions dans leurs Terres, comme leur propre patrimoine.

Que si cette Prévention n'avoit point lieu dans le Droit Civil, elle en avoit encore moins dans le Droit Canon, où nul Archevêque n'a de Prévention sur

l'Evêque. *Can. Nullus. & Can. Conquestus. 9. q. 3.* Ce qui étoit si véritable, que quoyque l'Archidiacre fût un Officier de l'Evêque, néanmoins dans les lieux où les Archidiacres ont Jurisdiction, l'Evêque ne les peut prévenir, comme remarque la Glose, *ad Cap. Pastoralis. Extr. de Off. Jud. ordin.*

Que dans le Droit François, & dans l'ancien Usage du Royaume, sans s'arrêter à l'origine des Justices, qui est tres-obscur, & dont on trouveroit peut être des vestiges du tems même de Jules Cesar, on voyoit que rien n'étoit plus défendu par les Ordonnances de nos Rois, que cette Prévention des Juges Royaux, sur les Juges des Seigneurs particuliers.

Qu'entre plusieurs on pouvoit rapporter l'Ordonnance de saint Louis, en 1254. celle de Philippe le Bel, en 1302. de Philippe de Valois, en 1338. du Roy Jean, 1355. & de Charles V. 1357. Que celle-ci est remarquable, en ce que le préambule porte : *voulant que chacun use de son droit* ; ce qui marque le soin que les Rois ont pris, de conserver aux Gentilshommes la jouissance de leurs Justices : Et en ce que Charles V. donne par cette Ordonnance aux Juges des Seigneurs, la qualité de Juges ordinaires. Nos Auteurs les traitent de même, *Judices ordinarii*, *Judices publici*, pour les distinguer des Juges Ecclesiastiques, qu'ils appellent *Judices privatos*, qui n'ont qu'une simple notion, une simple connoissance de cause, & non pas une véritable Jurisdiction.

De Charles VI. en 1408. de Charles VII. en 1443. de Charles VIII. en 1490. & celle de François I. en 1536. qui est la Déclaration sur l'Edit de Cremieu.

Qu'à l'égard des Coutumes, il y en a tres-peu qui admettent cette Prévention.

Qu'il y a deux sortes de Préventions : la première, qui est la Prévention parfaite & sans renvoi, est admise véritablement par la Coutume de Vermandois & par quelques autres Coutumes de Picardie ; mais que les Seigneurs s'y sont opposez : Qu'elle est aussi observée dans la ville de Paris, le Prevôt de Paris, ayant le droit de Prévention sur les Justices inférieures des Seigneurs particuliers, comme l'Abé de saint Germain, l'Archevêque de Paris, les Chanoines & Chapitre de saint Marceau, & autres ; mais que le besoin qu'il y a de rendre la Police uniforme dans une grande Ville, l'a introduite dans celle-cy, par un ancien usage.

La seconde, qui est la Prévention imparfaite à la charge du renvoi, lorsque le Seigneur reclame ceux qui sont sujets à sa Justice ; & elle est admise encore dans les Coutumes du Maine, d'Anjou, & de Poitou.

Qu'il est vrai que les Justices se rapportent uniquement au Roi, & qu'elles remontent nécessairement par degrés jusqu'à l'autorité Royale, qui est le centre de toutes les Justices du Royaume ; mais qu'il est certain aussi, qu'elles sont patrimoniales & attachées inséparablement aux Terres ; & que si cette Prévention des Juges Royaux avoit lieu, ce seroit ruiner entièrement la Justice des Seigneurs particuliers, & les dépouiller de la principale partie de leur bien, sans laquelle les Terres n'auroient plus de considération : étant certain que les Gentilshommes n'ont rien plus à cœur, que la conservation de leurs Justices ; parcequ'il n'y a rien qui les distingue plus d'avec les au-

tres Sujets du Roi , que l'avantage de faire rendre la Justice en leur nom.

Que si les Juges subalternes ne font pas leur devoir , & sont négligens à faire leurs Charges, il est aisé d'empêcher le mauvais éfet de cette négligence, en fixant un terme à ces Juges , après lequel le Juge Royal auroit la Prévention. Qu'enfin il étoit persuadé que le Roi y apporteroit quelque tempérament , pourvu qu'on lui représentât bien , que cette Prévention de ses Juges ruinerait tous les autres , qu'elle renverseroit ce que tant de Rois ses prédécesseurs ont conservé inviolablement, & qu'elle dépouilleroit les Gentilshommes, qu'il chérit si fort , de la plus importante & plus chere partie de leur patrimoine.

M. le Chancelier a dit , que si la Prévention a lieu , ce ne sera donc plus le Juge du délit qui en prendra connoissance.

M. Puffort a dit , que comme il n'y a rien qui forme plus de contestations, que les Préventions, qui retombent toujours sur les Parties, aussi le Roi s'est particulièrement appliqué à en arrêter le cours. Mais encor que cela ait été décidé par le Droit Civil & Canonique, néanmoins il se trouve un titre : *De Supplenda negligentia Prælatorum*, qui est le titre X. du premier livre des Décrétales.

Qu'en France il y a deux sortes de Préventions : l'une absolue , & l'autre conditionnelle.

L'absolue est celle , qui se fait sans révendication , comme dans les Coutumes de Vermandois , Senlis , Compiègne , & autres. Et la conditionnelle, à la charge de revendication, comme dans Anjou , Touraine , le Maine, Poitou , & autres ; & même dans aucunes de celles-ci , il faut que le Seigneur revendique lui même.

Les Juges Royaux vont plus avant , & sont autorisez par les Arrêts, contre les Juges des Seigneurs ; & ainsi il est vrai de dire , que cette disposition ne résiste pas à l'esprit général du Royaume. La Prévention non seulement a lieu dans la Ville & Fauxbourgs de Paris ; mais encor dans toute l'étendue de la Prevôté de Rheims, dans laquelle le Lieutenant Criminel prévient toujours le Juge de l'Archevêché , quoique ce soit la premiere Pairie de France. Et la plus grande partie de l'Etat s'en trouve bien , parceque la plupart des Juges des Seigneurs , étant sans aucune capacité , les crimes demeurent impunis , ou par leur foiblesse , ou par l'autorité des Seigneurs , dont ils dépendent absolument ; & la Justice est incomparablement mieux rendue , & avec plus de sévérité & de décence , par les Juges Royaux. Les Seigneurs souffrent peu de cette Prévention, la Justice leur étant onéreuse , par les frais qu'ils sont obligez de faire pour l'instruction des Procès des acuzez, & pour l'exécution des condamnés. Et à l'égard des droits utiles qu'ils en pourroient retirer , par les adjudications d'amandes & par les confiscations , il n'est pas nécessaire que les Procès soient jugez par leurs Officiers , pour les emporter ; parceque c'est une suite de la mouvance & du ressort.

Que les Justices des Seigneurs sont ou mêlées avec celle du Roi, ou elles en sont séparées : Si elles en sont séparées, & établies dans des lieux differents, les Juges des Seigneurs peuvent aisément prévenir ; & s'ils ne le font pas, ils

doivent s'imputer leur négligence. Que si elles sont mêlées, c'est aux Officiers à veiller à leur devoir. Et lorsque le Roi a établi des Juges Royaux, ce ne peut avoir été qu'à condition, qu'il n'y auroit pas entr'eux de concurrence; mais que la Prévention apartiendrait à ses Officiers. Et il y auroit même de grands inconveniens, que le Juge d'un Seigneur pût connoître du diferend de ses enfans, de sa famille, & de ses domestiques.

Quant aux Ordonnances, celles qui ont été ci-dessus rapportées, ne défendent pas la Prévention; mais elles confirment chacun dans son droit.

L'on pourroit dire davantage, & faire une grande distinction entre la Justice civile, & la Justice criminelle. La civile a pû passer pour patrimoniale, & c'est le fondement de toutes les Ordonnances qui ont été alleguées; mais quant à la criminelle, elle est d'une nature bien différente. La véritable propriété de cette Justice, qui s'appelle *jus gladii*, est un droit de Sang sur les Sujets du Roi, résidant à proprement parler, en la main de sa Majesté, qui le communique à ses Officiers. Et si le Roi énerve souvent la Justice civile des Seigneurs, quoique patrimoniale, par la concession des *Committimus*, qui soustrayent à ces Justices Seigneuriales, leurs principales matieres, & qui sont plus naturellement de leur compétence, il semble qu'il y a bien plus de raison que les Officiers du Roi aient du moins la Prévention dans les affaires criminelles, dont la vengeance appartient particulièrement au Souverain, comme étant un droit Regalien de la Couronne, qu'il n'est jamais présumé abandonner entierement. En sorte que les concessions qui ont été faites des hautes Justices à ses Sujets, ne s'entendent avoir été faites qu'à cette condition, que les Officiers pourront toujours exercer la Justice, si les Officiers des Seigneurs ne sont pas assez diligens à faire leur devoir. Qu'en effet lors de la réformation de la Coutume de Paris, en 1579. les trois Etats ayant rédigé des Articles en leur faveur, pour l'établissement de ces Justices, ils furent rejettez, sans que les Commillaires voulussent permettre qu'il en fût fait mention dans leur Procès verbal.

Qu'au surplus, la Jurisprudence de ces Préventions n'est pas si inconnue au Parlement, qu'il n'ait rendu plusieurs Arrêts & Réglemens sur cette matiere. Il s'en trouve un rendu en faveur du Juge de Ribemont, contre le Juge du Duché de Guise; & un autre en faveur du Bailli de Noyon, contre le Juge de la Pairie du même lieu. Il est vrai que c'est dans la Coutume de Vermandois; mais cela prouve clairement qu'on n'a pas toujours si favorablement considéré les Justices particulieres des Seigneurs. Et néanmoins l'on pourroit apporter quelque temperament à cet Article, en donnant le tems de 24. heures aux Juges des Seigneurs, qui ont leur Justice mêlée avec celle du Roi, sans déroger à la possession des Juges Royaux.

M. le P. Président a reparti, que du moins il falloit un tems suffisant, dans lequel les Officiers des Seigneurs pussent exercer les fonctions qui leur appartiennent. Qu'il ne pouvoit pas être moindre de trois jours. Que l'exemple des *Committimus*, ne convient pas à la matiere; parcequ'ils ne sont pas acordez aux personnes des Officiers, mais en consideration du service du Roi, pour un tems seulement, & tant que l'Officier se trouve revêtu de la Charge, & obligé de faire son service.

M. Puffort a repris , que ce n'est pas ce qu'il en veut induire ; mais qu'encore que les Justices soient patrimoniales, on n'a pas laissé d'en détacher les Justiciables.

M. Talon a dit , que si l'on donnoit indistinctement la Prévention à tous les Juges Royaux , sur ceux des Seigneurs, cela pourroit apporter du trouble dans l'ordre de la Justice ; mais que la Prévention n'estant accordée qu'aux Baillifs & Sénéchaux , les Seigneurs n'ont pas sujet de s'en plaindre. Qu'il demeure d'accord que la Prévention a lieu dans la Coutume de Vermandois, & dans la plupart de celles qui en dépendent , sans que le Juge Royal qui a prévenu , soit obligé au renvoi. Il est vrai qu'il y a d'autres Coutumes qui permettent aux Seigneurs de revendiquer les affaires criminelles , quand le Juge Royal a prévenu ; mais l'on peut dire que l'usage les a réformées , & que les Juges Royaux jouissent de la prévention , sans jamais renvoyer les affaires criminelles dont ils font une fois saisis.

Dans les Provinces , dont les Coutumes ne parlent point de Prévention , elle ne laisse pas d'y être pratiquée, & il y a peu de Lieutenans Criminels qui n'en soient en possession paisible; quelques-uns ayant obtenu des Arrêts, par lesquels ce droit leur est confirmé. En effet , toutes les Justices étant émanées du Roi , il y a assez d'apparence de croire , qu'il n'a pas voulu exclure ses principaux Officiers , de connoître, du moins par Prévention & concurrence , des crimes commis dans l'étendue de leur ressort ; & que s'il a communiqué à quelqu'un de ses vassaux , le droit d'une Jurisdiction criminelle, que les loix appellent , *merum Imperium* , *jus gladii* , ce n'a été que cumulativement , & non pas privativement. Et sans examiner les Justices Seigneuriales , & les plaintes qui en ont été tant de fois renouvelées , peut-on douter qu'une affaire criminelle ne soit mieux jugée dans un Baillage , que dans une Justice de Village ?

Mais la considération la plus importante , est que la Prévention n'aura lieu qu'en faveur des Baillifs & Sénéchaux , qui ont les Sièges de leur Jurisdiction dans les principales Villes du Royaume. Les Juges des Seigneurs répandus dans la Campagne ne recevront point de préjudice de la Prévention, s'ils sont assez diligens pour informer d'un crime , aussi-tôt que la plainte leur en est renduë.

D'ailleurs , rien n'étant plus important pour rendre une loi durable , que de la faire uniforme , il faudroit ôter absolument la Prévention aux Officiers du Roi , & dans Paris & dans tous les autres lieux , où ils en jouissent par titre ou possession; & ainsi l'Ordonnance feroit une brèche notable à l'autorité Souveraine : où bien il faut laisser les choses dans l'incertitude & la confusion, où elles ont été par le passé , & ainsi autoriser tous les Réglemens des Juges particuliers qui sont si fréquents , & qui empêchent si souvent la punition des crimes.

Quant à ce que l'on propose , de faire distinction des Villes où la Justice Royale & la Seigneuriale sont mêlées , c'est à dire , où il y a des Baillages & Sénéchaussées , & des Justices patrimoniales , dont le ressort s'étend sur une partie de la Ville ; Quelque juste que paroisse d'abord cette distinction, elle

elle feroit d'autant plus dangereuse , que les Seigneurs hauts-Justiciers de la Ville de Paris , prétendroient s'en prévaloir , & par là fécouër le joug de la Prévention , dont les Officiers du Châtelet de Paris sont en paisible possession ; ce qui est entièrement ruiner la Jurisdiction Royale dans Paris , & dans toutes les Villes considérables de Champagne & de Picardie , de plusieurs desquelles les Archevêques & Evêques sont Seigneurs. Et une raison tres-déclive pour ne point admettre cette distinction, est, qu'il ne se trouvera presque point de Villes où il y ait Bailliage ou Sénéchaussée , & en même tems Justice Seigneuriale , sans que cette Justice Seigneuriale appartienne à des Evêques, lesquels, pour beaucoup de raisons, qu'il seroit trop long d'expliquer, pourroient être justement privez de la Justice criminelle.

Mais comme un des principaux motifs pour lesquels on feroit quelque scrupule de dépouiller les Seigneurs d'une portion de leur Jurisdiction , n'est pas l'utilité que leur rapporte l'exercice de la Justice; parcequ'elle est toujours onéreuse à ceux qui n'en abusent pas ; mais la considération de ce que ce droit de Jurisdiction augmente le prix de leurs Terres : ces raisons ne doivent pas, ce semble , avoir le même poids à l'égard des Ecclesiastiques ; & n'y ayant point de milieu entre , ôter absolument la Prévention aux Officiers du Roi sur ceux des Seigneurs (ce qui seroit une playe irréparable à l'autorité Royale) & étendre cette Prévention par tout le Royaume , où l'usage l'a insensiblement introduite : ce dernier parti paroît le meilleur & le plus sûr. Et si l'on établit la moindre distinction , il est à craindre que l'on ne retombe dans l'embarras & dans la confusion , où l'on a été par le passé.

M. Puffort a dit , qu'il est bon de ne donner la Prévention qu'aux Baillifs & Sénéchaux , & qu'il faloit le réformer dans l'Article ; mais qu'on pourroit donner vingt-quatre heures, comme il a été proposé ci-dessus, dans les Villes où les Justices du Roi & celles des Seigneurs sont mêlées : sans néanmoins déroger à la possession des Juges Royaux , dans les Villes où ils jouissent de la Prévention ; & qu'il en faloit parler au Roi.

ARTICLE X.

NOS Juges Prévôts ne pourront connoître des crimes commis par des Gentilshommes, ou par des Officiers de Judicature ; sans rien innover néanmoins en ce qui regarde la Jurisdiction des Seigneurs.

X. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de cet Article , il a été trouvé bon.

ARTICLE XI.

NOS Baillifs, Sénéchaux & Juges Présidiaux connoîtront privativement à nos autres Juges, & à ceux des Seigneurs, des cas Royaux, qui sont le crime de Leze-Majesté en tous ses

XI. Article de l'Ordonnance.

chefs , rebellion aux mandemens émanés de nous ou de nos Officiers , malversations par eux commises en leurs Charges, crime d'Hérésie, troubles publics faits au Service Divin, Rapt & enlèvement de personnes, par force & violence.

Lecture faite de cet l'Article.

M. le P. Président a dit, que cet Article étoit de grande étendue , & que la matière qu'il traite , étoit plus importante que tout le reste de l'Ordonnance; d'autant qu'il y a un rapport nécessaire entre les cas Royaux en matière civile , & les mêmes cas en matière criminelle ; de sorte qu'on ne peut se dispenser de parler de tous les deux ensemble.

Que la première considération consiste à examiner , s'il est expédient de déclarer quels sont les cas Royaux, & de les fixer à un nombre certain , soit en matière criminelle, soit en matière civile, ou en toutes les deux : car il est difficile de faire aucune règle pour l'une de ces matières, qui ne tire à conséquence pour l'autre.

Qu'aucune Loi , aucune Ordonnance , aucune Coutume, ne les a fixez à un nombre certain. On a bien déclaré qu'un tel cas étoit un cas Royal, mais on n'a point voulu décider, qu'il n'y a que tels cas qui soient Royaux ; parceque cette restriction ne se pouvoit faire sans donner à l'autorité Royale, des bornes qu'elle ne doit point recevoir.

Qu'il en est de même pour les cas Royaux , que pour les cas privilégiés, qui regardent la Jurisdiction Ecclesiastique , & tout ce qui peut donner lieu aux appellations comme d'abus. Jamais on n'a voulu décider quels ils étoient : prévoyant bien que quand on en feroit le dénombrement , le Roi n'augmenteroit pas l'autorité ni la Jurisdiction de ses Officiers. Outre qu'il se peut présenter tous les jours des cas singuliers & imprévus , qu'il faut nécessairement traiter comme des cas Royaux ; & qu'il s'en rencontre aussi de nouveaux à l'égard de la Jurisdiction Ecclesiastique, dont les Juges Royaux doivent connoître.

Que par cette raison, lorsque le Comté de Champagne fut réuni à la Couronne, en 1315. les Seigneurs de cette Province, ayant fait de grandes instances à Louis Hutin , de spécifier quels étoient les cas Royaux , & s'étant plaints , que les Juges Royaux entreprenoient de connoître de toutes sortes de causes , le Roi ne leur fit d'autre réponse que celle-ci : *que les cas Royaux s'entendent des cas, qui de droit & d'ancienne coutume peuvent competer & appartenir au Souverain Prince, & à nul autre.*

Et quand le Duc de Bourgogne se plaignit , en 1463. des entreprises des Officiers Royaux de la Ville de Sens , le Procureur du Roi en ce Siège répondit fort à propos , que *les Officiers du Roi donnoient leurs Ordonnances dans les cas qui dépendoient de la Souveraineté du Roi , dans les crimes les plus atroces ; & en d'autres articles qui contenoient les cas , desquels la connoissance appartient au Roi seul.*

Que jamais il n'y eut moins de nécessité d'entrer en ce détail , & de dé-

terminer quels sont les cas Royaux ; parcequ'aujourd'hui il ne se forme presque point de contestation sur ce sujet : l'autorité des Arrêts & le soin que le Parlement a pris de conserver la Jurisdiction de tous les Officiers du Roi, ayant établi les choses de telle sorte, qu'on n'en dispute presque plus.

Que s'il survient quelque difficulté, s'il se présente quelque nouveau cas, la décision est toujours en la main du Roi, & en celle de ses Parlemens, qui sont extrêmement soigneux de conserver l'autorité Royale ; & s'ils y manquoient, Vous, Monsieur, (a-t-il dit, en s'adressant à M. le Chancelier) qui êtes le Chef de toute la Justice de France, y mettriez la main, avec l'autorité que le Roi vous a donnée. Mais que cet ordre est présentement si bien établi, qu'on n'a plus à craindre sur cette matière, aucune de ces fâcheuses contestations, qui alloient autrefois, jusqu'à troubler le repos des Sujets du Roi, & la tranquillité de l'Etat.

Que la seconde considération est, qu'en voulant spécifier quels sont les cas Royaux, il faudroit d'abord établir la règle sur laquelle on les peut connoître, afin de sçavoir leur définition & leur différence essentielle.

Que la peine qu'il y a de trouver cette règle, fait connoître avec combien de prudence les Rois ont jugé à propos de s'en rapporter à leurs Officiers, & principalement aux Officiers de leurs Parlemens, qui doivent être chargez non seulement du soin de faire observer ces maximes ; mais encore de l'en vie, qu'attire sur ceux qui les pratiquent, l'exactitude avec laquelle ils sont obligez d'agir.

Qu'ainsi cette règle ne pouvant être tout-à-fait certaine, elle devoit s'étendre & se racourcir selon les occasions, & qu'en ces occasions les Rois s'étoient contentez de consulter leurs Officiers, sans rien décider eux-mêmes ; & que s'il y avoit quelque diversité de sentimens entr'eux sur ces matières, cette diversité aloit toujours à l'avantage de l'autorité Royale.

Qu'il n'en est pas de cela, comme des droits qui regardent les actions & les intérêts des particuliers, où il est important qu'il n'y ait rien d'incertain, & qu'on établisse autant qu'il est possible, des règles assurées, sur lesquelles les Sujets du Roi puissent jouir de leurs biens & de leurs patrimoines. Car encor que la Loi ait mis au nombre des règles de droit, comme une des plus importantes, celle qui dit : *Omnes definitiones in Jure periculose*, elles ne laissent pas d'être nécessaires, quoiqu'elles soient difficiles & périlleuses ; & les difficultés qui s'y rencontrent, ne vont qu'à obliger le Législateur à les consulter & à les examiner avec plus de soin. Mais à l'égard de certaines parties du Droit public, comme est celle dont il s'agit, ces sortes de définitions précises, qui restreignent les maximes générales à une application particulière, ne semblent pas nécessaires, & sont toujours difficiles & même très-périlleuses.

Que la difficulté qui s'y rencontre, se voit dans les différentes opinions de ceux qui ont traité de ces matières, comme dans l'incertitude des principes sur lesquels ils se fondent.

Qu'il y a sur ce sujet un avis donné au Roi par M. le Procureur Général de la Guesle, & Messieurs de Pibrac & de Thou, qui remplissoient alors

tres-dignement les places du Parquet. Qu'en cet avis ces grands Personna-
ges, suivant le zèle que leurs Charges leur donnoient, portèrent fort loin
l'autorité de la Justice Royale ; & que s'il les en faut croire, il n'y a pres-
que aucun cas, qu'on ne doive mettre au nombre des cas Royaux.

Que plusieurs de nos Docteurs, bien éloignez en cela du sentiment de ces
Messieurs, restreignent extrêmement les cas Royaux, & veulent qu'ils ne
s'étendent qu'en ce qui concerne la conservation du Domaine du Roi ; par-
ce qu'il ne seroit pas bien-séant, que le Roi demandât justice à ses Sujets,
pour conserver ce qui lui appartient.

Qu'ils en ôtent tout ce qui regarde la Police, même la générale, & la pu-
nition des crimes, si ce n'est ceux qui se commettent contre l'autorité des
Juges Royaux ; parcequ'ils prétendent que les Juges des Seigneurs étant ré-
putez Officiers publics, *Judices publici*, ils doivent connoître de tout ce qui
est public. Cependant le Parlement ne pourroit pas souffrir, qu'on bornât
de la sorte les cas Royaux.

Que quelquefois on les considère, non seulement par la qualité des cau-
ses, mais encore par celle des personnes : Par exemple, qu'en Champagne
on avoit autrefois introduit un usage de Bourgeoisie Royale ; que ceux qui
en obtenoient des Lettres du Roi, ou même, qui faisoient une simple déclara-
tion au Greffe, *qu'ils se mettoient dans la Bourgeoisie du Roi*, en payant
un certain droit par chacun an, étoient exemts de la Justice des Seigneurs,
& ne répondoient que devant les Juges Royaux.

Que ce privilege dure encor en quelques endroits de cette Province, &
que celui des Bourgeois de Paris, qui est porté dans la Coûtume, a
quelque rapport à cette exemption ; mais que cette Bourgeoisie Royale de
Champagne, qui anéantissoit la Justice des particuliers, fut restreinte par
Philippe le Bel.

Qu'on voit aussi, que la Coûtume de Boulogne, art. 156. attribué aux Ju-
ges Royaux, la connoissance des causes des Personnes misérables, des Veu-
ves, & des Orphelins, que leur misère met en la protection particulière du
Roi, *Patris orphanorum, & Judicis Viduarum*. Et même qu'il croioit, que
par tout ailleurs les Juges Royaux seroient bien fondez à prendre quelque-
fois, & en de certaines occasions, la connoissance de ces sortes de causes,
pour le soulagement des personnes qui n'ont point d'autre secours. Que sa
Majesté leur en donne tous les jours un exemple admirable, lorsqu'elle re-
çoit elle-même les plaintes & les demandes de ses Sujets : & que si dans
cette occupation toute Royale, où tout le monde a la liberté de l'aprocher, il
fait quelque distinction des personnes, entre ceux qui lui parlent, c'est tou-
jours pour préférer les plus misérables, & ceux qui ont le plus besoin de son
secours, à ceux qui n'en ont pas tant de besoin.

Qu'il se pouvoit faire encor une considération sur les cas Royaux, tant en
matiere civile que criminelle, qui est, que la conjoncture des tems, & la sui-
te des affaires, oblige bien souvent de mettre au nombre des cas Royaux,
des matières qui originairement n'y étoient pas comprises : Par exemple,
Que les Juges des Justices Seigneuriales, connoissoient autrefois des matiè-

res Bénéficiales ; mais que depuis l'Ordonnance de Louis XI. en 1464. sur le possesseur des Bénéfices , qui fut faite en conséquence de la Bulle de Martin V. cette connoissance a été réservée aux Juges Royaux.

Qu'il y a tant de choses à dire sur ce sujet , qu'on ne sçauroit l'expliquer en si peu de tems. Et puisque le Roi a fait l'honneur à la Compagnie , de lui en demander son avis , & que le Parlement est le principal dépositaire de ces grandes maximes , qui paroîtront toujours d'autant plus importantes, qu'on les approfondira davantage , & qu'on en pesera plus mûrement toutes les conséquences : cette Compagnie est obligée, par son devoir & par le zèle qu'elle a pour le service de Sa Majesté, de lui représenter, qu'il n'est point du tout expédient de jamais déterminer quels sont tous les cas Royaux. Mais que si Sa Majesté jugeoit, qu'il falût absolument les fixer à un nombre certain, elle la suppleroit que cela se fit avec une grande connoissance de cause, & non pas incidemment , comme il le seroit dans l'Article dont on vient de faire la lecture.

Qu'il seroit à propos pour cela de voir tous les anciens apanages , où les cas Royaux ont été réservés. Que dans les Régistres du Parlement il y a une infinité de Pièces , de Titres & des Réglemens , qu'il faudroit examiner ; & entr'autres un Règlement célèbre, fait en conséquence de l'échange de Montpellier , par Charles V. avec le Roi de Navarre , en 1372. Un autre Règlement fait entre le Bailli de Touraine , en qualité de *Juge des Exemptions & des cas Royaux*, & le Sénéchal de Touraine , qui étoit le Juge de l'apanage de Louis I. d'Anjou , fils de Charles V.

Qu'il faudroit aussi examiner plusieurs autres Réglemens & Traitez , faits avec les anciens Pairs & Grands Seigneurs du Royaume , où l'on voit que ces matieres ont été amplement traitées.

Que la Chambre des Comptes , qui est aussi fort riche dans ses registres, pourroit fournir bien des pièces de conséquence ; mais que comme il étoit impossible d'entrer dans cette grande discussion, en examinant l'Article dont il s'agit , il étoit bien plus à propos d'en ôter tout le détail. Enfin que pour vouloir marquer quels sont les cas Royaux , on sembleroit en fixer le nombre , & retrancher tout ce qui n'y seroit point spécifié.

M. le Chancelier a dit sur ce sujet , que dans la Province de Bretagne, même lors qu'il y avoit des Ducs , l'on a toujours distingué les cas Royaux appartenans au Roi seul, des autres matieres dont est venu le nom de *Regaires* , qui est demeuré jusqu'à présent.

M. le P. Président a dit , que cela le faisoit souvenir des longues & anciennes contestations avec les Ducs de Bretagne , pour les cas Royaux. Que ces Ducs prétendoient avoir une Cour Souveraine , & ne pouvoient souffrir que les Bretons appellassent à la Cour Souveraine du Roi , qui est le Parlement.

On leur soutenoit au contraire , que n'étant point Souverains , mais Vassaux de la Couronne, ils ne pouvoient avoir de Cour Souveraine , qui tire sa dénomination de la Souveraineté du Roi , dont elle exerce la Justice : y ayant une relation nécessaire de l'une à l'autre. Et comme il n'y a point de

Souverain sans Cour Souveraine, il n'y a point de Cour Souveraine sans Souverain. Qu'ainsi le Parlement, non seulement recevoit toujours les appellations de Bretagne, mais encor connoissoit des cas Royaux, dans l'étendue de cette Province.

Que les Evêques de Bretagne ayant plus d'autorité que les autres Seigneurs du pais, se maintenoient mieux dans cet ordre, contre les entreprises de leur Duc, & ne souffroient jamais que les appellations de leurs Juges fussent relevées à sa prétendue Cour Souveraine; mais qu'au contraire ils les faisoient toujours porter au Parlement, comme ne reconnoissant point de Justice supérieure, que la Cour Souveraine du Roi. Et c'est pourquoi ces Justices du Domaine temporel des Evêques, avoient pris en ce tems-là le nom de *Régaires*, qu'elles ont conservé jusque à cet heure.

M. Puffort a dit, que l'intention du Roi n'a pas été, d'étendre son pouvoir, étant maître absolu; mais qu'il a voulu pourvoir à une infinité de contestations, qui arrivent pour les cas Royaux, & qu'il est impossible de prévenir: comme il n'a pas suffi de dire, qu'e'les étoient les matieres sommaires, & les moyens de Requête civile, il a fallu encor les définir.

L'Edit de Crémieux a spécifié quatre ou cinq cas Royaux, & a ajouté: & autres; mais ce n'est rien dire, & c'est une matiere de Procès.

La différence est grandes, entre les appellations comme d'abus, & les cas Royaux. Les appellations comme d'abus ont été introduites pour empêcher les entreprises des Ecclesiastiques, sur les Droits du Roi & de l'Etat, sur les libertez de l'Eglise Gallicane, & sur l'autorité des Cours & Jurisdictions Royales. Mais comme ce corps a relation à une puissance étrangere, il auroit été dangereux de spécifier & limiter les cas d'Abus, qui doivent être étendus selon les occurrences, pour empêcher les entreprises de la Cour de Rome.

Il n'y a rien de semblable pour les cas Royaux: les Justiciables & les Jurisdictions étant absolument dépendantes du Roi & de l'autorité des Compagnies.

Que pour remplir cet Article, on a recherché avec le plus d'exactitude qu'il a été possible, tous les cas Royaux. L'on y a travaillé avec tres-grande application, pendant un fort long-tems: & cependant il en peut être échappé; & c'est dans cette prévoyance que le Roy a ordonné la conference qui se tient, pour tirer des lumieres de la Compagnie dans une matiere si étendue.

Lib. 2. Tit. 6. Que Si l'Edit de Crémieux n'a pas expliqué les cas Royaux, ils ont été suppléés par les Arrêts & Réglements du Parlement. Chopin en son traité *de Domino*. * rapporte un Réglement de 1499. qui marque tous les cas Royaux. Il y en a encore deux autres: l'un de 1614. & l'autre de 1621. dans lesquels il est aussi marqué, *que les cas Royaux sont proprement ceux qui regardent la personne du Roi, sa dignité & son Office*. Que ces termes généraux comprenant tous les cas Royaux, il n'y a point de péril de les spécifier: le dénombrement qui en est fait, ne pouvant en aucun cas préjudicier à l'autorité Royale.

M. Talon a dit, qu'encore que par les anciennes Ordonnances il semble

que l'on ait affecté de ne pas spécifier en détail tous les cas Royaux , il ne s'ensuit pas que l'on doive être apreset dans la même retenue. Les cas Royaux ont été diversement étendus , pour limiter le pouvoir des Seigneurs , avec lesquels les Reglemens ont été faits , ou selon que l'autorité Royale s'est trouvée plus ou moins puissante. Les Ducs de Bretagne & de Bourgogne , & les autres Grands Seigneurs de la Couronne , souffroient avec peine que les Juges Royaux exerçassent aucune Jurisdiction dans l'étendue de leurs Terres , & il a fallu de grandes disputes , pour les obliger à reconnoître les cas Royaux.

Dans les Provinces données en apanage aux enfans de France , par les lettres de concession , les Rois se sont toujours réservés la connoissance des cas Royaux , & ont établi pour cet effet , des Juges particuliers. Il est vrai que quand on a voulu énoncer ces cas , il s'y est quelquefois trouvé de la diversité ; mais la puissance Royale reprenant insensiblement toutes ses forces , les cas Royaux sont acrus à proportion. Et quoique l'on ait soutenu originairement , que le cas Royal devoit être réduit aux affaires , où le Roi étoit partie , pour les Droits de la Couronne : néanmoins depuis , l'extension en a été faite à tous les crimes , dans lesquels la Majesté du Prince , la Dignité de ses Officiers , & la sureté publique , dont il est le protecteur , ont été violées ; & dans la crainte que l'on a eue , en faisant cette énumération , de donner des bornes trop étroites à l'autorité Souveraine , l'on y a ajouté ces mots : *& autres* ; déterminant par là , certain nombre de cas Royaux , sans néanmoins exclure les autres , qui par la conformité d'une même raison , peuvent être d'une même nature.

Cela étant , il est tres-important de décider , qui sont les cas Royaux , & de les spécifier en détail ; autrement il n'y a point d'affaires , dont les Juges des Seigneurs n'entreprennent la connoissance , au préjudice des Juridictions Royales ; & ils diront toujours que le cas ne leur a pas paru cas Royal.

L'expérience nous fait connoître , que cet abus se pratique tous les jours , même dans Paris ; & quand un Procès est porté à la Tournelle , encor que l'on juge que ce soit un cas Royal , on ne détruit pas toute la procedure qui a été faite , & l'on prononce sur l'appel par le mérite des charges.

Il faut donc prévenir ce desordre , & si l'on craint de faire quelque préjudice aux droits du Roi , on pourroit y ajouter la clause des anciennes Ordonnances. Mais en verité , pour éviter les conflits , il seroit meilleur de comprendre dans l'Article qui sera dressé , tous les cas Royaux sans reserve , & de faire que les Juges ne pussent à l'avenir , ni les restreindre , ni les étendre. Ce que l'on peut faire pour conserver la Jurisdiction Royale dans son lustre , est de comprendre dans les cas Royaux , tous ceux qui ont été jusques ici dans quelque sorte de doute & d'incertitude. Et cette décision générale prevendra un nombre infini de Reglemens de Juges , qui empêchent , plus que toute autre chose , la punition des crimes.

Du Samedi 7. Juin, 1670. après midi.

LA Compagnie s'étant assemblée à l'heure ordinaire : M. le P. Président a dit, que plus il fait reflexion sur l'Article XI. qui fait le dénombrement des cas Royaux, plus il se confirme dans le sentiment, qu'il est non seulement inutile, mais même préjudiciable, de les spécifier, par l'incertitude qui s'y rencontre ; & qu'il seroit bien plus à propos d'en laisser la définition à l'arbitrage des Juges.

Que l'on voit souvent des conflits, pour juger des cas Présidiaux & Prévotaux dans les crimes ; mais qu'à l'égard des cas Royaux, il ne se présentoit des contestations que tres-rarement ; les Arrêts & l'usage ayant presque tout réglé sur cette matière, & les Juges subalternes déferant beaucoup aux Juges Royaux.

Que dans les cas qui ont été inferez dans l'Article, l'on a compris celui d'*Incendie* : que les Ordonnances n'en parlent point. Que néanmoins il y auroit une distinction à faire ; car tel incendie peut être cas Royal, & tel autre peut ne l'être pas. L'on demeure d'accord, qu'un incendie fait avec dessein prémédité, pour exciter une émotion & un desordre dans une Ville, est proprement selon l'esprit de l'Ordonnance, & selon sa définition véritable, un cas Royal ; mais s'il arrivoit que dans un Village on mît le feu à une grange, sans aucun dessein qui pût regarder le public, on ne pourroit pas prétendre que ce fût un cas Royal ; & c'est aux Juges à faire ces distinctions, & d'appliquer la Loi, selon les occurrences particulières : d'autant plus, que ce n'est pas l'atrocité qui fait le cas Royal, mais la conséquence.

M. le P. Président a ajouté, qu'il y auroit encor de la distinction à faire, sur le port d'armes, qui ne peut être pris pour un cas Royal, que lorsqu'il est fait avec attroupement, & à dessein de commettre une violence publique. Que de même le Rapt & l'Enlèvement n'est pas un cas Royal, non plus que le simple vol, quand il seroit fait dans l'Eglise. S'il étoit fait néanmoins avec violence & éfraction, il pourroit passer pour cas Royal. Mais par une clause générale l'on pourroit accommoder toutes choses, en ajoutant ces mots : *Et autres*, qui sont dans les anciennes Ordonnances.

M. Puffort a dit, qu'à l'égard de l'incendie on le pourroit ôter ; mais que pour le port d'armes, l'Article X. de l'Edit de Crémieu en fait mention indéfiniment. Que le Rapt & l'Enlèvement fait avec violence & à main armée, est un cas Royal, comme étant une violence publique ; mais que le Rapt fait par séduction, ne peut être qu'un cas ordinaire. Qu'on peut ajouter dans l'Article le Sacrilège ; & qu'il en faut parler au Roi.

A R T I C L E X I I.

XII. Article de l'Ordonnance.

Les Prévôts de nos Cousins les Maréchaux de France, les Lieutenans Criminels de Robe-courte, les Vice-Baillifs, & Vice-Sénéchaux, connoîtront en dernier ressort, de tous crimes

A l'égard des Présentations, la difficulté qui en fut proposée à la dernière conférence, parut à lui qui parle, si considérable, qu'il l'avoit fait entendre à Messieurs les Commissaires députés par le Roi, pour dresser & examiner les articles. Que l'on étoit convenu dans l'assemblée, qu'il y avoit quelque chose à désirer à celui dont il s'agit; & qu'il falloit un Greffe des présentations pour le Défendeur, & non pas pour le Demandeur.

Que cet article n'avoit pas été proposé au Roi; Mais qu'il y avoit apparence, que Sa Majesté l'approuveroit; parce qu'il serviroit beaucoup pour retrancher le grand nombre des procédures: & il a fait lecture de l'article qu'il avoit dressé à cet éfet, aux termes qui suivent:

Ex Sièges où il y a des Greffes des présentations, le Défendeur sera tenu dans la huitaine après l'écheance de l'assignation, de se présenter, & de cotter le nom de son Procureur, sur le Cahier des présentations: & de la part du Demandeur, il ne sera fait à l'avenir aucunes présentations, desquelles nous abrogeons l'usage pour ce regard; ensemble des délais pour la cloture des Cahiers, & tous les autres délais & procédures, desquelles on s'est ci-devant servi, tant pour le Demandeur que pour le Défendeur, sur le fait des présentations.

M. le Président de Novion a dit, que l'intention du Roi, étoit d'empêcher les surprises, & qu'il en arriveroit beaucoup, si l'on ne pourvoyoit à donner des délais.

M. Puffort a reparti, que l'exemple de la juridiction Consulaire, faisoit assez voir, que lors qu'on n'espéroit aucuns délais, l'on comparoït aux premières assignations; & qu'un des plus grands biens de la Justice, étoit qu'elle fut brève.

M. le P. Président a ajouté, qu'il pouvoit dire, que l'on avoit parlé de cette question, dans toutes les assemblées, & que l'on avoit toujours jugé à propos, de regler les délais, & en donner de plus longs au Défendeur qu'au Demandeur; qu'autrement il arriveroit de fort grands inconveniens: & a proposé un homme originaire d'Auvergne, qui seroit assigné à la quinzaine au Châtelet de Paris, & seroit obligé de chercher en son pais, les instructions nécessaires pour sa défense. Qu'il lui seroit impossible de satisfaire à l'assignation, dans la brièveté du délai, & demeureroit exposé à une condamnation par défaut. Mais qu'en doublant les délais, l'on pourroit prévenir ces inconveniens.

M. l'Avocat Général Talon a représenté, que l'intention du Roi étoit, d'ôter la multiplicité des procédures; Mais non pas de supprimer les délais nécessaires. Qu'il faut apliquer la Loi aux cas les plus difficiles & les plus extraordinaires, pour la rendre parfaite. Il a posé l'Exemple d'un différend pour un combat de Fiefs. Qu'il suppose une Partie assignée, contrainte d'aller chercher dans la chambre des Comptes, les titres justificatifs de sa prétention; qu'il est impossible d'en faire la recherche qu'avec du tems; Cependant on levera un défaut. Qu'il est impossible de faire une Loi uniforme, sans doubler les délais. Que le Roi ne veut retrancher que ce qui fait vexation à ses Sujets, dont la multiplicité des procédures est particulièrement la cause;

*Le second ch
de cet article a
été abrogé par
l'Orl du 11 Mai
1695 le 12
du 12 juillet 1695*

& que si l'on n'y pourvoyoit autrement, il se rendroit par les premiers Juges, une infinité de jugemens par défaut, qui causeroient aux Parries des frais & des longueurs extraordinaires, contre l'intention de la Loi.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit nécessaire d'ajouter dans l'article, après les mots, *du jour de l'assignation*, celui d'*échéû*, pour ôter l'ambiguïté; parce qu'il y a grande différence entre le jour de l'assignation, & celui de l'échéance.

De plus, M. le P. Président a fait observer, que par l'article dont il s'agit, le Défendeur en fournissant les défenses, est obligé de donner par copie signée de son Procureur, les pieces justificatives, en quoi la condition du Défendeur sera moins favorable que celle du Demandeur; parce qu'il demeurera responsable de la vérité des pieces que son Procureur aura signées, & que celles que le Demandeur donnera de sa part, avec l'exploit de sa demande, n'étant point signées, seront sujettes à defaçon, & ne feront aucune foi en Justice.

Que dans l'usage présent, le Défendeur a assez de tems pour faire la recherche de ses pieces, & n'est obligé d'en donner communication, qu'en les produisant; Mais que ci-après il en faudra donner copie avec les défenses.

Que l'on ne statuë pas à l'égard de celui qui n'en donnera qu'une partie, & que l'on ne dit pas si son Avocat, lors qu'il s'agira de plaider, ne sera pas reçu à les communiquer, en la maniere que les Avocats se communiquent entre eux, ou s'il faudra plaider sur les seules pieces, dont copies auront été données. Que cette communication de la part du Défendeur le contraindra beaucoup, ne sera pas d'un fort grand usage, & pourra produire bien des ambiguïtés; qu'il seroit donc à propos de la retrancher.

D'ailleurs, l'article ordonne, que faute par le Défendeur, de fournir ses pieces avec ses défenses, il sera donné défaut contre lui emportant profit; C'est à dire, sa condamnation définitive, qui est la plus grande de toutes les peines. En quoi le Demandeur est beaucoup plus favorablement traité: Sa contravention n'emporte contre lui autre peine, sinon que les Copies qu'il fournira dans le cours de l'instance, seront données, & y sera Repondu à ses dépens, sans aucune répétition.

M. Puffort a dit, que le Sergent est un Officier de Justice. Les pieces dont il donnera Copie à la Requête du Demandeur, seront aussi authentiques que celles qui seront signées par le Procureur du Défendeur; & qu'à cet égard il n'y avoit point de différence. Que cette communication retranchera les procédures. Que s'il arrive quelque contestation lors de la plaidoirie, les Avocats se régleront entre eux, où il y sera pourvu par les Juges.

A l'égard de la peine ordonnée par l'article, contre les Défendeurs qui ne fourniront point de défenses, elle est de droit; & quand l'article n'y auroit point pourvu, sans doute l'on ajugeroit les conclusions du Demandeur, contre un Défendeur qui n'auroit point fourni de défenses, ou qui n'en voudroit pas donner. Mais à l'égard du Demandeur, toute la peine que l'on pouvoit statuer contre lui, étoit, d'ordonner que les pieces qu'il voudroit

produire , seroient delivrées & contredites à ses dépens.

M. le P. de Maisons a dit , que ces communications donneront occasion à beaucoup de surprises. Que l'on ne communiquera que des pieces inutiles & de peu de consequence , que ce sera la principale étude des chicaneurs.

M. Puffort a reparti , que la plupart des Procez s'intentent de bonne foi dans le commencement , & que ce n'est que dans la suite que l'artifice & la malignité s'y mêlent.

M. le P. Président a dit , que cela fera bien des Procez au Conseil , pour des contraventions que l'on prétendra avoir été commises à l'Ordonnance , & qu'au lieu de l'abréviation que l'on cherche, il y aura bien des longueurs.

M. l'Avocat Général Talon a repris toutes les raisons dites de part & d'autre , & a conclu , que la communication des pieces par le Demandeur , pouvoit estre d'une fort grande utilité ; Mais qu'il n'en étoit pas de même de la part du Défendeur : Qu'il estimoit , que c'étoit aller trop loin , que de l'obliger à fournir les Copies des pieces justificatives de ses défenses.

M. le P. Président a dit , que dans l'article , les mots de *même en celle de Sommation en garentie* ; étoient des termes qui sembloient en restreindre la disposition , qui devoit estre générale ; Et qu'il estimoit à propos de les retrancher.

ARTICLE II.

Les fins de non recevoir & autres exceptions peremptoires, si laucunes y a, seront proposées par les défenses. V. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. Puffort a dit , que suivant l'observation faite par la compagnie au dernier jour , il avoit compris dans l'article , la nullité des exploits.

M. le P. Président a dit , que toutes les Matieres comprises dans l'article , sont préliminaires , sur lesquelles il est bon de faire droit préalablement ; Mais qu'en même tems il étoit juste de donner quelque liberté aux Juges , pour le bien de la justice. Que c'est pour cela , qu'en apointant les Parties , l'on ajoutoit : *joint les fins de non recevoir , pour y être préalablement fait droit , s'il y échoit*. Que le sentiment de Messieurs les Députés , seroit , que l'on insérât cette clause dans l'article.

M. Puffort a reparti , que l'intention de la reformation qui se fait , est , d'empêcher que l'exécution de l'Ordonnance ne devienne arbitraire , & d'ôier aux Juges la liberté de juger différemment. Qu'il semble , qu'il est du bien de la Justice , de juger toutes les exceptions peremptoires préalablement , & sans entrer dans le mérite du fond : Que les mots , *s'il y échoit*, rendront l'exécution de l'article , Arbitraire ; & qu'il estimoit , qu'il suffiroit d'y ajouter : *Pour y être fait droit préalablement*.

ARTICLE III.

III. Article
de l'Ordon.

SI dans la huitaine le Défendeur ne met point de Procureur, le Demandeur prendra son défaut au Greffe ; & si après avoir mis & déclaré son Procureur, il est en demeure de bailler dans la huitaine, copie de ses défenses, & des pièces justificatives, si aucune y a, le Demandeur prendra le défaut en l'Audience, sans autre acte ni sommation préalablement faite au Procureur du Défendeur de comparoir.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que la disposition de l'article est trop avantageuse au Demandeur. Qu'au moins il faudroit un acte signé du Procureur, signifié à la Requête au Défendeur, pour l'avertir qu'un tel jour, en telle Chambre, matin ou soir, l'on poursuivra la plaidoirie de la cause ; qu'autrement il se fera une infinité de surprises.

M. Puffort a répondu, que l'article avoit été beaucoup examiné, & trouvé bon en la forme qu'il est rédigé. Que le Défendeur ne pourroit pas estre surpris, après que le Demandeur lui auroit déclaré le nom de son Procureur, & qu'il dépendoit de lui, de mettre un Procureur, & de fournir ses défenses, dans le tems porté par l'Ordonnance.

ARTICLE IV.

III. Article
de l'Ordon.

SOit que le défaut ait été pris au Greffe, faute de mettre Procureur ; ou à l'Audience, faute d'avoir fourni des défenses, & donné copie des pièces justificatives, le profit en sera jugé sur le champ à l'Audience, & les conclusions adjudgées au Demandeur, avec dépens ; pourvû que la demande soit trouvée juste, & dûement vérifiée, par la lecture qui sera faite de l'exploit, & des pièces ; sauf à permettre au Demandeur de la vérifier par témoins, si elle n'étoit pas bien & suffisamment justifiée, & que l'affaire y fût disposée, aux termes de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'article IV. Il a été trouvé bon.

ARTICLE V.

Si toutefois l'exploit d'assignation contient plus de trois Chefs de demande, le profit du défaut pourra être jugé sur les pièces vûes & mises sur le Bureau, sans qu'en ce cas il soit permis aux Juges de prendre aucunes épices.

V. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

M. P. Président a dit, que la disposition de la dernière partie de l'article, alloit obliger les Juges à juger sans épices, le profit d'un défaut, sur un vû de pieces qui ne contiendra que trois Chefs. Que cela regardoit particulièrement les premiers Juges, & qu'il est bon de leur retrancher les droits qui sont excessifs; Mais qu'il étoit juste aussi, de leur laisser les legitimes. Qu'il n'est question que de trente sols, & que les ôtant les affaires ne seront pas peut-être si-tôt expédiées.

M. Pussort a dit, que les épices se donnent à proportion du travail, & qu'il n'y en a point dans le cas dont il s'agit.



TITRE V.

Des fins de non proceder, & des appellations sur icelles.

Ce Titre est le VI. de l'Ordonnance.

ARTICLE I.

Défendons à tous nos Juges, même à nos Cours de Parlement; Grand Conseil; Chambre des Comptes, Cour des Aides, & autres nos Cours; comme aussi aux Juges ecclésiastiques; de retenir aucune cause, instance, ou procez, dont la connoissance ne leur doit point appartenir; Et leurs enjoignons de les renvoyer incessamment pardevant les Juges qui en doivent connoître, ou ordonner que les Parties se pourvoient. En cas de contravention, seront les Juges pris à partie, en leur propre & privé nom, encore que le renvoi n'ait point été requis, ni le declinatoire proposé.

I. Article de l'Ordon.

ARTICLE II.

II. Article
de l'Ordon.

DEfendons à tous Juges, sur les mêmes peines, & de nullité de leurs Jugemens, d'évoquer les Causes, Instances, & Procez pendans es Justices inferieures, ou autres Jurisdiccions, sous prétexte d'appellation, ou connexité de matière; Si ce n'est pour tirer les Parties diffinitivement d'affaire, en l'Audiance & sur le champ, par un seul & même jugement.

Lecture faite de ces deux Articles,

M. le P. Président a dit, que ces deux articles sont de fort grande consequence; qu'ils attaquent la Magistrature, en déclarant que les Juges, même des Parlemens & autres Cours Souveraines, pourront estre pris à partie, & condamnés en leur propre & privé nom, s'ils n'ordonnent le renvoi des Causes qui ne seront pas de leur competence, encore le renvoi n'ait point été requis, & qu'il n'y ait eu déclinatoire proposé. Que cette même condamnation se trouve prononcée huit ou neuf fois, dans les articles dont la communication a été donnée, & que les Ordonnances qui sont en usage, ne contiennent point de semblables dispositions.

Les plus fortes sont, celle de Roussillon, article trente, qui défend de juger les affaires par Commissaires; Celle de Moulins, article soixante-huit & soixante-neuf, qui rétablit les Commissaires pour les cinq Chefs; Mais que l'Ordonnance de Blois a crû mieux faire, en chargeant l'honneur & la conscience des Juges, des contraventions qui pourroient arriver.

Qu'en effet, l'honneur & la conscience sont les principales parties d'un Juge; que ce sont les plus forts liens pour le retenir dans son devoir; que l'on doit présumer, que tous ceux qui sont honorés de ce caractère, ne s'en détachent jamais, & que ces deux principes d'honneur & de conscience, ont plus de part dans toutes leurs actions, que la crainte du châtement.

Si quelqu'un étoit assés malheureux, pour avoir des sentimens contraires, il mériteroit d'être dégradé, & traité plus severement que les autres Sujets du Roi; Mais qu'en verité la condition d'un Juge seroit bien dure, si toutes les fois qu'il auroit jugé un Procez, il devenoit partie, ou s'il étoit exposé à la chaleur & au ressentiment d'un mauvais Plaideur. Que rien ne seroit plus capable d'avilir la Magistrature, puis qu'elle n'est soutenuë que par l'autorité, que le Roi leur donne, & par l'estime de ceux qui l'exercent: Neanmoins cette autorité & cette estime ne peuvent pas s'accorder avec la peine que l'on veut prononcer contre eux. Ils ont l'avantage de faire parler Sa Majesté dans leurs Arrests: C'est avantage fait réfléchir sur eux, le respect que l'on doit au Souverain; Mais si dans cette nouvelle Ordonnance, qui ne sera pas moins l'ouvrage de l'esprit du Roi, que de son autorité, la Loi

même avilit la fonction de ceux qui seront chargés de la faire exécuter, ils tomberont aussi-tôt dans le mépris. Ils seront en butte à l'empportement des Parties, qui croiront avoir sujet de se plaindre de leurs Jugemens ; & dans cette décheance de leur dignité, les bons & les méchans Juges étant également traités, il sera impossible que la Justice n'en souffre de grands dommages.

La dignité des Juges, principalement de ceux qui remplissent les Tribunaux Souverains, ne peut estre distinguée de la Justice même. Car comme l'Eglise a considéré le caractère des Evêques, jusqu'au point de mettre les causes qui regardent leurs personnes, avec celles qui regardent la Religion, dont ils sont les dépositaires : comme elle n'a fait aucune différence de ces deux causes, en les mettant dans un rang séparé, qu'on nomme les *Causes Majeures* ; aussi dans l'ordre de l'Etat, & selon la disposition des loix reçues & observées en France, on a toujours eû, que ceux qui administrent la Justice Souveraine du Roi, & qui en sont, comme dit l'Empereur, les *veritables Sacrificateurs*, doivent avoir dans la fonction de leurs Charges, toutes les prérogatives, qui appartiennent à la Justice, parce qu'elle ne peut subsister d'elle-même, ni estre séparée de ceux qui l'exercent & qui la soutiennent. Autrement leur Dignité ne seroit qu'un estre de raison, & une qualité vaine, sans fonction, sans action & sans force.

Qu'au reste, ces avantages que les Magistrats ont toujours eus, ne vont en aucune façon à l'impunité. Au contraire, plus leur Ministère est élevé, plus la punition de leurs fautes doit estre severe. Que le Parlement, & à son exemple, les autres compagnies Souveraines, ont toujours apporté beaucoup de soin à châtier les personnes de leur Corps, qui avoient manqué à leur devoir ; Mais que la Loi qui étoit confiée à la Religion des Juges, ne devoit pas présumer du mal de ses propres Ministres, en les traittant avec des termes si durs. Qu'enfin il seroit bien étrange, qu'elle prononçât aussi souvent des peines contre ceux qui la font observer, que contre ceux qui ne l'observent pas.

Qu'au lieu d'abreger les Procez, qui est la fin principale de cette Ordonnance, cet article les va multiplier par la licence que se donneront les Parties, de supposer des contraventions. Que la malignité des Plaideurs est si grande, qu'ils dresseront même des pièges aux Juges, pour les faire tomber dans quelque contravention, afin de se préparer une ouverture, pour se pourvoir contre leurs Arrests.

Qu'outre cela, le cas d'incompétence que l'on allégué, est extraordinaire, & moins susceptible qu'aucun autre, d'un remede aussi étrange que celui que l'on y veut apporter ; parce qu'il est bien difficile, que le Juge le plus circonspect n'y soit pris dans quelque occasion.

Toutes les retentions qui se font à la Chambre de l'Edit, étant accordées par défaut, & sans connoissance de Cause, les Juges peuvent estre en cela très-aisément circonvenus ; & il seroit fort déraisonnable de les condamner à une peine, pour des surprises dont ils n'auroient pû se défendre.

Que cette condamnation même seroit ou très-difficile, ou très-injuste

dans l'exécution ; parce qu'il arriveroit souvent , que les Juges n'étant pas tous de même avis , il faudroit distinguer les Contrevenans , d'avec ceux qui ne le seroient pas ; ainsi ce discernement étant presque impossible à faire , & ne devant jamais estre connu aux Parties , tous ceux qui auroient assisté au Jugement , se trouveroient également exposés à la vengeance des Plaigneurs , qui auroient perdu leur Procez.

Qu'il faut enfin que cet Ouvrage , digne de l'application d'un grand Roi , ne dure pas moins que la gloire de son nom. Pour le rendre éternel , on en devoit bien observer toutes les propositions , & ne pas confondre les Juges avec les Parties. Il falloit au contraire , intéresser ceux à qui l'exécution en doit estre confiée , par leur honneur & par leur conscience , qui sont les seuls interets des bons Juges ; afin qu'ils y trouvent tout ensemble , & la conservation de leur dignité , & le soulagement des Sujets du Roi.

M. Puffort a dit , que l'intention n'a point été , de déprimer la Magistrature ; que les Juges font regner le Prince , par l'observation de ses Loix ; & qu'il est de l'intérêt du Roi , de soutenir la Dignité & l'autorité des Magistrats de son Roïaume ; Mais qu'il importe , pour en conserver la pureté , de les astringre à l'exécution perpetuelle des Ordonnances. Qu'il n'y arien de si fort dans les articles dont il s'agit , pour faire apprehender aux bons Magistrats , de perdre la créance de l'autorité que le Roi leur a confiée , & l'estime que leur bonne conduite & leur intégrité , peuvent leur avoir concilié dans l'esprit des Peuples.

Qu'il se trouve plusieurs sortes de peines contre les Juges , dans les plus anciennes Ordonnances , & dans celles qui sont en usage. Que la peine des dommages & interets des Parties , est la plus triviale contre les contrevenans. Il y a des suspensions & privations de Charges , même des peines corporelles , que les Ordonnances apliquent en plusieurs cas , entre autres à la prohibition qu'elles font aux Officiers , même des Compagnies supérieures , de révéler les délibérations des Compagnies ; de ne point solliciter pour les Parties , & de s'abstenir des Jugemens des Procez , de qu'ils sçauront quelque cause de recusation en leur personne , quoique non alleguée par les Parties.

Et M. Puffort a raporté , pour plus grande preuve de sa proposition , les Ordonnances tant anciennes que modernes , qui font mention des peines ordonnées contre les Juges , pour raison des contraventions aux Ordonnances ; & a dit , que celle de Charles VII. en 1446. article douze , après avoir prescrit l'ordre des distributions , & enjoint aux Conseillers de faire eux-mêmes leurs extraits , tant des petits procez que des grands , ajoute : *Sur peine aux Conseillers d'être réputés parjures , & d'amende arbitraire.*

Le même , en 1453. article 107. enjoint aux Présidens , de l'avertir des Conseillers qui transgresseront l'Ordonnance , pour y donner provision , *par privation d'Offices & autrement ; tellement que ce soit exemple aux autres , de la garder sans l'enfreindre.*

Le même , article 110. porte , que par les Ordonnances faites par les prédécesseurs , *il y avoit de grandes peines corporelles & civiles*, decernées contre les révélateurs des secrets de la Cour , & qu'il veut qu'ils soient punis étroitement,

ment, suivant les anciennes Ordonnances, par privation de Gages, Offices, ou autrement :

Charles V I I I. en 1493. article 8. ajoute ; *Sur peine de privation d'Offices, & d'être inhabiles à jamais, de tenir offices Roiaux; & d'autres grandes peines pécuniaires & corporelles, selon l'exigence des cas* ; Ce qui est repeté par Charles I X. en 1560.

Le même, en 1493. article premier. Si aucuns des Conseillers étoient coutumiers de ne pas entrer aux heures prescrites par l'Ordonnance, seront punis par privation de leurs Gages, & suspension de leurs Offices.

Le même, article cinquième. Les Conseillers ne se divertiront à lire leurs-pieces, ou procez, ou à faire autre chose, pendant qu'on raporte, *Sur peine de perdition de leurs gages.*

Charles V I I I. en 1493. ordonne la même chose ; comme aussi l'Ordonnance de Blois, article 136. en ces termes : Seront tenus tous nos Présidens, Conseillers, Avocats, Procureurs Généraux, & Greffiers de nos Cours de Parlement, se trouver à l'ouverture qui s'en fait le lendemain de la Saint Martin. Sera lû le Tableau, & fait registre des absens, & leur nom baillé le même jour aux Receveurs & payeurs des Gages de nosdites Cours ; auxquels défendons de payer les Gages desdits absens pour tout le mois de Novembre, encore qu'ils se trouvaissent incontinent après ledit jour en nosdites Cours.

L'Ordonnance de 1539. article 124. & celle de Blois, article 120. portent la même chose, & font défenses aux Présidens & Conseillers des Cours Souveraines, de solliciter pour autrui les Procez pendans esdites Cours, *Sur peine de privation de l'entrée de ladite Cour, & de leurs Gages pour un an, & de plus grande peine, s'ils y retournent.*

Henri I I I. en 1549. article 9. & la même Ordonnance de Blois, article 140. Ordonnent encore la même chose : Les Conseillers des Enquêtes, après avoir fait leur service à la Tournelle, remettront leurs Procez au Greffe, *Sur peine de privation de leurs Gages, pour tous les jours qu'ils auront été en demeure de ce faire.*

L'Ordonnance de Blois, article 114. même chose. Et celle d'Orleans, article 43. fait défenses à tous Juges, tant Souverains que Subalternes, de prendre, ou permettre être pris des Parties, aucun present, quelque petit qu'il soit, de vivres ou autre chose quelconque, à peine de Crime de Concussion.

La même Ordonnance d'Orleans, article 44. fait défenses de prendre Gages ou Pensions, des Seigneurs ou Dames de ce Roïaume, prendre Bénéfice de leur Archevêque ou Evêque, des Abbés, Prieurs, ou Chapitres, qui sont dans leur ressort, pour eux, leurs Enfans, Parens ou Domestiques, *à peine de privation de leurs états, non-obstant toutes dispenses qu'ils pourroient obtenir au contraire.*

Charles I X. en 1560. ajoute à la privation de leurs états, ces mots : *On autre plus grande peine, s'il y étoit.*

Blois, article 154. Les fins de non-proceder & de non-recevoir, seront jugées sommairement par nos Juges, & au cas de contravention, pourroit.

lesdits Juges être intimez & pris à partie, en leur propre & privé nom.

Rouffillon, article 23. Défendons à nos Parlemens, Cours Souveraines, & autres nos Juges, de moderer les amandes du fol appel, Requête civiles & propositions d'erreur, *à peine de les répéter sur eux.*

La même Ordonnance, article 30. Défend de juger aucuns Procez par Commissaires, tant aux Cours Souveraines, que Présidiaux, *à peine de tous dépens, dommages & intérêts des Parties.*

La même, article 32. Défend aux Présidiaux; Maîtres des Requêtes & Conseillers, allant en commission, de se laisser défrayer par les Parties, *à peine de répétition du quadruple.*

La même, article 33. Nulles Epices seront taxées pour Arrest sur Requête en matiere civile & criminelle, même pour élargissement de prisonniers, *à peine de nullité, dépens, dommages & intérêts des Parties, contre celui qui aura signé le Dittum & fait la taxe.*

Moulins, article 36. Défend à tous Juges, même des Cours Souveraines, *Sur peine de répétition du quadruple*, de recevoir des Prisonniers, aucuns frais, taxes, ou salaires, pour la confection du procez criminel, ni même pour la preuve des faits justificatifs & de reproches.

La même, article 68. Toutes vacations de Commissaires défendues, hors les cas portés par l'Ordonnance, *à peine de nullité des Jugemens*; reservant aux Parties, contre les Juges, *leurs dommages & intérêts, procedans de la contravention à ladite Ordonnance, & se pourvoir pour ce regard pardevers Nous, en nôtre Conseil.*

Blois, article 118. Tous Juges, même de nos Cours Souveraines, qui sçauront Causes de Suspicion, seront tenus de les déclarer, sans attendre qu'on les leur propose, *Sur peine de privation de l'Etat, à celui de nos Juges qui ne l'auroit pas déclaré, & d'être incapable de tenir jamais Office de Indicature.*

L'Ordonnance de 1629, article 83. Nul ne pourra rapporter aucun Procez, qu'il ne lui ait été distribué, *à peine de nullité des Arrests, & des dommages & intérêts des Parties.*

La même, article 86. Défenses de juger par Commissaires, qu'ez cas des Ordonnances, *Aux peines indittées par icelles, pour raison desquelles les Parties se pourvoiroient pardevers nous, & en nôtre Conseil.*

La même, article 89. Défenses de recevoir autres Requêtes contre les Arrests, que civiles, *à peine de nullité des Arrests, & du recours des Parties pour leurs dommages & intérêts, contre celui des Juges qui aura raporté la Requête.*

La même, article 118. Il ne sera pris aucune chose, en argent ou autrement, pour reception d'Officiers, en quelque Justice que ce soit, Souveraine ou Subalterne, *Sur peine de concussion & privation des Offices des contrevenans.*

Blois, article 109, Défenses aux Procureurs Généraux, *Sur peine de privation de leur état*, de recevoir les noms des témoins, de la part de ceux qui auront été pourvûs d'Offices, & qui poursuivent leur reception.

Loüis XI. en 1471. *Volumus & ordinamus, quòd deinceps in nostra curia Parlamenti, ponantur notabiles persona, bona probationis & legalitatis, honorem & conscientiam diligentes, idonea & sufficientes ad exercenda officia praelibata; & si qui fuerint corrupti, vel culpabiles, aut Rei criminis, defectuum vel abusuum, secundum casuum exigentiam, puniantur; quòdque curia nostra cum diligentia nos aduerset de illis, qui sic criminosi fuerint, inhabiles ad tenendum officia praelibata, ut per nos inde provideatur, sicut viderimus faciendum.*

Philippe le Bel, en 1344. *Post Arrestorum prolationem, nullus, cujus opinionis fuerint Domini, debet aliis revelare. Contrarium verò faciens perjurii poenam se noverit incurrisse.*

Charles VII. en 1446. article 3. *Ajoutant à l'Ordonnance autrefois faite, qui est celle de Philippe I V. en 1302. Ordonnons que nul Conseiller en nôtre Cour, puisse prendre office ni pension d'autre quelconque que de nous; y ajoutant: Et ordonnons peine, c'est à sçavoir, de privation de son office Rôial, ipso facto, & sans autre declaration, s'il n'a sur ce congé de Nous & licence.*

Le même, art. 4. *A certaines Ordonnances faites, afin de celer & non révéler les secrets de nôtre Cour, ajoutons & ordonnons, que si aucun Officier de nôtre dite Cour, soit Président, Conseiller, ou autre, à révéler en aucune maniere les secrets de nôtre Cour, Il soit privé pour tout un an entier de l'émolument de ses gages, & si le cas le requiert, il sera privé de son Office.*

Le même, art. 5. *Si le cas avenoit, que les secrets fussent révélez par aucuns Prélats ou autres qui ont la faculté de venir en nôtre dite Cour, Voulons, qu'ils soient privés à toujours de communiquer, assister, & être aux Conseils d'icelle, & contrains à payer amende, selon l'exigence des cas.*

L'Ordonnance de 1539. art. 142. *Les Juges qui seront trouvés avoir fait fautes notables en l'expédition des Procès, Seront condamnés en grosses amendes envers nous pour la première fois; pour la seconde, Suspendus de leur Office pour un an; Et pour la troisième, privés d'iceux, & déclarés inhabiles de tenir offices Rôiaux.*

La même, art. 143. *Et néanmoins seront condamnés en tous les dépens, dommages & intérêts des Parties.*

Il est vrai, que ces articles ne parlent que des Juges subalternes; Mais aussi les fautes dont ils ordonnent la punition ne sont que d'impericie, & non de malice; ainsi qu'il paroît par l'art. 141. de la même Ordonnance, qui explique les motifs de ces deux articles.

L'Ordonnance de Blois, art. 143. *Défendons à nosdits Conseillers de se charger d'aucunes informations, si elles ne leur sont distribuées par les Présidens; & aussi d'interroger les Appellans, soit d'un décret de prise de corps, soit d'ajournement personnel, si par nôtre dite Cour n'est ordonné, Sur peine de nullité & de repetition des dépens, dommages & intérêts des Parties, pour lesquels ils pourront être pris à partie, en leur propre & privé nom.*

Enfin , dans le Code Théodosien , il y a une Loi entiere , *De officio civilium Iudicum* , qui fait défense aux Juges de familiariser avec les Parties , à peine de cinq livres d'or d'amande , contre les Juges .

M. Puffort a encore ajouté , que la disposition de tous ces articles , étoit bien plus forte & plus expresse , que celle dont il s'agissoit ; Cependant l'on ne pouvoit pas dire , qu'ils eussent été faits pour la dépression de la Magistrature , mais que si elles ont été abrogées par le non-usage , c'étoit l'intérêt propre des Juges qui en avoit empêché l'exécution. Que l'intention du Roi étoit , que les Ordonnances ne fussent pas comminatoires & sans effet , comme avoient été une grande partie des anciennes ; que comme c'étoit l'ouvrage de Sa Majesté , Elle avoit eu la bonté d'y donner ses soins & une application particuliere , & plus grande qu'aucun des Rois ses prédécesseurs n'avoit jamais fait , il s'étoit aussi expliqué d'y vouloir donner une protection singuliere , & en empêcher les contraventions , en se reservant la connoissance de celles qui y pourroient estre faites.

Qu'au surplus , il n'y avoit pas lieu d'appréhender que l'ouverture portée par cet article , augmentât les Procez , ni qu'elle les perpetuât. Qu'il falloit se persuader , que ceux qui seroient assez téméraires pour en entreprendre de mauvais , & attaquer les Juges , ne le feroient pas impunément : Que Monsieur le Chancelier y sçaura bien pourvoir ; & qu'encore que les Officiers , dans l'usage qui s'observe aujourd'hui , puissent en plusieurs cas estre pris à partie , l'on ne voit pas qu'il en ait été abusé.

M. le P. Président a reparti , que les prises à partie ne regardoient que les premiers Juges ; que les Compagnies Souveraines avoient toujours été hors de ces atteintes. Que tous les articles qui venoient d'être lûs & qui avoient été si curieusement recherchés , ont été effacés par le non-usage , & même que la plupart avoient été abrogés ou changés par les Ordonnances suivantes. Qu'on n'a jamais douté , que les Juges ne pussent estre punis , quand ils manquent à leur devoir. L'élévation de leur dignité ne les met pas au dessus des châtimens ; Mais les peines qui sont prescrites par les Ordonnances , regardent chaque Juge en particulier , & non pas les Cours Souveraines entieres. Que c'étoit de la sorte qu'on devoit entendre presque tous les articles qui ont été allegués ; & le recueil en auroit pû estre fort augmenté , si l'on y avoit mis tout ce qui se trouve dans les Mercuriales du Parlement ; parce que cette Compagnie a toujours apporté beaucoup de soin à se purifier : & a établi des peines très-rigoureuses , contre ceux qui la composent , lors qu'ils manquent à leur devoir ; Mais qu'il paroîtroit fort extraordinaire qu'on prît à partie , les Juges des Cours Souveraines en général. Si quelques Ordonnances avoient été jusques là , c'étoit par des traits de menaces & de colere , que l'on avoit adoucis dans la suite , ou que le tems avoit détruits , en faisant voir qu'elles ne pouvoient estre pratiquées.

M. le P. de Novion a dit , que tous les Juges sont intéressés en ces articles. Qu'il pourra se commettre une infinité de contraventions , qui ne feront point de leur fait. Que le Juge Roial est toujours en état de connoître de toutes choses , lorsque personne ne reclame au contraire ; que ce n'est pas

un fait personnel ; que la Justice est mieux rendue dans le Parlement de Paris , qu'en lieu du Roïaume : & ce seroit afoiblir la Loi , que de diminuer l'estime des Juges.

M. Talon a repris toutes les raisons alleguées sur la matiere , ajoutant que le principal interest des Juges , étoit d'aquerir quelque honneur , en servant le public ; Mais qu'il n'y en avoit plus pour eux , si le Roi n'étoit persuadé de leur Justice & de leur probité.

Que ce que l'on vouloit regler dans cet Article , étant une matiere de discipline dans les Compagnies , cela regardoit le ministère du Parquet , & de Monsieur le Procureur Général , lors qu'ils sont avertis que les Juges se relachent de leur devoir. Les exemples en sont rares ; Mais qu'ils en font de severes punitions , lorsque les occasions s'en présentent.

Que les Ordonnances n'ont jamais prononcé contre les Corps ; Mais contre les particuliers & pour leurs fautes personnelles.

Que l'on juge à l'audience de l'Edit , une infinité de retentions , par défaut ; & que s'il falloit que les Procureurs des Parties , lussent les pieces , il n'y auroit pas assés de tems , & cependant l'on voudroit rendre les Juges responsables des contraventions qui pourroient arriver.

Qu'il faudroit en éfet , que les limites fussent si bien posées , & les Jurisdctions si bien réglées , qu'il n'y eût jamais matiere de Conflict. Cependant qu'il est de sa connoissance particuliere , que le Conseil dans une même affaire , a rendu vingt Arrests differens , qui ont renvoyé au Parlement une même affaire ; qu'ils ont été cassés par vingt autres , qui ont retenu le différend au Conseil ; & que cette contrariété d'Arrests étoit une matiere à regler.

A été répliqué par M. Pussort , que les retentions de la Chambre de l'Edit , devoient être données avec connoissance de cause , & les Procureurs obligés d'établir leurs demandes. Que ces entreprises de Jurisdctions , causent de très-grands dereglemens dans la Justice : Que le Conseil n'obmetoit rien de ce que la justice & la prudence pouvoient desirer pour les faire cesser : Que l'artifice des Plaideurs étoit grand : Qu'on étoit souvent obligé de rendre sur une même affaire divers Arrests ; Mais que les Juges peuvent mieux connoître que tous autres , s'ils sont competens.

M. le P. de Mesme a dit , que desormais Messieurs les Présidens des Chambres seroient obligés d'interroger les Parties sur leur Païs , pour prévenir l'inconvenient de l'incompetence.

M. le P. Président a ajouté , que l'une de ces Ordonnances , dont les termes paroissent les plus forts , avoit été conçue dans la chaleur des tems : que c'étoit un coup précipité de la colere de Louis X I. Mais qu'elle n'avoit eu aucun éfet.

Que l'Ordonnance de ne pas prendre des Epices pour les Arrests sur Requête , n'avoit point été observée ; Mais que le Parlement ayant depuis peu fait un reglement pour le même sujet , il étoit inviolablement gardé. Que la Loi interieure d'un bon Juge , est plus forte que toutes les autres , pour le retenir dans une honête moderation ; Et qu'encore qu'il semble , que

les menaces & les peines ne regardent que les méchans , elles ne laissent pas dans les occasions de dégouter & d'afoiblir ceux qui se conduisent sur les meilleurs principes.

M. Pullfort a dit, qu'il croyoit bien que le Parlement de Paris n'auroit pas besoin de cette Ordonnance pour se reformer ; Mais qu'il y avoit d'autres Compagnies , auxquelles ces articles pourront estre nécessaires. Qu'on examinoit cette question , sur la présupposition que tous les Juges du Roïaume fussent dans la plus exacte observation des Ordonnances , dans un desintéressement qui n'avoit point d'exemple dans tous les siècles , & dans une intégrité la plus parfaite : que cependant , sans vouloir rien diminuer de la gloire qui est due à la plus grande partie , de rendre mieux la justice , & & avec plus de pureté qu'en aucun lieu du monde , on ne pouvoit pas disconvenir qu'il n'y en eût quelques-uns moins parfaits , & qui se sont beaucoup relâchés de ce à quoi leur devoir les oblige ; Qu'autrement les soins que le Roi prend pour réformer la Justice , seroient très-superflus. Qu'il demeure d'accord , que l'établissement des peines sera inutile pour les premiers ; mais qu'on ne peut pas douter aussi , qu'elles ne puissent bien servir pour redresser les autres.

M. le P. le Coigneux a dit, qu'il ne falloit pas douter , que les autres Parlemens ne réclamassent contre la dureté de cet article ; & qu'il y avoit une chose de laquelle on ne pouvoit jamais se sauver , qui étoit , qu'un Juge qui n'auroit pas été d'un avis , ne laisseroit pas d'être puni pour la contravention des autres.

M. Pullfort a reparti , qu'il étoit bon d'engager tous les Officiers , à résister à ceux qui voudroient commettre des contraventions. Que le premier Président Bertrandi s'étoit signalé , pour avoir fait revenir à son avis , la Compagnie , qui s'engageoit à de manifestes contraventions contre l'Ordonnance.

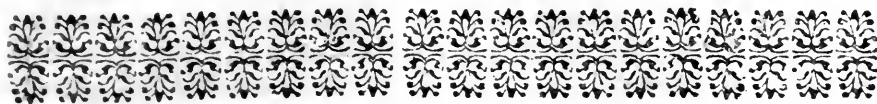
M. le P. de Novion a ajouté , que les attributions qui se font au grand Conseil , n'étant point vérifiées en la Cour , l'on n'étoit point obligé d'y déférer , lors qu'elles ne sont point connues ; & qu'il seroit rude d'être pris à partie , pour un fait que l'on auroit eu juste sujet d'ignorer.

M. Pullfort a reparti , que c'étoit une grande question de sçavoir , si ce qui est enregistré dans une Compagnie , devoit estre reçu dans l'autre ; Mais que cela n'étoit pas du présent sujet.

M. le P. de Maisons , pour faire voir le danger que couroient les Juges les mieux intentionnés pour l'exécution de ces articles , a proposé l'exemple d'une Sentence présidiale rendue , dont l'appel auroit été porté au Parlement , au sujet de laquelle la partie qui en avoit voulu faire renvoyer l'appel , auroit mis en fait qu'il y auroit eu question d'hérédité , jugée par la Sentence , laquelle cependant par l'événement se trouveroit avoir été présidiale-ment rendue , & les Juges d'être tombés dans la prohibition de la Loi. Qu'en ce cas ce seroit un piège à la Justice , & que cela ne pouvoit être l'intention du Roi.

M. le P. Président a dit , que lors qu'il n'y avoit point d'incompétence

alleguée, le Parlement étoit en droit de connoître indistinctement de toutes matieres ; & que l'attribution qui en auroit été faite à d'autres Juges , étoit un démembrement de sa Jurisdiction : & qu'ainsi en toute façon , la peine établie par les articles , n'avoit aucun rapport avec la matiere dont il étoit question.



DU SAMEDI CINQUIÈME FEVRIER , 1667.
après midi , en l'Hôtel Séguier.

SUITE DU TITRE V.

Des fins de non-proceder ; & des appellations sur icelles.

CE jour la Compagnie s'est assemblée chez Monsieur le Chancelier , sur les trois heures , pour continuer les conférences. Tous Messieurs s'y sont trouvés , à l'exception de M. l'Avocat général Bignon.

M. le P. Président a demandé que lecture lui fût encore faite du second article du Titre qui avoit été lu au dernier jour ; ce qui ayant été fait , il a dit , que l'article avoit deux parties : La premiere regardoit le fait de la prise à partie contre les Juges. La seconde , la prohibition d'évoquer des premiers Juges , si ce n'est pour juger sur le champ.

Qu'en ce qui concerne les Juges , bien que cette question eût été agitée le dernier jour sur le premier article , il ne pouvoit se dispenser de dire , que cette prononciation de peines étant employée dans plusieurs articles , comme une clause ordinaire , elle passera en stile , & qu'en blessant l'estime & la consideration que l'on doit avoir pour les Magistrats , elle portera enfin un notable préjudice à la Justice.

Qu'en ce qui regarde les défenses d'évoquer , si ce n'est pour juger sur le champ , il y a des cas auxquels il est impossible qu'ils puissent être appliqués : Et a proposé l'apel interjeté d'un apointement rendu par le premier Juge , avec Requête afin d'évocation du principal ; ajoutant Monsieur le P. Président qu'il voudroit bien sçavoir , en cas que l'Apelant gagnât sa cause , & que l'apointement fût cassé , si les Juges seroient necessités de renvoyer les Parties pardevant les premiers Juges , sans toucher au principal , & si on leur feroit entendre qu'il y avoit obligation indispensable de juger l'affaire à l'Audience. Qu'il n'étoit pas possible de prescrire de telles regles dans l'ordre Judiciaire , & qu'il étoit de l'honneur de la Justice & du bien des Parties , de laisser aux Juges quelque liberté.

M. le P. Président a encore ajouté , que si l'article étoit exécuté à la rigueur, l'Intimé, dont la condition doit être plus favorable, courroit toujours risque d'être condamné, & l'Apelant au contraire, seroit dans une bien plus grande sûreté, en ce qu'en prononçant sur l'appel qui auroit été interjeté d'un appointement, l'Apelant conclurroit toujours qu'en émendant, au lieu de confirmer l'appointement ordonné par le Juge, les fins & conclusions qu'il auroit prises au fond lui fussent adjugées; Et l'Intimé, n'y ayant point d'évocation du principal, ne pourroit conclure qu'à la confirmation de la Sentence qui porte l'appointement, & au renvoi pardevant le premier Juge.

Que si cela se pouvoit dire en matiere civile, à plus forte raison en Matiere criminelle. Que le Parlement y avoit pourvû, par un reglement qu'il avoit depuis peu fait, pour raison des Causes qui demeuroident appointées. Et parce que ordinairement elles n'avoient point de fond, il étoit porté par ce reglement, qu'en jugeant l'appointement, le principal seroit pareillement évoqué, s'il pouvoit être jugé en même tems. Que l'exécution de ce reglement étoit d'une fort grande utilité, pour tirer promptement les Parties d'affaire. L'on avoit même pourvû à modérer les frais, & l'on avoit réglé jusqu'aux épices; que cependant, quelques bonnes intentions qu'eussent les Juges, on les vouloit exposer à des prises à partie, qui aviliroient l'honneur de leur ministère.

M. Puffort a répondu, qu'à l'égard des Juges, cela avoit été amplement discuté au dernier jour; & qu'il ne restoit plus que d'en parler au Roi. Et qu'à l'égard du fond de l'article qui fait défenses d'évoquer le principal, si non pour être jugé sur le champ, ce n'étoit que le transcrit de l'Ordonnance de Blois. Que sans cela l'on décrirait les premiers Juges: demeurant d'accord, que dans Paris, Messieurs des Compagnies en usent fort bien; Mais que l'Ordonnance est générale, & doit être exécutée dans toute l'étendue du Royaume, où il peut y avoir de l'abus.

Qu'en ce qui concerne le reglement fait par le Parlement de Paris, pour la Tournelle, la dépense en seroit grande. Il y avoit beaucoup d'autres droits que ceux du Greffe: Qu'il faudroit passer par les mains des Clercs des Rapporteurs; que ce sont ces gens-là qui causent les plus grands déreglement de la Justice; qu'ils exigent des Parties, de plus grands droits que ceux qui appartiennent à leurs Maîtres: Qu'enfin ces abus ont besoin d'une grande reformation. Qu'il connoit assez qu'il peut y avoir inconvenient de part & d'autre. L'expédient que l'on pourroit y apporter, seroit de multiplier les Audiances des après-dînées, dans lesquelles l'on expedieroit quantité de ces petites causes: Ce qui seroit un grand bien dans le public. Qu'au surplus, s'il étoit vrai que l'Apellant pût gagner entièrement son Procez, & que la condition de l'Intimé ne fût pas égale, cela seroit d'une fâcheuse conséquence dans la Justice: il faudroit donc perpétuellement évoquer le principal.

Pendant que M. Puffort répondoit aux difficultés qui avoient été objectées sur l'article,

M. le Chancelier parlant bas & comme en particulier, à M. le P. Président, lui

lui faisoit entendre, qu'au dernier jour il avoit étendu bien avant le pouvoir du Parlement : lui donnant une plénitude de pouvoir sur toutes les affaires du Royaume.

Surquoi M. le P. Président élevant sa voix, en parlant pour être entendu de toute l'assemblée, a dit, que la Compétence du Parlement étoit générale pour toutes sortes d'affaires. Qu'on revoquoit fort peu en doute, qu'il n'eût connu des Matieres qui sont presentement portées au grand Conseil, & à la Cour des Aides. Qu'il étoit au pouvoir du Roi, de donner la compétence aux Juges ; Mais que toutes les attributions particulieres qui avoient été faites aux autres Compagnies, n'ôtoient pas au Parlement cette compétence générale, qui venoit de son institution, dans les affaires où l'on n'alléguoit pas les exceptions ; si ce n'est que l'usage & les Ordonnances verifiées les fissent évidemment connoître. Qu'ainsi l'on ne faisoit point de difficulté de reconnoître celle de la Cour des Aides, pour les affaires qui lui étoient attribuées.

Que c'est pour cela même, que lors qu'il se rencontroit quelques difficultés sur la Compétence, les gens du Roi de la Cour des Aides alloient au Parquet du Parlement, pour les regler. Ce n'étoit pas aussi ce qui étoit à desirer dans l'article ; Mais bien de ce qu'il portoit, qu'encore que l'incompétence ne se trouvât point alléguée par les Parties, les Juges qui contreviendroient, seroient tenus de la peine de la contravention.

M. le P. Président continuant de traiter les difficultés de l'article, a dit, que les Juges renvoyent, lorsque l'apointement dont est appel, est trouvé bon : comme en matiere de partage, ou en une cause de fief, non obstant le consentement prêté par les Parties à l'évocation. Mais si l'Apelant est bien fondé en son appel, il faut juger nécessairement le principal ; & c'est en ce cas, que la condition de l'Intimé est bien moins avantageuse que celle de l'Apellant. Que le transcrit de l'ancienne Ordonnance est bon en ce cas ; Mais qu'en quelques autres cela est sujet à interpretation. Les Loix muettes sont justes en elles-mêmes ; Mais il faut quelquefois qu'elles soient interpretées par les Juges. Cependant on prononce des peines contre eux, & on les expose à des prises à partie, qui les renferment dans des bornes si étroites, que l'administration de la Justice, qui a toujours été la plus noble fonction des hommes, seroit dorenavant la moins libre.

Qu'en ce qui touchoit le reglement de la Tournelle, la Modification des frais étoit fort grande : Qu'il coûtoit beaucoup plus à payer un Avocat, qu'à juger un procez, & que le reglement étoit fort bon. Et M. le P. Président a invité M. le Président le Coigneux, d'expliquer à la Compagnie, les motifs de ce reglement, qu'il avoit demandé & proposé à la grand' Chambre.

M. le Président le Coigneux a dit, que la Tournelle ayant observé les inconveniens que souffroient les Parties, par les ajoutés aux Rôles, lesquels par ce moyen ne finissoient jamais, & donnoient occasion aux Parties de faire plusieurs voyages inutiles, sur l'incertitude du tems auquel leurs causes se pourroient plaider ; il fut arrêté dans la grand' Chambre, celles de la Tournelle & de l'Edit assemblées, qu'il seroit fait deux Rôles par chacune

année, de six mois en six mois, & que les causes qui n'auroient été apellées ni plaidées, demeureroient appointées : avec cette condition, qu'en jugeant l'apel, on évoqueroit le principal, si on ne pouvoit y faire droit en même tems. Et où la matiere seroit grave, & meritoit d'être approfondie, l'on en ordonneroit le renvoi pardevant les premiers Juges. Et afin de pourvoir à tout, l'on avoit réglé les frais des sommes modiques. Que l'on se trouvoit bien de ce reglement, & qu'il sembloit qu'on ne pouvoit rien faire de mieux.

M. Puffort a reparti, que les petites audiences des après-dînées satisferoient à tout.

M. Talon, invité par M. le Chancelier de donner son avis, a dit, qu'encore que la défense d'évoquer les affaires pendantes aux Justices inferieures, soit générale par l'Ordonnance, & fondée en beaucoup de raisons, elle avoit néanmoins toujours reçu certaines exceptions : Et comme il y avoit des cas, dans lesquels il étoit absolument nécessaire, ou plus avantageux pour le bien des Parties, d'évoquer, l'on avoit toujours laissé l'exécution de cet article à la connoissance des Juges souverains.

Que lorsque le premier Juge avoit appointé sur la maintenue d'un benefice, & adjugé la récréance, si sur l'apel les Parties avoient été appointées au Conseil, & qu'elles eussent respectivement produit tout ce qui pouvoit contribuer à leur défense, même consenti l'évocation, ce seroit une grande vexation de ne Juger que la récréance, & de réserver encore un procez sur la maintenue.

Que souvent une même demande est faite en deux différentes juridictions, Jugée dans l'un des Tribunaux, l'apel relevé au Parlement ; que si on poursuivait l'évocation, pour raison de la connexité, il y auroit de l'injustice de la refuser.

Que c'étoit la même chose, quand une partie ayant formé plusieurs demandes, les unes étoient jugées diffinitivement, les autres interloquées. Que l'on interjettoit appel de la Sentence, & que cependant l'interlocutoire s'instruisoit. Que ce seroit rendre une affaire inmortelle, si en cette espece il n'étoit pas permis d'évoquer.

De même, lorsque dans une instance Seigneuriale, les Juges étoient recusés, & que le Seigneur avoit été sommé de commettre ; les Juges Roiaux auxquels l'apel ressortissoit, étoient indispensablement obligés d'évoquer. Qu'il y avoit beaucoup d'autres cas semblables ; Mais qu'il seroit trop long de les expliquer.

Qu'il est vrai, que quand il y avoit appel d'un appointement en droit, l'on ne devoit jamais évoquer, si l'on ne jugeoit à l'Audience, & si l'affaire ne paroïssoit pas suffisamment éclaircie aux Juges d'apel ; ils devoient, sans s'arrêter à la requête d'évocation du principal, confirmer l'appointement. Mais pour faire qu'en ce cas on ne pût jamais évoquer, il falloit ajouter quelque chose à l'article, & défendre à tous Procureurs, de prendre aucuns appointemens au Conseil, sur les appellations des appointemens en droit, à peine de nullité & de 400. livres d'amande : même ordonner, qu'en cas que

ces sortes d'appellations étant mises au Rôle , ne vissent à leur tour, en sorte qu'elles dussent , suivant l'ancien usage , demeurer appointées, les Procureurs, au lieu de lever sur le Rôle un appointement au Conseil , fussent tenus de passer l'appointement portant confirmation de la Sentence ; Et aussi que les appellations étant plaidées à l'Audience , n'y pourroient être appointées , sous quelque prétexte que ce fût ; & si elles n'y sont jugées définitivement , l'appointement en droit sera confirmé.

M. le Chancelier a dit , que l'on a fait observer au Roi beaucoup d'abus & de contraventions , qui se faisoient à l'exécution de cet article d'Ordonnance , dont l'observation étoit fort nécessaire. Que les plaintes des premiers Juges étoient fort fréquentes. Messieurs des Requêtes du Palais avoient demandé sur cela des reglemens. Que le Conseil étoit souvent importuné pour les cassations d'Arrests d'évocations , qui étoient demandées par les Parties ; l'on étoit obligé d'y pourvoir. Ces entreprises des Juges les uns sur les autres , apportoient beaucoup de trouble dans la Justice. Qu'il étoit de mauvaise édification de voir des Juges inférieurs se plaindre avec fondement des évocations faites par les Compagnies supérieures , qui sont plus obligées à l'observation des Ordonnances ; & que le relâchement qui s'en est fait , mérite quelque reflexion particulière , dans ce présent renouvellement de la Loi , qui fasse connoître que l'intention du Roi est , qu'elle soit à l'avenir inviolablement observée.

M. le P. Président a reparti , qu'il est fort à propos , que l'ancienne Ordonnance soit renouvelée , pour l'observer bien étroitement. Qu'il peut dire , que le Parlement n'y contrevient point , & qu'en voyant les feuilles de la grand' Chambre, l'on reconnoitra que les Juges l'ont régulièrement gardée. Et à l'égard de la Tournelle, que le reglement qui s'y est fait , pourvoit à tout , jusqu'au retranchement des frais.

ARTICLE III.

ENjoignons à tous Juges , sur les mêmes peines , de juger III. Article
sommairement à l'Audience & sans délai , les renvois , incom- de l'Ordon.
pétances & déclinatoires , qui seront proposés & requis , sous prétexte de litispendance , connexité , ou autrement ; & leur défendons d'appointer les Parties , sur les fins de non proceder, ni d'ordonner qu'il en sera délibéré sur le registre , ni même de les réserver à joindre , pour y être préalablement ou autrement fait droit.

Lecture faite de l'Article III.

M. le P. Président a dit , que les défenses faites aux Juges, de contrevenir aux Ordonnances sur les mêmes peines , c'est à dire , de prise à partie , & de

dommages & intérêts, qui sont encore employées dans cet article, seront prises pour clauses de stile, & ne serviront qu'à blesser les Juges, en les exposant à l'emportement des Parties condamnées. Que les Arrêts qui se rendent sur les délibérés du registre, sont véritables Arrêts d'Audience : il n'y a point d'épices, & ils sont employés sur la feuille qui est visée de celui qui a présidé.

M. le P. de Novion, expliquant la forme de délibérer sur le registre, a dit, qu'après que les Avocats ont plaidé, si par la longueur de la délibération ou autre considération, les Juges trouvent à propos d'en délibérer sur le registre, celui qui préside enjoint aux Avocats de mettre leurs pièces sur le Bureau, pour en être délibéré sur le registre. Le Greffier les reçoit, & les présente à la compagnie. Quelquesfois un de Messieurs s'en charge ; Mais comme c'est affaire d'Audience, chacun est rapporteur. L'on en délibère, si le tems le permet, à l'issuë de l'Audience, ou du moins le lendemain ; les Avocats se trouvent à l'Audience, & l'arrêt leur est prononcé par celui qui a présidé. Ainsi les Délibérés ne sont que pour plus grande précaution, & pour juger avec plus d'exactitude & de connoissance de cause. Mais abolissant cet usage, la Justice en recevrait beaucoup de préjudice par la précipitation ; joint que tous les délibérés se font sans frais.

M. le P. le Coigneux a ajouté, que comme ce n'est qu'une simple délibération, qui se fait sur le plaidoyé des Avocats, elle ne peut être faite qu'entre les mêmes Juges qui ont assisté à l'audience : tant il est vrai qu'il n'y a point de nouveau rapport.

M. Talon a dit, que les Partages d'avis sont toujours remis à être délibérés sur le registre, & qu'il y a certains cas, auxquels il seroit impossible de s'en abstenir. Que chacun sçait le délibéré sur le registre en l'affaire de Luxembourg ; & quoi qu'elle fût des plus importantes, elle fut prononcée à l'audience en la forme qui vient d'être expliquée.

M. le Chancelier a dit, que les délibérés sur le registre sont une suite des audiences, & qu'il en faut parler au Roi.

A R T I C L E I V.

Cet article, & le VI. composent le IV. de l'Ordonnance.

LEs appellations de déni, de renvoi, ou d'incompétence, seront incessamment vidées par l'avis de nos Avocats & Procureurs généraux, ou par celui d'un ancien Avocat, dont les Parties conviendront ; & en cas de contestation entr'Eux, ou de refus d'en convenir, voulons qu'après deux sommations significées, il soit prononcé, tant en présence qu'absence, par l'avis du Bâtonnier ou Syndic des Avocats lors en charge, ou en son absence ou empêchement, par celui qui l'aura été l'année précédente, sans aucun délai ni formalité.

Lecture faite de cet Article.

M. le P. Président a dit , qu'il sembloit à propos de retrancher de l'article , *qu'en cas de contestation sur le fait des expédiens , elle seroit réglée par l'avis du Bâtonnier*. L'on sçavoit assez au Palais , que cette Charge de Bâtonnier ne se conféroit pas toujours à celui du Corps des Avocats , qui avoit le plus d'expérience. Qu'au surplus , les Avocats n'avoient point pensé , en donnant leur avis sur cet article , d'en modérer les frais qui vont au moins à dix-huit livres. Que cela est à charge aux Parties , & qu'il seroit bon d'y pourvoir. Qu'au lieu du Bâtonnier , les Parties pouvoient demander , qu'on leur nommât un ancien Avocat à l'audience , comme il se pratique maintenant , & que jamais on n'y nomme que les plus habiles.

M. le P. de Novion a proposé de régler leurs Salaires.

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit encore à redire sur cet article , de renvoyer aux Avocats la connoissance des appellations de déni , de renvoi , d'incompétence , & de retention , pour les juger par expédient ; parce qu'en cela il y avoit du Droit public. Que celui du Roi y pouvoit être intéressé , & qu'il n'appartenoit qu'à ses Officiers de régler la compétence des Juges ; Mais que telles contestations devoient être portées au Parquet , pour en passer par l'avis de Messieurs les Gens du Roi , qui en faisoient leur rapport , sur lequel le Parlement rendoit Arrêt contradictoire à l'audience.

Qu'il y a encore une considération à faire sur cet article , qui regarde les appellations des Sentences de retention , rendues par Messieurs des Requêtes du Palais. Qu'elles devoient aussi être réglées par l'avis du Parquet , & qu'il y avoit de l'indécence de les soumettre à l'avis des Avocats.

Qu'il croyoit aussi à propos de comprendre dans l'article , les appellations des retentions , les folles intimations & assignations en desertion ; Mais qu'il ne sçavoit pas si cet tiers , auquel l'on renverroit les Parties , auroit le pouvoir de modérer l'amande de 25. écus du fol appel , dans les petites caules.

ARTICLE V.

LA présence du Procureur ne sera point nécessaire , lorsque les Avocats seront chargés des pièces , & qu'ils l'auront déclaré à l'audience. V. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit , qu'il seroit bien difficile que l'on pût se passer de la présence du Procureur , suivant la disposition de l'article , étant le traité de la cause ; sans la participation & aveu duquel , l'Avocat ne pouvoit pas recevoir des offres , prêter des consentemens , ni faire plusieurs autres déclarations qui requeroient un pouvoir spécial de la Partie. Que véritablement l'intention avoit été , de modérer les frais de l'expédient ; Mais que si l'on retranchoit aux Procureurs le droit de leur présence , aucune affaire ne se vuideroit par expédient. Que comme c'est une chose de pratique &

d'usage, lui qui parle avoit voulu s'en informer exactement aux plus versés en ces matieres & personnes fort desintereellées, qui y avoient trouvé inconvenient.

M. Puffort a dit, que ce qui fait la difficulté dans l'article, est qu'il semble être général. Qu'en ce cas, on demeure d'accord qu'il ne pourroit pas convenir à toutes sortes d'affaires, dans la plûpart desquelles la présence du Procureur étoit nécessaire; Mais que l'article n'étoit conçu que pour les expédiens, & qu'on pourroit l'y restreindre.

A R T I C L E VI.

Cet article
compose la
fin du VI. de
l'Ordonnan-
ce.

LEs Appelans de déni, de renvoi, ou comme de Juge incompetent, qui succomberont en leurs appellations, seront condamnés aux dépens, qui ne pourront être modérés ni liquidés, mais seront taxés par les Procureurs des Parties, sommairement & sans frais, sur un simple mémoire, & sans nouvel voyage.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que la Maxime est fort bonne; qu'il faut être plus religieux de condamner aux dépens pour les petits procez, que dans les plus grandes affaires: n'étant pas juste qu'une partie se soit donné la licence d'intenter légèrement une demande pour vingt ou trente écus, de causer des frais qui excèdent de beaucoup le principal, & d'en être renvoyé absous. Mais qu'il falloit prendre garde aux frais de la taxe, & que bien souvent il sembloit meilleur de les liquider par le même appointement, que d'en laisser la disposition aux Juges.

M. Puffort a dit, que le motif de l'article étoit, que dans l'usage ordinaire, les dépens qui s'étoient faits sur une desertion d'apel, de quelque qualité qu'ils pussent être, étoient ordinairement modérés à quatre livres parisis. Que Messieurs les Commissaires qui avoient dressé l'article, avoient été d'avis, que toute Partie qui succomberoit au principal, seroit condamné pareillement aux dépens indéfiniment. Que les articles n'avoient pas encore été présentes au Roi; Mais qu'en ce qui étoit du particulier du présent article, l'on avoit pourvû à retrancher les frais, en ordonnant qu'ils seroient taxés sur un simple mémoire, & sans nouvel voyage.

M. Talon a ajouté, qu'il sembloit à propos que les dépens fussent réglés par le même tiers qui auroit jugé l'expédient, sur un mémoire séparé, & incontinent après que l'appointement auroit été rendu.

ARTICLE VII.

Les prononciations seront rédigées & signées au même instant qu'elles auront été arrêtées, sauf à dresser par après les qualités. VII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que souvent il arrivoit des incidens pour la reception des qualités, & que pour les retrancher, il seroit à propos de les porter toutes dressées au tiers, lors qu'il regleroit les Parties, afin qu'il n'eût qu'à mettre son avis ensuite, sans attendre à les dresser par après.

M. Puffort a témoigné être de ce sentiment.

Surquoi l'on a demandé, qui seroit chargé de dresser les qualités? A été répondu, que ce seroit le plus diligent; & en consequence, l'article a été approuvé de part & d'autre.

ARTICLE VIII.

Quand les qualités auront été dressées, l'apointement sera signé par les Avocats des Parties, & par l'ancien qui aura été pris pour tiers, ou par le Bâtonnier ou Syndic, au refus d'en avoir voulu nommer ou pû convenir; Et vaudra l'apointement, quoique l'un des Avocats refusât de le signer de même que s'il étoit signé de tous les trois, pourvû qu'il le soit de l'autre & du tiers, sans qu'il soit besoin de sommation, ni d'autre procédure & en cas qu'il y en ait, elles n'entreront point en taxe. VII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit, qu'il est à craindre, qu'en voulant trop abrégér les procédures, l'on ne tombe dans la précipitation. Qu'après l'apointement passé, le Procureur peut encore avoir quelques mots à y ajouter, avant que la reception en soit faite à l'audiance.

M. Puffort a reparti, que dressant les qualités avant le jugement, il n'y aura plus rien à y ajouter. Que toutes choses seront réglées, avant que les Avocats se separent, & qu'il n'estime pas que les apointemens concernant les expédiens, doivent être portés à l'audiance. Qu'il avoit appris que l'on faisoit difference des apointemens qui passent par le Parquet, d'avec ceux qui sont réglés par les Avocats. Qu'à l'égard de ceux-ci, les Avocats en sont juges, & qu'ainsi il n'est plus nécessaire d'autre jugement, sinon que de

mettre l'arrêt au Greffe. Mais qu'à l'égard du Parquet, l'on y va pour communiquer & prendre avis; mais que les appointemens qui sont dressés en conséquence, doivent être portés à l'audience, où Messieurs les Gens du Roi font recit du fait & des motifs de l'expédient. En conséquence de quoi on prononce ordinairement en conformité de leurs conclusions, ou avis.

M. le P. Président a dit, que comme les appointemens du Parquet sont reçus à l'audience, ceux des Avocats y doivent être portés pareillement: qu'autrement ils auroient une autorité plus considérable, que celle de Messieurs les Gens du Roi. Que l'on s'est souvent plaint des abus qui se commettoient à cet égard, & que les Avocats tâchoient d'introduire la reception de leurs appointemens, par la voye du Greffe, sans la participation de l'audience, pour se faire par là une Jurisdiction invisible. Qu'il falloit remettre les choses dans l'ordre; que le tout passât par l'audience, & qu'à cet éfet, lorsque l'appointement n'auroit point été signé des trois Avocats, celui qui en poursuivroit la reception, fût tenu de faire la sommation à l'autre Procureur, pour lui déclarer qu'il en poursuivra la reception à l'audience.

M. Puffort a répliqué, que cette sommation ne paroîssoit pas d'une grande nécessité; & qu'elle causeroit des frais aux Parties.

M. l'Avocat général Talon a dit, que la difference qu'il y a à faire, est, que les appointemens d'instruction, sont mis au Greffe; Mais à l'égard de ceux qui prononcent définitivement, il est des regles de les faire recevoir à l'audience.

ARTICLE IX.

VIII. Article
de l'Ordon.

LEs appellations qui auront été vidées par l'avis de nos Avocats & Procureurs généraux, seront récitées sommairement à l'Audience, pour y être l'appointement reçu; & en cas de contestation ou refus, la reception y sera demandée, & sur la premiere sommation l'appointement reçu, s'il n'y a cause légitime pour l'empêcher.

Lecture faite de l'article IX. Il a été trouvé bon.



TITRE VI.

Ce Titre est
le XIV. de
l'Ordonnan-
ce.

Des Contestations en cause, & Procédures pour parvenir au Jugement.

ARTICLE I.

Rois jours après la signification des défenses & des pièces justificatives, s'il y en a, la Cause sera poursuivie à l'audience, sur un simple acte signé du Procureur, sans qu'on puisse ci-après prendre aucun à venir, ni jugement portant que l'on viendra plaider au premier jour; & ce à peine de nullité, & de vingt livres d'amande, applicable comme dessus, contre le Procureur qui les auroit pris, & de pareille amande contre le Greffier qui les expediera.

I. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, que tous les articles de ce titre sont mêlés, & que cela jette dans l'embarras. Que les instructions qui se font en cause principale & en celle d'appel, se trouvent confusément traitées, & qu'il auroit été à propos d'y mettre de la distinction.

M. Puffort a dit, que l'intention du titre a été, de regler particulièrement ce qui regardoit les premiers Juges.

M. le P. Président a reparti, que le retranchement qui est fait des deux avenirs, regarde autant le Parlement que les premiers Juges; que ce qui est placé dans un lieu étranger, est difficile à trouver; & qu'au surplus l'article étoit bon.

M. Puffort a répondu, que ç'a été pour éviter les répétitions.

ARTICLE II.

Durant le même délai de trois jours, le Demandeur pourra, si bon lui semble, fournir des répliques & les faire signifier, sans que le cours des procédures puisse être arrêté, ni le délai prorogé.

II. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'article II. Il a été trouvé bon.

ARTICLE III.

III. Article
de l'Ordon.

A Brogeons l'usage des *Dupliques, Tripliques, additions premieres & secondes*, & autres écritures semblables : Défendons à tous Juges d'y avoir égard, & de les passer en taxe.

Lecture faite de l'Article III.

M. le P. Président a dit, que quelquefois il survient un bon moyen, qui échape a moins qu'il ne soit permis de l'employer dans les repliques. Ce que l'on pourroit faire, ce seroit d'ordonner que les frais n'en entrent point en taxe : qu'il est vrai qu'on pourra faire la même chose par la voye des requêtes.

M. Puffort a dit, que l'abus de toutes les repliques est grand dans beaucoup de Sieges ; qu'il aprenoit qu'à Lion il y en avoit de cinq ou six façons.

M. le P. Président a ajouté, que dans l'Artois les procédures y étoient encore bien plus longues, & l'on y suivoit encore le stile qui étoit en usage avant l'Ordonnance de 1539.

M. le Président de Novion a dit, qu'il ne falloit pas faire défenses d'y avoir égard, les Juges étant obligés de recueillir de tous les endroits du procez, ce qui peut servir au droit de l'une & de l'autre des Parties.

ARTICLE IV.

IV. Article
de l'Ordon.

Les Procureurs seront tenus de comparoître à l'Audience, pour y plaider la cause, au jour qu'écherra l'assignation & délai de venir plaider ; & au cas qu'elle soit de la qualité de celles qui ont besoin du ministère des Avocats, ils les y feront trouver : sinon le comparant obtiendra congé ou défaut ; & pour le profit : si c'est le Défendeur, il sera renvoyé sur le champ absous des conclusions contre lui prises, avec dépens ; & si c'est le Demandeur, ses conclusions lui seront adjugées, pourvû qu'elles soient trouvées justes & bien vérifiées, comme dessus.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a représenté, qu'il y a de grandes reflexions à faire sur cet article, en ce que le Défendeur pourra perdre son bien sur la signification d'un simple acte. Que la restitution ne sera pas aisée, lorsque l'on observera cette Ordonnance à la rigueur ; Mais que la précipitation sera grande,

particulièrement à l'égard du Défendeur, dont la condition sera toujours la plus mauvaise. Que l'augmentation des délais ne va qu'au tems & non pas aux frais ; qu'il semble juste de conserver au Défendeur le double des délais.

M. Puffort a reparti, que l'article ne porte point de défenses aux Juges de proroger les délais ; Mais que l'on s'est abstenu de leur en donner *taxativement* la faculté, afin que l'on n'en fît pas d'abus ; que néanmoins le Juge le pourra faire selon l'exigence du cas : qu'aussi bien auroit-il été impossible de regler les délais avec tant de proportion, qu'il n'y eût point de trop ou de trop peu.

ARTICLE V.

NE seront à l'avenir données & expédiées aucunes Sentences, v. Article de l'Ordon.
qui ordonnent le rapport ou le rabat des Congés ou défauts, à peine de nullité, & de condamnation de vingt livres d'amende, applicable comme dessus, contre les Procureurs & Greffiers, qui les auront obtenus & expédiés. Pourront néanmoins les congés & défauts être rabattus par le Juge en la même Audience, en laquelle ils auront été prononcés ; auquel cas le Greffier n'en délivrera aucune expédition à l'une ou l'autre des Parties, sur les mêmes peines.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit, qu'on ôte la liberté de se pourvoir par rapport ou rabat des Congés ou défauts ; que cela causera bien du desordre dans la Justice. Quantité d'affaires se jugeront par défaut ; Ce qui remplira les Compagnies d'appellations, & sera une grande vexation aux Parties. Que l'on pourroit laisser au Défendeur la faculté de se pourvoir une fois seulement dans la huitaine, contre un défaut.

M. Puffort a dit, que ces rapports & rabats donneroient lieu à une infinité de Sentences ; parce que l'on ne se défend jamais qu'à l'extrémité. Les Parties, qui connoîtront la nécessité qu'il y aura de se défendre, ne voudront point être condamnées ; parce que la qualité d'un Apellant est favorable, & qu'en plusieurs cas, le Roi a voulu par les articles qui sont proposés, que les jugemens fussent exécutés par provision, sans que les Juges Supérieurs pussent donner aucunes défenses ni surséance de les exécuter ; & que si l'on donne quelque délai, il faut qu'il soit commun entre les Parties.

M. le P. Président a dit, qu'il seroit bon qu'on ajoutât des défenses aux Greffiers, d'écrire aucune chose dans leurs registres, ni de rien faire sans le Ministère du Juge, même de retenir la minute des Jugemens dans leurs maisons.

M. le P. de Blancmesnil a dit, qu'il les faudroit encore empêcher de

laisser du blanc dans leurs Régistres, par le moyen dequoi ils peuvent donner des hypothèques, comme bon leur semble.

M. le P. Président a dit, qu'il observe une chose qu'il croit fort nécessaire, qui est de viser chaque Arrêt & chaque Aête de quelque nature qu'il soit, qui se trouve sur le registre du Greffier. Que si on obligeoit tous les Juges d'en user ainsi, au lieu qu'on se contente seulement de viser le commencement & la fin du Cahier, il y auroit beaucoup moins à redire aux expéditions des Greffes, & les Greffiers n'y pourroient rien ajouter. Qu'il seroit encore nécessaire d'ajouter des défenses aux Greffiers, d'écrire dans leurs Régistres, ni de retenir en liasse ou minute, délivrer, collationner; ni parapher aucune Sentence par défaut, qui n'ait été prononcée par les Juges en leur Siege, à peine de faux, & d'amande arbitraire contre le Greffier; & pareilles peines contre les Procureurs qui les auront fait signifier.

M. Talon a dit, que les appellations multiplieront, si l'on ne permet une première fois le rapport des Sentences données par défaut. Qu'il y a un nombre infini d'affaires, lesquelles étant plaidées contradictoirement devant les premiers Juges, les Parties acquiescent à la Sentence, & par là leurs différens sont terminés sans ressource. Que si par la négligence de leurs Procureurs, ou par la surprise de leurs adversaires, il intervient une Sentence par défaut, ils seront obligés d'en interjeter appel & de faire un voyage, & peut-être un long séjour à Paris, avant qu'ils puissent voir la fin de leur Procez. Que quelque inconvenient qu'il arrive du rapport fréquent des Sentences, il ne peut être comparé à la dépense, & aux autres incommodités que souffriront les Sujets du Roi, pour faire vuider les appellations des Jugemens par défaut, que l'on pourroit éviter en permettant le rapport, sous des conditions qui en préviennent les abus. Que cette défense de se pourvoir contre les Jugemens par défaut, autrement que par appel, étant un moyen de priver les premiers Juges de la meilleure partie de leurs fonctions, il est à craindre que de concert avec les Procureurs, ils ne trouvent des expédiens pour en éluder l'exécution; & comme d'ailleurs toutes les plaintes du mauvais usage que l'on fait du rapport des Sentences, ne regardent que les Requêtes du Palais, de l'Hôtel, & le Châtelier de Paris, seroit-il juste, pour réformer un abus qui s'est glissé dans deux ou trois Jurisdictions, de faire préjudice à toutes les autres?

A R T I C L E V I.

VI. Article
de l'Ordon.

SI au jour de l'Assignation pour plaider, la Cause n'a point été apelée, & qu'elle n'ait pû être expédiée, l'assignation sera continuée, & la cause poursuivie en la prochaine Audience, sur un simple acte signé de l'un des Procureurs, signifié à l'autre, sans prendre aucun avenir, ni jugement, à peine de nullité & d'amande comme dessus.

Lecture faite de l'Article VI. Il a été trouvé bon.

ARTICLE VII.

LA Cause étant plaidée , elle sera Jugée en l'Audiance , si la VII. Article
de l'Ordon
matiere y est trouvée disposée ; si non les Parties seront
reglées à mettre dans trois jours , ou en droit , à écrire & pro-
duire dans huitaine , selon la nature & la qualité de l'affaire.

Lecture faite de l'Article VII. Il a esté trouvé bon.

ARTICLE VIII.

ET néanmoins l'apointement à mettre , ou en droit , ne pourra IX. Article
du Titre XI.
de l'Ordon.
être ordonné , s'il n'y a la moitié des Juges qui soient d'avis
de l'apointement ; & seront tenus tous les Juges , avant que
d'ouvrir leurs opinions sur le fond , d'opiner préalablement &
d'arrêter entre eux , si la cause sera jugée en l'Audiance , ou
apointée.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit , que l'article desire deux choses : l'une qu'il soit
opiné préalablement , pour sçavoir si l'on jugera , ou si l'on apointera ; &
l'autre qu'il n'y ait point d'apointement , s'il n'y a la moitié des Juges qui
en soient d'avis. Que cela est contraire à ce qui s'est pratiqué jusques ici :
quatre voix suffisoient pour l'apointement. C'étoit l'usage conforme à
l'ancienne Ordonnance qui desiroit le tiers des Juges ; le Parlement ne pou-
vant juger à moins de dix , dans lequel nombre , quatre excèdent le tiers.
Que cela avoit été quelquefois de grande utilité dans la Justice. Qu'il s'étoit
trouvé soixante Juges dans la grand' Chambre ; que cela avoit donné du
suspçon aux Parties , que l'on n'eût apporté des opinions préparées ; & qu'un
apointement en auroit empêché l'effet.

Quant à l'autre partie de l'article , qui porte , *que l'on opinera préalable-
ment , pour apointer ou pour juger diffinitivement* ; que ce n'est plus l'usage
du Parlement , & que l'on s'est bien trouvé de ce qui s'y est passé.

M. Puffort a dit , que l'article a paru bon. Que l'Audiance est un grand
bien pour la Justice. Que l'on a crû , que pour former l'apointement , il étoit
nécessaire d'un aussi grand nombre de Juges , que pour le jugement du Pro-
cez. Que l'usage d'opiner préalablement si on jugera , va à l'expédition , &
prévient beaucoup d'inconveniens ; car lorsque une Partie apprend que les
avis n'ont pas été pour elle , elle ne laisse rien d'intenté pour parvenir à
l'évocation du Procès , ou bien l'on affectera d'obtenir pour Rapporteur , celui
que l'on sçaura avoir été favorable.

M. le P. Président a dit , que cela ne va qu'à s'en tenir au tiers des avis, pour apointer au Conseil , ou à prendre quelque autre sorte de temperament; Mais qu'il y a une autre sorte de difficulté , qu'il est bon d'éclaircir , qui est de sçavoir , si un Juge qui a été d'avis de l'apointement , parce qu'il n'étoit pas suffisamment instruit de l'affaire pour la juger au fond , y peut opiner sans un plus grand éclaircissement , lors qu'il passe à la juger : qu'il estime qu'il ne le pouvoit , & qu'on le pratiquoit ainsi dans la grand' Chambre.

M. Puffort a dit , que le contraire étoit en usage dans le grand Conseil ; & qu'après avoir entendu les délibérations , on pouvoit juger avec plus de connoissance. Que l'on voyoit chaque jour des Juges revenir à d'autres avis, après qu'ils avoient été persuadés par la force des raisons proposées dans les opinions des autres Juges.

M. Talon a dit , qu'un Juge , lequel entendant les opinions , s'est intruit, pouvoit revenir , & qu'il y en avoit des exemples.

M. le P. de Novion a dit , que pour une Compagnie qui seroit dans l'observation de la Loi pour cet usage, il s'en trouveroit plusieurs au contraire. Que l'on peut véritablement changer d'avis ; Mais c'est lorsque celui dont on s'est expliqué , n'a point encore été arrêté ; Car après il n'est point du tout libre de changer , & l'on doit s'en tenir à sa premiere opinion.

M. le P. Président a dit , que cela méritoit bien d'en faire une décision dans un article exprés,

A R T I C L E IX.

XII. Article
du Titre XI.
de l'Ordon-
nance.

Tous apointemens en droit, à écrire & produire dans huitaine , emporteront le reglement à contredire ; encore qu'il ne soit point exprimé dans l'apointement.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a dit , que l'article étoit bon , & qu'il n'y avoit autre chose , qu'à augmenter un peu les délais & les reglemens de huitaine en huitaine.

M. Puffort a représenté , que les délais pouvoient être trop longs , & qu'il paroïssoit meilleur de mettre de trois en trois jours.

A R T I C L E X.

VIII. Article
de l'Ordon.

LE Procureur qui aura produit le premier en vertu de l'apointement à mettre , ou de l'apointement en droit , fera signifier un acte signé de lui , à l'autre Procureur , que sa production est au Greffe , & du jour de la signification de cet acte , commencera le délai de forclusion de produire & de contredire , laquelle

sera acquise de plein droit , du moment que le délai de reglement pour produire ou contredire , sera expiré ; sans qu'à l'avenir , en aucune Jurisdiction , de quelque qualité qu'elle soit , même en nos Cours de Parlement , Grand Conseil , Cour des Aides , il soit baillé aucune Requête , ni pris à l'Audiance ou au Greffe , aucun acte de commandement & forclusion de produire & contredire : l'usage desquelles procédures nous abrogeons , & défendons de s'en servir & de les passer dans les déclarations de dépens , ou memoires des frais & salaires des Procureurs , ni de les y employer , à peine de réjet , & de vingt livres d'amende contre Eux , en leur propre & privé nom , applicable comme dessus.

Lecture faite de l'Article X.

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit beaucoup d'observations à faire sur cet article ; parce qu'il étoit nécessaire de sçavoir si le Procureur pouvoit produire le lendemain de l'apointement rendu. Que l'usage étoit contraire , & qu'on ne produisoit qu'après la huitaine expirée. Que cela étoit fondé en raisons : L'une des principales étoit , afin que les Parties eussent le tems de se reconnoître , & que l'on ne fît pas donner un Rapporteur par surprise , sous pretexte d'une production mise au Greffe. Que lui qui parle s'en défend allés , s'étant prescrit de ne donner jamais le Rapporteur qu'on lui demande ; Mais qu'il ne donne pas non plus ceux qui lui paroissent valablement exceptés. Que pour lui faire entendre par une partie , les exceptions qu'elle peut avoir contre aucuns des Juges , il lui en faut donner le tems ; & c'est une des considérations pour lesquelles le délai peut avoir été accordé.

M. Puffort a reparti , que l'intention de l'article étoit , que l'on pût produire dez le lendemain de l'apointement , que cela avanceroit ; & que le choix d'un Rapporteur dépendoit de la prudence du Président.

M. le P. Président a dit , qu'il faut donc ajouter dans l'article , que l'on pourra produire incontinent après l'apointement rendu. Qu'il étoit aussi nécessaire d'expliquer , si les Dimanches seront jours utiles ; comme aussi défendre les productions en blanc.

M. Talon a dit , qu'il seroit pareillement bon d'abolir les forclusions , & de remplir les productions en blanc.

M. Puffort a dit , qu'il en avoit été fait un article ; Mais qu'il n'avoit pas été encore proposé devant le Roi. Qu'il falloit encore marquer , que lorsque les Reglemens auront été rendus par défaut , le délai ne courra que du jour de la signification qui en aura été faite , & qu'autrement il se pourroit faire des surprises.

M. le P. Président a dit , qu'il falloit regler encore , s'il ne falloit point

signifier un acte, par lequel le plus diligent dénoncerait aux autres Procureurs, que le Procez seroit en état, & que tous les délais seroient expirés; afin que chacun fût averti que le Procez est en état d'être rapporté, & que l'on ne se pût plaindre de précipitation ni de surprise.

M. Puffort a dit, que ce seroit une multiplication de procédures, que l'on vouloit éviter. Que la Loi avertissoit suffisamment; & l'on se formeroit enfin une habitude de ne plus s'attendre à toutes ces formalités inutiles.

M. le P. Président a de plus dit, que l'article est mêlé, & comprend toutes les Jurisdiccions, tant Supérieures que Subalternes. Qu'il défend de prendre des forclusions à l'Audience; cependant il ne s'y en prend point. Qu'il faut observer de ne rien employer d'inutile dans l'Ordonnance, & qu'il suffiroit de dire, qu'il ne se donnera plus de forclusions: cette clause générale satisfaisant à tout.

M. Puffort a dit, que l'Ordonnance est faite pour toutes les Jurisdiccions du Roïaume. Qu'il peut y en avoir dans lesquelles on donne des forclusions à l'Audience. Qu'il sçait qu'au grand Conseil il s'en prend pour la reception des enquêtes; & que l'usage en peut être ailleurs.

M. le P. de Novion a dit, qu'il faut donc indiquer les lieux où cela est usité, afin qu'il n'y ait rien d'indécent, ni qui semble mal entendu dans l'article.

M. Puffort a dit, qu'il n'est pas à propos de marquer un usage particulier dans l'article, pour y déroger par une clause speciale; & qu'il a été arrêté de déroger par une clause générale, à tous les usages contraires.

ARTICLE XI.

IX. Article
de l'Ordon.

Aucun ne pourra prendre communication de la production de sa Partie, qu'il n'ait produit de sa part, ou renoncé à produire, par un acte signé de son Procureur, & signifié au Procureur de l'autre Partie.

Lecture faite de l'Article XI.

M. Puffort a dit, que c'est dans cet article, que l'on pourroit insérer les défenses de recevoir les productions en blanc.

ARTICLE XII.

X. Article
de l'Ordon.

Les productions ne seront plus communiquées & retirées sur les Récépissés des Procureurs; Mais les Procureurs en prendront communication par les mains des Rapporteurs.

Lecture faite de l'Article XII.

Monseigneur

M. le P. Président a représenté , que cet article étoit d'une fort grande conséquence ; qu'il alloit plus que tous les autres , à l'abreviation des Procez. Tous les Plaideurs éprouvoient , que c'étoit un fort grand mal , d'être dans la dépendance des Procureurs. Que leurs Parties adverses empêchoient par la retention des Procez , qu'ils ne fussent jugés, s'ils n'en étoient d'accord. Qu'il faut y remédier , s'il est possible ; Mais qu'il croit que cet article est de difficile execution.

Que trois choses y résistent : Les Juges, les Avocats, & la nature des affaires.

A l'égard des affaires , le jugement dépendoit particulièrement du contradictoire, qui en est l'ame. Plus les Procez sont grands , plus ils demandent de tems & d'application. Souvent il faudra passer , à diverses reprises , sur une même espece : les doutes & les difficultés ne viennent pas tout à coup , ni à la première inspection. Qu'afin qu'un Procez soit bien examiné , il faut du tems , & ce tems ne se trouve pas dans ces communications tumultueuses, qui pourroient porter un grand préjudice aux affaires.

Pour ce qui est des Juges , il n'est pas possible qu'étant chargés de quantité de gros Procez , ils puissent en même-tems les donner en communication à plusieurs Avocats. Il n'est pas facile de trouver des lieux commodes , pour la multiplicité de leurs communications : il faudroit avoir quantité de Clercs qui fussent toujours presens. Ce seront ces sortes de gens , dont les abus sont insupportables , qui trouveront leur avantage dans la Transgression de la Loi. Elle ne sera que pour eux ; leurs Salaires multiplieront , l'article ne sera point exécuté , & ils se feront payer encore plus chèrement pour l'inobservation. De sorte que la condition des Plaideurs deviendra plus mauvaise.

A l'égard des Avocats , il ne faut pas se promettre , que les anciens , qui sont les plus occupés , se résolvent jamais d'aller prendre des communications sur les lieux. Outre l'incommodité qu'ils en recevroient , par les contre-tems que ces distractions apporteroient dans leurs affaires, il se feroient d'ailleurs un honneur de ne le pas faire. La facilité qu'ils trouvent chez eux , d'y prendre la communication des Procez , fait qu'ils les voyent avec beaucoup plus d'exactitude. Qu'un Avocat qui a le tems d'étudier ses pièces , y fait souvent des découvertes imprévûes , & très-avantageuses à ses Parties. Qu'ainsi il semble , que tout reclame contre le changement de cette communication. Qu'il reste de prendre parti entre l'incommodité & l'impossible. Qu'il faudroit néanmoins trouver quelque ouverture , pour astringre les Procureurs à rendre ponctuellement , & à tems prescrit , les Procez qui leur auront été donnés en communication : Et à cet éfet leur faire faire , en donnant le Procez , une soumission de s'obliger à le rendre dans certain tems , & à faute de ce , à payer de grosses amendes , & des séjours ; sans qu'il fût dans la liberté des Compagnies , de les rabattre ni de les moderer.

M. Puffort a dit , qu'il estime l'article dont il s'agit , l'un des plus importants de la réformation. Que l'on tâche d'abreger les délais , par le retranchement des procédures ; Mais qu'il s'agit ici d'épargner des années entières,

pendant lesquelles les Plaideurs se consomment en frais , & la Justice est exposée à l'illusion des Chicaneurs & aux fuites d'un Procureur , qui s'en fait un mérite , comme d'un notable service qu'il a rendu à sa Partie ; & les Chambres de l'Edit changent & se renouvellent , sans que l'on en puisse avoir raison.

Que toutes les considerations qui sont proposées sur l'article , regardent singulierement la plus grande commodité des Juges & des Avocats. Qu'il estime , que toutes ces choses sont faites pour la Justice , & qu'elles y doivent servir & s'y accommoder : & il n'y a point de concurrence ni de comparaison de l'un à l'autre. Que lui qui parle , est fort persuadé , que ces gros Procez , dont on fait mention , demeurent des années entieres , entre les mains d'un Rapporteur ; qu'ils ne se jugent jamais tout a coup , & que ces grandes communications ne sont pas si fréquentes : qu'ainsi il ne faudra point tant lieux , ni tant de Clercs pour y assister. Les Avocats sçauront prendre leur tems. L'on a consulté les plus anciens & les mieux versés dans ces Matieres , dont l'on a pris l'avis , & qui n'ont rien trouvé qui ne soit possible dans l'exécution de cet article.

Que la communication qui se donnera des pieces , dès l'entrée de la Cause , soulagera beaucoup. La plupart des Procez ne consistent qu'en fort peu de pieces , & il y en a toujours une principale , qui en fait la décision ; outre que les contredits & les salvations seront signifiés. Par principe d'honneur & de conscience , les Avocats voudront bien faciliter l'exécution de cet article , qui produira un si grand soulagement aux Plaideurs , & un si grand bien pour la Justice.

Qu'il y a plusieurs classes d'Avocats : celle des Anciens , employés aux consultations , & de ceux qui plaident beaucoup. Ceux de cet ordre sont peu d'écritures , & ainsi l'article ne les regarde pas. Il y en a une autre de ceux qui entrent dans le Palais , & qui ne s'appliquent qu'à leur instruction , lesquels l'article ne concerne que fort peu.

Que ce sont ceux du milieu qui peuvent y être davantage interessés ; Mais qu'ordinairement ils ne sont pas surchargés d'affaires , & ceux qui se seront acquis de l'estime & de la réputation , trouveront auprès des Juges , des facilités pour leur soulagement. Un prêt qui se fait sur la parole & sur la bonne foi de celui qui emprunte , oblige davantage que tous les contrats. Que même ils se pourront faire soulager par les Procureurs , qui tirent des extraits , dans les affaires qui sont de leur portée.

Que ce qui paroît nouveau & contre nôtre usage ordinaire , fait toujours de la peine ; Mais que la pratique contraire fera que l'on s'y habituera , & que l'on se détrompera de cette espece d'impossibilité , que l'on a conçue. Le respect qui est dû à l'Antiquité , fait que nous résistons à nous départir de cet usage ; Mais d'un autre côté , le desordre qu'il a causé dans la Justice , & les avantages que nous promet ce nouvel établissement , doivent lever tout le scrupule qui nous pourroit rester , pour y appliquer ce beau passage de Tite Live : *Que vetustissima creduntur , nova fuerunt ; inveterascet hoc quoque , & quod hodie exemplis tuemur , inter exempla aliquando erit.* Qu'il n'y voit

rien que de très-favorable, & répète encore, que ce sera le plus grand bien de la Réformation.

Monsieur l'Avocat général Talon a représenté, qu'il est vrai que la communication des Procez, faite aux Procureurs, & la difficulté de les retirer de leurs mains, causeroit de grands desordres dans la Justice. Qu'il sera néanmoins difficile de passer d'une extrémité à l'autre; Mais qu'il se pourroit prendre des tempéramens, qui seroient: de ne plus communiquer les Procez, qu'aux Procureurs des Parties principales; qu'ils ne les pussent bailler qu'une fois, & qu'on ne leur donnât en communication que les sacs de leurs Parties, sans qu'ils pussent retirer les leurs.

Que l'exécution de ces conditions pourroit accommoder toutes choses, & faciliter l'expédition; ou au moins, qu'il falloit laisser la liberté à la Chambre, où le Procez est pendant, d'ordonner la communication en connoissance de cause, & selon le mérite des affaires: autrement les Parties seroient obligées de chercher des voyes indirectes pour l'obtenir, & souvent, de l'acheter bien cher des Clercs des Rapporteurs, qui tireroient sans doute un très-grand tribut de nouvel établissement, qui sera favorable aux personnes puissantes, & nuisible aux misérables, qui manqueront de crédit & d'argent.




DU MEcredi NEUVIE'ME FEVRIER, 1667.
de relevée.

*Monsieur le Chancelier & Messieurs les Commissaires du Roi;
Monsieur le premier Président & Messieurs les Députés du
Parlement, presens, à l'exception de Monsieur le Président
de Bailleul.*

SUITE DU TITRE VI.

*Des contestations en cause, & procédures pour parvenir au
jugement.*

ARTICLE XIII.

 Es contredits ne seront plus offerts en baillant; Mais seront XII. Article
signifiés, & copie d'Iceux baillée purement & simplement, de l'Ordon.

ensemble des saluations , si aucunes sont fournies ; si non les contredits & saluations seront rejettés du Procez.

La Compagnie s'étant assemblée à l'heure accoutumée , lecture a été faite de l'article ci-dessus.

M. le P. Président a dit , que l'article étoit bon ; que ce mot : *En baillant*, qui est presentement un usage , faisoit de l'embarras. A l'égard des Saluations , l'on n'est point tenu d'en donner copie , ni d'obtenir des forclusions , ni d'en fournir ; selon le vieux mot du Palais , qui dit : *Sauve qui peut , & ne sauve qui ne veut*. Mais si l'on en donne des copies , l'on peut craindre que l'on ne donne encore des contredits à ces Saluations , & que ce seroit aux Juges à y donner ordre , & à empêcher ce progrès de chicane à l'infini.

A R T I C L E X I V.

XIII. Article
de l'Ordon.

LA cause sera tenuë pour contestée par le premier reglement , apointement ou jugement , tel qu'il puisse être , après les défenses fournies , ou après le défaut jugé , tant à faute de comparoir , qu'à faute de défendre ; & ce du jour de leur date , bien qu'ils n'ayent pas encore été signifiés.

Lecture faite de l'Article XIV.

M. le P. Président a dit , que l'article étoit bon ; Mais qu'il y avoit quelque chose à changer. Que l'on a suivi l'ancien stile , qui veut , que la cause soit tenuë pour contestée , par le défaut jugé à faute de comparoir ou de défendre ; Mais que presentement la contestation en cause ne se peut plus appliquer au défaut , parce qu'il emporte profit ; & il se trouveroit que la cause seroit tenuë pour contestée , après qu'elle auroit été jugée. Ce qui implique une contradiction manifeste dans l'article ; que c'étoit donc une chose à reformer. Qu'il faudra separer l'article en deux parties , & ôter la dernière , qui porte : *ou après le défaut jugé , tant à faute de comparoir qu'à faute de défendre*.

M. Puffort a dit , que c'étoit une chose à réformer.

M. le P. Président a ajouté , que l'opposition qui se trouvoit en cet article , lui faisoit faire une réflexion considerable , qui étoit , que ceux qui avoient travaillé à ces articles , bien qu'ils fussent pleins du sujet de leur travail , s'étoient néanmoins si attachés au stile ancien , que pour l'avoir trop suivi , ils étoient tombés , contre leur intention , dans une contradiction évidente. Que tous les Juges du Roïaume entrant , sans aucune instruction , dans la pratique de cette nouvelle Ordonnance , & se trouvant sans doute moins informés de sa disposition que ceux qui l'ont dressée , auroient encore bien plus de peine qu'eux à se garantir de pareils inconveniens. Cependant qu'il

demande d'être éclairci, s'ils doivent pour cela encourir les peines extraordinaires, dont quantité d'articles sont remplis; C'est à dire, s'ils seront obligés à mieux entendre & à observer plus exactement cette Ordonnance que ceux même qui ont examiné ces Matieres à fond, avant que de la dresser.

M. Puffort a dit, que ce qui avoit été dit par M. le P. Président, le faisoit souvenir d'un mot, qui avoit été omis dans l'article premier, & qui avoit été arrêté chez le Roi, qui explique le cas, auquel les Juges pourront être pris à partie; sçavoir, est, *lors qu'il paroîtra par l'évidence du fait, qu'ils auront retenu la connoissance des causes, qui ne seront point de leur compétence.* Que cette clause est un adoucissement de l'article, qui peut satisfaire Messieurs des Compagnies supérieures, en restreignant la prise à partie à certains cas, comme par exemple, si les Elus avoient retenu la connoissance d'une matiere beneficiale. Et qu'il avoit l'obligation de cette observation à Monsieur Horman.

M. le P. Président a reparti, que cet adoucissement ne sera pas fort grand; parce que chacun prétendra qu'il y a de l'évidence dans le fait dont on se plaindra; & les Juges demeureront toujours exposés à la Chicane des Plaigneurs opiniâtres.

ARTICLE XV.

AU Siege des Maîtrises particulieres des Eaux & Forêts, XIV. Article de l'Orden,
Connétablies, Elections, Greniers à Sel, Traittes Foraines, Conservations des privileges des Foires, & aux Justices des Hôtels & Maisons de Ville, & autres Jurisdicions inférieures, le délai des assignations ne pourra être moindre de vingt-quatre heures, ni plus long de trois jours, lorsque le Défendeur sera domicilié, ou se trouvera présent au lieu de l'établissement du Siège; & sera de trois jours au moins, & de huitaine au plus, pour ceux qui sont demeurans ailleurs, dans la distance de dix lieuës; & si le Défendeur est demeurant en lieu plus éloigné, le délai sera augmenté à proportion d'un jour pour dix lieuës.

Lecture faite de l'Article XV.

M. le P. Président a dit, qu'il a ci-devant insisté à l'augmentation des délais; Mais qu'il en propose ici l'abreviation, attendu qu'aux Consuls, en l'Hôtel de Ville, & aux affaires de Police, les assignations du soir au matin, pouvoient être trop longues, selon les cas; & qu'il sembloit meilleur d'en user comme on faisoit auparavant.

M. Puffort a dit, qu'à l'égard des Juges Consuls, il y avoit été pourvû

par un article particulier ; & que pour les autres Juges , en ajoutant : *Si ce n'est qu'il y eût péril en la demeure* , l'article seroit correct.

ARTICLE XVI.

XV. Article
de l'Ordon.

Vingt-quatre heures après l'Echéance de l'assignation , les Parties seront ouïes en l'Audiance , & jugées sur le champ, sans qu'elles soient obligées de se servir du ministère d'un Procureur , si bon leur semble.

Lecture faite de l'Article XVI.

M. le P. Président a dit , que la disposition de cet article ne-pouvoit regarder que les Justices subalternes ; que néanmoins l'on avoit confondu les Jurisdctions. Que si la separation en avoit pû être faite , l'ordre en auroit été meilleur.

M. Passort a repondu , que ce titre avoit été dressé pour les Jurisdctions inferieures seulement ; & qu'on ne s'est départi de ce dessein , que lorsque par rencontre , ou par la disposition de la matiere , il y a eu necessité de parler des Compagnies superieures.



Ce Titre est
aussi le VII.
de l'Ordon-
nance.

TITRE VII.

Des Délais pour Délibérer.

ARTICLE I.

II. Article
de l'Ordon.

Si aucun est assigné comme heritier , soit en premiere instance , ou en reprise , il ne pourra demander délai pour délibérer , lors qu'il y aura plus de quarante jours que l'Inventaire des Biens du défunt aura été fait en sa présence , ou de son Procureur , ou lui dûement apelé.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit , que ce titre est fort bien redigé. Qu'il seroit à souhaiter que tous les autres fussent de même ; Mais qu'il croit , qu'il est à propos de comprendre les Veuves dans ce titre , aussi bien que les heritiers,

parce qu'elles ont le même droit de demander du tems , pour délibérer sur l'acceptation de la communauté. Qu'ayant reconnu lui-même , que les délais qu'on leur acorde , sont differens en plusieurs Jurisdictions , il a voulu s'en éclaircir exactement. M. de Bauquemare Président aux Requêtes du Palais , & qui est un des Commissaires , a temoigné que l'usage qui s'y observe presentement , est de donner à la Veuve 40. jours , pour délibérer , & huitaine de Conseil. Au Parlement on pratique la même chose ; Mais au Châtelet l'on donne trois quinzaines. La premiere commence à courir du jour de l'apoin-tement , qui porte *qu'elle sera déclarée commune , si elle ne fait sa declaration sans quinzaine.* Après cette premiere quinzaine expirée , on laisse courir la seconde , & puis la troisieme ; Ensuite de laquelle le Juge prononce , qu'il jugera , si la Veuve ne donne sa declaration. Enforte qu'il faut plus de deux mois , avant que l'on puisse obliger la Veuve de donner sa declaration : car on ne prévient jamais , & ces choses ne se font d'ordinaire qu'à l'extremité.

M. Passort a dit , qu'il y aura un titre particulier pour les Veuves , dans lequel seront inferés les cas , & la forme des declarations qu'elles auront à faire. Que d'ailleurs , l'on n'avoit pas estimé qu'il fallût donner aucun délai aux Veuves. Que les Avocats anciens & consommés dans le Palais , avoient temoigné n'avoir jamais entendu parler de cet usage. Qu'il n'y a ni Loi , ni Coutume , ni Ordonnance particuliere , qui en fasse mention. Qu'au contraire , la communauté étoit établie par la Coutume de Paris. Que c'étoit entre les conjoints, une Société légale, confirmée par les Contrats de Mariage : & comme les associés participent au bénéfice de la société , il étoit aussi raisonnable , que la Femme , comme le Mari , en portât les événemens.

Que la faculté de renoncer est un privilege , qui ne s'accordoit originairement qu'aux Femmes nobles , & qui encore étoient veuves de ceux , qui mouroient aux voyages d'Outre-mer ; & qui depuis a été accordé à toutes sortes de Veuves , de quelque condition qu'elles pussent être .

Qu'ainsi les délais qu'on acorde à un heritier , ne pouvoient pas être tirés à consequence pour les Veuves , dont la condition étoit fort differente. Que l'heritier n'ayant d'ordinaire aucune connoissance des forces & des charges de la succession , dans laquelle il entre , il est juste de lui accorder un délai pour se reconnoître ; Mais à l'égard des Veuves qui ont vécu avec leurs maris , & pû prendre connoissance de l'état de la communauté , elles n'ont pas besoin de beaucoup de tems pour délibérer .

C'étoit aussi pour cette consideration , que quelques coutumes , & entre autres celle de Vitry , portent que *la Veuve voulant renoncer à la communauté , sera tenue dès lors du decez , d'en faire sa declaration , & de mettre sa ceinture & ses clefs sur la fosse.*

Que toutes ces considerations faisoient croire , qu'il y avoit de l'équivoque. Que l'on n'accordoit point de délai à la Veuve , que pour faire faire inventaire des Meubles & des effets , & quelque autre brief délai , pour en faire le calcul , & ensuite sa declaration. En tout cas , les differens usages qui se sont pratiqués aux Requêtes du Palais , & au Parlement , faisoient

voir qu'il n'y en avoit point de certain , & que cela se pratiquoit selon les différentes circonstances des affaires.

Qu'au surplus la condition de l'heritier étoit en cela bien différente de celle de la Veuve ; parce qu'en acceptant par l'heritier la succession , il s'obligeoit en toutes les dettes , & hazardoit ainsi son propre bien ; Mais à l'égard de la Veuve , elle ne court risque , tout au plus , que pour ses reprises ; & il ne seroit pas raisonnable , qu'après qu'une femme seroit demeurée beaucoup de tems dans la maison de son Mari , usant & disposant de toutes choses , à la faveur d'un Inventaire fait comme elle auroit voulu , il lui fût encore accordé un délai de 40. jours , pour délibérer si elle accepteroit la Communauté.

M. le P. Président a reparti , que tous ces titres regardoient universellement la procedure ; Mais celui duquel il s'agissoit , étoit , *des délais pour délibérer* , en général , sans distinction des Heritiers ou des Veuves ; & qu'ainsi c'étoit le lieu où il en pouvoit être fait mention. Qu'à la vérité les délais qu'on leur accorde sont trop longs , & qu'après tout ce qui venoit d'être remarqué , il y avoit lieu de les abréger dans ce titre , sans en faire le renvoi à un autre , qui ne paroît point encore , & ne paroîtra peut-être pas si-tôt. Que ce délai , par conséquent , ne peut servir qu'à confirmer l'abus de tous ceux qui sont accordés aux Veuves.

Ainsi il seroit bon d'y pourvoir dès à présent , & de regler leurs délais , avec ceux des Heritiers. Qu'il peut y avoir entre eux quelque raport ; Car encore que la communauté entre le Mari & la Femme , soit établie par la Coutume & par le Contrat de Mariage , il est néanmoins certain , que c'est une société Leonine , en laquelle le Mari est absolument le Maître , & se jouë des effets de la Communauté , sans demander le consentement de la Femme , qui de son côté ne peut disposer de rien.

La Coutume accorde aux Femmes la faculté de renoncer à la Communauté ; Mais elle leur est inutile , si elles n'ont du tems pour en examiner les Charges & les forces. Pendant que la Communauté dure , beaucoup de Femmes n'en prennent pas grande connoissance. Elle depend de la conduite de leurs Maris , qui cachent souvent leurs mauvaises affaires à leurs Femmes ; de sorte qu'elles ont besoin de tems pour les decouvrir.

Mais un Heritier présomptif peut agir par soi-même , & se déterminer sans autre Conseil : les Femmes au contraire en ont toujours besoin. L'acceptation de la Communauté les engage dans la recherche de leurs reprises , elles n'ont pas le bénéfice d'inventaire , qui est un moyen de fort grande sûreté pour les Heritiers. Ainsi l'article ne peut leur être commun avec les Veuves , puis qu'il n'accorde précisément que 40. jours , pour commencer à courir du jour de la confection de l'Inventaire.

M. Puffort a dit , que l'on pourroit donner quelque délai à la Veuve , & l'insérer dans l'article , après en avoir parlé au Roi.

ARTICLE II.

ENcore que l'Inventaire n'ait point été fait , ne lui sera néanmoins accordé aucun délai de délibérer , si depuis le décès du Défunt , il a laissé passer trois mois sans faire Inventaire , & encore quarante jours , qu'il eût pu avoir pour délibérer.

Cet article compose la fin du III. de l'Ordonnance.

Lecture faite de cet article , il a été trouvé bon.

ARTICLE III.

ET néanmoins s'il justifie que l'Inventaire n'ait pu être fait dans les trois mois , pour n'avoir pas eu la connoissance du décès , ou à cause des oppositions ou contestations survenues , ou autrement , il lui sera accordé un délai convenable pour faire ou achever l'Inventaire , & quarante jours au de là pour délibérer ; lequel délai sera jugé sommairement à l'Audience & sur le champ , sans apointment à mettre ni produire.

IV. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'article III. Il a été trouvé bon.

ARTICLE IV.

S'Il est assigné avant l'échéance des trois mois , & des quarante jours destinés , tant pour la confection de l'Inventaire que pour délibérer , il aura le tems qui restera à expirer de ces deux délais , pour délibérer s'il veut être heritier ou non.

Cet Article compose le commencement du III. de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'Article , il a été trouvé bon.



Ce Titre est
le IX. de
l'Ordonnan-
ce.

TITRE VIII.

De l'Abrogation des Vûes & Montrées, & que les exceptions dilatoires seront proposées par un même Acte.

ARTICLE I.

III. Article
de l'Ordon.



Eux qui feront demande de la propriété de quelques Héritages, ou qui y prétendront quelque rente foncière, charge réelle ou hipotheque, seront tenus, outre les solennités ordonnées dans le titre *Des Ajournemens*, de déclarer par leur premier exploit, à peine de nullité, le Bourg, le Village ou Hameau, le terroir & la contrée où l'héritage est situé; sa consistance, ses tenans & aboutissans, du côté du Septentrion, Midi, Orient & Occident; Sa nature au tems de l'Exploit, si ce sont terres labourables, Prés, Bois, Vignes ou autrement: enforte que le Défendeur ne puisse ignorer pour quel héritage il est assigné.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, que Messieurs du Parlement ont trouvé quelque difficulté dans l'abrogation de ces *Vûes & Montrées*. Qu'à la vérité l'abus en est grand; parce que la première chose qu'un Défendeur faisoit en Matière réelle, étoit de demander *Vûes & Montrées*, qui ne servoient de rien, qu'à faire de grands frais, par des descentes sur les lieux, des plans & descriptions. Qu'à l'avenir les Exploits étant dressés suivant l'intention de l'article, & les tenans & aboutissans bien désignés, les *Vûes & Montrées* seroient inutiles à cet éfet.

Que néanmoins il y avoit deux choses à desirer: l'une qu'il fût ajouté dans l'article, *Les Censives*, pour lesquelles il se fait des *Vûes & Montrées*; & l'autre, que les Exploits exprimassent ci-après bien précisément, les nouveaux tenans & aboutissans, afin qu'il n'y eût point d'équivoque, & que les Chicaneurs ne donnassent plus les tenans portés par les anciens titres, comme ils peuvent faire lors qu'ils veulent apporter de la confusion.

M. Pussort a dit, que les *Vûes & Montrées*, sont exceptions dilatoires, qui se proposent dans toutes les actions réelles; que l'on a jugé à propos de

les prévenir, & c'est à quoi l'article a voulu pourvoir. A l'égard des Censives, le Seigneur qui les prétend, n'est point obligé à des Vûës & Montrées; mais peut procéder par voie de saisie sur l'héritage de son tenancier.

M. le P. P. Président a reparti, que cela étoit bon entre le Seigneur & le Tenancier; Mais que l'intention de sa proposition étoit entre les Seigneurs qui prétendoient une même censive.

M. Talon a dit, que pour mieux expliquer le fait des Censives, l'on pourroit ajouter dans l'article, que *ceux qui demanderont des Censives par action, seront tenus de déclarer même les nouveaux tenans & aboutissans*; & que les Vûës & Montrées peuvent par hazard empêcher une descente; Mais qu'elles peuvent causer cent autres formalités: & qu'il estime à propos de les abroger.

M. le P. Président a ajouté, que la maniere de désigner l'héritage, par le *Midi, Septentrion, Orient & Occident*, est nouvelle, & ne se trouve en aucune Loi, Coutume ni Ordonnance.

Qu'il faudra toujours avoir une Boussole à la main, pour ne point errer; & qu'il semble que l'on ne doit employer dans les Ordonnances, que des expressions qui soient en usage.

M. Puffort a reparti, que cette maniere de désigner les héritages, étoit usitée dans plusieurs Provinces, & que l'Ordonnance d'aujourd'hui étoit pour tout le Roïaume.

ARTICLE II.

S'il est question du corps d'une terre ou d'une métairie entière, IV. Article de l'Ordon. il suffira d'en désigner le nom & la situation: & si c'est d'une maison seulement, il en faudra aussi désigner les tenans & aboutissans, en la maniere susdite.

ARTICLE III.

ET en conséquence, nous abrogeons les Exceptions des Vûës & Montrées; Dérogeons pour cet effet, à toutes coutumes & usages contraires. V. Article de l'Ordon.

ARTICLE IV.

Celui qui aura plusieurs Exceptions dilatoires, sera tenu de les expliquer & proposer par un même acte. I. Article de l'Ordon.

ARTICLE V.

I. Article
de l'Ordon.

Celui néanmoins qui aura été assigné en qualité d'heritier, ne sera tenu de proposer ses autres exceptions dilatoires, qu'après le délai de délibérer, s'il y a lieu de le demander, ou qu'il l'ait demandé.

Lecture faite de ces Articles, ils ont été trouvés bons.



Ce Titre est
le VIII. de
l'Ordonnan-
ce.

TITRE IX.

Des Garans.

ARTICLE I.

I. Article
de l'Ordon.

Celui qui sera assigné, pourra, si bon lui semble, faire assigner les Garans en même tems, soit en garantie formelle, si c'est en matiere réelle ou hypothécaire; soit en garantie simple, ou en toutes autres matieres où il y aura lieu de Garantie: sans qu'il soit besoin de commission ni mandement de Juge, en quelque lieu que les Garans soient demeurans, pourvû que l'instance ne soit pas intentée en nos Cours & en nos Sieges de dernier ressort; auquel cas le Demandeur en sommation sera tenu de prendre commission, ou d'obtenir Arrêt, pour y faire apeler les Garans, ainsi qu'il a été ordonné ci-dessus.

ARTICLE II.

II. Article
de l'Ordon.

LE délai pour faire apeler Garans, sera de huitaine, à compter du jour de la signification de l'exploit du Demandeur originaire, & encore de tout le tems qui sera nécessaire pour faire sommer le Garant, suivant la distance du lieu de sa demeure, à raison de dix lieuës par jour.

ARTICLE III.

L'Exploit de Garantie sera libellé , & contiendra sommairement les moyens du Demandeur en garantie , avec toutes les autres formalités prescrites pour les Exploits d'ajournemens ; même sera donné copie à l'instant , des pièces justificatives de la Garantie , ensemble de l'exploit du Demandeur originaire , & de toutes les pièces dont il aura fait donner copie. I V. Article de l'Ordon.

ARTICLE IV.

Si le délai de l'Assignation en garantie n'est échû au même tems que celui de la demande originaire , le Défendeur originaire pourra empêcher qu'il ne soit pris contre lui aucun défaut par le Demandeur , en lui donnant copie des pièces justificatives de sa demande en garantie , & des nom , surnom & demeure du Garant ; même de l'exploit en garantie fait à sa requête , au cas qu'il ait été déjà donné , selon les délais ci-dessus prescrits. V. Article de l'Ordon.

ARTICLE V.

Si le Demandeur originaire soutient que le délai de la garantie ne doit point avoir lieu , il y sera sommairement & sur le champ prononcé par le Juge , & celui qui succombera , sera condamné aux dépens. V I. Article de l'Ordon.

ARTICLE VI.

Le délai de l'Assignation en garantie venant à échoir , avant qu'il ait été décidé , s'il y a lieu au délai pour apeler garant , il ne sera fait autres poursuites pour ce regard , & le Demandeur originaire pourra prendre ses avantages contre le Défendeur : Les dépens de l'incident réservés au principal. Cet article a été supprimé.

ARTICLE VII.

Il n'y aura point d'autre délai d'amener garant , même ez causes des mineurs , Biens d'Eglise , ou autres , quelque privi- VII. Article de l'Ordon.

lege qu'elles puissent avoir ; sauf après le Jugement de la demande principale , de faire proceder à celui de la demande originaire.

Lecture faite des Articles I. II. III. IV. V. VI. & VII.

M. le P. Président a dit , que les sept premiers articles de ce titre *Des Garans* , pouvoient être reduits en un seul , en cette maniere :

Le délai du garant sera accordé au Défendeur originaire , avec connoissance de cause , à compter du jour de l'assignation qui lui aura été donnée ; & après le délai expiré , le Demandeur originaire pourra continuer ses poursuites : sauf au Défendeur à poursuivre son garant , ainsi qu'il avisera bon être.

Que les Loix & les Ordonnances ne vouloient rien souffrir d'inutile & de superflu. Que si on croyoit que ces mots : *avec connoissance de cause* , pussent produire quelque inconvenient , il étoit facile de les ôter.

M. Puffort a dit , qu'il se falloit bien garder de comprendre dans cette disposition , ces termes : *avec connoissance de cause* , qui feroient naître en la matiere , beaucoup plus de procedures , que la prévoyance des articles de ce titre n'en auroit pû retrancher.

Qu'il ne croyoit pas que les dispositions qui sont comprises dans ces sept premiers articles , pussent être renfermées dans celui qui a été proposé par M. le P. Président.

En faisant l'examen de ces articles en particulier , il avoit observé , que dans le premier on faisoit distinct'on de garantie simple & formelle , dont il n'étoit point fait mention dans l'article proposé ; bien que la difference en fût essentielle : en ce que l'on a toujours donné délai de garand , pour les garanties formelles , & jamais pour les garanties simples. De sorte que , comme l'intention a toujours été , d'ôter tout prétexte de demander aux Juges les délais d'amener garand , l'on a crû qu'il falloit prescrire par l'Ordonnance , indistinctement pour toutes sortes de garanties , le délai qui leur pourroit appartenir.

Qu'il étoit aussi porté par le premier article , que *celui qui seroit assigné , pourroit , si bon lui sembloit , apeler ses garands , sans commission ni mandement du Juge , si ce n'étoit dans les Parlemens & autres Cours supérieures* : Ce qui n'est point pareillement compris dans l'article proposé. Qu'il étoit nécessaire de l'expliquer ; parce qu'encore que la même disposition fût dans le titre *Des Ajournemens* , néanmoins comme ce titre n'étoit que pour les demandes originaires , on pourroit douter si la même disposition auroit lieu pour les actions en garantie , si on n'en avoit pas fait mention particuliere.

Le second article marquoit le délai de faire apeller garand , pour lequel on donnoit un jour pour dix lieues , outre la huitaine du jour de la signification de l'exploit : ce qui n'étoit point encore dans l'article proposé.

A l'égard du troisiéme , il sembloit que ce ne fût qu'une répétition de ce qui étoit ordonné dans le titre *Des Ajournemens* ; néanmoins que cet article contenoit une disposition particuliere , par laquelle on obligeoit le

Demandeur en garantie, de donner copie de l'exploit de la demande originaire : ce qui ne se rencontroit pas dans tout le titre *Des Ajournemens*.

M. Puffort a ajouté, qu'il lui sembloit que dans le quatrième article il y avoit des dispositions toutes différentes de celles, qui étoient dans l'article proposé, & dont l'expression étoit nécessaire, parce qu'on y prescrivoit la procédure, pour empêcher qu'il ne fût pris aucun défaut contre le Défendeur originaire, lorsque le délai de l'assignation en garantie ne sera pas échu au même tems, que celui de la demande originaire.

Que l'on pouvoit dire la même chose à l'égard des cinquième & sixième articles : dans le premier desquels on prescrit ce qui doit être fait par le Juge, quand le délai de la garantie sera contesté ; & dans le dernier, ce qui sera fait, lorsque le délai de l'assignation en garantie, sera échu avant que le Juge ait décidé si le délai a dû être accordé ou non.

Pour le septième article, il ne lui paroissoit pas non plus inutile, ni compris dans l'article proposé ; parce qu'il y est fait mention des causes des mineurs, & biens d'Eglise, que l'on assujettit à la disposition générale ; & qu'on pourroit présumer en être exceptés par le Privilège & la faveur de leur condition, s'ils n'y avoient été compris expressément.

ARTICLE VIII.

Les appelés en garantie formelle ou simple, seront tenus de procéder en la Jurisdiction où la demande originaire est pendante, encore qu'ils déniaient être garants ; si ce n'est qu'il paroisse par écrit ou par l'évidence du fait, que la demande originaire ait été intentée pour traduire le garant pardevant les Juges qui ne doivent point connoître du différent ; ou que le Défendeur en garantie ait privilege, & qu'il l'ait allégué avant la contestation en cause : auquel cas, Enjoignons expressément aux Juges de renvoyer le tout pardevant ceux qui en doivent connoître ; ou d'ordonner que les Parties se pourvoient, en cas que le renvoi n'en soit point requis : à peine de nullité de tout ce qui auroit été fait, & de tous dépens, dommages & intérêts.

VIII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit, que cette clause de condamnation *de tous dépens, dommages & intérêts* des Parties, contre les Juges, qui se trouve insérée dans cet article, passera à la fin en stile. Plus il y fait de réflexion, plus il trouve qu'il est extraordinaire d'avoir fait mention de ces peines dans une Ordonnance ; Mais que la répétition si fréquente l'est encore plus.

ARTICLE IX.

IX. Article
de l'Ordon.

SI la demande originaire n'est point encore contestée, le garant formel pourra prendre le fait & cause pour le garanti; lequel, en ce faisant, sera mis hors de cause: Et si elle est contestée, il demeurera en cause.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a dit, que c'est la disposition de l'Ordonnance de 1539. laquelle en peu d'articles, semble suffisante pour tout ce titre; & que les Loix doivent être concises.

M. Puffort a reparti, qu'aucuns des articles prescrivent la Loi, & les autres la maniere de l'observer & de l'exécuter.

ARTICLE X.

Cet article,
& le XII.
composent
l'e XI. de
l'Ordonnan-
ce.

LEs Sentences & Jugemens donnés contre les garants, seront Exécutoires contre les Garantis, sauf pour les dépens, dommages & intérêts, dont la liquidation & exécution ne pourront être faites, que contre les Garants seulement.

ARTICLE XI.

X. Article
de l'Ordon.

ENcore que le garanti ait été mis hors de cause, il pourra y assister, si bon lui semble, pour la conservation de ses droits.

ARTICLE XII.

XII. Article
de l'Ordon.

SOit que les garantis aient été mis hors de cause, ou qu'ils y soient demeurés, il suffira, pour exécuter contre eux les Sentences & Jugemens, de les leur faire signifier, sans autre demande ni procédure.

Lecture faite des Articles X. XI. & XII. Ils ont été trouvés bons.

Néanmoins Monsieur le premier Président a dit, que le XII. paroïssoit superflu, étant compris dans l'article X.

ARTICLE

ARTICLE XIII.

EN garantie simple, les Garans ne pourront prendre le fait & cause ; Mais seulement pourront intervenir , si bon leur semble. XIII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'article XIII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XIV.

LA demande originaire & celle en garantie , seront jugées conjointement, si l'une & l'autre se trouvent en même tems en état d'être jugées ; Mais si la demande originaire est en état, & que la garantie n'y soit pas , la demande originaire sera jugée séparément de celle en garantie , pourvu que le Demandeur originaire le requiere ; ce qu'il fera par un simple acte de signification au Procureur des Parties , sans autre signification ni délai, & sans qu'il soit besoin d'aucun jugement de disjonction : sauf après le jugement du principal, à faire droit sur la garantie, s'il y échoir. XIII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit , que suivant la disposition de cet article , la disjonction des instances , se fera par l'office du Procureur. Que par l'usage qui s'observe à présent , la Partie demande la disjonction par une Requête, sur laquelle l'on met : *Soit mis au Sac , pour en jugeant , &c.* Le Juge y fait droit , & disjoint en jugeant , s'il est à propos : & cette forme est régulière. Qu'à l'avenir le Procureur fera l'office du Juge , & appliquera lui-même l'Ordonnance. Quand il voudra chicaner , il mettra l'instance qu'il voudra disjoindre , hors d'état , & il pourra prendre avantage de sa chicane.

M. Puffort a dit , que l'expédient porté par l'article , va à prévenir de grandes plaidoiries & procédures , qui se faisoient pour parvenir à ces disjonctions. Que le Procureur par un acte , pourra obtenir le même effet. Ce sera l'Ordonnance , & non pas le Procureur , qui fera l'office du Juge ; & par la sommation qu'il fera , il déclarera que l'instance de garantie n'étant point en état , il est en droit , suivant l'Ordonnance d'en demander la disjonction. Ce sera au Juge après , d'appliquer l'exécution de l'Ordonnance sur la matière. Si la Partie met elle-même le Procez hors d'état , pour en demander la disjonction , ce sera un dol qui méritera l'animadversion du Juge ; Mais à prendre l'Ordonnance dans son véritable esprit , & dans la

pureté de son intention , la procédure se trouvera fort abrégée.

M. l'Avocat général Talon a dit , qu'un Procureur en faute ne sera pas écouté ; que néanmoins pour ôter toute sorte d'ambiguité dans l'article , l'on pouvoit ajouter , qu'il n'y aura que le Procureur qui aura mis le Procès en état de juger , qui pourra demander la disjonction ; & que d'ailleurs , elle ne pourra être ordonnée que trois jours après la signification de l'acte ; comme aussi , que l'Arrêt de disjonction sera le même qui jugera le principal.

M. Puffort a dit , qu'en ordonnant que la disjonction ne pourra être faite que trois jours après la signification de l'acte , cela rémédiera à tout.

ARTICLE XV.

XIV. Article
de l'Ordon.

Les garans , qui succomberont au principal , seront condamnés aux dépens , du jour de la sommation à eux faite seulement , & ne seront point tenus de ceux qui auront été faits auparavant , sinon de l'exploit du Demandeur originaire.

Lecture faite de l'Article XV.

M. le P. Président a dit , que cela s'étoit toujours pratiqué ; & que l'article étoit inutile.

M. Puffort a reparti , que l'Ordonnance étoit pour tout le Roïaume ; où la disposition de l'article pouvoit n'être pas en usage.

ARTICLE XVI.

XV. Article
de l'Ordon.

Tout ce que dessus , sera observé à l'égard du garant qui aura un autre garant ; Mais s'il y a plusieurs garans d'une même garantie , il n'y aura qu'un seul délai pour tous ; à la charge que le délai sera pris eû égard à la distance de la demeure du garant le plus éloigné.

Lecture faite de l'Article XVI.

M. le P. Président a dit , que la disposition de cet article paroïssoit bonne , puis qu'en accommodant tous les délais ensemble , l'on prend la distance de la demeure du garant le plus éloigné.

ARTICLE XVII.

III. Article
de l'Ordon.

ET néanmoins au cas qu'aucun soit assigné en qualité d'héritier , & qu'il y ait lieu d'accorder le délai pour délibérer.

alors la huitaine du délai d'appeler garant, commencera seulement à courir du jour, que le délai de délibérer sera expiré.

Lecture faite de l'Article XVII. Il a esté trouvé bon.



TITRE X.

Ce Titre est
est le XVI.
de l'Ordon.

Des Juges Consuls des Marchands.

ARTICLE I.

Les Parties qui seront assignées devant les Juges Consuls, I. Article
seront tenues de comparoitre en personne à la premiere de l'Ordon.
Audiance, à laquelle elles seront assignées, pour être ouïes par
leur bouche.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, qu'il y a beaucoup de réflexions à faire sur ce titre. Que les Juges Consuls, qui ne connoissent pas les limites de leur Compétence, la portent trop loin, & jugent des Matieres qui n'en peuvent être. L'élection des Consuls se fait presque sans choix, & par un certain ordre d'antiquité que les Marchands gardent entre eux; de sorte que bien souvent on y voit des personnes ignorantes, ou des vieillards incapables d'agir, principalement dans les Villes, où le nombre des Marchands n'est pas fort grand. Qu'en la plupart des Sièges, le Greffier juge seul les affaires; parce qu'il est le seul qui les puisse entendre. Qu'il semble qu'il y avoit quelque ordre à donner sur ces Elections, qui sont si importantes; afin que le mérite & la capacité y donnassent l'entrée; Mais que ce n'étoit pas ici le lieu d'y pourvoir.

Que ce dont il s'agit, est de régler, ou plutôt de prévenir les conflits qui sont entre les Juges ordinaires & les Juges Consuls. L'on se plaint que ceux-ci ne font jamais mention dans leurs Jugemens, des déclinatoires qui sont proposés. Leur établissement ne les rend compétens que des causes de Marchand à Marchand, & pour fait de Marchandise; Néanmoins le Parlement leur renvoie toujours la connoissance de toutes les lettres de Change, de quelque qualité que soient les personnes qui les ont tirées; parce qu'il semble que c'est faire un acte de Marchand, que de tirer une lettre de Change.

L'on étend encore le pouvoir de leur Jurisdiction, aux billets qui sont conçus pour valeur reçue, quoique ce ne soient pas absolument lettres de Change. Qu'en cela on a voulu les favoriser, parce que c'est une Jurisdiction sommaire & gratuite; Mais comme d'un côté on les traite bien, il faut aussi de l'autre, qu'ils se contiennent dans les bornes de leur pouvoir, & les obliger, lors qu'on propose des déclinatoires, d'en faire mention dans leurs Sentences.

Que ces expressions sont nécessaires dans leurs Sentences, pour l'administration de la Justice: car comme l'on n'accorde des défenses d'exécuter leurs jugemens, qu'avec grande connoissance de cause, lors qu'ils paroissent contradictoires: on les prend toujours pour contradictoires, lors qu'ils contiennent ces mots: *Parties ouïes*, & qu'il n'est point fait mention de déclinatoire. Mais il n'est pas raisonnable que sous ce prétexte, leurs Sentences aient la même force, que si elles avoient été rendues sur les défenses au fond, & après une légitime contestation.

M. Talon a représenté, qu'il étoit nécessaire de connoître dans les Jugemens, si les Parties avoient volontairement procédé. Que les Edits & Déclarations limitent le pouvoir des Juges Consuls; que cependant ils l'excedent en toutes Matières & en toutes rencontres. Ils connoissent même de la demande intentée par un Domestique contre son Maître, afin d'avoir paiement de ses gages. Qu'il ne définissoit pas s'il étoit meilleur de leur laisser la connoissance de quantité de petites Matières; Mais que jusques à ce qu'il ait plu au Roi leur en donner une ampliation de pouvoir, ils ne la peuvent pas prendre d'eux-mêmes.

Il n'examine pas non plus leurs formalités; Mais qu'il peut dire que pour se mettre en règle, il faut que dans les Jugemens il soit fait mention des déclinatoires, & ne pas mettre: *Parties ouïes*, en tous les cas. Que c'est l'usage de toutes les Juridictions du Roïaume, qui doit être suivi par les Consuls.

M. Puffort a dit, que les Juges Consuls, par leur établissement; sont dispensés de l'observation des regles & des formalités du Palais. Que ce sont gens simples; Mais que Dieu bénissoit leur simplicité. Qu'en éfer les Rois les ont plus favorablement traités que tous les autres Juges du Roïaume. Que le Présidial de Paris, qui en toutes façons pouvoit entrer en comparaison avec plusieurs Compagnies principales du Roïaume, n'avoit pouvoir de juger que jusqu'à 250. livres en dernier ressort, & par provision jusqu'à 300. livres, & que cependant les Rois avoient permis aux Juges Consuls des Marchands, de juger diffinitivement & en dernier ressort, jusqu'à 500. livres, & par provision à l'infini; & avoient encore ordonné que leurs jugemens seroient exécutés par toutes voyes, même par corps.

Que les Juges Consuls ont été entendus, lorsque l'on a dressé les articles, & qu'ils ont particulièrement insisté, à ce qu'il ne fût rien innové.

Que bien loin d'entreprendre sur les autres Juridictions, ils se sont plaints au Roi, par un Placet, des entreprises que fait le Châtelier, sur les Matières de leur compétence; & l'on ne présumera pas aisément, que de

Officiers de cette qualité, qui n'ont point d'autre considération, que celle que leur donne leur charge, qu'ils n'exercent que pendant un an, soient capables de faire des entreprises sur la Jurisdiction de soixante Juges.

M. le P. Président a dit, que l'ignorance des Juges Consuls pour leur compétence, peut donner lieu à des entreprises; Mais quoi qu'il en soit, il paroît nécessaire que l'on connoisse dans leurs Jugemens, si une Partie a défendu, ou si elle a décliné.

Que le Parlement traitoit cette Jurisdiction avec tant de faveur, qu'il mande quelquefois les Juges Consuls, lors qu'il s'agit de lettres de Change, pour s'informer de leur usage; & qu'il a provoqué une Déclaration du Roi, pour leur donner une ampliation de pouvoir, sur le fait des lettres de Change. Que l'Arrêt qui fut rendu par le Parlement, porte que Sa Majesté fera très-humblement suppliée d'accorder sa déclaration, laquelle en conséquence a été lûe, publiée & enregistrée.

ARTICLE II.

EN cas de maladie, absence, ou autre légitime empêchement, I I. Article de l'Ordon. pourront envoyer un mémoire, signé de leur main, contenant les moyens de leur demande ou défences. S'ils ne savent ou ne peuvent signer le mémoire, il sera signé par un de leurs voisins, parens, ou amis, ayant de ce charge & procuration spéciale, dont il fera apparoir, pour être la cause plaidée & vidée sur le champ, sans le ministère d'Avocat ou de Procureur.

Lecture faite de l'Article II.

M. le P. Président a dit, qu'il pourroit y avoir inconvénient sur le fait du mémoire mentionné en l'article. Qu'il pourroit être supposé, & qu'il vaudroit bien mieux envoyer un homme chargé d'une procuration.

M. Pussort a dit, que ces ouvertures seroient bonnes, si on se plaignoit d'aucun abus, qui en fût arrivé depuis cent ans. Que les Consuls ont été entendus, & n'ont marqué aucun inconvénient; & qu'il a observé une chose qui est assez particulière, c'est qu'encore que l'on reproche plusieurs défauts à cette Jurisdiction, on ne scauroit trouver un justiciable qui s'en plaigne, & qui en demande la réformation: Ce qu'on ne dira pas des autres Justices.

M. l'Avocat général Talon a dit, que l'on pourroit inserer dans l'article, que les Parties qui ne pourront comparoitre elles-mêmes, enverront un homme avec un Mémoire qui sera signé d'elles.

ARTICLE III.

IV. Article
de l'Ordon.

SI néanmoins, lors de la plaidoirie de la cause, les Juges estimoient qu'il fût nécessaire d'entendre la Partie non comparante, ils pourront ordonner qu'elle sera ouïe par sa bouche à l'Audience, en lui donnant un délai compétant; ou si elle étoit malade, commettre l'un d'Eux pour prendre l'interrogatoire, que le Greffier sera tenu de rédiger par écrit.

Lecture faite de l'Article III.

M. le P. Président a dit, que l'Interrogatoire porté par l'article, sera fait sans frais.

M. l'Avocat général Talon a dit, que les Consuls ne prennent point de vacations; Mais qu'il est permis au Greffier d'en prendre.

M. Puffort a dit, que dans Paris la justice des Juges Consuls est entièrement gratuite; Mais qu'il n'en est pas de même à Amiens, & dans quelques autres lieux.

ARTICLE IV.

Cet Article
a été supri-
mé.

DEclarons nuls les Ajournemens qui seront donnés pour comparoître dans le même jour, voulant qu'il y ait au moins vingt-quatre heures d'intervale entre l'heure de l'exploit & l'assignation; & à cet éfet, ordonnons aux Huissiers & Sergens de déclarer, tant dans l'original que dans la copie de l'Exploit, l'heure à laquelle il aura été donné: à peine de nullité & de vingt livres d'amende, applicable comme dessus, en leur propre & privé nom.

Lecture faite de l'Article IV.

M. Puffort a dit, que pour la plus grande perfection de l'article, l'on y peut ajouter: *Si ce n'est qu'il y ait péril en la demeure.*

Monsieur le premier Président a reparti, qu'après cette addition, l'article ne dira plus rien.

ARTICLE V.

S'il est nécessaire de voir les pièces, les Juges Consuls nom- III. Article
de l'Ordon.
meront, en présence des Parties, ou des porteurs de leurs mémoires, l'un des anciens Consuls ou un autre Marchand non suspect, pour les examiner, & sur son rapport, être donné Sentence qui sera prononcée en la prochaine Audience.

Lecture faite de l'Article V. il a été trouvé bon.

ARTICLE VI.

Si l'une des Parties ne compare point à la première assigna- V. Article
de l'Ordon.
tion, sera donné défaut au comparant; Si c'est le Défendeur, congé, & pour le profit, sera envoyé absous des conclusions contre lui prises, avec dépens: Et si c'est le Demandeur, lui sera donné défaut, & pour le profit d'icelui ses conclusions lui seront adjugées, aussi avec dépens, si elles sont trouvées justes & bien vérifiées.

Lecture faite de l'Article VI.

M. le P. Président a dit, que dans cet article les délais sont trop abrégés, & que plus la forme de juger est sommaire, moins on y doit restreindre les délais accoutumés.

M. Puffort a dit, que l'on mandera les Juges Consuls, & que l'on prendra garde qu'il ne soit rien changé dans l'usage.

M. l'Avocat général Talon a ajouté, qu'il faut encore observer, qu'ils ne prennent pour toute vérification d'un fait, que le Serment, lors qu'ils jugent par défaut.

Que de plus, ils ne connoissent point les appointemens de contrariété; leur usage n'étant pas, quand ils donnent permission de vérifier un fait, de permettre à la Partie d'informer au contraire.

M. Puffort a dit, qu'on les manderoit pour s'informer de leur usage.

ARTICLE VII.

Pourra néanmoins le défaut ou congé être rabattu en l'Au- VI. Article
de l'Ordon.
dience suivante, pourvu que celui contre qui il aura été donné, ait fait signifier à sa Partie de se trouver à l'Audience, & qu'il offre de plaider sur le champ.

Lecture faite de l'Article VII.

M. le P. Président a proposé , pour ôter toute ambiguïté , de changer l'article , & de le rédiger en ces termes : *Pourra néanmoins le congé ou défaut être rabattu à l'Audience suivante , après la signification du congé ou défaut.*

M. Puffort a dit , qu'il seroit bon de remettre cette délibération à Samedi prochain.

ARTICLE VIII.

VII. Article
de l'Ordon.

SI les Parties sont contraires en faits , & que la preuve en soit recevable par témoins , délai compéant leur sera accordé , pour faire comparoir respectivement leurs témoins , qui seront ouïs sommairement à l'Audience , après que les Parties auront proposé verbalement leurs reproches , ou que respectivement elles seront sommées de le faire , pour ensuite être la cause jugée en la même Audience , ou au Conseil , sur la lecture des pièces.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'il seroit bon de régler au premier jour , si l'on abolira ou si l'on conservera les apointemens de contrariété. La Compagnie en est demeurée d'accord.

ARTICLE IX.

VIII. Article
de l'Ordon.

ET au cas que les Témoins de l'une des Parties ne comparoissent point , elle demeurera forclosé & déchûé de les faire ouïr ; si ce n'est que les Juges Consuls , eû égard à la qualité de l'affaire , trouvent à propos de donner un nouveau délai d'amener témoins : auquel cas les Témoins de l'autre Partie seront ouïs secrètement en la chambre du Conseil.

Lecture faite de l'Article IX. Il a été trouvé bon.

ARTICLE X.

IX. Article
de l'Ordon.

LEs dépositions des Témoins ouïs en l'Audience ou en la chambre du Conseil , seront rédigées par écrit , & signées de chacun Témoin ; sinon sera fait mention de la cause pour laquelle il n'a point signé.

Lecture faite de l'Article X.

Monfieur

M. le P. Président a dit , qu'il faudra donc changer l'usage , d'autant que les Consuls ne font point rédiger les dépositions des témoins ; d'où il s'ensuit un grand inconvenient, qui est , qu'en cause d'appel l'on ne voit plus surquoi il a été jugé.

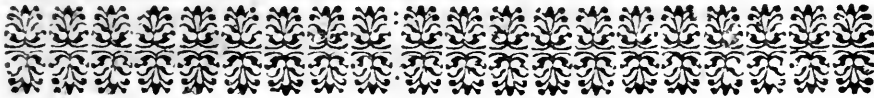
M. Puffort a dit , que c'étoit pour faire connoître le fondement des Sentences des Juges Consuls , que l'article les astreignoit à faire rédiger les dépositions des Témoins.

ARTICLE XI.

NE sera pris aucunes Epices par les Juges Consuls , Salaires, XI. Article de l'Ordon.
droit de Rapport ou de Conseil ; même pour les Interrogatoires & Auditions des Témoins ou autrement , en quelque cas, ou pour quelque cause que ce soit , à peine de concussion , & de restitution du quadruple.

• Lecture faite de l'Article XI. Il a passé.

Ce fait , la continuation de la Conférence a été arrêtée pour le douzième du présent mois.



DU SAMEDI DOUZIE'ME FEVRIER , 1667.
après midi , en l'Hôtel Séguier.

*Monsieur le Chancelier , & Messieurs les Commissaires
du Conseil,*

*Monsieur le premier Président , & Messieurs les Députés du
Parlement , Présens.*

Monsieur le premier Président a dit , qu'il fut proposé au dernier jour , que l'on s'informerait des Juges Consuls , sur le fait de leur usage & de leurs procédures , & qu'on sçauroit d'eux , s'ils faisoient mention dans leurs Sentences , des déclinatoires proposés par les Parties.

M. Puffort a dit , qu'ils avoient été mandés en l'Assemblée de Messieurs

les Commissaires , & avoient dit , que lors qu'une Partie déclinoit & qu'ils ne jugeoient pas qu'il y eût lieu à son déclinatoire , ils prononçoient par rétention de la Cause , & ordonnoient qu'elle défendrait au principal. Si elle propofoit ses défenses , ils faisoient droit Contradictoirement , si non ils prononçoient par défaut ; & que du tout il étoit fait mention dans la Sentence. Et en est ils en avoient rapporté quelques-unes , dans lesquelles il étoit fait mention des déclinatoires.

M. le P. Président a dit , que puis qu'ils en usent ainsi , & qu'ils le doivent , il étoit facile d'en mettre un mot dans l'Ordonnance.

M. le P. Président a ajouté , qu'il falloit encore regler les délais des Assignations , & faire différence de celles qui se donnent pour la Ville , ou les Champs. Qu'il y a une clause dans l'article VI. qui porte , que *les Conclusions des Parties leur seront ajugées par défaut , si elles sont trouvées justes & bien vérifiées*. Que cela obligera à une vérification , qui pourra être à charge aux Parties , & qu'il faudroit ôter ces mots : *Et bien vérifiées*.

M. Pussort a dit , qu'à l'égard des Assignations , les délais , ainsi que les Juges Consuls l'avoient fait entendre , étoient différens pour les Parties domiciliées dans la Ville , & pour les Forains , & que l'on observoit la distance des lieux. A l'égard de la vérification de la demande , il ne s'en faisoit point pour les petites affaires qui n'excédoient pas douze livres ; Mais que lors qu'il s'agissoit de quelque somme considérable , l'on obligeoit le Demandeur à rapporter la preuve de sa demande , & des faits qui étoient par lui allégués. Qu'ils n'avoient pas pû donner de fort grands éclaircissimens sur le fait de leurs procédures ; parce qu'il n'y avoit que huit jours qu'ils étoient en charge , & ont dit , qu'ils gardoient les Ordonnances à la rigueur.

Que cela étoit tout différend de ce qui leur a été dit par les Juges Consuls , qui étoient en charge l'année dernière , qui leur avoient mis en fait , qu'ils n'étoient point astreints dans leurs Jugemens à l'article 54. de l'Ordonnance de Moulins , qui n'admet point la preuve par Témoins au dessus de 100. livres. Qu'ils jugeoient selon les différentes circonstances des affaires. Qu'ils examinoient si celui qui posoit son fait , étoit un bon Marchand , de bonne réputation dans son négoce , & si ses livres étoient bien tenus : de même à l'égard de la Partie contre laquelle il avoit affaire. Que tous ces adminicules leur aidoient à former leurs Jugemens.

Qu'au reste le Parlement avoit autorisé leur conduite par ses Arrêts ; & lors qu'en jugeant ils avoient reçu la preuve par Témoins au dessus de 100. livres , selon les circonstances de l'affaire , le Parlement n'avoit point fait de difficulté de confirmer leurs Jugemens.

Que dans l'imprimé des Titres de leur Jurisdiction , il s'en trouvoit un , qui est un Arrêt contradictoire , du 27. Juiller 1624. Confirmatif d'une de leurs Sentences du premier Decembre 1621. & qui leur en renvoyoit l'exécution.

M. le P. Président a dit , que quand il y a commencement de preuve par écrit , celle par Témoins pouvoit être reçue.

M. Puffort a reparti, que l'Arrêt paroïssoit avoir été rendu sur la pure question de sçavoir : si la preuve par Témoins devoit être admise au dessus de cent livres.

M. le P. Président a dit, qu'il falloit encoré regler ce qui concernoit les apointemens de contrariété ; que cela n'étoit pas suffisamment expliqué.

M. Puffort a dit, que les Consuls s'étoient encore expliqués sur ce point ; qu'ils recevoient la preuve des faits contraires, ez affaires de conséquence ; Mais qu'autrement ils ne l'admettoient point.

M. Talon a représenté, qu'il avoit passé par ses mains depuis peu une affaire, dans laquelle il étoit question de douze mille écus, & qu'il n'avoit point vû que cela eût été permis. Que les Consuls avoient bien permis à l'une des Parties, de faire preuve des faits par elle allégués ; Mais qu'ils n'avoient pas donné à l'autre la faculté d'informer au contraire.

M. le Président de Novion a dit, qu'il ne s'agissoit pas d'examiner, quel étoit leur usage ; Mais de les astreindre à l'Ordonnance de Moulins, tant pour la preuve par Témoins au dessus de 100. livres, que pour les apointemens en faits contraires ; & qu'il ne falloit point étendre leur Jurisdiction.

M. le P. Président a dit, que s'ils passaient les bornes de leur pouvoir, ils perdroient leur simplicité qui les maintenoit ; & a ajouté, qu'il y avoit encore deux choses à désirer : l'une, en la maniere de rabatre les défauts & les congés ; & l'autre, en la forme de recevoir les Cautions.

M. Puffort a dit, qu'à l'égard des congés & défauts, les Juges Consuls les rabatoient en tout tems, ainsi qu'ils avoient fait entendre ; Mais que l'article y avoit pourvû, en réglant que ce seroit à l'Audiance suivante. Et qu'en ce qui concernoit les Cautions, elles étoient requës par acte signifié aux Parties, qui pouvoient en cas d'insuffisance, demander qu'elles fussent renforcées : que cela n'étoit jamais refusé, & que l'on obligeoit à donner des Certificateurs.

M. le P. Président a dit, que les Cautions que l'on donne pardevant les Juges Consuls, étoient apellées au Palais, *Des cautions Bannales* ; C'est à dire, qu'ils recevoient de pauvres gens, qui servoient de cautions dans toutes les affaires ; Mais aussi que toutes les fois que cela se présentoit au Parlement, l'on étoit obligé de les changer. Cependant il pouvoit arriver que la Sentence, à la Caution d'un homme insolvable, auroit été exécutée, & des sommes considérables reçues ; & que le plus sûr, étoit de donner d'abord de bonnes Cautions.



TITRE XI.

Ce Titre est
aussi le X I.
de l'Ordon.

Des Procédures & Délais ez Cours de Parlement , Grand Conseil , & Cour des Aides , en premiere instance ; & encore en cause d'apel , tant ezdites Cours quez Siéges & Jurisdic-tions ressortissans en icelles.



Onsieur le P. Président , après la lecture de ce titre , a dit, qu'il étoit difficile & embarrassé. Que le stile même en étoit peu intelligible à ceux qui ont l'usage du Palais. Qu'ainsi le détail de ces instructions & procédures , n'est guere de la connoissance des personnes que l'on consulte ordinairement sur les questions , & pour défendre au fond les causes des Parties ; Mais que cela regarde plutôt ceux qui ont acoutumé de faire ces instructions & procédures , & de mettre les affaires en état d'être jugées.

Que ce qui formoit l'embarras de ce titre , étoit que l'on avoit confondu toutes les instructions de plusieurs natures d'affaires , qui se font dans le Parlement & dans les autres Compagnies Souveraines : au lieu qu'elles doivent être distinguées en trois parties différentes , dont chacune méritoit un titre ; Sçavoir,

- 1°. Les affaires qui s'instruisent en premiere instance.
- 2°. Les appellations verbales.
- 3°. Les Procez par écrit.

Pour ce qui regarde les affaires qui s'instruisent en premiere instance , il y en avoit de trois sortes.

1. Celles qui s'instruisent d'abord au Parlement , comme les causes des Hôpitaux , des Pairies , & des autres qui ont ce privilege.
2. Les demandes qui se font en exécution d'Arrêts.
3. Et les incidens dépendans des Procez , & des instances réglées.

Que ces trois sortes d'instances s'instruisent toutes de la même façon à la Barre , par *Committitur* , défaut sauf trois jours pur & simple , & aux Ordonnances , que faute de défendre , l'on donne a juger , dont le profit est un débouté de défenses , qui porte réajournement , sur lequel le Demandeur obtient son défaut emportant profit , aux présentations , qui se donne à juger , & dont le profit porte adjudication des conclusions définitives.

Si le Défendeur ne compare point à la premiere assignation qui lui est donnée , le Demandeur prend son défaut aux présentations , qui ne porte

qu'un réajournement , & en vertu de ce défaut la Partie est réassignée. Si elle ne compare , il se leve un second défaut , qui se donne à juger , dont le profit est un débouté de défenses , qui oblige de réajourner la Partie ; & si elle ne compare par Procureur , le Demandeur obtient un troisième défaut , qui se donne pareillement à juger , & les conclusions du Demandeur lui sont adjugées.

Si le Défendeur constitue Procureur , & fournit des défenses avant l'Arrêt de débouté de défenses , l'on fait offrir l'apointement par Comparant , qui se signifie cinq fois ; & le tems porté par ce Règlement étant expiré , le Demandeur produit au Greffe , & obtient ses forclusions.

Si après l'Arrêt de débouté de défenses , le Défendeur constitue Procureur , il peut se faire restituer dans les quatre mois , & fournir ses défenses , en refundant les dépens du défaut ; auquel cas , le même apointement est offert , & signifié cinq fois. Et s'il ne se fait restituer , le Demandeur prend l'apointement au Greffe à produire par lui , & contredire par le Défendeur ; alors le Demandeur n'obtient que des forclusions de contredire.

Qu'après avoir bien pensé sur cette procédure & instruction , & même pris l'avis des personnes les plus éclairées & les mieux intentionnées , pour diminuer les longueurs des Procez , il ne croyoit pas qu'il y eût rien à changer dans cette ancienne forme ; Mais qu'il falloit seulement abréger les délais , & les procédures inutiles.

Que pour cet éfet on pouvoit retrancher les deux défauts , *Sauf trois jours* , & *par & simple* ; laisser le défaut aux Ordonnances , dont le profit seroit jugé diffinitivement , & ne porteroit plus de débouté de défenses.

Si avant le jugement du défaut , il y avoit des défenses fournies , on prendroit l'apointement par comparant , qui seroit signé du Commissaire , & ne seroit signifié qu'une seule fois , au lieu de cinq.

Si la Partie assignée ne compare par Procureur , le Demandeur pourra lever son défaut aux présentations , & le bailler à juger après un délai compétant , pour éviter la surprise.

Que le défaut sera jugé diffinitivement , au lieu que maintenant le premier défaut ne porte qu'un réajournement , & le second un débouté de défenses.

Que cette procedure abrégeroit beaucoup les affaires , & à peu de frais , & & déchargerait l'Audiance ; & au contraire , si elles y sont portées , suivant l'intention des articles de ce titre , ce ne sera plus que confusion. Il y aura une extrême longueur dans l'expédition des affaires ; & il en coutera beaucoup plus aux Parties.

Pour les appellations verbales , elles sont portées à l'Audiance , ou par les Rôlles , ou par les avenirs & placets. Que l'on pourroit retrancher les avenirs qui se prennent au Greffe , & faire que les Causes seroient mises dans les Rôlles ; & après que le tems d'en plaider , seroit fini , ce qui resteroit demeureroit apointé au Conseil : & que les Parties qui voudroient avancer , seroient offrir l'apointement au Conseil , bailler causes d'apel , reponses , & produire , & ensuite le feroient recevoir au Greffe. Et au lieu

de plusieurs Requêtes que l'on donnoit , tant pour fournir des Causes d'apel , reponses , produire , que contredire ; il suffiroit d'en réserver de deux l'une , portant commandement de fournir des Causes d'apel ou reponses , & de produire & contredire. Ce qui abrégeroit la procédure , & se feroit à peu de frais , sans changer l'ancienne forme ; & même on pourroit ôter entièrement les forclusions.

A l'égard des Procez par écrit , c'est une procedure differente , qu'il ne croyoit pas devoir être changée ; Mais qu'il suffisoit de retrancher les délais que l'on donnoit pour faire apporter les Procez , fournir la Sentence & conclurre ; en reduisant chacune de ces choses en un seul délai : ce qui acourciroit le tems de plus de trois mois , & sauveroit beaucoup de frais.

Que pour tous les incidens qui seroient faits , soit aux instances apointées , appellations verbales réglées au Conseil , ou aux Procez par écrit , on pourroit mettre , *Viennent* , sur les Requêtes , pour être réglées à l'Audiance à huis clos , dans la Chambre ou les Procez & instances seroient pendans.

Et si dans les Incidens il y avoit des demandes nouvelles , ou lettres de rescision , le Demandeur , avant que de plaider , sommeroit le Défendeur , d'y défendre , & à faute de ce faire les Parties seroient réglées , & joint au Procez ; & ainsi l'expédition seroit facile & à peu de frais.

M. Puffort a dit , que l'intention & l'esprit général de tous les articles du projet , étoit de faire passer tout à l'Audiance comme le Canal le plus droit de la Justice , & faire qu'aucune cause ne pût être apointée , qu'après délibération , & que l'apointement n'eût passé par la pluralité des voix. L'on avoit estimé qu'en tous les cas , soit qu'il y eût des défenses fournies , soit qu'il n'y en eût point , il falloit venir à l'Audiance. Que la chose sembloit assez bien expliquée , & en obligeant les Procureurs de porter les affaires à l'Audiance , ils ne pourroient pas prétendre , qu'on leur eût laissé la liberté du choix de l'Audiance , ou de l'apointement. Que l'Audiance distingueroit les Matières. Celles qui seroient suffisamment entendues , y seroient jugées ; & celles de discussion , apointées. Qu'il falloit instruire les Causes , dont le Parlement connoîtroit en premiere instance , de la même maniere , qu'elles s'instruiroient devant les premiers Juges , s'ils en étoient competans. Qu'il ne voyoit aucune de ces affaires qui viennent en premiere instance au Parlement , qui ne puisse être portée à l'Audiance , sauf après la plaidoirie , en cas qu'elles ne fussent pas disposées à être vidées à l'Audiance , d'être apointées à la pluralité des voix.

Que les demandes incidentes aux Procez apointés , doivent être réglées , & y être jointes.

Celles qui sont incidentes aux Procez jugés , comme les instances de sommation , doivent aussi d'abord être portées à l'Audiance ; parce que bien souvent la sommation ne sera que pour raison d'un article du Procez , où il n'y aura aucune difficulté : que s'il s'en trouve qui ne puissent être décidées , les Juges apointeront.

Il en est de même des demandes en exécution d'Arrêts , encore qu'ils aient été rendus sur Procez par écrit ; parce que la demande en exécution

peut n'être, & n'est quasi jamais que d'un article ou deux, qui peuvent ne pas recevoir de grandes difficultés.

Il en est de même pour les défauts pris au Greffe à faute de constituer Procureur, à l'égard desquels, si le défaut étant levé & avant qu'il soit jugé, le Procureur du Défendeur donne des défenses, au lieu de prendre l'apointement, comme il étoit de l'usage, les Parties se pourvoient à l'Audience; & néanmoins les dépens du défaut seront acquis au Demandeur, & taxés en vertu de l'Ordonnance.

Si l'usage du Parlement est contraire à ce projet, il faut y déroger par une dérogation générale seulement, & non pas par une dérogation spéciale & particulière; autrement il faudroit être instruit de tous les usages des autres Parlemens, & des autres Sièges du Roïaume, & pour chaque Matière faire un titre entier des dérogations à chaque usage en particulier; ce qui feroit la plus grande de toutes les confusions, & ne se pourroit jamais exécuter.

Que les Audiances n'étant pas aussi difficiles dans toutes les Compagnies du Roïaume, qu'elles l'étoient dans le Parlement de Paris, les affaires y diminueroient par l'expédition, & en multipliant les Audiances.

M. le P. Président a reparti, que l'usage & l'expérience feroient connoître l'impossibilité qu'il y avoit de porter toutes ces sortes d'affaires à l'Audience, soit pour juger le fond, soit pour l'instruction seulement. Qu'on y verroit une grande confusion, qui engageroit même les Parties à beaucoup de frais, par le long séjour, causé par l'impossibilité qu'il y a, de donner tant d'audiances à la fois; par la multiplication des significations, & principalement pour les grandes sommes que l'on donne aux Avocats, non seulement pour plaider, mais encore pour se trouver à l'Audience les jours qu'on la poursuit.

M. Talon a représenté, qu'il faut considérer en ceci, ce qui est avantageux & possible, & travailler à faire qu'il y ait peu d'instances qui viennent au Parlement, pour y être instruites. Qu'il y en a de nécessaires, comme en l'exécution d'Arrêts: encore la plupart pourroient être renvoyées devant les Juges ordinaires, où les Parties se serviroient de leur Arrêt, comme d'un titre. Pour en bien faire les distinctions, il étoit nécessaire d'observer, qu'il y a des demandes faites au Parlement en première instance, sur lesquelles on assigne la Partie: & si elle manque de constituer Procureur, on leve un défaut aux présentations. Il y en a d'autres dans lesquelles les Procureurs sont obligés d'occuper, non seulement quand elles sont incidentes au Procez; mais lors qu'elles sont intentées six mois après la date des Arrêts. Et à l'égard de ces sortes de demandes, l'usage est de donner une Requête de *Committitur*, & poursuivre à la Barre, par des défauts sauf, purs & simples; & après les défenses fournies, prendre des apointemens par comparans.

Comme cette pratique apporte beaucoup de longueurs, il estimeroit qu'il faudroit entièrement abolir les Requêtes de *Committitur*, & toutes les autres procédures qui se faisoient à la Barre. Qu'en éfet elles se fissent indifféremment

ment par tous Messieurs, sans aucune connoissance de Cause : & en retranchant cette multiplicité d'Actes, il seroit à propos d'ordonner, que dans toutes les demandes qui seront faites au Parlement, soit en vertu de commission ou de simple Requête, le Procureur du Défendeur soit tenu dans huitaine de fournir des défenses ; sinon que le Demandeur pourra lever son défaut au Greffe, & le faire juger en la maniere ordinaire. Mais sur tout qu'il étoit important d'établir une Jurisprudence uniforme ; ajoutant que lorsque les affaires sont portées directement au Parlement, il est nécessaire de distinguer celles qui doivent être traitées à l'Audience, d'avec celles, sur lesquelles l'on doit prendre l'apointement en droit ; car il n'est pas possible, que toutes puissent être traitées à l'Audience, & s'il falloit que les Juges entraissent en connoissance de Cause, pour sçavoir celles que doivent être plaidées ou apointées, cette discussion consumerait un tems infini, & se trouveroit tout à fait impossible dans l'exécution.

Tout ce qu'on peut faire, c'est d'ordonner que les demandes formées en exécution des Arrêts d'audience, par ceux qui ont leurs causes directement commises au Parlement, seront, après les défenses fournies, portées immédiatement à l'Audience ; Si ce n'est que les Procureurs, de leur commun consentement, trouvent nécessaire de prendre l'apointement en Droit.

L'on peut aussi renvoyer à l'Audience les Matieres sommaires, & ajoute, qu'en toutes les affaires qui requerront célérité, l'on pourra poursuivre l'Audience avant les défenses fournies. Mais à l'égard de toutes les autres demandes qui naissent en exécution des Arrêts rendus sur instance ou Procez par écrit, il faudroit suivre l'usage ancien, qui est de prendre l'apointement en droit, sur les demandes & défenses ; & souvent même cette voye est beaucoup plus courte que celle de l'Audience.

ARTICLE I.

I. Article
de l'Ordon.

EZ Cours de Parlement, Grand Conseil, & Cours des Aides, tant en premiere instance qu'en cause d'appel, les délais des assignations seront de huitaine, pour ceux qui demeurent en la Ville & Faux-bourgs, où sont établies les Cours de Parlement & Cours des Aides, & où le Conseil fera sa résidence ; De quinzaine, pour ceux qui sont demeurans hors de la Ville & Faux-bourgs, dans la distance de dix lieuës ; D'un mois, pour ceux qui ont leur domicile hors de dix lieuës dans la distance de cinquante lieuës ; De six semaines, pour ceux qui demeurent hors des cinquante lieuës ; Le tout, si c'est dans le même ressort des Compagnies, où les affaires seront traitées ; Et de deux mois, pour les personnes qui demeurent hors le ressort. Et quant aux affaires qui seront poursuivies au Grand Conseil, contre ceux qui
seront

seront demeurans hors les cinquante lieuës , le délai des assignations sera augmenté à proportion d'un jour pour dix lieuës.

Lecture faite de l'Article I. Il a été trouvé bon.

ARTICLE II.

EZ causes qui seront poursuivies en première instance en II. Article de l'Ordon.
nos Cours de Parlement , Grand Conseil , & Cours des Aides , le Défendeur sera tenu , dans la quinzaine après l'échéance de l'assignation , mettre Procureur , fournir ses défenses , & bailler copie des pièces justificatives.

Lecture faite de l'Article II.

M. le P. Président a dit , que cet article change l'usage des instructions qui se font à la Barre , & qu'il fait mention de ces Copies , contre lesquelles la Compagnie ne sçauroit se dispenser de réclamer , comme une chose non seulement inutile , mais qui sera beaucoup à charge aux Parties ; & que c'étoit la répétition de ce qui étoit inséré dans l'article VI. du titre *Des Ajournemens.*

M. Puflort a dit , que cette question de la copie des pièces , a été déjà assés agitée , & qu'il croyoit que c'étoit le plus grand bien qui pût être procuré à la Justice.

ARTICLE III.

SI dans la quinzaine le Défendeur ne constitue Procureur , le III. Article de l'Ordon.
Demandeur levera son défaut au Greffe , & huitaine après la date du défaut , il le baillera à juger ; * Et pour le profit , sur * V. Article de l'Ordon.
l'exploit de demande & sur les pièces justificatives , ses conclusions lui seront adjugées avec dépens , si elles sont trouvées justes & bien vérifiées , sans que les Juges puissent prendre aucunes Epices pour le jugement du défaut.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit , que l'article ne pourvoyoit pas à un cas qui pouvoit arriver , qui étoit , lors qu'avant le jugement du défaut , le Défendeur fournit des défenses ; sçavoir si en ce cas on doit prendre l'appointement en droit , ou si elles seront jointes au défaut , pour , en jugeant , régler les

Parties ; & néanmoins condamner le défaillant aux dépens du défaut , ainsi qu'il s'est toujours pratiqué.

M. Puffort a dit , que le cas arrivant , les Parties pourroient se pourvoir à l'Audiance , en condamnant le Défendeur aux dépens , qui seront taxés en vertu de l'Ordonnance ; & ainsi qu'il n'y a qu'à ajouter à l'article : *Et si avant le jugement du défaut , le Défendeur fournit des défenses , les Parties se pourvoiront à l'Audiance , & néanmoins les dépens du défaut seront acquis au Demandeur , & taxés en vertu de la présente Ordonnance.*

M. le P. Président a reparti , que. c'étoit charger l'Audiance d'affaires qui peuvent être terminées par la voye de l'apointement , en bien moins de tems & avec moins de frais.

ARTICLE IV.

IV. Article de l'Ordon.

EN cas que le Défendeur , après avoir mis Procureur , ne fournisse point de défenses , avec copie de ses pièces justificatives , si aucunes y a , dans la premiere quinzaine après l'échéance de l'assignation , le Demandeur levera aussi son défaut au Greffe , lequel il fera signifier au Procureur du Défendeur. Huitaine après la signification du défaut il le baillera à juger ;
* Et pour le profit , ses conclusions lui seront adjudgées , avec dépens , si elles sont trouvées justes & deuëment vérifiées , sans qu'il soit pris aucunes Epices.

* V. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit , que cet article étoit bon. Qu'il y avoit néanmoins cette observation à faire qu'après avoir ordonné que le défaut faute de défendre , pardevant le premier Juge , seroit jugé à l'Audiance , l'on ordonnoit ici , par une disposition différente , qu'il seroit pris au Greffe & jugé par écrit.

M. Puffort a répondu , que cette disparité procede de ce que les Audiances sont plus faciles pardevant les Juges subalternes , que pardevant ceux qui jugent en dernier ressort.

ARTICLE V.

VII. Article de l'Ordon.

NE seront à l'avenir pris aucuns défauts saufs , purs & simples , & aux Ordonnances , ni aucune permission de les faire Juger ; ni faites autres procédures , que celles ci-dessus ordonnées , sans aucuns réajournemens ; l'usage desquelles procédures & réajournemens nous abrogeons en toutes Jurisdiccions.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit , qu'il sembloit que l'intention soit , d'abolir entièrement les instructions qui se faisoient à la Barre , & de conserver seulement les défauts aux Présentations. Qu'en ce cas il falloit l'expliquer nettement , & même abolir le nom de *Défaut aux Ordonnances* , pour ôter toute ambiguïté.

M. Puffort a dit , que l'on prescrivit ici la maniere avec laquelle l'on entend que l'instruction soit faite ci-après universellement dans le Roïaume ; & qu'un article exprès fera toutes les dérogations spéciales à chaque article ; autrement il faudroit par tout faire des dérogations spéciales , aux usages de toutes les autres Compagnies du Roïaume. Mais on peut faire défenses de ne prendre aucun défaut , qu'au Greffe , & abroger l'usage de la Barre , & de l'instruction d'un Conseiller , commis sur une Requête.

M. l'Avocat général Talon a dit , qu'il seroit bon de marquer , qu'il ne se prendra plus de *Committitur* à la Barre ; mais que faute de fournir des défenses par le Défendeur , l'on donneroit le défaut à juger.

M. Puffort a dit , qu'au Parlement de Toulouse tout s'instruisoit par incidens , *Loquatur* , que les Commissaires jugeoient en premiere instance , & le Parlement connoissoit par apel de leurs Ordonnances.

Que le Roi avoit fait écrire à tous les Parlemens , d'envoyer leurs mémoires ; quelques-uns y avoient satisfait , les autres non. Que l'on en avoit tiré toutes les instructions possibles ; & que cela avoit causé quelque retardement.

M. le P. Président a dit , que ces instructions qui se font à la Barre , lui paroissent allés bonnes , & même en quelque façon nécessaires ; pourvu qu'on retranchât les délais. Que ces apointemens par Comparans , ne coûtoient que des significations , & si on les abrogeoit , cela seroit de la confusion.

M. Talon a dit , qu'à la Barre rien ne se fait avec connoissance de cause. Que les Procureurs y font tout , & que tout ce qui s'y faisoit , étoit inutile , & qu'on venoit d'en expliquer les raisons.

ARTICLE VI.

TROIS jours après les défenses signifiées , avec la copie des pièces justificatives , la Cause sera poursuivie en l'Audience , sur un simple acte signé du Procureur plus diligent , & signifié à celui de l'autre Partie ; sans prendre au Greffe aucun avenir , desquels nous abrogeons entièrement l'usage , en toutes Cours & Jurisdictions.

VIII. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article VI.

M. le P. Président a dit , que cet article fait encore mention de ces copies

de pièces , qui doivent être communiquées. De plus il donne la liberté, après les défenses fournies , d'en venir à l'Audiance. Qu'il semble que le troisième article de ce titre y étoit contraire. Qu'il pourroit arriver , qu'un des Procureurs poursuivra son audience par acte , pendant que l'autre , suivant ce troisième article , baillera son défaut à juger. Cela pourra causer de la confusion , & il sembleroit plus à propos de prendre un apointment, lors qu'il y aura des défenses fournies ; sinon qu'il y a nécessité de faire distinction des causes qui seront portées à l'Audiance , & des instances qui seront instruites par écrit.

M. Puffort a reparti , que l'article paroïssoit bien expliqué , en ce qu'il ordonne , qu'*après les défenses signifiées , la cause sera poursuivie à l'Audiance*. Qu'il n'y a point d'apparence qu'il en arrive de la confusion , ni qu'un Procureur poursuive l'Audiance , pendant que l'autre fera juger son défaut. Car l'article prescrivant l'usage que l'on devra suivre , tous les autres demeureront tacitement abolis. Et néanmoins , pour ôter tout prétexte , on peut ajouter , si l'on veut , des défenses générales de prendre aucuns apointemens , s'ils ne sont prononcés par les Juges , à la pluralité des voix.

ARTICLE VII.

Cet article
a été supri-
mé.

EZ causes qui se poursuivront par écrit , le Procureur le plus diligent pourra , trois jours après les défenses fournies , faire signifier un apointment à écrire & produire de huitaine en huitaine , & dans vingt-quatre heures il sera reçu au Greffe , sans faire d'autres procédures.

Lecture faite de l'Article VII.

Monsieur le premier Président a dit , que le terme de *Cause* , ne convenoit pas à un Procez par écrit. Qu'il y avoit encore à réformer dans le délai à écrire & produire , en ce qu'il étoit dit : *De huitaine en huitaine* , qui est un stile corrompu , & contraire à l'ordre du Palais , où l'on ne donne qu'une huitaine pour produire ; mais quand les apointemens portent , à *produire & contredire* , on dit : *de huitaine en huitaine* ; parce que la première est pour produire , & la seconde pour contredire.

Monsieur Puffort a dit , que le mot de *Cause* , est un vice de Clerc , & qu'on pouvoit le changer en celui d'*Instance*. Mais comme l'article ne répond pas à l'esprit du titre , & de tout le projet de déclaration , qui est de porter toutes les demandes à l'Audiance , qu'on le pourroit retrancher ; mais qu'il faut pourvoir au délai des apointemens.

ARTICLE VIII.

Tout apointment en droit à écrire & produire , emportera XII. Article
aussi règlement à contredire , encore qu'il ne soit pas expri- de l'Ordon.
mé dans l'apointment.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. Puffort a dit , que pour se conformer à l'intention de ce titre , qui est , que toutes les causes soient portées à l'Audiance, l'on pouvoit commencer l'article par ces mots ; *Ez causes qui seront apoiniées , &c.* Et peut-être il seroit mieux de le retrancher entièrement , en pourvoyant aux délais de l'apointment.

ARTICLE IX.

Sera néanmoins , aux affaires légères & de peu de conséquence , donné un simple apointment à mettre , écrire & produire dans trois jours , sans règlement à contredire , lequel apointment fera expédié en la forme ci dessus. XIII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a dit , que cet article étoit conçu pour les affaires légères ; mais qu'il faudroit sçavoir comment on jugeroit si elles le seroient , & s'il faudroit employer l'office du Juge , pour en faire la distinction. Que cela formeroit de nouveaux incidens ; joint que les apointemens à mettre , ne portent jamais , à écrire & produire , qui sont les termes des apointemens en droit.

M. Puffort a dit , que cela n'étoit pas de conséquence. Que l'on avoit été sur le point de changer les mots d'*Affaires légères* , en ceux d'*Affaires sommaires* ; mais que dans un autre titre , auquel il en étoit fait mention , elles devoient être portées à l'Audiance. En tout cas la Communauté des Procureurs en pourroit faire distinction.

M. le P. Président a reparti , que la Communauté des Procureurs étoit surchargée d'affaires. Que d'ailleurs les apointemens à mettre , ne se prenoient que sur la feuille de l'Audiance , & ce seroit une grande confusion , si les Procureurs en étoient les maîtres.

M. Puffort a reparti , qu'on pouvoit ajouter à l'article : *à mettre pardevant la Cour , pour ensuite être distribué* ; & composer l'article en cette manière :

Sera néanmoins , aux affaires légères & de peu de conséquence , donné un simple apointment à mettre dans trois jours ; pour être ensuite distribué par le Président , sans règlement à contredire.

ARTICLE X.

XIV. Article
de l'Ordon.

Pour les appellations qui seront relevées en nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Cours des Aides, Présidiaux, Baillages, Sénéchaussées, & autres Sièges du ressort d'appel des Sentences rendues sur des appointemens en droit, à écrire, produire & contredire; même par forclusion, contre l'une des Parties, ou sur des appointemens à mettre, quand les deux Parties ont produit, chacune des Parties sera tenue, dans huitaine après l'échéance du délai de l'assignation pour comparoir, de faire apporter & mettre ses productions au Greffe de la Cour, ou du Siège où l'appel ressortit, & le faire signifier au Procureur de la Partie adverse.

Lecture faite de l'Article X.

M. le P. Président a dit, qu'il avoit déjà remarqué, qu'il seroit bon de faire des titres séparés, de ce qui concerne les affaires qui s'instruisent en première instance, & de ce qui regarde les appellations. Que l'usage a toujours été, que le Greffier d'un Siège dont est appel, envoie le Procès entier au Parlement. Si on veut que chacune des Parties soit chargée d'apporter sa production, il faut ajouter, que le Greffier sera tenu de les rendre à chacune des Parties. Mais il pourroit y avoir de l'inconvénient; parce que la Partie qui auroit perdu son Procès, pourroit refaire sa production, & changer des pièces.

M. Puffort a dit, que le titre étant conçu tant pour les procédures en cause d'appel, qu'en première instance, il croyoit que l'article y convenoit fort bien.

ARTICLE XI.

XV. & XVI.
de l'Ordon.

Vingt-quatre heures après que le Procès aura été jugé sur les lieux, le Rapporteur mettra au Greffe le *Dictum* de la Sentence & le Procès entier, d'où chacune des Parties ou leurs Procureurs pourront retirer les productions par elles faites. Défendons aux Parties & à leurs Procureurs, après le Jugement, de retirer des mains du Rapporteur, ou du Greffe, les productions de la Partie adverse, & aux Rapporteurs & Greffiers de les donner par communication, à peine de vingt livres d'amende contre chacun des contrevenans, applicable comme dessus, &

de tous dépens, dommages & intérêts, en leur propre & privé nom : sauf aux Parties de prendre des copies collationnées des pièces qui auront été produites au Procez.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que ce sont les Procureurs qui doivent retirer les Procez, & non pas les Parties : qu'autrement il en arriveroit des inconveniens.

Qu'il faut ajouter à l'article, des défenses au Greffier, de les donner aux Messagers ou autres. Que le délai de vingt-quatre heures, dans lequel l'article oblige les Raporteurs de dresser les *Dictums* de leurs Sentences, étoit trop brief, particulièrement dans celles d'Ordres, de Comptes, & autres, dans lesquelles il y avoit plusieurs articles à juger.

Que cette amende, & les dépens, dommages & intérêts, prononcez contre le Raporteur, bleissoient la dignité de la Magistrature, & ne seront d'aucun éfet : & les termes en paroîtront étranges à Messieurs des Requêtes de l'Hôtel & du Palais ; puis qu'il y a appel de leurs Sentences, quoi qu'ils soient du corps du Parlement.

M. Puffort a dit, qu'il croyoit que les observations qui étoient faites par M. le P. Président, étoient bonnes, & qu'en conséquence, on pouvoit retrancher de l'article, ce mot de *Parties*, & laisser celui de *Procureurs*.

Qu'on pouvoit aussi faire défenses aux Greffiers, de délivrer les productions aux Messagers, ou autres ; & accorder trois jours aux Raporteurs, pour dresser les Sentences. Mais pour la question des peines contre les Juges, elle avoit été assez agitée ; sur quoi il n'y avoit qu'à attendre la décision qu'il plairoit au Roi d'y donner.

A R T I C L E X I I.

SI l'une des Parties est en demeure de faire mettre ou joindre dans la huitaine ses productions au Greffe de la Cour, ou Siège d'apel, & de le signifier au Procureur de la Partie adverse, elle en demeurera déchuë & forclosé de plein droit, & le Procez sera jugé sur ce qui se trouvera au Greffe, sans faire aucun commandement, sommation, ni autre procédure ; Et néanmoins les inductions, si aucunes ont été tirées des pièces, Ecritures & reconnoissances, contenuës ez productions du défaillant, demeureront pour constantes & avérées contre lui. XVII. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article XII.

M. Puffort a dit , que chacune des Parties retirera sa production , pour la porter au Parlement ; mais que l'on pouvoit ajouter : *Sur la simple décharge ou Récépissé du Procureur*. Et qu'à l'égard des Messagers , c'étoit un règlement à faire.

M. Talon a dit , qu'il falloit ôter ce mauvais usage , qu'avoient introduit les Greffiers : Que pour retirer une production , il falloit assembler tous les Procureurs , afin que chacun prît la sienne.

M. le P. Président a dit , qu'il avoit encore une observation à faire sur l'article , en ce qu'il portoit , qu'à *faute de faire joindre ou mettre dans la huitaine les productions au Greffe , la Partie en demeureroit déchûe & forclosée de plein droit* : Qu'il falloit ôter le mot de *déchûe* ; parce qu'on pouvoit y être reçu en tout état de cause.

M. Puffort a dit , que l'observation lui paroissoit bonne ; & qu'il croyoit qu'il étoit à propos d'ôter le mot de *déchûe*.

ARTICLE XIII.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

DANS la même huitaine après l'échéance du délai de l'affignation pour comparoir , l'Intimé sera tenu de fournir & mettre au Greffe la Sentence en forme , ou par Extrait , à son choix ; & à faute de ce faire dans ce-tems , il sera loisible à l'Apelant , sans commandement ni signification préalable , de la lever par Extrait , aux frais & dépens de l'Intimé , dont sera délivré exécutoire.

Lecture faite de l'Article XIII.

M. le P. Président a dit , qu'il est dangereux de fonder un jugement sur une Sentence par extrait : que l'on pouvoit y avoir omis des choses nécessaires & essentielles , & que cela étoit d'autant plus dangereux , que par les précédens articles l'on veut , que les productions soient rendues aux Parties par les Greffiers , pour les mettre au Greffe de la Cour ; & si la Sentence n'étoit délivrée que par extrait , celui qui auroit perdu sa Cause , pourroit ajouter ou changer des pièces dans sa production ; & qu'il n'est pas de l'usage de mettre la Sentence au Greffe , que lorsque les Procureurs passent l'apointement de conclusion.

M. Puffort a dit , que le volume des Sentences qui s'expédioient en forme , étoit souvent exorbitant : que l'on y transcrivoit des avertissemens tout entiers , & toutes les Ecritures d'un Procez : que pourvu que dans un extrait les qualités & le dispositif fussent fidèlement employés , l'on suppléeroit aisément le reste.

M. le P. Président a dit , qu'il faut régler les Greffes , & en retrancher les abus ; mais que de produire les Sentences par extrait , ce seroit une chose dangereuse & préjudiciable.

Monseigneur

M. Puffort a dit , que si celui qui auroit donné copie de l'extrait de la Sentence , avoit omis quelque chose qui fût essentielle , il sera en la liberté de l'autre Partie , de lever la Sentence en forme : ainsi qu'il ne pouvoit jamais y avoir aucun inconvénient.

ARTICLE XIV.

Huitaine après que le Procez & la Sentence auront été mis XIX. Art.
de l'Ordon.
au Greffe , le Procureur plus diligent offrira & fera signifier au Procureur de la Partie adverse , l'apointement de conclusion , portant reglement de fournir griefs & réponses de huitaine en huitaine , avec sommation de comparoir au Greffe pour le passer ; Et à faute de ce faire , trois jours après la signification de l'apointement , il sera reçu au Greffe , sans autre formalité ni procédure.

Lecture faite de l'Article XIV.

M. le P. Président a dit , que l'on ne conclud point un Procez par défaut ; parce que l'on ne devoit point suplérer l'intention des Parties. Que l'apointement de conclusion renfermoit l'état de la cause : l'on y comprenoit des appellations verbales , des fins de non recevoir , & des appellations incidentes : tout cela ne pouvoit être conclu par défaut , & il faut que les Procureurs s'en expliquent.

Néanmoins , comme il ne seroit pas juste qu'un Procureur se prévâlût de sa fuite & de son silence , en ce cas on pourroit prendre un défaut , en vertu duquel le défaillant demeureroit déchû , faute de conclurre , & perdrait sa cause ; & par ce moyen on abrégeroit tous les autres délais. Mais il ne conviendrait pas d'abolir un usage juste & nécessaire , & observé de tout tems au Palais.

M. Puffort a reparti , qu'on avoit crû qu'il n'y auroit point d'inconvénient de faire conclurre un Procureur par défaut. Qu'on ne fait point de difficulté dans plusieurs Compagnies du Roïaume , lors qu'une Partie refuse de répondre sur des faits & articles qui lui sont proposés , de les tenir pour confessés & avérés ; & il arrive même , qu'entre les Parties contractantes en certains cas , comme en fait de société ou assemblée de Créanciers , lors qu'une Partie refuse de souscrire un Contrat , l'on ordonne qu'il sera tenu pour souscrit ; & qu'il y avoit bien moins de dureté d'ordonner , qu'un Procez seroit tenu pour conclu , lors qu'un Procureur refusera de le conclurre.

M. le Président de Blanc-Ménil a dit , qu'il ne pouvoit pas concevoir que l'on pût faire parler une Partie qui s'obstinoit dans le silence.

M. le Président de Novion a dit , qu'il impliquoit , qu'un Procez fût

tenu pour conclu par défaut ; mais qu'il étoit de l'ordre judiciaire de condamner une Partie qui abandonnoit sa défense.

M. Talon a représenté , que les apointemens de Conclusion se prenoient sans grande formalité : que l'une des Parties étant apellante & l'autre intimée, l'une ne pouvoit conclure qu'au bien jugé, & l'autre au mal jugé. L'on sçavoit dans le Palais , que les Procureurs n'apportoient pas beaucoup d'attention à ces sortes de formalités ; ainsi rien ne pouvoit empêcher qu'elles ne se pussent faire par défaut : Qu'il seroit bien étrange dans l'ordre de la Justice , que faute de conclure , & par l'omission d'une légère formalité, une Partie pût perdre son Procez : qu'après tout l'on ne manqueroit jamais de se pourvoir par opposition , ou par Requête civile , contre les Arrêts qui auroient ordonné le déchu de l'apel faute de conclure ; & qu'il seroit difficile en cette rencontre , de ne pas recevoir favorablement les moyens d'opposition , ou les ouvertures de Requête civile , pour légères qu'elles pussent être ; à moins qu'il ne parût une Contumace affectée : & que c'étoient les réflexions qu'il pouvoit faire sur cet article.

M. le P. Président a dit , que l'on ne se plaignoit point de la longueur des délais , que l'on aporloit pour prendre ces apointemens de conclusions : que c'étoit néanmoins l'intention de la réformation de les retrancher. Mais au lieu d'augmenter les peines portées par les anciennes Ordonnances, l'on proposoit ici de les diminuer ; & qu'ainsi l'ancienne forme paroïssoit meilleure.

ARTICLE XV.

XX. Article
de l'Ordon.

Les délais de fournir Grieffs & réponses , commenceront à courir contre l'Apelant , du jour de la sommation qui aura été faite à son Procureur de fournir ses Grieffs , par un acte signé du Procureur de l'Intimé ; & contre l'Intimé , du jour de la signification qui aura été faite à son Procureur des Grieffs de l'Apelant ; Et fera la forclusion acquise de plein droit contre l'un & l'autre sans autre commandement & procédure , à peine de nullité.

Lecture faite de l'Article XV.

M. le P. Président a dit , que la peine de nullité employée dans cet article, ne signifioit rien , & le surplus de l'article étoit bon.

ARTICLE XVI.

LE même sera observé au lieu des forclusions de fournir de ^{XXI. Article} causes d'appel, réponses & contredits, ez Instances appointées ^{de l'Ordon.} au Conseil.

Lecture faite de l'Article XVI.

Il a été trouvé bon, en y ajoutant les mots : *Et de produire.*

ARTICLE XVII.

DEffendons d'avoir égard aux réponses à Grieffs, & réponses ^{XXII. Arr.} a causes d'appel, si elles n'ont été signifiées. ^{de l'Ordon.}

ARTICLE XVIII.

SI durant le cours du Procez principal, ou de la cause d'appel, ^{XXIII. Arr.} sont formées des appellations ou demandes incidentes, ou ^{de l'Ordon.} obrenues des lettres de Restitution, Rescision, ou autres, la Partie sera tenue d'expliquer ses moyens dans les mêmes lettres, & dans la Requête qui contiendra ses appellations & demandes, & d'y joindre les pièces justificatives ; faire signifier le tout à l'Intimé ou Défendeur, & lui en donner copie.

Lecture faite des Articles XVII. & XVIII. Ils ont été trouvés bons.

ARTICLE XIX.

LEs Incidens seront réglés sommairement & sans épices par ^{XXIV. Arr.} la Chambre où le Procez sera pendant, sur une simple Re- ^{de l'Ordon.} quête, qui sera à cette fin présentée par l'Apelant & Demandeur, laquelle contiendra l'emploi fait de sa part pour causes d'appel, Ecritures & productions, de ses Requêtes & lettres, & des pièces qui seront jointes au principal.

Lecture faite de l'Article XIX.

M. le P. Président a dit, que cet article étoit de conséquence : qu'il fait

défenses de prendre des épices pour des Reglemens. Que cela ne regardoit pas le Parlement ; parce que l'on n'en avoit jamais pris.

Qu'il étoit d'ailleurs inouï, que l'on rendît un appointement sur une simple Requête, & qu'il falloit des défenses pour appointer.

D'un côté on propoisoit de porter toutes choses à l'Audiance, & de l'autre, l'on faisoit mention d'un Reglement. Qu'il faudroit établir, de quelle façon ces reglemens seront donnés : si au Greffe, ou sur un *Comparant*. Que cela méritoit des distinctions expressees & formelles.

L'on pourroit trouver un expedient pour les apeilations incidentes, qui seroit d'ordonner au bas de la Requête, que l'appointement seroit passé, & pour le refus de l'une des parties, il seroit reçu par défaut ; mais à l'égard des appointemens sur des demandes nouvelles, il faut que le Défendeur fournisse des défenses avant que d'appointer les Parties.

M. Puffort a reparti, que cet article ne regardoit que les incidens des Procez par écrit, & l'on n'en pouvoit pas douter, puisque la qualité en est expliquée nettement par l'article : & c'est la raison pour laquelle ces incidens ne peuvent pas être portés à l'Audiance, si ce n'est pour y donner un Reglement. Qu'au Grand Conseil on prend des appointemens sur des Requêtes, & il apprend même que l'on en use de la même maniere au Parlement ; mais qu'il ne voit pas pourquoi on est en peine de sçavoir comment ce Reglement sera pris : si au Greffe ou à la Barre ; car puisque l'article porte, que les incidens seront réglés par la Chambre, il s'ensuit que l'on exclut le Greffe & la Barre.

M. le P. Président a reparti, que ce qui se fait par la Chambre, passe toujours au Greffe, & que jamais on n'a ouï parler, qu'au Parlement on ait pris un appointement en droit, sur une simple Requête, sans défenses.

M. Talon a représenté, qu'il estimoit qu'il pouvoit être ordonné, que dans trois jours la Partie Défenderesse seroit tenue de fournir des défenses ; & le tems passé, l'appointement seroit reçu au Greffe.

ARTICLE XX.

Cet article compose la fin du XXIV. & le XXV. article de l'Ordonnance,

PAR le même règlement, sera donné à l'Intimé & Défendeur, un délai de trois jours, pour défendre & pour produire dans le même délai, & faire donner au Procureur du Demandeur & apelant, copie de l'inventaire de sa production, & des pieces y contenues.

Lecture faite de l'Article XX.

M. le P. Président a fait encore ici les mêmes réflexions sur les copies, & a dit, qu'elles doubleroit les frais, & qu'en donnant la communication on épargneroit aux Parties cette dépense.

Que dans la maniere que l'article se trouvoit conçu, il sembloit que



et après on ne devoit plus donner de contredits sur les incidens ; cependant c'étoit delà que venoient fort souvent les grands Procez. Le principal ne consistoit quelquefois qu'en des appellations verbales ; mais incidemment l'on obtenoit des lettres de rescision , contre des transactions , & autres actes & contractz solennels ; ainsi l'on prenoit le Change , & les incidens devenant le principal , il y avoit nécessité de contredire les productions.

L'omission même qui s'en pourroit faire , jetteroit les affaires dans des longueurs , & obligeroit les Juges d'interloquer , au lieu de juger définitivement le Procez.

M. Puffort a dit , que c'étoit pour abrégé , que l'on retranchoit la communication & les contredits , pour les affaires incidentes ; mais qu'il n'y avoit point d'exclusion dans l'article d'en pouvoir donner. L'on pourroit le faire par Requête respective , à moins de frais. Qu'il n'y auroit pas néanmoins grand inconvénient d'en demeurer à l'ancien usage , si ce n'étoit qu'une Requête ne coûte qu'un écu , & que les contredits se comptent par rôlles.

ARTICLE XXI.

NE seront expédiées à l'avenir aucunes lettres pour articuler faits nouveaux ; mais ils seront proposés par une simple Requête , qui sera jointe au Procez. XXVI. Art. de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article XXI.

M. le P. Président a dit , que l'article paroît bon , en ordonnant que la Requête sera communiquée à la Partie , pour y répondre par autre Requête , qui tiendra lieu de défenses.

M. Puffort a répondu , que la faculté de répondre étoit de droit , & nécessairement sous-entendue.

M. l'Avocat général Talon a représenté , qu'il faut distinguer dans les trois derniers articles qui viennent d'être lus , les appellations d'avec les demandes , ou lettres de restitution incidentes dans les Procez ou instances.

Pour les appellations , il n'y auroit point d'inconvénient de les régler ou instruire dans la forme portée par les Articles ; mais à l'égard des demandes ou lettres de restitution , il falloit nécessairement des défenses.

Que l'on pourroit ordonner , qu'elles seroient fournies dans trois jours , & ensuite l'appointement pris avec jonction , portant règlement de produire de trois en trois jours , & même de contredire ; parce que les demandes & lettres de restitution , quoi qu'incidentes , sont souvent la principale difficulté du Procez : & si l'on en usoit autrement , il faudroit tous les jours , en jugeant les Procez , ordonner que les productions faites sur les incidens , seroient respectivement communiquées aux Parties , pour les contredire.

A l'égard des appellations incidentes , comme elles ne regardent que la

procédure , ou tout au plus , les fins de non-recevoir , il en faloit absolument retrancher le règlement à contredire ; & il étoit nécessaire que les articles le marquassent en termes formels , autrement on ne manqueroit pas de continuer l'usage qui s'est introduit au Palais , selon lequel il est nécessaire , pour mettre un Procez en état , que l'Arrêt à contredire soit déclaré commun sur tous les Incidens.

Monsieur Puffort a reparti , que cela pouvoit être également suppléé par une Requête. Qu'il falloit seulement ajouter , qu'elle seroit signifiée & jointe au Procez : sauf au Défendeur d'y répondre par une autre Requête.

ARTICLE XXII.

XXVII. Art.
de l'Ordon.

SI durant le cours d'un Procez , ou d'une instance apointée en droit , ou à mettre , une des Parties forme une demande incidente , prend des lettres , ou interjette appel des Jugemens , ou apointemens qui auront été produits , Elle sera tenuë faire juger tous les incidens par une même Requête , laquelle sera réglée en la forme ci-dessus ordonnée ; & à faute de ce faire , les autres incidens qui seront formés ensuite par la même Partie , avec les pièces justificatives qui les concerneront , seront joints au Procez principal ; pour , sur les incidens , ensemble sur les Requêtes & pièces qui auront été jointes de la part de l'autre Partie , être fait droit définitivement , ou autrement : à cette fin , les Parties seront tenuës de se communiquer les Requêtes & pièces , dont ils entendent se servir.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit , qu'il est fort long , & ne contient que la répétition de l'article XVIII.

M. Puffort a dit , que l'un étoit une explication de l'autre. L'Article XVIII. établissoit la Règle générale , & celui-ci la manière de l'exécuter.

ARTICLE XXIII.

XXVIII. Art.
de l'Ordon.

Toutes Requêtes d'intervention , tant en premiere instance qu'en cause d'apel , en contiendront les moyens , & en sera baillé copie , & des pièces justificatives , pour en venir à l'Audience des Sièges & Cours où le Procez principal sera pendant , afin d'y être plaidées & jugées contradictoirement , ou par défaut , sur la premiere assignation ; même ez Chambres des enquêtes

de nos Cours de Parlement : non obstant tous usages & reglemens à ce contraires. Ce que Nous voulons être observé, à peine de nullité & de cassation des Jugemens & Arrêts qui pourroient intervenir, & de répétition de tous dépens, dommages & intérêts, solidairement tant contre la Partie que contre les Procureurs, qui auront signé les Requêtes, en leur propre & privé nom.

Lecture faite de l'Article XXIII.

M. le P. Président a observé, que les Enquêtes ne jugent point par défaut; parce que la Grand' Chambre est la seule Chambre du plaidoyer. Que la peine de nullité inferée dans l'article, étoit inutile; & on devoit présumer que l'Ordonnance seroit bien reçue : Cependant il sembloit que l'on y prévoyoit de grandes contradictions, puisque l'on en ordonnoit l'observation à force de peines, & de comminations reiterées dans tous les articles. Que cela n'étoit pas du stile des anciennes Ordonnances, & ne persuadoit pas les esprits.

M. Puffort a dit, qu'il n'y avoit rien de plus commun & de plus familier dans les anciennes Ordonnances, que la peine de nullité.

ARTICLE XXIV.

Aucun faisant profession de la Religion Prétendue Réformée, XXIX. Art. de l'Ordon, ne pourra, sous prétexte de son intervention, évoquer à la Chambre de l'Edit, les Procez pendans entre d'autres Parties ez Chambres de nos Cours de Parlement, si telle intervention n'est faite dans le mois, à compter, à l'égard des causes d'Audiance, du jour de la publication du Rôle, si elles y ont été mises, ou de la signification du premier acte pour venir plaider, si l'Audiance est poursuivie par actes; & en cas que la poursuite n'en eût été faite à l'Audiance, à compter du jour de l'apointement en droit, ou au Conseil. Et quant aux Procez par écrit, du jour du premier Arrêt de conclusion; Et le tems d'un mois passé, défendons d'avoir égard à la date d'aucun autre Reglement incidemment donné; sauf à ceux de la R. P. R. après ce tems, d'intervenir, si bon leur semble, ez Chambres esquelles les Procez seront pendans & indécis, sans néanmoins qu'ils en puissent par après évoquer.

Lecture faite de l'Article XXIV.

M. le P. Président a dit , qu'il seroit à propos d'ajouter dans l'article , que *l'Evoquant sera tenu de consigner l'amende de 150. livres , avant que de pouvoir évoquer , & que la consignation s'en fît entre les mains du Receveur des amendes.*

Et attendu que le tiers Evoquant est toujours suspect , qu'il seroit bon qu'il justifiât d'un intérêt réel , établi avant que le Procez eût été commencé. L'on pouvoit pareillement ajouter , qu'aucune intervention ne pourra être formée qu'en vertu d'une procuration spéciale ; arrivant chaque jour qu'un homme de la R. P. R. que l'on a fait paroître dans une Cause , pour la porter à la Chambre de l'Edit , s'en retire aussi-tôt qu'elle y a été retenue.

Il falloit encore observer que les deux mois , après lesquels les Parties qui font profession de la R. P. R. ne sont pas recevables à se servir de leur privilège , ne courent , dans l'usage qui s'observe , que du jour de la S. Martin , & il seroit bon d'ordonner , qu'ils commenceront à courir du jour de la signification du premier acte pour venir plaider.

M. Pussort a dit , que toutes les précautions proposées étoient bonnes ; & à l'égard du tems auquel les deux mois devoient courir , il y avoit été pourvu par l'article , qui porte que *les interventions de ceux qui font profession de la R. P. R. seroient faites dans le mois , du jour de la publication du Rôle , si la Cause étoit portée à l'Audiance ;* mais que pour les Procez par écrit , l'on pouvoit y ajouter ces termes : *Et quant aux Procez par écrit , du jour du premier Arrêt de conclusion ,* & qu'il falloit ôter ces mots , qui sont dans l'article : *Et en cas que la poursuite n'en eût été faite à l'Audiance , à compter du jour de l'apointement en droit ou au Conseil ;* parce qu'ils sont contraires au dessein général d'ôter tous les apointemens , s'ils n'ont été prononcés par les Juges à la pluralité des voix.

ARTICLE XXV.

XXX. Art.
de l'Ordon.

SI par le jugement définitif du Procez qui aura été évoqué de l'une des Chambres du Parlement en la Chambre de l'Edit , sous prétexte de l'intervention d'aucun de la Religion Prétendue Reformée , il se trouve que tel intervenant n'eût aucun intérêt au Procez , & qu'il fût seulement intervenu pour le faire évoquer de la Chambre où il étoit pendant ; en ce cas , il sera condamné aux dépens , dommages & intérêts des Parties , qui auront été évoquées , & à 150. livres d'amende envers nous , pour avoir abusé de son privilège.

Lecture faite de l'Article XXV.

Il a été trouvé bon ; & Monsieur le premier Président a seulement remarqué , que les Chambres de l'Edit jugeroient elles-mêmes de cette peine,

peine, que l'article veut établir contre ceux qui s'y seront pourvus sans sujet.



TITRE XII.

Des Redditions de Comptes.

Ce Titre est
le XXIX.
de l'Ordon-
nance.

ARTICLE I.

Toute personne qui aura administré le bien d'autrui, soit I. Article
Tuteur, Protuteur, Curateur, Oeconome, Commissaire, de l'Ordon.
Sequestre, Gardien, Baillif qui ne fait les fruit siens,
Fermier Judiciaire, Mandataire, ou autre, sera tenu en rendre
compte, aussi-tôt que la gestion sera finie; & ne cessera d'être
reputé comptable, qu'il n'ait payé le reliqua s'il en est dû, &
rendu toutes les pièces justificatives, non obstant que son compte
ait été clos & arrêté.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, que le titre avoit été trouvé bien dressé; qu'il sembloit à l'égard du premier article qu'il fût bien dur de repouter un homme comptable, tant qu'il auroit les pièces justificatives de son compte entre les mains; parce que quelquefois, & selon les différentes matieres, il se trouveroit obligé de les retenir. Que néanmoins cette disposition avoit des raisons fort justes, & qu'ainsi l'article pouvoit passer.

ARTICLE II.

Si celui qui doit compter, est en demeure de rendre compte, sa II. Article
Partie pourra le poursuivre, pour y être condamné, pardevant de l'Ordon.
le Juge qui aura déferé la charge, au cas qu'il ait été commis par
autorité de Justice; sinon pardevant celui de son domicile, sans
que sous prétexte d'aucune saisie ou intervention des Creanciers
priviliés, ou de l'une ou l'autre des Parties, les comptes puissent
être renvoyés ou évoqués en autre Jurisdiction.

Lecture faite de cet Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE III.

Cet article,
& le suivant
composent
le III. de
l'Ordonnan-
ce.

LE Défendeur à la demande en reddition de compte, sera tenu de comparoître à la première assignation ; sinon pour le profit du défaut, le Juge prononcera la condamnation de rendre compte.

Lecture faite de l'Article III. Il a été trouvé bon.

ARTICLE IV.

SI l'ajourné comparoit, le Demandeur fera signifier un simple acte, pour venir plaider à jour certain ; & s'il ne se présente point à l'Audience d'Avocat ou de Procureur pour le défendre, il sera condamné sur le champ de rendre compte, sans aucun autre délai ni procédure.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit compris dans le précédent.

M. Puffort a répondu, que l'un étoit pour faire comparoir, & l'autre pour défendre ; & qu'ainsi ces deux articles contiennent des dispositions toutes différentes.

ARTICLE V.

IV. Article
de l'Ordon.

EN cas que la cause soit plaidée, si le Juge ne se trouve pas suffisamment instruit par le plaidoyer, pour prononcer définitivement en l'Audience, il apointera les Parties à mettre dans trois jours, sans autre forclusion ni signification de Requête.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit bon d'ajouter à l'article : *Sur la demande en reddition de compte* ; de crainte que les Juges ne prennent cette disposition pour une règle générale dans toutes les affaires.

M. Puffort a dit, que cette addition seroit bien superflue ; parce que le titre n'étant que pour la reddition des comptes, on ne peut pas présumer que l'apointement puisse être sur autre chose.

ARTICLE VI.

Tout Jugement , portant condamnation de rendre compte, V. Article
 commettra celui qui devra en recevoir la présentation ; & de l'Ordon.
 s'il est rendu sur un apointement ou sur un Procez par écrit , le
 Rapporteur ne pourra être commis pour le compte.

Lecture faite de l'Article VI.

M. le P. Président a dit , que l'article seroit mieux expliqué si l'on y ajoutoit : *Mais en sera commis un autre par celui à qui la distribution appartient.*

M. Puffort a répondu , que bien que l'addition soit assés sous entendu ; néanmoins pour éviter toute mauvaise interprétation , on peut l'ajouter.

ARTICLE VII.

Deffendons de transcrire dans les comptes , autres pièces que Cér Article,
 l'acte de Tutelle , & l'Extrait de la Sentence ou de l'Arrêt, avec le sui-
 qui condamne à rendre compte. pose le VI.
 de l'Ordon.

Lecture faite de l'article VII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE VIII.

LA Preface des comptes ne pourra excéder dix Rôlles ; & s'il y en a davantage , le surplus ne passera en taxe.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit , que ces dix Rôlles étoient trop ; & qu'il les falloit reduire à cinq ou six.

M. Puffort en est demeuré d'accord.

ARTICLE IX.

Lerendant sera tenu d'insérer dans le dernier article de son VII. Article
 compte , la somme entière à quoi montera sa recepte , en de l'Ordon.
 semble celle du total de sa dépense & reprise , distinctement
 l'une de l'autre ; & au cas que la recepte se trouve plus forte

que la dépense & reprise, l'Oyant pourra prendre exécutoire de l'excédant, qui lui sera délivré sur le simple Extrait du dernier article dudit compte, sans prejudice des débats formés ou à former contre la recepte, dépense & reprise, & des soutènements du rendant au contraire.

Lecture faite de l'Article IX. Il a été trouvé bon.

A R T I C L E X.

VIII. Article
de l'Ordon.

L Es rendans compte seront tenus de représenter & affirmer leur compte en personne, ou par Procureur fondé de procuration speciale, dans le délai qui leur aura été prescrit par le Jugement de condamnation, sans esperance d'aucune prorogation; & le tems passé, ils y seront contrains par saisie & vente de leurs biens, même par emprisonnement de leur personne, si le Juge estime que la matiere y soit disposée.

Lecture faite de l'Article X. Il a été trouvé bon.

A R T I C L E X I.

IX. Article
de l'Ordon.

INcontinent après la présentation & affirmation du compte, le rendant en fera signifier une copie en bonne forme au Procureur des oyans, & lui communiquera toutes les pièces justificatives de la recepte, dépense & reprise, sur son recepisé, afin qu'il les puisse voir & examiner pendant quinze jours, après lesquels il sera tenu de les rendre, à peine de prison & de soixante livres d'amende, & du séjour, dépens, dommages & intérêts des Parties, en son propre & privé nom; sans qu'aucune de ces peines puisse être réputée comminatoire, remise, ni modérée, sous quelque prétexte que ce soit.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

A R T I C L E X I I.

X. Article
de l'Ordon.

NEntendons toutefois empêcher que le Juge ne puisse, en connoissance de cause, & pour considerations importantes,

proroger le délai d'une autre quinzaine, pour une fois seulement; auquel cas les peines ci-dessus indiquées contre le Procureur qui retiendra les pièces, ne pourront avoir lieu, ni être exécutoires, qu'après la seconde quinzaine expirée.

Lecture faite de l'Article XII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XIII.

SI les Oyans ont différens Procureurs, le rendant fera signifier à chacun une copie de son compte, & leur donnera communication de toutes les pièces justificatives, en la manière qui vient d'être prescrite : s'il y a des Creanciers intervenans ils ne pourront prendre qu'une seule & même communication, tant du compte que des pièces justificatives, & ce par les mains des Procureurs qui auront charge.

XII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article XIII.

M. le P. Président a dit, qu'il faut retrancher ces Copies plus que ne fait l'article, & arrêter, que *si les différens Procureurs n'ont qu'un même intérêt, il ne leur sera donné pour tous qu'une même copie.*

M. Puffort a dit, que cela s'entendoit allés, sans qu'il fût besoin d'en faire une expression particulière; & que les Parties qui n'ont qu'un même intérêt, ne doivent occuper que par un même Procureur.

M. le P. Président a reparti, que tous les jours on en usoit au contraire, ou plutôt qu'on en abusoit.

M. Talon a représenté, qu'il leur faudroit enjoindre de convenir d'un seul Procureur, ou ordonner que le compte & les pièces justificatives ne seroient communiqués qu'au plus ancien.

M. Puffort a dit, qu'il doit leur être permis d'en avoir de différens à leurs frais.

ARTICLE XIV.

LEs pièces étant rendues, sera pris un règlement du Commissaire pour la présentation & affirmation du compte, contenant appointement de fournir par les Oyans leurs consentemens ou débats dans huitaine, & les soutenemens par le rendant huitaine après, écrire, produire, & contredire dans la huitaine suivante; lequel appointement sera signifié une première

XIII. Article de l'Ordon.

fois, avant qu'il soit signé du Commissaire; & une seconde seulement après qu'il aura été signé.

Lecture faite de l'Article XIV.

M. le P. Président a dit, que toutes ces formalités portées par l'article, sont fort longues, & causeroient beaucoup de frais: que l'on avoit ôté les appointemens par Comparans; & cependant on les retabliroit ici, & qu'il faudroit décider une fois, si on les veut entièrement abolir, & prendre les appointemens au Greffe.

M. Pussort a reparti, qu'il faut ordonner que l'appointement sur le compte, sera pris du Commissaire, ou levé au Greffe; parce qu'il n'y avoit pas d'apparence d'aller plaider sur les débats d'un compte, à l'Audiance; de sorte que pour éviter l'antinomie dans les articles, il faudra que dans celui qui portera les défenses de lever des appointemens au Greffe, ou à la Barre, on en excepte les comptes.

ARTICLE XV.

XIV. Article
de l'Ordon.

DEfendons à tous nos Juges, & autres, de quelque qualité qu'ils soient sans exception, de faire à l'avenir aucuns Procez verbaux d'examen de compte, & en tant que besoin seroit, en abrogeons entièrement l'usage en tous les Sièges; même en nos Cours de Parlement & autres nos Cours; l'interdisons à tous les Commissaires, Enquêteurs, Examineurs de nôtre Roïaume: Voulons que les Oyans & rendans compte fournissent leurs consentemens, débats & soutenemens l'un à l'autre, & que sur leurs écritures & autres pièces, il soit procédé au jugement de l'instance, dans les termes & délais ci-dessus ordonnés.

Lecture faite de l'Article XV.

M. le P. Président a dit, que l'on ôtoit les fonctions des Commissaires du Châtelet par cet article; que l'on pourroit les regler, & maintenir ces Officiers dans leurs droits légitimes, même en considération de ce qu'ils servent le public en beaucoup d'emplois, qui leur sont tout à fait infructueux. Que les offices d'Enquêteurs & Examineurs, ont été levés aux Parties casuelles, & l'on a contraint les Lieutenans généraux, & autres Officiers, de les acheter bien cher, ou de souffrir que d'autres les achetassent, en démembrant leurs Charges; & ainsi après avoir reçu les deniers qu'ils ont financés, il semble qu'il seroit très-juste de les dédommager par quelque

remboursement , en leur ôtant les droits les plus utiles de leurs Charges.

M. Puffort a dit ; que les premiers débats qui se donnent , sont inutiles , qu'ils ont été retranchés ; que les Commissaires du Châtelet ont fait plainte de ce retranchement , & en ont donné leur mémoire : qu'il en sera fait rapport au Roi ; mais qu'il y a des revisions réitérées dans le Châtelet , qui font d'un fort grand abus.

ARTICLE XVI.

A Brogeons pareillement l'usage qui se pratique en nôtre Châtelet de Paris , & en plusieurs autres Sièges , de s'assembler en la maison du Commissaire ou du Juge , pour mettre , par forme d'apostille , à côté de chacun article du compte , les consentemens , débats & soutenemens des Parties , ordonnons que la maniere de les fournir , telle qu'elle a été expliquée ci-dessus , soit uniforme dans tout nôtre Roïaume.

XV. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article XVI. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XVII.

SI les Oyans ne fournissent leurs consentemens ou débats , dans la huitaine portée par le Reglement , il sera permis au Rendant , après qu'elle sera passée , de produire son compte au Greffe , avec les pièces justificatives , pour être distribuées en la maniere accoutumée ; & s'il les ont fournies , ils pourront au même tems donner leur production ; sans que pour mettre l'instance en état , il soit besoin que d'un simple acte de Commandement de satisfaire au reglement , dans les délais y portés , autrement forclos purement & simplement , & en conséquence passé outre au jugement.

XVI. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article XVII. Il a passé.

ARTICLE XVIII.

LEs comptes seront écrits en grand papier , à raison de vingt-deux lignes pour page , & de quinze syllabes pour ligne , à peine de Radiation dans la taxe , des Rôlles où il se trouvera de la contravention au present article.

XVII. Art. de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article XVIII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XIX.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

LE Rendant ne pourra employer dans la dépense de son compte, les frais de la Sentence, ou de l'Arrêt, qui l'auroit condamné de le rendre, si ce n'étoit qu'il eût consenti d'abord; mais pour dépense commune, il emploiera son voyage, s'il en échoit; les assignations pour voir présenter & affirmer le compte; la vacation du Procureur qui aura mis les pièces du compte par ordre; celle du Commissaire pour recevoir la présentation & affirmation; ensemble les grosses & copies du compte.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE XX.

XIX. Art.
de l'Ordon.

DEclarons toutes lettres d'Etat, qui pourront être ci-après obtenues par celui qui est obligé ou condamné de rendre compte, subreptices; & en conséquence, défendons à tous Juges d'y avoir égard, s'il n'y est spécialement par nous dérogé.

Lecture faite de l'Article XX.

M. le P. Président a dit, que la clause qui porte, qu'il pourra être dérogé aux défenses d'obtenir des lettres d'Etat, rendra l'article inutile, attendu que toutes les lettres d'Etat contiendront toujours cette clause dérogatoire, qui serade stile; & qu'il seroit meilleur de la retrancher ou de supprimer l'article.

M. Puffort a dit, que le Roi ne se lieroit pas les mains, pour ne pas donner une surseance aux personnes qui seront dans le service actuel de Sa Majesté.

ARTICLE XXI.

XX. Article
de l'Ordon.

LE jugement qui interviendra sur l'instance de compte, contiendra le calcul de la recepte & dépense, & formera le reliqua précis, s'il y en a aucun.

Lecture faite de l'Article XXI.

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet article est conforme aux articles d'une mercuriale, tenue depuis un an au Parlement, qui porte, que

que les calculs se feront dans les Arrêts d'ordre , & en ceux qui seront rendus sur des comptes ; que cela se pratique & est un fort bon usage.

ARTICLE XXII.

IL ne sera désormais procédé à la révision d'aucun compte ; XXI. Article de l'Ordon.
 mais s'il y a des erreurs, omissions de receipte, ou faux emploi, les Parties en pourront former leur demande, ou interjeter appel de la clôture du compte, & plaider leurs prétendus griefs en l'Audience.

Lecture faite de l'Article XXII.

M. le P. Président a dit, que l'article est impossible dans son exécution, & qu'une erreur de calcul ne se plaide point à l'Audience.

M. Puffort a reparti, que tout pouvoit être porté à l'Audience, & si la matière n'y étoit pas disposée, les Juges l'appointeroient ; mais que souvent les plaintes ne sont que d'un article ou deux du compte, auquel cas rien n'empêcheroit qu'ils ne pussent être terminés à l'Audience.

ARTICLE XXIII.

DEclarons que nôtre intention n'est pas, d'empêcher par XXII. Art. de l'Ordon.
 aucun des articles précédens, que les Parties étant majeures, ne puissent compter pardevant des Arbitres, ou à l'amiable entr'eux ; encore que le rendant eût été commis par Ordonnance de justice, dans la charge ou dans la commission qui le rend comptable.

Lecture faite de l'Article XXIII.

M. le P. Président a dit, que cet article, qui permet aux Parties de s'accommoder, semble inutile ; par ce que dans un intérêt particulier, la justice ne l'empêche jamais.

ARTICLE XXIV.

Tout Tuteur ou Administrateur qui voudra compter après XXIII. Art. de l'Ordon.
 sa gestion finie, sera tenu d'y procéder en la forme ci-devant ordonnée ; & au cas que celui ou ceux à qui le compte doit être rendu, fussent absens d'une absence longue & notoire, voulons qu'il soit établi un Curateur aux absens, & qu'avec ce Curateur,

ou le Procureur Fiscal du Siège , si c'est une justice subalterne, il soit incessamment procédé au jugement du compte ; même si par le calcul il se trouve un reliqua, que le comptable puisse le consigner, entre les mains de qui par justice sera ordonné , avec toutes les pièces justificatives, aux risques & perils des absens.

Lecture faite de l'Article XXIV.

M. le P. Président a dit, que cet article est difficile, & de conséquence; qu'il regle la forme des comptes, qui doivent être rendus aux absens, & leur établit un Curateur : que cela est contraire à l'article 8. du titre *Des Ajour-nemens*, par lequel l'usage des Curateurs est abrogé, comme inutile. Pour ne rien ordonner de contraire, il faut reformer l'un ou l'autre. Que les parens pourroient s'assembler pour nommer une personne d'entr'eux, pour assister à l'audition du compte ; mais qu'il y auroit grand peril de mettre ce reliqua entre les mains de qui par justice seroit ordonné. Cela donneroit occasion à une infinité de fraudes ; C'est pourquoi il estime qu'il seroit plus à propos, que le reliqua demeurât entre les mains du Tuteur, en le dechargeant des interets.

M. Puffort a dit, que les expediens qui sont proposés, ne regardent que les comptes de Tutelle; & il y en a qui se rendent entre associés. Que l'intention de l'article est de pourvoir à tout ; & pour mettre en sûreté les deniers du reliqua d'un compte, l'on pourroit généralement ordonner, que le comptable seroit tenu de les garder, sans payer d'interets ; avec cette difference, que le comptable pour fait de société, seroit tenu de donner caution.

M. le Président de Novion a dit, que cela n'est pas possible dans l'exécution. Que tout homme qui devoit, pouvoit de droit se libérer, & n'étoit pas toujours en état de donner la caution proposée.

M. le P. Président a ajouté, que la condition d'un homme ne devoit pas devenir pire par le fait de sa Partie ; & qu'il falloit prendre garde, que si le compte se rendoit avec un Curateur, ce qui seroit fait avec lui passeroit pour contradictoire.

M. Puffort a dit, qu'il seroit mieux que le compte se rendît par défaut. Qu'en ces matières il y a moins de peril qu'en aucune autre ; parce que l'on peut revenir par refusion ; & les erreurs qui s'y font, ne se pouvoient couvrir.

DU MEcredi SEIZIE'ME FEVRIER , 1667.
après midi , en l'Hôtel Séguier.

Ce jour la Compagnie s'est assemblée à l'heure ordinaire.

TITRE XIII.

Ce Titre est
le XV. de
l'Ordonnan-
ce.

*Des Procédures sur le Possessoire des Benefices , & sur les
Regales.*

ARTICLE I.

EZ matieres de complaints pour le possessoire des benefices, I. Article
les exploits de demande seront faits en la forme , & les de l'Ordon.
assignations données dans les délais ci-dessus prescrits pour les
autres affaires civiles.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit , que c'est la répétition de ce qui est contenu dans le titre *Des Ajournemens*. Que c'étoient des regles générales, qui pouvoient convenir à toutes sortes de matieres ; ainsi l'article pouvoit être retranché : autrement il faudroit répéter en particulier sur chaque matiere , ce qui est établi en général pour toutes sortes d'ajournemens.

M. le Chancelier a dit , qu'il étoit bon de faire quelque note & désignation particuliere pour les matieres bénéficiales.

ARTICLE II.

LE Demandeur sera tenu d'exprimer dans l'exploit , le titre II. Article
de sa provision , & le genre de la vacance sur laquelle il a de l'Ordon.
été pourvû ; ensemble ses capacités , & d'en bailler au Défendeur
des copies signées de lui , du Sergent , & des Records.

Lecture faite de l'Article II.

M. le P. Président a dit , qu'il seroit à propos d'ordonner la communication respective des capacités des contendans.

M. Puffort a dit , qu'il y avoit un article exprès pour le Défendeur , qui étoit le sixième de ce titre ; & qu'en matiere de complainte les Parties étoient respectivement demanderesses & défenderesses.

M. le P. Président après la lecture qui lui a été faite de l'article VI. a dit , qu'il étoit porté , que le Défendeur seroit tenu dans huitaine de donner copie de ses capacités , & qu'il auroit été bon de lui donner un plus long délai.

ARTICLE III.

III. Article
de l'Ordon.

L'Exploit d'assignation sera donné à la personne ou domicile du Défendeur qui est en possession actuelle du benefice.

Lecture faite de l'Article III.

M. le P. Président a dit , que dans le titre *Des Ajournemens* il est porté , qu'en matieres beneficales les assignations pourroient être données au domicile du pourvû , & qu'ici l'on changeoit cette disposition.

M. Puffort a dit , qu'il seroit difficile de trouver le domicile d'un beneficier absent.

M. le P. Président a ajouté , que l'article dont il s'agit , regarde le titre du beneficier , & l'autre les droits ; & qu'il faut seulement prendre garde à cette distinction , pour empêcher qu'il ne se fasse point de surprise.

M. Talon a dit , qu'il faudroit restreindre l'article à celui qui est en actuelle possession : autrement l'on en pourroit abuser , & la Partie se faire donner des assignations à elle même.

ARTICLE IV.

IV. Article
de l'Ordon.

Les Complaintes pour Benefices , seront poursuivies pardevant nos Juges , auxquels la connoissance en appartient , privativement aux Juges d'Eglise.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit , que cet article étoit *in-viridi observantia* ; & que cela a toujours appartenu aux Juges Roïaux.

ARTICLE V.

V. Article
de l'Ordon.

NE seront dorenavant donnés aucuns apointemens en droit , ni à écrire par memoires , nonobstant tous usages & Or-

donnances contraires , ausquels nous avons derogé par ces presentes.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit , que ce sont deux apointemens fort inutiles , que l'on abrogeoit , & que l'article lui paroïssoit bon.

ARTICLE VI.

Huit jours après l'échéance de l'assignation , le Défendeur sera tenu de fournir ses défenses , dans lesquelles seront expliqués le titre de sa provision , le genre de la vacance sur laquelle il a été pourvû , & ses capacités ; & de donner au Procureur du demandeur des copies signées du Procureur du défendeur , tant des défenses , que des titres & capacités.

VI. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article VI. Il a été trouvé bon.

ARTICLE VII.

Trois jours après , la cause sera portée à l'Audiance sur un simple acte signifié à la Requête du Procureur plus diligent , pour être prononcé sur le champ , si faire se peut , sur la pleine maintenue , après la lecture des originaux des titres & capacités dont copie aura été baillée : & si l'affaire merite une plus grande discussion , la récréance du benefice sera donnée à celui qui aura le plus aparant droit.

VII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article VII.

M. le P. Président a dit , que la disposition de cet article ne paroît pas meilleure que l'usage qui s'observe à present : que la lecture des titres & capacités sera longue à l'Audiance : que presentement les Avocats s'entrecommuniquent leurs pieces , & ensuite aux gens du Roi qui en font leur rapport & y prennent leurs conclusions ; ainsi la vérité est fidellement rapportée aux Juges.

M. Pussort a reparti , que s'il y avoit quelque chose à reformer dans l'article , ce seroit d'ôter la récréance , dont il y est fait mention : qu'il n'est plus d'usage de l'accorder ; Cependant ce sont deux procez au lieu d'un , tous deux instruits & en état d'être jugés en même tems. Que ce n'est plus qu'un

stile ; mais que par l'usage qui s'observe, l'on pourroit à la conservation des fruits avec plus de sûreté , en ordonnant , qu'ils seront sequestrés , pour être delivrés à qui il apartiendra.

ARTICLE VIII.

Cet article
a été retran-
ché.

S'Il est jugé à propos de sequestrer les fruits d'un bénéfice, ce sera suivant l'ordre ci-après établi pour les autres Sequestrés.

Lecture faite de l'article VIII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE IX.

VIII. Article
de l'Ordon.

IL ne sera ajouté foi aux signatures & expéditions de Cour de Rome , si elles ne sont vérifiées : laquelle verification sera faite par un certificat de deux Banquiers & Expéditionnaires , écrit sur les originaux des signatures & expéditions , sans aucune autre formalité.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a dit , que l'exécution de l'article n'est pas possible, en ce qu'il porte que le certificat des Banquiers sera écrit sur les originaux des signatures de Cour de Rome : qu'il n'y a pas de vuide suffisamment sur ces signatures ; mais on pourroit faire une copie , sur laquelle les Banquiers écriroient leur procez verbal , & donneroient leur certificat sur la verité de la pièce.

M. Puffort a dit , que s'étant fait représenter plusieurs de ces signatures, il avoit observé , qu'il y avoit du blanc suffisamment sur l'original , pour y mettre le certificat des Banquiers. Que si la verification se faisoit par un procez verbal séparé , il en coûteroit la vacation des Banquiers , l'assistance du Procureur & la façon du procez verbal , avec les droits du Clerc. Qu'un simple certificat épargnoit tous ces frais ; étant suffisant qu'il porte , que la signature a été expédiée en Cour de Rome par les Correspondans.

M. le P. Président a dit , que les Banquiers Expéditionnaires en Cour de Rome n'ont point de serment en Justice , & que la foi n'en est pas toujours fort entiere : que cependant ils sont choisis par les Parties ; qu'il en faudroit convenir comme l'on fait d'experts , ainsi qu'il se pratique à present. Et pour éviter les frais d'un procez verbal , on pourroit obliger un des Banquiers à faire une copie , sur laquelle les deux Banquiers mettroient leur certificat , ou bien ils le donneroient à part , & feroient mention qu'ils auroient paraphé la signature au bas du Transcrit. Qu'il étoit bon aussi

d'excepter dans cet article , les Bulles sous plomb, qui se fulminent & ne se vérifient point.

M. Puffort a reparti , que l'on ne voit pas qu'il en arrive faute , & que ce seroit encore une nouvelle formalité.

M. Talon a représenté, que toute cette procédure n'étoit qu'une formalité, pour rendre authentique une écriture étrangère , laquelle sans cela ne feroit point de foi en justice. Que s'il arrivoit contestation entre les Parties sur la vérité de la signature , ce seroit le cas auquel l'on pourroit convenir d'experts par les voyes ordinaires ; mais ce que l'on pourroit faire de mieux, seroit d'ordonner que le certificat seroit donné par deux Banquiers , dont l'un seroit celui qui auroit été chargé de faire venir l'expédition de Cour de Rome , & l'autre seroit nommé par le Juge.

ARTICLE X.

Les Sentences de récréance seront exécutées à la caution IX. Article de l'Ordon.
juratoire, nonobstant oppositions ou appellations quelconques,
& sans prejudice d'icelles.

Lecture faite de l'Article X.

M. le P. Président a dit , que l'on oblige rarement de donner caution dans ces matieres ; parce que celui à qui on l'on acorde la récréance, doit avoir le titre le plus aparent.

M. Puffort a ajouté, que les Gradués, ou autres personnes de cette qualité, ne le pourroient faire.

M. Talon a dit , que par l'article 18. du titre que l'on examine , il est porté, que la recreance ne pourra être acordée , qu'il n'y ait cinq Juges qui ayent assisté au jugement ; & que c'est la plus grande précaution que l'on ait pû prendre.

M. le P. Président a reparti , qu'il y a beaucoup de Siéges où ce nombre de Juges ne se trouvera pas.

ARTICLE XI.

La récréance fera exécutée , tant pour la restitution des X. Article de l'Ordon.
fruits qui ont été perçus par l'autre partie , que pour le
payement des dépens , lors qu'il y en a condamnation, avant que
de proceder sur la pleine maintenue.

Lecture faite de l'article XI.

M. le P. Président a dit , que l'on ne donne point de dépens par les

Sentences de récréance ; parce que la chose étoit réparable en définitive.

M. Puffort a ajouté , qu'il ne devoit pas même y avoir restitution des fruits qui ont été perçus ; parce que le droit est incertain , & que cela regardoit encore la définitive : & qu'il proposeroit au Roi d'ôter l'article.

ARTICLE XII.

XI. Article
de l'Ordon.

SI durant le cours de la procédure , celui qui avoit la possession actuelle du bénéfice , decede , l'état & la main-levée des fruits sera donné à l'autre Partie , sur une simple Requête qui sera faite judiciairement à l'Audiance , après la lecture des provisions , titres & capacités du Demandeur , sans autre procédure. Si plusieurs sont pourvus du même bénéfice , la main-levée des fruits pourra être donnée à celui qui aura le plus apparent droit.

Lecture faite de l'Article XII.

M. le P. Président a dit , que l'article ne s'explique pas suffisamment ; qu'il y avoit encore même de l'inconvenient à l'exécuter , & l'on blesseroit souvent le droit d'un tiers , si en cas de décez de l'un des contendans , l'on donnoit , sans aucune connoissance de cause , la main levée des fruits , à celui qui auroit le plus apparent droit : qu'il pourroit même souvent y avoir du méconte & de la supposition ; mais que pour prévenir ces deux inconveniens , il y avoit deux choses à faire : l'une d'ordonner , que l'extract Mortuaire seroit rapporté ; & l'autre , qu'en cas qu'il y eût d'autres Parties , elles seroient apelées.

M. Puffort a dit , que la premiere difficulté ne paroïssoit pas considerable , parce qu'il ne s'agissoit pas de la maintenue au Bénéfice ; mais de donner seulement main-levée des fruits , laquelle on ne manqueroit pas d'empêcher , s'il se trouvoit d'autres Parties intéressées.

Quant à la seconde partie de l'article , qu'elle pourroit causer de l'embarras : que néanmoins l'on sçaura du Roi , s'il aura agréable qu'elle soit retranchée.

M. Talon a dit , qu'il sera nécessaire de rapporter l'extract Mortuaire ; parce que s'il y avoit des fruits sequestrés , on les pourroit enlever en supposant le deccez d'un homme qui seroit vivant , & même sans connoissance ni participation des autres contendans ; & que pour prévenir ces abus , il étoit nécessaire que la preuve du deccez fût rapportée.

Monsieur de Refuge a dit , que lors qu'en matiere bénéficiale une Partie allegue le deccez de l'autre , l'on ordonnoit la Requête & pièces être mises pardevant l'un de Messieurs , & l'on ne jugeoit rien , sans en communiquer aux Gens du Roi.

Monsieur

M. Puffort a dit , que cela n'étoit pas de l'usage du Grand Conseil , où l'on n'en voyoit point d'inconvenient : que néanmoins l'on en pourroit insérer un mot dans l'article , après l'avoir proposé au Roi.

ARTICLE XIII.

Celui qui interviendra en une autre instance ou procez de XII. Article de l'Ordon.
complainte , pour le possessoire d'un bénéfice , sera tenu d'expliquer dans sa Requête , ses moyens d'intervention , & de bailler copie , signée de son Procureur , à chacun Procureur des Parties principales , tant de la Requête que des titres & capacités.

Lecture faite de l'Article XIII.

M. le P. Président a dit , que c'étoit une pure répétition de ce qui précédoit.

ARTICLE XIV.

SI aucun est pourvû d'un bénéfice pour cause de dévolut, XIII. Arr. de l'Ordon.
Saudiance lui sera déniée jusques à ce qu'il ait baillé bonne & suffisante caution de la somme de 500. livres , & qu'il l'ait fait recevoir & certifier en la forme ordinaire ; & à faute de bailler une caution & Certificateur dans le délai qui lui aura été prescrit , eu égard à la distance du lieu ou le bénéfice est dévolu & du domicile du dévolutaire , il demeurera déchu de son droit , sans qu'il puisse être reçu à purger la demeure.

Lecture faite de l'Article XIV.

M. le premier Président a dit , que cette augmentation lui paroissoit bonne.

M. Puffort a dit , que l'on pourroit encore aller plus loin.

M. le P. Président a reparti , que dans la corruption où l'on est aujourd'hui , il étoit nécessaire de maintenir le Correctif des dévolut : que c'étoit ce qui obligeoit les Bénéficiers de s'observer de près , & de ne point donner de prise sur eux.

ARTICLE XV.

XIV. Article
de l'Ordon.

LEs Mineurs de vingt-cinq ans pourvus de Bénéfices, seront capables d'ester en jugement, d'agir & défendre, sans l'autorité & l'assistance d'un Tuteur ou Curateur, tant en ce qui concerne le possessoire, que pour les droits, fruits & revenus du bénéfice.

Lecture faite de l'Article XV. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XVI.

XV. Article
de l'Ordon.

SI avant le jugement de la cause, instance ou procez, l'une des Parties résigne son droit purement & simplement, ou en faveur d'une tierce personne, la procédure ne laissera pas de pouvoir être valablement continuée contre le résignant, jusques à ce que le Résignataire ait paru en cause.

Lecture faite de l'Article XVI.

Il a été trouvé bon; si ce n'est que M. le P. Président a dit, qu'il lui paroïsoit superflu, parce qu'on n'en avoit jamais usé autrement.

ARTICLE XVII.

XVI. Article
de l'Ordon.

POURRA le Résignataire se faire subroger à la procédure, & la continuer au lieu de son résignant, sur une Requête verbale faite judiciairement, sans appeler Parties, ni obtenir lettres de subrogation. Défendons aux Officiers de nos Chanceries d'en présenter, signer, & sceller aucunes à l'avenir.

Lecture faite de l'Article XVII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XVIII.

XVII. Art.
de l'Ordon.

LEs Sentences de Récréance ou de Mainteneur, ne seront valables ni exécutoires, si elles ne sont données par plusieurs Juges, du moins au nombre de cinq, qui seront dénommés dans la Sentence: si elles sont rendues sur instance, ils en

signeront la minute. N'entendons néanmoins rien changer pour ce regard, en l'usage observé aux Requêtes de nôtre Hôtel, & du Palais.

Lecture faite de l'Article XV III.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit bon ; mais qu'il y avoit beaucoup de Sièges, où le nombre de cinq Juges ne se trouveroit point : qu'en tout cas l'on pourroit prendre des Praticiens.

ARTICLE XIX.

S'il intervient aucune condamnation de restitution de fruits, ^{XVIII. Art. de l'Ordon.} dépens, dommages & intérêts, elle sera exécutée contre le resignataire, même pour les fruits échûs, & les dépens faits avant la resignation admise ; & néanmoins le résignant demeurera garand des fruits, dépens, dommages & intérêts de son tems.

Lecture faite de l'Article XIX. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XX.

LE pétitoire des Bénéfices qui auront vaqué en Régale, sera ^{XIX. Art. de l'Ordon.} poursuivi en la grand' Chambre de nôtre Parlement de Paris, qui en connoitra & jugera privativement aux autres Chambres du même Parlement, & toutes autres Cours de Parlement, & Jurisdictions de nôtre Roïaume.

Lecture faite de l'Article XX. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XXI.

LA demande en Régale sera formée & proposée verbalement ^{XX. Article de l'Ordon.} à l'Audience de la grand' Chambre de nôtre Cour de Parlement de Paris, sans autre procédure : & sur la Requête judiciaire, il sera ordonné que les Parties pretendans droit au même bénéfice, seront assignées à un mois, pour les bénéfices déservis dans le même ressort du Parlement ; & à deux mois, pour ceux situés hors le ressort, pour venir défendre aussi à l'Audience, à la demande en Régale.

Lecture faite de l'Article XXI. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XXII.

XXI. Art. de l'Ordon. **I**Ncontinent après l'échéance de l'assignation, la Cause sera portée & jugée en l'Audience, sur un simple acte signifié à la Requête du Procureur plus diligent, sans autre procédure.

Lecture faite de l'Article XXII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XXIII.

XXII. Art. de l'Ordon. **S**I l'une des Parties est en demeure de constituer Procureur, huitaine après l'échéance de l'assignation, ou si après avoir mis Procureur, il ne donne copie de ses moyens, ou défenses, ou de ses titres & capacités, ou s'il ne compare à l'Audience, sera pris congé ou défaut, contre le défaillant, & le profit jugé sur le champ.

Lecture faite de l'Article XXIII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XXIV.

XXIII. Art. de l'Ordon. **S**'Il y a contestation formée pardevant d'autres Juges, de quelque qualité qu'ils soient, pour le possessoire du même bénéfice, entre autres Parties, du moment que la demande en Régale aura été signifiée à l'un des Contendans, le diferent demeurera évoqué de plein droit, en la grand' Chambre de notre Cour de Parlement de Paris, pour être fait droit sur la demande en Régale avec routes les Parties.

Lecture faite de l'Article XXIV.

M. le P. Président a dit, que l'article étoit bon. Que les Régales ne pouvoient être traitées qu'à la grand' Chambre; mais qu'il falloit que les Parties en eussent connoissance, & que l'évocation fût signifiée à tous les Contendans.

M. Puffort a reparti, que la Régale n'avoit point de privilege pour empêcher que l'évocation n'en fût connu à routes les Parties intéressées; mais que cela étant de droit, il auroit été superflu d'en faire mention dans l'article.

ARTICLE XXV.

LA Cause ayant été plaidée en l'Audiance , s'il se trouve XXIV. Art. de l'Ordon.
qu'un bénéfice ait vaqué en Régale , il sera ajugé au De-
mandeur ; sinon il sera déclaré n'avoir vaqué en Régale : & en
ce cas , celui d'entre les autres Parties qui sera jugé avoir le
meilleur droit , obtiendra la pleine maintenue ou la récréance
du bénéfice.

Lecture faite de l'Article XXV.

M. le P. Président a dit, que l'article étoit bon , non parce que ce fût
un privilege de Régale ; mais que c'étoit l'usage qui avoit toujours été
observé.





Ce Titre est
le XII. de
l'Ordon-
nance.

TITRE XIV.

Des Compulsoires & Collations de Pièces.

ARTICLE I.

I. Article
de l'Ordon.



Es assignations pour assister aux Compulsoires, Extraits ou Collations de pièces, seront données à comparoir au domicile d'un Notaire, ou autre personne publique ; soit que les pièces qui doivent être compulsées, soient en sa possession, ou entre les mains d'autres personnes : & déclarons nulles les assignations pour comparoir aux portes des Eglises, ou autre lieu public, pour de là se transporter ailleurs.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, que l'article portoit que l'assignation pour Compulser, sera donnée au domicile d'un Notaire, ou autre personne publique ; qu'il faut désigner cette personne publique, autrement on s'adresseroit au Curé ou au Vicaire. Qu'à présent l'on donnoit les assignations à comparoir devant le portail d'une Eglise, & autres places publiques ; qu'il s'en pouvoit commettre de grands abus. Qu'il étoit bon de désigner le lieu certain pour s'assembler, où l'on pourra prendre acte contre la Partie non comparante, & delà se transporter au lieu où sera la pièce que l'on entendra Compulser ; mais que pour avoir un lieu d'assemblée certain, il faut ôter ces termes généraux, de *personne publique*, & mettre : *le Juge des lieux ou le Greffier*.

M. Pussort a dit, que l'on avoit mis : *à comparoir au domicile d'un Notaire* ; parce qu'il pouvoit délivrer acte à la Partie qui le requerroit ; ce que le Greffier ne pourroit pas faire : outre que le Juge prétendrait des vacations ; mais qu'il y avoit des droits que l'on pouvoit retrancher ; & qu'il seroit bon de mettre cette augmentation dans l'article.

ARTICLE II.

LE Procez verbal de Compulsoire & collation , ne pourra, II. Article de l'Ordon.
 être commencé qu'une heure après l'échéance de l'assignation.

Lecture faite de l'Article II.

M. le P. Président a dit , qu'il faut ajouter dans l'article cette clause :
dont mention sera faite dans le Procez verbal.

M. Talon a représenté , qu'il seroit bon que dans l'assignation donnée pour les Compulsoires , l'heure précise fût marquée.

ARTICLE III.

SI la Partie qui requiert le Compulsoire ne se trouve point, III. Article de l'Ordon.
 son Procureur pour lui à l'assignation , il payera à la Partie qui aura comparu , pour ses pépens , dominages & intérêts , la somme de vingt livres , & les frais de son voyage , s'il y en échoit , qui seront payés par le défaillant , comme frais préjudiciaux.

Lecture faite de l'Article III. Il a été trouvé bon.

ARTICLE IV.

LEs assignations données aux personnes ou domiciles des IV. Article de l'Ordon.
 Procureurs , auront pareil effet pour les Compulsoires , Extraits , & Collations de pièces , & pour les autres procédures , que si elles avoient été faites au véritable domicile des Parties.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit , que pour compulser les pièces , le stile étoit de donner une Requête , sur laquelle l'on mettoit : *Soit fait.* Que le droit de cette Requête n'est que de trois sols six deniers. Et à prié Monsieur le Chancelier de dire , s'il ne jugeoit pas à propos d'abroger l'usage de prendre des Compulsoires dans les Chanceleries.

M. le Chancelier a dit , qu'il s'y en expédioit ; mais qu'il en examineroit les clauses , afin qu'il ne s'y commît point d'abus.

M. Talon a représenté, que ces sortes de lettres qui ne regardoient point l'autorité du Roi ; étoient fort à charge aux Parties , dont le retranchement par conséquent les soulageroit beaucoup ; pouvant d'ailleurs être supplées par une Requête.

M. le Président de Maisons a dit , que ce pouvoit être un droit Roïal.

M. Puffort a dit , que cela se pouvoit faire par différentes voyes , & y en ayant une qui regardoit le sceau, c'étoit à Monsieur le Chancelier de faire entendre ce qui se doit faire sur ce sujet.

M. le Chancelier a dit , qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE V.

V. Article
de l'Ordon.

LEs reconnoissances & verifications des écritures privées, seront faites pardevant le Rapporteur ; ou s'il n'y en a point, pardevant l'un des Juges, qui sera commis sur une simple Requête ; pourvû , & non autrement, que la Partie contre laquelle l'on pretend se servir des pièces , soit domiciliée ou présente au lieu de l'établissement de la juridiction , où l'affaire est pendante : sinon la reconnoissance ou vérification sera faite pardevant le Juge Roïal ordinaire de la Partie, sans prendre aucune commission : après néanmoins qu'elle aura été assignée à personne ou domicile , pour procéder à la vérification en quelque lieu, ou pardevant quelque Juge qu'elle se fasse.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit , que le stile étoit nouveau , & différent de l'Ordonnance de 1539.

M. Talon a représenté, qu'il y avoit des explications à donner sur cet article ; qu'il étoit de l'ordre judiciaire que les Ecritures fussent mises au Greffe , pour être reconnues ou déniées : que c'étoit ce qui devoit précéder ; mais lorsque la Partie défenderesse étoit domiciliée dans un lieu éloigné de la juridiction , dans laquelle le Procez se trouvoit pendant , il ne seroit pas raisonnable qu'on l'obligeât de quitter son domicile , pour venir faire une reconnoissance ; & qu'en ce cas elle se devoit faire pardevant le Juge de son domicile. Mais s'il arrivoit que la Partie déniât avoir écrit les pièces dont on demandoit la reconnoissance , & qu'il en fallût venir à une vérification , ce ne pourroit être que pardevant le Juge où le Procez principal se trouveroit pendant ; la présence de la Partie , après la denegation , n'y étant pas absolument nécessaire , & pouvant être supplée par Procureur. Joint d'ailleurs , que les Juges du domicile de la Partie , pourroient être suspects.

Qu'il

Qu'il pourroit y avoir de la difficulté sur la vérification , tant à l'égard de la nomination des Experts , que de la convention des pièces de Comparaison : même survenir des inscriptions de faux ; auquel cas les incidens ne pourroient être instruits ni terminés , que par les Juges , où le différent principal se trouveroit pendant.

M. Puffort a dit , que l'article y avoit pourvû.

M. Talon a reparti , que l'article fait mention de la vérification , mais non pas de la reconnoissance.

M. Puffort a répondu , que l'on ne feroit pas de renvoi imparfait , pardevant le Juge des lieux ; & qu'en lui attribuant la reconnoissance , la vérification , qui en est une suite , sembloit devoir lui appartenir : autrement ce seroit une multiplication de Procez sans nécessité.

M. le P. Président a dit , que le renvoi de la reconnoissance pardevant le Juge des lieux , n'étoit pas un Procez ; mais que les suites , pour venir à la vérification , en pouvoient être un fort considérable.

M. Talon a représenté , qu'après la dénégation d'une Partie , sa présence n'étoit plus nécessaire , le reste dépendant des Experts , & étant un incident qui ne se peut séparer du Procez principal.

M. Puffort a ajouté , que tous les jours on nommoit des Experts sur les lieux , pour les vérifications & rapports qui y sont renvoyés.

Monsieur l'Avocat général Talon a reparti , que ces nominations d'Experts sur les lieux , sont pour les visites & autres choses qui ne peuvent être faites que sur les lieux. D'ailleurs , les Experts , dans les petites juridictions , sont peu expérimentés & peu fidèles , en ce qui regarde la vérification des écritures , où les plus habiles se trouvent souvent empêchés.

M. le Président de Novion a dit , que l'on pouvoit renvoyer la reconnoissance pardevant le Juge des lieux , & retenir la vérification pardevant celui du privilege.

M. Puffort a dit , qu'il n'y voyoit point d'inconvenient.

ARTICLE VI.

Les Pièces & Ecritures privées , dont on poursuit la recon-
noissance où vérification , seront communiquées , en pré-
sence du Juge ou Commissaire , à la Partie , contre laquelle on
prétend s'en servir , pour sçavoir si elle en veut demeurer d'a-
cord , ou les dénier.

VI. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article VI.

M. le P. Président a dit , que la présence du Juge fera toujours un Procez verbal ; qu'il faut tâcher qu'il ne s'en fasse point ; & qu'il seroit mieux , suivant l'usage qui se pratique par tout , que la pièce fût mise au greffe.

M. Puffort a dit, qu'il étoit inutile de déposer la pièce au Greffe; que n'y ayant rien que de Civil, elle pouvoit demeurer entre les mains de la Partie, pour la représenter à celui, à qui l'on en demande la reconnaissance.

M. Talon a représenté, qu'au Parlement, l'usage étoit de faire représenter la pièce par un Huissier, à celui du fait duquel on pretendoit qu'elle fût: qu'à faute de la reconnoître, elle étoit tenue pour reconnue; & lors qu'elle étoit du fait d'un autre, dont il exerçoit les actions, s'il refusoit de la reconnoître, on la mettoit au Greffe, pour en faire la vérification; & suivant cet usage, dont l'on se trouve bien, l'on pourroit dresser l'article en ces termes:

Trois jours après que la pièce aura été mise au Greffe, le Demandeur sera tenu de la reconnoître ou dénier, lors qu'on prétendra qu'elle sera écrite de sa main; sinon elle sera tenue pour reconnue.

Et quand la pièce ne seroit de son fait, la vérification en seroit faite par comparaison.

M. Puffort a dit, qu'il y a été pourvû par les articles suivans.

ARTICLE VII.

VII. Article
de l'Ordon.

ET à faute de comparoir à l'assignation, sera donné défaut, pour le profit duquel, si on prétend que l'écriture soit de la main de la Partie, elle sera tenue pour avérée, & si elle est d'une autre main, il sera permis à la Partie qui la présente, de la vérifier tant par Témoins, que par comparaison d'écritures publiques & authentiques.

Lecture faite de l'Article VII.

M. le P. Président a dit, que l'article est bon; & que c'est la véritable procédure qu'il faut tenir, & qui a toujours été observée.

ARTICLE VIII.

VIII. Article
de l'Ordon.

LA vérification par comparaison d'Écritures, sera faite par Experts, dont les Parties conviendront, sinon seront nommés d'Office, & à cette fin les Parties assignées derechef au premier jour.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit deux observations à faire: l'une

concernoit la vérification par Experts , dont les Parties doivent convenir ; qu'il falloit ſçavoir , s'il y en auroit un ou pluſieurs : que cela regardoit l'article ſuivant. Et l'autre qu'il falloit marquer , que les Parties conviendroient des pièces de Comparaiſon, avant qu'elles convinſſent d'Experts, & qu'il en falloit faire mention dans l'article.

M. Puſſort a dit , que l'obſervation étoit bonne.

ARTICLE IX.

Sl au jour qui ſera aſſigné , l'une des Parties eſt en demeure IX. Article de l'Ordon.
de comparoïr , ou de nommer des Experts , ſera donné défaut , & pour le profit , ordonné que l'écriture ſera vérifiée par les Experts qui ſeront nommés par la Partie préſente , & par ceux qui ſeront nommés d'Office par le Commiſſaire , au lieu du déſaillant.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Préſident a dit , que l'article étoit un des plus conſidérables de l'Ordonnance , & un droit nouveau que l'on vouloit établir.

Que l'uſage qui ſ'obſervoit préſentement , étoit , que lorsque les Parties reſuſoient de convenir d'Experts , le Juge en nommoit d'office ; mais qu'une convention étant l'ouvrage de deux perſonnes , l'on ne pouvoit pas dire qu'elles fuſſent convenues d'Experts , lors qu'une ſeule en avoit nommé. De mêler auſſi par l'article la nomination du Juge avec celle de la Partie, deux puiffantes raiſons y réſiſtoient.

L'une , l'uſage contraire inviolablement obſervé dans le Parlement , & ſans doute dans les autres Compagnies Souveraines du Roïaume ; l'autre, la Coutume de Paris , dont l'article 184. eſt auſſi contraire à cette diſpoſition.

Mais que l'autorité de la Coutume étoit d'autant plus conſidérable, qu'elle étoit conforme à la diſpoſition du droit Romain , comme on pouvoit le juſtifier par pluſieurs textes , & entr'autres par la *Loi 1. Dig. de Inſpic. ventre*. Dans laquelle ſ'agiſſant de ſçavoir , ſi une femme étoit groſſe, le Préteur nomme d'Office toutes les Matrones , qui en devoient rendre témoignage.

Que ces trois grandes autorités de la Loi , de la Coutume , & de l'uſage, lui faiſoient croire, qu'il ne falloit rien changer à ce qui ſ'obſerve ſur ce ſujet. Que l'innovation en ſeroit inutile & dangereuſe , & qu'il falloit néceſſairement ſe rapporter en bien des choſes , à la probité & à l'honneur des Juges , dont on doit toujours bien préſumer , à cauſe de la Religion de leur ſerment , de l'honneur de leurs fonctions , & par l'avantage qu'ils ont pour la plûpart , d'être Officiers du Roi , & de recevoir le caractère Roïal , au grand Sceau , de la main de Monſieur le Chancelier.

M. Puffort a dit , que chacun demouroit d'accord que l'article étoit fort important ; parce que l'Expert est beaucoup plus juge de l'affaire , que le Juge même : que c'est pour cela , qu'il faut faire en sorte , qu'il soit indifférent , & que les Parties ne se puissent prévaloir de la faveur du Juge.

Que dans l'usage qui s'est observé jusques ici , lors qu'une Partie se sentoit appuyée de la faveur du Juge , elle ne nommoit jamais d'Expert , s'assurant beaucoup mieux sur la nomination qui se fait à son indication par le Juge , & qu'ainsi l'article étoit un excellent correctif , pour empêcher cet abus. Qu'à la vérité l'on oposoit trois moyens : l'usage contraire , l'article 184. de la Coutume de Paris , & la Loi 1. au Digeste , *De ventre inspiciendo*.

A l'égard de l'usage , que l'on dit être contraire , au moins n'est-il pas universellement observé , puis qu'au Châtelet l'on en use en conformité de la disposition de l'article dont il s'agit.

Pour celui des Compagnies , il a pu être bon dans son commencement ; & lorsque la corruption n'étoit pas si grande dans la Justice ; mais que les abus qui s'y sont glissés dans la suite , font reconnoître la nécessité qu'il y a de les réformer : que c'est l'intention du travail que l'on fait , lequel autrement auroit été inutilement entrepris.

Que l'on pouvoit dire aussi , à l'égard de la Coutume & de la Loi , que dans les interprétations qui s'y pouvoient raisonnablement donner , l'on ne trouvoit pas que l'une ni l'autre fussent formellement contraires à l'article dont il s'agit.

A l'égard de l'article 184. de la Coutume , il dit bien que les Parties doivent convenir en jugement de Jurés ou d'Experts , & gens à ce connoissans ; & qu'où elles n'en conviendront pas , le Juge en nommera d'Office ; mais la Coutume n'exclut pas l'Expert , qui aura été nommé par l'une des Parties : qu'au contraire le véritable sens de cette disposition , est que le Juge nomme des Experts d'Office , pour la Partie qui aura refusé d'en nommer de sa part ; parce que la Loi ne supplée jamais qu'au défaut des absens ; mais que la condition d'une Partie qui obéissoit aux ordres de la Justice , devoit être plus favorable : cependant dans l'interprétation que l'on vouloit donner à l'article de la Coutume , la contumace d'une Partie prévaudroit sur l'obéissance de l'autre , & feroit une différence injuste , que l'on ne peut raisonnablement imputer à la Coutume.

Quant à la Loi 1. *De ventre inspiciendo* , que l'on allegue , elle ne fait absolument rien au sujet.

L'Espece est d'un Mari , qui prétendoit que sa femme étoit grosse ; sa femme au contraire soutenoit qu'elle ne l'étoit pas. Que dit la Loi ? Que ni le mari , ni la femme ne nommeront les Marrones ; mais que le Préteur les nommera toutes.

Que l'on ne pouvoit pas dire , que cela convint à l'article , qui excite les Parties à faire les nominations d'Experts , & qui ne réserve aux Juges la faculté de le faire , qu'à leur refus. Qu'ainsi ces trois raisons , de l'u-

sage, de la disposition de la Loi, & de la Coutume, ne lui paroissent pas considérables, pour empêcher de résoudre la disposition de cet article, qui prévient une infinité de surprises qui se font dans la Justice, par la facilité des Juges, dont le relâchement est trop grand pour le pouvoir dissimuler.

M. le Président de Maisons a dit, que l'Expert nommé par le Juge, ne conviendra jamais avec celui de la Partie; & qu'ainsi il faudra toujours retourner à l'Office du Juge, & la précaution que l'on veut prendre demeurera inutile.

M. Puffort a dit, que les Parties ne refuseroient plus de convenir d'Experts, par le préjudice qu'elles apprehenderoient de leur silence.

M. le Président de Novion a dit, que la première partie de l'article étoit bonne; mais qu'à l'égard de la dernière, par laquelle on vouloit joindre l'Expert du Juge à celui de la Partie, il y avoit toujours partage entre les Experts. Que ceux qui avoient rédigé la Coutume de Paris, avoient eu sans doute les mêmes ouvertures; mais qu'en ayant prévu les inconvéniens, il les avoient rejettés. Qu'il seroit bien rude, que faite par une Partie d'avoir comparu à une assignation, & d'avoir nommé des Experts, une Partie en pût emporter un dommage si considérable.

M. le P. Président a ajouté, que lorsque le Châtelet contrevient à un usage observé dans le Parlement, les Sentences sont infirmées.

Qu'il y avoit d'ailleurs une autre observation à faire sur l'article, qui étoit, qu'il parle d'experts en général; Cependant il n'y en doit avoir qu'un de part & d'autre; qu'il étoit bon de le remarquer, pour prévenir toute difficulté.

M. Puffort a dit, qu'il falloit ajouter à l'article: *un Expert de part & d'autre.*

ARTICLE X.

ET cela sera aussi observé en toutes les autres matières qui seront sujettes au rapport d'Experts.

Cet article
a été supri-
mé.

Lecture faite de l'Article X. Il a été trouvé bon.



TITRE XV.

De l'Expédition des matieres Sommaires.

ARTICLE I.

Ce Titre est
le XVII.
dans l'Or-
donnance.

I. Article
de l'Ordon.



Eront réputées pour matieres Sommaires , en nos Cours de Parlement , Grand Conseil , Cours des Aides , & autres nos Cours , même aux Requête de nôtre Hôtel , & du Palais , les causes pures personnelles qui n'excederont la somme ou valeur de 400. livres. Et aux Bailliages & Sénéchaussées , & en toutes nos autres Jurisdiccions , & aux Justices des Seigneurs , tant Ecclesiastiques que Laïques , même aux tribunaux Ecclesiastiques , celles qui n'excederont la somme ou valeur de 200. livres.

M. le P. Président a dit , que l'article commence par ces mots : *Seront réputées pour matieres Sommaires en nos Cours.* Que ces termes pourront faire croire aux Procureurs , que ce sont *matieres de parler, Sommaires* ; & qu'il faut ôter cette équivoque. D'ailleurs , il est fait mention , avec quelque distinction , des justices Temporelles appartenantes aux Ecclesiastiques , par ces termes : *Justices des Seigneurs tant Ecclesiastiques que Laïques* : que les Ecclesiastiques en pourront prendre avantage , & prétendre que l'intention de l'article a été , de faire à leur égard quelque difference , qu'ils interpréteront en leur faveur , & diront , que si l'article n'avoit nommément exprimé leurs justices Temporelles , elles n'auroient pas été comprises dans la disposition générale , avec celles des autres Seigneurs : Cependant que n'y ayant difference quelconque , il étoit nécessaire d'ôter ces mots : *tant Ecclesiastiques que Laïques.*

Que l'article faisoit encore mention de *Tribunaux Ecclesiastiques* , qui ne sont point des termes propres de l'Ordonnance. Que s'ils se sont glissés dans quelques-unes , c'est fort improprement ; parce que l'Officialité n'a point de Jurisdiction à proprement parler , ni de Tribunaux : *Ecclesia Legibus forum non habet.*

M. Puffort a dit , que dans l'Ordonnance de 1539. il est parlé d'Officialité & de Tribunaux Ecclesiastiques : que cela a été rapporté devant le Roi ; qu'il seroit bon néanmoins de faire entendre à Sa Majesté , la difficulté que font Messieurs du Parlement.

M. le P. Président a dit , que l'Ordonnance que l'on examine , est un stile général ; que le Roi entend qu'il soit universellement observé par tous les Juges de son Roïaume. Qu'il est des maximes que depuis que la Généralité est établie , il ne faut plus descendre à la Spécialité ; ainsi il suffira de dire , que l'Ordonnance sera executée dans le Roïaume , sans en venir à une particularité.

Que l'Ordonnance de 1539. peut s'être servie des termes de *Tribunaux Ecclesiastiques* , par des considerations du tems , auquel on ne pouvoit réformer tout d'un coup le nombre prodigieux d'abus , que les Juges d'Eglise avoient introduits. Que cette Ordonnance de 1539. en avoit bien détruit une partie ; mais que l'application particuliere que le Parlement a toujours eüe , pour relever la justice & l'autorité du Roi , qui avoient été si fort attaquées en ces Matieres dans les siècles precedens , à reformé beaucoup d'autres abus auxquels cette Ordonnance n'avoit pû toucher , & a effacé en même tems de l'usage de nôtre stile , ces termes de *Tribunaux Ecclesiastiques* ; & beaucoup d'autres qui étoient aussi abusifs.

Qu'à présent que nulle autre consideration ne regne , que celle de la Justice , le véritable esprit du Prince qui anime la Loi , est qu'il n'y entre rien d'impropre ni d'étranger ; mais que tout y soit naturel & solide : afin que les suites & les conséquences en soient certaines ; & enfin qu'il faut bien prendre garde de ne point donner de nouveaux titres aux Ecclesiastiques , pour reveiller leurs anciennes prétentions , qu'ils portent toujours trop avant.

M. Puffort a dit , qu'il avoit paru avantageux de prescrire par cette Ordonnance , aux Ecclesiastiques , ce qu'ils avoient à faire ; que l'on ne voit pas beaucoup de leurs entreprises , & que l'autorité du Roi sçaura bien contenir chacun dans son devoir.

M. le P. Président a dit , qu'on leur fera fort bien observer les Ordonnances , par le remede des appellations comme d'abus ; qu'à proprement parler , ils n'ont qu'une simple audience , ou connoissance des matieres qui concernent les Sacremens , sans une véritable Jurisdiction ; comme le témoigne le titre *De Episcopali audientia*, au Code. Aussi ceux qui exercent les Officialités , ne sont point au rang des Juges publics : s'ils sont Juges , *Sunt Iudices privati ; Iudices vero publici , sunt Iudices Laici.*

M. Talon a représenté , qu'encore que la connoissance des causes personnelles entre Clercs , semble avoir été conservée aux Officialités , elle étoit néanmoins souvent contestée , & ne leur étoit pas souvent d'un grand usage. Que cette Ordonnance , aux termes qu'elle se trouvoit conçue , les y maintiendrait. Qu'il ne falloit pas ainsi leur donner un titre , mais bien leur prescrire , par des termes Généraux , ce qu'ils auroient à faire : étant périlleux de confirmer leurs prétentions par une Ordonnance speciale & solennelle. Que tout ce que l'on pourroit faire seroit d'ordonner l'exécution de l'Ordonnance , même dans les Officialités ,

ARTICLE II.

III. Article
de l'Ordon.

Seront aussi réputées pour matieres Sommaires , en toutes nos Cours , & en toutes Jurisdiccions , Justices & Tribunaux, les choses concernant la Police, les Achats, Ventes, Délivrances, & Payemens, pour provisions & fournitures de maison, tant en Grain, Farine, Pain, Vin, Viande, Bois, qu'autres denrées & marchandises, Loyers de Maisons, & Fermes; non-jouissances, diminutions de Loyers, Fermages, & reparations, impenses utiles & nécessaires, Meliorations ou Deteriorations, Labours ou Semences, prises de Chevaux & Bestiaux en délit, Saïssies, Nourritures, Dépenses, loïages & gages de Serviteurs, peines d'Ouvriers, Journées de gens de Travail, parties de Marchands en gros ou en détail, d'Apotiquaires, Chirurgiens, Vacations de Medecins, frais & salaires de Procureurs, Huissiers, Sergens, & autres droits d'Officiers, apointemens & recompenses de quelques personnes que ce puisse être : Le tout à quelque somme & valeur que les choses se montent, & nonobstant qu'il y en eût promesse, bail, arrêté de parties, ou autres conventions par écrit.

Lecture faite de l'Article II.

M. le P. Président a dit, que cet article en contient plusieurs: qu'il les faut tous examiner en particulier, & n'y employer que ce qui sera jugé Sommaire.

Qu'il commence par les choses concernant la Police; que cela est bon & doit être traité sommairement.

L'article parle ensuite des achats, Ventes, Délivrances, & payemens pour provisions; mais qu'il en faut retrancher les mots de *Délivrance & Payement*; parce qu'ils sont équivoques. Qu'on les entendroit en toutes Matieres où il y a payement.

Qu'il faut restreindre le cas des achats & ventes, aux provisions & fournitures, & les joindre ensemble, pour donner à l'article son véritable sens.

M. Puffort a dit, que la vente étoit le Contrat, dont la Délivrance & le payement étoient l'exécution, & que l'un & l'autre étoient également sommaires.

M. le P. Président a ajouté, que l'explication étoit bonne; mais que ces deux mots: *Délivrance & Payement*, qui étoient entre deux, pouvoient

voient faire une équivoque ; qu'ils étoient même superflus , parce que qui disoit *Achat & Vente* , disoit par une conséquence nécessaire , *Délivrance & Payement*. Que le mot de *Marchandise* , employé dans l'article , étoit trop général , & qu'il falloit l'ôter , parce qu'il pouvoit comprendre les restitutions des Mineurs , qui faisoient souvent de grands procez.

M. Puffort en est convenu.

M. le P. Président a dit , que les Loyers & Fermes , sont aussi employés dans l'article comme matieres sommaires. Qu'elles peuvent être de sommes considerables , & que c'étoit aller trop loin.

M. Puffort a dit , que si l'on pouvoit regler les sommes des matieres sommaires , cela avanceroit beaucoup.

M. le P. Président a reparti , qu'il y avoit deux choses à considerer : la premiere l'instruction , & la seconde la somme. A l'égard de l'instruction , il y avoit des matieres qui seroient sommaires , par la somme dont il s'agiroit , mais qui ne le seroient pas dans la suite ; parce qu'elles pourroient ne l'être pas en effet pour la forme de leur instruction : Comme en cas d'impenses utiles & necessaires , ou reparations , pour raison desquelles il faudroit faire des décentes sur les lieux.

De même à l'égard d'un Fermier qui demanderoit diminution , pour des non-jouissances de différentes pieces de terre , situées en plusieurs endroits. Que cela seroit de longue discussion , & ne pourroit être traité sommairement ; de sorte que la condamnation d'une somme fort considerable , portée dans une promesse , seroit beaucoup plutôt jugée à l'audiance , que la resolution d'un bail ; & qu'ainsi il y auroit , à cet égard , des distinctions à faire.

Qu'en ce qui concernoit les sommes , le sentiment du Parlement seroit , de les fixer à celle de 500. livres.

M. Puffort a dit , que la somme de 1000. livres auroit semblé plus proportionnée.

Toute la Compagnie en est demeurée d'accord ; qu'ainsi il falloit retrancher de l'article ces termes : *Le tout à quelque somme & valeur que les choses se montent.*

M. le P. Président a dit , qu'il demeureroit arrêté de retrancher ce qui regardoit les fermes & leurs Exploitations , comme aussi les Meliorations & Détériorations ; parce que de telles matieres pourroient donner lieu à de grands Procez , qui ne seroient pas sommaires. Mais qu'il falloit encore distinguer entre les salaires des gens de Journées , & les parties d'Ouvriers. Que sans difficulté les salaires des gens de Journées , étoient matieres sommaires ; mais que les parties d'Ouvriers qui excedoient la somme de 1000. livres ne le seroient pas.

M. Talon a dit , que tout ce qui venoit d'être proposé , se reduisoit à dire , que les Impenses , Meliorations , & Détériorations , ne sont point affaires sommaires , ni pour la forme de les traiter , ni pour le fond : & qu'entre les reparations , les *Locatives* étoient matieres sommaires , & les

grosses ne l'étoient pas , parce qu'il y avoit des décentes & des visites à faire , & que la demande pour la somme n'en pouvoit pas être facilement réglée.

ARTICLE III.

IV. Article
de l'Ordon.

* V. Article
de l'Ordon.

REputons encore pour matieres sommaires , les appositions & levées des scellés , les confections & clôtures d'inventaires , les opositions à la levée du scellé , aux Inventaires & clôture d'iceux , celles faites aux exécutions & ventes de meubles , préférences & privileges sur le prix en provenant , pourvu qu'il n'y ait que trois oposans , & hors l'exécution du cas de contribution au Marc la livre. * Les demandes d'élargissement & provision de personnes emprisonnées , celles afin de mainlevée des effets mobiliers saisis ou exécutés , les établissemens ou décharge des Gardiens , Commissaires , Dépositaires ou Séquestres , les reintegrandes , les provisions requises pour nourritures & alimens , & tout ce qui requiert célérité , & où il peut y avoir du péril en la demeure.

Lecture faite de l'Article III.

M. le P. Président a dit , que cet article , qui regarde les opositions formées aux Scellés , étoit fort important ; que c'étoit la matiere des plus grands Procez , & où les preferences formoient de grandes questions.

M. Puffort a dit , que l'intention de l'article n'étoit point de toucher au fond ; mais de regler , si le scellé seroit levé ou non ; que rien n'étoit plus sommaire , aussi bien que les opositions & empêchemens , & le surplus contenu en l'article ; pourvu que les demandes n'excédassent la somme de 1000. livres. Que les affiches , opositions aux saisies , Executions & ventes de meubles , les préférences & privileges sur le prix , étoient encore de même nature ; pourvu qu'il n'y eût que trois oposans : comme aussi la contribution au Marc la livre ; & l'on scauroit si Sa Majesté auroit agréable de l'ordonner ainsi , en cas que les pretentions de ces trois oposans n'excédassent pas la somme de 1000. livres.

M. le P. Président a dit , que l'intention étoit commune ; qu'il falloit seulement s'en bien expliquer. Qu'au reste les appositions des Scellés ne devoient point être évoquées pardevant les Juges de privilege ; parce que cela regardoit naturellement la fonction des premiers Juges.

ARTICLE IV.

EN toutes Matieres sommaires, les Parties pourront plaider ^{V I. Article de l'Ordon.} sans assistance d'Avocat ni de Procureur, excepté en nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Cours des Aides, & autres nos Cours, & aux Requêtes de nôtre Hôtel, & du Palais.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit, que l'on pourroit aussi excepter les Presidiaux, autrement cela feroit bien de la confusion, & seroit même impossible dans Paris & dans les autres Grands Sièges.

M. Puffort a reparti, que cela ne regardoit guère que Paris. Que par tout ailleurs les affaires n'étoient pas si fréquentes, & que cela retrancheroit les frais, & les Conseils de Chicane : néanmoins qu'il seroit bon d'en parler au Roi.

ARTICLE V.

LEs Matieres sommaires seront viduées incessamment à l'Au- ^{VII. Article de l'Ordon.} diance, tant en nos Cours qu'en tous autres Sièges, Jurisdiccions, Justices, & Tribunaux Ecclesiastiques, aussi-tôt que l'assignation sera échûe, après un simple acte pour venir plaider, sans aucune procedure ni formalité ; & seront à cette fin établies des Audiances particulieres en certains jours de la semaine, autant qu'il en sera besoin pour leur expedition.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. Président a dit, qu'il faut retrancher de l'article les mots de *Tribunaux Ecclesiastiques*.

Qu'il n'est point ici fait mention, de qu'elle maniere la presentation sera faite ; que c'est une clause essentielle, qui manque à la presente Ordonnance, ainsi qu'il a déjà remarqué en quelques-unes des précédentes Conférences.

M. Puffort a dit, que le titre en est dressé : que l'on y comprend la forme des présentations pour le Défendeur, & non pour le Demandeur ; mais qu'il seroit bon de distinguer les Matieres sommaires, d'avec celles de l'Ordonnance, & de regler les délais pour lever les défauts, & qu'on en rapporteroit au premier jour les articles.

ARTICLE VI.

VIII. Article
de l'Ordon.

SI les Parties se trouvent contraires en faits, dans les Matières sommaires, & que la preuve par Témoins en soit requëe, les Témoins seront ouïs en la prochaine Audiance, en la presence des Parties, si elles y comparent; sinon en l'absence des Parties défaillantes; & néanmoins à l'égard de nos Cours, des Requêtes de nôtre Hôtel, & du Palais, les Témoins pourront être ouïs au Greffe, par l'un de nos Commissaires, sommairement & sans frais, & sans que le délai en puisse être prorogé.

Lecture faite de l'Article VI.

M. le P. Président a dit, que les Témoins que l'on pretend faire entendre à l'Audiance, embarasseront. Il faudra charger le plumitif de leur serment, & il pourra arriver qu'un Témoin n'aura pas assez de hardiesse ou de presence d'esprit, pour se bien expliquer, particulièrement en presence de celui, contre lequel il rendra sa déposition. D'ailleurs, les Parties, dans la chaleur, se pourront dire de mauvaises paroles, & insulter les Témoins: cela causera de l'indécence & du tumulte; outre qu'il ne sera pas possible au Juge de faire rediger ce qui sera dit à l'Audiance, souvent par mots entre-coupés. Qu'il est quelquefois nécessaire, pour le bien de la Justice, d'aider les Témoins qui n'ont pas assez d'habilité, pour rendre leurs dépositions intelligibles. Si l'on redige par écrit, ce que le Juge fera par un office nécessaire, l'on argüera la déposition de nullité, & l'on prétendra que le Témoin aura été induit, & qu'on lui aura suggeré sa déposition. De plus, le Juge consumera tout son tems à recevoir les dépositions, & les autres Parties souffriront beaucoup par ce retardement de la Justice; & qu'ainsi il est impossible que les Audiances puissent suffire à tant de choses, dont cette nouvelle Ordonnance les veut charger.

Que l'on peut encore demander, qui sera celui qui se chargera de l'enquête, & qui en fera le rapport, lors qu'il n'y aura point d'Avocat ni de Procureur du Roi. Qu'en tout cas il faudroit marquer ce que deviendra cette enquête.

Qu'il est vrai que les Juges Consuls entendent les Témoins à l'Audiance; Mais que cette Jurisdiction ne doit point être tirée à consequence, parce qu'ils ne gardent aucune formalité; & la simplicité de leur maniere, fait qu'on prend d'eux toutes choses en bonne part; mais que cela seroit indécént à d'autres Jurisdctions. Et en examinant de près toutes ces obser-

variations , on demeurera d'accord qu'il n'est pas possible de mettre par ces voyes , une enquête en forme.

Monsieur Puffort a dit , que cet article ne regarde que les premiers Juges ; & que l'on en vient d'excepter les Présidiaux. Les affaires ne sont pas si fréquentes dans les premières Jurisdictions , que les Témoins ne puissent être entendus à l'Audience. Qu'il se traite une infinité d'affaires de fort grande conséquence devant les Juges Consuls , par la voye qui est proposée ; & c'est un usage dont on se trouve bien.

Qu'à l'Hôtel de Ville le même usage est observé , & qu'à cela il n'y avoit point de repartie. Qu'il n'y avoit nul inconvenient que la Partie se chargât des enquêtes , & que les Avocats en fissent la lecture à l'Audience , comme ils font de leurs autres pièces. Cette procédure sembloit extraordinaire , parce qu'elle n'étoit pas usitée par tout ; mais que dans la pratique l'on s'y conformera facilement , & ce sera une grande abréviation dans la Justice.

Qu'à présent , lors qu'il est question d'un Procez verbal , il faut quantité de Rôles d'écritures pour en rediger les formalités , & à l'Audience cela se fait en deux paroles.

M. le Président de Novion a dit , que cela ne seroit pas praticable dans une Jurisdiction chargée d'affaires ; Les Bailliages en ont beaucoup , & la forme est que l'on communique aux Parties, les reproches proposés contre les Témoins ; mais les dépositions sont toujours secrètes : & c'est sans nécessité que l'on veut innover cet usage.

M. Puffort a dit , que pour abrégér , l'on pourroit mettre dans le jugement : *Après qu'un tel a dit , &c.*

Qu'il n'y auroit pas même d'inconvenient , qu'il parût dans la Sentence , que le Juge eût enquis les Témoins ; la vérité en seroit mieux éclaircie. Que l'on ne trouveroit point de difficulté de l'y insérer. Tout cela dépend de l'habitude & de l'usage , contre les préventions duquel il faut toujours se précautionner.

M. Talon a dit , qu'il seroit mieux de faire l'enquête au Greffe : cela seroit cesser tous les inconveniens qui viennent d'être observés ; mais qu'il faudroit retrancher toutes ces receptions d'enquêtes , absolument inutiles , & qui ne font que des frais aux Parties.

Cela fait , Monsieur le Chancelier a remis la continuation de la Conférence , à Samedi prochain , 19. du présent mois..



DU SAMEDI DIX-NEUVIÈME FEVRIER, 1667.
en l'Hôtel Séguier.

*Monsieur le Chancelier , & Messieurs les Commissaires
du Roi , présens.*

*Messieurs les Députés du Parlement , à l'exception de Mes-
sieurs les Présidens Molé , de Blanc-Mesnil ; & Messieurs
Talon & Bignon Avocats Généraux.*

SUITE DU TITRE XV.

De l'Expédition des Matieres Sommaires.



Monsieur Puffort , invité par Monsieur le Chancelier , a fait lecture de
l'article VII. du titre *De l'expédition des Matieres sommaires.*

ARTICLE VII.

IX. Article
de l'Ordon.

LEs reproches , si aucuns il y a , contre les Témoins , seront
verbalement déduits avant l'Audition , si la Partie est pré-
sente ; & en cas d'absence , sera passé outre à l'Audition , &
sera fait mention sur le plunitif , si c'est en l'Audience ; ou par
acte , si c'est au Greffe , des reproches qui auront été donnés
contre les Témoins ; sans inserer aucune chose , qui ne soit ne-
cessaire , dans l'expédition de la Sentence.

M. le P. Président a dit , qu'à la dernière conférence il avoit marqué
sur l'article VI. les inconveniens qui arriveroient en faisant les enquêtes
à l'Audience , qui sont communs à l'article VII.

Que l'exécution de ces deux articles causeroit de grandes distractions
aux Juges : le Greffier ne pourroit rediger les depositions ; & cette procé-
dure seroit fort indécente à la Justice.

M. Puffort a dit , qu'il avoit satisfait à tout. Que l'on avoit excepté les

Présidiaux , & qu'aux autres Justices , les affaires n'étoient pas si nombreuses ; que cela empêcheroit les Procez par écrit. C'étoit l'usage du Consulat , & de l'Hôtel de Ville ; & qu'en certains cas l'on pourroit faire des enquêtes au Greffe.

M. le Président de Novion a dit , que l'usage , est de communiquer le nom des Témoins , & non pas leurs dépositions.

M. Puffort a reparti , que cela étoit bon aux grandes affaires.

M. le Président de Maisons a dit , que dans les petites Jurisdiccions , les Parties ont bien moins de respect que dans les grandes ; & que cette maniere de faire des enquêtes , y apporteroit bien du désordre.

M. Puffort a dit , que l'on pourroit ajouter à l'article , que les enquêtes se feroient au Greffe si elles ne se pouvoient faire à l'Audiance.

M. le premier Président a dit , qu'en ce cas il ne s'en feroit point à l'Audiance ; C'est pourquoi il vaudroit mieux rayer entierement cela de l'article.

M. Puffort a reparti , qu'il faut encore y ajouter : *Et sans frais.*

ARTICLE VIII.

SI le differend ne peut être jugé sur le champ , les pièces X. Article de l'Ordon. seront laissées sur le Bureau , pour y être deliberé , & le Jugement prononcé au premier jour à l'Audiance , sans aucun Inventaire , Ecritures ni Mémoires , & sans prendre aucunes épices , ni autre vacation ; à peine de restitution du quadruple.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit , que la restitution du quadruple portée par l'article, semble s'étendre jusqu'aux Compagnies Souveraines, qui ne prennent point d'épices pour les deliberés sur le registre ; & qu'il étoit à propos de la restreindre aux premiers Juges.

ARTICLE IX.

TOUT ce que dessus sera exécuté à peine de nullité & de cassation , tant en premiere instance , qu'en cause d'appel : XI. Article de l'Ordon. néanmoins les instances excédantes la somme de 100. livres qui auront été appointées aux Jurisdiccions & Justices inferieures , & portées par appel en nos Cours , y seront jugées , selon la qualité de l'appointement , encore que ce dont il s'agit , soit au dessous de la somme de 400. livres , & que la cause d'appel

ait été relevée , & soit pendante en nos Cours de Parlement, Grand Conseil , Cour des Aides , & autres nos Cours.

Lecture faite de l'Article IX. Il a été trouvé bon.

ARTICLE X.

XIII. Article
de l'Ordon.

Les Jugemens donnés ez cas ci-dessus , seront executoires par provision , non-obstant opositions ou appellations quelconques , & sans prejudice d'icelles , en donnant Caution : à sçavoir , ceux des Iuges des Duchés & Pairies , & autres Iustices ressortissantes sans moyen au Parlement , jusques à 40. livres & au dessous ; & des autres Iustices Seigneuriales , & Tribunaux Ecclesiastiques , jusques à la somme de 25. livres ; de nos Prevôtés & Châtellenies , & autres nos Sièges inferieurs, Maîtrises particulieres des Eaux & Forêts, Sièges particuliers d'Amirautés, Elections & Greniers à Sel , jusqu'à 60. livres : De nos Bailliages & Sénéchaussées , Sièges des grands Maîtres des Eaux & Forêts , Connétablies , & Sièges généraux d'Amirautés , jusqu'à 100. livres ; & ceux des Requêtes de nôtre Hôtel, & du Palais , jusqu'à 300. livres : le tout , encore qu'il n'y ait Contracts , Obligations , ni promesses reconnues , ou condamnations precedentes.

Lecture faite de l'Article X.

M. le P. Président a dit , qu'il en faut ôter les mots de *Tribunaux Ecclesiastiques*. Que l'article fait mention des présentations de Cautions ; mais que la forme n'en a point été réglée jusqu'à présent. Que cela cause de grands frais aux Parties. Dans l'usage qui se pratique , le Procureur fait un acte de Nomination de Caution au Greffe , qui est signifié à la Partie. Si cette Caution est débattue , la Partie qui la présente doit fournir un état de ses biens & facultés ; Sur quoi se forme contestation , qui va quelque fois si avant , que le Parlement en connoit par appel. C'est pourquoi il importe de pourvoir à l'abréviation de ces procédures & au retranchement des frais.

M. Puffort a reparti , qu'il y sera pourvû par un titre exprés.

M. le P. Président a ajouté , qu'il y avoit plusieurs autres choses , dont on n'avoit point parlé dans cette nouvelle Ordonnance , comme des inscriptions de faux.

Monsieur

M. Puffort a reparti, qu'il en seroit fait un titre dans la procédure Criminelle ; que l'instruction s'en faisoit extraordinairement, & que les moyens de faux, & toute la procédure n'étoient point communiqués.

M. le Président de Melme a dit, que d'ordinaire les inscriptions de faux étoient incidentes aux matieres Civiles, & que si on les mêloit avec la procédure Criminelle, elles seroient dans un lieu étranger.

M. Puffort a dit, qu'en dressant les articles, l'intention n'avoit pas été d'y comprendre généralement toutes choses ; mais seulement ce qui avoit besoin de réformation, & que l'on pourroit suivre les anciennes Ordonnances, pour les choses auxquelles il n'auroit point été spécialement dérogé.

ARTICLE XI.

S'il y a Contrats, Obligations, Promesses reconnues, ou XV. Article de l'Ordon. Scondamnations précédentes, par Sentence dont il n'y ait point d'appel, ou qu'elles soient exécutoires sans prejudice de l'appel, les Sentences de provision seront exécutées à quelques sommes qu'elles se puissent monter, en donnant caution.

Lecture faite de l'Article XI. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XII.

EN fait de Police, & d'Achat, Vente, Délivrance & payement de Provisions & fournitures de Maisons, de ce qui aura été vendu sur l'Etape, ports & marchés publics ; comme aussi en fait de Loyers de Maisons, sur les meubles étant en icelles, & actions pour habiter, ou vider les lieux, tant de la part des Propriétaires, que des Locataires ou Fermiers, de non-jouissances & diminutions, si la non-jouissance ou la diminution en est demandée sur les Loyers & Fermages, peuvent être exécutées : de réparations urgentes ou promises par le Bail, de Bestiaux pris en délit, & de leur nourriture & dépenses, de gages de Serviteurs, peines d'Ouvriers, journées de gens de travail, parties d'Artisans, appositions & levées de Scellés, corrections & clôtures d'Inventaires, oppositions formées à la levée des Scellés, de réintégrandes, tant de choses mobilières, qu'autres ; de provisions pour alimens & nourritures, & en tout ce qui requiert célérité, & où il y a de péril dans la demeure, les Sentences de provision seront exécutées, à quelque somme que les provisions

III. & XII, articles de l'Ordonnance.

se puissent monter : le tout aussi en donnant caution.

Lecture faite de l'Article XII.

M. le P. Président a dit , qu'il y a bien des choses engagées dans cet article , & qu'il est un peu embarrassé : que tout ce qu'il contient s'observe ; qu'il faut seulement prendre garde à deux choses : l'une , que les Matieres pourront être sommaires d'elles-mêmes ; mais que quelquefois la forme de les instruire ne le fera pas. Et l'autre , qu'il faut garder la regle de 1000. livres , qui a été approuvée aux precedentes conferences.

M. Pullort a dit , que cet article sera sans doute d'une grande utilité , par le détail qui y est fait de toutes les matieres qui doivent être reputées sommaires , & traitées sommairement. Qu'il étoit bon de les reduire à la somme de 1000. livres , suivant ce qui avoit été arrêté aux precedentes Conférences , à la reserve néanmoins des choses concernant la Police , qui devoient toujours être reputées matieres sommaires , à quelque somme & valeur qu'elles puissent monter.

A R T I C L E X I I I.

XVI. Article
de l'Ordon.

FAisons très-expresses inhibitions & défenses , à nos Cours de Parlement , Grand Conseil , Cours des Aides , & autres nos Cours , & tous autres Juges , d'accorder défenses ni surseances en aucun des cas exprimés aux precedens articles , & si aucunes étoient obtenues , nous les avons dès à present declarées nulles , & Voulons que sans y avoir égard , & sans qu'il soit besoin d'en demander main-levée , les Sentences soient exécutées selon ce qui est dit ci-dessus , nonobstant tous Jugemens , Ordonnances , ou Arrêts au contraire : Voulons même que les Parties qui auront présenté leurs Requêtes afin de défenses ou surseance , & les Procureurs qui les auront signées , ou qui auront fait ces demandes à l'Audiance , ou autrement , soient condamnés chacun en 100. livres d'amende , applicable moitié à la partie , & l'autre moitié aux pauvres ; lesquelles amendes ne pourront être remises ni modérées.

Lecture faite de l'Article XIII.

M. le P. Président a dit , que cet article étoit de fort grande consequence : qu'il n'étoit rien de plus dangereux que d'élever les inferieurs au dessus de ceux qui sont & doivent être au dessus d'eux. Que l'article mettoit les Juges au dessous des Parties , & même constituoit les Parties Juges , si

ces défenses avoient été bien ou mal données. Que lorsque le Parlement en aura donné, avec grande connoissance de cause, dans un cas auquel il aura été nécessaire de les acorder, les Parties puissantes n'y défereront pas, & mépriseront l'autorité d'un Arrêt juridique.

Cependant il étoit certain, que les Présidiaux éloignés en abusoient souvent. Qu'il avoit sçu de Messieurs qui avoient été Commissaires aux Grands-Jours de Clermont, que les premiers Juges ne connoissoient presque plus l'autorité du Parlement; mais lors qu'ils se croiroient fondés en titre, le desordre seroit encore bien plus grand. De sorte qu'un petit Officier, qui aura aquis une charge de deux ou trois mille livres, croira que toutes choses lui seront permises.

Que l'on a vû depuis peu un exemple des difficultés que les Juges inférieurs font de se soumettre à leurs Supérieurs, quand ils trouvent des moyens de s'en défendre, & qu'ils croient avoir quelque appui, dans le dessein qu'ils ont de se soustraire de cette subordination, qui est néanmoins si nécessaire à la Justice.

Après avoir eu des avis & des memoires de tous côtés, & examiné avec une grande application pendant plusieurs années, les desordres qui étoient dans les Juges inférieurs, le Parlement a fait un reglement en l'année 1665, qui assurément a été aussi concerté qu'aucun autre qui ait jamais été fait; Ce qui paroît même dans le projet de l'Ordonnance que l'on examine; parce qu'il y a plusieurs articles de ce Reglement qui y sont compris: Cependant le Présidial de Poitiers s'est élevé contre; il a bien même eu la hardiesse d'écrire des Lettres Circulaires aux autres Présidiaux, pour faire qu'ils se joignissent ensemble.

Pour autoriser cette révolte, il s'est pourvû au Grand Conseil, sous un faux prétexte que ce Reglement donnoit atteinte à ce que les Présidiaux jugent en dernier ressort, quoique ce Reglement porte le contraire, & que le Parlement l'eût encore plus précisément déclaré par un Arrêt subsequnt; & ainsi le Grand Conseil étoit tout à fait incompetent de cette matiere. Car quoi qu'on lui ait attribué la connoissance des affaires particulieres, lorsque les Parties ne déferent pas aux Jugemens des Présidiaux, & qu'elles veulent se pourvoir par appel, il est certain néanmoins que cette Compagnie n'a aucun pouvoir ni Jurisdiction pour faire des Reglemens généraux, & encore moins pour connoître de ceux, que le Parlement a faits, afin de conserver l'ordre de la Justice, & l'uniformité qui doit être dans son ressort, pour l'observation des Ordonnances du Roïaume. Néanmoins le Grand Conseil, par une entreprise extraordinaire, & sans être fondé en pouvoir, à fait des défenses d'exécuter ce Reglement; à quoi le Parlement ayant pourvû par ses Arrêts, l'opiniâtreté de ces Juges Présidiaux a porté l'affaire au Conseil privé du Roi, & elle y a été traitée comme si eût été un reglement de Juges entre des particuliers, sur une matiere dont le Parlement & le Grand Conseil fussent saisis; quoi qu'il ne fût question, que de faire observer dans les Sièges du ressort, un Reglement qui retrain-

choit plusieurs abus , & qui étoit en toutes choses conforme aux Ordonnances.

Qu'ainsi le Parlement n'auroit point laissé la chose en cet état : il n'auroit point souffert un si grand desordre , & il auroit même porté ses plaintes au Roi , contre une entreprise si intolérable , & qui blesse si fort la Justice Souveraine , qui est la Justice du Roi , si ce projet de nouvelle Ordonnance n'avoit paru , où l'on a vû la plupart des choses contenues dans ce Reglement ; & qu'à l'égard des autres , le changement de stile que l'on introduit , les a rendus inutiles ; mais enfin , que cet exemple de Poictiers faisoit bien voir , combien les Juges inferieurs entreprennent , & s'efforcent d'usurper un pouvoir qui ne leur appartient pas.

On voit même tous les jours , que les Présidiaux , les Baillifs & Sénéchaux , donnent des défenses d'exécuter les Sentences des premiers Juges , dont l'appel ressortit devant eux ; & ces défenses sont bien plus ordinaires que celles du Parlement. Qu'il faut à la vérité demeurer d'accord , que les Juges Souverains doivent être très-religieux à donner des Arrêts de défenses particulières , soit en matière Civile , soit en matière Criminelle ; l'on peut même en avoir abusé plusieurs fois : & les Présidens & Rapporteurs doivent apporter un soin très-particulier , pour empêcher de donner des défenses dont on abuse ; & ils sont obligés de considérer ce point là , comme un des plus importants de leur fonction ; mais qu'il y a des occasions où l'on ne peut se dispenser de donner ces défenses , sans exposer la Justice à beaucoup de desordres. Qu'il est vrai , que ces occasions sont rares , & doivent bien être examinées ; l'usage néanmoins fait connoître cette nécessité indispensable en de certains cas : Cependant ce seroit confondre tout l'ordre de la Justice , de donner le pouvoir aux Juges inferieurs , & même aux Parties , de juger de la Justice & de l'autorité des Arrêts , parce que l'article dit que *les Sentences données dans les cas exprimés par l'Ordonnance , seront exécutées nonobstant tous Arrêts de défenses & sans en demander main-levée.*

Or qui jugera , si elles sont données dans ces cas , puis qu'on n'a point de recours aux Juges pour ce sujet ; il faut donc que ce soient les Parties mêmes , qui en deviennent les Juges ; & si cela est , il n'y en aura point sans doute , qui ne trouve sa propre cause bonne , & qui ne dise que les défenses de l'Arrêt sont dans les cas défendus par l'Ordonnance , quand même cela ne seroit pas ; & qui ne fasse exécuter sa Sentence par voye de fait. Ainsi ce seroit remédier à un abus , par un autre bien plus grand. Et d'ailleurs l'on peut trouver des moyens pour remédier à celui dont on se plaint , sans tomber dans cette confusion.

M. Pussort a dit , que rien n'étoit plus capable de diminuer le nombre des Procez que de donner aux Sentences de provision , le privilege de l'exécution. Que tant que la Partie condamnée se promettrait d'avoir quelque ressource en son affaire , la passion de plaider dureroit toujours ; mais lorsque par l'exécution de la Sentence elle a satisfait , elle abandonnoit

le Procez. Qu'en certains cas , l'avantage seroit plus grand d'aquiescer à une Sentence qui ne seroit pas tout à fait juste , que de plaider plusieurs années , & de gagner un Procez après s'être épuisé de toutes les façons. Qu'il est certain que les défenses particulieres sont de mauvais efets , & les plaintes en sont publiques. Que ce sera l'autorité de l'Ordonnance qui jugera du cas des défenses , & non pas la fantaisie de la Partie. Si le premier Juge excède son pouvoir , on le réprimera aisément , & ce qu'il aura ordonné sera réparable en définitive. Qu'au reste les défenses qui se donnent en matiere Civile , sont toujours sans connoissance de Cause , parce qu'il n'y a qu'une des Parties qui soit entendue.

M. le Président de Novion a dit , que l'on pouvoit mettre dans l'article : *à peine de nullité de l'Arrêt* ; mais qu'il sera périlleux de mettre l'inférieur au dessus du Supérieur. Que dans l'incertitude , il seroit toujours mieux de donner l'autorité aux Compagnies souveraines qu'aux premiers Juges. Elles ne peuvent pas être soupçonnées d'avoir de la jalousie contre des Officiers qui leur sont subordonnés ; mais il n'y a point de premier Juge qui ne voulût que sa Sentence fut un Arrêt : l'article leur en donneroit l'ouverture. La conséquence en seroit dangereuse & la Justice en souffriroit.

M. le Procureur Général a dit , qu'en ce qui passe au Parquet , en matiere de défenses , il est fort religieux à ne point donner de conclusions qu'avec beaucoup de circonspection.

ARTICLE XIV.

SI lès Instances sur la provision & sur la définitive , se trouvent en état de juger en même tems , les Juges pourront lès décider par un même Jugement , & ordonner qu'en cas d'apel , nonobstant & sans prejudice d'icelui , leur jugement sera executé par maniere de provision , en baillant bonne & suffisante caution , ez cas où il échoit de juger par provision. Abrogeons l'usage de donner esdits cas separément la Sentence de provision , & le même jour , ou le lendemain la Sentence définitive. XVII. Art. de l'Orden.

M. le P. Président a dit , qu'il falloit considerer cet article avec lés XV. & X.VI. desquels lecture ayant été faite par Monsieur Puffort ,

M. le P. Président continuant a dit , qu'il semble que les articles X.V. & X.VI. se contredisent , & que le dernier permet tacitement , ce que le premier défend en termes exprés. Car si la provision & la définitive sont en état de juger en même tems , le Juge , par l'article X.V. est obligé de les juger par une même Sentence , ainsi il ne pourra après juger la définitive , quelque requisition par écrit que la Partie lui en fasse , suivant

L'article XVI. Cependant c'est le seul cas où l'article XVI. se pourroit appliquer ; car quand la définitive n'est pas en état lors du jugement de la provision , elle ne peut être mise ensuite en état , qu'en faisant quelque procédure & instruction , & cette procédure est la véritable requisiion au Juge pour juger. Que d'ailleurs cet article XIV. lui paroît très-bon ; mais qu'il falloit entièrement ôter le XVI. qui même est assez embarrassé , de la maniere dont il est conçu.

M. Puffort a dit , qu'il pouvoit arriver que la définitive ne fût pas en état de juger lors du jugement de provision , parce que l'on auroit fait quelque demande incidente , dont le tems , (qui de lui-même acquiert la forclusion , sans que la Partie ait rien à faire) ne seroit pas encore échû. Et quand ce tems seroit échû , le Juge pourroit juger la Définitive de lui-même , si ce n'étoit qu'on l'obligeât (comme porte l'article) à ne le pas faire , s'il n'en étoit requis par écrit.

M. le P. Président a reparti , que cette espece sembloit impossible ; parce que suposant , comme l'on fait , que la Définitive fût une fois en état , conjointement avec la provision , l'incident qui mettroit la Définitive hors d'état , y mettroit aussi la provision ; & d'ailleurs s'il ne falloit attendre que le tems nécessaire pour acquérir la forclusion sur un incident , le Juge feroit fraude à la Loi , s'il jugeoit séparément la provision , pour juger la Définitive trois jours après.

A quoi Monsieur le P. Président a ajouté , que cet inconvenient remarqué par Monsieur Puffort , ne pouvant s'appliquer précisément à cette espece , ne laissoit pas de lui faire naître une réflexion plus générale & bien importante , qui étoit qu'en ôtant toutes les forclusions , il seroit à craindre que les Parties ne fussent souvent exposées à beaucoup de surprises , faute de pouvoir connoître par quelque acte , si le Procez seroit en état contre eux , se trouvant obligés de supputer exactement les jours , pour voir si leurs Parties ne feroient point juger l'affaire. Que le remede seroit prompt & facile , en obligeant les Parties de faire signifier un simple acte , portant que les délais sont expirés , & que l'on va poursuivre le jugement du Procez : ce qui tiendroit lieu de toutes sortes de forclusions.

ARTICLE XV.

LE Possesseur d'un heritage qui aura été condamné de s'en départir par une Sentence de provision , ne pourra poursuivre la Sentence définitive , qu'après que la Sentence de provision aura été exécutée , & qu'il se sera départi de la possession des lieux ; à moins que la Partie qui aura obtenu la Sentence de provision , ne demande par écrit , qu'il soit procédé au jugement définitif.

Cet article,
& le suivant
ont été re-
tranchés.

M. le P. Président a dit , que les termes de *se départir* , sont impropres dans cet article ; parce que l'on ne condamne jamais à se départir d'un héri-

age par provision ; Ce terme regarde la définitive , & le petitoire , & non pas le possessoire & la provision.

ARTICLE XVI.

SI la Sentence de provision condamne au paiement de quelque somme , ou espèce , aucune Sentence définitive ne pourra être renduë sans la requisiion par écrit , de l'une ou de l'autre des Parties , à peine de nullité & de la répétition du double des épices , contre le Juge : Surquoi celui qui aura avancé les épices de la Sentence définitive , en sera préalablement remboursé , & le surplus sera partagé entre l'une & l'autre des Parties ; le tout sans prejudice de pouvoir , par celui qui a obtenu la Sentence de provision , la faire exécuter contre la Partie condamnée , par toutes voyes dûes & raisonnables , quand bien même la Sentence définitive seroit contraire ; pourvû que celui qui a obtenu la Sentence de provision à son profit , soit apellant de la Sentence définitive.

Il a été arrêté sur cet article , qu'il le faut retrancher , par les considerations ci-dessus remarquées ; outre lesquelles il a encore été dit par Monsieur le P. Président , qu'il est contre le Droit & l'usage du Palais , de faire exécuter une Sentence de Provision , après que la définitive a été renduë , & qu'elle se trouve contraire à la premiere ; parce qu'en ce cas il n'y a plus de Sentence de Provision : Le Juge l'a tacitement revoquée , en jugeant définitivement le contraire. La Sentence de provision ne dure que jusqu'à ce qu'autrement par le Juge en ait été ordonné en diffinitive , & en ce cas l'apel interjeté de la Sentence définitive , ne peut donner lieu à l'exécution de la Sentence de provision qui n'est plus. Que cela est bon quand les Sentences se trouvent conformes , car autrement la définitive éteint & couvre toujours la Sentence de provision. Que l'on acorde bien à celui qui a le droit le plus aparent , mais non pas toujours avec une si entiere connoissance de cause. Que c'est pour cela qu'on obligeoit celui , à qui l'on acorderoit la provision , de donner caution de rapporter ce qu'il aura touché , s'il est dit ainsi en fin de Cause ; mais quant à la Sentence diffinitive , elle ne se rendoit que sur une instruction parfaite , & après que la Justice avoit tiré de part & d'autre toutes les lumieres pour bien juger : de sorte que le Juge pouvoit retracter ou reformer la Sentence de provision , ce qui arrivoit souvent par la Sentence diffinitive ; mais depuis que celle-ci étoit une fois renduë , tout le pouvoir du Juge étoit consommé. Comme aussi est-il constant dans les regles , que de plein droit la Sentence de provision s'évanouit , aussi-tôt que la diffinitive à été renduë.

M. Puffort a dit , qu'il demeure d'accord que l'usage est contraire ; mais que l'on avoit estimé qu'il étoit du bien de la Justice , de favoriser les provisions.



Ce Titre est
le X. de
l'Ordon-
nance.

TITRE XVI.

Des Interrogatoires sur faits & articles.

ARTICLE I.

I. Article
de l'Ordon.



Ermetons aux Parties de se faire interroger l'une l'autre, en tout état de Cause, pardevant le Juge du différent, sans retardation de l'instruction ni du jugement; soit à l'Audience, ou en Procez par écrit, sur faits & articles pertinens, & concernans seulement la matiere dont est question entre Elles.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit sur cét articlee une importante reflexion à faire, touchant la question de sçavoir, s'il seroit plus avantageux au bien de la Justice, de ne point communiquer les faits aux Parties, ou de continuer l'usage dans lequel l'on a vécu jusqu'à present. Qu'en faveur de la communication l'on peut dire que c'est un ancien stile toujours observé dans le Parlement, & dans son ressort: c'est une des distinctions des matieres Civiles d'avec les Criminelles; & cette sorte de communication, est pour empêcher qu'une personne simple ne soit surprise par la proposition de faits imprévus, & dont elle n'auroit point de connoissance; & encore afin de lui donner moyen de s'en instruire, pour satisfaire à la verité; parce que l'on peut proposer des articles de choses éloignées, dont on a perdu la memoire; & enfin qu'un heritier interrogé sur le fait d'une succession qu'il a nouvellement recueillie, ne sçauroit répondre sans en être pleinement informé. L'on peut dire au contraire, que lorsque l'on communique les faits, c'est donner le moyen de se preparer contre la verité, laquelle n'a pas besoin de conseil pour se produire. Un chacun doit sçavoir ce qui est de son fait, & ne sçauroit être tenu de repondre sur autre chose. D'ordinaire ceux qui sont interrogés, consultent bien moins leur conscience, que le Palais, sur ce qu'ils ont à dire: ils apportent leurs reponses toutes faites; de sorte que tout l'effet de leur Interrogatoire, n'est que de transcrire des réponses, que la Partie a déjà elle même redigées par écrit. L'on n'a point vû qu'un homme préparé sur ce qu'il doit repondre, ait jamais perdu son Procez par sa bouche. C'est bien souvent l'occasion d'un parjure prémédité, qu'il seroit beaucoup meilleur de retrancher; mais qu'au contraire, lors qu'une

qu'une Partie vient prêter l'interrogatoire sans avoir eu communication des faits , il est difficile quand ils sont bien dressés , qu'elle ne tombe dans quelque contradiction lors qu'elle veut déguiser la vérité. Que dans la Province de Normandie l'on se trouvoit bien de cet usage , & qu'il seroit peut-être avantageux pour la Justice , de le rendre général par tout le Roïaume.

ARTICLE II.

Les assignations pour répondre sur faits & articles , seront données en vertu de l'Ordonnance du Juge , pour laquelle il ne sera pris aucune chose , sans qu'il soit besoin de commission du Greffe : Et si la Partie n'est point au lieu où le différent est pendant , l'assignation sera donnée pardevant le Juge ordinaire de la Partie , lequel pour cet effet sera commis.

II. Article de l'Ordon.

M. le P. Président a observé que l'article étoit inutile ; ayant toujours été pratiqué de la sorte ; & néanmoins il a passé.

ARTICLE III.

L'Assignation sera donnée à personne ou domicile de la Partie , & non à aucun domicile élu , ni à celui du Procureur ; & sera donné copie de l'Ordonnance du Juge , & des faits & articles.

III. Article de l'Ordon.

L'article a passé.

ARTICLE IV.

A faute de comparoir & de répondre aux jours & lieux , qui seront assignés , sera dressé un Procez verbal sommaire , pour justifier que la Partie assignée ne sera pas comparue , ou n'aura point répondu ; & en conséquence de ce Procez verbal , seront les faits tenus pour confessés & avérés , en toutes Jurisdicions & Justices , même en nos Cours de Parlement , Grand Conseil , Cours des Aides , & autres ; sans qu'il soit besoin de le faire ainsi ordonner , ni de réassignation : * Et néanmoins , si la Partie compare avant le jugement du Procez , elle sera reçue à répondre sur les faits , à la charge de payer les frais de son interrogatoire , & d'en donner copie à la Par-

IV. Article de l'Ordon.

* V. Article de l'Ordon.

tie , même de rembourser les dépens du premier Procez verbal , sans les pouvoir répéter , & sans retardation du jugement du Procez.

M. le P. Président a dit , que la disposition de l'article étoit nouvelle. Qu'il étoit vrai , que pardevant les premiers Juges , faute de répondre , les faits étoient tenus pour confessés & avérés ; mais que dans les Compagnies Souveraines , on les joint au Procez , pour , en jugeant , y avoir tel égard que de raison. Que cette différence avoit son fondement , qui étoit , qu'en première instance l'on avoit la voix d'appel ; mais après un Arrêt il n'y avoit plus de retour. Ce n'étoit pas qu'il n'y eût beaucoup à redire , de ne pas reconnoître la vérité , *Manifesta turpitudinis est , nolle jurare.*

M. Pussort a dit , que s'il y a quelque fruit à espérer des interrogatoires , c'étoit par la disposition de cet article : qu'une Partie n'étoit point excusable , quand elle refusoit ce qui dépendoit absolument d'elle. Que l'absence n'est pas un bon moyen , pour se dispenser de répondre , puisque l'article oblige , en cas d'absence , de prendre commission pour faire prêter interrogatoire pardevant le Juge des lieux.

Chez les Romains , il n'étoit point permis à la Partie de s'absenter lors qu'elle avoit un procez. Le Préteur avoit là Justice sommaire , & les Loix secouroient ceux qui n'abandonnoient pas leur défense. La disposition de l'article étant reçue , personne ne voudra plus risquer de perdre son Procez , faute de répondre à toutes les difficultés. Tous les défauts ayant été jugés efficaces , il n'y avoit point de raison pourquoi celui-ci ne le dût pas être.

M. le P. Président a proposé la question , de sçavoir , si une Partie qui n'avoit pas prêté interrogatoire pardevant les premiers Juges , seroit reçue de le prêter en cause d'appel.

M. Pussort a dit , qu'il n'y avoit pas de difficulté pour l'affirmative , & qu'en cause d'appel l'on pouvoit réparer toutes les omissions faites dans les instructions pardevant les premiers Juges.

ARTICLE V.

VI. Article
de l'Ordon.

Les réponses sur faits & articles seront faites par la Partie en personne , & non par Procureur , ni par écrit : & en cas de maladie , ou empêchement légitime , le Juge se transportera devers la Partie pour cet effet.

M. le P. Président a dit , que l'Ordonnance de 1539. porte , que l'on répondra par *Oui* ou par *Non* : que ce seroit beaucoup avancer , que de retrancher tant de circonlocutions.

M. Pussort a dit , que l'on ne peut pas toujours répondre par *Oui* ou

par *Non* ; & qu'il est quelquefois nécessaire de s'expliquer plus au long, pour rendre une réponse plus intelligible.

ARTICLE VI.

LE Juge recevra le serment & les réponses sur chacun fait & article, & ne pourra d'Office interroger sur aucun fait dont il n'aura point été donné copie. VII. Article de l'Ordon.

M. le P. Président a dit, que les Interrogatoires ainsi restreints, ne feront d'aucun fruit & causeront beaucoup de parjures. Qu'il seroit peut-être expédient d'en abolir l'usage; mais qu'en tout cas, comme il est du devoir du Juge, de chercher la vérité, il seroit bon de permettre qu'en interrogeant, il fût les Instances qu'il estimeroit nécessaires. Que c'est contre l'usage ordinaire, mais que cela pourroit faire un fort bon effet.

M. Pussort a dit, que l'Interrogatoire devant être précédé du serment, c'étoit une précaution contre le mensonge. Et si l'usage en étoit aboli, beaucoup de gens qui ne voudroient prêter Interrogatoire par la crainte de faire un faux serment, auroient allés de facilité pour prêter leur nom; & l'abus que l'on en feroit, causeroit une infinité de vexations qui sont prévenues par l'aprehension de l'Interrogatoire.

A quoi il a ajouté, que l'ouverture proposée de faire d'Office par le Juge, des instances en interrogeant les Parties, lui sembloit fort bonne, & qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE VII.

LES Réponses seront précises & pertinentes sur chacun fait, & sans aucun terme injurieux ni calomnieux. VIII. Article de l'Ordon.

L'article a passé, après que Monsieur le premier Président a remarqué, qu'il sembloit que cet article fût contenu dans les précédans; & qu'à l'égard des termes injurieux, ils étoient défendus, *Ipsò jure*.

ARTICLE VIII.

POUR chacun fait dénié contre la vérité, il y aura 20. livres d'amende, en nos Cours de Parlement, Grand Conseil, & autres nos Cours; & 10. livres en toutes autres Jurisdicions, & Justices, applicables moitié à la Partie, & l'autre aux réparations de l'Auditoire, ou de la Chambre, sans qu'elle puisse être remise & modérée. Cet article a été retranché.

M. le P. Président a dit , que c'est la disposition de l'Ordonnance de 1539. mais qu'elle n'a jamais été pratiquée à cet égard. Que cette séparation de faits , feroit un grand embarras , dont on auroit bien de la peine à se tirer ; qu'il auroit été plus honnête de laisser la chose à l'arbitrage du Juge. Quoi que l'on puisse faire l'on n'empêchera jamais que le Juge n'explique la Loi : parce que étant muette comme elle est d'elle-même , elle a ordinairement besoin de ce secours.

M. Puffort a dit , que cet article étoit le transcrit de l'Ordonnance de 1539. qu'il l'avoit proposé pour une seconde fois à l'assemblée de Messieurs les Commissaires , & par l'examen qui s'en étoit fait , l'on avoit estimé qu'il étoit à propos de retrancher l'article , ne pouvant pas avoir d'exécution ; mais que selon les cas differens qui se presentoient , & lorsque le Juge verroit un homme manifestement convaincu de parjure , il feroit son office , de le condamner en des peines proportionnées , & qu'il proposeroit d'ôter l'article.

ARTICLE IX.

IX. Article
de l'Ordon.

Seront tenus tous les Chapitres , Corps & Communautés , nommer une personne d'entre eux , pour répondre sur les faits & articles qui leur auront été communiqués , à laquelle pour cet éfet sera passé pouvoir spécial , pour faire les réponses , qui seront affirmées véritables , autrement seront tenus les faits pour confessés & averés , sans préjudice de faire interroger en particulier les Sindics , Procureurs , & autres , sur les faits qui les concerneront.

M. le P. Président a dit , que la disposition de l'article , est pour découvrir la vérité , dans les lieux où il est bien difficile de le pouvoir faire. Qu'elle étoit contraire à celle de l'article V. qui fait défenses de répondre par écrit ; mais qu'à l'égard des Communautés il ne se pouvoit faire autre chose ; que cela même seroit sans aucun fruit. Que pour faire des illusions à Justice l'on chargeoit ordinairement de la procuration , le plus jeune des Chanoines ou des Religieux , qui n'avoit aucune connoissance des affaires. Au surplus , l'article portant qu'il sera permis de faire interroger les Sindics & Procureurs , cela pourroit avoir de grands inconvéniens , & il seroit dangereux de commettre l'événement du Procez d'une Communauté , à la foi d'un Sindic corrompu. Le temperamment que l'on y pourroit apporter , seroit d'ajouter dans l'article , que *l'on aura à ces Interrogatoires tel égard que de raison* ; & par ce moyen , la liberté demeurera toute entiere au Juge , d'examiner la qualité de l'interrogatoire & des Parties qui l'auront porté.

Et a été de plus observé , qu'à la fin de l'article il y a une clause qui porte : *Sans préjudice de faire Interroger en particulier les Sindics , Procureurs , &c.*

autres, sur faits qui les concerneront ; qu'il en faut retrancher ces mots : Et autres, qui sont trop généraux.

M. Puffort a dit, que l'article seroit parfait, si après, *Et autres*, l'on y ajoutoit ces mots : *Qui ont agi par ordre de la Communauté.*

ARTICLE X.

Tous les Interrogatoires sur faits & articles, se feront aux frais X. Article de l'Ordon.
& dépens de ceux qui voudront faire interroger, sans qu'ils en puissent prétendre aucune répétition, ni qu'ils puissent entrer en taxe, même en cas de condamnation de dépens.

M. le P. Président a dit, que cet article paroît bien dur, & qu'on aura peine à convenir, qu'un homme qui aura gagné son Procez, par le moyen de l'interrogatoire qu'il aura fait prêter à sa Partie, en doive porter les dépens ; C'est une contradiction dans l'objet, & l'article même se trouve contraire à la disposition d'un article du titre *De la manière de procéder aux Jugemens, donner & prononcer les Sentences*, qui porte, que toute Partie, qui gagnera son Procez au principal, obtiendra aussi les dépens indéfiniment, sans qu'ils puissent être modérés par les Juges. Qu'enfin une Partie pourroit profiter de sa mauvaise foi, étant même à remarquer, que l'on ne retarde pas le jugement du Procez par les Interrogatoires, parce qu'ils se font sans retardation.

M. Puffort a dit, que l'article avoit cette difficulté ; mais que l'on avoit jugé, qu'il n'y avoit pas de moyen plus efficace pour retrancher le grand nombre de faits dont on chargeoit les Interrogatoires, que d'ordonner qu'ils seroient faits aux dépens de ceux qui les proposeroient.





Ce Titre est
le XX. dans
l'Ordon-
nance.

TITRE XVII.

Des Faits qui gisent en preuve Vocale, ou Litterale.

ARTICLE I.

I. Article
de l'Ordon.



Voulons que les faits soient succinctement articulés, & qu'il n'y ait qu'un seul acte pour réponses, & sans y alleguer aucune raison de droit; le tout signifié: interdisant toutes repliques & additions. Défendons d'y avoir égard, même de les mettre en taxe, & de les comprendre dans les memoires de frais & Salaires: à peine de répétition du quadruple.

M. le P. Président a dit, que ci-devant l'on donnoit des faits par interdits; que par l'article l'on ôte l'addition des faits; mais que cela se pourra suplérer par Requête.

M. Puffort a dit, que la disposition de l'article étoit à l'effet d'abolir les repliques & dupliques, & toute cette suite de procédures inutiles.

ARTICLE II.

II. Article
de l'Ordon.

Seront passés actes pardevant Notaires, ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme de cent livres pour une fois payée, même pour dépost volontaire; & ne sera reçue aucune preuve par Témoins, contre le contenu aux Actes, ni sur ce qui seroit allegué avoir été écrit ou convenu, avant, lors, & depuis la passation.

ARTICLE III.

III. & IV.
Articles de
l'Ordonnan-
ce.

N'Entendons néanmoins, par le présent article, rien changer dans l'usage de tout tems observé, pour ce regard, en la Justice Consulaire des Marchands; N'entendons aussi exclure la preuve par Témoins pour dépost nécessaire, en cas d'incendie, Ruïne, Tumulte, ou Naufrage, ni pour ceux

faits en logeant dans une Hôtellerie , entre les mains de l'Hôte ou de l'Hôtesse , ni en cas d'accidens imprévus , où l'on ne pourroit pas avoir fait des Actes par écrit , ni quand il y aura un commencement de preuve par écrit.

M. le P. Président a dit , que les articles II. & III. contiennent plusieurs dispositions qu'il étoit bon d'examiner par chefs. Qu'à l'égard de la prohibition de recevoir la preuve par Témoins pour dépôt volontaire , c'étoit décider une grande question , contre l'opinion d'un grand homme , qui étoit Cujas , dans ses Paratitres , au Code , *Depositi*. Qu'il est vrai que la Jurisprudence des Arrêts étoit contraire , en sorte qu'il paroïssoit bon d'en faire une décision telle qu'elle est dans l'article. A l'égard de l'exception que l'on fait en faveur des Juges Consuls , encore que l'article ne décide rien précisément , ils croiront néanmoins avoir un titre qu'ils expliqueront en leur faveur. Que l'on a toléré qu'ils aient reçu la preuve par Témoins au dessus de 100. livres , lorsque l'on a cru qu'ils étoient aidés par quelques administrateurs ; mais il seroit dangereux d'en faire un article d'Ordonnance , parce qu'ils en pourroient abuser.

M. Puffort a dit , que l'article avoit été rédigé chez Monsieur de Verthamont , où les Consuls lors en charge avoient été entendus , & qu'ils dirent sur ce point , qu'ils recevoient ou rejetoient la preuve par Témoins , selon la qualité des affaires & des personnes ; & représentèrent l'Arrêt confirmatif d'une de leurs Sentences , dont il a été ci-devant fait mention , par lequel le Parlement avoit jugé en termes formels , que la preuve par Témoins étoit recevable au dessus de 100. livres.

Que les Juges Consuls , qui sont de présent en charge , ayant été entendus sur le même fait , dirent qu'ils jugeoient en conformité de l'Ordonnance ; mais ils retournerent le soir même , & reconnurent , que n'y ayant que huitaine qu'ils étoient en charge , ils s'étoient mécomptés , & que s'étant informés de leurs Confreres , de l'usage qui se pratiquoit au Consulat , ils avoient appris , qu'ils n'étoient point astreints dans leurs jugemens à l'Ordonnance de Moulins ; de sorte que dans cette incertitude , l'on avoit cru qu'il seroit mieux de ne rien innover , & de les conserver en leur possession , & que cela avoit été ainsi arrêté par le Roi.

M. le premier Président a dit , que ce qui étoit de meilleur en ce qui concerne cette Jurisdiction , c'est que tant qu'elle en usera bien , elle se maintiendra , & qu'elle ne sçauroit subsister en faisant mal.

Il a observé de plus , que par une autre clause du même article , il étoit porté , que la preuve par Témoins seroit reçue pour dépôts faits dans les Hôtelleries , entre les mains des Hôtes ; qu'il étoit dangereux d'en faire une Loi générale , parce qu'il dépendroit de la foi de deux Témoins corrompus , de ruiner un Hôte. Que cela étoit bon lors

qu'il se trouvoit des commencemens de preuves , & des circonstances fortes ; mais qu'il ne falloit pas la permettre dans tous les cas indifféremment.

M. Puffort a reparti , qu'il a été jugé par des Arrêts qu'un dépost entre les mains d'un Hôte, étoit un dépost nécessaire, & qu'il y en avoit un rapporté dans Louïet.

Qu'il s'agissoit de la sûreté publique , pour laquelle on pourroit même passer par dessus les regles ; qu'autrefois trois cens Esclaves avoient été condamnés à mort , parce que le Maître avoit été trouvé mort dans sa maison , bien qu'il n'y eût aucune preuve, ni indice , qu'il eût été tué par aucun d'eux : on jugea néanmoins qu'il étoit de l'intérêt public, d'obliger tous les Esclaves , par cette grande severité, de veiller à la garde & à la sûreté de leurs maîtres. Qu'il n'étoit rien de plus ordinaire que d'aller dans les Hôtelleries ; & comme cela étoit nécessaire, le dépost qui se faisoit entre les mains des Hôtes , l'étoit de même. Qu'enfin examinant de quelle façon l'article étoit tourné , l'on verroit qu'il n'enjoit pas au Juge de recevoir la preuve par Témoins en ce cas ; mais qu'il lui laisse seulement la faculté de le pouvoir faire.

M. le premier Président a reparti , que si l'on examinoit tous les Arrêts , qui ont admis la preuve par Témoins contre les Hôtes , ils se trouveroient rendus sur des circonstances particulieres , & sur des commencemens de preuves ; Cependant dans l'article l'on mêloit ce cas, avec ceux d'*Incendie & de Naufrage* , qui étoient bien differens , & dont la preuve étoit bien plus privilégiée en toutes façons.

Que ces trois cens hommes , qui avoient été condamnés à mort, étoient des Esclaves , qui n'étoient , parmi les Romains, d'aucune considération ; mais qu'il falloit pourvoir à la sûreté publique , qui consistoit principalement à établir le repos des Particuliers, & empêcher que l'on ne fît mal à propos des avanies aux sujets du Roi. Que si néanmoins il arrivoit que ce fût un homme de Bien qui se plaignît d'un Hôte mal famé , il dépendroit de la prudence du Juge , d'y faire les considérations nécessaires : mais il seroit trop dur d'abandonner les Hôtes à la discretion des Filoux , & de toutes sortes de gens qui vont loger chez eux.

M. Puffort a dit , que l'article ne portoit autre chose , sinon la liberté au Juge de recevoir la preuve ou de la rejeter , suivant les différentes circonstances des personnes , des tems & des choses. Que cessant cette disposition, il faudroit , en entrant dans une Hôtellerie , & se déchargeant des choses qu'on y apporte , en dresser toujours des Actes ; que l'on pourroit dire de même des Incendies.

M. le P. Président a reparti , que la difference étoit fort grande , & qu'on ne s'avisoit pas de brûler sa maison , pour avoir sujet d'intenter un Procez.

ARTICLE IV.

Toutes les demandes & faits , dont il n'y aura point de v. Article
de l'Ordon.
preuve par écrit , bien que conçues pour différentes causes
& sommes , en divers tems , seront jointes ensemble , pour
n'admettre , sous pretexte de leur différence , la preuve par
Témoins au dessus de 100. livres ; si ce n'étoit que les droits procé-
dassent de différentes personnes , par succession , donation ou
autrement.

M. le P. Président a dit , que la disposition du Droit y est contraire.
S'il est de 300. livres pour diverses causes , que la preuve en soit diffé-
rente , que les Témoins & les lieux le soient aussi , au lieu d'un Procès l'on
en fera dix successivement , & l'on divisera les actions , pour éluder dans
l'article , les termes de la Loi *Si idem* , 11. ff. de Jurisdictione. *Si idem
cum eodem pluribus actionibus agat , quarum singularum quantitas intra
jurisdictionem judicantis sit , coacervatio vero omnium excedat modum
jurisdictionis ejus , apud eum agi posse Sabino , Cassio , Proculo placuit ; quæ
sententia rescripto Imperatoris Antonini confirmata est.*

Que lors qu'en termes de Droit l'on dit : *Placuit Sabino , Cassio , Pro-
culo* ; c'est à dire , que tous les Jurisconsultes en sont demeurés d'accord ;
& ainsi l'article étoit contre l'usage & contre le Droit reçu par tout géné-
ralement.

M. Puffort a dit , que si on ne réduisoit toutes les actions ensemble , l'on
ne manqueroit point de Témoins affidés pour déposer ; mais qu'il y avoit
été pourvu par l'article suivant.

Que l'espece de la Loi proposée , étoit bien différente de celle dont
il s'agissoit : qu'il n'étoit question que de planter des Bornes ; mais qu'il
s'agit dans l'article qui se traite , d'empêcher que par le moyen de deux
faux Témoins , l'on ne se rende maître du bien des hommes.

M. le P. Président a reparti , que ce qu'il a allegué de la Loi 11. ff. *De
jurisd.* est dans la propre espece de l'article proposé , & ne parloit en
aucune façon de planter des Bornes d'heritages. Que cette Loi traite
bien ensuite d'une autre espece , qui regardoit l'action *Familia Eriscunda* ;
mais qu'il n'en étoit point ici question. Au surplus on devoit conside-
rer , qu'assés souvent une Partie ne connoissoit pas entierement ses droits ,
qui pouvoient proceder de différentes Causes. Qu'il pouvoit être dû à un
Marchand par divers traités , promesses , & Comptes , passés avec son cor-
respondant , ou son Facteur : un autre aura recueilli une succession tout
fraichement , dont il ne connoit pas encore les forces , ni ce qui lui est
dû , non plus que ce qu'il devra : Voudra-t-on dans tous ces cas , lui
prescrire la nécessité de reduire tant de différentes actions , à une seule-
ment ? Sera-t-il juste de l'ordonner , & l'exécution en sera-t-elle possible ?

M. Puffort a dit , que le même article y avoit pourvû , en ajoutant : *Si ce n'étoit que les Droits procedassent de différentes personnes , par succession, donation , ou autrement.*

M. le Président de Novion a dit , que les Procez qui se font pour différentes causes , peuvent être joints , pour plus grande facilité : que cette multiplicité d'actions étoit contraire à la présente réformation. Que l'on se doit en tout cas imputer sa facilité ; & qu'il étoit libre de ne pas prêter au dessus de 100. livres.

ARTICLE V.

VI. Article
de l'Ordon.

Toutes les prétentions & demandes d'une Partie contre l'autre , à quelque titre que ce soit , qui ne seront point entièrement justifiées par écrit , seront formées par un même exploit , après lequel les autres demandes , dont il n'y aura point de preuve par écrit , seront non-recevables.

L'article a été trouvé bon.





DU JEUDI VINGT-QUATRIÈME FEVRIER, 1667.
en l'Hôtel Séguier.

*Monsieur le Chancelier , & Messieurs les Commissaires
du Roi.*


*Messieurs les Députés du Parlement présens ; à l'exception de
Messieurs les Présidens de Bailleul , de Champlâtreux , &
de Maupeou ; & Talon , Avocat général.*

La Compagnie étant assemblée , lecture a été faite de la

SUITE DU TITRE XVII.

Des faits qui gisent en preuve Vocale ou Litterale.

ARTICLE VI.

 Une preuve par Témoins , même au dessous de la somme & valeur de 100. livres, ne pourra être reçue contre une preuve par écrit. Retranché.

M. le P. Président a dit , que la disposition de cet article , étoit conforme à celle du Droit. Que néanmoins cette regle avoit des exceptions ; & lorsque l'on alleguoit le fait du jeu & d'usure bien circonstantié , la preuve par Témoins en étoit admise.

M. Puffort a dit , que l'usure étoit un crime , contre lequel la procédure extraordinaire étoit admise , & n'étoit pas au cas de l'article. Quant à l'exception du jeu , qu'il seroit dangereux de la mettre dans une Ordonnance. La Loi étant positivement établie , l'on pourroit se servir de ce prétexte pour se pourvoir contre des Obligations & des Contrats les plus solennels ; c'est pourquoi il avoit semblé meilleur à l'Assemblée de Messieurs les Commissaires , de laisser les choses à l'arbitrage du Juge , lequel , selon les différentes circonstances d'une affaire , & lorsque les pre-

somptions seroient violentes , pourroit recevoir la preuve par Témoins ; & qu'il falloit savoir l'intention du Roi sur ce sujet.

M. le P. Président a reparti , que l'usure étoit une matiere mixte , qui pouvoit être traitée diversement ; mais à l'égard des promesses , que l'on soutenoit passées pour le fait du jeu , la preuve n'en étoit reçue que lors qu'il y avoit des adminicules ; mais non pas purement & simplement.

M. le Président de Maisons a dit , que l'on pourroit ajouter à l'article : *En ce non compris les promesses usuraires & celles qui viennent du jeu.*

M. le Président le Cognieux a dit , qu'il y avoit présentement deux Procez. pendans à la Tournelle , pour raison du jeu ; qu'il y en avoit eu d'autres qui avoient passé devant lui ; & que l'on avoit toujours procédé par plainte & information.

M. le P. Président a dit , que l'on se trouve bien de l'usage présent ; qu'il seroit d'avis dans l'incertitude où l'on est , de laisser la chose dans la disposition presente , & d'ôter l'article.

ARTICLE VII.

VII. Article
de l'Ordon.

Les preuves de l'âge , du Mariage , & du tems du decez , seront reçues par des registres en bonne forme , qui contiendront les baptêmes , les Mariages , & les Sépultures , auxquels sera fait mention , outre les jours des baptêmes , & des sépultures , du jour de la naissance , & du decez ,

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE VIII.

IX. Article
de l'Ordon.

Pour les Baptêmes seront nommés l'Enfant , le Pere , la Mere , le Parrain & la Marraine.

L'article a été trouvé bon ; aussi bien que le suivant.

ARTICLE IX.

IX. Article
de l'Ordon.

A l'égard des Mariages , seront inscrits les noms , surnoms , âges , qualités & demeures de ceux qui se marient , avec mention expresse s'ils sont enfans de famille , ou en la puissance d'autrui.

ARTICLE X.

Seront inscrits en un même Registre , les Baptêmes , Mariages , & Sépultures , selon l'ordre du tems , sans aucun feuillet blanc , ni place vuide , aussi-tôt qu'ils auront été faits ; & signés , sçavoir le Baptême par le Pere , s'il est présent , ou par les Parrains & Marraines ; les Mariages par les personnes Mariées , & quatre Témoins , qui seront tenus de déclarer s'ils sont parens des Mariés , de quel côté , & en quel degré ; & les Sépultures , par deux plus proches parens & amis , qui auront assisté au convoi du défunt , de quel âge , Sexe , & qualité il a été ; si aucun d'entre eux ne sçavoient signer , ils le déclareront , dont ils seront interpellés par le Curé , Vicaire , ou autre Prêtre , qui aura fait les Baptêmes , Mariages , & Sépultures : & en ce faisant les Registres seront signés d'eux , & de deux autres personnes , qui y auront assisté. s'il y en a qui sçachent signer.

X. Article
de l'Ordon.

M. le P. Président a dit , que cet article étoit bien étendu ; qu'il y avoit quelque chose à redire dans la construction de ces mots : *Sçavoir le Baptême par le pere* ; Et que pour le rendre plus intelligible , l'on pourroit mettre : *Sur le Registre , qui seroit signé par le pere*. Et a de plus ajouté , qu'il étoit bon de sçavoir si la foi du Registre seroit tellement constante , que l'on ne pût recevoir au contraire aucune preuve par Témoins , même en matiere Beneficiale.

M. Puffort a dit , que l'on avoit cherché avec beaucoup de soin , tout ce qui pourroit assurer la verité & la validité de ces Registres ; mais que toutes les precautions que l'on y avoit aportées , ne pourroient pas empêcher , que lors qu'il y auroit des adminicules de preuves contraires , comme par un contrat de Mariage , la preuve n'en pût être reçue ; mais que l'on n'avoit pas estimé qu'il fût à propos d'en faire mention dans un article.

M. le P. Président a dit , que ce qui faisoit la difficulté , étoit la connexité de l'article avec le precedent : qu'ôtant l'article V I. on leveroit toute la difficulté ; parce qu'il y a des preuves par écrit , qui n'excluent pas celles des Témoins.

M. le Président de Novion a dit , que l'article y pourvoit , en conformité des anciennes Ordonnances.

M. le Président de Maisons a dit , qu'il y auroit nécessité en beaucoup de rencontres , de recevoir cette preuve par Témoins ; comme lors qu'un :

qu'un enfant auroit été gardé avant le Baptême , ce qui arrivoit assés souvent.

A dit de plus , que l'article veut que l'on mette dans un même Registre , les Baptêmes & les Mortuaires. Que cela seroit difficile dans l'exécution , & particulièrement dans les grandes Parroisses , où il y avoit plusieurs Officiers commis pour tenir ces Registres ; les uns pour les Baptistaires , & les autres pour les Mortuaires.

M. Puffort a dit , que cette précaution avoit été apportée , pour empêcher les faussetés. Que dans quelques Parroisses de Paris il pourroit y avoir de la difficulté ; mais que par tout ailleurs il n'y en pourroit avoir. Qu'il falloit considérer , que ces Registres devoient être portés au Greffe , & que la multiplicité en feroit l'embarras.

M. le P. Président a ajouté , que l'on pourroit faire différence des grandes & des petites Parroisses ; & permettre aux grandes de tenir deux Registres , l'un pour les Baptêmes & l'autre pour les Sépultures.

ARTICLE XI.

Article
de l'Ordon.

IL y aura pour cet éfet deux nouveaux Registres reliés, dont les feuillets seront paraphés & cortés par premier & dernier , par le juge Roïal , qui doit connoître des cas Roïaux dans l'étenduë du lieu où l'Eglise est scituë ; desquels l'un servira de minute , & demeurera à l'Eglise , & au pouvoir du Curé & Vicaire ; & l'autre servira de copie & grosse , & sera porté & remis au Greffe du Juge Roïal : lesquels deux Registres seront fournis annuellement aux frais de l'œuvre ou fabrique , avant le dernier Decembre de châceune année , pour commencer d'y enregistrer par le Curé, ou Vicaire, les Baptêmes , Mariages , & Sépultures , depuis le premier Janvier ensuivant , jusques au dernier Decembre inclusivement.

M. le P. Président a observé , que par cet article & par les suivans, l'on charge les Fabriques des frais de ces Registres , & de l'envoi au Greffe. Que cela seroit de la dépense ; Cependant c'est le bien de l'Eglise, qui n'étoit point destiné à cet usage.

M. Puffort a dit , que l'on n'avoit pas jugé raisonnable d'en charger le Curé , & que l'on n'avoit pas trouvé d'autre fonds , pour faire cette dépense , que celui de la fabrique.

ARTICLE XII.

Seront les Curés ou Vicaires , six semaines après chacune XI. Article de l'Ordon.
 année expirée , tenus de porter ou envoyer sûrement , la
 grosse ou copie de ce Registre signé d'eux , & certifié vé-
 ritable , au Greffe du Juge Roïal , qui l'aura cotté & pa-
 phé , & sera tenu le Greffier de le recevoir , & y faire men-
 tion du jour qu'elle y aura été aportée , & en donnera la
 décharge sans frais , après néanmoins qu'elle aura été colla-
 tionnée à la minute qui demeurera au Curé , ou au Vicaire ,
 & qu'il aura barré en l'un & en l'autre tous les feuillets blancs ,
 qui pourront être en aucunes des pages : laquelle grosse de
 Registre sera gardée soigneusement par le Greffier , pour y
 avoir recours.

ARTICLE XIII.

Les Extraits & Certificats des Sepultures , Baptêmes & Cet article a été re-
tranché.
 Mariages , seront délivrés pendant le cours de l'année ,
 jusques à l'expiration de laquelle , la grosse du Registre ne
 peut être portée ni envoyée au Greffe , par les Curés ou leurs
 Vicaires , & les Compulsoires faits entre leurs mains.

ARTICLE XIV.

Après que la remise des grosses aura été faite au Greffe , XII. Article de l'Ordon.
 il sera au choix des Parties d'y lever les Extraits , dont
 ils auront besoin , signés & expédiés par le Greffier , ou de
 les compulser és mains des Curés ou Vicaires , & y fera
 fait mention du jour de l'expédition & délivrance , à peine
 de nullité. Pour chacun desquels Extraits & Certificats , pour-
 ront tant les Greffiers , que les Curés & Vicaires , prendre dix
 sols , és Villes auxquelles il y a Parlement , Evêché , ou Siège
 Présidial , & cinq sols és autres lieux , sans qu'ils puissent en
 exiger ou recevoir plus grande somme , sous quelque prétexte
 que ce soit , à peine d'exaction.

ARTICLE XV.

XIII. Art.
de l'Ordon.

LE même sera gardé & observé par les Maîtres , Administrateurs, Recteurs , & autres Supérieurs Ecclesiastiques des Hôpitaux , & en tous lieux esquels il y aura eu Baptêmes, Mariages , & Sépultures.

ARTICLE XVI.

XIII. Art.
de l'Ordon.

ENjoignons à tous Curés , Vicaires , Marguilliers , Custodes , & autres Directeurs des œuvres & fabriques , aux Maîtres , Administrateurs , Recteurs , & autres Supérieurs Ecclesiastiques des Hôpitaux , & à tous autres , pour les lieux où il y aura eu Baptêmes , Mariages & Sépultures , chacun à son égard , de satisfaire & obeir à tout ce que dessus , à peine d'y être contrains par saisie du temporel des Ecclesiastiques , & de 20. livres d'amende contre les Marguilliers & autres personnes , en leur propre & privé nom.

Les articles ci-dessus ont été trouvés bons.

ARTICLE XVIII.

XIV. Article
de l'Ordon.

SI les Registres sont perdus , ou qu'il n'y en ait jamais eu , il en sera fait preuve par les Registres ou papiers domestiques des Peres & Meres , ou de l'un d'eux , vivans ou decédés , ou par Témoins , sauf à l'autre Partie de verifier le contraire : mêmes à nos Procureurs Généraux , & leurs Substituts , en ce qui concerne les capacités des Beneficiers , Receptions , Sermons , & installations aux Charges & Offices de Judicature , & autres.

M. le P. Président a dit , que l'article veut , que l'on ajoute foi aux Registres des peres vivans ou decédés. Qu'il falloit les restreindre aux peres decédés : parce qu'autrement ces Registres n'étant que de simples certificats , l'on n'y auroit pas davantage d'égard qu'à des signatures privées , lesquelles n'ont point de date , tant qu'un homme est vivant.

Que d'ailleurs , l'exécution de cet article pourroit produire de fort grands inconveniens , par la prédilection qu'un pere pourroit avoir pour un de ses enfans , au prejudice des autres ; dont cependant il seroit constitué juge,

juge, & il dépendroit de lui de mettre sur son registre ce que bon lui sembleroit.

De plus, un des enfans pourroit avoir procès contre une Partie étrangere, & il seroit encore moins juste, qu'un pere le pût decider par écrit, en faveur de son fils.

M. le Président de Novion a dit, qu'à prendre cet article dans un sens étendu, une Mere pourroit dans son registre faire telle déclaration que bon lui sembleroit, & préjudicieroit à l'état de ses enfans. Que ce ne peut être l'intention de l'article.

M. Puffort a répondu, que les considérations de l'article sont expliquées dans l'article même, en ce qu'il porte que cette preuve de registre domestique, ne sera reçue que quand toute autre manquera.

M. le Président de Maisons a dit, qu'il arrive souvent que le pourvû de l'office, soustrait les registres Baptistaires, & se donne tel âge qu'il veut; en ce cas si l'article avoit lieu il faudroit recourir à ce registre Domestique, dont la foi ne seroit pas fort entiere à cet égard.

M. Puffort a dit, que si l'article ne concernoit que les contestations qui pourroient naître entre les Enfans, il seroit bon d'en laisser toute l'autorité au pere de famille, qui n'en abuse que rarement, & qu'il les pourroit par là contenir dans leur devoir; mais qu'il convient, qu'il n'est pas raisonnable que cela ait son éfet contre un étranger. Que c'est par cette considération, que l'on pourroit restreindre l'article aux Peres décédés, & qu'il faudra le proposer au Roi.

ARTICLE XVIII.

VOulons que ce qui a été ci-dessus ordonné, concernant les registres de Baptêmes, Mariages, Sépultures, & des Grosses qui en seront expédiées, soit exactement gardé & observé pour l'avenir, à commencer du jour de la publication de la presente Ordonnance. Enjoignons à nos Procureurs de nos Cours de Parlement & leurs Substituts, chacun en l'étendue de son ressort, d'y tenir la main, à peine contre les Substituts, de répondre en leurs noms, des dommages & interêts des Parties; & à l'égard du passé, enjoignons à tous Curés, Vicaires, & autres Administrateurs des lieux, de conserver soigneusement les registres qu'ils ont pardevers Eux, pour en être par Eux délivré les Extraits, sur les Compulsoires, qui en seront faits en leurs mains, ou autrement, ainsi qu'il en a été ci-devant usé.

Cet article
a été re-
tranché.

L'article a été trouvé bon.

XV. Article
de l'Ordon.

LA Tonsure & autres Ordres mineurs & Sacrés , l'entrée en la Religion , Vesture , Novitiat & profession de Vœux , seront justifiés par des registres faits & reliés en bonne forme , dans les Evêchés & Archevêchés , Chapitres & Communautés , de tous ceux qu'ils admettent à l'entrée en la religion : desquels registres les feuillets seront cottés & paraphés par premier & dernier par l'Archevêque ou Evêque , ou par le Supérieur ou la Supérieure de chacune maison , chacun à son égard : & au commencement de chacun registre pour les Chapitres & Communautés il y aura un acte Capitulaire ou d'assemblée , portant approbation du Registre , à l'éfer ci-dessus ; & y fera chacun acte écrit de suite en suite , sans aucun blanc , & signé , tant par celui qui l'aura reçu , que par celui qui l'aura fait , & au moins par deux de ses plus proches parens ou amis qui y auront assisté , dont le Supérieur ou la Supérieure sera tenu de delivrer , dans 24. heures après qu'ils en auront été requis , un extrait en la forme acoutumée : le tout à peine de saisie du temporel , de privation de leurs droits , exemptions & privileges concedés par nos prédecesseurs & par Nous.

M. le P. Président a dit , que l'article est embarrassé , difficile & fort étendu. Que la Tonsure n'est pas un ordre , que néanmoins l'on en parloit dans l'article , comme si c'en étoit un , étant dit ainsi : *La Tonsure , & autres ordres sacrés*. Qu'il faut ôter le mot : *Autres* , & mettre au lieu : *Et les ordres Sacrés*.

Il est encore porté par une des clauses , que les feuillets des registres qui seront tenus dans les Archevêchés & Evêchés , Chapitres & Communautés , seront cottés & paraphés par premier & dernier , par l'Archevêque , Evêque , Supérieur , ou la Supérieure de chaque maison : sur quoi il y a deux choses à observer.

La premiere , que l'on a omis le mot de *Tonsure* , qu'il faut ajouter après ceux d'*Archevêchés & Evêchés* ; parce que la tonsure doit être pareillement registrée.

L'autre est , qu'encore qu'en ordonnant , que le paraphe qui doit être fait des feuillets des registres , par les Archevêques , Evêques , Chapitres , & Supérieurs des Communautés , cela se doive entendre *Distributivè* ; il falloit néanmoins prendre garde à l'expliquer si nettement , que l'on ne

pût pas prétendre que tous ces registres dûssent être paraphés par les Evêques ; parce que toutes les Communautés Ecclésiastiques , qui prétendent être exemptes de l'ordinaire , croiront par là leurs privilèges blessés ; qu'il importe de le bien distinguer , & il faudroit repasser sur cet article.

Il a ajouté , que plusieurs ordonnances portent , que les registres seront portés aux Greffes des justices Roïales ; mais que cela n'a jamais été exécuté , & qu'il est à craindre qu'il ne le soit pas encore à l'avenir.

M. Pussort a dit , que les observations qui ont été faites sur le fait de la Tonsure , sont bonnes ; mais qu'à l'égard de la distinction que l'on dit qu'il faudroit faire sur le paraphe de ces registres , les mots : *Chacun à son égard* , semblent y avoir pourvû ; & qu'au sur-plus , il faut espérer que l'autorité du Roi , secondée de la bonne intention des Magistrats , fera exécuter cette ordonnance.

ARTICLE XX.

Quand nos Sujets , & autres possédans des biens dans notre Roïaume , Terres & Seigneuries de nôtre obéissance , auront fait profession de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem à Malthe , l'Ordre sera tenu de faire registrer dans l'an & jour de la profession , au plus tard , l'acte de profession , au Grand-Prieuré , où les actes de Noblesse auront été faits , & à cette fin enjoignons au Secrétaire de chacun grand Prieuré d'avoir un registre relié , dont les feuillets seront pareillement paraphés & cotés par premier & dernier , par les grands Prieurs , pour y être écrits les actes de profession , de l'an & jour , auquel elle aura été faite à Malthe , & chacun acte signé de ceux de l'Ordre qui seront alors en charge , pour en être délivré autant , à ceux qui les en requerront : Le tout à peine de saisie du temporel.

XVII. Art.
de l'Ordon.

M. le P. Président a dit , que l'article portoit , que l'Ordre de Malthe seroit tenu de faire registrer dans l'an & jour , l'acte de profession , & que l'Ordre étoit souverain : le Roi lui faisoit l'honneur de le reconnoître pour tel , & de recevoir ses Ambassadeurs. Qu'il se pourroit plaindre de ces termes , dont le Roi n'use qu'à l'égard de ses Sujets. Qu'il n'y a point d'Ordonnance de nos Rois qui parle de cette sorte.

Il est vrai , qu'à l'égard du temporel que l'ordre de Malthe possède en France , il doit suivre les loix du Roïaume , & les Commandeurs comme sujets du Roi , ne sont point dispensés de l'obéissance qu'ils lui doivent ; mais l'Ordre en général , étant un Etat Souverain , il faudroit ménager avec son Ambassadeur , ce qu'il y auroit à faire sur le sujet de cet article ; si ce n'est qu'on le voulût ôter.

M. Puffort a dit, que l'article ayant été examiné en l'assemblée de Messieurs les Commissaires sur cette observation, l'on avoit trouvé bon de restreindre l'injonction, à la personne des Grands-Prieurs, & de commencer l'article en ces termes: *Enjoignons aux Secretaires de chacun grand Prieuré.*

M. le Président de Melme a dit, que toutes les professions se faisoient à Malthe, & qu'ainsi l'article n'auroit pas son exécution.

M. le P. Président a dit, que l'on pourroit enjoindre aux grands Prieurs d'en retirer les actes, & d'en faire registre; mais comme cela dépendoit absolument de l'Ordre, il étoit impossible de rien faire à cet égard sans la participation.

M. le Président de Novion a reparti, que l'on n'obligeroit jamais l'Ordre de Malthe, d'envoyer ses registres; mais que l'on pourroit bien les compulser.

M. Puffort a ajouté, qu'il se tient ici des Chapitres de Chevaliers, & qu'il faut conséquemment que l'on ait des registres du nombre qu'il y en a. Que chaque grand Prieur en France a ses registres: ainsi l'on pourroit leur enjoindre de les porter aux juridictions Royales, & les y obliger à leur refus, par saisie de leur temporel.

M. le P. Président a reparti, que tout ce qui étoit en France, pouvoit être réputé soumis aux Loix de l'Etat; & néanmoins que c'étoit un ménagement qui se pouvoit faire avec l'Ordre: & a encore observé, après les remarques faites sur cet article, que par les 19. & 20. articles, l'on n'obligeoit pas les Greffiers des Ecclesiastiques de porter leurs registres aux Greffes des Juridictions Royales; mais seulement de les tenir en bonne forme. Que les anciennes ordonnances n'avoient point parlé des Archevêques ni des Evêques; mais des Curés seulement, & que celle-ci ne faisoit point mention des communautés Ecclesiastiques.

ARTICLE XXII.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

ENjoignons à tous particuliers, Chapitres, Communautés Laïques & Ecclesiastiques, Seculiers & Reguliers, de l'un & de l'autre sexe, de représenter les Registres, pour y être lescompulsoires faits, & les extraits dont il sera besoin, tirés, nonobstant tous privileges & usages contraires: à peine de saisie du temporel, & privation de leurs droits, exemptions & privileges à eux acordés par nous, & nos predecesseurs.

L'article a passé.



TITRE XVIII.

Ce Titre est
est le XXI.
de l'Ordonn.

Des descentes sur les lieux, Taxes d'Officiers, quand ils iront en commission; nomination & rapports d'Experts.

ARTICLE I.

NE seront faites aucunes descentes sur les lieux par nos Juges, ni par les Juges des Seigneurs, si elles ne sont notoire, ou pour affaires importantes.

Cet Article
& les deux
suivans,
composent
le Titre l'Or-
donnance.

L'article a passé.

ARTICLE II.

DANS les Matières où il n'échoit qu'un simple rapport d'experts, aucuns Juges ne pourront faire des descentes sur les lieux, s'ils n'en sont requis par l'une ou par l'autre des Parties; à peine de nullité, & de restitution de ce qu'ils auront reçu pour leurs vacations, & de tous dépens, dommages & intérêts.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit beaucoup de considérations à faire sur cet article. Que souvent il y avoit des descentes nécessaires, qu'on en ordonnoit d'office sur la requisition des Parties. Que bien souvent les Parties étoient tellement prévenues de leurs affaires, qu'elles croyoient que les Juges en étoient également informés, sans qu'il fût besoin de descente: cependant que quelquefois ces descentes étoient nécessaires; même bien souvent toute une Chambre du Parlement en avoit fait d'office, les Juges ayant désiré prendre une instruction particulière de l'état des lieux, qu'ils ne pouvoient bien comprendre par un seul rapport; mais qu'en ce cas ils les faisoient sans frais.

M. le Chancelier a dit, que pour accommoder toutes choses, les Juges pourroient faire des descentes sur les lieux, quand bon leur sembleroit, pourvu qu'elles fussent sans frais.

M. le P. Président a reparti, que tous les Juges n'en pouvoient pas user:

comme Messieurs du Parlement : qu'il sembloit à propos que cela dépendît de leur office & de leur religion. D'ailleurs il seroit aisé d'éluder l'exécution de cet article ; n'étant rien si facile que d'exciter indirectement une Partie , de présenter une requête , & de requérir la descente ; & ainsi quand on voudra prendre les choses au pied de la lettre , l'on ne manquera jamais de requérant. D'ailleurs , ce pouvoit être encore un piège tendu aux Juges , en ce qu'il est porté par l'article , qu'ils *ne pourront faire de descentes , s'ils n'en sont requis par écrit , à peine de nullité , & de restitution de ce qu'ils auront reçu pour leurs vacations*. Et comme l'article précédent porte aussi ces termes : *Si elles ne sont nécessaires , & pour affaires importantes* , il faudra toujours juger entre le Juge & la Partie , si la descente aura été nécessaire , & si l'affaire étoit importante. Que dans l'usage présent l'intimation des Juges n'étoit pas défendue , & il s'en présentoit tous les jours au Parlement ; qu'on ne les épargnoit point dans les audiences , lors qu'ils étoient trouvés en faute. Mais d'insérer dans tous les articles , des peines contre les Juges , les exposer à des prises à Partie , & les menacer de dommages & intérêts , cela ne convenoit pas à leur caractère , ni même au bien de la Justice. Qu'en armant l'Ordonnance contre les Juges , les Juges s'armeroient aussi contre elle , pour la détruire. La Partie qui voudra faire injure aux Juges , prétendra toujours qu'il n'y aura point eu de nécessité de faire une descente ; qu'enfin de toutes les ordonnances , celles qui avoient statué le plus fortement contre les Juges , étoient les moins exécutées , & qu'il falloit engager les Juges par la religion de leur conscience , & par leur honneur.

M. Pullort a dit , que l'une des principales vûes de l'Ordonnance dont il s'agissoit , étoit de soulager les Parties , par le retranchement des frais. Que ceux des descentes étoient excessifs. La présence du Juge pour l'ordinaire étoit peu nécessaire , tout dépendoit du ministère des Experts ; il en avoit fait l'expérience dans les commissions où il avoit été employé. Il estimoit que tous Messieurs en pourroient dire autant. Qu'il ne doutoit pas , que dans les Compagnies il ne s'ordonnoit jamais de descentes , qu'elles ne fussent nécessaires ; mais parce que les premiers Juges étoient suspects de les affecter , l'on avoit crû que la précaution portée par l'article étoit bonne pour en retrancher l'abus , & que tout ce que l'on avoit pu faire étoit d'ordonner , qu'elles seroient faites lors qu'elles seroient requises & nécessaires. Que l'on ne s'étoit pas trouvé fort bien de tant donner à l'arbitrage des Juges : on en connoissoit les abus. Que ci-devant ils ne pouvoient être attaqués que lorsque leurs jugemens étoient taxés de corruption , d'inimitié , ou d'avarice ; mais que depuis , s'étant infiniment relâchés , il falloit donner aux Ordonnances de nouvelles forces. Que la Religion , la conscience & l'honneur , étoient sans doute ce qui devoit faire agir les principaux Magistrats ; mais que néanmoins la vérité étoit , que les Ordonnances les plus mal exécutées , étoient celles dont on avoit chargé leur honneur & leur conscience. Que celle dont il s'agissoit , étoit faite pour tous les Juges du Roïaume.

Si la Partie , contre son propre intérêt , requeroit par suggestion une descente , ce seroit à elle à s'imputer sa facilité ; mais que la loi seroit satisfaite d'avoir pris toutes ses précautions.

M. le Président de Novion a dit , que l'on demandera toujours , qui sera le Juge , entre le Juge à la Partie ? & il lui sembloit qu'il eût été meilleur de laisser la chose à la disposition du Juge , & d'ajouter dans l'article , qu'il ne se fera point de descentes , si elles ne sont jugées nécessaires ; mais que pour en mieux parler , l'article étoit entièrement inutile.

M. le Président de Maisons a dit , que lors qu'un Juge sera pris à partie , & que celui qui l'ataquera , aura conclu aux dommages & intérêts , fondé sur ce que la descente n'aura point été requise , & si le Juge au contraire qui aura été intimé , soutient qu'elle a été nécessaire , & qu'elle aura servi à la décision du Procez ; offrant de justifier que les Juges y auront fondé leurs avis , par les éclaircissémens qu'ils en auront tirés , & que la Partie soutienne le contraire , que faudra-t'il faire sur cette contestation ? faudra-t'il apointer les Parties contraires ? recevra-t'on les dépositions des Juges qui auront opiné ? & toute cette procédure sera-t'elle des regles & de la décence de la Justice ? Que ce que l'on pouvoit donc conclurre de plus certain , c'étoit , que comme il faudroit des Juges , pour juger de la qualité de la prise à partie , il s'en trouvera peu qui pour des faits de cette qualité , condamneront un Officier que l'on aura intimé ; & qu'il seroit bien plus à propos de faire une simple prohibition , sans rien statuer contre les Juges.

M. Puffort a dit , qu'il s'étonne comment on exagere si fort l'inconvénient que l'on croit qui naîtra de cette prise à partie ; en ce que le Juge qui aura été pris à partie , sera en peine de vérifier , si la descente étoit nécessaire , ou non : parce que dans tout l'article , il n'étoit question que de sçavoir , si le Juge qui aura fait une descente , sans en être requis par écrit , par la Partie , pourra être pris lui-même à partie : auquel cas le Juge qui se voudra défendre de la prise à partie , n'aura qu'à produire la requisition qui lui aura été faite. Et à l'égard de la peine contre les Juges , c'étoit une chose à remettre au Roi , avec les autres articles qui contenoient de pareilles dispositions.

ARTICLE III.

LEs Officiers de nos Cours de Parlement , Grand Conseil, ^{I. Article de l'Ordern.} Chambres des Comptes , Cours des Aides , & toutes autres nos Cours , ne pourront faire de descente sur les lieux , de quelque nature qu'elle soit , s'ils n'en sont requis par écrit par l'une ou par l'autre des Parties ; sous pareille peine que dessus.

M. le P. Président a dit , qu'en examinant l'article II. l'on avoit traité

celui-ci. Que la même peine contre les Juges y avoit été inferée ; mais elle bleffoit si fort , que l'on ne pouvoit s'empêcher de se récrier toutes les fois qu'elle se présentoit. Que l'aplication en étoit impossible ; pouvant arriver que la descente seroit ordonnée à l'Audience , contre l'avis du Président , ou bien même aux Procez par écrit , contre l'avis du Rapporteur ; & dans cette incertitude , il seroit bien difficile , de s'adresser justement à celui qui auroit fait la contravention.

M. Puffort a dit , que l'on pouvoit ajouter à l'article : *Si ce n'étoit que la descente fût faite sans frais.* Qu'au surplus , ces articles qui contiennent des peines que l'on trouvoit si dures , l'étoient toutefois bien moins que celles qui sont portées par les anciennes Ordonnances , qu'il avoit rapportées en traitant ci-devant de pareilles matières ; & qu'il est notoire , que l'on cite souvent le Président & le Rapporteur , pour leur faire rendre compte des affaires de la Compagnie.

Messieurs les Présidens ont dit , tout d'une voix , que cela ne se pratiquoit point au Parlement de Paris : que lorsque le Roi desiroit être informé des motifs d'un Arrêt , il mandoit son Procureur général qui lui en rendoit compte , & que c'étoit l'usage.

M. Puffort a reparti , qu'au moins étoit-il certain , que Messieurs du Parlement en usoient ainsi à l'égard des Juges inférieurs de leur ressort , & que lors qu'il y avoit du fait de ces Juges dans leurs jugemens , l'on ne faisoit point de difficulté de decreter contre le Rapporteur & celui qui avoit présidé ; & cela même dans le doute de quel avis ils auroient été.

ARTICLE IV.

II. Article
de l'Ordon.

LEs Rapporteurs des Procez pendans & indécis en nos Cours , pour l'instruction & éclaircissement desquels il échoira de faire quelque descente , ne pourront être commis ; mais ce sera le plus ancien de ceux qui auront assisté au jugement , & à son défaut un autre Conseiller de la Chambre ; le tout suivant l'ordre du Tableau.

ARTICLE V.

II. Article
de l'Ordon.

LE même ordre du Tableau sera aussi observé , pour les descentes qui seront ordonnées aux causes d'Audience.

M. le P. Président ayant demandé , que l'un & l'autre de ces deux articles fussent lus conjointement , à cause de leur connexité , il a dit , que l'ordre du Tableau , prescrit par ces deux articles , sembloit d'abord le plus naturel. Que néanmoins les Procureurs y pourroient faire fraude , en prenant bien leur tems ; & que cet inconvenient ne pouvoit être prévenu que

que par la distribution , d'où cela devoit dépendre entièrement : d'autant plus même, que les plus anciens n'étoient pas toujours les plus propres pour certaines commissions.

M. Puffort a dit , qu'il estime qu'il seroit mieux de le laisser à la distribution.

ARTICLE VI.

DAns les Bailliages, Sénéchaussées, Présidiaux, & autres ^{III. Article de l'Ordon.} Sièges, l'ordre commencera par le Lieutenant Général, Particulier, Assesseur, & autres chefs des Compagnies; pourvu, comme dit est, qu'ils ayent assisté au raport du Procez, ou plaidoirie de la cause.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE VII.

LEs Commissaires pour faire des descentes, seront nommés ^{IV. Article de l'Ordon.} par l'Arrêt ou jugement qui ordonnera la descente; & à leur refus en sera usé comme il est dit & ordonné ci-dessus.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE VIII.

LEs Commissaires ne pourront vaquer aux descentes, sans ^{V. Article de l'Ordon.} que l'une ou l'autre des Parties ait présenté requête à cet effet, en la juridiction où le différent est pendant, dont acte sera donné à la Partie ce requérante, qui sera tenue de consigner les frais ordinaires & accoutumés, & de le faire signifier à la Partie.

M. le P. Président a dit, qu'il est porté par l'article, que les Commissaires ne pourront vaquer aux descentes, sans que l'une ou l'autre des Parties ait présenté Requête à cet effet, en la juridiction où le différent est pendant. Que ces derniers mots : en la juridiction où le différent est pendant, sont inutiles, parce qu'on ne pourroit pas présenter la Requête ailleurs; & il faut que l'Ordonnance soit significative & correcte.

ARTICLE IX.

V I. Article
de l'Ordon.

L'Arrêt ou jugement ordonnant la descente , & la Requête portant requisition d'être procédé à icelle , seront mis pardevers le Commissaire , qui sera tenu d'y vaquer , & de partir dans le mois du jour de la requisition ; autrement ne pourra plus y vaquer , ni même la commission être prorogée ; à peine de nullité de ce qui aura été fait après le mois , & de repetition de ce qu'il aura reçu ; mais en sera subrogé un autre en son lieu & place , suivant l'ordre du Tableau , du nombre toutefois , si faire se peut , de ceux qui auront assisté au rapport du Procez , ou plaidoirie de la cause , lorsque la descente aura été ordonnée.

ARTICLE X.

V I. Article
de l'Ordon.

Les Parties se pourvoiront pardevant le Commissaire pour la nomination des Experts , s'il en est besoin , & pour faire ordonner le jour auquel il faudra se rendre sur les lieux ; Surquoi il sera par lui statué dans la premiere assignation donnée à la Requête de l'une ou l'autre des Parties , en vertu de son ordonnance.

M. le P. Président a dit , que l'on pourroit délibérer sur ces deux articles conjointement , qui portoient que *le Commissaire seroit tenu de partir dans le mois du jour de la requisition , autrement il n'y pourroit plus vaquer.* Que cette disposition étoit contraire à celle des Ordonnances de Charles VII. & Louis XII. rapportées dans le *Code henri. liv. 2. tit. 22.* Qu'il y avoit beaucoup plus de commissions dans le Parlement il y a cent ans , qu'il ne s'en ordonne aujourd'hui ; cependant elles étoient toutes renvoyées au tems des vacations , parce qu'un Officier doit un service actuel à sa chambre.

M. Pussot a dit , que l'intention de l'article étoit d'obliger les Juges , à juger définitivement un Procez , & de n'interloquer , que le moins que faire se pourroit. Que tous ces ménagemens de porter l'exécution des Commissions dans le tems des vacances , n'étoient que pour l'intérêt des Juges ; mais que ce retardement étoit prejudiciable aux Parties , par une suspension de 8. ou 9. mois , qui pouvoit arriver par ce moyen dans leur Procez. Qu'il ne falloit pas s'arrêter à l'exemple de siècles passés , où le nombre des Juges étoit bien moindre qu'il n'est pas ; mais qu'à pre-

sent ceux qui seroient chargés de commissions, pourroient bien s'absenter sans que la Justice en souffrît.

M. le P. Président a reparti, que telle personne capable d'une grande commission, se trouvera d'ailleurs fort employée.

M. le Président de Novion a dit, que les mêmes Ordonnances citées par Monsieur le Premier Président portoient, que les Commissaires chargés de plusieurs commissions, choisiroient.

M. Puffort a reparti, que ces Ordonnances étoient faites pour remédier aux défauts de leurs tems ; mais que l'on reconnoit aujourd'hui, que ces Commissions sont souvent ruineuses pour les Parties. Qu'il faut donc empêcher qu'elles ne soient si fréquentes, & que l'on ne donne des Jugemens interlocutoires, lorsque l'on peut juger définitivement. Que c'est à quoi les articles ont voulu pourvoir par toutes les restrictions que l'on y a mises.

ARTICLE XI.

Les Ordonnances des Commissaires, concernant le fait des VII. Article
descentes, seront exécutées nonobstant oppositions ou de l'Ordon.
apellations quelconques, prises à partie, & sans préjudice à la fin.
d'icelles.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XII.

S'il y a quelques causes de récusation contre les Commis- VII. Article
saires, elles seront proposées trois jours avant leur départ, de l'Ordon.
autrement sera passé outre, nonobstant & sans préjudice d'icelles, même celles dont les causes pourroient être depuis survenues, sur toutes lesquelles sera fait droit après le retour des Commissaires.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XIII.

Lorsque les Juges ordonneront, que les lieux seront vûs VIII. Article
& visités, les ouvrages toisés ou estimés par experts, & qu'il de l'Ordon.
ne sera pas nécessaire qu'aucuns Commissaires se transportent sur les lieux, il sera fait expresse mention, par les Arrêts ou jugemens qui ordonneront les rapports, des faits sur lesquels les

Experts les doivent faire ; ensemble du Juge qui sera commis pour proceder à la nomination des Experts, recevoir leur serment , & raport, & du jour & de l'heure que les Parties devront comparoir pardevant le Commissaire.

M. le P. Président a dit , que s'il falloit que les Sentences continssent tous les faits , elles seroient fort amples & embarassées , & cela même seroit d'une difficile exécution. Qu'il échaperoit toujours quelque chose au Juge en prononçant , & qu'il étoit bien plus net de mettre seulement, que *la visite seroit faite aux fins des Parties.* Qu'il seroit aussi bien difficile , de marquer le jour & l'heure dans un Arrêt , & on trouveroit bien étrange dans un bareau , qu'un Président eût prononcé à l'Audience , *un tel jour & à telle heure telle chose se fera.* Qu'il s'agit même quelquefois de Commissions , qui doivent être exécutées aux extrémités du Roïaume. Qu'en ce cas il y auroit impossibilité d'employer dans l'Arrêt les faits , le lieu , le jour & l'heure ; & ce seroit matiere de grandes chicanes & vexations des Parties les unes contre les autres.

Que celui qui voudra éluder , se presentera à l'heure précisément , & prenant au pied-levé le moment de l'assignation , dans lequel la Partie ni le Juge , ne se seront point trouvés , il reviendra sur ses pas au Parlement , pour prendre ses avantages , ou pour demander un autre Commissaire. Que toutes ces considerations font bien voir l'impossibilité de l'article dans son exécution.

M. Pussort a dit , que sur chaque article il faut toujours appliquer les motifs de la reformation qu'on veut faire. Qu'un des principaux , est d'empêcher la multiplication des procedures ; & que si les faits n'étoient restreins par le jugement même , on les multiplieroit à l'infini. Qu'au surplus , les Juges sont faits pour la Justice. Qu'il est nécessaire qu'ils la facilitent , & il ne faut pas qu'ils fassent attendre aux Parties , leur commodité.

M. le Président de Novion a demandé , si faute par le Commissaire de s'être rendu justement à l'heure de l'assignation , & le jour en étant passé , il ne seroit plus Commissaire.

M. Pussort a reparti , que l'article n'en disoit rien.

M. le P. Président a dit , qu'il falloit donner un terme un peu plus étendu. Qu'un premier Juge qui avoit toutes les choses presentes , pouvoit facilement donner le jour & l'heure ; mais qu'au Parlement il n'en étoit pas de même , où il seroit impossible de sçavoir , si le Commissaire seroit prêt : quelquefois cela se pourroit faire par rencontre. Qu'il faut nécessairement laisser toutes ces choses à l'office du Juge. Qu'elles s'évanouissent en voulant entrer trop avant dans le détail : ce qui ne convient pas à la majesté de l'Ordonnance où l'on voit même qu'elle se dissipe à force d'y subtiliser.

M. Pussort a dit , qu'il pouvoit bien y avoir trop de détail dans l'ar-

article; mais que l'intention avoit été d'abolir les Ordonnances des Commissaires, & qu'en retranchant toutes les formalités superflues, la Sentence, ou l'Arrêt pussent apprendre aux Commissaires & aux Parties, ce qu'il y avoit à faire, pour l'exécution de la commission.

ARTICLE XIV.

AU jour & à l'heure mentionnés & désignés par l'Arrêt IX. Article de l'Ordon.
ou jugement, sera procédé par les Parties à la nomination d'Experts pardevant le Commissaire, sans autre Sentence, Commission, ni Exploit; & si l'une des Parties ne se présente pas, ou qu'elle refuse de nommer un Expert de sa part, le Commissaire en nommera d'office pour la Partie absente ou refusante, pour procéder à la visitation avec l'Expert, qui aura été nommé par l'autre Partie; & arrivant que l'une ni l'autre n'en veuillent nommer, le Commissaire en nommera d'office: le tout sauf à recuser; auquel cas de recusation, si les Experts nommés par les Parties, sont valablement recusés, ceux qui les auront nommés, seront tenus d'en nommer incessamment d'autres.

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet article regarde la forme de nommer des Experts. Que la question en fut agitée amplement à la dernière conférence, & il seroit inutile de repeter les raisons qui y avoient été dites de part & d'autre.

ARTICLE XV.

PAR le Procez verbal qui contiendra la nomination d'Experts, le Commissaire ordonnera le jour & l'heure qu'ils comparoîtront devant lui, pour faire le serment; & sur une simple assignation donnée aux Experts & aux Parties, par le plus diligent d'icelles, au jour & à l'heure désignés comparoîtront devant le Commissaire, & prêteront le serment; & dans le même tems, leur sera mis entre les mains l'Arrêt ou jugement qui aura ordonné la visite, à laquelle ils vaqueront incessamment. X. Article de l'Ordon.

L'article a passé.

ARTICLE XVI.

Cet article
a été re-
tranché.

LEs Experts seront tenus de faire rédiger par écrit & signer la minute de leur rapport sur le lieu, avant que d'en partir, pour en être les Grosses délivrées 24. heures après, aux Parties.

M. le P. Président a dit, qu'il y a quelques observations à faire sur cet article. La première, qu'il seroit bon que les Experts délivraissent leur rapport au Commissaire, pour être transcrit dans son Procès verbal.

M. Puffort a dit, que cela augmenteroit les frais.

M. le P. Président a reparti, que l'expédition ne s'en feroit qu'une fois, & que l'on atacherait la minute à celle du Procès verbal.

M. Puffort a dit, qu'en ce cas cela pourroit être bon.

M. le P. Président a ajouté, que lorsque les Experts se trouveroient contraires, ce seroit aux Juges à nommer un tiers; qu'à cet éfet, il faudra que les Parties soient assignées, pour voir jurer ce tiers; & qu'après avoir conféré ensemble, ils donnent leur rapport conjointement.

M. Puffort a dit, que si les Experts sont contraires, l'usage est qu'ils donnent leur rapport séparément; & s'ils sont uniformes, ils le donnent conjointement.

M. le Président de Maisons a dit, que quelque chose qu'on puisse faire, lors qu'une Partie refusera de convenir d'Experts, ou qu'ils seront contraires en leurs avis, le Juge sera toujours le maître de la nomination. Que l'ancien usage paroïssoit le meilleur: & l'Expert nommé par le Juge ne seroit pas plus obligé de faire son devoir, que celui qui n'auroit que la simple nomination de la Partie.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit encore une observation fort considérable à faire sur cet article, en ce qu'il porte, que *les Experts seront tenus de rédiger & signer sur les lieux, avant que d'en partir, la minute de leur rapport*; que cela n'étoit pas possible sans causer de grands frais aux Parties. Que les Experts, pour accélérer, font des mémoires de leurs observations sur les lieux; mais il leur faut presque autant de tems pour en dresser leur rapport, comme à les faire. Il y a eu telle commission, où l'on a employé des trois mois entiers, & quelquefois plus long-tems; de sorte que s'il falloit que les minutes fussent signées sur les lieux, comme cela ne se pourroit faire, sans que le Juge, les Experts, & les Procureurs des Parties y demeurassent: ce seroit des frais excessifs.

M. Puffort a dit, que l'on n'a fait que transcrire l'article 185. de la coutume de Paris, dont la prévoyance a été d'empêcher que les Experts ne fussent corrompus au retour de leur commission, pour changer leurs avis; mais que tout se faisant sur les lieux & au milieu des Parties intéressées, ou de leurs Procureurs, les Experts pourront tirer tous les éclair-

cissemens qui leur seront nécessaires , & feront leur rapport beaucoup plus véritable & plus correct , lorsque les espèces sont encore présentes & distinctes , que non pas quand le tems les aura dissipées ou confondues.

M. le P. Président a reparti , que la disposition de l'article de la Coutume de Paris , étoit bonne pour son détroit , mais ne convenoit pas à toute l'étendue du Roïaume. Que les principales descentes se faisoient dans Paris ou aux environs ; ainsi on étoit chez soi , où toutes choses se faisoient bien plus commodément , que lors qu'il s'agissoit de travailler dans des provinces éloignées.

M. Puffort a reparti , qu'il ne voyoit pas en cela grande différence , & que l'Expert pouvoit suivre jour à jour le Procez verbal du Commissaire.

ARTICLE XVII.

LEs Juges & les Parties pourront nommer pour Experts ^{XI. Article de l'Ordon,} des Bourgeois , & en cas qu'un Artisan soit intéressé en son nom contre un Bourgeois , on ne pourra prendre qu'un Bourgeois pour tiers Expert.

L'article a passé.

ARTICLE XVIII.

ABrogeons l'usage de faire recevoir en Justice les Procez ^{XIV. Article de l'Ordon,} Verbaux des descentes & rapports d'Experts , sans laquelle procédure pourront les Parties s'en servir , ou les contester.

M. le P. Président a dit , que l'on pourra donc contester sans appointement , & par conséquent qu'il n'y en aura point pour donner moyens de nullité.

ARTICLE XIX.

LEs Juges & les Experts se transporteront sur les lieux , ^{XV. Article de l'Ordon,} pour vaquer respectivement , avec plus de diligence qu'il leur sera possible , à leur commission & rapport : leur défendons & à leurs domestiques , de recevoir aucuns présens des Parties , ni de souffrir qu'ils les défrayent ou payent leur dépense , directement ou indirectement , à peine de concussion & de 300. livres d'amende , applicable aux Pauvres des lieux , & de tous dépens , dommages & intérêts des Parties.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XX.

XVI. Article
de l'Ordon.

SI les Juges sont employés en même-tems en différentes commissions & descentes, hors les lieux de leur domicile, ils ne pourront se faire payer qu'une seule fois de la taxe qui leur apartiendra par chacun jour, selon ce qui sera réglé ci après, laquelle taxe leur sera payée par les Parties intéressées, & seront tenus, par leurs Minutes & Procez Verbaux, de faire mention séparée de ce qu'ils auront reçu de chacune Partie, à peine de concussion & de restitution du total de leurs vacations.

L'article a été trouvé bon, sinon que Monsieur le Premier Président a dit, que cet article & plusieurs autres de ce titre, lui paroissoient d'un stile fort diffus, & fort étendu, & qu'il eussent pû être compris en moins de mots & expliqués avec plus de netteré.

ARTICLE XXI.

XVIII. Arr.
de l'Ordon.

Lorsque les Juges seront sur les lieux pour vaquer à des commissions & descentes, & qu'à l'ocasion de leur présence ils seront requis d'exécuter quelque autre commission, ils ne seront payés par les Parties intéressées à la nouvelle commission & descente, que pour le tems qu'ils vaqueront pour eux; & les Parties intéressées à la premiere commission, payeront les journées employées pour aller sur les lieux, où la premiere descente devoit être faite, & pour le retour.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XXII.

XVII. Arr.
de l'Ordon.

SI toutefois la longueur du voyage est augmentée à l'ocasion de la seconde commission, les journées seront payées par les Parties intéressées en la seconde commission, à proportion du tems qui aura été employé à cause de l'augmentation du voyage: de tous lesquels payemens il sera fait mention séparée sur les minutes & grosses des procez verbaux, sous même peine.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE

ARTICLE XXIII.

Voulons que ce qui a été ordonné ci-dessus pour les Juges, ait lieu & soit exécuté à l'égard des Experts.

Cet article
a été re-
tranché.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XXIV.

LE plus diligent des Parties fera donner à la Partie aversé, ^{XXIII. Art.} copie des Procez Verbaux, & du raport d'Experts; & ^{de l'Ordon.} trois jours après il pourra poursuivre l'Audiance, sur un simple acte, ou produire les Procez Verbaux & raports, si le principal differend d'entre les Parties, est apointé.

M. le P. Président a dit, que c'étoit changer le stile : qu'au Parlement les descentes pouvoient être ordonnées à l'Audiance ; mais lors qu'il s'agit de faire raport d'un Procez Verbal de descente, on prend toujours un apointement : n'étant pas facile de faire voir à l'Audiance une carte, une figure & description des lieux ; parce que cela demande une inspection particuliere de tous les Juges, qui ne s'accommoderoit pas avec l'Audiance.

M. Pussort a répondu, que l'affaire seroit apointée, si on ne pouvoit pas la juger à l'Audiance ; cependant que l'esprit de l'Ordonnance étoit de tout porter à l'Audiance.

M. le P. Président a reparti, que ce seroit faire deux fois la même chose. Que l'on ordonnoit une descente, parce que l'affaire n'étoit pas suffisamment entendue à l'Audiance, & néanmoins dans l'intention de l'article, on vouloit qu'elle y pût être jugée ; en rapportant l'avis des Experts. Que par toutes ces nouveautés on surchargerait & fatiguerait les Audiances, en sorte qu'on les rendroit inutiles par l'embarras.

M. Pussort a dit, qu'encore que le motif qui porte les Juges à ordonner une descente, vienne de ce que l'affaire n'est pas assez entendue, il ne s'ensuit pas, qu'après que l'avis des Experts aura été rapporté, l'affaire ne puisse être jugée à l'Audiance ; au contraire, il s'ensuit qu'elle y doit être jugée, parce qu'elle a été éclaircie par le raport des Experts.

M. le P. Président a reparti, que cela se pourroit faire quelquefois par les premiers Juges ; mais qu'à l'égard des Compagnies Souveraines, il ne falloit pas l'espérer.

ARTICLE XXV.

XIX. Art.
de l'Ordon.

Les Juges feront mention séparée, des Taxes qu'ils auront reçues, & des jours qu'ils auront employés, pour se transporter sur les lieux, & de ceux de leur séjour & retour, à peine de concussion & de 100. livres d'amende.

M. le P. Président a dit, qu'un Juge ne pouvoit pas être payé de deux commissions; mais qu'il étoit raisonnable de donner une journée pour le voyage, & une autre pour le retour.

ARTICLE XXVI.

XX. Article
de l'Ordon.

Si les Commissaires sont trouvés sur les lieux, ou à une journée de distance, ils ne prendront aucunes vacations pour leur voyage ni pour leur retour.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XXVII.

XXI. Article
de l'Ordon.

Chaque des Parties sera tenue d'avancer les vacations de son Procureur, sauf à répéter, si elle obtient condamnation de dépens en fin de cause, & si outre l'assistance de son Procureur, elle veut avoir un Avocat, ou quelque autre personne pour Conseil, elle payera ses vacations, sans aucune espérance de répétition; si néanmoins la Partie poursuivante se trouvoit obligée d'avancer les vacations de ses Parties adverses, exécutoire lui en sera délivré sur le champ, sans attendre l'issue du Procez.

M. le P. Président a dit, que cela est contraire à l'usage qui se pratique présentement, qui est, que le provoquant avance les frais.

M. Pussort a répondu, que la disposition de l'article étoit pour empêcher qu'une Partie ne vexât celle qui auroit fait ordonner la descente sur les lieux.

ARTICLE XXVIII.

Lorsque les Officiers feront des descentes , ou autres com- XXII. Arr.
missions , hors la ville & ban-lieu de l'établissement de de l'Ordon.
leur Siege , ils ne prendront par chacun jour , que les sommes
suivantes, sous peine de concussion ; de restitution de tout ce
qu'ils auront reçu , & de tous dépens , dommages & intérêts.

L'article a été remis à examiner , lorsque les taxes dont il parle , auront
été faites.



DU SAMEDI VINGT-SIXIÈME FEVRIER, 1667.
après midi , en l'Hôtel Séguier.

*Ce jour , la Compagnie s'étant assemblée à l'heure ordinaire,
Lecture a été faite du*

TITRE XIX.

Ce Titre est
le XXXIII.
de l'Ordon-
nance.

*Des Saisies, exécutions & ventes de Meubles, Grains, Bes-
tailiaux, & choses Mobilières, pour les dettes des
Particuliers.*

ARTICLE I.

Tous Exploits de Saisies , exécutions de meubles , & I. Article
choses mobilières , contiendront l'élection de domici- de l'Ordon.
cile du saisissant , dans la Ville où la saisie , ou exécution
sera faite ; & si la saisie & exécution n'est faite dans une
Ville , Bourg ou Village , le domicile sera élu dans le Village,
ou la Ville la plus proche.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE II.

I I. Article
de l'Ordon.

Aucune saisie ne pourra être faite que pour chose certaine & liquide, en deniers ou en especes.

M. le P. Président a dit, que l'article se devoit entendre des saisies & exécutions de meubles. Que d'ailleurs on avoit voulu faire l'article conforme au 166. de la Coutume de Paris, qui est fort net; mais qui veut que l'appréciation soit faite avant la vente: de sorte que cela ayant été obmis en celui-ci, il étoit bon d'y ajouter, qu'il sera sursis à la vente jusqu'à ce que l'appréciation ait été faite, & que pour ce sujet, en cas de saisie des choses en espece, il faudra ajourner en même-tems pour voir appretier.

ARTICLE III.

III. Article
de l'Ordon.

Toutes les formalités des ajournemens seront observées dans les exploits de saisie & exécution, & sous les mêmes peines.

ARTICLE IV.

IV. Article
de l'Ordon.

Avant d'entrer dans une maison pour y saisir des meubles, ou effets mobiliers, l'Huissier ou Sergent sera tenu d'appeler deux voisins au moins, pour y être présens, auxquels il fera signer son Procès Verbal, s'ils savent ou veulent signer: sinon en sera fait mention. Il le fera aussi signer par ses Records, & s'il n'y a point de voisins, sera tenu de le déclarer pareillement par l'exploit, & de le faire parapher par le plus prochain Juge, incontinent après l'exécution: ainsi qu'il est requis aux ajournemens.

M. le P. Président a dit, qu'il falloit, par l'article, obliger le Sergent d'insérer dans son exploit: *Avant ou après midi*, pour empêcher les concurrences, & conserver au plus diligent le droit de Priorité, qui est considérable dans la distribution des deniers procedans de la vente des Meubles.

M. Puffort a dit, que cela pouvoit être ajouté.

ARTICLE V.

SI les portes de la maison sont fermées , & qu'il n'y ait ^{V. Article de l'Ordon.} personne pour les ouvrir, ou que ceux qui y seront n'en veuillent faire l'ouverture, l'Huissier ou Sergent se retirera pardevant le Juge du lieu , lequel au bas de l'exploit ou du rapport du Sergent, nommera au moins deux personnes dignes de foi, en présence desquelles l'ouverture des portes, la saisie & exécution, seront faites, & qui signeront l'exploit de saisie avec les Records.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE VI.

LEs Exploits des saisies & exécutions, contiendront par le ^{VI. Article de l'Ordon.} menu & en détail, les meubles saisis & exécutés.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE VII.

SEra laissé sur le champ au saisi, copie de l'Exploit, ou du ^{VII. Article de l'Ordon.} Procès Verbal, signé des mêmes personnes qui auront signé l'original.

M. le P. Président a dit, que le mot d'*Original*, employé dans l'article, pouvoit faire de l'équivoque. Qu'il y avoit deux originaux, l'un qui demeure pardevant le Saisissant, & l'autre qui passe entre les mains du Saisi.

M. Puffort a dit, que l'Ordonnance distingue; & que lors qu'elle parle de l'exploit qui demeure au Saisi, il est toujours nommé *Copie*; mais quand il est entre les mains du saisisant, il devient son original; & que c'est la distinction qu'on y peut faire.

ARTICLE VIII.

LE nom & le domicile de celui, en la garde duquel auront ^{VIII. Article de l'Ordon.} été mises les choses saisies, seront signifiés au saisi par le Procès Verbal, ou par exploit séparé.

M. le P. Président a dit , que pour ne point donner sujet de multiplier les Actes, il seroit bon de retrancher de l'article ces mots : *Par exploit séparé*, & d'employer dans le Procez Verbal , le nom & le domicile du Gardien.

ARTICLE IX.

IX. Article
de l'Ordon.

DEfendons aux Gardiens de se servir des choses saisies, pour leur usage particulier , ni de les bailler à loüage ; & en cas de contravention, Voulons qu'ils soient privés du paiement des frais de garde & de nourriture , & condamnés aux dépens, dommages & intérêts des Parties.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE X.

X. Article
de l'Ordon.

SI les Bestiaux saisis aportent d'eux-mêmes quelque profit Sou revenu , le Gardien sera tenu d'en tenir compte au Saïsi , ou au creancier saisissant.

M. le P. Président a dit , qu'il faut apprehender que la disposition de cet article ne fasse naître bien des contestations , sur la question de sçavoir , si une Brebis aura fait un Agneau , & si une Vache aura rendu peu ou beaucoup de lait ; & en quelque façon que ce soit , il est certain qu'à l'égard de Paris , cet article demeurera entierement inutile.

M. Puffort a dit , que l'Ordonnance doit avoir son exécution dans toute l'étendue du Roïaume , & que si dans Paris elle ne s'observe pas, elle sera d'un fort grand fruit en Normandie , où il y a des lieux que l'on appelle des *Parcs Royaux* , dans lesquels les Bestiaux saisis sont gardés. Que les Gardiens loient les chevaux , prennent les veaux & les agneaux , & apliquent le provenu à leur profit , sans diminution de leurs frais de garde.

M. le P. Président a reparti , que l'Ordonnance étant générale , l'article étoit bon.

ARTICLE XI.

XI. Article
de l'Ordon.

LE Sergent sera tenu de signifier au Saïsi , à sa personne ou domicile , le lieu & l'heure , où les meubles & bestiaux saisis seront exposés en vente , pour y faire trouver des En-

cherisseurs, si bon lui semble ; laquelle vente sera faite au plus prochain marché, & aux heures, où il se tient.

M. le P. Président a dit , qu'il y a quelques observations à faire sur cet article. Qu'en Bourbonnois & en Auvergne , il falloit aller deux fois devant le Juge : l'une , pour demander permission de faire vendre les choses saisies & obtenir de lui sentence à cet éfet ; & l'autre , pour obtenir une seconde sentence qui confirme la vente. Que les Juges des lieux prétendoient autoriser cet usage , ou plutôt cet abus , par la disposition de leurs Coutumes , & que pour le retrancher il seroit bon d'ajouter à l'article : *Sans que le Saisissant soit tenu d'obtenir permission de vendre , ni sentence de confirmation , nonobstant toutes Coutumes ou usages à ce contraires.*

M. Puffort a dit , qu'il avoit été arrêté que l'on proposeroit au Roi d'ôter toutes les dérogations particulières , qui ont été employées dans plusieurs articles , & de mettre à la fin de l'Ordonnance une clause de dérogation générale , en termes les plus significatifs que faire se pourra.

M. le P. Président a reparti , que cette dérogation seroit bonne pour les choses contenues aux Ordonnances ; mais qu'à l'égard des usages qui s'étoient introduits dans quelques Sieges , sans aucun fondement pris des Ordonnances , on les continueroit indubitablement , si l'on n'y pourvoyoit par une dérogation expresse & particulière.

M. le Président de Novion a dit , que dans les derniers Grands-Jours de Clermont , il s'étoit trouvé beaucoup d'abus dans les Sieges , qui avoient prévalu à l'Ordonnance , & que l'on avoit été obligé d'en faire un règlement.

M. Puffort a dit , que l'intention étoit de déroger généralement à tous usages des lieux contraires à la disposition de l'Ordonnance , & qu'il en falloit faire la proposition au Roi.

ARTICLE XII.

LEs Meubles & les Bestiaux saisis, ne pourront être vendus, qu'il n'y ait au moins trois jours entre l'exécution & la vente. XII. Article de l'Ordon.

M. le P. Président a dit , que par un usage inviolablement observé dans le ressort du Parlement de Paris , on donnoit huitaine , au lieu de trois jours portés par l'article. Qu'il étoit d'autant plus raisonnable de donner un grand délai , que dans Paris la recousse seroit impossible , si ce n'étoit pour les bestiaux.

M. Puffort a dit , que l'article ne portoit pas qu'il n'y auroit que trois jours , entre l'exécution & la vente ; mais qu'il y auroit au moins trois jours ; & que cela étant de faculté , le tems pourroit être augmenté.

M. le P. Président a reparti, que ce plus long délai dépendant de la discrétion du Saisissant, cela iroit toujours fort vîte, & qu'il étoit bon de l'obliger absolument au délai de huitaine, suivant la disposition de la Coutume de Paris.

M. Puffort a dit, que la Justice étant saisie de son gage, il n'y auroit pas grand peril à acorder ce délai.

ARTICLE XIII.

XIII. Art.
de l'Ordon.

Les Bagues, Joyaux & vaisselle d'Argent, que l'Huissier ou Sergent estimera valoir 300. livres ou plus, ne pourront être vendus qu'après trois différentes expositions; si ce n'est que le Saisissant & le Saisi en convinssent par écrit, qui sera mis entre les mains du Sergent pour sa décharge.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit quelques observations à faire sur cet article, l'une: que la vaisselle d'argent est facile à estimer par son poids; à l'égard des bagues & joyaux, l'estimation ne s'en faisoit pas par un Sergent priseur; mais par un Joiailler ou Orfèvre. L'autre, sçavoir de pour quelle façon seront entendues les trois différentes expositions portées par l'article. Si ce sera de trois jours en trois jours; ou en trois jours de marchés consecutifs, ou de huitaine en huitaine.

Qu'il seroit encore bon de sçavoir, en quel lieu ces expositions seront faites: si ce sera en plein marché, ou dans la Boutique d'un Orfèvre; Surquoi il observera en passant, que les Diamans de fort grand prix, & qui sont considérés comme immeubles dans les familles, sont decretés comme des heritages, & les expositions s'en doivent faire à la boutique d'un Orfèvre; mais qu'il ne s'en agit pas ici.

M. Puffort a reparti, que pour ôter toute ambiguïté, l'on peut ajouter dans l'article, que *les expositions seront faites à trois jours de marchés consecutifs*. Que ce n'étoit point en cela que consistoit la principale difficulté; mais de sçavoir si on laisseroit en la liberté du Sergent de faire l'estimation des Bagues; & si un Collier ou une Bague seroit exposée par trois jours de marché, & si l'estimation s'en feroit par des Orfèvres. Que toutes ces différences & ces minuties faisoient d'assés grandes difficultés. Que l'on avoit crû qu'il les falloit retrancher, & mettre seulement dans l'article: *Les Bagues, Joyaux, & vaisselle d'Argent, de valeur de 300. livres, ne pourront être vendus, &c.* étant impossible de regler tellement toutes choses, que rien ne dépende de la volonté du Sergent.

ARTICLE XIV.

EN procédant par saisie & exécution sur de pauvres per-
sonnes, on sera tenu de leur laisser une vache, trois
brebis, ou deux chevres, pour aider à soutenir leur vie, si
ce n'est que la créance pour laquelle la saisie est faite, soit
pour la vente qui leur aura été faite de ces bestiaux, & pour
avoir prêté de l'argent pour les acheter, ou pour les loyers
des fermages; & de plus leur sera laissé un lit pour les cou-
cher, & l'habit dont ils seront vêtus & couverts.

XIV. Article
de l'Ordon.

M. le P. Président a dit, que l'article regarde les pauvres, & qu'il importe qu'il soit exécuté, en ce qu'il ordonne qu'en procédant à l'exécution sur de pauvres personnes, le Sergent sera tenu de leur laisser une vache, & quelques autres bestiaux, mentionnés dans l'article, nécessaires pour leur subsistance; mais que l'on peut demander, si le Sergent sera le Juge pour décider si le Saïsi sera pauvre, ou s'il ne le sera pas; & qu'il auroit peut-être mieux été, de faire l'article général pour tous les gens de Village.

M. Puffort a reparti, que dans les Fauxbourgs des Villes, il y avoit de pauvres Habitans, qui subsistoient avec leur famille, de leurs bestiaux.

M. le P. Président a ajouté, que l'on pouvoit toujours demander qui en seroit le Juge? Si l'on s'adressoit au Juge ordinaire, ce seroit un procez qui ne convenoit point à la matiere, & au contraire en laissant l'article indéfini, cela auroit le même effet, étant impossible que celui à qui on ne laissera qu'une Vache, trois Brebis, ou deux Chevres, ne devienne pauvre, quand il ne l'auroit pas été auparavant.

M. Puffort a dit, que cela paroïssoit bon.

M. le P. Président a ajouté, qu'il y avoit encore une autre observation à faire dans l'article, en ce qu'il porte : *Si ce n'étoit que la Créance, pour laquelle la saisie auroit été faite, fût pour vente de ces bestiaux, ou pour avoir prêté de l'argent pour les acheter, ou pour loyers de fermages*; qu'il faut expliquer comment cela se fera, & si la preuve par témoins sera recevable. Que pour un plus grand éclaircissement & pour prévenir toutes contestations, on pourroit ajouter cette clause : *Et qu'il y en eût preuve par écrit.*

M. Puffort a dit, qu'il faut laisser ces choses à la prudence du Juge, lequel selon les circonstances du fait, pourra recevoir la preuve par témoins au dessus de 100. livres, lors qu'il y aura quelque adminicule de preuve.

M. le P. Président a encore observé, que l'article porte, que l'on laissera aux Saïs, l'habit dont ils sont vêtus & couverts. Que cela est abso-

lument inutile ; parce que l'on ne dépouille pas un homme , & l'on feroit le procez à un Huissier qui auroit exercé cette rigueur.

Monsieur Puffort a dit , qu'il s'étoit vû des Sergens qui avoient ôté le manteau.

ARTICLE XV.

XVII. Art.
de l'Ordon.

Les choses saisies seront ajugées au dernier enchérisseur, & qui en aura plus offert, en payant par lui sur le champ le prix de l'adjudication.

M. le P. Président a dit , que l'article étoit inutile ; parce que les choses saisies ne pouvoient être ajugées qu'au plus offrant & dernier enchérisseur.

ARTICLE XVI.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

Les Huissiers ou Sergens seront tenus de faire mention dans leurs Procez Verbaux, du nom & domicile des Adjudicataires, desquels ils ne pourront rien prendre ni recevoir, directement ni indirectement, outre le prix de l'adjudication.

ARTICLE XVII.

XIX. Art.
de l'Ordon.

Tous les articles ci dessus seront observés par les Huissiers ou Sergens, à peine de nullité des Exploits de saisie, & Procez Verbaux de vente, dommages & intérêts, tant envers le Saisissant que le Saisi ; interdiction des Huissiers ou Sergens, & de 100. livres d'amende, qui ne pourra être remise.

Ces deux articles ont été trouvés bons.

ARTICLE XVIII.

Cet article
a été re-
tranché.

Si le Saisi donne bonne & suffisante caution de payer la somme dûe aux Saisissans ou Oposans, il sera sursis pendant huitaine à la vente des choses saisies.

M. le P. Président a dit , que l'article paroît fondé en équité ; mais que la caution peut faire de l'embarras. Car si c'est au Sergent que la caution doit être offerte, elle sera toujours bonne ou mauvaise, selon l'intérêt qu'il y prendra ; si c'est devant le Juge, il y aura des frais, il faudra

la discuter : ces contestations vont quelquefois bien avant , & il se consommera bien du tems ; qu'enfin il faudra sçavoir s'il suffira de l'offrir, ou s'il faudra la donner & la faire recevoir effectivement , ainsi que l'article semble y incliner ; mais en toutes façons , il faut bien prendre garde , que pendant que l'on examine & que l'on conteste s'il y aura huitaine , ou trois jours seulement , entre la saisie & la vente , l'on ne donnera point d'ouverture à passer des mois entiers sur la reception de la caution.

M. Puffort a répondu , que l'on s'est trouvé empêché à regler nettement cet article , & que dans les difficultés qui se pourroient presenter de part & d'autre , il valoit mieux l'ôter & laisser la chose à l'office du Juge.

ARTICLE XIX.

INcontinent après que la vente aura été faite , l'Huissier ou Sergent sera tenu de délivrer les deniers à ceux à qui ils apartiendront , à peine d'interdiction & de 100. livres d'amende , moitié envers nous , moitié envers celui qui doit recevoir les deniers. XX. Article de l'Ordon.

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit difficulté , en ce que l'article portoit , que les deniers procedans de la vente , seroient délivrés à ceux à qui ils apartiendroient , que l'on voyoit bien à qui l'argent ne devoit pas demeurer , mais que l'on ne disoit pas entre les mains de qui il devoit passer , en cas d'opposition. Qu'on le pourroit donner au Saisissant , qui auroit le droit & la solvabilité plus aparante ; ou au Greffier , lequel s'en chargeroit sans frais.

M. Puffort a dit , qu'il n'y avoit rien de plus difficile que de tirer l'argent des Greffes. Qu'on pourroit le laisser entre les mains du Saisissant en donnant caution ; mais qu'il ne seroit pas toujours en état de le pouvoir faire , & qu'après plusieurs réflexions faites de part & d'autre , ce qui sembloit que l'on pouvoit faire de mieux , c'étoit qu'en cas qu'il n'y eût point d'opposition , les deniers procedans de la vente , seroient délivrés au Saisissant , jusques à concurrence de son dû ; & le surplus au Saisi : En cas d'opposition qu'il demeureroit entre les mains du Sergent , pour les délivrer à qui par Justice seroit ordonné.

ARTICLE XX.

Après que la vente aura été faite , l'Huissier ou Sergent portera la minute de son Procez Verbal de vente , au Juge , lequel sans frais taxera de sa main ce qu'il conviendra. XX. Art. de l'Ordon.

à l'Huissier ou Sergent, pour son salaire, à cause de la saisie, vente & exécution, de laquelle taxe les Huissiers ou Sergens feront mention dans toutes les Grosses qu'ils délivreront de leurs Procez Verbaux, à peine d'interdiction, & de 100. livres d'amende envers Nous.

Cet article a été trouvé bon.

ARTICLE XXI.

Cet article
a été retran-
ché.

DANS la huitaine après l'adjudication, les Saisis pourront retirer les choses vendues, des mains des Adjudicataires, en leur rendant le prix de la vente, les frais de transport ou conduite en leur maison, des choses vendues, ensemble la nourriture des Bestiaux, s'il n'en a été tiré aucun profit; & seront ci-après les ventes presumées faites, à cette charge: ce que nous voulons être exécuté.

M. le P. Président a dit, que cette recousse n'a jamais eu lieu dans Paris, à cause qu'elle y est impossible. Un homme achete un cheval à l'encan & l'emmène aussi-tôt où il lui plaît. Qu'on ne pouvoit pas le reconnoître; même il étoit à craindre que les precautions que l'on prendroit contre cette recousse, ne causassent bien de la chicane par les suppositions que l'on feroit des noms des Adjudicataires, & par de fausses élections de domicile. Qu'il étoit vrai que les Coutumes de Poitou & de Bretagne donnoient huitaine de recousse. Que celle de Normandie étoit encore plus favorable, & donnoit une quinzaine; mais qu'on étoit accoutumé à cet usage dans ces Provinces, & qu'il ne seroit pas aisé d'en faire une regle générale pour toute la France, & principalement pour Paris. Et même à l'égard des meubles meublans, cela paroissoit encore plus impossible.

M. Puffort a dit, que l'article n'étoit que de faculté. Que c'étoit à faire au Saisi, de suivre la chose, & se l'imputer: s'il ne la decouvroit pas.

M. le Président de Novion a dit, que cette condition de recousse seroit que les choses ne seroient pas vendues leur juste prix. Que le Saisi en souffriroit, & qu'il sembloit être plus à propos de mettre un délai de huitaine entre la saisie & la vente; mais sans recousse.



TITRE XX.

Ce Titre est
le XIX. dans
l'Ordon-
nance.

*Des Séquestres, & des Commissaires & Gardiens des fruits
& choses mobilières.*

ARTICLE I.

Toute demande en Sequestre sera formée par Requête, & portée à l'Audience par un simple acte, qui sera signifié au Procureur du Défendeur.

I. Article
de l'Ordon.

M. le P. Président a dit, que sur la Requête on met : *Viennent les Parties à l'Audience*, & qu'ainsi il n'est pas besoin d'acte.

M. Puffort a reparti, que pourvu que dans l'assignation il soit fait mention du jour, cela peut suffire, & que l'article sera réformé.

ARTICLE II.

Les Sequestres pourront être ordonnés, tant sur la demande des Parties, que d'office, en cas que les Juges estiment qu'il y ait nécessité de le faire.

II. Article
de l'Ordon.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE III.

LE Commissaire devant lequel les Parties devront procéder, sera nommé par la même Sentence qui ordonnera le Sequestre, & y sera prescrit le tems auquel ils devront comparoir pardevant lui.

III. Article
de l'Ordon.

L'article a été trouvé bon.

Surquoi M. le P. Président a demandé, si l'intention étoit d'abroger les anciennes ordonnances.

M. Puffort a reparti , qu'elles seront abrogées, en ce qu'elles se trouveront contraires.

M. le P. Président a dit , que si on ne les abroge qu'en ce qu'elles sont contraires , il y auroit le tiers des articles qui sont examinés , à retrancher ; parce qu'ils ont été copiés sur les anciennes ordonnances qui sont ponctuellement observées.

M. Puffort a dit , que l'Ordonnance qui se fait , est pour le stile , & on a tâché de ne rien omettre de ce qui a été jugé nécessaire pour le régler ; & par ce moyen toute autre Ordonnance qui le concerne , demeurera abrogée.

M. le P. Président a dit , que si l'on veut faire un stile qui comprenne toute la procédure , & qui n'omette rien de ce qui la concerne , il seroit nécessaire d'ajouter une infinité de choses , dont il n'est point parlé dans cette nouvelle Ordonnance , & qui sont observées , ou en vertu des anciennes , ou par un usage formé depuis plusieurs siècles. Que les articles des anciennes Ordonnances & cet ancien usage , se trouvent ou conformes , ou différents , ou contraires à celle-ci. Pour ce qu'il y a de contraire , on ne doute pas qu'il n'y soit dérogé.

Pour ce qui est différent , c'est à dire , ce qui contient des dispositions dont il n'est point parlé dans la nouvelle Ordonnance , il semble qu'on ne se peut dispenser de le conserver ; parce que la plupart de ce qui se fait dans la pratique , n'aura point d'autre fondement ; puisque cette Ordonnance n'en parle point. Or si l'on est obligé d'avoir recours aux anciennes Ordonnances , pour la plupart des choses , & les conserver par ce moyen , il paroît inutile de transcrire plusieurs articles qu'elles contiennent , puis qu'ils seroient toujours observés , quand même cette nouvelle Ordonnance n'en parleroit point ; de sorte qu'il auroit été peut-être plus à propos , de ne rien mettre dans cette Ordonnance nouvelle , que ce qui change la disposition des anciennes , ou bien de la faire générale ; & que l'on n'eût plus besoin de conserver les anciennes.

M. Puffort a reparti , que le dessein du Roi , étoit de faire un corps d'Ordonnances complet , & que quand il seroit achevé , on pourroit facilement abolir les anciennes Ordonnances qui ne serviroient plus que de memoires ; & qu'à cet éfet il seroit mis une dérogation générale ; mais cependant les Ordonnances que l'on appelle différentes , subsisteroient , jusques à ce que le Roi s'en fût expliqué par une déclaration particulière , & que s'il y avoit quelque chose qui eût été ômis , on le pourroit suppléer par ce moyen.

M. le P. Président a reparti , que le stile qui s'observe aujourd'hui , s'étant formé pendant plusieurs siècles , & établi sur de grands fondemens , que c'étoit un grand travail d'abolir ainsi toute l'antiquité , & de tout comprendre dans une nouvelle Ordonnance. Qu'un Juge à qui l'on prescriera de suivre cette nouvelle reformation , trouvera bien des choses qui y manqueront , & il sera bien difficile , que l'on ne tombe dans de grands inconveniens , par cette confusion des loix anciennes & des nouvelles.

M. Puffort a dit, qu'il est impossible, que dans un si grand travail, il n'y ait toujours des omissions; que néanmoins on avoit apporté tous les soins possibles pour ne rien laisser, de ce qui pourroit servir au dessein que le Roi s'étoit proposé. Qu'il peut y avoir des usages dans les Parlemens éloignés, que l'on ne connoît point; c'est ce qui demeurera aboli, aussi bien que les dispositions contraires, par un article de dérogation générale, qui sera mis à la fin de la déclaration; mais que s'il a été omis quelque chose d'essentiel, le Juge pourra recourir à l'ancienne Ordonnance, qu'il suivra jusques à ce qu'il y ait été pourvû.

ARTICLE IV.

SI l'une des Parties est en demeure de se trouver à l'assignation, ou de nommer un Sequestre, le Juge sans proroger l'assignation à un autre jour, en nommera un bon & valable, résidant proche du lieu où sont les choses qui doivent être sequestrées. I.V. Article de l'Ordon.

ARTICLE V.

LE Juge ne pourra nommer pour Sequestre, aucun de ses parens & alliés, jusques au degré de cousin germain inclusivement, à peine de nullité, & des dommages & intérêts des Parties, même de ceux procedans du défaut d'avoir été pourvû d'un Sequestre valable, & de 100. livres d'amende, applicable aux Parties, dont il ne pourra être déchargé. V. Article de l'Ordon.

M. le P. Président a dit, que ces deux articles avoient connexité. Que l'article V. prescrivoit, qu'à faute par l'une des Parties, de nommer un Sequestre, le Juge en nommeroit un bon & solvable, résident proche du lieu où sont les choses saisies; mais que ce mot de proche, étoit trop vague, & qu'il étoit bon de designer la distance des lieux. Que les Arrêts vouloient que chacun pût faire son office sans grande incommodité, & que quelques-uns avoient réglé cette distance à trois lieues, & qu'il étoit encore question de sçavoir, si on nommeroit un ou plusieurs Sequestres. Que la Clementine unique, *De sequestrat. possess. & fruct.* portoit que l'on n'en pouvoit établir qu'un, si ce n'étoit que les choses Sequestrées fussent éloignées d'une distance fort considérable. Que la Coutume de Berri, qui avoit été rédigée par Monsieur le Président Lizet, vouloit qu'il n'y eût qu'un Sequestre, si les biens n'étoient éloignés que de six lieues; & il semble qu'il seroit bon de marquer la distance, & de ne permettre qu'un Sequestre, s'il n'y avoit cause importante pour en user autrement.

M. Puffort a dit, qu'il étoit bien difficile de distinguer l'éloignement

des lieux par une , deux ou trois lieues. Que les lieux , même dans le Roiaume , étoient fort différentés. Que dans aucuns endroits elles tripioient celle de Paris. Qu'il valoit mieux en demeurer à l'ancien usage.

A l'égard de la pluralité des Sequestres , elle causeroit de grands frais ; mais qu'elle étoit nécessaire selon les rencontres. Qu'outre l'éloignement des lieux , tel Sequestre seroit propre pour les terres labourables , qui ne le seroit pas pour les vignes : ainsi du reste. Que cela devoit être laissé à la prudence du Juge.

M. le P. Président a dit , qu'à l'égard de la disposition du V. article , qui défend au Juge de nommer pour Sequestres , ses parens ou alliés , jusqu'au degré de Cousins germains , elle n'étoit pas nouvelle. Que l'Ordonnance de Louis XII. portoit la même prohibition , & quelques Coutumes y sont conformes ; mais qu'il y a quelque ambiguïté dans l'article que l'on pourroit rediger plus intelligiblement. Qu'en ce qui concerne la peine des dommages & intérêts prononcée contre les Juges , cela étoit du stile de cette Ordonnance , qui seroit d'autant moins considérée que la repetition en est plus fréquente. Qu'il y auroit encore un éclaircissement à prendre , qui étoit de sçavoir si le Juge , en cas de nomination , demeureroit responsable de la solvabilité du Sequestre.

M. Puffort a reparti , que la peine porrée par l'article , ne regardoit que le Juge qui nommera un parent , & que la disposition en est fort nette & fort expresse.

M. le P. Président a dit , qu'aucuns de Messieurs l'avoient entendu d'une façon , les autres d'une autre , & que c'étoit pour cela , qu'il y avoit de l'ambiguïté , qui se peut remarquer en lisant l'article.

M. Puffort a dit , que l'article défendoit aux Juges de nommer pour Sequestres , leurs parens & alliés sous deux sortes de peines : la premiere de dommages & intérêts qu'auroient pû souffrir les Parties par la nullité de la procedure ; & l'autre , de ceux qui procederoient de l'insolvabilité du Sequestre. Que ces regles regardoient plus les premiers Juges que tous les autres ; & y ayant en cela du dol , la faute étoit personnelle. Que cela paroïssoit nettement expliqué par l'article ; néanmoins on le pourroit tourner en ces termes : *Qu'en cas que le Parent nommé Sequestre par le Juge , ne soit solvable , il demeurera responsable des dommages & intérêts des Parties.* Que l'on pourroit encore ajouter dans l'article , la faculté au Juge de proroger le tems de huitaine , sans pouvoir donner un autre délai.

ARTICLE VI.

Cet article
a été re-
tranché.

IL ne pourra pareillement nommer pour Sequestre , aucun de ceux qu'il sçaura être Vassaux , Fermiers , Domestiques , Parens ou Alliés des Parties , jusqu'au degré de Cousin issu de Germain inclusivement , sur les mêmes peines.

Lecture faite de cet Article,

Monfieur

M. le P. Président a dit, qu'on ne peut pas pénétrer dans la connoissance & dans la pensée des hommes, ni juger si un Juge a sçu, qu'un Sequestre fût vassal ou parent de la Partie. Qu'il ne voit pas comment on peut recevoir ou prouver un fait de cette qualité; Cependant l'article prononce des dommages & intérêts, en ce cas, contre le Juge, & fait dépendre l'honneur & la réputation d'un Magistrat, d'une chose dans laquelle on ne peut prononcer contre lui avec aucune connoissance. C'est pourquoi la Compagnie a crû qu'il étoit bon de retrancher l'article.

M. Puffort a dit, que l'article parloit du Juge *qui sçaura*, c'est à dire, qui a sçu positivement. Que néanmoins on proposera au Roi d'ôter l'article.

ARTICLE VII.

A Prés que le Sequestre aura été nommé, il sera assigné pour faire serment devant le Juge, à quoi il pourra être contraint par saisie de ses biens, & par condamnation d'amende, applicable aux Huissiers & Sergens du Siege, & de laquelle il ne pourra être déchargé.

V I. Article
de l'Ordon.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit porté par cet article, que les amendes ajugées contre les Sequestres, apartiendront aux Huissiers ou Sergens du Siege. Que cette voye d'exercer la Justice avoit été inconnue jusqu'à présent. Qu'il y avoit de la méfiance en l'application de l'amende aux Huissiers, & l'on soubçonneroit le Juge de les avoir voulu favoriser.

Qu'il falloit que les Ministres de la Justice, jusques aux moindres, fussent des-intéressés; cependant on leur mettoit les armes à la main pour exécuter dans leur propre intérêt, comme à des Troupes que l'on envoie pour faire payer les contributions.

Qu'un Sergent ne peut exécuter, non pas même faire une signification, pour lui-même. Que cela intervertiroit l'ordre de la Justice.

M. Puffort a dit, que l'indécence paroît beaucoup plus grande, d'appliquer les amendes aux menues nécessités des Compagnies, ou aux réparations de l'Auditoire, que de les donner à des Sergens. Que l'article ne portoit pas que le Sergent exécutera l'amende soi-même, il pourra faire faire l'exécution par un autre; mais il servira de dénonciateur qui agira par son propre intérêt, & cela fera avancer les Sequestres qui appréhenderont de tomber entre les mains des Sergens; mais qu'après tout, cela n'étoit pas d'une fort grande conséquence.

M. le P. Président a reparti, que la qualité de dénonciateur convenoit peu à un Sergent qui exécutera dans son propre intérêt. Que la dénonciation précédoit toutes choses; & le Ministère d'un Sergent ne concernoit que l'exécution. D'ailleurs un Dénonciateur est une espèce de Partie publique, quand il n'y en a point de privée.

Mais au fait des Sequestres, il y a toujours une Partie qui se peut plaindre, & il n'y a rien dont les Sergens puissent être dénonciateurs. Que si l'on veut que ces condamnations d'amende soient exécutées par d'autres Huissiers, il en faudra chercher bien loin : tous ceux d'un Bailliage s'y trouvant intéressés. Que cela est absolument contre l'usage & contre l'ordre de la Justice. Que l'article seroit de peu de conséquence à laisser, pour l'éfer qu'il produiroit ; mais qu'il y a de fort grandes raisons pour l'ôter.

ARTICLE VIII.

VII. Article
de l'Ordon.

EN vertu de l'Ordonnance du Juge, & sans que sa présence y soit requise, un Huissier ou Sergent, à la requête de la Partie poursuivante, mettra le Sequestre en possession des choses commises à sa garde & conduite.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE IX.

VIII. Article
de l'Ordon.

LEs choses Sequestrées seront spécialement déclarées par le Procez Verbal du Sergent.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE X.

VIII. Article
de l'Ordon.

LE Procez Verbal sera signé du Sequestre, s'il sçait ou veut signer ; sinon, sera interpellé de ce faire.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XI.

IX. Article
de l'Ordon.

LE Sergent sera tenu de se faire assister de deux Témoins qui sçachent signer, & de leur faire signer son Procez Verbal, les noms, surnoms, qualités, domicile desquels Témoins, il sera tenu de déclarer : le tout à peine de nullité & de 50. livres d'amende, au profit de la Partie qui aura dénoncé le Sergent, & de tous dépens, dommages & intérêts.

M. le P. Président a dit, que c'étoit une répétition inutile de ce qui

étoit porté par l'article II. du titre des Ajournemens & qu'il falloit retrancher ces superfluités.

M. Puffort a dit, que celui-ci contient les formalités nécessaires pour les Sequestres, & que l'autre étoit simplement pour les Ajournemens.

ARTICLE XII.

SI les choses Sequestrées consistent en quelque jouissance, ^{X. Article de l'Ordon.} le Sequestre sera tenu de faire incessamment proceder en Justice, au bail Judiciaire des choses Sequestrées, en cas qu'il n'y ait point de Bail conventionnel, ou que le Bail conventionnel ait été fait en fraude & a vil prix, les Parties seront assignées.

M. le P. Président a dit, que cet article est conforme à l'Ordonnance de 1539. & à quelques Arrêts, qui portent, que quand il y a un Fermier conventionnel qui s'oppose, on doit convertir son bail, en Judiciaire. La Coutume de Berri qui a été redigée par de grands Personnages, desire les mêmes choses avec trois conditions. La premiere, que le Bail conventionnel soit fait sans fraude. La seconde, que le Fermier soit chargé de faire les reparations nécessaires; ce qui doit toujours être fait par les Sequestres, selon qu'il est ordonné en Justice, suivant l'Ordonnance de 1539. Et la troisième, que le Bail ne dure que trois ans; à quoi l'Ordonnance des Criées ajoute une quatrième condition, qui est de donner caution.

ARTICLE XIII.

LOrs de l'adjudication du Bail, le Sequestre sera tenu d'en ^{XI. Article de l'Ordon.} faire arrêter les frais par le Juge, ce qui sera fait sur le champ, sans nouveaux frais, à peine de perte des frais du Bail, contre le Sequestre, & de 20. livres d'amende applicable aux Sergens du Siège.

M. le P. Président a fait les mêmes réflexions, que sur l'article VII. en ce que les amendes sont applicables aux Sergens du Siège.

ARTICLE XIV.

NE pourra le Sequestre faire aucunes réparations ni Impenses sur les choses sequestrées, sans autorité de Justice, ^{XII. Article de l'Ordon.} les Parties intéressées dûment apelées, à peine de perte des Impenses & ameliorations.

M. le P. Président a dit ; qu'il étoit bon d'expliquer dans l'article , si le Sequestre se pourroit rendre adjudicataire des reparations des heritages sequestrés. Que la question avoit été différemment jugée par différens Arrêts , & qu'il falloit donner une regle certaine.

M. Puffort a reparti , qu'il seroit dangereux de permettre à un Sequestre de se rendre adjudicataire des reparations , & que le revenu s'y consumerait.

M. le P. Président a dit ; qu'il seroit mieux de le défendre.

ARTICLE XV.

XIII. Arr.
de l'Ordon.

Les Huissiers ou Sergens ne pourront prendre pour Gardiens & Commissaires des choses par eux saisies , aucuns de leurs parens ou alliés , ni pareillement le Saisi , sa femme , ses enfans , ou petits enfans , à peine de tous dépens , dommages & intérêts envers le creancier saisissant.

ARTICLE XVI.

XIV. Article
de l'Ordon.

Les Freres , Oncles & Neveux du saisi , ne pourront aussi être établis Gardiens ou Commissaires aux fruits & meubles saisis , sous pareilles peines , si ce n'est qu'ils y aient expressément consenti par le Procez Verbal de saisie & exécution , & qu'ils l'aient signé , ou déclaré ne pouvoir signer.

M. le P. Président a dit , qu'un Marchand pouvoit être surpris d'une saisie. Que les proches étoient d'un grand secours dans ces occasions ; & pourvu que la solvabilité s'y rencontrât , le Saisissant étoit hors d'intérêt. Que cependant toutes ces facilités qui paroissent innocentes , étoient retranchées par la disposition de ces articles.

M. Puffort a reparti , qu'il y pouvoit avoir à dire de part & d'autre , & que si le Saisi pouvoit trouver quelque assistance en chargeant de ses effets , sa femme ou ses enfans , leur déference pourroit causer leur ruine , & priver un mari d'une autre plus considérable assistance , qu'il auroit pu retirer d'eux dans ses besoins. Que c'a été la prevoyance de l'article , & que pour le rendre plus fort , l'on pourroit y ajouter ces mots : *Encore qu'ils y eussent consenti.*

M. le Président de Maisons a dit , que ce sont des choses qu'il valloit mieux laisser à l'arbitrage du Juge.

M. le Président de Novion a dit , que le Saisi n'étoit jamais dépossédé , quand sa femme ou son fils étoient chargés des choses saisies.

ARTICLE XVII.

DANS les Exécutions qui se feront à la Campagne , & Cet article a été retranché.
 Dailleurs que dans les Villes , les Vassaux & Tenanciers
 des Seigneurs , ne pourront être établis Gardiens & Com-
 missaires des biens saisis sur leurs Seigneurs , ni pareillement
 les Laboureurs demeurans dans l'étendue de leur Fief &
 Justice , ni aucuns Ecclesiastiques , ni Gentils hommes , sur les
 mêmes peines que dessus.

ARTICLE XVIII.

LES Huissiers & Sergens déclareront par leurs Procez Ver- XV. Article de l'Ordon.
 baux , & par le menu , les choses qu'ils auront saisies , en
 la possession desquelles ils mettront effectivement les Gar-
 diens & Commissaires , s'ils le requierent , lesquels Procez
 Verbaux ils dresseront avec les mêmes solemnités ci-dessus
 ordonnées pour l'établissement des Sequestres , & sous mêmes
 peines.

L'article a passé , en ajoutant : Devant ou après midi.

ARTICLE XIX.

SI aucun empêche par violence l'établissement ou l'admi- XVI. Article de l'Ordon.
 nistration du Sequestre , ou la levée des fruits sequestrés ,
 il perdra le droit qu'il eût pu prétendre sur les fruits par lui
 pris & enlevés , lesquels appartiendront incommutablement à
 l'autre Partie , & sera en outre condamné en 300. livres d'a-
 mende envers nous , dont il ne pourra être déchargé , & la
 Partie sera mise en possession des choses contentieuses , sans
 prejudice des poursuites extraordinaires que nous entendons
 être faites par nos Procureurs Généraux ou leurs Substituts ,
 contre celui qui aura fait telle violence ; auxquels nous en-
 joignons , & à nos autres Officiers d'y tenir la main.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XX.

XVII. Art.
de l'Ordon.

Celui qui par violence empêchera l'établissement des Gardiens & Commissaires aux meubles ou fruits saisis, ou qui les enleva, sera condamné envers sa Partie, au double de la valeur des meubles & fruits, & en 100. livres d'amende envers nous, sans prejudice de les poursuivre extraordinairement.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XXI.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

Les Parties ne pourront prendre directement ni indirectement, le Bail des choses sequestrées, ni la Partie saisie se rendre adjudicataire des fruits saisis, si le Commissaire les fait vendre avant qu'ils soient coupés, à peine de nullité du Bail ou de la vente, & de 50. livres d'amende contre la Partie saisie, & de pareille amende contre celui qui lui prêtera son nom, le tout applicable au Saisissant.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XXII.

XIX. Art.
de l'Ordon.

Les Sentences portant Sequestre, rendues par nos Juges, ressortissant immédiatement par appel en nos Cours de Parlement, seront exécutées provisoirement, nonobstant & sans préjudice de l'apel, soit qu'il s'agisse d'une chose noble, ou qu'il soit question de roture; mais en celles des autres Juges & des Pairs & autres Seigneurs, ressortissant nuement en nos Cours de Parlement, seront exécutées nonobstant l'apel, pour les choses roturieres & non nobles, seulement. A l'égard des Sentences des Juges des Pairs & des autres Seigneurs non ressortissant nuement en nos Cours de Parlement, elles seront exécutées seulement pour les choses non excédantes dix livres de rente.

M. le P. Président a dit, que cét article étoit de fort grande consé-

quencé. Qu'il va réveiller une infinité de différens qui ont agité le Palais, pendant plus de 60. années. Qu'il est contraire à l'Edit de Crémieu, & aux déclarations faites en conséquence, qui n'ont point touché aux Justices des Seigneurs; mais qui ont seulement réglé que les Baillifs jugeroient des causes des Nobles, & les Prevôts de celles des Roturiers; mais que ci-après, & en conséquence de la disposition de ce nouvel article, les Baillifs prendront que les Hauts-Justiciers ne connoîtront plus des affaires des Gentils-hommes, contre les termes exprés des déclarations du Roi, qui concernent les Hauts-Justiciers en leurs droits.

Que les Nobles, domiciliés dans les Pairies & autres Justices des Seigneurs, en sont justiciables, tant au civil qu'au criminel, sans aucune distinction; & que l'article y en apportant, cela réveillera les anciennes difficultés.

M. Puffort a dit, que l'article est fondé sur les 7. & 8. articles de l'Edit de Crémieu. Qu'il ne s'agissoit pas de sçavoir, si les Nobles sont justiciables des Hauts-Justiciers, parce que cela étoit décidé par les déclarations qui venoient d'être citées; mais de sçavoir seulement si l'exécution des Sentences portant Sequestre, & qui auront été rendues par les Juges Roiaux, n'auront point quelque privilege sur celles des Juges des Hauts-Justiciers. Que l'article portoit, que les premières seroient exécutées par provision, & les autres ne le seroient pas; ayant estimé que les Juges Roiaux meritoient bien quelque distinction.

C'étoit en cela que consistoit toute la disposition de cet article, bien éloigné de réveiller les questions terminées par la Jurisprudence de tant d'Arrêts, & par les déclarations faites en interpretation de l'Edit de Crémieu.

M. le P. Président a dit, que l'article étoit couché suivant la disposition de l'Edit de Crémieu mal-entendu. Que son sens verit ble étoit, qu'en toutes choses & sans aucune distinction, les Nobles qui seroient domiciliés dans le ressort des Hauts-Justiciers, répondissent à leurs Juges, ainsi qu'il avoit été expliqué par des déclarations faites sur cet Edit. Que la moindre difference ou exception que l'on y voudroit apporter, seroit renaitre tous les différens terminés. Qu'il ne faut pas considerer les Juges des Pairies, comme Juges d'un petit Distroit. Que l'on sçavoit l'étendue de la Jurisdiction des Pairies de Nevers, & de Mayenne. Qu'il étoit vrai qu'il y avoit des terres de moindre conséquence, dont les appellations relevoient nurement au Parlement; mais qu'on ne pouvoit point en cela faire de distinction, sans renouveler beaucoup de questions terminées, & réveiller bien des différens assoupis.

M. le Président de Novion a dit, que l'article veut bien qu'ils jugent, pourvu que ce soit avec restriction, & cela leur portera toujours quelque préjudice.

M. Puffort a ajouté, que l'article confirmoit les déclarations & les Arrêts rendus en leur faveur, en ce qu'ils portent qu'ils jugeront les Nobles avec difference.

M. le Président a dit, qu'on leur étoit l'exécution de leurs Sentences pour les Sequestres, dont ils étoient en possession. Qu'il ne falloit point faire d'innovations de cette conséquence, sans beaucoup de nécessité; & qu'il sembloit bien plus juste de n'ôter ni donner rien aux uns ni aux autres, en laissant les choses au même état qu'elles sont à présent.

M. Puffort a dit, qu'il le proposeroit au Roi, & sçauroit si Sa Majesté auroit agreable de donner aux uns & aux autres, l'exécution par provision de leurs Sentences de Sequestre.

ARTICLE XXIII.

XX. Article
de l'Ordon.

Les Sequestres demeureront déchargés de plein droit pour l'avenir, dès le moment que les contestations d'entre les Parties auront été jugées & terminées, & les Gardiens & Commissaires, deux mois après que les oppositions auront été jugées, déchargés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils obtiennent aucun Jugement de décharge: le tout néanmoins, en rendant compte de leur commission pour le passé.

L'article a été trouvé bon.

ARTICLE XXIV.

XXI. Article
de l'Ordon.

Ceux qui auront fait établir un Sequestre, Gardien ou Commissaire, seront obligés de faire vider leurs différens, & les Saisissans les oppositions, dans un an, à compter du jour de l'établissement du Sequestre, & des saisies, autrement les Sequestres, Gardiens & Commissaires demeureront déchargés de plein droit, sans qu'il besoin d'obtenir d'autre décharge.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit plusieurs observations à faire sur cet article. Que l'on y confondoit le Sequestre avec le Commissaire. Que la différence néanmoins étoit grande, en ce que le Commissaire Gardien se donnoit par le Sergent, & sans connoissance de cause. Que son office devoit être prompt; & par l'article 172. de la Coutume de Paris; il étoit limité à deux mois, après lesquels il devoit être déchargé.

Quant au Sequestre, il se donnoit par le Juge, en connoissance de cause, dans les grandes affaires, & duroit autant que le Procez. Que cela même étoit nécessaire pour le bien & le soulagement des Parties. Que les biens sequestrés étoient quelquefois de si grande étendue, qu'il falloit plus d'un an pour les bien reconnoître; mais qu'en changeant tous les ans de Sequestre

Sequestre, l'on donnoit lieu à des redditions de comptes, qui seroient de grands frais. Qu'en Anjou il se faisoit un ordre tous les ans, des deniers procedans des Baux Judiciaires; mais sous prétexte de ne pas laisser des deniers oisifs, on les consumoit en frais, au lieu qu'au Parlement il ne se faisoit qu'un seul ordre pour tout; & que c'étoit le meilleur usage. Ce que l'on pouvoit objecter, étoit, qu'il y auroit de l'inconvenient d'obliger un homme à demeurer Sequestre, contre son gré, pendant plusieurs années; mais que cela devoit dépendre de l'office du Juge, lequel sur la requisition qui lui en seroit faite par le Sequestre, y pourroit pourvoir.

M. Puffort a dit, qu'il ne remarquoit pas grande différence à faire, entre le Commissaire Gardien, & le Sequestre; car encore que le Sequestre fût établi par le Juge, cela ne pouvoit faire de différence qui fut essentielle. Que néanmoins il falloit empêcher la multiplication des frais, & pourvoir en même-tems à ce qu'un homme ne demeure pas Sequestre perpétuellement. Que tout ce qu'on avoit voulu faire par l'article, étoit de limiter un tems; mais qu'afin d'accorder toutes choses, l'on pourroit ajouter: *Si ce n'est que le Sequestre fût continué par le Juge.*

M. le P. Président a dit, que la différence entre le Gardien & le Sequestre, étoit toute entière. Que le premier étoit non seulement déchargé par le tems; mais que la garde finissoit avec l'office; & à l'égard du Sequestre, il ne laissoit pas de durer, encore que l'on y en remit un autre, par la relation qu'il pouvoit y avoir entre eux. Que s'il duroit trop, il pouvoit demander sa décharge au Juge. Que cela devoit être suffisamment sous-entendu; mais de limiter la durée du Sequestre dans le cours d'une année, cela étoit d'une trop grande conséquence, & causeroit de grands frais.

M. Puffort a dit, qu'il pouvoit arriver qu'une Partie, après une discontinuation de procédure, se retabliroit en la possession de son heritage, le Sequestre de bonne foi souffriroit qu'il y rentrât, cependant il seroit bien dur, qu'après plusieurs années, l'on vint retourner sur le Sequestre, pour lui demander compte des fruits qu'il n'auroit point administrés.

M. le P. Président a reparti, que le remède de cet inconvenient, seroit de préfinir un tems, dans lequel on seroit tenu de demander compte, après le Sequestre fini.

M. Puffort a reparti, que dans l'espece qu'il a posée, ce seroit un compte que l'on demanderoit, d'un Sequestre qui ne seroit pas fini. Que ce qu'il semble que l'on pourroit faire de mieux, seroit de décharger le Sequestre après trois années, sans qu'il fût obligé de demander sa décharge. Que c'étoit un tems assez proportionné, & que l'Ordonnance de 1629. y étoit conforme.

M. le P. Président a dit, qu'il se feroit bien des actes de Juge dans tous ces changemens. Que les fréquentes redditions de comptes, seroient de grands frais, & qu'il étoit nécessaire de marquer dans l'article, la différence d'entre le Gardien & le Sequestre.



Ce Titre est
le XVI^e l.
de l'Ordon-
nance.

TITRE XXI.

De la Complainte en cas de saisine & de nouvelleté, de la Réintégrande, & des délais des enquêtes.

ARTICLE I.

I. Article
de l'Ordon.



I aucun est troublé ou empêché en la possession & jouissance d'un héritage, ou droit réel, réputé immeuble, ou universalité de meubles, qu'il possédoit publiquement sans violence, & sans tenir la possession précairement de sa Partie, il doit dans l'année du trouble, intenter Complainte en cas de saisine & de nouvelleté, contre celui qui lui a fait le trouble ou empêchement.

ARTICLE II.

II. Article
de l'Ordon.

Celui qui aura été dépossédé par force & par violence, pourra demander la réintégrande, laquelle il poursuivra par action civile & ordinaire, si bon lui semble, ou extraordinairement & par action criminelle; mais ayant choisi une de ces actions, civile ou criminelle, il ne pourra plus varier, ni se servir de l'autre.

Ces articles ont été trouvés bons.

ARTICLE III.

III. Article
de l'Ordon.

SI le Défendeur en Complainte dénie la possession du Demandeur, ou d'avoir fait trouble, ou qu'il articule possession contraire, le Juge apointera les Parties à informer devant lui, ou commettra le plus prochain Juge Roial des lieux, si les héritages & droits contentieux sont éloignés de son Siège, & son jugement contiendra les faits respectifs des

Parties : ce que nous voulons être observé en toutes enquêtes ; desquels faits elles informeront respectivement , si bon leur semble , sans fournir d'interdits ni de reponses , & sans prendre aucune autre Sentence ni commission. l'usage desquels nous avons abrogé & abrogeons en toutes enquêtes.

M. le P. Président a dit , qu'en l'une des précédentes Conférences , les difficultés qui se rencontroient sur cet article , avoient été agitées. Que si tous les interdits des Parties , devoient être inferés dans la prononciation du Juge , ce seroit un grand embarras.

ARTICLE IV.

ON commencera à proceder à l'enquête dans la huitaine, à compter du jour de la signification du jugement au Procureur , & ce , pourvu que l'enquête doive être faite par-devant le Juge , dans la juridiction duquel les Parties contestent , ou dans les dix lieues de l'établissement de son Siège ; & en cas de plus grande distance , le délai sera augmenté à raison d'un jour pour dix lieues , lequel délai sera péremptoire , & ne pourra être prorogé ; sans qu'il soit besoin d'obtenir aucune forclusion. Voulons aussi le présent article être observé en toutes les enquêtes non seulement des Complaintes , mais de tout autre Procez.

Cet article & le suivant, composent le II. du Titre XXII. des Enquêtes dans l'Ordonnance.

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit deux réflexions à faire sur cet article : la premiere ; sur ce qu'il n'accordoit que huitaine pour faire une enquête , sans que le Juge la pût proroger. Que cela étoit du tout impossible dans l'exécution , & qu'il falloit le laisser à la disposition du Juge.

M. Puffort a dit , que l'on pouvoit laisser au Juge , la faculté de proroger le premier délai , d'un second de huitaine , sans en pouvoir accorder un autre.

M. le P. Président a dit , que la seconde réflexion , étoit , que dans une Ordonnance toutes les matieres devoient être disposées chacune dans leur lieu. Que ce titre étoit des *Complaintes* , & que l'on y traitoit des Enquêtes ; & que si l'on vouloit faire quelque chose de correct , il falloit nécessairement réformer le titre.

ARTICLE V.

Cet article
a été re-
tranché.

L'Enquête sera faite & parachevée dans la huitaine, à compter du jour qu'elle aura été commencée, & il y sera procédé, nonobstant & sans prejudice de toutes oppositions, appellations, recusations, & prises à partie. Voulons que le present article s'observe en toutes enquêtes.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a fait les mêmes observations, que sur les articles precedens, & a dit, qu'il falloit ajouter à l'article: *Sauf à proroger le délai de huitaine s'il y étoit.*

ARTICLE VI.

Cet article
a été re-
tranché.

Après que les reproches auront été fournis par écrit contre les Témoins, ou que le délai d'en fournir sera passé, ainsi qu'il sera dit *au titre des Enquêtes*, la cause sera portée à l'Audiance, sans aucune formalité pour la reception de l'enquête, & sans que l'on fournisse de moyens de nullité par écrit contre icelle; ce que nous prohibons en matiere de Complainte.

M. le P. Président a remarqué, que la clause qui est à la fin de l'article, qui porte: *Ce que nous prohibons en matiere de Complainte.*, est entièrement inutile, & qu'il la faut retrancher.

ARTICLE VII.

Cet article
a été re-
tranché.

ET en cas que l'enquête ne soit pas faite ou parachevée dans les délais ci dessus, le Défendeur en Complainte pourra poursuivre l'Audiance sur un simple acte, & faire débouter le Demandeur de sa demande, sans qu'il soit besoin de le faire forcloire, ni de faire enquête: ce que nous avons abrogé & abrogeons en toutes matieres d'enquêtes.

Lecture faite de l'Article VII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE VIII.

Celui contre lequel la Complainte ou réintégrande sera jugée, ne pourra fournir la demande au pétitoire, qu'au paravant celui qui aura été trouble ne soit rétabli en la possession en laquelle il étoit, avec restitution des fruits & revenus, dont il aura été privé, & qu'il n'ait été payé de ses dommages & intérêts, & dépens, si aucuns ont été adjugés; & néanmoins s'il est en demeure de faire taxer ses dépens & liquider les fruits, revenus, dommages & intérêts, dans le tems qui aura été ordonné par le jugement, l'autre Partie pourra procéder au pétitoire, après avoir donné préalablement caution reçue avec la Partie, de payer la valeur des fruits, dommages & intérêts, lors qu'ils auront été liquidés & taxés

IV. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article VIII. Il a été trouvé bon.

ARTICLE IX.

Les demandes en Complainte & réintégrande n'ayant été viduées ni terminées, & la condamnation parfournie & exécutée, la demande au pétitoire ne pourra être formée, comme dit est; même défendons d'obtenir Lettres, pour accumuler le pétitoire avec le possessoire.

V. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a observé, qu'il avoit été arrêté, que l'on étroit l'article XV. *Des matières sommaires*, & qu'on se réduiroit aux seules réintégrandes; quoi faisant l'article étoit bon.

ARTICLE X.

Ceux qui succomberont dans les instances de Réintégrande & Complainte, seront condamnés aux dépens qui ne pourront être modérés ni liquidés, & en telle amande qu'il sera ordonné par le Juge.

VI. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article X. Il a été trouvé bon.

ARTICLE XI.

VII. Article
de l'Ordon.

LEs jugemens rendus par nos Juges, sur les demandes en Complainte & Réintegrande, seront exécutés par provision, nonobstant & sans prejudice des oppositions ou appellations, en baillant caution.

Leſture faite de l'Article XI. il a été trouvé bon.

Ce fait, l'Assemblée a été remise au Jeudi troisiéme Mars, 1667.





DU JEUDI TROISIÈME MARS, 1667.
de relevée, en l'Hôtel Séguier.

*Monsieur le Chancelier, & Messieurs les Commissaires
du Roi.*

*Monsieur le Premier Président, & Messieurs les Députés du
Parlement présents.*

*Ce jour, Messieurs étant assemblés en la manière accoutumée,
Lecture a été faite du*

TITRE XXII.

Des Enquêtes & confection d'icelles.

ARTICLE I.

Ce Titre est
aussi le
XXII. de
l'Ordon-
nance.

ES Enquêtes, ez matieres Sommaires & de Complainte
ou de Réintegrande, & de toutes celles de nos Justices
des Juges Consuls, seront faites en la forme par nous ci-devant
ordonnée.

Cet article
a été re-
tranché.

M. le P. Président a dit, que l'article porte : *Nos Justices des Juges
Consuls* ; C'est par là qualifier les Juges Consuls, Juges Roiaux. Que
cette qualité ne leur appartient pas, & ne leur a jamais été donnée. Qu'ils
sont Electifs, & n'ont point de provisions du Roi, qui est le véritable
caractere qui fait la distinction essentielle des Juges Roiaux ; d'avec ceux
qui ne le sont pas.

M. Puffort a dit, qu'ils ont été créés par Edit du Roi. Que cet Edit
& leur Election, leur tenoient lieu de provisions. C'est la condition de
leur établissement ; & Sa Majesté peut pourvoir & établir un Officier en
toutes ces manières. Ils prêtent serment au Parlement ; & à Rouen l'on
depute deux Conseillers, qui vont recevoir leur serment jusques à Dieppe.
Leurs Sentences sont intitulées : *Les Juges Consuls établis par le Roi* ; elles

sont scellées du sceau Roïal : ils ont dans leur Auditoire les fleurs de Lis, & toutes les autres marques d'une Jurisdiction Roïale, & l'on seroit même en peine de les ranger en une autre classe.

M. le P. Président a reparti, que toutes les Justices sont établies par le Roi : qu'un Officier ne sauroit se dire officier Roïal sans provisions : la seule prestation de serment qui se fait au Parlement, ne les pouvant faire Officiers Roïaux ; il y a même plusieurs Officiers non Roïaux, qui ont l'honneur de prêter le serment entre les mains du Roi. D'ailleurs l'article ne dit rien que ce qui est porté au titre *des Réintegrantes*, & en celui *des Consuls* : & on pourroit l'ôter comme inutile.

ARTICLE II.

V. Article
de l'Ordon.

Pour procéder aux autres Enquêtes, sera obtenu ordonnance du Juge, ou du Commissaire, pour faire assigner à jour certain & competant, pardevant lui, les Témoins pour déposer, & la Partie pour les voir jurer, sans qu'il soit besoin d'aucune commission du Greffe.

Lecture faite de l'Article.

Monsieur le P. Président a dit, que cet article porte, qu'il sera procédé aux Enquêtes, sans qu'il soit besoin d'aucune commission du Greffe. Que cela n'étoit point de l'usage du Parlement.

Monsieur le Président de Novion a dit, qu'en laissant l'article, on présumerait que cet usage est observé dans quelques endroits.

Monsieur Talon a dit, que l'on pourroit substituer ces mots : *Sans prendre aucune commission, que la Sentence qui ordonne l'Enquête.*

Monsieur Pussort a reparti, que si la clause n'est pas de l'usage, on pourroit l'ôter, en le proposant au Roi.

ARTICLE III.

VI. Article
de l'Ordon.

L'Heure à laquelle les Témoins & la Partie devront comparoir, sera précisément marquée par les assignations qui leur seront données, & ne pourront les Serments être pris avant que l'heure soit sonnée. Si la Partie & tous les Témoins n'étoient comparus, il sera attendu une autre heure, après laquelle on ne pourra différer de prendre le serment des Témoins qui seront presens, si ce n'est que la Partie consente qu'il soit différé plus long-tems.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE

ARTICLE IV.

Les Témoins seront assignés à personne ou domicile , & VII. Article
les Parties au domicile de leurs Procureurs. de l'Ordon.

Cet article a été trouvé bon.

ARTICLE V.

Les Témoins qui ne seront point comparus à l'heure de VIII. Article
l'assignation échue , seront gagés de dix livres chacun, de l'Ordon.
sauf s'ils ne comparent à certain jour & heure qui leur seront
designés , & sera le Gage exécuté par saisie & vente de
leurs biens , & non par Emprisonnement des personnes , si
ce n'est qu'il soit ordonné par le Juge en connoissance de
cause , & pour la manifeste desobéissance des Témoins.

Lecture faite de l'Article,

Monsieur le Premier Président a dit , que le stile de cet article est long,
embarassé & conçu en des termes inusitez. Qu'il parle de *Témoins gagés*,
que ces mots ne sont plus de l'usage , & que l'on y pourroit substituer
une clause conçue en ces termes : *Les Témoins seront tenus de com-*
paroir à la premiere assignation , à peine de dix livres ; cela sembleroit
mieux expliqué.

ARTICLE VI.

Les Ordonnances des Juges ou Commissaires , même des VIII. Article
Commissaires Enquêteurs ou Examineurs , qui n'ont de l'Ordon.
aucune Jurisdiction , seront , en vertu des presentes , exécutees
contre les Témoins qui seront , gagés , nonobstant oppo-
sitions ou appellations quelconques , sans tirer à conséquence
en autre chose.

Lecture faite de l'Article VI.

Monsieur le Premier Président a dit , que l'on donnoit par cet article,
un nouveau pouvoir aux Commissaires Examineurs.

Monsieur Pussort a reparti , que l'article avoit été dressé , pour n'être
pas toujours obligé de recourir aux Juges.

Et

ARTICLE VII.

Cet article
a été re-
tranché.

Quand les Témoins seront assignés à un autre jour & heure, la Partie sera pareillement assignée pour les voir jurer.

L'article a été trouvé bon ; Mais Monsieur le Premier Président a remarqué, qu'il étoit fort inutile, ne pouvant être présumé que cela se puisse faire autrement.

ARTICLE VIII.

IX. Article
de l'Ordon.

Soit que la Partie compare ou non, le Juge ou Commissaire prendra le serment des Témoins qui seront présens, & sera par lui procédé à la confection de l'enquête, non-obstant & sans prejudice des oppositions ou appellations, recusations, ou prises à partie, sauf à fournir par après, des moyens de nullité, recusation, ou reproches.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que l'usage étoit, en matiere d'Enquête, qu'avant qu'un Commissaire fût parti, il étoit obligé de déferer à une prise à partie, jusques à ce quelle fût jugée ; parce que le secours de la Justice pouvoit être prompt. Mais s'il étoit parti, & qu'il fût arrivé sur les lieux pour l'exécution de la commission, il pourroit passer outre ; parce que autrement il n'y auroit point de commission qui ne pût être arrêtée par un chicaneur.

M. le Président de Maisons a demandé, s'il arrivoit qu'un Commissaire vînt à faire son fait propre de l'intérêt d'une Partie, ou qu'il y eût quelque autre cause de recusation valable contre lui, s'il ne laisseroit pas de passer outre ?

M. le Président de Novion a reparti, que sans difficulté il auroit pouvoir de passer outre ; mais tout ce qu'il auroit fait seroit cassé.

M. Pussort a dit, qu'appliquant l'effet de ces appellations aux matieres Criminelles, si elles étoient suspensives, il ne s'en jugeroit jamais ; & que pour comprendre tous les cas sur lesquels les appellations pouvoient être fondées, il étoit bon d'ajouter à l'article : *Même de Juge incom-*
pétant.

ARTICLE IX.

LEs Parens & alliés des Parties , jusques aux Enfans des Cousins issus de germain inclusivement , ne pourront être témoins en matiere Civile , soit pour déposer en leur faveur ou contre eux : & s'ils avoient été ouïs , seront leurs dépositions rejetées , sur les simples déclarations ou preuves des parentés ou alliances au degré ci dessus , sans qu'il soit besoin d'autres reproches.

XI. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que les parens ne sont jamais reçus à rendre leurs dépositions en faveur de leurs proches ; mais que quelquefois ils pouvoient être entendus contre eux , lors qu'ils étoient Témoins nécessaires , & qu'une Partie se rapportoit à la déposition des parens de ses Parties adverses , qu'elle croira gens de bien , il ne sera pas possible de le lui refuser ; & que l'article subsistant , il affoiblira les preuves ; & qu'il feroit beaucoup mieux de retrancher l'article , & laisser la chose à l'arbitrage du Juge.

M. Pussort a dit , que l'on avoit voulu faire deux choses par l'article : La premiere avoit été de fixer le degré de parenté , auquel il étoit prohibé de déposer ; & l'autre , que les Parens ne fussent entendus en témoignage. Qu'outre la mesleance qu'il y avoit , l'on pouvoit facilement présumer qu'un parent qui auroit déposé contre son proche , l'auroit fait par inimitié.

M. l'Avocat Général Talon a remontré , qu'il ne falloit pas si mal présumer de la conscience des hommes , de croire qu'un parent ne pût déposer contre son proche , sans autre motif que celui de l'inimitié. Qu'en Droit un pere & un fils , une femme , & un mari ne pouvoient pas être entendus , en matiere Civile , les uns contre les autres. Que les degrés plus éloignés n'étoient pas prohibés ; qu'il n'y avoit pas d'aparence d'étendre la prohibition plus loin. Que lors qu'il s'agira du divertissement & du récelé d'une succession , les Parens ordinairement sont ceux qui ont plus de connoissance : une des Parties demandera qu'ils soient entendus : ce sont quelquefois parens communs sans suspicion d'animosité : pourra-t-on refuser de les entendre , & ne sera-ce pas au Juge à examiner la foi des dépositions ? Si l'on publie un Monitoire , des parens ne viendront ils pas à révélation ? & quand ils auront dit la vérité , devra-t-on croire nécessairement que c'est à dessein de faire du mal.

Que l'obligation de dire la vérité , étoit plus forte que celle du Juge ; l'on prend le serment d'un homme que l'on interroge , pour le forcer à

déposer contre soi-même ; celui qui se fera chargé de quelque dépôt , est obligé par l'autorité de la Justice , de révéler ce qui lui a été confié. Un Curé voulant se dispenser de rendre témoignage d'un fait dont il avoit connoissance , sous pretexte , disoit-il , qu'il lui avoit été confié sous le sceau de la Confession , étant justifié du contraire , il fut obligé de rendre témoignage de ce qui lui étoit demandé.

Qu'il ne faut pas que la vérité demeure captive dans la bouche d'un parent ; les Chrétiens la doivent sur toutes choses : c'est une de leurs principales obligations , & en quoi consiste la véritable bienfaisance , l'ordre & la discipline.

M. Puffort a reparti , que suivant ces maximes , le fils pourroit déposer contre le pere , & la femme contre le mari ; que cependant ils en sont exceptés , & qu'en cela , outre l'obligation civile , il y en avoit une naturelle , qui exciteroit de la pudeur à un homme qui rendroit son témoignage contre son frere & son proche parent.

M. le Président de Novion a dit , que lorsque une femme est accusée de soustraction des effets de la succession de son Mari , & que l'on intente contre elle l'action qui s'appelle : *Rerum amotarum* , la principale preuve residoit toujours en la bouche de ses domestiques & de ses proches , sans quoi l'on n'en avoit jamais raison.

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit nécessité d'ôter cet article , & de laisser la chose à l'arbitrage du Juge , qui la rejetteroit ou l'admettroit , selon les différentes circonstances du fait ; & qu'il trouvoit la Loi contraire à cet article.

M. Talon a dit , qu'il ajouterait encore , que dans les Enquêtes de parentés & d'alliances , qui se faisoient au sujet des évocations au Conseil du Roi , l'on faisoit sans difficulté assigner un parent , pour déclarer le degré de sa parenté , & qu'il ne pouvoit refuser son témoignage.

M. Puffort a dit , qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE X.

XII. Article
de l'Ordon.

A Progeons la fonction des Adjoints , soit qu'ils soient en titre d'Office ou autrement , pour la confection des Enquêtes , sauf à être pourvû à leur Indemnité , s'il y écheoit , ainsi que de raison.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'avant la création des Offices d'Adjoints , l'on en prenoit pour faire des enquêtes. Que dans la suite ils ont été créés en titre d'Office , ils ont payé finance , & obtenu des lettres de provision , qu'ils sont en possession actuelle ; cependant on les supprime sans avoir au préalable pourvû à leur remboursement ; même l'on ajoute

dans l'article , que *ce remboursement sera fait , s'il y échoit*. Que l'on ne peut pas douter qu'ils n'ayent tous financé ; parce que sans cela on ne leur auroit pas expédié des provisions : & qu'il auroit semblé raisonnable de pourvoir à leur remboursement avant toutes choses.

M. Puffort a dit , que le principe de l'article est , que les fonctions de ces Officiers non seulement sont inutiles ; mais encore onéreuses aux Parties. Que les uns ont payé finance , & les autres n'ont rien payé ; C'est pour cela que l'on met , que leur *Remboursement sera fait , s'il y échoit*. Qu'il faut du tems pour bien faire ces distinctions : cependant en travaillant à la reformation , il faut nécessairement supprimer ces charges , & il ne-conviendrait pas de surseoir l'exécution de l'Ordonnance jusques à leur remboursement. Sa Majesté aura agréable d'y pourvoir , elle s'en est déjà expliquée , en arrêtant l'article une premiere fois ; & c'est une justice que le Roi n'a point jusqu'à present refusée à aucun Officier , qui eût titre valable pour la demander.

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit encore une autre consideration à faire , qui regardoit les Adjoints de la Religion Prétendue Reformée. Que l'article 61. de l'Edit de Nantes , leur en avoit accordé pour les matieres Civiles ; mais pour les Criminelles ils n'en prenoient point , si ce n'étoit pour les cas Prévotaux.

M. le Président de Mefme a dit , que cela étoit reciproque ; que lors qu'un Catholique devient justiciable en matiere Criminelle , des Juges de la Religion Prétendue Reformée , il a droit de demander un Adjoint Catholique.

M. Puffort a dit , qu'encore que l'Edit de Nantes ne fût que provisoire , néanmoins l'intention de Sa Majesté n'étoit pas que l'on y donnât aucune atteinte , & que l'on proposera d'expliquer l'article par ces mots : *N'entendons néanmoins rien changer en l'usage des Adjoints , aux cas portés par l'Edit de Nantes*.

M. le P. Président a dit , qu'il est bon de regler cet article d'une maniere ou d'autre.

ARTICLE XI.

LE Juge ou Commissaire à faire l'Enquête , en quelque Jurisdiction que ce soit , même en nos Cours , recevra lui même le Serment & la deposition de chacun Témoin , sans qu'aucun Greffier , ni autre , le puisse recevoir.

XII. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a seulement observé , que c'étoit aux Greffiers à recevoir la deposition , & aux Juges de l'entendre.

ARTICLE XII.

XIV. Article
de l'Ordon.

AU commencement de chaque déposition il sera fait mention du nom , surnom , âge , qualité & demeure du Témoin , du serment par lui prêté , & qu'il n'est parent, ni allié des Parties , ou de l'un d'eux , au degré ci-dessus prohibé.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'il falloit changer dans l'article ces mots : *Et qu'il n'est parent* , en ceux : *Et s'il est parent*.

ARTICLE XIII.

XIV. Article
de l'Ordon.

IL sera aussi fait mention , s'il est , où a été serviteur , ou domestique de l'une ou de l'autre des Parties.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'il falloit rédiger l'article precedent dans le stile & en conformité de celui-ci.

ARTICLE XIV.

XV. Article
de l'Ordon.

AUX Enquêtes qui ne seront point faites à l'Audiance, aucun Témoin ne pourra déposer en la presence des Parties , ni même en la presence des autres Témoins ; mais chacun Témoin déposera séparément , sans qu'il y ait autre personne que le Juge , ou Commissaire à faire l'enquête , & celui qui écrira la deposition.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que le contenu en cet article , fait voir que les Témoins ne pouvoient être entendus à l'Audiance , & qu'il en arriveroit une infinité d'inconveniens.

ARTICLE XV.

Les Témoins ne pourront déposer que des faits dont il s'agit entre les Parties, & qui seront de leur connoissance particulière, lesquels ils expliqueront dans toutes les circonstances importantes au fait, sans aucune affectation de ce qui peut servir ou préjudicier à celui, à la Requête duquel ils ont été assignés pour déposer.

Cet Article
a été re-
tranché.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que c'étoit un article à ôter, comme inutile, ne contenant qu'une exhortation; & cela pourroit même donner lieu au Juge, d'augmenter ou de diminuer les Dépositions des Témoins.

M. Puffort a dit, qu'il proposeroit au Roi d'ôter l'article.

ARTICLE XVI.

Les Juges, ou Commissaires pour faire enquête, feront rédiger par écrit tout ce que le Témoin voudra dire, touchant le fait dont il s'agit entre les Parties, sans rien retrancher des circonstances importantes & nécessaires.

XVII. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a fait la même observation que sur le précédent article, & a dit qu'il en falloit retrancher ces mots: *Importantes & nécessaires*, qui sont à la fin.

ARTICLE XVII.

La déposition de chacun Témoin étant achevée, la lecture lui en sera faite, & ensuite le Témoin interpellé, si ce qu'il a dit contient vérité, & s'il y persiste.

XVI. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que le contenu en cet article, est en usage, & qu'il sert d'autant plus à faire voir, que les Témoins ne peuvent être entendus dans une Audiance.

M. Puffort a reparti, que cela se pratiquoit aux Juges Consuls.

ARTICLE XVIII.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

SI le Témoin augmente , diminue , ou change quelque chose en sa déposition , il sera écrit par apostils & par renvois paraphés , sans qu'il puisse être ajouté foi aux interlignes , ni même aux renvois qui ne seront point paraphés.

ARTICLE XIX.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

Chaque déposition sera signée , & tous les renvois de la minute paraphés , tant par le Témoin qui aura déposé , s'il sçait signer , que par le Juge ou Commissaire , en la présence du Témoin ; & si le Témoin ne veut signer , ou qu'à cause de quelque incommodité , il ne le puisse faire , il le déclarera , & en sera fait mention sur la Minute & sur la Grosse.

Lecture faite de ces deux articles , ils ont été trouvés bons.

ARTICLE XX.

XIX. Art.
de l'Ordon.

SI le Témoin requiert Taxe , le Juge ou Commissaire qui fera l'enquête , la fera raisonnablement , eu égard à la qualité du Témoin , & au tems qu'il aura employé pour la déposition , & à cause d'icelle.

Lecture faite dudit article,

M. le P. Président a dit , que le Juge devoit être tenu d'interpeller le Témoin , s'il vouloit taxe.

ARTICLE XXI.

XX. Article
de l'Ordon.

Tout ce que dessus sera observé en la Confection des Enquêtes , à peine de nullité.

Lecture faite de cet article , il a été trouvé bon.

ARTICLE XXII.

EN toutes matieres Civiles, Défendons aux Parties de ^{XXI. Art.} faire oïr plus de dix Témoins sur un même fait, & aux ^{de l'Ordon.} Juges ou Commissaires à faire enquête, d'en entendre un plus grand nombre; & en cas de Contravention, la Partie ne pourra demander le remboursement des frais qu'elle aura avancés pour en faire oïr un plus grand nombre, quoique tous les dépens lui soient adjugés enfin de cause.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que l'intention de l'article étoit d'abreger les frais, & les longueurs; mais qu'il y avoit de grands inconveniens. Qu'il seroit difficile, dans un grand nombre de Témoins, de sçavoir lesquels doivent être admis ou rejetés. D'ailleurs qu'un Témoin pourroit déposer d'un même fait sur lequel dix autres Témoins auroient été entendus; mais que dans sa déposition il auroit encore parlé de quatre autres faits, dont les autres Témoins n'auroient rien dit; & l'on demanderoit comment le calcul & les distractions de ces différentes dépositions, pourroient être faites pour sçavoir qui seroient les dix Témoins qui auroient seuls parlé précisément d'un fait, & qui pourroient entrer dans ce nombre. Qu'en voulant prévoir des cas extraordinaires, l'on s'embarassoit dans des inconveniens qui seroient fort ordinaires.

M. Puffort a dit, que l'article est conforme à l'Ordonnance de 1539. Que le grand nombre de Témoins embarassoit la preuve. Qu'on ne l'avoit pas toutefois suivie à la rigueur, en ce que l'on avoit ajouté, qu'en cas que l'on entendit davantage de Témoins, les frais n'en entrent pas en taxe. Le calcul s'en pouvoit faire aisément; qu'il n'y auroit qu'à compter le nombre des Témoins, & que l'on avoit recherché les expédiens de faire exécuter l'Ordonnance.

M. le P. Président a dit, que cette disposition étoit belle en sa speculation; mais de nul usage pour la pratique: qu'elle a eu ses raisons qui ne subsistent plus. Autrefois il n'y avoit aucun Procez sans enquêtes: de là sont venues les chambres des Enquêtes, qui ne jugeoient que les Procez par écrit. Il se voit encore des vestiges de cet ancien Usage dans les déboursés de défenses. Que l'on en use autrement aujourd'hui, & l'on s'en trouve bien.

M. Puffort a reparti, que l'article pourvoyoit à tout, & qu'il laissoit la liberté aux Parties, de faire entendre autant de Témoins que bon leur sembleroit, pourvu que ce soit à leurs frais.

M. le P. Président a dit, que cela étoit de peu de conséquence, & qu'on trouve peu d'Enquêtes, où il y ait plus de dix Témoins, qui déposent sur un même fait.

ARTICLE XXIII.

XXII. Art.
de l'Ordon.

LE Procez Verbal d'Enquête fera sommaire, & ne contiendra que les jours des assignations données aux Témoins pour déposer, & aux Parties pour les voir jurer; le jour & l'heure des assignations échûes; la comparution ou le défaut des Témoins ou des Parties; la prestation du serment des Témoins; si ç'a été en la presence ou en l'absence des Parties; le jour & date de chacune déposition; les nom, surnom, âge, qualité & demeure de chacun Témoin: & si le Procez Verbal contenoit autre chose, le Juge ou Commissaire, & le Greffier, seront condamnés solidairement aux dommages & intérêts des Parties, & à la peine du quadruple de ce qu'ils auront reçu.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que l'article est long: qu'un Commissaire doit insérer dans son Procez Verbal, toutes les demandes qui lui sont faites; même celles de recusation:

Que l'article porte *Condamnation de dommages & intérêts contre les Commissaires & le Greffier solidairement*; que cette solidité est injurieuse aux Juges. Qu'il y va de la gloire du Roi de ne pas avilir la dignité de la Magistrature. Que Sa Majesté est le premier Juge de son Roïaume, qui rend mieux la Justice, que Prince ait jamais fait, & qu'il a intérêt de la relever.

ARTICLE XXIV.

XXIII. Art.
de l'Ordon.

LES Greffiers ou autres, qui auront écrit l'Enquête & le Procez Verbal, ne pourront prendre autre salaire; Vacation ni Journée, que l'expédition de la Grosse, selon la Taxe de chacun Rôle, si l'Enquête a été faite au lieu de leur demeure; & si elle a été faite en un autre lieu, ils auront le choix de prendre leurs Journées qui seront taxées aux deux tiers de celles du Juge ou Commissaire, sans qu'ils puissent prendre leurs Journées & leur Grosse ensemble, sous quelque prétexte que ce puisse être.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que l'article est bon, & qu'il est copié sur le dernier reglement fait par le Parlement.

ARTICLE XXV.

Les Expéditions & Procez Verbaux des Enquêtes, seront ^{XXIV. Art.} délivrées aux Parties qui les auront fait faire, & non aux ^{de l'Ordon.} autres Parties; & si elles ont été faites d'office, elles seront seulement délivrées aux Procureurs Généraux, ou à leurs Substituts, ou aux Procureurs Fiscaux des Seigneurs, à la Requête desquels elles auront été faites.

ARTICLE XXVI.

Enjoignons à tous Greffiers, ou autres qui auront écrit ^{XXV. Art.} les Enquêtes & les Procez Verbaux d'icelles, de mettre ^{de l'Ordon.} ou envoyer dans trois mois pour tout délai, après les Enquêtes & Procez Verbaux achevés, toutes les Minutes au Greffe de la Justice qui aura ordonné l'Enquête, encore que la preuve ait été faite en une autre justice, pour y avoir recours quand besoin sera: sinon les Greffiers, ou autres qui auront écrit l'Enquête & Procez Verbaux, seront, en vertu des présentes, & en conséquence du Certificat du Greffier de la Justice que les Minutes ne seront point en son Greffe, contrains après les trois mois, au payement de deux cens livres d'amende, moitié applicable à Nous, & l'autre moitié au profit de la Partie, qui le premier en aura fait sa plainte; sauf aux Greffiers & autres qui auront écrit les Enquêtes, à obtenir Exécutoire contre la Partie, des frais & Taxes, si aucuns leur sont dûs, après néanmoins qu'ils auront mis les Minutes au Greffe.

Lecture faite desdits Articles,

M. le P. Président a dit, que l'usage qui s'observe presentement pour les Enquêtes, étoit, que le Procez Verbal du Commissaire se délivroit aux Parties. Que l'Enquête étoit envoyée clapse & scellée au Greffe: l'on fournissoit des reproches contre les Témoins, l'on demandoit la reception de l'enquête à l'Audiance; que c'est ce qui s'appelle: *Publier l'Enquête*; après quoi elle devenoit une piece de Procez, & chaque Partie en pouvoit prendre communication. Mais la Partie étoit obligée avant cette publi-

cation , de fournir des reproches contre les Témoins , & des moyens de nullité ; car après , elle n'y étoit plus reçue. Or comme la communication introduite par l'Ordonnance , tient lieu de publication , il est important de sçavoir si l'on recevra l'inscription en faux , après cette communication.

M. Puffort a dit , que l'on avoit jugé à propos de retrancher toutes les formalités qui se faisoient en la réception des Enquêtes ; mais quoique l'usage du Parlement fût de ne point recevoir d'inscription en faux contre , depuis qu'elles avoient été publiées , cela paroissoit abusif ; le faux ne se couvrant jamais , non pas même par les Arrêts ; & qu'il paroissoit extraordinaire d'exclurre l'inscription de faux , après la publication de l'Enquête ; quis qu'elle ne pouvoit être faite auparavant , les Parties ne pouvant avoir connoissance du contenu en l'Enquête , ni du défaut qui s'y pouvoit rencontrer , qu'après qu'elle avoit été ouverte & publiée.

M. le P. Président a dit , qu'il falloit donc le marquer par l'article : car comme c'étoit un ancien usage , il y falloit déroger.

M. le Président de Növion a dit , qu'une Partie qui aura entre les mains une Enquête qui contient quelque déposition qui lui portera prejudice , aura bien de la peine à la souffrir ; une seule lettre ôtée d'un mot peut en changer le sens. Ces alterations seront fréquentes , il en arrivera de grands Procès , sans ce qui échapera , dont on ne s'apercevra pas. Que ce que l'on peut dire , est que s'il y a de la faute , celui qui l'aura commise en sera châtié. Mais cependant que sera-ce d'un procès , par exemple , qui se jugera aux Requêtes du Palais , sur une Enquête faite à Poitiers ? Il faudra passer à une inscription de faux qui causera des longueurs & des dépenses infinies. L'envoi d'une Enquête au Greffe , close & scellée , prevenoit tous ces inconveniens , & qu'il en arriveroit beaucoup par le changement de l'ancien usage.

M. Puffort a reparti , que l'on pouvoit dire la même chose des Arrêts , des Contrats , & des autres actes , dont l'exécution étoit portée dans des lieux fort éloignés du dépôt public , où la déposition en avoit été faite. Qu'il n'en arrivoit pas de fréquens desordres ; & que c'étoit un grand bien que de retrancher les frais & les délais.

M. le P. Président a dit , que comparant l'ancien usage avec le nouveau stile qu'on veut introduire , la différence pour les frais ne sera pas grande ; mais que les inconveniens le seront beaucoup.

Qu'il y avoit deux autres observations à faire dans l'article XXV. L'une étoit , sur ce que l'on obligeoit le Greffier de délivrer les expéditions , sans avoir reçu ses salaires ; & l'autre , qu'il étoit encore obligé de se dessaisir des Minutes , après en avoir délivré les Grosses.

A l'égard des salaires du Greffier , on lui reservoit la voye de l'exécution contre la Partie : que fort souvent ce seroit un Procès ; & qu'il n'y avoit point de raison pourquoi la forme du paiement de ces expéditions fût différente de celle des autres. Et pour ce qui concernoit l'envoi des Minutes , c'étoit dessaisir un Greffier de son Gage & de sa sûreté. Qu'il pouvoit arriver des inscriptions de faux contre sa Grosse ; qu'il n'auroit

plus en main de quoi s'en défendre & en soutenir la vérité. Que cela étoit contre l'ordre des Greffiers. Qu'un Notaire, contre les Minutes duquel l'on s'est inscrit en faux, portoit la Minute lui-même & ne l'abandonnoit jamais.

Que si un Greffier étoit obligé de se défaire de sa Minute, il seroit intéressé à la faire perdre, crainte que l'on n'en abusât contre lui, & qu'on le rendît responsable des fautes qu'il n'auroit point faites.

Que l'on avoit parlé de faire un dépôt public; mais que l'on avoit prévu l'impossibilité de l'exécution. Qu'il n'y auroit point de lieu capable de contenir toutes les Minutes. Que si l'on avoit recueilli toutes les Enquêtes qui ont été faites depuis un siècle ou deux, il n'y auroit point de lieu dans le Royaume, qui les pût contenir. Qu'on les trouve avec bien plus de facilité entre les mains de ceux qui les ont reçues, que l'on ne feroit par tout ailleurs.

M. Puffort a dit, que l'usage d'envoyer des Minutes n'étoit pas nouveau. Que les Notaires, lors des inscriptions de faux contre leurs Minutes, les déposent au Greffe des Compagnies où le faux s'instruisoit.

Qu'aux derniers Grands-Jours de Clermont, on avoit proposé de faire un Règlement, pour obliger les Greffiers d'envoyer leurs Minutes dans un dépôt public. Il y avoit autrefois des Garde-Notes, qui étoient les dépositaires des Minutes que les Notaires avoient reçues. Ce dépôt seroit d'un grand usage, car tout se dissipoit entre les mains des particuliers.

Que Monsieur de Marillac, Garde des Sceaux, avoit proposé d'avoir un lieu dans le Louvre, où les Minutes des Greffes du Conseil, même des Secrétaires d'Etat, pussent être conservées. Les Bibliothèques & les Cabinets des Particuliers en sont pleins, pendant que le public, à qui elles appartiennent, s'en trouve défaire.

M. le Président de Novion a dit, que les Grands-Jours n'avoient point proposé de dépôt général; mais qu'ayant trouvé les Greffes de la plupart des Sièges en mauvais état, ils avoient ordonné par un règlement, que les Bailliages, Prevôtés, & autres Juridictions, auroient des lieux propres pour conserver les minutes de leurs Greffes.

M. Talon a représenté, qu'il avoit été ordonné aux Grands-Jours de Clermont, que les Greffiers des Hautes-Justices rapporteroient aux Greffes des Bailliages, leurs Minutes, dont ils retiendroient des Grosses, collationnées par le Greffier qui s'en seroit chargé; & que chacun trouveroit par ce moyen sa sûreté.

Que lors qu'il est formé quelque inscription de faux contre la Minute d'un Notaire, & qu'il est tenu de s'en défaire, il la fait passer, *ne variatur*, & retire une copie figurée de la pièce inscrite de faux.

Qu'il observera d'ailleurs, que pour rédiger les Enquêtes, les Commissaires se servoient de leurs Clercs, & que l'on y employe toutes sortes de personnes. Qu'il seroit bon que ce fussent des Officiers qui eussent serment à Justice; & que sur tout il importoit de faire en sorte, qu'en toutes les Justices l'on établit un bon dépôt; mais qu'il falloit bien prendre garde,

que si l'on obligeoit les Greffiers de se dessaisir de leurs Minutes , pour les porter en d'autres lieux , ils feroient toujours des voyages , & prendroient des Executoires , qui causeroient de grands frais aux Parties.

Que cet inconvenient ne se rencontreroit pas , lorsque les Clercs des Commissaires recevroient les Minutes ; parce qu'ils retourneroient avec leurs Maîtres : que néanmoins il valoit mieux que cela passât par les mains d'Officiers qui auroient serment à Justice.

M. Pussort a dit , qu'il croyoit , qu'il étoit à propos de faire un reglement à l'égard des Clercs des Commissaires du Châtelet , qui retiennent les Minutes des Enquêtes & des Informations qui sont reçues ; mais que les Executoires que pourroient prendre les Greffiers pour leurs voyages , pour avoir apporté les Minutes , le touchoient fort ; & qu'il en falloit parler au Roi.

M. le P. Président a dit , que tout ce recueil de Minutes n'étoit pas possible ; même que Messieurs les Maîtres des Requêtes n'avoient point de depost , où leurs Minutes pussent être déposées , n'y ayant point d'Archives au Conseil.

M. le Chancelier a dit , que l'intention du Roi étoit de pourvoir à ce que à l'avenir les Minutes tant du Conseil , que des Secrétares d'Etat , fussent mises dans un depost certain.

ARTICLE XXVII.

XXVI. Art.
de l'Ordon.

Defendons en ce faisant , & en tant que besoin seroit , d'abrogeons l'usage d'envoyer les Expéditions des Enquêtes dans un sac clos & scellé , encore qu'elles eussent été faites en une autre Jurisdiction. Abrogeons pareillement toutes publications, receptions d'Enquêtes , & tous Jugemens , Apoinemens , Sentences , & Arrêts , portant que la Partie donnera moyens de nullité & de reproches.

ARTICLE XXVIII.

XXVII. Art.
de l'Ordon.

Après la Confection de l'Enquête , celui à la Requête duquel elle aura été faite , fera signifier le Procez Verbal , & en donnera copie , pour donner par la Partie dans la huitaine , des moyens de nullité & de reproches , si bon lui semble.

ARTICLE XXIX.

XXVII. Art.
de l'Ordon.

Huit jours après la copie donnée du Procez Verbal d'Enquête , la Partie demeurera forclose de plein droit de plus

fournir des moyens de nullité & de reproches ; & ce faisant il sera procédé au Jugement du différent d'entre les Parties, sans qu'il soit besoin de Commandement , Forclusion ni Som-mation.

ARTICLE XXX.

SI celui qui a fait faire l'Enquête , étoit refusant ou negli- XXVIII. Art. de l'Ordon.
gent de faire signifier le Procez Verbal , & d'en donner copie , celui contre lequel elle aura été faite , pourra l'inter-
peller par un simple Exploit, d'y satisfaire , & à faute de ce
faire dans trois jours , il pourra lever le Procez Verbal , qui
lui sera délivré par le Greffier qui en aura la Minute ; à quoi
le Greffier sera contraint, en lui représentant l'acte de Som-
mation fait à la Partie qui a fait faire l'enquête , & en lui
payant les salaires de l'expédition de la Grosse du Procez
Verbal , dont sera délivré Executoire , pour en repeter les
deniers & les frais , contre celui qui auroit dû faire signifier
le Procez Verbal & en donner copie.

ARTICLE XXXI.

LA Partie qui aura fourni des moyens de nullité & de re- XXIX. Art. de l'Ordon.
proches , ou qui aura refusé d'en fournir , pourra deman-
der copie de l'Enquête, laquelle en ce cas lui sera donnée.

Lecture faite des susdits cinq articles , ils ont été trouvés bons.

ARTICLE XXXII.

SI celui qui aura fait faire l'Enquête , refuse d'en donner XXIX. Art. de l'Ordon.
Scopie , après qu'il aura été fourni des moyens de nullité &
de reproches , ou que la Partie aura déclaré n'en vouloir four-
nir , il sera procédé au Jugement d'entre les Parties , sans avoir
égard à l'Enquête , non plus que si elle n'avoit pas été faite.

Lecture faite de l'Article,

Il a passé , à l'exception de ces mots : *Non plus que si elle n'avoit point été*
faite : que l'on a estimé devoir être retranchés ;

ARTICLE XXXIII.

XXX. Art.
de l'Ordon.

EN cas que celui contre lequel l'Enquête aura été faite, voulût prendre avantage des dépositions des Témoins, & que la copie de l'Enquête ne lui eût point été donnée, après avoir été fourni des moyens de nullité & de reproches, ou déclaré n'en vouloir fournir, il pourra lever l'Enquête aux frais & dépens de celui à la Requête duquel elle aura été faite, laquelle lui sera délivrée par le Greffier qui en aura la Minute, qui à ce faire sera contraint, en lui représentant les moyens de nullité & de reproches, bien & dûement signifiés à la Partie, ou un acte dûement signifié, portant déclaration de ne vouloir fournir moyens de nullité ou de reproches, & en payant au Greffier les salaires de l'Expedition de l'Enquête, dont sera délivré Executoire pour en répéter les deniers & les frais, contre celui qui aura dû donner copie de l'Enquête.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a observé, qu'il y avoit plusieurs réflexions à faire sur cet article : en ce que sa disposition est contraire à ce qui s'observe dans le Parlement ; mais que c'étoit une Ordonnance qui devoit avoir son exécution dans tout le Roïaume, & qu'ainsi, il ne falloit pas s'arrêter à aucun usage particulier. Qu'on devoit ajouter à l'article, pour plus grande facilité, que *l'Executoire sera délivré par le Greffier.*

M. Puffort a dit, que le Greffier ne pouvoit pas délivrer un exécutoire de son autorité, & que c'étoit une Ordonnance qui devoit être rendue par le Juge.

M. le P. Président a reparti, que cela produiroit une Sentence, & conséquemment des frais.

M. Talon a représenté que l'exécutoire se pourroit délivrer en vertu d'une simple Ordonnance mise par le Juge au bas d'une Requête, & que cela se feroit sans frais.

ARTICLE XXXIV.

XXXI. Art.
de l'Ordon.

EN chacun des cas ci-dessus, si la Partie qui a fait faire l'Enquête refuse de signifier la copie du Procez Verbal, & de donner copie de l'Enquête, celui contre lequel elle aura été faite, aura un délai de huitaine pour lever le Procez Verbal,

bal, & pareil délai de huitaine, pour lever l'Enquête : & si c'est à un Greffe éloigné de dix lieues & plus, il aura encore un délai d'un jour pour chacune distance de dix lieues, & autant pour le retour ; le tout aux conditions ci-devant spécifiées ; c'est à sçavoir que le Procez Verbal ne pourra être levé qu'en représentant l'acte de Sommation dûement signifié, ni l'Enquête qu'en représentant les moyens de nullité & de reproches dûement signifiés, & aussi un acte dûement signifié portant déclaration de ne vouloir fournir moyens de nullité & de reproches. Et en cas que le Greffier qui en a les Minutes les eût autrement délivrées, il sera condamné aux dépens, dommages & intérêts.

ARTICLE XXXV.

LE Greffier qui aura délivré les expéditions du Procez Verbal & de l'Enquête à la Partie adverse, sera tenu d'en faire mention sur la Minute, & du jour qu'il les aura délivrées, & même de retenir pour sa decharge, copie signée de la sommation pour le Procez Verbal, & des moyens de nullité & de reproches, & de l'acte pour l'enquête, à peine d'en répondre en son nom.

Cet article
a été re-
tranché.

ARTICLE XXXVI.

Tous délais de huitaine ci-devant spécifiés, ne seront que pour nos Cours de Parlement, & autres nos Cours. Et pour nos Bailliages, Sénéchaussées, Présidiaux & toutes nos autres Jurisdicitions de quelque qualité qu'elles soient ; des Tribunaux Ecclesiastiques, & des Justices des Seigneurs, y compris celles des Duchés & Pairies, les délais ne seront que de trois jours au lieu de huitaine.

XXXII.
Article de
l'Ordon.

Lecture faite des trois articles ci-dessus, ils ont été trouvés bons.

ARTICLE XXXVII.

Dans les Exécutoires qui seront délivrés à l'une des Parties contre l'autre, pour le remboursement des expéditions du Procez Verbal d'enquête, ou de l'enquête aux ter-

XXX. Art.
de l'Ordon.
à la fin.

mes ci devant énoncés, seront compris les frais des voyages ou des Messagers, si aucuns ont été faits pour lever ou faire lever les Expéditions, & sans que le contenu aux Exécutoires puisse par après entrer en taxe, en cas que la Partie obtienne condamnation de dépens.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, qu'il y a quelque chose à reformer dans la construction de cet article, concernant les frais des voyages ou des Messagers, & qu'il ne s'en doit plus faire.

M. Puffort a dit, que cela se devoit entendre de la Partie, si elle faisoit le voyage, ou du Messager s'il apportoit l'Enquête; & que pour une expression plus nette, l'on pouvoit mettre dans l'article: *Les frais des voyages, si aucuns ont été faits, ou des Messagers.*

ARTICLE XXXVIII.

XXXIII.
Article de
l'Ordon.

Celui qui aura fait faire une enquête ne pourra demander à l'autre Partie, copie du Procez Verbal, ni le lever, qu'il n'ait auparavant fait signifier le sien; ni demander copie de l'autre Enquête, ni la lever, qu'il n'ait auparavant fait donner copie de la sienne. † Et s'il n'a point fait faire d'Enquête de sa part, il ne sera plus recevable d'en faire, ni de plus faire ouïr aucun Témoin, après qu'il aura demandé copie de l'Enquête de la Partie averse: dérogeans à toutes Ordonnances & usages contraires, tant en cause principale que d'appel, pour quelque cause que ce soit.

† XXXIV.
Article de
l'Ordon.

ARTICLE XXXIX.

XXXIV.
Article de
l'Ordon.

Celui qui aura eu communication ou copie de l'Enquête de sa Partie averse, après l'autre demande, ne pourra plus donner moyens de nullité ni de reproches.

ARTICLE XL.

XXXV. Art.
de l'Ordon.

SI la permission de faire Enquête a été donnée à l'Audience, sans que les Parties ayent été appointées à écrire; les Enquêtes seront portées à l'Audience, pour y être jugées, sans qu'il soit besoin d'aucune autre procédure, que d'y comparoir,

après les significations ou sommations ci-devant déclarées.

ARTICLE XLI.

SI le différent où il y aura Enquête, ne peut être jugé à l'Audience, les Parries seront appointées & le Procez instruit, ainsi qu'il a été par Nous ci-devant ordonné, avec défenses d'user d'aucune autre procédure, à peine de nullité; & pourront l'une ou l'autre des Parties produire des Enquêtes, & les instruire.

Cet article
a été re-
tranché.

Lecture faite desdits articles.

M. le P. Président a dit, que l'Enquête ordonnée à l'Audience, produisoit souvent un Procez par écrit. Qu'il s'étoit depuis peu présenté une affaire entre Monsieur de la Vrilliere, & des Marchands de Bois. Que de la part de Monsieur de la Vrilliere, l'on soutenoit que les bois, de la coupe desquels il s'agissoit entre les Parties, étoient de haute fustaye, bien garnis, sans clairieres, de valeur de plus de trente mille écus. Les Marchands au contraire, que ce n'étoient que taillis de peu de valeur, dans lesquels il y avoit beaucoup de vuide. Qu'aucune des Parties ne demandoit la descente sur les lieux, crainte de blesser ses droits; qu'elle avoit été néanmoins ordonnée d'office, pour être faite par le Lieutenant Général de Sens.

Que l'Enquête, les plans, & les descriptions des lieux qui seront faites, ne pourront pas être rapportées à l'Audience. Qu'il faudra nécessairement en faire un Procez par écrit, & qu'ainsi il étoit bien difficile de statuer rien de certain sur ces matieres, que la prudence du Juge devoit toujours regler.

M. Puffort a dit, que l'Enquête sera communiquée à la Partie. Que les Avocats en communiqueront aux Gens du Roi, & la plaideront. Qu'il n'est pas extraordinaire d'entendre le rapport d'enquête à l'Audience.

Que Messieurs les Avocats Généraux rapportent à la Tournelle une infinité d'informations; & qu'après avoir entendu les Avocats des Parties, il demeurera en la liberté des Juges d'appointer.

M. le P. Président de Novion a dit, que dans les causes esquelles il n'y avoit aucun intérêt public, l'on ne communiquoit point d'enquêtes au Parquet, & que l'on n'en tireroit aucun secours pour les affaires particulières.

M. l'Avocat Général Talon a remontré, qu'il falloit faire distinction des premiers Juges, d'avec les Parlemens. Que cela se pouvoit faire pardevant les premiers Juges; mais qu'en toutes rencontres cela seroit difficile au Parlement. Que néanmoins souvent on leur mettoit entre les mains des Enquêtes, & que sur le rapport qu'ils en faisoient à l'Audience, le Parlement jugeoit; mais que cela ne pouvoit pas convenir à toutes sortes

d'affaires , & pour les Enquêtes particulièrement , qui feroient faites pour raison des descentes sur les lieux.

M. le P. Président a dit , que tout ce que dessus aboutissoit à dire , qu'il sera en la liberté du Juge d'apointer quand il voudra , & que la plupart de ces articles seront inutiles.

M. Puffort a dit , qu'il demeure d'accord que difficilement l'on pourra tirer de l'Ordonnance , le fruit que le Roi en espere , si les Juges n'y apportent une bonne intention ; mais qu'il présume assez de leur intégrité , pour croire qu'ils feront leur devoir ; & qu'agissant , comme ils font , par des motifs d'honneur & de conscience , ils ne voudront pas apointer une cause qui sera suffisamment éclaircie , & qu'ils pourront juger à l'Audience.

A R T I C L E X L I I .

XXXVI. Art
de l'Ordon.

SI l'Enquête est déclarée nulle par la faute du Juge ou Commissaire qui l'a faite , il en sera fait une nouvelle à ses frais & dépens , sans que la peine en puisse être remise ou modérée.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit , que l'article n'expliquoit pas , si l'Enquête étant déclarée nulle par la faute du Juge , les Témoins ouïs seroient entendus une seconde fois ? La raison de douter sera , que l'on pourra pretendre que la foi des Témoins aura été engagée.

M. Puffort a répondu , que sans doute les mêmes Témoins pourroient encore une fois être entendus , parce que en cela il n'y auroit rien du fait de la Partie ; & qu'autrement un Juge qui voudroit favoriser une Partie , pourroit aneantir sa preuve par une nullité qu'il affecteroit , & dont il seroit quitte en faisant à ses frais une seconde Enquête , avec indemnité de la Partie , qu'il auroit voulu traiter favorablement.

M. le P. Président a dit , qu'il en falloit donc faire mention dans l'article. Qu'il y avoit encore une difficulté qui se pouvoit rencontrer , sur ce qu'on demanderoit , si l'apointement qui permettoit de faire une seconde Enquête , attendu la nullité de la premiere , seroit commun entre les Parties , & si tant celle dont l'Enquête auroit été déclarée nulle , que celle dont l'Enquête subsisteroit , pourroient respectivement une seconde fois faire leur Enquête.

M. Puffort a dit , qu'il n'y avoit pas d'apparence que la liberté dût être reciproque , puisque le second apointement n'auroit été donné que pour réparer la faute du Juge , à l'égard de la Partie qui en auroit reçu le préjudice.



TITRE XXIII.

Des Reproches des Témoins.

Ce Titre est
le XXIII.
de l'Ordon-
nance.

ARTICLE I.

Es reproches des Témoins seront circonstanciés , perti-
nens , & non en termes vagues & généraux, autrement
seront rejetés.

I. Article
de l'Ordon-

Lecture faite de l'Article , il a été trouvé bon.

ARTICLE II.

S'il est avancé dans les reproches , que les Témoins ont été
Emprisonnés , mis en décret , condamnés , ou repris de
Justice, les faits seront réputés Calomnieux , s'ils ne sont justi-
fiés par des Ecrouës d'emprisonnement, decrets , condamna-
tions, ou autres actes.

II. Article
de l'Ordon-

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'une Partie , quoique certaine de son repro-
che , n'avoit pas toujours l'acte en main , ni la Sentence de condamnation.
Qu'il lui falloit accorder un délai pour en faire aparoir ; qu'autrement il y
auroit de la précipitation.

M. Puffort a dit , que l'article ne fait point d'interdiction au Juge de le
pouvoir faire : que cela dépendra de son arbitrage. Mais que l'on n'avoit
pas estimé en devoir faire mention dans l'article , afin que cela ne devînt
pas de stile , & qu'on ne donnât pas ouverture aux Parties de le deman-
der en toutes occasions , & que le Juge ne fût pas obligé indispensablement
de l'accorder.

M. le Président de Maisons a demandé , si lors qu'un fait de reproche
bien circonstancié auroit été proposé par une des Parties, la preuve en seroit
admise par Témoins , & si la chose dépendroit de l'arbitrage du Juge.

M. Puffort a dit , qu'au Grand Conseil , en examinant les reproches , si

l'on en trouvoit de confiderables , l'on en faisoit état , & l'on mettoit : *Bona probanda per acta.*

M. Talon a dit , qu'il falloit que le reproche procedât d'une caufe anterieure à la déposition du Témoin ; autrement il seroit à craindre que la Partie , à laquelle la deposition seroit préjudice , intentant un Procez Civil , ou suscitant une accusation Criminelle , n'en pretendît avoir une matiere suffisante de reproches.

M. le P. Président a ajouté , que l'article IV. de ce même titre porte , que les Juges ne pourront appointer les Parties à informer sur les faits des reproches , sinon en voyant le Procès , & que les moyens de reproches ne soient pertinens & admissibles. Que cet article pourroit être joint à celui-ci pour n'en faire qu'un. Qu'à Dijon l'on instruisoit les faits justificatifs dans les Procez Criminels , en même tems que le Procez principal. Que l'esprit de l'Ordonnance de 1539. ne paroïssoit pas contraire à cet usage.

M. Puffort a dit , que si cet usage avoit lieu , particulièrement en matiere Criminelle , il n'y auroit point d'accusé , à qui l'on pût jamais faire le Procez.

ARTICLE III.

III. Article
de l'Ordon.

Celui qui aura fait faire l'Enquête pourra , si bon lui semble , fournir de reponses aux Reproches qui auront été proposés , sans néanmoins qu'il soit besoin ni de commandement , ni de forclusion , & sans retardation du Jugement ; & si les Reponses sont fournies , elles seront signifiées à la Partie , autrement défendons d'y avoir égard.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit , que toutes les forclusions ayant été abolies , il y avoit d'autant plus de sujet de les retrancher de cet article , qu'il n'avoit jamais été de l'usage de forclorre une Partie de fournir de reponses aux reproches.

M. Puffort a dit , qu'il croyoit , que l'on pourroit ôter de l'article , ces mots : *Sans néanmoins qu'il soit besoin de commandement ni de forclusion* , & que l'article au surplus pouvoit subsister.

ARTICLE IV.

IV. Article
de l'Ordon.

Les Juges ne pourront appointer les Parties à informer sur les faits de reproches , sinon en voyant le Procez , au cas que les moyens de reproches soient pertinens & admissibles.

ARTICLE V.

LEs Reproches des Témoins seront jugés avant le Procez, v. Article & s'ils sont trouvés pertinens, & suffisamment justifiés, les de l'Ordon. dépositions n'en seront point levées.

Lecture faite desdits articles, ils ont été trouvés bons.

ARTICLE VI.

ENcore qu'aucuns Témoins soient valablement reprochés, Cet Article on n'aura aucun égard aux reproches, si le fait se trouve a été re-tranché, d'ailleurs justifié par les dépositions des autres Témoins, ou autrement.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que l'article ne s'entendoit pas, & qu'il le falloit ôter.

M. Puffort a dit, qu'il manquoit quelque chose dans l'article, & qu'il seroit plus intelligible, s'il portoit que *l'on n'instrueroit point les reproches contre les Témoins; lorsque le fait se trouveroit d'ailleurs justifié*; mais que comme cela ne pouvoit être de conséquence, on pourroit l'oter.

ARTICLE VII.

POUR chacun fait de reproches calomnieusement proposé, Cet article ou qui ne sera point justifié, il y aura condamnation de a été re-tranché. quarante livres d'amende, en nos Cours de Parlement & autres nos Cours, & vingt livres en toutes autres juridictions, même es Justices des Duchés & Pairies, & autres, applicable moitié à Nous, & l'autre moitié à la Partie; sans préjudice au Témoin qui aura été reproché, de demander réparation s'il y échoit, laquelle voulons lui être faite suivant la qualité de la calomnie.

ARTICLE VIII.

LEs Procureurs qui auront fourni les reproches, seront VI. Article condamnés en leur nom, pour les faits calomnieusement de l'Ordon.

proposés, si les reproches ne sont signés de la Partie, ou s'ils ne sont apparoir d'un pouvoir special.

Lecture faite desdits deux articles, ils ont été trouvés bons.



Ce Titre est
le XIII. de
l'Ordon-
nance.

TITRE XXIV.

*Des Enquêtes d'examen à futur, & de l'abrogation des
Enquêtes par turbes.*

ARTICLE I.

Tous les ar-
ticles de ce
titre, ont été
suprimez,
excepté le
dernier.

Defendons toutes Enquêtes d'Examen à futur, si ce n'est quand ceux qui pourroient servir de Témoins, seront fort âgés, ou valétudinaires, ou pressés de faire voyage de long cours, & autres cas, à l'occasion desquels la preuve pourroit déperir; & non autrement; sans que l'on y puisse entendre d'autres Témoins que ceux de la qualité ci-dessus, à peine de nullité des Enquêtes.

ARTICLE II.

Defendons sous la même peine que dessus, les Enquêtes d'examen à futur, en vertu de nos lettres de Chancellerie, ou autrement, avant qu'il y ait action intentée; mais en sera la permission demandée au Juge, pardevant lequel l'assignation aura été donnée au principal, soit qu'elle soit échüe ou non, & sans qu'il soit besoin de faire assigner la Partie, pour en avoir la permission: Le tout pourvû que la cause soit entiere & non contestée.

ARTICLE III.

LA permission de faire Enquête à futur, sera demandée par Requête, qui contiendra sommairement l'exposé du fait, les raisons pour lesquelles la Partie pretend que la preuve en est

est recevable par Témoins, les nom, surnom, âge, qualité & demeure des Témoins que l'on veut faire entendre, & la cause particuliere touchant l'audition de chacun des Témoins que l'on demande d'être ouïs.

ARTICLE IV.

SI la Partie assignée au principal, n'a point de Procureur, le Juge pourra accorder la permission sur la Requête à lui présentée; & s'il y a Procureur, la Requête sera signifiée au Procureur, avec un acte de comparoir à l'Audience, pour y voir prononcer; & pourra le Juge ordonner ou refuser la permission sur la premiere assignation, tant en presence qu'absence, sans que ce qui aura été ordonné en l'un & en l'autre cas, puisse faire prejudice ni conséquence, pour accorder ou refuser la preuve par Témoins après la contestation en cause.

ARTICLE V.

Celui qui aura été assigné, aura la faculté de demander la permission de faire Enquête d'examen à futur, aux mêmes cas ci-dessus, en observant les mêmes choses, soit que le Demandeur l'ait requis, ou non.

ARTICLE VI.

LE Juge pardevant lequel l'assignation aura été donnée, pourra accorder la permission de faire Enquête d'examen à futur, & même de passer outre à la confection, nonobstant tout declinatoire proposé, ou renvoi requis, Lettres d'Etat obtenues & signifiées, cedulaes évocatoires, ou lettres d'évocation non encore jugées, oppositions, ou appellations quelconques, recusations, ou prises à partie faites ou à faire; sans néanmoins y prejudicier, ni aux autres nullités des Enquêtes & aux renvois requis, ou qui le pourroient être, si par l'évenement le Juge étoit déclaré incompetant ou valablement recusé.

ARTICLE VII.

A Prés que la permission de faire l'Enquête d'examen à futur, aura été accordée, la Partie sera assignée pour voir jurer les Témoins; & s'il n'a point eu copie de la Requête par laquelle la permission aura été requise, elle lui sera fournie en même tems, & les Témoins assignés pour déposer.

ARTICLE VIII.

L Es Témoins qui déposeront en l'Enquête d'examen à futur, après le serment par eux fait, déclareront précisément si les causes mentionnées en la Requête & pour lesquelles on les fait entendre par forme d'examen à futur, sont véritables, & concernent leurs personnes; & en cas qu'elles ne les concernent, ou qu'elles ne soient pas véritables, ils ne seront pas ouïs.

ARTICLE IX.

A Prés que les Témoins auront déposé, les Minutes de l'Enquête & du Procez Verbal demeureront entre les mains de celui qui en doit être dépositaire, sans qu'il en puisse donner aucune expédition, communication, ni copie, jusques à ce que les Parties aient été appointées respectivement à faire Enquête: & s'il s'en trouvoit auparavant quelque expédition ou copie, Enjoignons aux Juges de les rejeter, sans en souffrir la lecture ou le recit, ni aucune induction, & même de condamner la Partie & le dépositaire des Minutes solidairement en 100. livres d'amende; & si les Parties n'étoient point appointées à faire preuve respectivement par Témoins, les Enquêtes qui auront été faites par forme d'examen à futur, seront nulles & de nul effet. Défendons à tous Juges d'y avoir égard.

ARTICLE X.

Q Uand les Parties auront été appointées respectivement à faire Enquête d'examen à futur, l'Enquête & le Procez Verbal seront delivrés à celui qui les aura fait faire, lequel alors sera tenu de communiquer le Procez Verbal, & seront

les formalités, concernant les nullités, reproches de Témoins, & les Jugemens, observées, ainsi qu'aux autres Enquêtes.

ARTICLE XI.

A Brogeons, en ce faisant, l'usage de répéter ou recoler les Témoins ouïs aux Enquêtes d'examen, & Voulons qu'il soit ajouté foi aux dépositions y contenues, sauf néanmoins les reproches contre les Témoins qui y auront été ouïs, soit vivans ou decedés, absens ou presens.

ARTICLE XII.

LA Partie qui aura fait faire l'Enquête d'examen à futur, pourra faire ouïr d'autres Témoins, après que les Parties auront été appointées respectivement à faire preuve par Témoins, pourvu que les Témoins tous ensemble n'excèdent le nombre de dix sur un même fait, ainsi qu'il est ordonné au titre des Enquêtes, aux peines y portées.

Lecture faite des X I I. articles précédans :

M. le P. Président a dit, que ce titre contenoit X I I I. articles, dont les X I I. premiers ne parlent que des Enquêtes d'examen à futur. Que l'on avoit voulu, par ces articles, chercher des remedes aux abus que ces sortes d'Enquêtes caufoient tous les jours, & cependant que l'on introduisoit pour ce sujet beaucoup plus de formalités, que l'on n'en retranchoit d'anciennes; & qu'après y avoir bien pensé, il pouvoit se servir des termes d'un sçavant personnage, qui a vécu dans le dernier siècle & dans celui-ci : *Centum lituris mederi non possis, unâ possis facile*; C'est à dire, en retranchant entierement les Enquêtes d'examen à futur.

Qu'il sçavoit bien que cette matiere meritoit de grandes considerations de part & d'autre; puisque même on raportoît l'origine de l'usage de ces Enquêtes, au droit écrit, & que les plus vieux registres du Parlement faisoient connoître combien la pratique en étoit ancienne parmi nous. Que l'on n'ignoroit pas aussi les raisons sur lesquelles on les appuyoit. Des Témoins maladifs, âgés, Moribonds, ou prêts à faire voyage de long cours; des personnes en plusieurs rencontres, qui ne peuvent agir dans un tems, pendant lequel les preuves par Témoins qui leur sont nécessaires, se perdent. Qu'observant la précaution ancienne de tenir les Enquêtes closes & scellées, jusques à ce que les faits fussent reçus après la contestation en cause; y ajoutant encore toutes les nouvelles précautions de ce présent titre, on pourroit remédier aux abus & aux inconveniens qui arrivent.

Mais que ces raisons ne lui paroissent pas si fortes, que celles qui étoient au contraire. Qu'on ne voit point même que le droit Civil ait précisément permis cette sorte de preuve ; On n'entendoit au contraire les Témoins, qu'après la contestation en cause : *Litem prius esse oportere, quam testes producantur. Non qualibet autem controversia lis est, sed eam tantum qua contestata est.* Ce sont les paroles de Cujas sur le titre des Décrétales : *Ut lite non contestatâ, non procedatur ad testimonium receptionem.* Qu'il est vrai que ce même titre des Décrétales a permis ces sortes d'Enquêtes d'examen à futur, dans les cas ci-dessus marqués, & qu'il croit que l'origine de cet Usage, ou de cet abus, se doit tirer de ce lieu-là : ce qui est venu de ce que les Canonistes ont suivi plutôt l'opinion de quelques Glossateurs du droit Civil, que la pureté du texte. Car il y en a quelques-uns qui ont crû, que le titre du Digeste, *De Carboniano Edicto*, principalement en la Loi 3, de ce titre, donnoit lieu à cette sorte d'examen à futur : ce qui n'est pas, d'autant que cette Loi parle des impuberes qui avoient ce privilège ; parce qu'on ne pouvoit point juger de leur état, jusqu'après leur puberté, afin qu'ils pussent mieux se défendre. Cette Loi suppose, que l'impubere eût intérêt de ne point différer la connoissance de sa cause : *Finge, dit-elle, esse testes quosdam, qui dilatâ controversâ, aut mutabunt consilium, aut decedent, aut propter temporis intervallum, non eandem fidem habebunt, &c.* Elle dit, qu'en ce cas-là le Juge ne doit point différer la connoissance de la Cause : *Aut stulti, aut iniqui Pratoris est, rem differre, cum summo ejus incommodo cui consultum velit.* Ainsi la Loi veut qu'en ce cas on instruisse & juge la question, sans attendre la puberté ; mais elle ne dit point qu'on entende les Témoins seulement, en différant de juger la cause jusques à la puberté. Cette interprétation est contraire au texte, & c'est sans sujet que les Décrétales l'ont suivie. Aussi Cujas, au lieu déjà allégué, ne cite aucune Loi, ni aucun texte du droit Civil, pour appuyer cet examen à futur ; il ne rapporte seulement que des Décrétales. C'est ainsi que cet usage nous est venu comme beaucoup d'autres, par la disposition du droit Canon, fondée sur une disposition mal entendue du droit Civil.

Au surplus, à l'égard de cette sorte d'Enquêtes, les délais des procédures étant fort abrégés par ce nouveau stile, on pouvoit bien-tôt faire juger contradictoirement si les faits sont recevables ; mais qu'il étoit extrêmement périlleux, avant que des faits soient reçus, & avant qu'une cause soit contestée, de faire des preuves telles que l'on veut, par une Enquête, sans que la Partie puisse en faire au contraire ; & se donner cette liberté, en vertu de lettres qui s'accordent dans toutes les Chanceleries du Roïume, sans aucune connoissance de Cause. Que l'on voyoit tous les jours que ces Témoins moribonds recouroient leur santé, & que ces grands Voyageurs étoient de retour de leurs voyages, aussi-tôt que leur déposition étoit achevée. Cependant que sous ces pretextes illusoires, & dont les Juges se trompent eux-mêmes volontairement, ils donnent de grandes pentes aux affaires. Quand ces Enquêtes sont faites, on ne manque

point de dire qu'elles ne devoient être ouvertes, qu'au cas que les faits soient reçus; & néanmoins en disant cela on les produit & on les voit dans les Procez par écrit. On les met entre les mains des Gens du Roi pour les causes d'Audiance, lesquels en declamant toujours contre cet abus, ne laissent pas d'en faire le rapport. Que même toutes les défenses qui seront faites de les ouvrir, n'empêcheront jamais qu'on ne sçache ce qu'elles contiennent, & qu'elles ne fassent une impression très-forte dans l'esprit des Juges. Que les Parties qui sçavent qu'il y a un sac au Greffe, qui contient une piece importante pour leur cause, trouvent mille moyens pour la mettre en usage: les Juges sollicitent eux-mêmes de la voir, comme si elle pouvoit servir à leur instruction, & à découvrir la vérité. Enfin l'expérience à fait voir jusques ici, que les Enquêtes d'examen à futur, étoient ou inutiles, si l'on en usoit bien, ou très-dangereuses, si l'on en abusoit, comme il arrivoit ordinairement. C'est pourquoi ayant proposé à Messieurs les Députés du Parlement, de les retrancher, il les avoit trouvés la plupart dans ce même sentiment.

M. Pussort a dit, que toutes les raisons qui viennent d'être représentées par Monsieur le Premier Président, sont considerables; mais qu'elles vont bien avant. Que par le Droit ces Enquêtes ayant été permises, il s'en trouvoit des vestiges dans les Registres du Parlement, & que l'usage en avoit été transmis jusqu'à nous. Qu'il ajoutera, qu'outre les cas qui ont été prévus, il y en avoit un autre, où ces Enquêtes pouvoient être nécessaires, comme aux Procez dont l'instruction est suspendue par des lettres d'Etat. Qu'il n'est pas juste que pendant cette suspension, les preuves deperissent, & qu'il n'y a pas d'autre voye pour les conserver, que celle des Enquêtes, faites en vertu des Lettres de Chancellerie, ou de la permission que le Juge en peut donner sur Requête. Que néanmoins l'on prétend que l'abus en est grand, & tellement invétéré, qu'il sera toujours plus fort que le remède. Qu'il voit toute la Compagnie s'élever contre, pour en demander l'abrogation. Que l'affaire est trop importante, pour prendre parti sans en parler au Roi, & qu'il aura l'honneur de faire rapport à Sa Majesté de ce qui s'étoit dit de part & d'autre.

ARTICLE XIII.

A Brogeons toutes Enquêtes par Turbes, touchant l'inter-
pretation d'une coutume ou usage. Défendons très-ex-
pressément à tous Juges d'y avoir égard, ni de les ordonner ou
permettre, à peine de nullité.

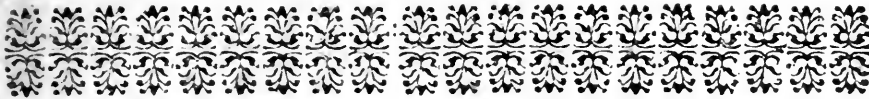
I. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a encore observé, sur les Enquêtes par Turbes, que l'usage en étoit beaucoup plus frequent avant la reformation des Cou-
tu-

mes, parce que la plupart avoient été fort imparfaitement redigées, & qu'il étoit alors nécessaire de suppléer par des Enquêtes par Turbes, ce qui avoit été ômis, & qui étoit le plus frequemment pratiqué dans l'usage des lieux.

Q'u'il restoit encore néanmoins quelques Coûtumes, qui n'avoient jamais été reformées, comme celles de Troyes, de Vitri & de Chaumont, & de quelques autres, dont la reformation étoit fort ancienne, comme celle d'Auvergne, reformée il y a plus de six à sept vingts ans. Qu'il y reste beaucoup d'incertitudes, & de doutes, qui obligent a recourir à des Enquêtes par Turbes, & d'informer de l'usage pour en être éclairci; mais que bien souvent l'on ne tiroit pas un grand secours dans la Justice, de ces Enquêtes. Que l'on trouvoit ordinairement les Turbiers, c'est à dire, les Officiers, les Procureurs & les Praticiens des lieux, moins versés dans les usages dont on vouloit s'éclaircir, que les Juges qui les avoient commis; que cependant les longueurs & les frais étoient fort grands. Que l'on pourroit, en abolissant les Enquêtes par Turbes, les suppléer en rapportant des Sentences, Contrâcts & Transâctions passés sur les lieux, qui justifieroient de l'usage; mais qu'il seroit dangereux de recevoir de simples Certificats. Que l'abus en étoit si grand, que dans un Proccez qui étoit pendant au Conseil du Roi, un de Messieurs les Procureurs Généraux d'un Parlement éloigné, en avoit donné de contraires sur un même fait; & qu'enfin il estimoit que l'article étoit bon, & que les Enquêtes par Turbes pouvoient être abolies.



DU SAMEDI QUINZIE' ME MARS, 1667.
après Midi, en l'Hôtel Séguier.

Ce jour, Messieurs étant assemblés, Lecture a été faite du

TITRE XXV.

Des Recusations des Juges.

ARTICLE I.

Ce titre est
le XXIV. de
de l'Ordon-
nance.



Es Recusations en matiere Civile, seront valables en toutes Cours, juridictions & justices, si le luge est parent ou allié de l'une des Parties, jusqu'aux Enfans des Consins issus de Germain; qui font le quatrième degré inclusivement; & néanmoins il pourra demeurer luge, si toutes les Parties y consentent par écrit.

I. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, que ce Titre étoit de consequence, & qu'il decidoit beaucoup de choses dont les anciennes Ordonnances n'avoient point parlé. Que néanmoins l'usage en étoit reçu dans le Parlement, comme d'étendre les recusations jusques au quatrième degré. Mais qu'il sembloit plus à propos de ne point descendre dans le particulier de tous les faits qui sont mentionnés dans les articles de ce titre; parce que les circonstances aggravent le fait ou le diminuent, & que rien ne sembloit être d'avantage de l'arbitrage des Juges, que cette matiere.

M. le Chancelier a dit, que dans les affaires Criminelles, les parentés en degré plus éloigné, étoient cotées pour les recusations.

M. Puffort a dit, qu'il y avoit en cela quelque distinction à faire, & que si l'Accusé & le Juge étoient de même nom & portoient les mêmes armes, les recusations étoient admises b'en plus avant; parce que chacun est réputé s'intéresser pour soutenir l'honneur de sa maison & de son nom.

M. le P. Président a ajouté, que l'article porte que *les Recusations en matiere Civile seront valables en toutes Cours*; Qu'il croit que le mot :

Valables, ne convient pas au sujet, & qu'il faudroit le changer en celui de *Recevables*.

M. Puffort a dit, que l'on avoit crû que le mot étoit bon.

M. le P. Président a dit de plus, que le même article porte, que le *Juge pourroit connaître du différent des Parties, si elles y consentoient toutes par écrit*, & qu'il pouvoit être dangereux d'en faire une loi. Qu'un Officier étoit quelquefois si fort acredité, que quelque sujet qu'eût une Partie de le recuser, elle craindroit de le faire, & seroit forcée de consentir qu'il demeurât Juge, pour ne le pas desobliger, dans l'aprehension qu'il ne lui rendît de mauvais offices; parce que la Loi permettant aux Parties d'établir les Juges par leur consentement, la recusation les offenserait.

M. le Président de Maisons a dit, que les parens ne pouvoient être Juges de leurs parens, & que cela même donneroit occasion d'Evoquer.

M. Puffort a reparti, que les Ordonnances renvoyoit aux Parents, les différens des familles, & qu'ils pouvoient être choisis pour arbitres.

M. le P. de Novion a dit, qu'il y a différence entre les Juges & les Arbitres. Que ceux-là étoient juges de Rigueur, & ceux-ci d'Equité. Qu'il n'appartenoit en France qu'au Roi, de donner des Juges; qu'il n'étoit pas permis de s'en établir par convention, & que le choix étoit renfermé à celui des Arbitres.

ARTICLE II.

II. Article
de l'Ordon.

LE Juge pourra être refusé en matiere Criminelle, s'il est parent ou allié de l'accusateur ou de l'accusé, jusqu'au cinquième degré inclusivement; & en cas qu'il porte le nom & les armes, ou qu'il soit de la famille de l'un ou de l'autre, il s'abstiendra, en quelque degré de parenté ou alliance que ce puisse être; le tout quand la parenté ou alliance sera connue par le Juge, ou justifiée par l'une des Parties; sans qu'en l'un ni en l'autre cas, il puisse demeurer Juge, nonobstant le consentement de toutes les Parties, & même de nos Procureurs Généraux, ou leurs Substituts, ou des Procureurs Fiscaux des Seigneurs.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que cet article traite des Recusations pour les affaires Criminelles: que c'étoit confondre les matieres que l'on avoit voulu distinguer. Que l'on pourra dire que c'est un titre général qui s'applique à tout; mais que le même se pourroit dire des reproches des Témoins, dont il a été traité au titre *des Enquêtes*; & qu'il fait ces observations seulement pour l'ordre & l'économie de l'ouvrage.

M. Puffort a dit, que l'Ordonnance pour les matieres Criminelles ne pouvant pas être si-tôt prette, l'on a estimé, qu'il étoit à propos de traiter
ici

ici les recusations , tant pour le Civil que pour le Criminel , autrement il auroit fallu repeter tous les articles de ce titre , dans celui des matieres Criminelles.

ARTICLE III.

TOut ce qui est ci-dessus ordonné , tant en matiere Civile III. Article que Criminelle , aura lieu , encore que le Juge soit parent de l'Ordon. ou allié commun des Parties.

ARTICLE IV.

CE qui est dit des parens & alliés , s'entendra pareillement IV. Article de ceux de la femme , si elle est vivante , ou si le Juge ou de l'Ordon. la Partie en ont des Enfans vivans.

Lecture faite desdits articles,

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit quelque chose qui faisoit peine dans cet article. Qu'il y avoit *des degrés d'une proximité si étroite , comme entre beau-pere & gendre , & entre beaux-freres* , qu'encore que les femmes fussent decedées sans enfans , néanmoins l'on presumeroit toujours , que la liaison y seroit si grande , que l'on ne feroit point de difficulté d'admettre les recusations qui seroient proposées , & les Juges mêmes les previeudroient , & s'abstiendroient volontairement.

M. Pussort a reparti , qu'il étoit constant qu'il ne demeurait plus d'alliance entre les beaux-freres , lorsque les femmes étoient decedées sans Enfans ; mais qu'il demeurait trop d'affinité , pour demeurer juges entre personnes qui avoient été si proches , & que l'honnêteté publique ne le pourroit pas souffrir. Qu'il y avoit toujours de l'amitié ou de la haine entre les proches , & que les alliances étoient , *apud concordés excitamenta Charitatis , apud iratos irritamenta odiorum.*

ARTICLE V.

LE Juge sera recusable , s'il a un different sur pareille V. Article question , que celle dont il s'agit entre les Parties , pourvu de l'Ordon. qu'il y en ait preuve par écrit ; sinon le Juge en sera crû à sa déclaration , sans que celui qui propose la recusation , puisse être reçu à la preuve par Témoins pour raison de ce , ni même demander aucun délai pour rapporter la preuve par écrit.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, qu'à le prendre au pied de la lettre, la disposition de l'article étoit bonne & se pratiquoit : qu'il étoit incompatible d'être juge & client : qu'en ce cas le Juge ne pourroit conserver l'état d'indifférence qu'il devoit avoir ; mais qu'il étoit à craindre, qu'en faisant un article d'ordonnance, cela ne donne occasion à bien des chicanes, & à faire des Procez, exprès pour se préparer des recusations. Que la moindre circonstance faisoit changer les affaires, & y mettoit une différence notable. Que ce seroit de grands éclaircissemens qu'il y auroit à faire entre les Juges & les Parties.

M. Puffort a dit, que l'article y avoit pourvû, en ordonnant que les preuves en seroient rapportées par écrit ; & que c'étoit un Correctif suffisant pour prévenir l'abus que l'on pourroit faire de la disposition de l'article.

Que l'on pourroit passer plus avant ; & il a proposé la question de sçavoir, si lors qu'une Partie, qui seroit Officier dans une Compagnie, se trouveroit Rapporteur d'un Procez d'un de ses Juges, ce seroit un moyen de recusation valable ; & si même la recusation ne pourroit pas s'étendre à tous les Officiers de la même Chambre ?

M. Talon Avocat Général a dit, que la recusation doit s'étendre à toute la Chambre, & qu'un Officier ayant un Procez dans une Chambre, ne devoit pas être Juge non seulement de son Rapporteur, mais même de tous les Présidens ou Conseillers de la même Chambre ; parce qu'il auroit trop de pente, & de disposition à leur être favorable, dans la crainte d'en être traité avec rigueur, s'il manquoit à leur accorder son suffrage ; & dans l'espérance, que s'il jugeoit à leur avantage, la reconnaissance les obligeroit de juger de même en sa faveur.

M. Puffort a dit, que l'on en dresseroit un article, pour le proposer au Roi.

ARTICLE VI.

Cet article
a été re-
branché.

SEra le Juge recusable, s'il a intérêt au Procez ; soit comme Heritier, associé, ou autrement ; pourvû aussi qu'il y ait preuve par écrit, & aux conditions de l'article précédent.

M. le P. Président a dit, que le mot d'*Heritier*, ne se pouvoit entendre que de l'heritier présomptif : que l'heritier d'une succession échûe, seroit partie au procez.

M. Puffort a dit, que l'article XI. feroit mention de l'heritier présomptif, & qu'ainsi l'on pouvoit rayer l'article.

ARTICLE VII.

VI. Article
de l'Ordon.

LE Juge pourra être recusé, s'il a donné conseil sur le différend qui est à juger, s'il a sollicité ou recommandé, ou

s'il a ouvert son avis hors la vifitation & jugement : en tous lesquels cas il fera crû à fa déclaration , s'il n'y en a preuve par écrit.

ARTICLE VIII.

LE Juge pourra auffi être recufé pour menaces par lui faites verbalement ou par écrit depuis l'instance, ou dans les fix mois précédans la recufation propofée , & fi avant ce tems , il a témoigné quelque haine ou inimitié capitale , & qu'il ne foit intervenu aucune reconciliation. Tous lesquels faits feront circonftanciés , & à la charge que les Témoins qui en pourroient depofer feront nommés par la Requête de recufation. VIII. Article de l'Ordon,

Lecture faite des Articles,

M. le P. Préfident a dit , que le contenu en ces articles , s'étendoit à trop de minuties & entroit trop dans le détail. Que l'omiffion de quelque cas feroit douter , fi on aura voulu l'excepter. Que l'on veut , par la difpofition de ces articles , fpecifier la plupart des cas qui pouvoient donner lieu à la recufation. Que ce font des matieres bien vaftes & qui engageroient les Juges dans de grandes difficultés : qu'il y a là-deffus beaucoup de confiderations à faire. Que celles du climat , & du temperamment des perfonnes y doivent entrer. Qu'en Provence quand un homme a protefté de defoler un autre , ce font des haines qui paffent des Peres aux Enfans , & qui ne s'appaifent jamais. Que dans un païs plus temperé ces mouvemens de chaleur ne feroient pas tirés à confequence ; & ainfi du refte. Que fi l'on veut faire de ces chofes une Loi , les Juges feront fouvent bien empêchés à l'obferver , & qu'il feroit infiniment mieux de laiffer la chofe à leur arbitrage.

M. Puffort a dit , que l'on pourroit reftreindre la claufe de l'article à ces mots : *Pour menaces par lui faites.*

M. le P. Préfident a reparti , que les hommes ne font pas toujours dans l'équilibre de leurs paffions : que les momens n'en font pas perpetuellement égaux : que ces mots de *Menaces* , donneront de la peine , & que le mieux feroit de les ôter.

M. Talon a dit , que le premier de ces deux articles devoit être conçu en des termes prohibitifs ; & qu'au lieu qu'il porte : *Le Juge pourra être recufé* , il feroit mieux de mettre : *Sera tenu de s'abftenir* ; qu'autrement il croira toujours être Juge , fi la recufation n'eft propofée.

M. Puffort a dit , que cela étoit fuppléé par l'article XIX. qui porte , que *le Juge qui fçaura en lui quelque caufe de recufation , fera tenu de la propofer.*

M. le P. Président a ajouté, que ces mots de *haine ou d'inimitié*, qui sont employés dans l'article, seroient bien difficiles à apliquer, & que l'on auroit peine de les définir & d'ôter toute ambiguïté.

M. Puffort a reparti, que lorsque l'on demande en droit, ce que c'étoit qu'ingratitude qui pouvoit anéantir une donation, l'on avoit répondu, que c'étoit une inimitié mortelle; mais que pour mieux expliquer l'article, l'on en pourroit ôter ces mots: *s'il a témoigné quelque haine*, & mettre au lieu d'iceux: *s'il y a en inimitié capitale*; & qu'avec ce changement l'article paroïtroit bon.

ARTICLE IX.

Cet article
a été retrans-
ché.

L'Assignation que l'une des Parties auroit fait donner à son Juge, ou les injures qu'il lui auroit dites en parlant à lui ou de lui, depuis l'action intentée, ne pourront servir à le recuser.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, qu'il étoit encore à propos de retrancher cet article. Que les Parties se precautionneroient à l'encontre. Qu'un chicanneur qui apprehenderoit un bon juge par les mains duquel il devoit passer, lui feroit donner une assignation par avance, ou lui diroit des injures, pour avoir matiere de le recuser. Que l'on enseigneroit le mal en le voulant reprimer par de trop grandes precautions, & qu'il valloit mieux n'en point parler du tout.

M. Puffort a dit, qu'il s'étoit vû des Juges qui avoient souffert avec beaucoup de moderation ces sortes d'injures, c'est pourquoi l'on pouvoit retrancher l'article.

ARTICLE X.

IX. Article
de l'Ordon.

LE Juge pourra être refusé, si lui ou ses Enfans, son Pere, ses Freres, Oncles ou Neveux; ou ses alliés en pareil degré, ont obtenu quelques Benefices des Prélats, Collateurs ou Patrons Ecclesiastiques ou Laïques, qui soient Parties ou Intereffés en ce qui est pendant devant lui; soit que les Nominations ou les Collations aient été nécessaires ou volontaires, à la reserve seulement de celles qui auront été faites aux nommés par les Indults accordés aux Officiers du Parlement de Paris, & à des Gradués nommés par des vacances arrivées durant les mois de Janvier & Juillet, & encore de

celles intervenues sur permutations de Benefices, ou sur des nominations ou presentations de Patron.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit quelque chose à redire au stile de cet article; qu'ôtant le précédent, celui-ci pouvoit subsister. Que l'Ordonnance de Louis XII. s'étendoit plus avant, & alloit jusqu'aux illus de germain; mais qu'il falloit sçavoir si les parens qui avoient obtenu ces benefices seroient decedés, & s'il y auroit long-tems que les benefices auroient été conférés: rien ne vieillissant si tôt que la memoire d'un bienfait.

M. Pussort a dit, que l'article étoit des anciennes Ordonnances, qu'il étoit répété dans celle de Blois, & qu'il y avoit néanmoins une distinction à faire entre les Collations nécessaires & les volontaires. Que les Collateurs ne contribuoient rien à l'égard des premiers, que la nécessité de leurs fonctions. Que cela ne pouvoit pas être tiré à conséquence pour fonder une recufation; mais qu'à l'égard des autres, comme elles venoient de la part du Collateur, le moyen de recufation en étoit recevable, aux degrés portés par l'article.

M. le P. Président a reparti, que l'on se pouvoit restreindre aux recufations de fait & de droit, sans descendre dans le détail.

A R T I C L E X I.

LE Juge qui sera Protecteur ou Syndic de quelque ordre X. Article de l'Ordon.
Regulier; Abbé, Chanoine, Prieur, Beneficier, ou du
corps d'un Chapitre, College, ou Communauté, qui soit
Partie; Tuteur honoraire ou oneraire, subrogé Tuteur ou
Curateur, Heritier présomptif, ou Donataire, Maître ou Do-
mestique de l'une des Parties, n'en pourra demeurer Juge.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit; que cet article est fort général, & qu'il y auroit à redire que les Protecteurs ou Syndics des Ordres, n'en pussent demeurer Juges; que c'étoit des offices de charité ou d'affection que leur rendoient des personnes de qualité. Qu'il n'est pas juste que cela leur tourne à quelque espece de desavantage, en les faisant descendre de leurs Sièges. Que l'on a voulu attirer ces protections aux principaux Magistrats pour apporter l'Ordre dans les Communautés, & non pas pour les rendre Parties dans leurs differents.

Que ces Offices charitables sont encore plus nécessaires dehors, que dans

Paris. Que l'on ruineroit les Hôpitaux dans les Villes, si les Magistrats qui leur donnent secours, étoient obligés en toutes rencontres & dans le grand nombre de leurs affaires, de quitter leur place pour se mettre au rang des Parties. Que l'on en abandonneroit l'administration, & le public en souffriroit.

Que les affaires les plus ordinaires qui se traitent dans les Communautés, sont pour l'économie & la subsistance de leurs maisons, & autres choses semblables, qui n'ont rien de commun avec les Procez, & que s'il y en a quelqu'un sur lequel il soit nécessaire de délibérer, l'on apporte en cela toutes les précautions que l'on sçauroit desirer en Justice; que l'on écoute, mais l'on ne s'ouvre point de son avis, & l'on se réserve de faire justice en sa place.

M. Puffort a dit, que l'on avoit crû qu'il y avoit quelque distinction à faire entre les Protecteurs ou Syndics des Ordres, & les Administrateurs des Hôpitaux. Qu'à l'égard de ceux-ci, ils n'agissoient qu'en nom collectif, & n'avoient d'autres intérêts que ceux du public. Que toutes les Compagnies, & Paris tout entier, seroient recusables, s'ils le pouvoient être.

Que ce n'est pas que toutes les délibérations qui sont à faire, ne se prennent sous leur autorité & par leur avis, & que quand ils n'apporteroient autre chose en cela que leur présence, leur silence seroit une approbation tacite & suffisante, pour dire qu'ils ne sont plus indifférens; & l'on ne présuamera pas que le desintéressement pût aller, jusqu'à souffrir l'exécution d'une proposition, & d'un conseil qui seroit contre le bien de l'Hôpital. Qu'il se voit même des Administrateurs plus échauffés pour le bien de leur Communauté, que pour le leur propre. Que les Gens de bien pouvoient être prevenus, & que ces préoccupations n'étoient pas propres pour un Juge; néanmoins qu'après tout cela, il étoit certain qu'on n'apportoît jamais dans ces rencontres qu'un esprit de Justice, & qu'il n'y avoit point d'assés forte préoccupation, pour se dispenser de la rendre, lorsque l'on est mieux informé.

Qu'il n'en est pas de même des Protecteurs & Syndics d'Ordres, qui sont desnommés dans les Contrats, & employés en leur nom propre dans les qualités d'un Procez. Que leurs fonctions même ne sont pas d'une absolue nécessité dans les Communautés pour lesquelles ils se déclarent. Que ces Corps sont composés de personnes toutes capables de se protéger elles-mêmes; que ce sont ces distinctions qui ont servi de motif à l'article, duquel l'on peut retrancher les mots de *Protecteur ou Syndic*, & y ajouter que *les Administrateurs des Hôpitaux ne pourront être recusés*.

M. le P. Président a dit, que cette nomination particulière dans les Contrats & dans les Procédures, ne faisoit pas en l'affaire une distinction essentielle. Qu'il est facile d'ôter leur nom des Contrats & des Procédures. Qu'il s'étoit plaidé au Parlement des Causes entre deux de Messieurs les Présidens, pour des Protections d'Ordres qui sont comme héréditaires dans leur familles; qu'on avoit bien crû qu'ils n'y prenoient intérêt qu'autant que la justice le pouvoit permettre; & même ils n'avoient jamais

où il parloit de ces causes avant qu'on les plaidât ; & qu'enfin il falloit prendre garde de ne pas ôter aux Ordres le secours de ces protections.

M. Talon a dit, que ce ne seroit pas un grand mal de leur ôter leurs Protecteurs, & qu'ils n'en avoient pas beaucoup de besoin.

L'on a encore demandé, si un Evêque pourroit être juge de son Chapitre; mais l'on a dit que ce seroit trop descendre dans le détail.

ARTICLE XII.

N'Entendons néanmoins exclure les Juges des Seigneurs, XI. Article de l'Ordon.
de connoître de tout ce qui concerne les domaines, droits & revenus ordinaires ou casuels de leur terre, tant en fief que roture, même des Baux, Soûs-Baux, & jouissances, circonstances & dépendances, soit sous le nom du Seigneur ou du Procureur Fiscal ; & à l'égard des autres actions, esquelles le Seigneur sera partie ou intéressé, le Juge supérieur en aura immédiatement la connoissance.

Lecture faite de l'article, il a été trouvé bon.

ARTICLE XIII.

N'Entendons aussi exclure les autres moyens de fait & XII. Article de l'Ordon.
de droit, pour lesquels un Juge peut valablement être refusé.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que cet article seul suffiroit, & que la plupart des autres pourroient être retranchés.

ARTICLE XIV.

Les Officiers de nos Cours, Bailliages, Sénéchaussées, & XIII. Arr. de l'Ordon.
autres Sièges & Jurisdictions, même ceux des Seigneurs, tant Ecclesiastiques que Laïques, pourront solliciter, si bon leur semble, es Maisons des Juges, & les informer du mérite des Procez & différens, qu'Eux, leurs Enfants, Pere & Mere, Oncles, Tantes, Neveux ou Nièces, & les Mineurs, de la Tutelle ou Curatelle desquels ils sont chargés, auront es Cours, Jurisdictions, & justices dont ils sont Officiers ; sans qu'ils puissent les solliciter dans les lieux de la Séance, de l'entrée

desquels voulons qu'ils s'abstiennent entierement , pendant la visitation & jugement du Procez.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'il seroit à souhaiter que l'article pût être observé.

A R T I C L E X V.

XIV. Article
de l'Ordon.

SI néanmoins , lors qu'il sera procédé au jugement des Procecz qu'ils auront en leur nom , ou pour leurs Pere , Mere, Enfans , ou Mineurs dont ils seront Tuteurs ou Curateurs, il étoit besoin qu'ils fussent ouïs par leur bouche en l'assemblée des autres Juges , ils ne pourront , sous quelque pretexte ou pour quelque cause que ce soit , après avoir été ouïs , demeurer dans la Chambre , ou lieu de l'Auditoire , où le Procez sera examiné & deliberé ; mais seront tenus d'en sortir , & demeurer si bon leur semble au même lieu où les Parties auroient droit de demeurer : Et pour les affaires des autres personnes ci-dessus nommées , ne pourront solliciter les Juges , ni assister les Parties ou leurs solliciteurs dans le Palais , ni es autres lieux où se rend la justice , sous quelque prétexte que ce soit.

Lecture faite de l'Article , il a été trouvé bon.

A R T I C L E X V I.

XIV. Article
de l'Ordon.

DEfendons à tous Juges de s'entremettre & de recommander aux autres juges , en quelque lieu que ce soit , pour autres personnes que pour eux-mêmes , & pour les personnes ci-dessus nommées , les Procez pendans es Cours , Jurisdictions ou Iustices , à peine de suspension de leurs charges , & de radiation de leurs gages pour un an ; ce qui ne pourra être remis ni modéré. Chargeons nos Procureurs en chacun Siège , d'avertir nos Procureurs Généraux des contraventions ; & nos Procureurs Généraux de nous en donner avis , à peine d'en répondre par eux chacun à son égard , en leur propre & privé nom.

Lecture faite de l'Article,

Monfieur

M. le P. Président a dit , que c'étoit une répétition de l'article 120. de l'Ordonnance de Blois , & qu'il étoit bon.

ARTICLE XVII.

Lors qu'un Officier aura été jugé recusable , il ne pourra, XV. Article de l'Ordon. pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit, assister en la Chambre ou Auditoire, lors qu'il y sera parlé ou délibéré de l'affaire en laquelle il aura été recusé ; & si c'étoit une cause d'Audiance, laquelle même fût apellée après quelqu'autre de laquelle il aura été juge, il sera tenu de sortir de la Chambre d'Audiance, & de se retirer dans le Greffe ou autre lieu, pendant que la cause, en laquelle il aura été recusé sera plaidée & jugée, sauf après la prononciation du jugement, de prendre sa place.

Lecture faite de l'Article , il a été trouvé bon.

CE que nous voulons aussi avoir lieu à l'égard de celui XVI. Article de l'Ordon. qui se trouvera présider en l'Audiance, nonobstant l'usage ou abus introduit en aucunes de nos Cours, où le Président recusé reçoit les avis de nos Juges, sans dire ni donner le sien, & ne laisse pas de prononcer le jugement ; lequel usage nous abrogeons en toutes les Cours, Jurisdictions & justices, où semblables abus pourroient s'être introduits, & ne pourra le Président qui aura été valablement recusé, s'ingerer de distribuer le Procez, du jour de la recusation jugée ; mais voulons que la distribution en soit faite par celui des Présidens ou des autres Juges qui le suivent, suivant l'ordre du tableau.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, qu'il n'avoit point encore ouï parler de l'abus mentionné dans l'article, & qu'il le falloit reformer si l'on en avoit quelque connoissance.

M. Puffort a dit, que c'étoit à Toulouse & à Castres, que cet abus s'étoit introduit.

M. le Président de Novion a dit, qu'il y avoit deux Présidens à Castres, & que l'un pouvoit suppléer au défaut de l'autre.

M. Puffort a reparti, que celui de la Religion Prétendue Reformée ne présidoit jamais.

ARTICLE XIX.

XVII. Art.
de l'Ordon.

TOUT Juge qui sçaura causes de recusation en sa personne, soit pour parenté, alliance, ou autres causes, pour lesquelles il pourroit valablement être refusé, sera tenu de les déclarer, sans attendre qu'on les lui propose; & sera sa déclaration communiquée aux Parties, avant que de proceder au Jugement du Procez.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, qu'il étoit bon de traiter la question, & de décider si un Juge se pourroit recuser soi-même.

M. Puffort a répondu, qu'il se voit ordinairement que tel qui a assés de justice pour ne juger pas contre son sentiment & sa conscience, n'a pas assés de fermeté pour se défendre d'une sollicitation qui lui seroit faite de se retirer du Jugement; que cependant c'étoit une fort grande injustice, laquelle neanmoins il seroit bien difficile d'empêcher.

M. le P. Président a dit, que lorsque les Juges avoient du scrupule, & qu'ils sentoient en eux quelque cause de recusation, ils ne devoient pas se constituer Juges en leur propre cause, & étoient obligés de les proposer aux Compagnies; parce que c'étoit un Procez entre eux & les Parties. Que cela étoit de l'obligation indispensable des Juges; qu'il y en avoit peu, lesquels en consultant leur inclination, ne s'abstinssent bien volontiers, sur la moindre proposition qui leur en seroit faite par les Parties; mais qu'ils ne devoient point suivre en ces rencontres, leur propre inclination; parce que l'Office du Juge étoit un Office nécessaire, & dû aux Parties. Que pour empêcher ce desordre, il étoit bon qu'ils ne se pussent recuser eux-mêmes, & sans la délibération de la Compagnie.

M. Talon a dit, que cela seroit bon pour les Juges Souverains & non pas pour les subalternes.

XVIII. Art.
de l'Ordon.

M. Puffort a dit, qu'il en falloit faire un article, pour le proposer au Roi; & a fait observer que la disposition de cet article étoit bien plus modérée, que celle des anciennes Ordonnances, qui avoient statué des peines d'interdiction contre les Juges, en cas de contravention.

M. le P. Président a reparti, que les Juges n'étoient pas impeccables. Que dans les choses personnelles de conséquence, & qui meritoient châtiement ils devoient être plus severement traités que les autres; mais que de les exposer en toutes rencontres aux insultes des Parties: mettre par tout des peines de dommages interêts, ce seroit tout ce que l'on pourroit faire,

si les Juges en vouloient traverser l'exécution. Mais que l'Ordonnance n'ayant point été proposée, il falloit mieux présumer de leurs bonnes intentions, & n'armer pas les Loix contre les Juges, pour ne pas les obliger à s'armer contre les loix.

M. Puffort a dit, que si l'Ordonnance avoit été proposée, l'on n'y pourroit plus mettre de peines; qu'elles ne regardoient que les mauvais Juges, qu'il falloit par là forcer à faire leur devoir; mais qu'elle ne touchoit point ceux, dont l'intention n'étoit que pour le bien de la Justice.

Monsieur le Premier Président a dit, qu'il avoit eu depuis peu l'honneur d'en parler au Roi, & de lui faire entendre la conséquence des peines portées par tant d'articles, & que Sa Majesté lui avoit fait l'honneur de lui témoigner, qu'elle desiroit en être plus particulièrement informée, avant que de rien arrêter.

ARTICLE XX.

ENjoignons pareillement aux Parties, qui sçauront causes ^{XIX. Arr. de l'Ordon.} de recusation contre aucun des Juges, pour parenté, alliance ou autrement, de les déclarer & proposer aussi-tôt qu'elles seront venues à leur connoissance.

Lecture faite de l'Article,

Monsieur le Premier Président a dit, qu'il étoit fâcheux que des Parties attendissent souvent pour recuser les Juges & même le Rapporteur, lorsque le Procez étoit sur le Bureau & prest à juger. Que cela bleissoit le respect qui étoit dû aux Juges. Que dans l'ancien droit Romain on ne pouvoit plus proposer de recusation après la contestation en cause, parce qu'on reconnoissoit le Juge en contestant devant lui, & que la recusation est une exception qui vient, non de la chose, mais des personnes; & d'abord il falloit établir les personnes qui composoient le jugement; & ainsi les recusations se faisoient alors facilement & sans alleguer aucune raison; parce que c'étoit le sort & le hazard qui donnoient des Juges, & on les rejettoit avec la même facilité que le sort les avoit donnés. *Sors & urna dant judices*, dit Pline, dans son panegirique, *licet exclamare hunc nolo*. Il y avoit encore une formule plus ancienne pour les recusations, rapportée par Alconius: *Hunc Egero, iniquus est*. Mais en ce cas, le même Auteur remarque que la Partie étoit obligée de jurer, que le Juge lui étoit suspect. En France on n'a pas cette faculté de recuser, parce que les Juges sont établis par les Loix du Roïaume, & par l'autorité Roïale; ils ne dépendent ni du sort, ni du choix, ni de la volonté des Parties: c'est pourquoi il faut avoir de grandes causes, pour faire admettre les recusations. Mais quoique les Ordonnances ayent toujours désiré qu'elles

fulsent proposées aussi-tôt que les Parties en ont connoissance, on n'a pas laissé de les recevoir en tout état de cause. Qu'il semble que nous ayons pris cet usage, & beaucoup d'autres choses, du droit Canon, qui le prescrit ainsi; & que même le droit nouveau de Justinien avoit beaucoup changé de la rigueur du droit ancien, pour faire recevoir les recusations, même après la contestation en cause; mais qu'il y avoit apporté beaucoup de formalités & d'embarras, comme on peut voir dans les Nouvelles 53. 82. & 86. & qu'après tout il croyoit qu'il valloit mieux conserver la manière dont nous en usons à présent, que ce qui est dans l'article proposé: n'étant pas même d'avis d'engager la Partie à jurer, que les causes de recusation seroient nouvellement venues à sa connoissance; parce que cela ne serviroit qu'à faire faire de faux sermens.

M. Puffort a dit, qu'il avoit semblé que les recusations devoient être admises en tout tems. Qu'il est vrai que si l'on obligeoit les Parties d'affirmer qu'elles seroient venues de nouveau à leur connoissance, il se feroit beaucoup de faux sermens, & qu'il estimoit, qu'il en falloit demeurer à l'usage présent.

ARTICLE XXI.

XX. Article
de l'Ordon.

A Prés la déclaration du Juge, ou de l'une des Parties, celui qui voudra recuser sera tenu de le faire dans la huitaine du jour que la déclaration aura été signifiée, après lequel tems il n'y sera plus reçu; mais si la Partie est absente, & que son Procureur demande un délai pour l'avertir & en recevoir procuration expresse, il lui sera accordé suivant la distance des lieux, sans que les délais ci-dessus puissent être prorogés pour quelque cause que ce soit.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE XXII.

XXI. Art.
de l'Ordon.

SI le Juge ou l'une des Parties n'avoient point fait de déclaration, celui qui voudra recuser le pourra faire en tout état de cause, en affirmant que les causes de recusation sont venues depuis peu à sa connoissance.

Cet article a passé.

ARTICLE XXIII.

Voulons, suivant l'article XII. du Titre *des Descentes sur les lieux*, que le Juge ou Commissaire ne puisse être recusé, trois jours avant son départ pour faire une Descente ou Enquête, encore que ce soit pour causes survenues depuis le départ ou depuis le commencement de l'Enquête, & que nonobstant les recusations, prises à partie, oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, il soit passé outre; sauf après la Descente & Confection d'enquête, de proposer & examiner les Causes de recusation. XXII. Art. de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a observé, que l'article ne s'entendoit pas bien, faute d'un mot qui le rendroit plus intelligible, qui étoit de mettre : *Que le Juge ne puisse être recusé, si non, &c.*

M. Talon a dit, qu'il étoit nécessaire, que le jour du départ du Commissaire, fût signifié huit jours avant, afin que l'on ne pût pas prétendre par une récusation, exclure un Commissaire qui étoit sur son départ.

M. Puffort a dit, que cette précaution étoit bonne à prendre.

ARTICLE XXIV.

Les recusations se proposeront par Requête qui contiendra XXIII. Art. de l'Ordon.
tous les moyens & circonstances de la recusation, & fera la Requête signée de la Partie ou du Procureur spécialement fondé de procuration; qui sera attachée à la Requête: pourra néanmoins le Procureur, en cas d'absence de sa Partie, signer la Requête de recusation, sans pouvoir special, lorsque le Juge ou l'une des Parties auront fait signifier leur déclaration de parenté, alliance, ou autre cause de recusation.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE XXV.

Les Requêtes de recusation ne seront présentées à la personne du Juge recusé; mais à l'un des Officiers du Siège. XXIV. Art. de l'Ordon.
s'il y en a plusieurs, & s'il est seul Juge au plus ancien Pra-

ticien ou autre qui a coûtume de tenir le Siège en son absence, par les mains duquel elles seront communiquées au Juge refusé, lequel sera tenu de déclarer si les faits de recufation font valables ou non.

Lecture faite de l'Article,

M. le Premier Président a dit, que l'on gardoit ce respect aux Juges de Compagnies Souveraines, de ne leur pas présenter les Requêtes de recufation qui alloient contre eux; mais que la communication leur en étoit donnée par le Rapporteur du Procez. Qu'il n'en devoit pas être de même à l'égard des premiers Juges. Tandis que le Juge, auquel la Requête de recufation auroit été donnée, la jugeroit, celui qui seroit chargé du Procez & qui voudroit ignorer la recufation contre lui proposée, passeroit outre; enforte que le Procez se trouveroit jugé avant, ou en même tems que la recufation: ce que l'on prévendra en lui présentant la Requête, laquelle il ne pourra plus ignorer.

M. Pussort a dit, que le Juge qui affectera de juger, retiendra la Requête si elle lui est présentée; mais qu'étant mise es mains d'un autre Juge, ou entre celles d'un Praticien du Siège, qui ne sera pas intéressé à la supprimer, ils seront obligés indispensablement de la lui communiquer, & après cette communication le Juge aura les mains liées, & il n'y aura point de surprise.

M. Talon a dit, que c'étoit l'usage de présenter les Requêtes de recufation aux Juges. Qu'il ne s'en étoit point remarqué d'abus, & qu'il ne voyoit point de raisons pourquoi on le dût changer.

ARTICLE XXVI.

XXIV. Art.
de l'Ordon.

Après sa declaration, sera procedé au Jugement des recufations, sans qu'il puisse y assister, ni être present dans la Chambre.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE XXVII.

XV. Art.
de l'Ordon.

EZ Jurifdictions ordinaires ou extraordinaires, même es Justices des Seigneurs, les recufations seront jugées au nombre de cinq au moins, s'il y a six Juges, ou plus grand nombre, y compris celui qui est refusé; & s'il y en a moins de six, ou même si le Juge refusé étoit seul, elles seront jugées

au nombre de trois , & le défaut suppléé en l'un & en l'autre cas, par les plus anciens Avocats du Siège, s'il y en a , si non par les Praticiens , suivant l'ordre du Tableau ; le tout non-obstant toutes Ordonnances ou usages contraires.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit en matiere de recusation, certains cas qui ne pouvoient pas bien être décidés ; & a proposé l'espece d'une Partie, laquelle de vingt Juges , se trouvoit assurée des suffrages de huit , & qui pour se décharger de six , des douze autres qui restoit, proposeroit contre ces six , une recusation générale pour même fait , & sans difference quelconque. Qu'il seroit bien difficile d'empêcher l'effet de cet artifice ; parce que les six Juges , contre lesquels la recusation seroit proposée , ne pouvant l'être les uns des autres , & étant tous obligés de ne connoître de la recusation dont les Causes les concerneroient tous également , il seroit impossible que par l'événement ils ne demeurassent tous exclus.

M. le Président de Novion a dit , que c'étoit trop subtiliser. Que les Loix n'étoient faites que pour des cas ordinaires , & que celui-ci n'arriveroit jamais , ou très-rarement.

M. le P. Président a répondu , qu'il seroit à souhaiter que cela fût impossible plus qu'il ne l'étoit. Que ce cas n'étoit que trop frequent dans les Chambres mi-parties. Que la conséquence en étoit grande , particulièrement dans les matieres Criminelles ; mais que la décision en étoit plus dangereuse que l'indécision. -

ARTICLE XXVIII.

Après que les Causes de recusation auront été déclarées pertinentes & admissibles , ou qu'il aura été permis d'en informer par Témoins , celui qui les aura proposées , sera tenu d'en faire preuve dans trois jours , & pour cet effet de faire assigner sa Partie pour voir jurer les Témoins & donner des reproches sur le champ.

Cet article
a été re-
tranché.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que la disposition de cet article étoit contre l'usage de toutes les Jurisdictions du Roïaume. Que ces matieres de recusation se jugeroient sans instruction , & sans que la Partie adverse en eût connoissance. Que cet article alloit à faire un Procez , & à instruire

les preuves de récusation , avec les mêmes formalités qui s'observent dans la Confection des autres Enquêtes. Que ce seroit procez sur procez , qui consommeroient un tems infini. Que veritablement dans l'usage qui s'observe à present , la Partie qui faisoit la preuve avoit de grands avantages par le peu de contradiction qu'elle trouvoit dans la procedure ; mais que d'autre côté le caractère de Juge étoit en soi d'une si grande autorité , qu'il pouvoit tout balancer. Que présentement ce que l'on accordoit au plus , étoit un *Verificet intra triduum* ; & qu'il n'en coûtoit pas davantage de tems aux Parties. Qu'à cet égard il pouvoit dire non seulement qu'il seroit mieux , mais qu'il y avoit nécessité de demeurer à l'ancien usage.

M. Puffort a dit , qu'il y avoit d'affés grands inconveniens de part & d'autre. Que lors qu'on n'aprehenderoit pas les reproches contre les Témoins , deux Valers déguisés , ou deux autres Témoins apostés pourroient faire récusar les meilleurs Juges : que l'on en avoit vû des exemples. Que les faux Témoins se produiroient avec d'autant plus d'assurance , que l'on ne communiquoit pas même leurs noms ni leurs dépositions aux Procureurs Généraux , pour , en qualité de Parties publiques , soutenir l'intérêt des Juges. Qu'il étoit fort dangereux de laisser aux Parties une liberté si préjudiciable à la Justice. Que les longueurs ne seroient pas si grandes qu'on l'aprehendoit ; parce que la Partie qui recuse , est celle qui veut éloigner ; & celle qui défend à la récusation ayant intérêt d'avancer , previendra les longueurs & n'empêchera pas les suites des procédures. Que d'ailleurs l'on pouvoit dire qu'il se consumeroit beaucoup de tems , qu'il importe sur tout d'abreger , & de ne rien innover sans une fort grande nécessité.

M. le P. Président a dit , que si l'article avoit lieu , & que les Parties prissent communication de ces Enquêtes , pour donner des reproches de Témoins , ce seroit mettre les Juges dans la place de la Partie. Que cela seroit fort indecent dans la Justice , & que la récusation se traitoit comme un fait de la discipline interieure des Compagnies , qui se devoit regler entre les Juges , sans la participation des Parties , des Gens du Roi , ni de qui ce soit. Que néanmoins il étoit bon d'observer , que quand il est ordonné : *Verificet intra triduum* , après l'enquête le Juge n'est plus entendu , & qu'il semble qu'il seroit bon de l'oïr une seconde fois.

M. Puffort a reparti , que ce seroit le rendre Partie. Qu'il faut qu'il se comporte purement , *passivement* , & sans passion , & qu'il lui soit indifférent d'être Juge ou de ne le pas être. Que de faire passer le Barreau au Juge contre lequel la récusation est proposée , c'étoit le traiter de Partie. Que cela ne se pratiquoit point au Grand Conseil , & que le Juge demeurait en sa place.

ARTICLE XXIX.

Les Témoins seront sommairement ouïs ; & après leur laudition , la Partie qui n'aura point recusé , pourra sans retardation du jugement & sans déplacer, prendre communication de l'Enquête, sans qu'il soit besoin d'autres procédures ni significations.

Cet Article
a été re-
tranché.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que c'étoit la suite de l'article vingt-huit , & que les mêmes raisons y pouvoient être considérées.

ARTICLE XXX.

Les récusations seront jugées sommairement & par préférence , toutes autres affaires cessantes , sans épices & sans frais.

XXVII. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que les défenses portées par cet article , de prendre des épices pour le raport des Requêtes de récusation , ne peuvent regarder le Parlement , où l'on n'en a jamais pris ; mais que s'il s'en prenoit ailleurs , l'article peut être bon.

ARTICLE XXXI.

Pour juger les Causes de récusation après la preuve , il y aura le même nombre de cinq Juges, aux Sieges où il y aura six Juges, ou plus , y compris le Juge recusé ; & le nombre de trois Juges, aux Sieges où il y en aura moins de six, selon qu'il est dit ci-dessus.

XXV. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que cet article étoit une répétition du XXVII. du même titre , & qu'il étoit inutile.

M. Pussort a dit , qu'en ajoutant à l'article XXVII. après le mot de *Récusation* , ceux de *soit avant ou après la preuve* , il faudra ôter le présent article.

ARTICLE XXXII.

XXVI. Art.
de l'Ordon.

Les Jugemens & Sentences qui interviendront sur les Causes de recufation , au nombre de cinq & de trois Juges , felon la qualité des Sieges , Jurifdiétions ou Juftices , feront executées nonobftant oppofitions ou appellations quelconques & fans y prejudicier ; fi ce n'eft lors qu'il fera queftion de proceder à quelque defcente , Information ou Enquête , efquels cas le Juge recufé ne pourra paffer outre nonobftant l'apel , & y fera procedé par autres des Juges ou Praticiens du Siege , felon l'ordre du Tableau , non fufpect aux Parties , jufques à ce qu'autrement il en ait été ordonné fur l'apel du jugement de la récuſation.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Préſident a dit , que fuivant la diſpoſition de cet article , une Partie ſe pourroit choiſir un Raporteur tel que bon lui ſembleroit , en recuſant les uns après les autres , tous les Juges qu'il ne voudroit point avoir , & tomberoit par ces recuſations ſucceſſives , à celui qu'il voudroit choiſir ; parce qu'en cas qu'il fût débouté des récuſations par lui propoſées , l'apel qu'il en pourroit interjeter ſeroit ſuſpenſif ; & cependant le Juge auquel le Procez ſeroit dévolu , le jugeroit ; & les récuſations bien ou mal fondées produiroient leur effet. Que pour empêcher ces inconveniens , l'on pourroit ajouter à l'article : *Si mieux n'aime la Partie adverſe attendre que l'apel de la récuſation ſoit jugé.*

M. Puſſort a dit , que ce temperament paroïſſoit fort bon.

ARTICLE XXXIII.

XXVII. Art.
de l'Ordon.

Les appellations des Jugemens ou Sentences intervenues ſur les Causes de récuſation , feront auſſi vuïdées ſommairement , ſans épices & ſans frais ; néanmoins ſ'il eſt intervenu Sentence definitive ou interlocutoire au principal , & qu'il en ſoit appellé , l'apel de la Sentence ou Jugement rendu ſur la récuſation , ſera joint à l'apel de la Sentence ou Jugement intervenu au principal , pour y être fait droit conjointement.

ARTICLE XXXIV.

Les Juges Présidiaux pourront juger sans appel, les récusations qui seront es matieres dont la connoissance leur est attribuée en dernier ressort, pourvû que ce soit au nombre de cinq. XXVIII. Article de l'Ordon.

Lecture faite desdits articles, Ils ont été trouvés bons.

ARTICLE XXXV.

S'il est ordonné, soit en Cause principale ou d'apel, que le Juge recusé s'abstiendra, & s'il s'est volontairement déporté d'en connoître, pour parenté, alliance, ou autrement, il ne pourra entrer aux Audiances, même soit prétexte qu'il a accoutumé d'y présider, ni assister aux jugemens ni à la vísitation du Procez, ni être dans la Chambre, où il sera parlé, à peine de suspension pour trois mois: XXV. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que cet article étoit une répétition toute entiere du contenu en l'article XVII. de ce même titre. Qu'il n'y avoit aucune difference, si non pour la peine de suspension pour trois mois contre le Juge qui aura contrevenu à la disposition de l'article, qui y est ajoutée.

ARTICLE XXXVI.

Celui dont les récusations auront été déclarées impertinentes & inadmissibles, ou qui en aura été débouté faute de preuves, sera condamné en deux cens livres d'amende, en nos Cours de Parlement, Grand Conseil & autres nos Cours; Cent livres aux Requêtes de nôtre Hôtel & du Palais, aux Présidiaux, Bailliages & Sénéchaussées: Cinquante livres en nos Châtellenies, Prevôtés, Vicomtés, Elections, Greniers à Sel, & aux Justices des Seigneurs, tant des Duchés & Pairies, qu'autres ressortissantes nueement en nos Cours; Et vingt-cinq livres aux autres Justices des Seigneurs: le tout aplicable, moitié à Nous ou aux Seigneurs des

XXIX. Art. de l'Ordon.

Iustices, & l'autre moitié à la Partie ; sans que les amendes puissent être modérées.

ARTICLE XXXVII.

XXX. Art.
de l'Ordon.

Oltre lesquelles condamnations, le Juge recusé pourra demander réparation des faits contre lui proposés, laquelle nous voulons lui être adjugée selon la qualité du Juge & celle des faits ; mais en ce cas ne pourra demeurer Juge.

Lecture faite desdits deux articles, ils ont été trouvés bons.





TITRE XXVI.

Des Prises à partie , & de la maniere de proceder aux jugemens , & de dresser & prononcer des Arrêts & Sentences.

Les cinq premiers articles de ce Titre, composent le Titre XXV. de l'Ordonnance.

ARTICLE I.



Enjoignons à tous Juges de nos Cours, Jurisdictions, & Iustices , même des tribunaux Ecclesiastiques, & des Iustices des Seigneurs , tant Ecclesiastiques que Séculiers, de proceder incessamment au jugement des Causes, instances & procez qui seront en état de juger , à peine de répondre en leur nom , des dépens , dommages & intérêts des Parties.

I. Article de l'Ordon-

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , qu'il en falloit retrancher les mots de *Tribunaux Ecclesiastiques* ; Et ceux de *tant Ecclesiastiques que Séculiers* , pour les raisons qui ont été remarquées dans les précédentes conférences.

Qu'à l'égard de la peine des dommages & intérêts contre les Juges , laquelle s'y trouve répétée , il faudroit parler de tous les articles semblables, à la fin de ces conférences.

ARTICLE II.

Si les Juges dont il y a appel , refusent ou sont negligens de juger la Cause , Instance ou Procez qui sera en état, ils seront sommés de le faire ; & commandons à tous Huissiers & Sergens qui en seront requis , de leur en faire les sommations , à peine d'interdiction de leurs Charges.

II. Article de l'Ordon-

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que comme cet article concernoit les Officia-

lités aussi bien que les autres Jurisdiccions, il étoit obligé de remarquer, que quand les Juges Ecclesiastiques dénoient la Justice aux Sujets du Roi, ils avoient lieu de recourir au Parlement, par appel comme d'abus; parce que le Roi donnoit toujours sa protection à ses Sujets, & étoit obligé de leur faire rendre Justice en son Roïaume, aussi bien par les Juges d'Eglise, que par les Séculiers; & qu'il falloit prendre garde de ne rien mettre dans ces articles, qui pût préjudicier à ces sortes d'appellations comme d'abus.

M. Pussort a dit, que les Ecclesiastiques ont prétendu, que les moyens d'abus étoient renfermés aux contraventions faites aux Ordonnances du Roïaume, aux Arrêts des Compagnies Souveraines, & aux immunités de l'Eglise Gallicane; mais que jusques ici il n'avoit point ouï dire, que le déni de Justice fût un moyen d'abus, & que si cela étoit ainsi, il le faudroit comprendre dans les cas d'abus lorsque l'on travailleroit à cette matiere.

Surquoi Monsieur le Premier Président lui a demandé si l'on pretendoit régler tous les cas d'abus, par quelque Ordonnance.

M. Pussort ayant répondu que c'étoit l'intention, lorsque l'on travailloit aux matieres Ecclesiastiques :

M. le P. Président a dit, que l'on vouloit donc restreindre l'autorité du Roi, & lui donner de nouvelles bornes. Qu'il n'y avoit rien de plus contraire aux Loix du Roïaume, que de limiter les appellations comme d'abus, à certains cas. Que les Ecclesiastiques l'avoient souvent demandé; mais qu'on leur avoit toujours répondu qu'on ne pouvoit point définir autrement ces matieres, si non que tout ce qui étoit contraire aux libertés de l'Eglise Gallicane, aux Saints Canons reçus en France, aux Loix du Roïaume, & à l'autorité du Roi, étoient moyens d'abus. Que ces regles générales comprenoient tout; mais que si on venoit à descendre au détail, on feroit contre le sentiment de tous les Grands Personnages qui en ont traité; & qu'en specifiant certains cas, on donneroit occasion aux Ecclesiastiques de soutenir que l'on n'y auroit pas compris une infinité de cas, qui naissent tous les jours, & qui desirerent absolument que l'on y interposât l'autorité Roïale. Que ces grandes maximes étoient principalement confiées au Parlement qui s'en étoit toujours acquité, depuis plusieurs siècles, avec tant de fidélité, de vigilance & de capacité: qu'on pouvoit bien s'en rapporter à ses soins, en laissant les choses en l'état auquel elles sont.

M. le Chancelier a dit, qu'il se souvenoit que souvent les assemblées du Clergé avoient demandé qu'on définît les cas des appellations comme d'abus; mais qu'on s'y étoit toujours opposé, par les raisons qui venoient d'être expliquées.

M. Talon a représenté, que le Roi avoit donné la Jurisdiction à tous les Juges: que c'étoit en abuser lors qu'ils refusoient la Justice. Qu'il seroit bon de comprendre dans l'article avec l'apel simple, l'apel comme

d'abus. Que l'appel simple s'appliqueroit aux Juges ordinaires, & l'appel comme d'abus, aux Officiels.

ARTICLE III.

Les Sommations pourront être faites aux Juges en leurs domiciles, ou au Greffe de leur Jurisdiction, en parlant à leurs Greffiers, ou aux Commis des Greffes. III. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE IV.

Après deux sommations de huitaine en huitaine, pour les Sieges ressortissans nuement en nos Cours, & de trois jours en trois jours, pour les autres Sieges, la Partie pourra appeler comme de déni de Justice, & faire intimier en son propre & privé nom le Rapporteur, s'il y en a; sinon celui qui devra présider; lesquels voulons être condamnés en leurs noms, aux dépens, dommages & intérêts, s'ils sont déclarés bien intimés. IV. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que Messieurs des Requêtes de l'Hôtel, & des Requêtes du Palais, étoient compris dans la disposition de cet article. Que ci-devant l'usage étoit de leur présenter Requête, avant que d'interjeter appel.

M. Puffort a reparti, qu'à leur égard le déni de Justice arrivoit rarement; mais qu'il ne falloit mettre personne en pouvoir de refuser la Justice.

ARTICLE V.

Le Juge qui aura été intimé en son nom, ne pourra plus être Juge du différent, pour lequel il aura été intimé, soit avant ou après l'intimation jugée, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties; si ce n'est qu'il ait été déclaré follement intimé, ou que l'une & l'autre des Parties y consentent. V. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit , que l'on auroit pû ajouter dans l'article , qu'en cas de folle intimation , la Partie qui auroit intimé le Juge , seroit condamnée aux dépens ; mais que cela se trouvoit supplée dans un des articles qui doivent être ajoutés au titre des dépens , qui porte que la condamnation de dépens suivra toujours le principal , & qu'il est toujours bon de marquer ce que deviendra le Procez durant la folle intimation.

M. Puffort a dit , que l'on en usera comme aux recusations , où la recusation du Juge saisit celui qui le suit , suivant l'ordre du Tableau.

M. Talon a dit , qu'il étoit nécessaire d'en faire une note particuliere dans l'article.

Titre XXVI
de l'Ordon-
nance : De
la forme de
procéder
aux Juge-
mens , &c.
I. Article
de l'Ordon.

ARTICLE VI.

LE Jugement de l'instance , ou procez qui sera en état de Juger , ne sera différé par la mort des Parties , ni de leurs Procureurs.

Lecture faite de l'article , il a été trouvé bon.

ARTICLE VII.

II. Article
de l'Ordon.

MAis si le decez de l'une des Parties ou d'un Procureur survient , ou que l'un des Procureurs ait quitté son office , & que son Résignataire ait présenté ses Provisions , avant que le procez ou instance fût entièrement en état de juger , quand il n'y manqueroit qu'une signification d'écritures , les procédures & Jugemens depuis faits & intervenus , seront nuls , s'il n'y a reprise d'instance ou constitution de nouveau Procureur.

Lecture faite de l'article , il a passé , en ôtant ces mots : Quand il n'y manqueroit qu'une signification : comme étant inutiles.

ARTICLE VIII.

III. Article
de l'Ordon.

LE Procureur qui sçaura le decez de sa Partie , sera tenu de le faire signifier à l'autre , & feront les poursuites valables , jusqu'au jour de la signification du decez , encore qu'elles aient été faites depuis le tems d'icelui.

Lecture faite de l'Article,

Il a été observé, que pour rendre la Diction plus correcte, l'on a ôté en plusieurs endroits le mot de *ledit*; & que l'on pourroit ôter pareillement les mots d'*icelui* & d'*icelle*.

ARTICLE IX.

NONOBSTANT la signification du décès, celui qui soutiendra I V. Article
que la Partie n'est point décédée, pourra continuer sa de l'Ordon.
procédure; mais si par la suite le décès se trouve avoir été
véritable au tems de la signification, tout ce qui aura été fait
depuis la signification, sera nul & de nul effet, sans que les frais
en puissent entrer en Taxe, ni même être demandés par le
Procureur à la Partie, dans son mémoire de frais; si ce n'est
que la Partie lui ait donné un pouvoir spécial & par écrit, de
continuer la procédure, nonobstant la signification du décès.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE X.

TOUS Juges seront tenus de concevoir en termes clairs & Cét article
intelligibles, & sans aucune ambiguïté ou incertitude, les a été re-
Arrêts, Jugemens & Sentences, tant aux Audiances que par tranché.
écrit.

Lecture faite de l'Article,

Il a été dit, que ce n'est qu'une exhortation aux Juges.

ARTICLE XI.

Celui qui aura Présidé aux Audiances, verra à l'issue de la V. Article
Séance, ou en tout cas dans le même jour, ce que le de l'Ordon.
Greffier aura rédigé, & signera le plunitif de chacune journée,
à peine d'en répondre en son nom.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, qu'il sera bien difficile d'exécuter l'article.
Qu'en pressant celui qui aura présidé, & lui donnant si peu de tems, il vifera
la feuille sans la voir; mais qu'il seroit bien plus important de l'obliger à
parafer chaque prononciation, & chaque article en particulier. Que lui qui

M m N n

parle, en a toujours usé de la sorte, depuis qu'il a l'honneur d'être dans la charge de Premier Président, & qu'en usant de la sorte, on ne peut point craindre que les Greffiers laissent des blancs sur la feuille, & y ajoutent quelque chose.

M. le Président de Maisons a dit, que l'on étoit obligé de confier beaucoup de choses à la foi des Greffiers. Qu'il falloit bien prendre confiance, dans les affaires particulières, à des domestiques.

M. le P. Président a reparti, que ce seroit trop confier aux Greffiers, de leur laisser l'entière disposition des feuilles; qu'un simple Arrêt, qui ne pouvoit pas être d'une si grande conséquence étoit signé d'un Président & d'un Rapporteur. Qu'il étoit libre à chacun de prendre confiance pour ses affaires particulières; mais que l'on n'étoit pas maître de celles du Public, & qu'il y falloit apporter toutes les précautions qui sont prescrites par la Loi, & par l'usage des Compagnies.

M. Puffort a dit, qu'il étoit bon d'ôter l'obligation du parafe, & la peine statuée contre le Juge; mais qu'il le falloit obliger de parafer chacun Arrêt, Sentence, ou jugement.

ARTICLE XII.

VI. Article
de l'Ordon.

Toutes Sentences ou Arrêts rendus sur productions des Parties, qui condamneront à des intérêts, ou à des arrerages, en contiendront les liquidations ou calcul.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, que cet article étoit tiré d'une Mercuriale du Parlement, où ce Reglement a été fait en grande connoissance de cause, & qu'il étoit très-utile aux Parties.

ARTICLE XIII.

VII. Article
de l'Ordon.

A Brogeons les formalités des prononciations, & des significations pour raison de ce, sans qu'aucune chose en puisse plus entrer en taxe, ni au mémoire des frais & salaires, soit en nos Cours de Parlement, Grand- Conseil, & autres nos Cours, & toutes Juridictions & Justices, sans aucune distinction.

Lecture faite de l'Article, il a passé:

ARTICLE XIV.

Les Sentences, Jugemens & Arrêts, seront datés du jour qu'ils auront été arrêtés, sans qu'ils puissent plus avoir d'autre date; & sera le jour de l'Arrêt écrit de la main du Rapporteur, ensuite du *Dictum* ou dispositif, avant que de le mettre au Greffe, à peine des dépens, dommages & intérêts des Parties. VIII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

Il a passé, hors les *dommages & intérêts des Parties*, qu'il en faudroit retrancher.

M. le P. Président a encore observé, que cela est aussi conforme aux Reglemens faits par le Parlement.





DU JEUDI DIXIÈME MARS, 1667.
de relevée, en l'Hôtel Séguier.

*Ce jour, Messieurs étant assemblés en la manière accoutumée,
lecture a été faite du*

TITRE XXVII.

De la Taxe des Dépens.

ARTICLE I.

Ce Titre est
le XXXI.
de l'Ordon-
nance.

I. Article
de l'Ordon.



Toute Partie, soit principale ou intervenante, qui succombera, même aux renvois, déclinatoires, évocations, ou reglemens de Juges, sera condamnée aux dépens indéfiniment, nonobstant la proximité ou autres qualités des Parties; sans que, sous prétexte d'équité, partage d'avis, ou pour quelque autre cause que ce soit, elle en puisse être déchargée. Défendons à nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Cours des Aides, & autres nos Cours, Requêtes de notre Hôtel, & du Palais, & à tous autres Juges, de prononcer par hors de Cour, sans dépens: Voulons qu'ils soient taxés en vertu de notre présente Ordonnance, au profit de celui qui aura obtenu définitivement; encore qu'ils n'eussent été adjugés, sans qu'ils puissent être modérés, liquidés ni réservés.

Lecture faite de cet Article,

Monsieur le Premier Président a dit, que l'article portoit défenses aux Juges, de prononcer par hors de Cour, & sans dépens; & qu'en ce cas ils seroient taxés en vertu de l'Ordonnance, au profit de celui qui auroit obtenu définitivement, encore qu'ils n'eussent été adjugés.

Que cela étoit impraticable, & ne se pouvoit pas faire sans l'Office du Juge. Il seroit même difficile dans la confusion de diverses demandes

respectives , de sçavoir laquelle des Parties auroit le plus gagné dans un Procez. Que tel , à qui de dix chefs un seul auroit été ajugé , prétendra qu'il sera plus considérable que les neuf autres. Il pourra même arriver , que les Parties seront respectivement appelantes , & que sur leurs appellations on les mettra hors de Cour & de Procez : En ce cas , chacun prétendra que la Taxe lui doit appartenir.

Monsieur Passort a dit , qu'il n'y aura pas tant de difficulté que l'on en veut prévoir. Que tous les Procez commencent par une demande : qu'il s'en trouve peu où le Défendeur soit respectivement demandeur , & moins encore , où ses demandes incidentes soient assez considérables , pour obliger le Juge d'y faire droit ; & ainsi tout se réduisant à la première & principale demande , lorsque le Juge aura prononcé , l'on connoitra aisément par les qualités & le dispositif , la Partie qui aura obtenu ses fins , ou qui aura été condamnée ; Et ainsi il n'y aura difficulté quelconque à cet égard. Et lors qu'il y aura des demandes respectivement faites de part & d'autre , le jugement en sera encore établi par les qualités & le dispositif ; & les ambiguïtés que l'on apprehende , ne seront pas d'une fort difficile résolution. Au surplus , si le Juge qui aura manqué d'ajuger les dépens , refuse de les taxer en faveur de celui qui aura obtenu au principal , il sera sommé de le faire , & l'on en appellera , comme de déni de Justice. Et quant à ces appellations respectives , sur lesquelles on mettra hors de Cour & de Procez , ce sera le véritable cas auquel les Juges pourront compenser les dépens. Il est vrai que l'on n'a pas estimé que l'on dût insérer cette faculté de compenser , dans l'article , pour ne pas donner occasion d'en abuser , sous prétexte d'une disposition positive ; mais on l'a laissée facilement à l'arbitrage du Juge , pour en user modérément , & dans les cas où il estimeroit nécessaire de s'en servir.

Monsieur le Président de Novion a dit , qu'il eût été bon d'excepter de la nécessité de condamner aux dépens , les Chambres de la Tournelle ; parce qu'il s'y traite ordinairement quantité de petits Procez qui n'ont point d'autre fondement que la chaleur des Parties , & des injures dites entre de pauvres gens ; & qu'il y avoit nécessité de les liquider.

Monsieur Passort a dit , que la raison qui est alléguée pour ces Procez qui n'ont d'autre fondement que la chaleur des Parties , sert à faire voir la nécessité de condamner aux dépens ; autrement il se trouveroit que les deux Parties perdroient toujours leur Procez. Que l'aprehension de tomber dans cette condamnation de dépens , les rendroit plus retenues. Qu'il n'y avoit pas d'apparence que sur cette considération l'on voulût faire une exception dans cet article.

Monsieur l'Avocat Général Talon a dit , qu'il faudroit ajouter à l'article , que ceux qui dans le cours de l'instance , offriront de faire ou de payer ce qui leur étoit demandé au commencement du Procez , seront condamnés aux dépens faits jusqu'au tems de leur offre : Et que ceux qui après avoir contesté , feront de pareilles offres , seront condamnés aux dépens indéfiniment , à cause de leur téméraire contestation.

Monsieur Puffort a dit , que ce n'étoit pas ici le lieu de le mettre ; & que cela dépendroit de la prudence des Juges.

ARTICLE II.

¶ L. Article
de l'Ordon.

Seront aussi tenus les Arbitres, en jugeant les differens , de condamner indéfiniment aux dépens , celui qui succombera ; si ce n'est que par le compromis il y eût clause expresse portant pouvoir de les remettre , moderer & liquider.

Lecture faite de cet Article,

Monsieur le Premier Président a dit , que le pouvoir aux Arbitres de remettre , moderer ou liquider les dépens , fera ci-après la clause ordinaire des compromis. Que l'on fera ce que l'on ne veut pas faire , en donnant une maniere de Jurisdiction ordinaire aux Arbitres ; & l'on ne fera pas ce que l'on veut faire , qui est , de faire adjuger les dépens à ceux qui auront gagné au principal. D'ailleurs les Arbitres naturellement ne sont point choisis pour donner des dépens : Ils sont amiables compositeurs , & doivent en accommodant les Procez , concilier ensemble , quand ils peuvent , les esprits des Parties. Ils n'ont point d'autre Jurisdiction que celle que les Parties leur ont donnée , pour connoître de leurs differens ; ce seroit les éгалer aux Juges , que de leur attribuer par l'Ordonnance une Jurisdiction. Les Juges sont personnes publiques , établies par la Loi & par le Prince. Les Arbitres sont personnes privées , qui n'ont autre pouvoir que celui que les Parties leur donnent.

Monsieur Talon a dit , que si l'on permettoit aux Arbitres de moderer , ou d'ôter les dépens , ils auroient plus d'autorité que les Juges mêmes. Que quelquefois des gens de consideration & de credit , obligeoient les Parties de se mettre en arbitrage ; qu'il ne seroit pas juste que leur complaisance leur pût ôter les dépens.

Monsieur Puffort a dit , que la crainte que l'on a , de donner une espece de Jurisdiction aux Arbitres , par le pouvoir de régler les dépens , semble mal fondée ; puisque les Parties se peuvent faire telles loix , qu'elles jugent à propos. Ce raisonnement va même à prouver , que l'on ne pourroit pas donner aux Arbitres le pouvoir de décider de l'affaire principale , pour laquelle ils sont nommés Arbitres ; parce que s'ils ont quelque jurisdiction , ils l'ont bien plus par le pouvoir de juger l'affaire au fonds , qu'ils ne l'ont par le pouvoir qu'on leur donne de régler les dépens.

Ainsi l'on peut dire , qu'en permettant par cet article , aux Parties de donner pouvoir à leurs Arbitres , de remettre , moderer , ou liquider les dépens , on ne mettoit pas les Arbitres au dessus des Juges , & qu'on ne leur donnoit pas même de nouvelle Jurisdiction ; puisque ce pouvoir qu'ils auront de regler les dépens , n'est qu'une suite , & un accessoire de l'affaire princi-

pale. Il ne doit pas paroître extraordinaire, que l'on rende maîtres des dépens, ceux que l'on aura rendus maîtres d'un Procez considerable. Enfin, puisque Monsieur le Premier Président convient lui-même, que *les Arbitres n'ont d'autre pouvoir que celui que les Parties leur donnent* : si elles leur donnent celui de remettre, moderer & liquider les dépens, l'on ne voit pas quel delordre il en peut arriver, ni quelle injure cela fera aux Juges.

Quant à l'inconvenient qui est proposé par Monsieur l'Avocat Général, disant, que *si l'on permettoit aux Arbitres de moderer ou d'ôter les dépens, ils auroient plus d'autorité que les Juges mêmes* : L'on répond, que les Arbitres étant d'*amiables compositeurs*, ils peuvent avoir quelque pouvoir particulier de regler les dépens selon les diverses circonstances des affaires, & suivant l'interêt & le droit des Parties : ce que l'on ne peut pas permettre expressément aux Juges, à cause des grands abus qu'il en pourroit arriver.

D'ailleurs quand les Parties se mettent en arbitrage, elles choisissent chacune une personne de confiance, pour faire valoir leur droit, & pour ménager leurs intérêts : ce que l'on ne peut pas dire des Juges. Il n'est pas à présumer que les Arbitres trahissent leur ministère, & qu'ils abusent de la confiance que leurs Parties ont en eux, pour favoriser la Partie adverse. Ainsi ils descendent toujours dans des considerations particulieres, suivant lesquelles ils peuvent régler les dépens, d'une autre maniere que les Juges.

Monsieur le Président de Novion a demandé, qui fera celui qui taxera les dépens, & de l'autorité de qui ?

Monsieur Puffort a dit, que ce seront les Procureurs des Parties qui feront la taxe.

Monsieur l'Avocat Général a observé, que tous les Juges des Seigneurs, par le dernier article du titre *de la Taxe des dépens*, sont obligés de liquider les dépens adjudgés par leurs Sentences ; mais s'il arrivoit qu'ils ne fissent point droit sur les dépens, les Parties qui auroient obtenu au principal, seroient en droit, conformément à cet article, de les faire sommer de proceder à la Taxe ; & s'ils les taxoient, ce seroit contre l'intention, qui est, que les Juges des Seigneurs ne fassent aucune taxe : ce qu'il est nécessaire d'expliquer par l'article.

Monsieur Puffort a dit, que l'article des Hauts-Justiciers prononce une peine contre le Juge, qui ne liquidera pas les dépens par la Sentence.

ARTICLE III.

SI dans le cours du Procez il survient quelque incident, qui soit jugé définitivement, les dépens en seront pareille-
ment adjudgés. III. Article de l'Ordon.

Monsieur le Premier Président a dit, que la disposition de cet article, pour les dépens des incidens, pourra souvent retenir les Juges de les juger.

Monsieur Puffort a dit, que c'étoit pour ôter aux Parties la démanaison de former des incidens.

Monsieur l'Avocat Général a représenté, que cela donnera lieu de joindre toutes les Requêtes au Procez, au lieu d'y faire droit.

ARTICLE IV.

IV. Article
de l'Ordon.

Après que le Procez, sur lequel il sera intervenu Sentence, Jugement ou Arrêt adjudicatif des dépens, aura été mis au Greffe, les Procureurs retireront chacun separement, les productions des Parties pour lesquelles ils auront occupé, qui leur seront délivrées par le Greffier, après les avoir verifiées, en leur faisant aparoir par le Procureur le plus diligent, d'une sommation faite aux autres Procureurs, pour y assister à jour précis à peine en cas de refus ou de demeure, de trois livres contre le Greffier par chacun jour, dont il sera délivré exécutoire contre lui, au profit de la Partie poursuivante.

Lecture faite de cet Article,

Monsieur le P. Président a dit, que ce titre étoit mêlé, comme plusieurs autres; & que ce qui se fait en cause principale, & en cause d'appel, étoit confondu. Que comme les formes de taxer les dépens sont différentes dans les juridictions, il auroit été bon d'en faire les distinctions.

Que dans cet article l'on ne faisoit point mention de la remise des sacs au Greffe, ni de la signification de la Sentence ou Arrêt. Que c'étoit néanmoins ce qui devoit précéder; & qu'il eût été à propos d'ajouter, que *trois jours après le jugement du Procez, les sacs seroient mis au Greffe.* Que selon l'usage qui s'observe à présent, pour retirer du Greffe, les sacs d'un Procez jugé, il faut que tous les Procureurs qui ont produit, s'y trouvent, & viennent reconnoître leurs pièces, ou donnent leur consentement par écrit; mais comme cela cause de grandes longueurs, il seroit mieux d'ordonner, qu'après une simple sommation qui leur seroit faite par le plus diligent, de comparoir au Greffe à jour & heure précise, chacun Procureur présent pourroit retirer sa production en l'absence des autres.

Monsieur Puffort a dit, qu'à l'égard de la première difficulté, pour la distinction des Juridictions, le titre pouvoit convenir à toutes, & que l'on avoit estimé, que la manière de taxer, soit en cause principale ou d'appel, devoit être par tout uniforme. Que l'on n'avoit pas cru devoir faire mention de la remise des sacs au Greffe dans trois jours, parce qu'il seroit impossible de dresser de grands Arrêts d'Ordre, de Comptes, ou autres de cette qualité en si peu de tems. Qu'il falloit laisser cela à la liberté du Juge; qu'il auroit été même nécessaire d'expliquer, s'il faudroit des droits aux Clercs pour la remise des Procez au Greffe, ou s'il n'en faudroit pas, & régler en cela le plus ou le moins. Qu'il paroïssoit meilleur de n'en point parler, que de descendre dans le détail de toutes ces choses.

Que

Que quant à la signification de l'arrêt, l'article suivant y avoit pourvu, même à tout ce qu'on auroit désiré d'ailleurs, pour la facilité de retirer les sacs du greffe: l'article portant, que les Procureurs pourront retirer chacun séparément, les productions des parties pour lesquelles ils auront occupé, qui leur seront délivrées par les Greffiers, après les avoir vérifiées, en leur faisant apparoir par le Procureur plus diligent, d'une sommation faite aux autres Procureurs, d'y assister à jour précis.

Mr. le P. Président a ajouté, qu'il seroit bon de marquer que les sacs seroient rendus aux Procureurs le matin, parce qu'ils se trouvoient toujours dans ce tems-là au Palais, & non pas l'apresdinée; qu'ainsi cela se feroit avec leurs autres affaires.

Mr. Pussort a reparti, que cela paroïssoit assez indifferent; mais que s'il y avoit un choix à faire, il vaudroit mieux que ce fût de relevées, parce que les Greffiers & les Procureurs estoient trop occupez le matin à leurs autres affaires.

ARTICLE V.

Pour proceder à la taxe des depens, sera donné copie ^{V. Article de l'Ordon.} au Procureur du deffendeur en taxe, de l'arrêt, jugement, ou sentence qui les auront adjugés, ensemble de la déclaration qui en aura été dressée, pour, dans les delais réglés, suivant la distance des lieux & du domicile du deffendeur en taxe, à raison de dix lieües pour chacun jour, en cas qu'il soit absent, prendre communication des pieces justificatives des articles par les mains & au domicile du Procureur du demandeur, sans deplacer; & faire par lui dans un semblable delai, ses offres au Procureur du demandeur, de payer telle somme qu'il avisera pour les depens adjugés contre lui, & en cas d'acceptation des offres, il en sera delivré executoire incontinent & sans delai.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que pour épargner les frais d'une taxe aux parties, l'on avoit voulu introduire les offres portées par cet article: que c'étoit le principal fondement de ce titre; mais que l'opiniat. des plaideurs de part & d'autre, seroit que les offres ne seroient jamais si élevées raisonnables; que ce seroit procez sur procez pour sçavoir si elles le seroient ou ne seroient pas: que l'on augmenteroit les longueurs, & que c'est aller contre l'abreviation des procédures que l'on cherche.

Mr. le Chancelier a dit, que cette ouverture pouvoit être bonne: que l'on vouloit hasarder ce moyen, parce que réussissant, il seroit d'un grand soulagement aux parties.

Mr. le P. Président a ajouté, que l'article portoit, *que l'on donneroit copie de la declaration*. Qu'à cet égard l'usage étoit différent au Palais; qu'au Parlement la declaration, avec les pieces justificatives, se mettoit en original entre les mains du Procureur du défendeur; qu'aux Requêtes du Palais l'exploit portoit, *signifié & baillé copie*, & que cette copie ne se donnoit jamais; qu'aux Requêtes de l'hôtel, à l'extraordinaire, l'on donnoit copie de la declaration de depens; mais qu'en toutes les façons ces copies feroient beaucoup à charge: que l'on en avoit cy-devant expliqué les raisons, & que l'usage de donner en original la declaration avec les pieces, paroïssoit meilleur.

D'ailleurs par ce même article l'on accordoit deux délais, contre l'intention de l'Ordonnance, qui étoit de les rerrancher; & que si l'article passoit, il faudroit nécessairement en changer la disposition dans la suite.

Mr. Puffort a dit, que les offres, aux termes qu'elles sont employées dans l'article, ne scauroient produire aucun mauvais effet. Qu'il est certain, que la premiere pensée qui venoit à une partie condamnée, qui n'est pas dans le dernier abandonnement de ses intérêts, étoit de chercher des expédiens pour se tirer d'affaire, & de ne pas souffrir les frais d'une taxe qui pouvoient aller bien loin. Qu'il n'y a point de Procureur sçavant dans sa profession, lequel par la communication qui lui sera donnée de la declaration de depens, ne puisse à peu près, en agissant de bonne foi, dire à quoi se pourroit monter l'executoire. Que quand même un Procureur intéressé ne feroit pas son devoir, l'on en pourroit consulter d'autres; & qu'il se trouveroit même des parties assez intelligentes, pour, avec le secours du Tarif des droits, qui sera mis dans tous les Greffes, connoître & regler par elles mêmes, ce qu'elles devroient. Qu'il sera de leur intérêt de faire leurs offres un peu plus fortes que foibles, pour se decharger des frais de la taxe.

Que jusques à present de semblables offres n'ont pas réussi, parce qu'il n'y avoit point de peines ordonnées contre le refusant; mais lorsque, suivant la disposition de l'article, le demandeur en taxe fera refus d'accepter les offres, & qu'il se verra dans le risque de porter entierement les frais de la taxe, il les examinera de près, & les acceptera par son propre intérêt quand elles lui paroîtront à peu près raisonnables: d'autant plus constamment, que le demandeur en taxe ne doit desirer que de sortir d'affaire; & qu'après tout, l'on ne voit pas qu'il puisse y avoir aucun inconvenient de laisser la partie dans la liberté de ses offres, qui ne consisteront que dans la signification d'un simple acte de part & d'autre. Car quant à la longueur des délais, il est certain qu'ils sont beaucoup abrégés par la disposition de l'article, & qu'à present l'usage étoit que l'on communiquoit au Procureur du défendeur, en original la declaration de depens, avec les pieces justificatives d'icelle. Que n'y ayant en cela qu'à perdre du tems, & de l'argent nécessairement à déboursfer pour sa partie, il éloignoit la taxe autant qu'il pouvoit. Qu'il en falloit venir aux contraintes par corps; mais que l'on sçavoit assez, que quoi qu'elles coûtassent beaucoup, elles étoient néanmoins inutiles au Palais. Qu'en un mot, les depens n'étoient taxés que

quand il plaisoit au Procureur du défendeur, c'est-à-dire, après des années toutes entières.

Il y a plus : car la déclaration étant une fois retirée des mains du Procureur du défendeur, elle passe entre les mains du Procureur tiers, lequel ne la voit qu'à sa plus grande commodité, & après toutes ses affaires. Quant Juge en cela des parties, l'on n'exerce point contre lui de contrainte, & que cela emportoit encore un tems considerable : ce fait, la déclaration passe pour une seconde fois entre les mains du Procureur du défendeur ; de là on la porte chez le rapporteur, pour calculer les depens & les signer ; elle tombe après entre les mains du Clerc, & dans tous ces passages de main à autre, il se consume bien du tems. Que toutes ces longueurs estoient retranchées par la copie de la déclaration qui seroit donnée au Procureur du défendeur, & par la liberté qu'il auroit, de prendre toutes fois & quantes que bon lui sembleroit, communication des pieces justificatives de ladite déclaration, par les mains du Procureur du défendeur, mais sans déplacer.

Que véritablement l'on donnoit deux delais, l'un pour avertir la partie condamnée, de la taxe qui se poursuivoit, afin de se rendre sur les lieux pour y défendre ; & l'autre, pour examiner les articles de la déclaration. Que ces delais n'auroient lieu que pour les parties absentes & éloignées, & ne seroient pas fort considerables ; mais qu'il n'y auroit point en cela de comparaison avec les delais infinis, qu'un Procureur se donnoit, quand tout dependoit de lui, & que c'étoit en cela proprement que l'on pouvoit dire, que la déclaration avoit son effet pour l'abréviation du tems & la moderation des frais.

Que par ce titre l'on touchoit à l'ancien usage ; mais que c'étoit pour un plus grand bien. Que quand les Procureurs seroient d'aussi bonne foi que les parties, elles s'en ressentiroient fort utilement. Qu'il pouvoit y avoir des Procureurs gens de bien ; mais qu'universellement on pouvoit dire, qu'ils estoient la cause de tous les desordres de la justice ; & qu'enfin il falloit considerer que ce stile devoit être pour toutes les juridictions du Royaume, & qu'il ne falloit pas regler toutes choses par l'usage qui estoit approuvé dans Paris.

Mr. le P. Président a dit, que l'ancien stile bien examiné estoit plus court que celui-cy, & que l'experience feroit connoître que c'étoit sans sujet qu'on le vouloit changer.

ARTICLE VI.

SI nonobstant les offres, le demandeur fait proceder à la taxe des depens, & que par le calcul, en ce non compris les frais de la taxe, les depens ne se trouvent excéder les offres faites par le défendeur, en ce cas la taxe demeurera entierement faite aux frais du demandeur, & l'executoire qui en sera délivré, d'autant diminué.

VI. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

Mr. le P. Président a dit, que cet article est fondé sur le même principe d'offres, que le precedent. Qu'il faudroit en tout cas retrancher ces mots qui sont à la fin, & qui portent : *& l'exécutoire qui en sera delivré, & autant diminué ; & mettre au lieu, que cela ne sera pas compris dans l'exécutoire.*

ARTICLE VII.

VII. Article
de l'Ordon.

EN dressant la declaration, ne pourront les Procureurs composer plusieurs articles d'une seule piece; mais seront tenus de la comprendre toute entiere, tant pour l'avoir dressée, qu'expédition, signification, & généralement pour tous les droits qui la concernent, dans un seul & même article; sans qu'ils puissent non plus y employer autres plus grand droits que ceux qui seront légitimement dûs, à peine de radiation: auquel cas sera deduit & rabatu au Procureur du demandeur autant de ses droits, pour chacun article qui aura passé en taxe, qu'il s'en trouvera de rayez dans la declaration.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, qu'il y avoit quelque chose qui paroïssoit bon dans cet article. Que dans l'usage du Parlement, le maître Clerc dressoit la declaration, & avoit huit deniers, tant pour chacun des articles qui en étoient alloüez, que pour ceux qui estoient rayez: que cela étoit cause qu'on la remplissoit de quantité de mauvais articles, & qu'il estoit à propos de retrancher cet abus; mais qu'en ce qu'on statuoit une peine contre le Procureur, en lui retranchant de sa declaration autant de bons articles qu'il y en auroit employé de mauvais, outre qu'il y avoit quelque ambiguïté dans l'expression, cette peine paroïssoit un peu dure. Qu'elle estoit ordonnée, non seulement à l'égard des articles qui seroient entierement rayez; mais même à l'égard de ceux qui seroient moderez, en ce qu'il estoit fait deffense d'employer d'autres plus grands droits que ceux qui seroient légitimement dûs, à peine de radiation; & que cela feroit souvent des procez. Qu'un Procureur ne pouvoit pas toujours si justement rencontrer, qu'il n'y eût jamais de plus ou de moins dans ses articles. Que lorsqu'il auroit donné à sa partie la qualité de Chevalier au lieu de celle d'escuyer, ou qu'il auroit employé dans ses articles une grande Requête au lieu d'une petite, l'on soutiendrait contre lui, qu'il seroit tombé dans le cas de la prohibition, & qu'il auroit encouru la peine. Que quand on veut s'attacher à pourvoir à toutes ces minuties, au lieu d'éviter l'embaras, l'on y tombe bien souvent.

Mr. le P. de Maisons a dit, que le Procureur soutiendra toujours ses

articles, qu'il s'y échauffera pour son propre intérêt ; qu'il y avoit des inconveniens de les rendre parties , & que cela degenereroit en de grandes contestations.

Mr. Puffort a dit , qu'il estoit impossible de regler la forme de taxer les depens , sans descendre à des minuties. Que les Procureurs sçavoient positivement les droits qui entroient en taxe ; que le Tarif les apprendroit aux moins versez dans leurs charges. Que l'on demeurait d'accord de l'abus qui estoit dans cette multiplication d'articles ; qu'il estoit necessaire d'y remédier : que la peine paroïssoit proportionnée , & qu'ils seroient plus retenus , quand il s'agiroit de leurs propres interets.

Mr. le P. Président a ajouté, que l'on pourroit mettre dans l'article ces mots : *autres droits*, au lieu de ceux, & *plus grands droits*. Que telle Requête dans laquelle un procez est en abrégé , valloit mieux que toutes les autres écritures ; qu'il falloit laisser quelque chose à l'office du Juge , ou plutôt du tiers qui taxoit les depens.

Mr. Talon a dit , qu'il falloit faire difference des droits qui estoient employez dans une declaration de depens : que les uns regardoient la partie , les autres le Procureur. Qu'à l'égard de ceux qui regardoient la partie , quand il les augmentoit , comme en employant une grande Requête pour une petite , il n'en revenoit rien à son benefice particulier , & tout estoit pour le remboursement de la partie ; mais quand il multiplioit les articles , comme ceux qui seroient rayez auroient tourné entiere-ment à son benefice , c'étoit le cas où il falloit appliquer la peine contre lui , & non pas lorsqu'il s'agissoit absolument du seul interet de la partie.

M. Puffort a dit , que quand l'article ne porteroit point de defenses d'employer d'autres droits , que ceux qui seroient dûs legitiment , les defenses y seroient naturellement , & qu'ainsi l'on pouvoit retrancher de l'article , la clause qui porte : *sans qu'ils puissent non plus y employer autres plus grands droits , que ceux qui seront legitiment dûs*.

ARTICLE VIII.

NÉ sera non plus employé dans les declarations , ny fait aucune taxe aux Procureurs , que pour un seul droit de conseil pour toutes les demandes tant principales qu'incidentes , & un autre droit de conseil , en cas qu'il soit fait aucune demande soit principale ou incidente par les parties , contre lesquelles ils occuperont ; à peine de vingt livres d'amende contre le Procureur en son nom , pour chacun autre droit qui auroit été employé en sa declaration.

VIII. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit , que l'on retranchoit par cet article beaucoup de droits aux Procureurs. Que l'on n'avoit pas même bien entendu la diffé-

rence qui estoit entre *Droit de conseil & de consultation*. Que le droit de conseil estoit de douze sols Parisis, c'est-à-dire de quinze sols, qui se prenoient par le Procureur du défendeur, à cause des défenses qu'il faut fournir sur chaque demande; & ainsi autant de demandes, autant de droits de conseil, de la part du défendeur. Que le droit de consultation estoit de 48. sols parisis, c'est-à-dire, un écu, & se passe pour chaque demande que l'on forme, comme le droit de conseil pour les défenses. Que ces droits sont pour les Procureurs, & n'ont rien de commun avec ce que l'on donne aux Avocats qui seront toujours payez des consultations qu'ils feront. Que cela pouvoit avoir été accordé aux Procureurs pour récompense de toutes les vacations qu'ils faisoient, qui n'entroient point en taxe. Que si l'on vouloit que des officiers fissent leur devoir & véussent avec honneur, il leur falloit laisser de quoi vivre. Que l'effet de cette réduction tourneroit contre les plaideurs de bonne foi, qui payeroient leurs Procureurs entierement de tous leurs droits anciens, pour être bien servis; que cependant ils n'entreroient point en taxe & les chicaneurs en profiteroient.

Mr. Pussort a dit, qu'en dressant l'article l'assemblée avoit été bien informée de la différence qu'il y avoit entre *Droit de conseil & de consultation*. Que cela paroissoit dans l'article suivant, qui porte qu'*aucun droit de consultation n'entrera en taxe*: que cela estoit proprement du fait de l'Avocat, & non de celui du Procureur. Qu'ils trouvoient assez d'autres avantages dans la procédure, pour ne pas appréhender, qu'ils ne tirassent leur subsistance de leur travail. Qu'il falloit bien que leurs droits fussent grands, & l'avantage qu'ils trouvent dans leur profession devoir être fort considerable puisqu'ils y devenoient fort accomodez en peu de tems. Que la reformation qui se fait, empêchera qu'ils n'abusent de leur ministère, & qu'ils n'exigent au delà des droits qui seront reglez.

Mr. le P. Président a reparti, que si l'on estoit si peu persuadé de la probité des Procureurs, c'estoit leur faire beaucoup d'honneur, que de croire qu'ils ne prendroient d'autres droits, que ceux qui leur sont dûs. Qu'assurement il y en avoit plusieurs qui vivoient avec honneur dans le palais & dans toutes les fonctions de leur charge. Qu'il falloit considerer qu'ils alloient avec leurs parties chez les Raporteurs, qu'ils assistoient aux consultations, & qu'ils leur rendoient beaucoup d'autres assistances, dont les vacations n'entroient point en taxe; qu'il estoit juste de leur donner par compensation, quelques autres droits & moderer les retranchemens portez par cet article & le suivant.

Mr. Talon a représenté, que l'on parloit bien dans l'article de regler les droits qui entrent en taxe dans la declaration; mais que l'on ne pourvoyoit pas à regler les memoires que les Procureurs donnent à leurs parties. Qu'ils auroient sujet de se plaindre, de ce qu'en reduisant les droits, que l'on prétent être excessifs, l'on n'augmentoit point ceux qui sont depuis 200. ans. Que pour assister à une audience, il ne leur entre en taxe que 2. s. 6. d. Que cela n'a aucune proportion avec la vacation qu'ils y emploient. Que si l'on fait de si grands retranchemens, il n'y aura que ceux qui paye-

ront, bien, qui seront servis, & les parties absentes se trouveront abandonnées.

Mr. Puffort a dit, que les parties viennent quand elles sont mandées, & que le premier avis qu'on leur donne, est celui d'apporter ou d'envoyer de l'argent. Que laissant à part toutes ces considérations particulières, celle du soulagement du public le devoit emporter, & que le retranchement d'un trop grand nombre de Procureurs, ne feroit que du bien dans l'administration de la justice.

ARTICLE IX.

N'Entrera pareillement en taxe aucun autre droit de consultation, bien que rapportée & signée d'Avocats. IX. Article de l'Ordon.

Lecture faite de cet article, comme en l'article precedent.

ARTICLE X.

Toutes écritures & contredits seront rejettez des taxes de depens, si elles n'ont été faites & signées par un Avocat connu. X. Article de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que cela s'observoit.

Mr. le P. de Fourcy a dit, qu'il seroit raisonnable que les Avocats mis-
sent leur reçu au bas de leurs écritures; que cela estoit de l'Ordonnance;
que l'on y assujettissoit un chacun, & qu'il ne voyoit pas pourquoi les
Avocats en dussent être dispensés.

Mr. Puffort a dit, que ce seroit réveiller une ancienne querelle; que
sous le Roi Henri le Grand, Mrs. du Parlement en firent un arrêté; que
les Avocats resolurent de n'entrer plus au Palais, & en firent leur declara-
tion au Greffe. Que Mr. de Sully dans ses memoires, n'en parle pas favorable-
ment; que neantmoins il fut expédié une declaration en leur faveur,
& qu'il ne s'en est plus parlé depuis.

Mr. le P. de Fourcy a reparti, que cette colere passeroit, & qu'ils execu-
teroient l'Ordonnance comme les autres.

Mr. le P. de Novion a dit, que c'estoit une profession libre; qu'elle
estoit remplie de fort honnêtes gens, & qu'il n'y avoit pas de nécessité de
rien innover à leur égard.

Mr. Talon a remontré, que les mots d'*Avocat connu*, qu'on avoit mis
dans l'article, pour distinguer ceux qui travailloient au Palais, d'avec ceux
qui n'en portoient que le nom, ne signifioient pas assez; qu'il seroit bon
de mettre les *Avocats plaidans*, qui seroient inscrits dans un Tableau, & qui
seroient appelez au serment qui se fait à la St. Martin.

ARTICLE XI.

XI. Article
de l'Ordon.

Lorsqu'au procez il y aura des écritures & avertissemens dressés, les préambules des inventaires faits par les Procureurs en seront distraits, & n'entreront en taxe, ny pareillement les rolles des inventaires, & contredits; dans lesquels il aura esté transcrit des pieces entieres, ou choses inutiles; ce que nous deffendons à tous Avocats & Procureurs, à peine de restitution du double envers la partie qui l'aura avancé, & du simple envers la partie condamnée; comme aussi deffendons tres-expressement aux Procureurs & à tous autres, de refaire des écritures ny d'en augmenter les rolles, après le procez jugé, à peine de restitution du quadruple contre les contrevenans, qui ne pourra être moderé, & de suspension de leurs charges. Enjoignons à nos Cours, & autres nos Juges, d'y tenir la main, dont nous chargeons leur honneur & conscience.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que rien n'étoit plus inutile que les avertissemens & les écritures qui se faisoient dans un procez, ni rien de plus difficile que de faire un Inventaire bien raisonné; que dans les affaires de consequence l'Avocat y mettoit la main, & qu'ainsi il falloit retrancher ces mots : *d'écritures & avertissemens.*

Mr. Puffort a dit, que la principale fonction de l'Avocat, étoit de faire un avertissement; que c'étoit dans ces écritures, qu'il dresseoit le plan de l'affaire, & que les Procureurs s'en servoient pour dresser leurs Inventaires. L'article ne disoit pas qu'il y auroit des avertissemens ou des écritures dans un procez; mais que s'ils étoient employez par repetition dans les préambules des Inventaires, ils seroient rejettez & n'entreroient point en taxe.

Mr. le P. de Novion a dit, que l'Inventaire regardoit principalement le ministère du Procureur.

Mr. le P. Président a ajouté, que les deffenses de refaire les écritures & d'augmenter les rolles après le procez jugé, estoient inutilement faites par l'article; puisque par les reglemens precedens, l'on devoit donner copie de tout, & qu'il estoit consequemment impossible d'y rien changer.

Mr. Puffort a dit, que les copies que l'on donnoit serviroient pour en faire la verification, & que d'ailleurs on ne donnoit pas copie des Inventaires.

Mr. le P. Président a reparti, que les écritures n'estoient pas des Inventaires: que la copie même s'en donnoit en plusieurs cas portez par la presente Ordonnance.

Mr.

Mr. le P. de Maisons a dit, que la restitution du quadruple employée dans l'article, contre ceux qui auroient pris des vacations qui ne leur appartenoient pas, estoit une peine financière, qui ne convenoit pas à la matiere.

Mr. Pussort a reparti, que la peine du quadruple s'apliquoit à tout dans les Ordonnances; que celle d'Orleans faisoit deffenses à tous Presidents Maîtres des Requêtes, & autres allans en commission, de se laisser defrayer par les parties, *à peine du quadruple.*

Rouffillon, art. 32. la même chose de mot à mot, celle de Louïs XII. article 22. la même chose.

Charles VII. en 1446. art. 35. même chose, avec privation d'Office.

Moulins, article 37. fait deffenses à ceux qui ont fait leur instruction en matiere criminelle, de faire eux mêmes les taxes de leurs salaires, *à peine du quadruple.*

La premiere declaration sur l'Ordonnance de Moulins, art. 36. porte que les frais de la preuve des faits Justificatifs & des reproches, seront taxez moderément par les Juges, *à peine de repetition du quadruple.*

ARTICLE XII.

NE sera taxé aux Procureurs pour droit de revision des XII. Article
Nécritures, que le dixième de ce qui entre en taxe pour de l'Ordoz
les Avocats, & sans que le droit de revision puisse être pris
dans les Cours, Sieges, & Jurisdiccions, dans lesquelles il n'a
eu lieu jusqu'à ce jour. Faisons deffenses aux Procureurs
d'employer dans leur Memoire de frais qu'ils donneront à
leurs parties, autres plus grands droits que ceux qui leur
seront legitimement dûs, & qui entreront en taxe, à peine
de repetition contre eux, & de 300. l. d'amande.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, qu'il ne pouvoit assez repeter, que retranchant si fort les droits des Procureurs, il arrivera que celui qui aura bonne cause en souffrira, parce qu'il payera bien; & qu'il n'y aura que le Chicaneur qui sera soulagé dans la taxe des dépens.

Mr. Pussort a dit, que l'Assemblée avoit fait toutes les reflexions necessaires sur cet article; que l'on avoit considéré qu'un Avocat voyoit toutes les pieces d'un proces en faisant les extraits, & étudioit les questions pour dresser les écritures; cependant l'on donnoit au Procureur le dixième pour la simple lecture de ces mêmes écritures, qu'ordinairement il ne voyoit pas, & que l'on avoit estimé que cette reduction estoit raisonnable.

Mr. le P. Président a reparti, qu'un Procureur étoit obligé de revoir les écritures, & avoit intérêt de le faire; parce qu'étant maître de la cause, il demeureroit responsable des offres, consentemens, & autres déclarations de cette qualité. Qu'il étoit même raisonnable de considérer, qu'un Procureur, pour assister à une Audiance, n'avoit depuis plusieurs siècles, que deux sols six deniers de taxe.

Mr. Puffort a dit, qu'ils n'y alloient pas pour une seule affaire.

A R T I C L E X I I I.

Cet article a
été retran-
ché.

NE sera non plus employé ny taxé aucune chose pour le droit de six deniers pour livre de contrôle des sommes auxquelles les épices se trouveront monter, deffendons à tous porteurs de quittance, procuration de les exiger à peine de restitution & d'être procédé contre eux extraordinairement; sauf à eux à se retirer par devers nous pour être procédé à la liquidation de leur finance & pourvu à leur remboursement ainsi qu'il appartiendra.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que le contrôle n'étoit d'aucun usage. Que les droits en étoient excessifs, mais qu'en les supprimant il seroit juste de pourvoir au remboursement des engagistes.

Mr. Puffort a dit, que les Propriétaires avoient donné leurs Memoires, qu'ils n'insistoient qu'à leur remboursement, & pretendoient que cela leur avoit valu 16000. l. de rente; mais que comme ce droit se partageoit entre beaucoup de personnes, il produiroit beaucoup plus s'il étoit retiré par sa Majesté: que cependant les Propriétaires devoient se retirer par devers le Roi, pour leur remboursement.

A R T I C L E X I V.

XIII. Artie.
de l'Ordon.

ET pour faciliter les taxes de dépens, & empêcher qu'il ne soit employé dans les déclarations, autres droits que ceux qui sont légitimement dûs, & qui doivent entrer en taxe, sera dressé, à la diligence de nos Procureurs généraux & de leurs substituts, & mis dans les Greffes de toutes nos Cours, Sieges & Jurisdicions, un tableau, dans lequel seront employez tous les droits qui doivent entrer en taxe, même ceux des déclarations, assistances des Procureurs, & autres droits nécessaires pour parvenir à la taxe; ensemble les

voyages & séjours, lesquels pourront être employés & taxés suivant les differens usages de nos Cours & Sieges, qualitez des parties, & distance des lieux : Le tout ainsi qu'il sera par nous arrêté ; Sans néanmoins qu'aucuns voyages ny séjours puissent être employez ny taxés, s'ils n'ont été valablement faits ou dûs être, & être faits, & que celui qui en demandera la taxe, ne fasse apparoir d'un Acte passé par-devant Notaire, ou receu au Greffe de la juridiction en laquelle le procez sera pendant, qui contiendra qu'il a fait exprès le voyage mentionné, pour le fait du procez dont il s'agira, & que l'Acte n'ait esté signifié au Procureur de la partie condamnée, aussi-tôt qu'il aura été passé.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que l'article ne s'entendoit pas : que d'un côté il étoit porté, qu'à la diligence des *Procureurs Generaux*, & de leurs substituts, il seroit dressé un tableau, dans lequel seroient employez tous les droits qui devoient entrer en taxe ; & que dans un autre endroit de l'article, il étoit porté, le tout ainsi qu'il sera par nous arrêté. Qu'il falloit s'expliquer là-dessus, & sçavoir si l'intention étoit, que le Tarif des droits qui seroient contenus dans ce tableau, fût fait par le conseil, ou par les compagnies, chacun dans son ressort.

Mr. Puffort a reparti, que ce Tarif sera dressé par les compagnies, à la diligence de Mrs. les *Procureurs Generaux*, qui l'enverront au Roy avec leur Avis, sur quoi sa Majesté fera expedier les déclarations, & les enverra dans les compagnies ; & que cela se pouvoit suffisamment entendre par l'article.

Mr. le P. Président a dit, que ces Tarifs seroient d'un grand travail, & qu'il faudroit pour les bien faire, y employer beaucoup de tems : qu'il avoit fait travailler pendant quatre ou cinq années à celui qui paroïssoit presentement dans le Public pour le Parlement ; qu'il avoit pris des Memoires de tous côtez pour le faire exact, qu'il y avoit néanmoins des choses, qu'il étoit impossible de faire exactement ; & que cependant il y avoit du peril qu'elles ne fussent pas exactes ; que tout cela ne pourroit pas entrer dans un tableau & qu'il y en auroit des volumes entiers.

Mr. Puffort a dit, que l'on avoit bien crû la chose difficile ; mais non pas impossible. Que l'on avoit en cela l'exemple de ce qui s'étoit fait pour Paris. Que cela se pouvoit faire plus aisement pour ailleurs ; qu'il sera du soin de Mrs. les *Procureurs Generaux* & de leurs substituts, de tirer des Memoires de tous les endroits de leur ressort, pour dresser leur Tarif ; & comme chacun n'aura pas manqué d'observer dans son detroit les differences des pais & des Sieges, le Roy sans doute approuvera leur travail.

Mr. Talon a représenté que personne n'entreprendroit d'y travailler , que le renvoy ne leur en fût fait.

Mr. Puffort a dit , que l'article portoit que *les Tarifs seroient faits à la diligence de Messieurs les Procureurs Generaux*. Que cette disposition de l'article estoit une commission suffisante. Que le Roy se reservoit de confirmer ce qui seroit par eux proposé.

Mr. le P. Président a dit, que le Parlement avoit reçu du Roy une autorité suffisante , pour les choses qui regardoient l'administration de la justice, & qu'il n'avoit pas besoin de confirmation à cet égard.

Mr. Puffort a reparti , que les choses estoient d'une plus grande autorité lorsqu'elles estoient confirmées par le Roy.

Mr. Talon a dit , que cette confirmation seroit fort bonne ; mais qu'il y auroit beaucoup à toucher aux Greffes, dont on ne parloit point.

Mr. le P. Président a dit , que cela estoit bien plus difficile dans la pratique, qu'on ne s'imaginait. Quel'on avoit travaillé au Parlement avec grand soin , à faire un reglement pour le Greffe , ce qui ne faisoit qu'une partie de ce Tarif. Cependant qu'il estoit incroyable combien on avoit trouvé de difficultez à faire ce Reglement & à l'exécuter.

Mr. Talon a dit , que Mr. Nau, qui avoit esté Commissaire pour l'exécution des Arrêts des Grands Jours à Lyon, avoit trouvé qu'aux termes de l'exécution du Reglement fait pour le Parlement , il se commettoit des concussions de moitié : qu'il falloit faire des Reglemens pour chacun Siege. Que les Propriétaires des Greffes en pourroient souffrir , mais que le Public en recevroit un avantage tres-considerable.

Mr. Puffort a dit , que sans aller si loin , & à bien examiner ce qui se faisoit dans Paris , l'on verroit de grandes exactions qui se commettoient dans les Greffes.

Mr. le P. Président a dit , que quand le Parlement auroit connoissance de ces exactions , il les châtieroit avec grande severité ; & qu'on tenoit la main autant qu'il estoit possible à l'observation des Reglemens.

Il a encore observé que les voyages s'affirmoient en vertu de Procurations , & qu'il n'y avoit rien dont on abusât davantage. Que pour y remédier , il falloit qu'une partie qui feroit un voyage exprés pour son proces, en fit sa declaration au Greffe , & en fit aussi-tôt signifier l'Acte à la partie.

Mr. Puffort a dit , que cette disposition estoit comprise dans l'article ; mais que si elle ne suffisoit pas il la faudroit expliquer davantage.

A R T I C L E X V.

XV. Article
de l'Ordon.

SI après que la declaration de depens aura esté signifiée & Scopie laissée, il n'a esté fait aucunes offres , ou qu'elles ne soient acceptées dans les delais cy-devant ordonnez, elle sera mise par le Procureur du demandeur en taxe , ez mains du Procurer tiers , avec les pieces justificatives , & à cet effet

voulons, que dans nos Cours, Sieges & Justices, où il ne se trouvera point de Procureur tiers en titre d'Office, il soit nommé & commis par la Communauté des Procureurs par chacun mois, ou tel autre tems qu'il sera par eux avisé, nombre suffisant pour regler & taxer les depens, en la forme & maniere cy-après ordonnée.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a observé, qu'il y auroit de la contrariété entre cet article & le 28. du même titre, en ce qu'il estoit porté par celui-cy, que *où il ne se trouveroit point de Procureur tiers dans les Cours, Sieges & Justices, il en sera nommé & commis par la Communauté des Procureurs par chacun mois; & par le 28. article il est porté, que les depens qui seront ajugés par, les Baillifs, Sénéchaux & Presidiaux, seroient taxés par les Juges, ou Commissaires examineurs.*

Mr. Puffort a dit, que ces articles n'étoient pas contraires; mais que pour un plus grand éclaircissement, l'on pouvoit ajoûter à la fin du premier: *Si ce n'est dans les Sieges, où il y a des Commissaires examineurs.*

Mr. le P. Président a reparti, qu'il y en avoit presque par tout.

Mr. Puffort a dit, qu'ils pouvoient n'avoir pas esté levez. Que dans les pais d'Etats il n'y avoit pas d'apparence qu'il y en eût d'établis, & que l'exception jointe à la regle comprendroit toutes les Jurisdicctions.

A R T I C L E X V I.

LE Procureur tiers sera tenu de coter de sa main au bas ^{XVI. Artic. de l'Ordon.} de la declaration, le jour auquel elle lui aura esté delivrée, avec les pieces, pour proceder à la taxe des depens ajugez.

A R T I C L E X V I I.

SEra signifié par Acte au Procureur du deffendeur en taxe, ^{XVII. Artic. de l'Ordon.} le jour que la declaration & pieces justificatives auront été mises entre les mains du Procureur tiers, avec sommation d'en prendre communication sans déplacer.

A R T I C L E X V I I I.

TRois jours après la premiere sommation, il en sera fait une ^{XVIII. Art. de l'Ordon.} seconde, par laquelle le Procureur du demandeur en taxe, sommerá celui du deffendeur, de se trouver en l'étude du

Procureur tiers à certain jour & heure précise, pour voir procéder à la taxe des depens contenus en la declaration, & la signera, autrement il y sera procédé tant en présence qu'absence.

Lecture faite desdits trois Articles.

Mr. le P. Président a dit, que ces articles sembloient inutiles; & que c'estoit augmenter les sommations.

Mr. Puffort a dit, que la disposition de ces trois articles paroissoit nécessaire, pour abréger les delais, tant à l'égard du Procureur du defendeur, que du Procureur tiers, & que trois sommations n'estoient pas fort considerable.

Mr. Talon a dit, que ce seroit bien le plus court, que le Procureur du defendeur donnât son memoire des diminutions; & que le tiers le réglât.

Mr. le P. Président a dit, que la maniere de taxer, qui est en usage au Parlement, est que quand le Procureur du defendeur a donné ses diminutions, & les a signées, le tiers fait ses apostils dans son Memoire; sur quoi le Procureur du defendeur est contraint par corps ou d'y consentir ou d'appeller. S'il consent à la taxe, il faut qu'il mette les sommes sur les articles, suivant les apostils du tiers, & qu'il signe; ce qui s'appelle au Palais *in presentia*; en ce cas la chose est consommée, & il n'y a plus qu'à lever l'executoire au Greffe sur la declaration. S'il appelle, le Rapporteur écrit les sommes sur les articles dont on appelle, conformément au Memoire du tiers, sur l'appel on oblige le Procureur de croiser, autrement, il est déchu de son appel; car il n'est pas reçu à appeller indéfiniment. S'il n'y a que deux croix, c'est une appellation verbale qui se porte à la Grand-Chambre. S'il y a plus de deux croix, c'est un procez par écrit qui se conclut aux enquêtes.

Mr. Puffort a dit, qu'il y avoit plus; car pour obliger le Procureur de signer ou d'appeller, il falloit des contraintes par corps, & de longues procédures. Que c'estoit ce que l'on a voulu retrancher, & avancer la taxe sans la faire dependre du Procureur du defendeur, non pas même du tiers, auquel on prescrivoit le tems dans lequel il devoit faire sa taxe.

Mr. le P. Président a ajouté, qu'il y avoit beaucoup de choses à retrancher dans les procédures qui se faisoient à present pour la taxe des depens. Qu'il croyoit même que l'on pouvoit retrancher beaucoup de choses dans le titre proposé, dont les articles sont en grand nombre, qui contiennent beaucoup de formalités & sont d'un stile fort étendu.

A R T I C L E X I X.

XIX. Artic.
de l'Ordon.

SI le Procureur du defendeur compare, seront les depens taxez par le Procureur tiers en sa présence.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que cet article ne signifioit rien, & que l'on ne pouvoit pas douter que quand un Procureur compare on agit en sa présence.

ARTICLE XX.

A Faute par le Procureur du deffendeur en taxe, de comparoir à l'assignation, le Procureur tiers sera tenu de taxer les depens, pour ce fait, estre les arrêtez par lui mis sur la declaration conformement à son Memoire, lequel y demeurera attaché, & lequel premier article ne sera taxé que pour un seul.

XX. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, qu'il estoit ben que le premier article de la declaration de depens ne passât que pour un seul; mais qu'au surplus la disposition n'estoit pas de present en usage. Qu'obligeant le Procureur de signer ou d'appeller, c'estoit une chose qui pouvoit estre en l'un & en l'autre cas aisement consommée, que presentement cela iroit trop loin.

Mr. Pussort a reparti, qu'il ne voyoit ny raison ny utilité à contraindre un Procureur de signer ou d'appeller, sans avoir charge expresse de sa partie. Que les taxes de depens estoient souvent plus considerables que le principal; & que l'importance meritoit bien que la partie condamnée eût connoissance de ce qui se passoit, & qu'en mettant les choses dans l'ordre naturel, il fût libre au Procureur de signer, d'appeller, d'acquiescer, ou de ne rien dire.

ARTICLE XXI.

LE Procureur tiers sera tenu de taxer les depens qui contiendront deux cens articles, & au dessous, huitaine après qu'il en aura été chargé, & que les parties auront comparu devant luy, où que le deffendeur y aura manqué comme il est dit cy-dessus; & ceux qui contiendront plus grand nombre d'articles, dans la quinzaine, à peine de repondre des dommages & interets des parties.

XXI. Article
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que l'article donnoit deux delais au Procureur tiers; l'un de huitaine, lorsque la declaration ne contiendra que 200. articles & au dessous, & l'autre de quinzaine, quand il y en aura un plus grand nombre. Qu'il sera difficile que la taxe puisse estre faire dans si peu

de tems. Qu'il y avoit des declarations qui contenoient des 12. à 1500. articles ; que les Procureurs tiers avoient leurs autres affaires. Que les droits qu'ils tiroient des taxes des depens entroient dans la bourse commune , & cela les rendoit plus lents , travaillant pour le commun , que s'ils travailloient pour leur utilité particuliere.

Mr. Puffort a dit , que si une declaration n'étoit composée que de 200. articles , elle pourroit estre facilement taxée en huit jours , & que quinze jours pourvoient suffire en toutes-çons à l'égard des autres.

Mr. Talon a représenté , que les Offices de Procureurs tiers avoient esté incorporez aux charges des autres Procureurs , que la Communauté en commettoit 40. par chacun mois pour taxer les depens , que tous les droits entroient dans la bourse commune , sans que celui qui taxoit, eût un autre plus grand-benefice pour lui en son particulier. Que cette Communauté. Que pour qu'ils fussent diligens il les faudroit exciter par leur propre interest , & que le tiers ou la moitié des droits apartint particulièrement & à l'exclusion de la Communauté , à celui qui feroit la taxe.

Mr. Puffort a reparti , que cela feroit cabale entre eux à qui auroit des plus grandes distributions , & que c'estoit une affaire de leur discipline.

Mr. Talon a dit , qu'il ne pouvoit y avoir de cabale , parce que cela estoit réglé parmi eux.

ARTICLE XXII.

XXII. Artic.
de l'Ordon.

Les Procureurs des deffendeurs en taxe ne pourront prendre aucun droit d'assistance , s'ils n'ont écrit sur la declaration les apostils de leur main , à peine de faux & d'interdiction.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit , qu'au lieu du mot d'*apostils* , il falloit mettre celui de *diminutions* ; parceque les *apostils* s'écrivent par le tiers , & ce qui s'écrit par le Procureur du deffendeur , s'appelle *diminution* au Palais.

ARTICLE XXIII.

XXIII. Art.
de l'Ordon.

Lorsqu'il y aura plusieurs Procureurs des deffendeurs en taxe , condamnez par même Jugement , ils ne prendront assistance que pour les articles qui les concerneront : & à l'égard des frais ordinaires , & extraordinaires des criées , & reddition des comptes de Tutelle , Heritiers Beneficiaires , Curateurs aux biens vacans , Commissaires , & autres : les Parties assisteront par un Procureur le plus ancien : pourront neanmoins les autres Procureurs y assister sans droit d'as-

d'assistance, & sans la pouvoir employer dans le Memoire de frais à leurs parties, si ce n'est qu'ils ayent un pouvoir exprès d'icelles par écrit pour y assister.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que la disposition de l'article estoit en usage.

Mr. Talon a proposé l'espece de deux coheritiers, lesquels dans un même interest auroient constitué deux Procureurs; & a demandé si tous les articles les concernant également, on leur donneroit à chacun un droit d'assistance.

Mr. Puffort a reparti, qu'en ce cas le Procureur plus ancien excluroit l'autre.

ARTICLE XXIV.

Après que la taxe aura esté faite par le Procureur tiers, se-
ra signifié un troisiéme Acte au Procureur du deffen-
deur, par lequel on lui dénoncera, que les depens ont esté
taxez, & sera sommé de les signer, avec declaration, qu'à
faute de ce faire, le calcul en sera signé par défaut par le Ra-
porteur; ce qui sera executé en cas de refus, & passé outre,
en faisant mention dans l'arrêté & calcul, de la sommation qui
aura esté faite.

XXIV. Arr.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article,

Mr. le P. Président a dit, que cet article augmentoit encore le nombre des sommations; mais que dans le changement que l'on vouloit faire, il n'estoit pas parlé d'une disposition fort importante, qui'estoit d'obliger le Procureur du deffendeur, ou le tiers à son refus, de mettre sur toutes les pieces justificatives de la declaration, *Taxé*, avec son parafe, afin qu'elle ne pût pas une seconde fois entrer en taxe; & que cela s'observe au Parlement; & a ajouté, qu'il croyoit que cet article seroit mieux, s'il ordonnoit que le Procureur du deffendeur en taxe seroit sommé de se transporter chez le tiers, pour signer la declaration, & en cas de refus en rapportant l'Acte de sommation par le demandeur, le tiers sera tenu de lui rendre la declaration, les pieces justificatives & son Memoire, après avoir mis de sa main le mot de *Taxé*, sur chaque piece, avec parafe au dos & à la marge; & ensuite le calcul seroit signé du Rapporteur. Que si cet article estoit conçu en ces termes, il suffiroit au lieu de plusieurs qui sont contenus dans ce titre.

Mr. Puffort a dit, que l'observation du parafe des pieces étoit fort bonne, & qu'il en seroit fait mention dans l'article.

ARTICLE XXV.

XXVI. Art.
de l'Ordon.

Les Commissaires signeront les declarations sans prendre aucun droit pour raison de ce ; mais sera taxé à leurs Clercs le droit de calcul , lorsqu'ils l'auront fait & écrit de leur main , suivant qu'il sera arrêté dans le tableau des droits cy-dessus mentionné. Deffendons aux Procureurs tiers de leur taxer davantage à peine de restitution du quadruple, tant contre le tiers que contre celui qui l'aura reçu, & interdiction.

Lecture faite de l'Article,

Mr. le P. Président a dit , que Messieurs du Parlement ne condamneroient pas ce retranchement par leur interest particulier ; mais qu'à l'égard des Juges subalternes , si l'on retranchoit leurs droits d'un costé, ils les augmenteroient de l'autre.

ARTICLE XXVI.

XXVII. Art.
de l'Ordon.

Dans les executoires de depens , sera aussi employé la somme qu'il coûtera aux parties pour les lever , avec les frais du premier exploit & de la signification qui sera faite, tant des executoires que de l'exploit.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit , que l'article faisant mention de la taxe d'un exploit , cela se devoit entendre de l'exploit qui seroit fait , & que dans ces sens il falloit concevoir & rediger l'article.

ARTICLE XXVII.

XXVIII. Ar.
de l'Ordon.

Si la partie condamnée interjette apel de l'executoire & taxe de depens , son Procureur sera tenu de croiser dans trois jours sur la declaration , les articles dont il est appelant, autrement & à faute de ce faire , sur la premiere requête, il sera déclaré non recevable en son apel.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, qu'il en falloit oster le mot d'*executoire* ; que l'*executoire* est un arrest dont on n'appelloit point ; qu'estant signé du Greffier en parchemin & expédié sur la declaration qui demouroit au Greffe

pour servir de minute, il avoit même autorité qu'un arrêt : ce qui estoit une maxime inviolable au Palais; qu'autrement un decret seroit une simple sentence. Que tout ce qui s'expédie par le Greffier, même un simple *Communiqué à partie*, passoit pour un arrêt, & que l'appel ne pouvoit estre que de la taxe.

Mr. Puffort a reparti, que dans toutes les raisons qui estoient alléguées, celle de l'usage estoit la plus forte; qu'il falloit neanmoins pour le soutenir, qu'il ne parût pas abusif. Qu'un exécutoire n'avoit aucune des marques essentielles d'un arrêt : qu'il estoit expédié sur l'Ordonnance particulière d'un Commissaire, qui avoit jugé seul, & qui conséquemment ne pouvoit rien ordonner qui ne fût sujet à l'appel. Qu'en effet l'on étoit reçu appelant de la taxe; mais que c'estoit une mauvaise chose : que ce n'étoit qu'un jeu de paroles, & neanmoins il proposeroit au Roy d'ôter le mot d'*exécutoire*.

ARTICLE XXVIII.

Après que le Procureur de l'appellant aura croisé sur la déclaration, les articles dont il sera appelant, pourra l'intimé se faire délivrer exécutoire du contenu aux articles non croisez, dont il n'y aura point d'appel.

XXIX. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article, il a esté trouvé bon.

ARTICLE XXXI.

Les appellations des articles croisez seront portées à la Communauté des Procureurs qui examineront sans frais, si elles peuvent estre jugées à l'Audience, ou si elles doivent estre appointées; soit qu'elles soient sous une, ou sous plusieurs croix : & suivant l'avis des Procureurs de Communauté, la cause sera plaidée, ou l'appointement passé, sans qu'il puisse estre empêché.

XXX. Artic.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que l'usage estoit que sur deux croix on alloit à l'Audience, & que quand il y en avoit davantage, c'estoit un proces par écrit, qui se distribuoit aux enquêtes. Qu'il n'étoit pas à propos de donner juridiction à la Communauté des Procureurs; qu'elle estoit surchargée d'affaires, & les parties n'y auroient pas d'expedition. Que lorsque les Procureurs de Communauté se verroient un titre & un pouvoir bien établi par l'Ordonnance, ils prendroient des droits, & que l'observation de l'usage ancien empêcheroit tous ces inconveniens.

Mr. Puffort a dit, qu'il estimoit qu'il seroit mieux de suivre l'ancien usage, parce que les appellations de la taxe des dépens, pourroient être dif-

facilement Jugées à l'Audiance ; mais que l'article estant reformé suivant l'ancien usage , il seroit necessaire d'ajouter à l'article , une exception de la regle generale qui renvoye toutes les affaires à l'Audiance.

ARTICLE XXX.

XXXI. Art.
de l'Ordon.

IL y aura autant d'amandes contre l'appellant, que de croix ou chefs d'appel , sur lesquels il sera condamné , si ce n'est qu'il soit appellant des articles croisez, par un moyen general : & neantmoins les depens ajugez pour raison des appellations des taxes, seront taxez & liquidez par le même jugement qui decidera les appellations.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit , qu'il sera aisé aux parties de se deffendre des amandes portées par cet article , en comprenant toutes les appellations sous une même croix.

Mr. Puffort a reparti , que ces croix ne pouvoient s'entendre que pour les articles d'une même suite , & pour un même sujet.

Mr. le P. Président a ajouté , que les mots de *taxez & liquidez* , étoient contraires, & qu'icy , c'est le mot de *liquidez* , au lieu de celui de *taxez* , qu'il falloit employer.

Mr. Puffort a reparti , que le mot de *taxez* , signifioit icy ce que l'on vouloit dire : que l'intention de l'article n'étoit pas de moderer les depens ; mais que sans declaration le Juge les pût taxer à leur juste valeur, & que c'est en ce cas , que le mot de *taxez* , exprimoit l'intention de l'article proprement : que neanmoins cela n'estant pas important , l'on pourroit l'ôter , & mettre le mot de *liquidez*.

ARTICLE XXXI.

XXXII. Art.
de l'Ordon.

LEs depens qui seront ajugez, soit à l'Audiance ou sur des Procez par écrit, par les Baillifs, Sénéchaux & Presidiaux , seront taxez en la même forme & maniere qu'en nos Cours de Parlement , & autres nos Cours. Et tous les droits reglez suivant l'usage des Sieges dans lesquels les condamnations seront intervenues, ainsi qu'ils seront employez dans le tableau cy-dessus mentionné , & seront les depens taxez par les Juges & Commissaires examinateurs des depens , créez & établis à cet effet , ausquels nous faisons tres expresses inhibitions & deffenses de prendre plus grands droits , que ceux qui seront par nous attribuez , sous pretexte d'attributions &

usages contraires, à peine de concussion, & d'interdiction de leurs charges.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, que, comme il avoit esté observé cy-dessus sur l'article 15. celui-cy s'y trouvoit contraire.

Mr. Puffort a dit, que cela avoit esté accommodé, ainsi que l'on en estoit demeuré d'accord, en ajoutant au 15. article ces mots: *Si ce n'est dans les Sieges où il y aura des Commissaires examinateurs.*

Mr. Talon a représenté, que l'article portoit que *tous les droits seroient réglés suivant l'usage des Sieges, dans lesquels les condamnations seroient intervenues, ainsi qu'ils seroient employez dans le tableau cy-dessus mentionné.* Mais comme ce Tarif ne sera pas si-tôt fait; il seroit bon cependant de pourvoir sur la maniere avec laquelle l'on en doit user. Que le Parlement avoit pourvû à cela par le reglement qu'il a fait en 1665, & à beaucoup d'autres desordres.

Mr. le P. Président a dit, que c'estoit un reglement fort circonspect, & qu'il y avoit lieu de s'étonner comment on y avoit donné atteinte au Conseil, par la requête des Présidiaux de Poitiers. Que cela avoit causé de tres méchans effets à l'égard de tous les Sieges du ressort; ainsi qu'il l'a expliqué plus amplement en l'une des Conférences précédentes.

A R T I C L E X X X I I.

ET quant aux Juges subalternes Royaux, ou des Seigneurs particuliers, en procedant au jugement des causes d'Audience, instances & Procez par écrit, ils seront tenus de taxer & liquider les depens, qui seront ajugez par leurs Sentences, eu égard aux frais, qui auront esté légitimement faits, sans aucune declaration de frais; à peine contre les contrevenans de vingt livres d'amande, & de restitution des droits qui auront esté reçûs, dont sera délivré executoire aux parties qui les auront déboursez.

XXXII. Art.
de l'Ordon.

Mr. le P. Président a dit, que l'on avoit encore employé dans cet article, le mot de, *taxer*, au lieu de celui de, *liquider*; Que de plus, les dépens ne pourroient être liquidez dans les Sieges des grandes Justices des Pairies, comme à Nevers, & à Mayenne, où se traitent des procez Civils & Criminels de tres grande importance.

Mr. Puffort a dit, que l'on pouvoit ajouter à l'article: *Si mieux n'aient souffrir la taxe.*



T I T R E X X V I I I .

Ce Titre est
le XXX. de
l'Ordonn.

De la Liquidation des Fruits.

A R T I C L E I .

I. Article de
l'Ordon.



ORSQUE par Sentence, Jugement, ou Arrêt, il y aura condamnation de restitution de fruits, ceux de la dernière année seront delivrez en especes; & quant à ceux des années precedentes, la liquidation en sera faite, eu égard aux quatre saisons & prix commun de chacune année, si ce n'est qu'il en ait esté autrement ordonné par le Juge, ou convenu entre les parties.

Lecture faite de l'Article, il a esté trouvé bon.

A R T I C L E I I .

II. Article
de l'Ordon.

Les parties condamnées à la restitution des fruits, ou leurs Heritiers, seront tenus au jour de la première assignation en execution de la Sentence, Jugement, ou arrêt, de représenter par devant le Juge, ou Commissaire, tous les comptes, papiers des receptes, & baux à ferme des Heritages, & donner par declaration tous les frais de labour, semences, & recoltes de ce qu'ils auront fait valoir par leurs mains; ensemble de la quantité de tous les fruits qui en auront esté recueillis, pour, après la deduction faite des frais, estre le surplus, si aucun y a, payé dans un mois pour tout delay.

Lecture faite de l'Article.

Mr. le P. Président a dit, qu'il estoit nouveau; mais qu'il n'estoit pas mauvais.

A R T I C L E I I I .

III. Artic.
de l'Ordon.

SI celui qui aura obtenu jugement à son profit soutient que le contenu en la declaration des fruits, donnée par la par-

rie, n'est pas véritable, l'une & l'autre des parties pourront faire preuve respectivement par titres & par témoins de la quantité des fruits; & quant à la valeur des fruits la preuve en sera faite par les extraits des registres du Greffe plus prochain, & les labours, semences & frais de récolte seront estimés par experts.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit bon, en ajoutant après ces mots : *l'une & l'autre des parties*, ceux-ci : *si le Juge l'ordonne.*

M. Puffort a dit, que l'observation étoit bonne : que la faculté de faire des Enquêtes devoit dépendre de l'ordre du Juge.

A R T I C L E I V.

SI par le rapport des experts, ou par autres preuves, la quantité ou valeur des fruits ne se trouve excéder le contenu en la déclaration, le demandeur en liquidation, qui aura insisté, sera condamné en tous les dépens du défendeur, qui seront taxés par le même Jugement. IV. Article de l'Ordon,

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que la valeur des fruits ne se devoit prouver que par les Mercuriales; mais que quant à la quantité, elle se devoit prouver par les baux, & qu'il n'en falloit venir aux experts qu'à la dernière extrémité.

M. Puffort a dit, qu'il n'y auroit pas toujours des baux, & que quand il y en auroit, l'on pourroit faire une estimation sur la différence.

A R T I C L E V.

Tous autres dépens ajugez pour le fait des liquidations, seront aussi liquidés par le même Jugement : ce qui aura pareillement lieu à l'égard des liquidations d'intérêts & d'arrérages de rente. Cet article a été retranché.

M. le P. Président a dit, que la première partie de cet article étoit bonne; & qu'à l'égard de la seconde qui porte : *ce qui aura pareillement lieu à l'égard des liquidations d'intérêts & d'arrérages de rente*, elle étoit contraire à l'article 12. du Titre, des prises à partie, qui porte, que les liquidations d'intérêts & d'arrérages seront faites par le même Jugement qui les adjuge. Et ce-

pendant par cet article on en fait deux Jugemens : le premier, qui ad juge les interêts & les arrerages , & le second qui les liquide ; puisqu'on veut que le Jugement de liquidation des interêts & des arrerages , porte aussi la liquidation des dépens , ce qui est défendu lorsqu'on ad juge les interêts & les arrerages ; parce que l'Ordonnance veut que les dépens ne soient point liquidez dans ces sortes de condamnations.

M. Puffort a dit , que pour ôter toute difficulté , la seconde partie de cet article pouvoit être retranchée.

M. le P. Président a ajouté , qu'il ne pouvoit s'empêcher de remarquer sur ce sujet , que quelque soin qu'on ait pris de dresser ces articles , il avoit été impossible qu'il ne s'y trouvât beaucoup de contradictions : qu'il ne doutoit pas même qu'après la présente Conference, quoiqu'elle soit fort exacte , il ne s'en trouve encore. Cependant on fulmine de toute part contre les Juges , qui , peut-être faute de l'entendre , ne l'observeront pas d'abord exactement. L'Ordonnance ne parle que de prise à partie , d'interdiction , de condamnation de dommages & interêts , comme si tous les Juges du Royaume pouvoient mieux entendre cette Ordonnance que ceux même qui l'ont dressée ; car il est certain que si cet article avoit été observé au pied de la lettre , par ceux-mêmes qui l'ont dressé , ils auroient encouru la peine de l'Ordonnance, comme aiant contrevenu à cet article 12. du titre *Des prises à partie.*

ARTICLE VI.

Cet article a
été supprimé

LEs frais & Impenses sur le fond de la chose , demeureront compensez jusques à la concurrence de tous les fruits perçus avant la contestation , & le surplus sera remboursé , tant par deduction sur les fruits à restituer , depuis la contestation , qu'autrement, en cas que le fond s'en trouve meilleur , au dire d'experts & gens à ce connoissans.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit , que l'on n'entendoit pas encore bien cet article, & qu'il étoit nécessaire de sçavoir si c'étoit des possesseurs de bonne ou de mauvaise foi , dont on avoit entendu parler.

M. Puffort a dit que l'article s'entendoit des possesseurs de mauvaise foi , & que l'on y pourroit ajouter : *les frais & les impenses faites par les possesseurs de mauvaise foi.*

M. le P. Président a reparti , que dans les termes auxquels l'article étoit conçu , il ne pouvoit être entendu ny des uns ny des autres.

M. Puffort a dit , que l'article n'étant pas de consequence , il proposeroit au Roi de le retrancher.

ARTICLE

ARTICLE VII.

EN tous Sieges , tant de nos Jurisdiccions , que des Justices des Seigneurs , où il y aura marché , les Marchands faisant trafic de blés , vins , & autres especes de gros fruits , feront rapport par chacune semaine , de la valeur & estimation commune des fruits , sans salaires , & y seront contrains par amande & emprisonnement de leurs personnes , & telles autres peines qui seront arbitrées par les Juges.

V I. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit , qu'il ne se faisoit point de rapport des vins.

M. Pussort en est demeuré d'accord , & que ce mot pouvoit être ôté.

ARTICLE VIII.

À Cette fin les Marchands seront tenus de députer deux ou trois d'entre eux , qui sans être appelés ny ajournez feront , & affirmeront par serment , pardevant le Juge du lieu , le rapport de l'estimation , dont il sera aussi-tôt fait registre par le Greffier , sans faire séjourner ny attendre les Marchands , & sans prendre d'eux aucun salaire ny vacation , à peine d'exaction.

VII. Art.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit que ce sont les mesureurs qui font ces rapports , & non pas les Marchands ; qu'il y a des mesureurs dans tous les marchés , quoi qu'ils ne soient pas en titre d'Office. Que l'on croyoit qu'ils seroient moins intéressés que les Marchands , en faisant ces rapports.

M. Pussort a dit , que pour accommoder toutes choses , l'on pourroit ajouter à l'article l'alternative de *Mesureurs* ou de *Marchands*.

ARTICLE IX.

PAR les extraits des estimations , & non autrement , sera fait preuve de la valeur des fruits , tant en execution des

VIII. Art.
de l'Ordon.

Arrêts & Sentences, qu'en toutes les autres matieres, où il sera question d'apretiation.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, qu'il falloit distinguer la qualité des fruits, & retrancher le vin & le bois, dont l'on ne faisoit point de rapport.

M. Puffort a reparti, qu'il ne conviendrait pas de mettre dans l'article, l'exception du bois.

M. le P. Président a dit, que l'on y pouvoit ajoûter ces mots : *valeur des fruits dont on fait raport en justice* ; & qu'il ne se trouveroit pas qu'on ait jamais fait de raport en justice, du pris du bois, comme on fait des grains.

ARTICLE X.

IX. Article
de l'Ordon.

DEffendons au Greffier ou Commis, de prendre ny recevoir plus de cinq sols, de l'extrait du raport des quatre saisons de chacune année, à peine d'exaction.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit mieux de dire : *cinq sols de l'expédition de l'extrait* ; & qu'en général il étoit bien à propos de repasser ce titre qui lui paroissoit un peu confus, & moins bien digéré, que plusieurs autres.





Du Samedi 12^e. Mars 1667. de relevée ,
en l'hôtel Segulier.

M. le Chancelier , & Mrs. les Commissaires du Roy .
M. le P. Président, & Mrs. les députés du Parlement.

TITRE XXIX.

De la taxe & liquidation des dommages & interêts.

Ce Titre est
le XXXII. de
l'Ordonn.

ARTICLE I.

LORSQU'IL s'agira de la taxe & liquidation des dommages & interêts ajugez par Sentence , Jugement , ou Arrêt , la déclaration en sera dressée , & copie donnée au Procureur du deffendeur , ensemble de la Sentence , Jugement , ou Arrêt , qui les auront adjugez même des pieces justificatives ; * pour dans les delais reglez , suivant la distance des lieux , faire par le deffendeur ses offres , si bon lui semble ; & en cas d'acceptation des offres , en sera passé appointement de condamnation , qui sera receu en la maniere accoustumée.

I. Article de
l'Ordon.

* II. Article
de l'Ordon.

ARTICLE II.

SIl y a contestation , sera pris appointement à produire dans trois jours ; & où par l'évenement les dommages & interêts n'excederoient pas la somme offerte , le demandeur sera condamné en tous les frais & dépens , depuis le jour des offres , qui seront taxez & liquidez par le même Jugement.

III. Artie.
de l'Ordon.

Ce jour, Messieurs étant entrez en la maniere accoustumée , lecture a été faite des deux articles , dont est composé le titre *de la taxe & liquidation des dommages & interêts*, surquoy a été dit par M. le P. Président, qu'il falloit ôter du titre, le mot de *taxe*, & laisser seulement celui de *liquida-*

R r ij

tion, qui étoit le seul terme propre.

Qu'il y avoit deux observations à faire sur ces articles : La première, sur la copie des pieces justificatives des dommages & intérêts, que l'on proposoit de donner, au lieu d'en communiquer les Originaux ; & l'autre, sur des cas qui n'avoient pas été prévus : & qu'il étoit bon d'ajouter aux articles. A l'égard des copies, il étoit toujours fort persuadé qu'il y avoit de l'impossibilité de se dispenser, de donner la communication des pieces aux Procureurs, en la maniere acoutumée.

Que si les Juges ne considéroient en cela que leur intérêt, il y auroit plus d'avantage pour eux de pouvoir communiquer les Procez par grace, de main à main, à ceux que bon leur sembleroit ; qu'ils en seroient beaucoup plus maîtres, & pourroient empêcher, que pendant le tems de leur commission dans les Chambres de l'Edit & de la Tournelle, l'on ne retint les sacs, pour les empêcher de juger ; mais qu'il ne falloit en cela regarder que ce qui étoit de la commodité publique, & du plus grand bien des parties. Qu'outre ces considerations générales, il y en avoit d'autres singulieres pour ce titre, qui sont au Code Henry II. au titre, *De la condamnation des dommages & intérêts*, procedant de la qualité & nature de l'instance, ou rémerité des litigans, qui seront par même jugement, taxez & moderez à certaine somme que le Juge arbitrera.

Qu'il est impossible de donner copie de toutes les pieces justificatives des dommages & intérêts ; qu'il s'en trouve quelquefois plus de quatre mille en certains procez, & cela iroit à une dépense immense : & c'est en ce cas où la communication est nécessaire & suffisante.

M. Puffort a dit, qu'à l'égard du Titre, l'on en pourroit ôter le mot de *taxe*, & laisser celui de *liquidation*, quoi qu'il fût des anciennes Ordonnances. Pour ce qui étoit de la communication des pieces, considerant la question en general, sans répéter les raisons qui avoient été cy-devant alleguées, il ajouteroit seulement, qu'on étoit allés persuadé, que les Juges en cela ne considéroient point leurs intérêts ; qu'il y avoit de fort grandes raisons de part & d'autre ; mais qu'on étoit d'autant plus convaincu, que la communication par les mains du Rapporteur ne seroit pas impraticable, qu'il étoit constant, qu'en certain cas, les Procès quelque grands qu'ils fussent, ne sortoient point de leurs mains.

Que sur la fin des Parlemens dans la Chambre de l'Edit, il étoit de notoriété, que lorsqu'on recevoit des interventions de telle nature qu'elles pussent être, les procez n'étoient jamais communiquez, que par les mains des Rapporteurs : le Palais ny trouvoit rien à redire. Que ce qui se faisoit en ces matieres, pouvoit être pratiqué en routes, & cela pouvoit être d'un grand soulagement pour les plaideurs.

A l'égard de la communication particuliere ordonnée par ce titre, l'assemblée y avoit été comme partagée. Qu'ordinairement la preuve des dommages & intérêts qui procedoient d'un emprisonnement déclaré injurieux, ou d'autres choses semblables, ne consistoit pas en beaucoup de pieces : que le Procureur en avoit eu communication une première fois.

dans le cours de l'instance ; & en tout cas l'on en pourroit prendre communication par les mains du Procureur du demandeur en taxe, en la même manière que l'on faisoit pour les taxes des dépens.

M. le P. Président a reparti qu'il y avoit différence des pièces justificatives des taxes de dépens, d'avec celles qui pouvoient regarder les dommages & intérêts ; les premières s'enliaisoient & se joignoient aisément à la déclaration ; & pour les autres, c'étoient de grands procez : qu'il y falloit tout voir, & que cela requeroit un tems considérable.

M. Puffort a dit, que l'on en pouvoit user comme pour les redditions de comptes.

M. le P. Président a ajouté, que la seconde observation consistoit, en ce que, par le premier article il étoit porté, que le défendeur pourroit faire des offres ; que l'article disposoit de ce qui se devoit faire lorsque les offres seroient acceptées, mais ne disoit point ce qu'il y avoit à faire si le défendeur se tenoit dans le silence, comme il arrivera presque toujours. Dans l'usage présent, les longueurs étoient grandes : le demandeur faisoit signifier sa déclaration au Procureur du défendeur, & le poursuivoit de défendre sur cette déclaration, par défaut sauf pur & simple, & aux Ordonnances, sur lesquelles le défendeur ne comparant point, le demandeur obtenoit un *débouté de diminution*, cela s'apele ainsi au Palais, après lequel on réassigne la partie, comme la charge de Procureur étant finie : ce qui paroît fort mauvais en quelques Jurisdictions, comme à la Cour des Aydes, où le débouté de diminution emporte appointement à produire ; mais au Parlement si la partie réassignée compare, on prend un appointement qui porte à contredire, & non à produire par le défendeur, d'autant que quand il y a un débouté de diminutions qui tient lieu de débouté de défense, la partie ne peut produire quelle ne se soit fait restituer sur la réassignation. Si la partie ne constitue Procureur, on délivre le défaut emportant profit, & par l'arrêt on juge les conclusions : que toutes ces procédures luy paroissent bonnes à abroger, la Justice ne devant point souffrir un si grand circuit, & de telles longueurs ; mais qu'il falloit bien expliquer ce changement de stile, & l'abrogation de l'ancien ; parce que c'étoit une matière particulière aux Procureurs, qui ne manqueroient pas de retenir tout ce qu'ils pourroient du vieux Stile.

M. Puffort a dit, que ce qu'il y auroit à faire, seroit d'ajouter au second article, la clause : *En cas que le défendeur ne fit point d'offres, ou qu'elles fussent contestées, il seroit pris un appointement.* Qu'il croyoit que l'appointement étoit indispensable en cette matière ; mais qu'il en falloit faire une exception de la règle générale, qui veut que toutes les affaires soient portées à l'Audience.

M. le P. Président a dit, qu'il falloit bien marquer de quelle façon cet appointement seroit pris, afin que l'on ne retournât plus à l'ancien usage : & l'on ne peut pas douter que si le défendeur ne fournissoit point de diminutions, l'on jugeoit le défaut en la forme & manière que les autres défauts, sur les pièces justificatives des demandes des parties. Il faudroit aussi

ordonner , que le Procureur de l'instance principale seroit tenu d'occuper en celle des dommages & interêts, comme étant une suite & une execution de la premiere.

M. Puffort a dit , qu'il seroit bon de prescrire le tems, pendant lequel le Procureur seroit tenu d'occuper.

M. le P. Président a reparti , que s'agissant de l'execution des Jugemens rendus avec le Procureur , sa charge continuoit jusques à ce que toutes choses fussent consommées.



TITRE XXX.

Ce Titre est
le XXVII. de
l'Ordonn.

De l'execution des Jugemens , Sentences des quatre mois , & dans quel tems on peut appeler de ces Sentences.

ARTICLE I.

I. Artic.
de l'Ordon.

Es condamnez purement & simplement , par Arrêt ou Jugement , passé en forme de chose jugée , à délaisser & à se departir de la possession de quelques heritages , seront tenus de le faire , dans quinzaine après la signification qui leur aura été faite à personne ou domicile , de l'Arrêt ou Jugement contre eux rendu , à peine de deux cens livres d'amande , moitié envers nous , & moitié envers la partie , dont ils ne pourront être dispensés , & sauf à les condamner à une plus grande amande , selon la qualité des parties, & l'importance de la matiere.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit , que le mot de *se departir* de la possession d'un héritage, regardoit la propriété & le pécitoire : qu'il falloit l'ôter, & laisser celui de *délaisser*.

M. Puffort a dit , qu'au grand Conseil ces deux mots étoient en usage ; l'un regardoit le pécitoire & l'autre le possesseur.

M. le Président de Maisons a dit , que quand il s'agissoit du bien d'Eglise, l'on Jugeroit le pécitoire avec le possesseur.

M. le P. Président a ajouté , que la condamnation d'amande de deux cens livres , faite d'exécuter les Jugemens , étoit une peine nouvelle.

Par le troisième article on en joûtoit encore une autre , qui étoit la contrainte par corps ; c'étoient deux peines accumulées. Que les Ordonnances les plus pénales étoient les moins exécutées , & l'on en pourroit aisément abuser ; de là on prendra occasion de faire injure : les procès étant plus souvent composez de la chaleur & de la bile des parties , que d'un véritable intérêt , elles aiment mieux la vengeance , que d'être satisfaites par de meilleures voyes : l'on suposera à cet effet une sommation. Que véritablement la contumace est odieuse ; mais qu'un possesseur de mauvaise foi commencera par déclarer qu'il délaisse l'héritage , pour satisfaire à la condamnation , & sous main il l'empêchera de toute sa force.

Qu'il sera d'ailleurs bien extraordinaire , que suivant la disposition de l'article , l'on puisse emprisonner sans Ordonnance du Juge , & qu'il y en auroit de grands abus ; & il seroit encore plus étrange d'introduire une nouvelle contrainte par corps , lorsqu'on veut abroger les anciennes.

M. le Président de Maisons a dit , que la peine des dommages & intérêts , seroit celle de la résistance & de la contumace des parties , & qu'il ne voyoit point pourquoi on dût l'augmenter.

M. Puffort a reparti , que l'article avoit paru juste , & n'avoit en soy aucun inconvenient. Que l'on ne demandoit à une partie condamnée que ce qu'elle pouvoit & devoit faire ; que la chose dépendant d'elle , & sa contumace étant volontaire , les peines ne pouvoient être trop grandes ; parce qu'il dépendroit d'elle de se libérer de l'aprehension de les encourir , & préviendroit leur fuite & leur rébellion ; qu'il n'y avoit point de Loy si juste , dans laquelle l'on ne pût remarquer des inconveniens , & dont l'on n'abusât. Qu'un chicaneur faisoit chaque jour impunément des procès : son insolvabilité mettoit les parties qu'il attaquoit , hors d'état de recouvrer les dépens qu'il leur causoit ; cependant on ne leur demandoit point de caution & on ne leur fermoit pas pour cela les portes de la justice ; que si un homme étoit troublé dans la possession d'un héritage qui luy devoit être délaissé ; c'étoit le cas auquel l'on devoit appliquer l'amande.

Que la contrainte par corps , portée par le troisième article , étoit une disposition différente , & pour un autre cas ; que l'amande portée par l'article 1. étoit pour obliger le détenteur , de l'héritage de le délaissé dans la quinzaine du jour de la signification du Jugement , ou de l'arrêt ; & que la contrainte par corps étoit ordonnée , pour contraindre ceux qui persisteroient dans la contumace d'obéir aux Arrêts , après la quinzaine expirée.

Que cette contrainte par corps ne dépendroit pas de la liberté des parties ; que l'article y avoit pourvu , en ce qu'il portoit que *les parties , qui résisteroient aux ordres de la Justice pourroient être condamnées par corps*, qu'ainsi il seroit de la faculté du Juge d'en user comme il trouveroit raisonnable ; & pour encourir l'une ou l'autre de ces peines , il faudroit qu'il parût de la part du détenteur un acte contraire , qui fit voir qu'au préjudice de la condamnation & de la signification qui luy en auroit été faite , il seroit

maintenu dans la possession de l'héritage.

M. le Président de Novion a dit , que la peine étoit bonne ; mais qu'il falloit prendre garde de la bien appliquer. Lorsqu'il s'agiroit d'un pré ou d'une terre , comme l'on n'a pas ces choses dans les mains , il suffiroit de ne rien faire pour s'en conserver la possession ; & que pour prévenir ces difficultez , il falloit que l'article expliquât de qu'elle maniere l'on entendoit qu'un détenteur condamné à délaisser l'héritage , pourroit faire paroître qu'il y auroit satisfait.

M. Puffort a dit , qu'il suffiroit qu'il n'eût point fait d'actes contraires.

M. Talon a représenté , que l'esprit de l'article étoit contraire à l'expression qui en étoit faite. L'intention paroissoit être , que la partie condamnée en usât *merè passive* ; cependant la disposition étoit positive , en ce que l'article portoit , *que ce détenteur seroit tenu de se desister* ; c'étoit ce qui donnoit lieu aux difficultez proposées ; mais pour satisfaire à tout , l'on pourroit tourner cette clause aux termes qui suivent , & mettre : *Si quinzaine après la signification de l'Arrêt ou Jugement , les condamnés ne délaisseront la possession de l'héritage , ils encourront l'amende de deux cens livres ;* & que ces termes sembloient plus propres.

M. Puffort a reparti , que l'on ne pourroit jamais donner à l'article d'autre sens , que celui qui a été expliqué , qui est , que si le détenteur ne se desiste , c'est-à-dire , qu'il fasse acte contraire , il sera condamné.

ARTICLE II.

II. Artic.
de l'Ordon.

LES Arrêts & Sentences ne pourront être signifiés à la partie , si préalablement ils ne l'ont été à son Procureur , en cas qu'il y ait Procureur constitué.

ARTICLE III.

III. Artic.
de l'Ordon.

SI les parties n'obéissent à l'Arrêt ou Jugement , à la première Sommation qui leur sera faite , après la quinzaine expirée , ils pourront être condamnés par corps à délaisser & se départir de la possession de l'héritage , & en tous les dépens , dommages , & intérêts de la partie.

Lecture faite des deux Articles , ils ont esté trouvés bons.

ARTICLE IV.

IV. Artic.
de l'Ordon.

SI l'héritage , de la possession duquel le condamné doit se départir , est éloigné de plus de dix lieux de son domicile , il sera ajouté au délai cy-dessus , un jour pour

pour chaque distance de dix lieues qui se trouvera de plus.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cet article paroît inutile, par l'impossibilité qu'il y auroit de l'exécuter; que les lieues sont différentes dans toutes les Provinces, & qu'il en faudroit un tableau en chaque Jurisdiction.

M. Puffort a dit, que c'étoit aux Parlemens à faire ces reglemens particuliers pour chaque Province.

A R T I C L E V.

L Es condamnez par Arrêt ou Jugement passé en force de chose jugée, en quelques sommes ou especes, ne pourront être contrains au payement, si les sommes ou especes ne sont certaines & liquides, & néanmoins si les especes sont sujettes à apretiation, on pourra saisir leurs biens & les ajourner pour apprécier.

Cet Article a été retranché.

A R T I C L E V I.

L Es Sentences & Jugemens qui doivent passer en force de chose Jugée, sont ceux, ou qui sont rendus en dernier ressort & dont il n'y a point encore d'appel, ou dont l'appel n'est pas recevable; soit à cause que les parties y ont formellement acquiescé, soit qu'elles n'en aient pas interjeté appel dans le tems cy-après prefix, ou que l'appel ait été déclaré péri.

V. Article de l'Ordon.

Lecture faite de ces deux Articles, il ont esté trouvés bons.

A R T I C L E V I I.

T Ous Arrêts seront exécutez dans toute l'étendue de notre Royaume, & terres de notre obéissance, en vertu d'un *parentis* du Grand Sceau, sans qu'il soit besoin d'en demander aucune Permission à nos Cours de Parlement, Bailliifs, Sénéchaux & autres nos Juges, dans le ressort & détroit duquel on les voudra faire exécuter. Et au cas que quelques-unes de nos Cours, ou Sieges, en empêchent l'exécution.

VI. Article de l'Ordon.

ou qu'ils rendent quelques Arrêts, Jugemens, ou Ordonnances, portant défenses ou surseance de les exécuter : Voulons que le Rapporteur, & celui qui aura présidé, lorsque les Arrêts ou Jugemens de surseance ou défenses auront été rendus, soient solidairement tenus & responsables des condamnations portées par les Arrêts, dont ils auront retardé ou empêché l'exécution, & des dommages & intérêts de la partie ; & qu'ils soient aussi solidairement condamnez en deux cens livres d'amande envers Nous, dont nous réservons la connoissance à Nous & à nôtre Conseil. Sera néanmoins permis aux porteurs ou exécuteurs d'Arrêts qu'il faudra exécuter hors l'étendue des Parlemens & Cours où ils auront été rendus, de prendre un *Pareatis* en la petite Chancellerie du Parlement où ils devront être exécutez, que le Garde des Sceaux sera tenu de scéler sans connoissance de cause, à peine d'interdiction ; même sera permis de prendre une Permission du Juge des lieux, au bas d'une Requête, sans être tenu de prendre en ce cas, *Pareatis* au Grand Sceau & petites Chancelleries. Mandons à nos Gouverneurs & Lieutenans Generaux, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, sur la simple representation des *Pareatis* ou de la permission du Juge des lieux.

Lecture faite de l'Article,

M. le P. Président a dit, sur le fait des *Pareatis* du Grand Sceau, que les maximes generales ne devoient point être revoquées en doute : que c'en étoit une constante, que l'autorité du Grand Sceau s'étendoit par tout ; qu'il pourroit néanmoins y avoir de grands abus, pour l'exécution des *Pareatis* au Grand Sceau. Dans Paris cela ne seroit point de difficulté ; mais dans les Provinces il pourroit arriver que comme ces expéditions s'accordoient sans connoissance de cause, l'on porteroit dans une Province, un Arrêt sur Requête rendu par un autre Parlement, lequel étant revêtu d'un *Pareatis* au Grand Sceau, l'on voudroit faire exécuter, quoy que rendu sans connoissance de cause, & qu'il contiât des dispositions injustes ; mais ce que l'on pourroit faire en ce cas, seroit de recourir au Parlement de la Province, pour en obtenir un contraire ; mais que ce seroit toujours avec cette difference, que l'un seroit fortifié d'un *Pareatis* du Grand Sceau, & l'autre ne le seroit pas.

Qu'il pourroit même se rencontrer des Arrêts contraires, rendus par deux differens Parlemens sur le même fait, l'un & l'autre revêtus de *Pa-*

reatis au Grand Sceau. Dans l'égalité de cette autorité il seroit difficile de prendre parti : le plus fort l'emporteroit , & cela causeroit du desordre dans la Justice , si les Juges des lieux n'étoient en pouvoir d'y mettre la main.

M. le Chancelier a dit , que c'étoit le cas , où il falloit se pourvoir en Règlement de Juges , & qu'il ne pouvoit y avoir d'autre expedient à prendre.

M. le P. Président a ajouté , que l'article portoit de grandes peines contre les Juges qui se seroient interposés pour empêcher les desordres qui pourroient arriver sur l'exécution de ces Arrêts contraires. Qu'encore que leur intention ne fût pas , d'attaquer les *Pareatis* , mais seulement d'empêcher l'abus de l'exécution de ces deux Arrêts ; néanmoins ils demeureroient exposés aux peines portées par l'article. Qu'il falloit joindre cet endroit à plusieurs autres , pour en parler dans un autre lieu.

M. Pussort a dit , qu'il n'y a peut-être point de plus grands abus , que ceux qui se commettent à cet égard. Que cela ne regardoit pas les Compagnies de Paris ; mais que dans les Provinces , il ne suffisoit pas d'avoir un Arrêt , pour contradictoire qu'il fût , ceux du Conseil n'y étoient non plus respectés que les autres. L'on n'y exécutoit aucun ordre de Justice , sans le *Pareatis* de la Chancellerie des Parlemens , qui ne s'accordoient qu'en connoissance de cause , & par la participation des Compagnies. L'on donnoit des assignations pour plaider sur la question du *Pareatis* : l'on alloit à l'Audience pour la faire régler : l'on ne s'arrêtoit pas à la simple question du *Pareatis* , l'on y renouvelloit toutes celles du fond : on les Jugeoit de nouveau , en permettant ou refusant les *Pareatis* ; & lorsque les Compagnies y avoient intérêt pour leur Jurisdiction , & qu'il s'agissoit d'un Officier ou de quelque personne de credit , l'on ne pouvoit avoir de Justice. Cependant les Parties avoient beau obtenir Arrêt sur Arrêt , l'exécution en étoit toujours arrêtée par les mêmes voyes ; & lorsqu'un Sergent se trouvoit assez hardi pour signifier ce qui venoit du Grand Sceau , sans le *Pareatis* du Parlement de la Province , l'on decretoit contre luy prise de corps , comme pour une entreprise criminelle : & s'il étoit arrêté on le faisoit longuement souffrir dans les prisons , pour cela seulement qu'il n'avoit pas pris l'attache du Parlement de la Province.

Que cela se pouvoit apeler proprement le fait des Juges ; & l'Ordonnance de 1560. contenoit les mêmes dispositions , à l'exception seulement , que les peines étoient ordonnées contre le général des Compagnies. Que la disposition de l'article dont il s'agit , étoit modérée , & l'on a crû qu'il seroit plus juste & plus décent , & la chose même plus facile à exécuter , si l'on ne rendoit responsables que le Rapporteur , & le Président ; que cela se pouvoit qualifier du mot de rébellion , & qu'il y alloit de l'autorité du Roy de la rabattre. Et s'il arrivoit que les parties fussent en contestation sur le fait de la compétence , que c'étoit au Conseil seul de la régler. Au surplus pour épargner les frais , & pour la plus grande commodité des parties , on leur accordoit l'option de prendre un

Pareatis au petit Sceau, des Parlemens des lieux, ou une simple permission du Juge.

M. le P. Président a encore dit, que le *Pareatis* du petit Sceau étoit bon; mais que la peine sembloit trop forte contre le Garde des Sceaux qui auroit refusé de l'accorder. Que Messieurs les Maîtres des Requêtes le tenoient dans Paris, & le pouvoient tenir dans les autres Chancelleries; & que les Gardes des Sceaux étoient Officiers des Compagnies Souveraines. Que c'étoit porter la chose bien avant, que pour le refus qu'ils auroient fait d'expédier un *Pareatis* qu'ils n'auroient pas trouvé raisonnable, ils encourussent la peine de l'interdiction.

M. le Président de Maisons a dit, que cela seroit bon, quand il y auroit de leur faute; mais que cela arriveroit rarement. Que Mrs les Maîtres des Requêtes étoient en droit d'accorder ou de refuser la plupart des expéditions qui leur étoient présentées. Les Requêtes civiles leur étoient rapportées, souvent ils faisoient mettre le *Refutata* dessus; & il seroit trop dur, qu'un Officier du premier ordre, qui auroit observé quelque mauvaise clause dans un *Pareatis*, fût obligé de le faire expédier, sous peine d'interdiction.

M. Puffort a reparti, qu'il ne s'agissoit icy d'aucune autre expedition, que de celle des *Pareatis*, qui se devoient accorder sans connoissance de cause; parce qu'ils n'ajoutoient rien à l'Arrêt, & qu'ils en ordonnoient seulement l'exécution.

ARTICLE VIII.

VII. Art.
de l'Ordon.

LE Procez sera extraordinairement fait & parfait à ceux, qui par violence ou voye de fait, auront empêché, ou fait empêcher, l'exécution des Arrêts, ou Jugemens; à quoy Nous voulons que nos Procureurs Generaux, & leurs Substitués s'employent, toutes affaires cessantes. En outre entendons, que ceux qui auront fait & procuré tels empêchemens par force & par violence, soient condamnés aux dommages & intérêts de la partie, en leur propre & privé nom, & à luy garentir, fournir, & faire valoir, solidairement avec le condamné, les choses mentionnées par l'Arrêt où Sentence de condamnation; & en une amende, moitié vers Nous, & moitié vers la Partie, qui ne pourra être moindre de deux cens livres.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE IX.

LEs condamnez par Arrêt ou par Sentence provisoire , Cet Article a été supprimé.
 à se départir de la possession de quelque héritage, y seront contraints par toutes voyes dûës & raisonnables, & jusques à ce qu'ils ayent entierement exécuté les Arrêts & Sentences, toute Audiance leur sera déniée, pour faire Juger l'affaire au fond. Et neanmoins, ceux au profit desquels les Arrêts & Sentences provisoires auront été rendus, pourront, si bon leur semble, poursuivre le Jugement définitif de l'affaire; auquel cas les condamnez par Arrêt ou Sentence de provision, seront reçûs à proposer leurs moyens, ainsi qu'il a été ordonné cy-dessus, à l'égard des Sentences provisoires.

Lecture faite de l'Article.

Il a passé, en réduisant sa disposition au fait de la réintegrande, & changeant ces mots : *A se départir de la possession.*

ARTICLE X.

LEs héritages & autres immeubles des condamnez par VIII. Articl de l'Ordon.^e
 provision, à quelque somme pecuniaire ou espee, ne pourront être saisis réellement, si depuis ils n'ont été diffinitivement condamnez.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que l'usage au Parlement étoit, de saisir réellement pour les condamnations provisoires; mais de ne point décréter ny adjuger. Que la disposition de l'article alloit plus avant, & deffendoit non seulement le decret, mais les Saisies réelles.

M. Pussort a dit, que cet usage du Parlement paroïssoit bon, qu'il n'étoit pas raisonnable, qu'un débiteur condamné par provision, pût être dépoüillé de son héritage, en vertu d'une adjudication par decret, qui seroit sans retour. Qu'il falloit mettre les choses en état qu'elles fussent réparables en définitive. Que la Saisie réelle assuroit le créancier; & n'étoit au débiteur que la liberté de disposer de son héritage, & que suivant cette intention, l'on auroit pû réformer l'article en la forme sui-

te : Les héritages & autres immeubles des condamnez par provision à quelque somme pécuniaire ou espèce, pourront être saisis réellement, mais ne pourront être vendus & adjugez, si depuis ils n'ont été diffinitivement condamnez.

ARTICLE XI.

IX. Artic.
de l'Ordon.

CEux qui sont condamnez à vider, & se départir de la possession de quelque héritage, ou que par le même Arrêt ou Jugement ils doivent recevoir quelques sommes de deniers ou espèces, de celui qui a obtenu l'Arrêt ou Jugement, ne pourront être contrains à laisser la jouissance des héritages, qu'ils n'ayent auparavant reçu les sommes ou espèces qui leur seront ajugées. Et si celui qui a obtenu le Jugement ou Arrêt, est condamné de rembourser quelques impenses ou meliorations, & qu'il soit porté par le Jugement ou Arrêt, qu'il n'entrera point en la possession des héritages qui luy ont été ajugez, qu'en remboursant préalablement les impenses ou meliorations, celui qui est condamné de se départir, sera obligé de faire liquider les impenses & meliorations dans un seul délai péremptoire, qui luy sera donné par l'Arrêt ou Sentence; sinon & à faute de ce faire, sa partie sera mise en possession des lieux, en baillant par luy caution, de payer les impenses & meliorations, après qu'elles auront été liquidées.

ARTICLE XII.

X. Article
de l'Ordon.

SI les tiers opposans à l'exécution de nos Arrêts sont déboutez de leurs oppositions, ils seront condamnez en l'amande, qui ne pourra être moindre de cent cinquante livres, moitié envers Nous, & moitié envers la partie. Et s'ils sont opposans à l'exécution des Sentences, ils seront aussi condamnez en l'amande, qui ne pourra être moindre de 75. livres, moitié envers Nous & moitié envers la partie.

ARTICLE XIII.

Cet article
a été supprimé.

LEs oppositions à l'exécution des Jugemens & Arrêts, seront vuidées & terminées promptement, & préalablement à toutes affaires.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que le premier de ces trois articles est fort long, & qu'il pourroit être de beaucoup abrégé.

ARTICLE XIV.

Les Arrêts & Jugemens passez en force de chose jugée, XI. Artic de l'Ordon. par lesquels quelqu'un est condamné à se desister de la possession de quelque héritage, seront exécutez contre le possesseur condamné, nonobstant les oppositions des tierces personnes.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cela étoit bon dans le général; mais ce qu'il y avoit à redire, étoit, que les exécutions seroient faites, nonobstant les oppositions des tierces personnes, sans l'office du Juge: que la mise en possession étoit de conséquence. Une partie puissante pourroit, par artifice & sous un titre coloré, obtenir une condamnation, & le véritable propriétaire, lequel en ce cas seroit le tiers opposant, rendroit sa plainte sans être écouté.

M. Puffort a dit, que l'article a prévu ces inconveniens, en ce qu'il porte, que les Arrêts & Jugemens par lesquels *aucuns* seront condamnés à se desister de la possession de quelque héritage, seront exécutez contre les possesseurs condamnés; & que ces deux mots: *Possesseurs condamnés*, satisfont à toutes choses.

M. le P. Président a encore remarqué, qu'il falloit changer ce terme dans l'article: *se desister de la possession*.

ARTICLE XV.

Celui qui aura été condamné par Arrêt ou par Jugement, X. & XI. Art. du Titre XXXIV de l'Ordon. passé en force de chose jugée, en une somme pécuniaire & liquide, auquel copie de l'Arrêt ou du Jugement aura été donnée, & qui aura été sommé par sa partie, avec toutes les formalitez prescrites en la matière des ajournemens, de payer avec déclaration qu'il sera contraint par corps, après les quatre mois passez, au payement de la somme par luy dûë, n'y pourra être contraint que quinzaine après que la Sentence de condamnation par corps lui aura été signifiée, avec les mêmes formalitez prescrites dans la matière des ajournemens, dérogeant à tous usages contraires au présent article.

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet article ajoutoit à la severité de l'Edit des 4. mois, laquelle le Roi vouloit retenir. Que dans l'usage du Parlement, l'on n'accordoit les contraintes par corps, qu'après les quatre mois passés; & qu'encore l'on donnoit toujours un autre délai de huitaine ou de quinzaine, selon la qualité de la condamnation. Au Châtelet l'on en usoit autrement: aussi-tôt que la Sentence de condamnation étoit intervenüe, on en obtenoit un autre, portant que le défendeur, les quatre mois passés, seroit contraint par corps.

M. le Chancelier a dit, que cela dépendoit de la résolution du Roy.

A R T I C L E X V I.

Cet Article
a été supprimé.

Les contraintes par corps en vertu de l'Edit des quatre mois, ne pourront être exercées pour autres choses, que pour condamnation pécuniaires.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cela paroïssoit contraire au 3. article de ce titre, qui portoit que l'on pourroit condamner par corps les detenteurs des héritages, à en délaisser la possession.

M. Puffort a reparti, qu'il n'y avoit aucune contradiction entre ces deux articles; parce que celui-cy ne parloit que des contraintes en vertu de l'Edit des quatre mois, & l'autre portoit, que celui qui n'exécutoit point un Arrêt, par lequel il seroit condamné à se départir de la possession de l'héritage, pourroit y être condamné par corps; mais non pas de donner de l'argent.

A R T I C L E X V I I.

Cet Article
a été supprimé.

Aucun ne pourra protester des quatre mois, sur une simple obligation ou autre contract, si en conséquence il n'est intervenu Arrêt ou Sentence contre l'obligé; & dérogeons pour cet effet, à tous usages contraires.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cet article pourroit passer.

M. Talon a dit, que ces distinctions seroient des procez & de l'embaras, & qu'il vaudroit mieux donner six mois.

ARTICLE XVII.

Les poursuites & contraintes par corps, n'empêcheront pas que le condamné ne soit contraint par saisie & vente de ses biens.

XIII. Article
du Titre
XXXIV. de
l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit, qu'en matiere criminelle, on n'exécute pas la personne & les biens ensemble ; mais qu'en matiere civile cela se pratiquoit souvent.

M. Puffort a dit, qu'il en faudroit parler au Roy.

ARTICLE XIX.

L'Appel suspendra l'exécution des Sentences des 4 mois, si ce n'est qu'elles ayent été exécutées avant l'apel, contre le condamné, & que les Huissiers ou Sergens se soient saisis de la personne avant son apel, ou qu'elles soient rendues en nos Présidiaux, pour sommes dont ils peuvent juger en dernier ressort.

XII. du Ti.
tre XXXIV.
de l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet article dépendoit encore de la resolution du Roy : cependant l'on pouvoit dire qu'elle étoit conforme à l'usage qui se pratique ; mais que cet usage luy paroïssoit abusif, parce qu'au lieu de quatre mois, les debiteurs par ce moyen en obtiennent plus de douze. Que l'on attend que les quatre mois soient sur les termes d'expirer, pour interjeter apel de la Sentence qui condamne par corps après les 4. mois ; & après beaucoup de procédures sur l'apel, si la Sentence est confirmée, le tems des quatre mois ne commence à courir que du jour de la signification de l'Arrêt qui confirme la Sentence.

ARTICLE XX.

On ne pourra obtenir d'Arrêts où de Sentences de 4 mois, que pour sommes définitivement jugées.

Cet article a
été supprimé.

Lecture faite de l'Article, il a passé.

ARTICLE XXI.

XIV. Articl.
de l'Ordon.

SI aucun est condamné par Sentence, & qu'elle luy ait été signifiée, avec toutes les formalitez prescrites ez ajournemens, & qu'après trois ans écoulés depuis la signification, celui qui aura obtenu la Sentence, ait sommé avec pareilles solemnitez le condamné d'en interjeter apel, si elle luy fait grief : Voulons que six mois après la Sommation, le condamné ne soit plus recevable à en apeler ; mais qu'elle passe en force de chose jugée. Voulons que le présent Article soit exécuté, nonobstant toutes Ordonnances, Loix, dispositions & usages contraires, ausquels nous dérogeons par ces Présentes.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, que la Jurisprudence de cet article étoit nouvelle ; que jusqu'icy l'on pouvoit apeler d'une Sentence dans les trente ans. L'on demeure d'accord que cela tenoit les biens & les familles dans une trop longue incertitude, & qu'il étoit bon d'abroger cet usage ; mais que par l'article dont il s'agit, l'on passoit d'une extrémité à l'autre. Qu'il contenoit d'ailleurs quantité de dispositions accumulées, contre la simplicité que les Loix desirent toujours. Tout cela fait des varietez, & forme des différentes especes qui font de la confusion.

Que 30. années étoient trop ; mais que trois sont trop peu. Des gens peuvent être absens, occupez dans des emplois, embarrassés, ou negligens dans leurs affaires ; & qu'il vaudroit mieux, sans faire tant de différences, établir une Loi générale de dix ou de vingt ans, & suivre en cela l'article XXVIII. de ce titre. Qu'il falloit aussi pourvoir au passé, c'est à dire, aux Sentences rendues avant la présente Ordonnance, & depuis 30. ans.

M. Puffort a dit, que l'article avoit été fait pour assurer les familles dans la possession de leurs biens. Que c'étoit un avantage des plus considérables dans la Justice, qui pouvoit beaucoup contribuer à maintenir les Sujets du Roy dans leurs établissemens. Qu'il restoit de sçavoir si le tems de trois années, pour interjeter un apel, pouvoit suffire. Qu'encore que ce délai semblât bien brief, néanmoins la sommation que l'on sera obligé de faire à celui contre lequel la Sentence aura été obtenuë, l'avertira suffisamment de ce qu'il aura à faire. Jusques icy la confiance que l'on prenoit dans un si grand délai, faisoit que l'on négligeoit de prendre ses précautions, & de soigner à ses affaires ; à l'avenir tout le monde sera averti, & chacun sçaura que c'est un terme prescrit par la Loi. La somma-

tion apprendra à ceux qui y seront interressez, qu'ils n'auront plus que six mois à prendre parti. Qu'ainsi l'article étoit bon dans toutes les parties.

Qu'il faudra pourvoir aux choses passées, à l'égard de ceux contre lesquels il y a des Sentences rendues depuis un fort long-tems, & dresser un article, pour leur donner encore quelque délai, après une sommation qui leur sera faite.

M. le Président de Maisons a demandé, si un bénéficié qui auroit souffert un Jugement par collusion, & auroit laissé passer le tems de la restitution, priveroit son successeur par la rigueur de cette Ordonnance, du patrimoine de son bénéfice.

M. Puffort a répondu, que les voyes de droit étoient ouvertes.

M. le Président de Novion a dit, que la réduction portée par l'article, pouvoit être bonne; mais qu'il ne voyoit pas pourquoy l'on faisoit toutes ces différences.

M. Puffort a reparti, que par la lecture de chacune des parties de l'article, l'on connoîtroit la nécessité de ces différences, selon les différentes conditions des personnes.

M. le P. Président a dit, que pour sortir de cet embarras, l'on pouvoit ôter toutes ces différences, en donnant aux personnes non privilégiées, un terme de dix ans. Que la Coutume d'Auvergne, qui tenoit beaucoup du Droit écrit, n'avoit établi qu'une sorte de prescription, qui étoit celle de trente ans; & que cela diminueroit notablement les Procez.

M. Talon a représenté, que l'intention étoit de retrancher les frais & les procez, cependant l'article excitoit à les multiplier. Qu'il falloit un second exploit de signification de la Sentence; que ces formalitez coûteroient beaucoup; qu'il y auroit ensuite une Sommation qui feroit encore de grands frais, & tout cela seroit inutile si l'on interjetoit l'appel.

A l'égard de la multiplication des Procez, l'on pouvoit dire qu'une partie reveillée par une Sommation, en renouvelleroit un, qui auroit été abandonné. Ce sera une espece d'aiguillon qui le piquera, & prenant cette Sommation pour une insulte & un nouveau défi, il croira qu'il y va de son honneur de refuser la lice. Cela commettra les Sujets du Roy les uns contre les autres, & ranimera leurs ressentimens. Qu'il étoit du bien de la Justice que les Procez demeurent assoupis, & qu'il vaudroit mieux augmenter le tems de dix ans, que de recevoir ces différentes dispositions portées par l'article.

M. Puffort a reparti, que ces considérations étoient grandes; mais qu'à les bien prendre, elles étoient contre le bien de la Justice. Qu'il importoit principalement aux Sujets du Roy, qu'ils ne fussent pas surpris, & qu'ils eussent une connoissance des choses, qui leur pourroient être préjudiciables. Que la Sommation faisoit tous ces effets, l'on retranchoit beaucoup de frais en faisant déclarer les Sentences exécutoires contre l'héritier, comme elles l'étoient contre le défunt, par une simple Sommation. Celui qui prétendra n'être pas héritier, le déclarant par sa réponse demeurera absous de toutes poursuites, & ainsi les frais seront moindres & les Procez beaucoup plus abrégés.

M. Talon a dit, qu'en ce cas il faudroit déroger à la coutume.

M. Puffort a reparti, que l'article portoit cette dérogation.

M. le Président de Novion a demandé, si l'on entendoit rendre une Sentence, ou un contract exécutoires, contre un tiers, sans qu'un Juge l'eût ordonné.

M. le P. Président a dit, que c'étoit une Jurisprudence fondée sur le Droit Romain, & sur l'usage de toutes les Nations de la terre, qu'un tiers ne pouvoit être tenu des conditions d'un contract, ny des condamnations portées par un Jugement, s'il n'y avoit été partie, & que le Juge ne l'eût ainsi ordonné avec luy; Qu'il ne seroit pas facile de déroger à un droit public, établi par le consentement universel de toutes les Nations. La Sommation que l'on proposoit ne suffiroit pas; c'étoit porter son effet trop loing. Un Notaire de vilage & le dernier Sergent, la pouvoit faire; un valet négligent n'avertiroit pas son maître, & sur la foy d'un acte de cette qualité, un homme pourroit être déclaré héritier, sans procédure quelconque en Justice. Qu'il seroit extraordinaire qu'une simple Sommation pût faire ce que le Juge ne doit jamais faire qu'en grande connoissance de cause. Que toutes les regles reclamoient contre, & que cette disposition ne pouvoit jamais s'exécuter.

M. Puffort a répondu, que lorsqu'on trouvera une manière plus courte, pour procurer le retranchement des Procez entre les Sujets du Roy, que celles que pratiquent toutes les Nations, l'on y dérogera toujours sans peine. L'on est demeuré d'accord, que sur la foy d'un simple exploit, les Juges pourroient condamner à des sommes infinies; cependant l'on veut soupçonner la foy d'une Sommation revêtuë de toutes ses formalitez. Qu'il faut avoir également bonne opinion de l'une & de l'autre. Une Partie qui aura été avertie par cette Sommation, aura six mois pour s'informer & se pourvoir. Que ce tems paroïssoit suffisant, & qu'il falloit enfin donner quelque terme aux erreurs & aux fantaisies des hommes.

M. le Président de Novion a demandé, si l'on pouvoit prétendre, qu'en aucun cas une Sommation pût être un acte obligatoire?

M. le Président de Maisons a dit, que les procédures devant les Juges, assuroient constamment la verité d'un fait; mais qu'une simple Sommation volante pût être du même éfet, cela ne s'étoit jamais dit, & ne pouvoit être supporté dans l'ordre de la Justice.

M. Puffort a reparti, que par cette prescription de dix ans, que l'on proposoit, l'on tomberoit toujours dans les mêmes inconveniens, & qu'il s'en trouveroit en toutes choses.

M. le P. Président a dit, que pour former une condamnation, il falloit nécessairement la contestation ou la contumace de la partie, & la prononciation du Juge: que sans cela, celui qui n'étoit point obligé, ne le pouvoit point devenir en aucun cas, par le seul laps du temps.

M. l'Avocat Général Talon a représenté, que la raison pour laquelle l'on avoit limité à 30. années, la faculté d'appeler, étoit parce que l'action qui naïssoit en exécution de la Sentence, ne se prescrivoit que

par le même tems. De sorte que si l'on vouloit reduire cette faculté d'appeler à dix ans, il faudroit aussi que l'exécution des Sentences se prescrivît par le même tems, lorsqu'elles n'auroient point été suivies de procédures.

M. Puffort a dit, que l'on sçauroit de Sa Majesté, si elle avoit agréable de fixer le tems d'interjeter appel des Sentences, à dix ans, sans qu'elles pussent être exécutées contre un tiers, qu'auparavant elles n'eussent été déclarées exécutoires.

ARTICLE XXII.

LE tems cy-dessus préfini courra tant entre présens qu'absens, fors & excepté contre ceux qui seront absens hors notre Royaume pour nôtre service & par nos ordres. XIV. Article de l'Ordon.

ARTICLE XXIII.

SI le condamné décede pendant les trois années, les héritiers ou legataires universels majeurs, auront outre le tems qui en restoit à écouler, encore une année entière, après laquelle celui qui aura obtenu la Sentence, sera obligé de leur faire signifier avec Sommation d'en interjeter appel, si bon leur semble, nonobstant que pareille Sommation ait été faite au défunt: & dans les six mois, à compter du jour de cette nouvelle Sommation, ils pourront encore interjeter appel, sans qu'après ce terme, ils y puissent être reçus; mais la Sentence passera contre eux en force de chose jugée. XV. Article de l'Ordon.

ARTICLE XXIV.

LE même sera observé à l'égard des donataires, & legataires particuliers & universels, & tiers detenteurs. XV. Article de l'Ordon.

ARTICLE XXV.

LE tems prescrit pour la fin de non recevoir, surfoira, & ne pourra courir contre les Mineurs, pendant le tems de leur minorité, & jusques à ce qu'ils ayent 25. ans accomplis. XVI. Article de l'Ordon.

ARTICLE XXVI.

XII. Article
de l'Ordonn.

SI quelque Sentence a été renduë contre les domaines de l'Eglise, Hôpitaux, Colleges, Universitez & Maladeries, elle ne passera point en force de chose jugée, si après la signification, il ne s'est écoulé six années : & après les six années, celui au profit duquel la Sentence est intervenuë, ayant fait une Sommation d'en interjeter apel ; & si dans les six mois, à compter du jour de cette Sommation, il n'y en a apel interjeté, alors elle passera en force de chose jugée, tant contre présens, qu'absens,

ARTICLE XXVII.

XIII. Article
de l'Ordonn.

SI le pourvû d'un benefice, contre lequel la Sentence a été renduë, decede pendant le cours des six années, son successeur paisible aura encore une année entiere, outre ce qui restoit des six, pour interjeter apel ; après lequel tems, celui qui aura obtenu Sentence, fera tenu de la luy faire signifier, avec Sommation d'en interjeter apel ; & dans les six mois pourra le successeur en apeler, nonobstant que pareille Sommation eût été faite à son prédecesseur, & qu'il fût decédé dans les six mois, & auparavant que la Sentence eût force de chose jugée.

ARTICLE XXVIII.

XVII. Article
de l'Ordonn.

AU défaut des Sommations cy-dessus, les Sentences n'auront force de chose Jugée qu'après dix ans, à compter du jour de la signification, & qu'après vingt années à l'égard des domaines de l'Eglise, Hôpitaux, Colleges, Universitez & Maladeries, à conter aussi du jour de la signification des Sentences, lesquelles dix & vingt années courront tant entre presens, qu'absens.

M. le P. Président a dit, que de tous ces articles il n'en faudroit conserver que les 25. & 28. & a ajouté, qu'autrefois la Grand'chambre & les Enquêtes avoient une Jurisprudence differente, sur le fait des prescriptions à l'égard de l'Eglise ; mais que presentement elle étoit uniforme en

toutes les Chambres, & que l'on y avoit Jugé par tout, que la prescription de quarante ans avoit lieu, quoi que le titre fût vicieux.

ARTICLE XXIX.

Les personnes constituées aux Ordres Sacrez de Prêtrise, Diaconat & Souâdiaconat, ne pourront être contraintes par emprisonnement de leurs personnes, pour dettes civiles, en vertu de l'Ordonnance des 4. mois, si ce n'étoit que la Sentence portant condamnation par corps, eût été obtenue, ou que la protestation des 4. mois eut été faite avant la promotion aux ordres.

Artic. XV.
du Titre
XXXIII. de
l'Ordonn.

ARTICLE XXX.

Ils ne pourront aussi, en vertu de quelque Sentence que ce soit, ou d'aucune obligation ou contract, être exécutez en leurs meubles servans au service Divin, ou pour leur usage domestique & nécessaire, à quelque somme qu'ils se puissent monter, ny même en leurs livres, qui leur seront laissez jusques à la valeur de cent cinquante livres.

Artic. XV.
du Titre
XXXIII. de
l'Ordonn.

Lecture faite desdits Articles, ils ont été trouvez bons.

ARTICLE XXXI.

Toutes personnes qui seront entrées en la 70. année de leur âge, ne pourront être emprisonnées pour dettes pures civiles; mais ils le pourront être pour autres dettes qui ne seront pas purement civiles, comme pour dépens en matière criminelle, Stellionat, & recelé; pourvû toutefois qu'ils y soient condamnez par corps.

Artic. IX.
du Titre
XXXIV.
de l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que l'exception pour les dépens procedans de matiere criminelle, n'étoit pas bonne; parce que ces dépens n'emportoient pas de contrainte par corps. Que la reparation étoit une peine criminelle; mais les dépens n'étoient qu'une pure dette civile, & qu'il étoit inutile d'en faire mention dans l'article.

M. Puffort a dit, que la même clause qui exceptoit les dépens, portoit, pourvû que la condamnation fût par corps.

M. le P. Président a réparti, que ce *pourvu* étoit encore inutile.

ARTICLE XXXII.

Article VIII.
du Titre
XXXIV.
de l'Ordon.

ON ne pourra faire emprisonner pour dette purement civile, en vertu de l'Ordonnance des 4. mois, ny d'obligation, quoy qu'elle porte soumission par corps, aucunes femmes mariées, ou veuves, ny aucunes filles; si ce n'est qu'elles soient marchandes publiques, ou qu'il s'agisse du fait ou des dépendances de la marchandise, dont elles se sont mêlées: & une femme mariée ne pourra point être réputée marchande publique, bien qu'elle débite, ou se mêle de la marchandise de son Mari; mais seulement lorsqu'elle exercera marchandise distincte & séparée de celle dont il fait commerce.

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet article, qui exempte les femmes de la contrainte par corps pour dettes purement civiles, quoy que nouvelle, étoit fort bonne. Que ces contraintes & ces emprisonnements, n'étoient pas compatibles avec l'honnêteté de leur sexe: il faut les épargner autant qu'il est possible. Néanmoins s'étant présenté à la grand' Chambre, la question de sçavoir, *Si une femme qui avoit commis Stellionnat, en s'obligeant solidairement avec son mari, en auroit encouru la peine?* Et y ayant eu partage pour raison de ce, sur les avis de Mrs Catinat & Saintôt, l'affaire fut départie aux Enquêtes, qui jugerent, que *la femme avoit encouru la peine du Stellionnat*, & pouvoit être contrainte par corps.

ARTICLE XXXIII.

Article XVI.
du Titre
XXXIII. de
l'Ordonn.

LEs Chevaux, bœufs, & autres bêtes servans au Labour, charruës, charrettes, & utanciles servans à labourer & cultiver les terres vignes & prez, ne pourront être saisis en vertu d'Arrêts, Sentences & obligations, pour quelque cause que ce puisse être, même pour nos propres deniers, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & intérêts, & de 50. livres d'amende, solidairement tant contre le creancier, que contre le Sergent. N'entendons toutefois comprendre dans cette prohibition, les dettes de ceux qui auront prêté leur argent pour l'achat des mêmes bestiaux & utanciles, ou qui les aurons vendus, ny ce qui sera dû pour les fermages & moissons, aux propriétaires des terres.

tes, où les bestiaux & utanciles auront été conduits & transportez.

Lecture faite de l'Article, il a passé.



TITRE XXXI.

Ce Titre est
le XXXV. &
dernier de
l'Ordonn.

Des Requestes Civiles, & abrogation des propositions d'erreur.

ARTICLE I.

LES Arrêts & Jugemens en dernier ressort, ne pourront être retractez, que par Lettres en forme de Requête Civile, à l'égard de ceux qui auront été parties, ou dûement apelez, & de leurs heritiers, successeurs ou ayans cause.

I. Artic.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que l'on ne connoît point au Parlement d'autres Jugemens en dernier ressort, que ceux des Présidiaux. Qu'il faudroit s'expliquer d'avantage, & dire quels sont les Jugemens en dernier ressort, pour en exclure ceux des Requêtes de l'hôtel, auxquels on ne peut passer cette qualité.

M. Pussort a dit, qu'il n'étoit pas nécessaire de s'expliquer davantage, étant certain qu'il y avoit des Jugemens en dernier ressort, autres que ceux des Requêtes de l'hôtel.

ARTICLE II.

Permettons de se pourvoir par simple Requête, afin d'opposition, contre les Arrêts & Jugemens en dernier ressort, auxquels le demandeur en requête, n'auroit été partie, ou dûement apelé; & même contre ceux donnez sur Requête.

II. Artic.
de l'Ordon.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a fait la même observation que sur le premier article.

ARTICLE III.

III. Article
de l'Ordonn.

Permettons pareillement de se pourvoir par simple Requête contre les Arrêts & Jugemens en dernier ressort, qui auront été rendus à faute de se présenter, ou en l'Audience à faute de plaider; pourvu que la requête soit donnée dans la huitaine du jour de la signification à personne ou domicile des condamnés, s'ils n'ont point constitué de Procureur, ou au Procureur, quand il y en aura un.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit une différence à faire, entre les défauts qui se prennent sur les Requêtes civiles qui sont au rôle, & celles qui s'appellent par Placets. A l'égard de celles-là, les défauts devoient tenir: le rôle étant publié, afin qu'il soit connu jusques dans les Provinces. Pour ce qui étoit des Requêtes civiles qui s'appeloient par Placets, bien qu'elles ne fussent jamais plaidées sans plusieurs avenir, néanmoins l'on n'en tenoit pas la forme si solennelle: & dans cette distinction l'on pourroit donner huitaine à cet égard pour rabatre le défaut.

M. Puffort a dit, qu'il ne contestoit pas lorsqu'il s'agissoit d'abrèger les délais, & qu'il donnoit volontiers les mains à la réformation de l'article.

ARTICLE IV.

IV. Article
de l'Ordonn.

NE seront obtenues Lettres en forme de Requête civile, contre les Sentences Présidiales rendues au premier chef de l'Édit; mais il suffira de se pourvoir par simple Requête au même Présidial.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cet article joint avec le suivant, signifioit nettement, que les Jugemens en dernier ressort, dont ils font mention, ne s'entendoient que de ceux que rendent les Requêtes de l'hôtel. Que c'étoit établir une Souveraineté, que les Ordonnances avoient défendue.

M. Puffort a reparti, que celle de 1629. en faisoit mention.

M. le P. Président a reparti, que le Roy avoit révoqué cet article, sur les remontrances du Parlement. Que l'intention de Sa Majesté étoit, que

L'Ordonnance fut examinée, mais que cet examen ne passa pas le 12. article : Que les affaires prissent une autre conduite, & que l'on en demeurât là. De sorte que l'on ne peut tirer aucune conséquence de cette Ordonnance pour ce sujet.

M. Puffort a dit, que quoi que l'on pût dire, il falloit demeurer d'accord, que Messieurs des Requêtes de l'hôtel jugeoient en dernier ressort en certains cas.

M. le P. Président a dit, qu'ils ne pouvoient juger en dernier ressort, que ce qui regarde l'appel des procédures & taxes des dépens du Conseil : & a ajouté, qu'il seroit bon d'obliger à prendre des Requêtes civiles, contre les Sentences Présidiales, aussi-bien que contre les Arrêts.

M. Puffort a dit, que la disposition de l'article étoit conforme à un article de l'ampliation de l'Edit des Présidiaux de l'année 1555. & même qu'il devoit y avoir grande distinction entre les Arrêts & les Sentences Présidiales, pour la forme de se pourvoir contre : Joint que les Requêtes civiles causeroient beaucoup de frais.

ARTICLE V.

Les Requêtes civiles seront obtenues & signifiées dans les six Mois, à compter, à l'égard des Majeurs, du jour de la signification qui leur aura été faite des Arrêts & Jugemens en dernier ressort, à personne ou domicile ; & quant aux Mineurs, du jour de la signification qui leur en aura été faite à personne ou domicile, depuis leur majorité accomplie.

V. Article de l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a demandé, que deviendroient les Majeurs, dont l'intérêt seroit commun & indivisible d'avec celui des Mineurs qui auroient été restitués ?

M. Puffort a reparti, que cela iroit au fond, & que les Juges le jugeroient. Qu'au surplus, cette question étoit renvoyée à décider avec celles des solidités & des prescriptions, pour sçavoir les cas auxquels on devoit diviser ou joindre ; & que l'on pouvoit dire cependant, qu'il n'y avoit que les matières réelles, dans lesquelles on devoit donner aux majeurs le privilège des Mineurs.

ARTICLE VI.

Les Ecclésiastiques, les Hôpitaux, & les Communautés tant Laïques que Séculières, même ceux qui sont ab-

VII. Article de l'Ordonn.

sens du Royaume pour cause publique , auront un an pour obtenir & faire signifier les Requêtes civiles , à conter pareillement du jour des significations qui leur auront été faites au lieu ordinaire des bénéfices , ou aux bureaux des Hôpitaux , ou aux Sindics ou Procureurs des Communautés , ou au domicile des absens.

Lecture faite de l'Article , il a esté trouvé bon.

ARTICLE VII.

VIII. Articl.
de l'Ordonn.

SI les Arrêts ou Jugemens ont été donnez contre ou au préjudice des personnes qui seront decedées dans les six mois du jour de la signification à eux faite , leurs héritiers , successeurs , ou ayans cause , auront encore le même délai de six mois , à conter du jour de la signification qui leur aura été faite des mêmes Arrêts & Jugemens en dernier ressort , à l'égard des Majeurs. Et quant aux Mineurs , leur délai de six mois ne courra que du jour de la signification qui leur sera faite depuis leur majorité , comme dessus.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit , qu'il falloit employer contre cet article , ce qui a été dit contre l'article XXI. du précédent titre , qui veut que les Jugemens soient exécutoires de droit , en conséquence d'une simple sommation.

ARTICLE VIII.

X. Article
de l'Ordonn.

CEluy qui aura succédé à un bénéfice durant l'année , à conter du jour de la signification faite de l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort , à son prédécesseur , dont il n'est point resignataire , aura encore une année pour se pourvoir par Lettres en forme de Requête civile , du jour de la signification qui luy en sera faite ; mais il n'y aura aucune prolongation de délai aux Hôpitaux ny Communautés , par la mort ou par le changement des Directeurs & administrateurs , Sindics ou Procureurs , ny pour la demeure ou le retour de ceux qui sont absens du Royaume pour cause publique.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cet article étoit inutile, & que l'on n'avoit jamais douté, que le decez ou le changement d'un administrateur, ne prorogeoient point les délais de la procédure, qui est néanmoins ce que l'on vouloit inutilement marquer par l'article.

ARTICLE IX.

Les Majeurs & Mineurs n'auront que trois mois au lieu de six, & les Eclésiastiques, Hôpitaux & Communautés, & les absens hors du Royaume pour cause publique, six mois au lieu d'un an, pour obtenir & faire signifier les Requêtes contre les Sentences Présidiales, données au premier chef de l'Edit : & au surplus seront toutes les mêmes choses cy-dessus observées pour les Sentences Présidiales au premier chef de l'Edit, que pour les Arrêts & Jugemens en dernier ressort. X. Article de l'Ordonn.

ARTICLE X.

Voulons que tous les Arrêts, Jugemens en dernier ressort, & Sentences Présidiales données au premier chef de l'Edit, soient signifiez aux personnes ou domicile, pour en induire les fins de non recevoir contre la Requête civile dans le tems cy-dessus, encore que les uns aient été contradictoires en l'Audiance, & les autres signifiez au Procureur sans que cela puisse être tiré à conséquence aux hypothèques, saisies, exécutions, ou autres choses, à l'égard desquelles les Arrêts, Jugemens & Sentences contradictoires donnez en l'Audiance, auront leur éfet, quoi qu'ils n'aient pas été signifiez, & ceux par défaut donnez en l'Audiance & sur procez par écrit, soit par forclusion ou sur production des parties, à compter du jour qu'ils auront été signifiez aux Procureurs. XI. Article de l'Ordonn.

Lecture faite desdits Articles, il ont été trouvés bons.

ARTICLE XI.

Si les Lettres en forme de Requête civile contre les Arrêts & Jugemens en dernier ressort, ou les Requêtes contre les XII. Artic. de l'Ordonn.

Sentences Présidiales au premier chef, sont fondées sur le Dol personnel, ou sur pieces fausses ou nouvellement recouvrées, qui étoient retenues ou détournées par fraude ou fait de la partie adverse, ou sur erreur du fait, le tems d'obtenir & faire signifier les Lettres ou Requêtes, ne courra que du jour que le Dol, la fausseté des pieces, ou l'erreur auront été découvertes; pourvû qu'il y ait preuve par écrit du tout, & non autrement: le tout à peine de l'amande & des dépens portez par le 41. article de ce titre.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cet article détruiroit tous les autres, en mettant des exceptions au tems prescrit pour se pourvoir par Requête civile. Que si une fois cette porte étoit ouverte, toutes les Requêtes civiles contiendroient ce moyen. Que chacun prétend sa cause bonne: les parties sçauroient de quel avis avoient été les Juges; & l'on croit toujours que l'on emportera sa cause une seconde fois, si on trouve l'expedient de la plaider au fond.

M. Puffort a dit, que l'article étoit précautionné contre tous ces inconveniens: que l'intention n'étoit pas que les preuves fussent admises par toute voye, ny de toute nature. Quand une partie diroit qu'elle auroit recouvré de nouveau une piece retenue par le dol & la fraude de sa partie, il seroit obligé de coter le tems de cette découverte, & d'en rapporter la preuve par écrit: & suivant cette disposition, un homme qui prétendrait avoir recouvré la quittance d'une obligation passée par son pere, le contenu en laquelle il auroit été obligé de payer, faute de rapporter sa quittance, il ne suffiroit pas de l'avoir recouvrée, ny de dire qu'il fût (en cas hors le tems) qu'elle avoit été retenue par le dol & la fraude de sa partie; mais il faudroit de plus justifier par écrit le tems auquel elle avoit été recouvrée, comme dans un Inventaire qui auroit été fait, ou par quelque autre voye de cette qualité, dont le défendeur en Requête civile n'auroit eu la connoissance ny la disposition.

M. Talon a dit, qu'il falloit retrancher de l'article: *le Dol, la fraude & l'erreur de fait*; que c'étoient des moyens de Requête civile banraux; que le reste pourroit être bon, & autrement l'article seroit illusoire.

M. Puffort a dit, qu'il revenoit à cet avis. Qu'il étoit mieux de le renfermer aux pieces & à la fausseté; & qu'il le proposeroit au Roy. Mais ce qui seroit le plus efficace, seroit la condamnation d'amande.

M. le P. Président a dit, qu'il ny avoit que cela d'effectif dans l'article.

ARTICLE XII.

Ceux qui voudront obtenir Lettres en forme de Requête civile, seront tenus de rapporter une consultation signée de deux Avocats connus dans le Barreau, & de celui qui aura fait le rapport ; laquelle consultation, qui contiendra sommairement les ouvertures de Requête civile contre les Arrêts & Jugemens donnez en dernier ressort , sera attachée aux Lettres, pour être le tout contre-scellé ; & seront les ouvertures insérées, & les Avocats nommez dans les Lettres.

XII^e Artie.
de l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article, il a passé.

ARTICLE XIII.

Nos Chancelier, Garde des Sceaux, & les maîtres des Requêtes ordinaires de Notre Hôtel, tenans les Sceaux de notre grande ou petite Chancellerie, & nos autres Officiers, ne pourront accorder aucunes Lettres en forme de Requête civile, que dans le tems & aux conditions cy-dessus, & sans qu'il puisse y avoir clause portant dispense, relevement ou restitution de tems, pour quelque cause & prétexte que ce soit : & si aucunes avoient été obtenues ou significées après le tems & délai cy-dessus, ou ne contenoient point les ouvertures & les noms des Avocats qui en auront donné l'avis, les déclarons dès-à-présent nulles & de nul effet & valeur ; & voulons que nos Juges, tant de nos Cours ou Chambres, qu'autres Jurisdicitions, n'y ayent aucun égard : le tout à peine de nullité de ce qui auroit été Jugé ou ordonné au contraire.

XIV. Artie.
de l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que cette commission seroit inutile, puisque les Lettres ne seroient plus closes : qu'en l'ôtant cela retrancheroit la dépense d'un quart ; mais qu'il faudroit que les Lettres fussent signées, & scellées, au lieu de la commission.

ARTICLE XIV.

XV. Article
de l'Ordonn.

A Brogeons la forme de clorre les Lettres en forme de Requête civile ; mais seront delivrées ouvertes aux impetrans , ou à leurs Procureurs , ou autres ayans charge d'eux.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a remontré , que cet article retranchoit des frais inutiles ; parce qu'on n'auroit plus besoin de commission sur les Lettres en forme de requête civile , & qu'il seroit bon de le marquer expressement dans l'article.

ARTICLE XV.

XVI. Article
de l'Ordonn.

L Es impetrans des Lettres en forme de Requête civile contre des Arrêts contradictoires , soit qu'ils soient préparatoires ou définitifs , seront tenus en présentant leur Requête afin d'enterinement , de consigner au Greffe la somme de 300. livres d'une part , pour l'amande envers Nous , & celle de cent cinquante livres d'autre , pour celle envers la partie. Et si les Arrêts sont par défaut , sera seulement consigné la somme de 150. livres pour l'amande envers Nous , & 75. livres pour celle envers la partie , lesquelles sommes seront reçues par les Greffiers sans frais , pour être après le Jugement de Requête civile , rendues & délivrées aussi sans frais à qui il apartiendra.

Lecture faite de l'Article ,

M. le P. Président a dit , qu'il seroit bon de marquer , si cette amande seroit consignée entre les mains du Commis du Greffe , ou en celles du Receveur des Amandes. Que ce dernier paroïssoit plus propre pour ce dépôt ; parce qu'il y a plusieurs différens Commis aux Greffes dont les fonctions sont distinctes , & qu'on auroit plus de peine à retirer les amandes de leurs mains , que si elles étoient déposées d'abord en celles de l'Officier qui est établi pour les recevoir.

M. l'Avocat Général Talon a dit , que si les amandes passioient entre les mains des Greffiers , le Receveur ne sçauroit à qui s'adresser pour les retirer , au cas qu'elles fussent ajugées au Roy ; & qu'il valoit mieux qu'elles fus-

sent

sont directement déposées entre ses mains ; mais que pour en assurer la restitution , en cas que la Requête civile fût enterinée , il seroit nécessaire d'ordonner que le Receveur des amandes les recevrait comme dépositaire , sans qu'il les pût employer dans son compte , s'il n'étoit par la Cour ainsi ordonné.

ARTICLE XVI.

Les Lettres en forme de Requête civile qui seront signifiées d'as l'an & jour de la date de l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort , contradictoirement donné en l'Audience , ou dans l'an & jour de la signification faite au Procureur , des autres Arrêts ou Jugemens en dernier ressort seront seulement significées au Procureur qui occupe en la cause , instance ou procès , sur lequel a été donné l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort ; & en ce cas le Procureur sera tenu d'occuper ; si ce n'est que le défendeur en Requête civile en eût constitué un autre ; mais si la Requête civile n'est point signifiée dans l'an & jour des dates cy-dessus , elle le sera à la personne du défendeur en son domicile.

VI. article
de l'Ordonn.

M. le P. Président a dit , que cet article ne s'entendoit pas , & qu'il sembloit que l'intention fût de donner six mois pour obtenir la Requête civile , & six mois pour la signifier , & qu'il paroîtroit contraire à l'article V. Que même la signification ne suffisoit pas , il falloit aussi donner l'assignation dans les six mois , & qu'il n'en étoit point fait mention dans l'article.

M. Puffort a dit , que ces deux articles étoient entièrement differens : le V. portoit que la Requête civile ne pourroit être accordée après les six mois du jour de la signification ; & celui-ci , que dans l'an le Procureur seroit tenu d'occuper , parce que l'on pourroit être un an sans signifier l'Arrêt. Mais quand l'on se trouvera hors du tems , il faudra faire la signification à la partie & lui donner délai.

M. Talon a dit , que l'on pouvoit ajouter à l'article : *si l'année depuis le jour de la signification de l'Arrêt , n'est point expirée* , & que de plus il faut donner au Procureur un délai suffisant , suivant la distance des lieux , pour avertir sa partie , avant qu'on la puisse obliger de venir plaider sur la Requête civile.

ARTICLE XVII.

IL n'y aura point d'autres procédures sur les Lettres en forme de Requête civile , sinon qu'elles seront significées , & copie donnée tant des Lettres , que de la consultation y énoncée , & ensuite un acte pour communiquer au parquet , & un autre pour venir plaider.

XVII. article,
de l'Ordonn.

M. le P. Président a dit, que les rôles des Jeadis étoient principalement pour les Requêtes civiles , & que l'on en pouvoit néanmoins apeler par Placets.

ARTICLE XVIII.

XVIII. Artic.
de l'Ordon.

Les Requêtes civiles ne pourront empêcher l'exécution des Arrêts ny des Jugemens en dernier ressort , ny les autres Requêtes l'exécution des Sentences Présidiales au premier chef de l'Edit : & seront les Arrêts & Jugemens en dernier ressort & Sentences Présidiales exécutez par saisies , exécutions , & ventes de Meubles & immeubles, & par corps, s'ils y peuvent être contrains ; & ne seront données aucunes défenses ny surseances en aucun cas.

ARTICLE XIX.

XIX. Artic.
de l'Ordon.

Voulons en outre que ceux qui auront été condamnez de quitter la possession d'un bénéfice contentieux , & de se départir ou désister de quelque héritage ou autres immeubles , y satisfassent , & rapportent la preuve de l'entiere exécution du principal , avant que d'être receus à en faire aucune poursuite , pour communiquer ou plaider sur les Lettres en forme de Requête civile , & que jusques à ce , Ils soient déclarez non recevables ; sans préjudice de faire exécuter durant le cours de la Requête civile, les Arrêts & Jugemens en dernier ressort , & les Sentences Présidiales au premier chef de l'Edit , par les autres voyes , soit pour restitution de fruits , dommages , interêts , & dépens , & toutes autres choses y portées.

M. le P. Président a dit , que la jurisprudence de ces articles paroïssoit nouvelle : qu'elle contenoit la moitié des dispositions de l'Ordonnance d'Abbeville.

Que la question seroit grande de sçavoir , si l'observation en seroit bonne en toutes les parties ; il s'y trouveroit de grandes difficultez de part & d'autre : Elle seroit fort bonne pour les héritages & les choses réelles ; mais trop dure pour les condamnations pécuniaires.

Que l'on pouvoit proposer l'espece de trois cohéritiers condamnez par le même Arrêt : l'un aura satisfait en abandonnant la possession ; les autres résistans : que pourra faire celui qui aura satisfait ? S'il a de bons moyens de Requête civile , de quelle maniere les pourra-t-il proposer ,

sans la participation de ses cohéritiers, qui résistent aux ordres de la Justice ? Pourront-ils profiter de sa restitution, ou lui souffrira-t'il préjudice de leur désobéissance.

M. Puffort a dit, que l'on avoit proposé au Roy de recevoir l'Ordonnance d'Abbeville : que plusieurs Parlemens, entre autres celuy de Toulouse l'avoient demandé ; néanmoins que la chose avoit paru trop dure, & que l'on avoit fait difference, en redigeant l'article, de ce qui pouvoit être exécuté, d'avec ce qui ne le pouvoit pas être. Et quant à l'inconvenient proposé sur le fait de plusieurs cohéritiers condamnés par même Arrêt, celuy qui aura obéi, en pourra faire sa déclaration, & être receu à la Requête civile.

Ce fait, l'Assemblée a été remise à Jeudi prochain.



Du Jeudi 17^e. Mars 1667.

Après Midy.

EN L'HOTEL SEGUIER.

Ce jour Messieurs étant assemblez en la maniere accoutumée, Lecture a été faite des Articles suivans.

ARTICLE XX.



OUTES Lettres en forme de Requête civile, seront portées & plaidées aux mêmes Compagnies, où les Arrêts & Jugemens en dernier ressort, auront été donnez.

XX. Artic.
de l'Ordonn.

ARTICLE XXI.

Voulons néanmoins qu'en nos Cours de Parlement & autres nos Cours, où il y a une grand'Chambre ou Chambre de plaidoyé, les Requêtes civiles y soient plaidées, encore que les Arrêts ayent été donnez aux Chambres des Enquêtes ; mais si les parties sont appointées sur la Requête civile, les appointemens seront renvoyez aux Chambres,

XXI. Artic.
de l'Ordonn.

où les Arrêts auront été donnez , pour y être instruits & Jugez , tant sur le rescindant , que sur le rescisoire.

Ces deux Articles ont passé.

ARTICLE XXII.

XXIII. Artic.
de l'Ordonn.

N'Entendons comprendre en la disposition du précédent article , les Requêtes civiles renvoyées aux Chambres des Enquêtes par Arrêt de nôtre Conseil , lesquelles y seront plaidées , sans que les parties puissent en faire aucunes poursuites aux grandes Chambres, ou Chambre du plaidoyé.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit , que l'intention a été que les Requêtes civiles qui seroient prises contre les Arrêts intervenus sur affaires renvoyées par le Conseil , fussent traitées dans les mêmes Chambres : cela se pratiquoit au Parlement. La raison de cet usage étoit , que les Juges d'attribution n'étant que des Commissaires , leur compétence étoit renfermée en eux-mêmes , & les autres Chambres n'avoient aucun pouvoir d'en connoître.

ARTICLE XXIII.

XXIV. Artic.
de l'Ordonn.

Ceux qui font profession de la R. P. R. ne pourront faire renvoyer , retenir ny évoquer en nos Chambres de l'Edit, ou Chambres mi-parties, les causes ou instances des Requêtes civiles , soit avant ou après les apointemens au Conseil , contre les Arrêts ou Jugemens en dernier ressort , rendus en d'autres Cours ou Chambres , & sans distinction , si ceux de la R. P. R. y ont été parties principales, ou jointes, ou s'ils y sont depuis intervenus , ou sont interessez en leur nom , ou comme héritiers , successeurs , ou créanciers , ou ayans cause , à peine de nullité des renvois , retentions & évocations.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que l'article est bon , & qu'une partie de la R. P. R. intervenant dans une cause de Requête civile pendante en la grand' Chambre l'attiroit en celle de l'Edit , & que la disposition de cet article remedioit à ce desordre.

ARTICLE XXIV.

Les Requêtes civiles incidentes contre des Arrêts ou Jugemens en dernier ressort, interlocutoires, ou dās lesquels les demandeurs en Requête civile n'auroient point été parties, seront obtenues, signifiées, & Jugées en nos Cours, où les Arrêts & Jugemens en dernier ressort auront été produits, induits, ou communiquez : Et à cette fin leur en attribuons par ces présentes, en tant que besoin seroit, toute Cour, Jurisdiction & connoissance, encore qu'ils ayent été donnez en d'autres Cours, Chambres, ou autres Jurisdiccions ; sans qu'il soit besoin d'obtenir des Lettres, ny des Arrêts de nôtre Conseil, portant attribution de Jurisdiction. XXV. Articl.
de l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article XXIV. Monsieur le premier Président a demandé la Lecture de l'Article XXV.

ARTICLE XXV.

Si les Arrêts ou Jugemens en dernier ressort, produits, induits, ou communiquez, sont définitifs & rendus entre les mêmes parties, ou avec ceux dont ils ont droit ou cause, contradictoirement, ou par défaut, ou forclusion, les parties se pourvoiront en cas de Requête civile, pardevant les Juges qui les auront donnez, sans que les Cours ou Juges, pardevant lesquels ils seront produits, induits, ou communiquez, en puissent prendre aucune Jurisdiction ny connoissance, & passeront outre au Jugement de ce qui sera pendant pardevant eux, nonobstant les Lettres en forme de Requête civile qui pourront être obtenues, sans y préjudicier ; si ce n'est que toutes les parties consentent respectivement qu'il soit procédé sur la Requête civile où sera produit l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort, ou qu'il soit sursis au Jugement, & qu'il n'y ait point d'autres parties intéressées. XXVI. Articl.
de l'Ordonn.

Lecture faite de l'Article XXV.

M. le P, Président a dit, qu'il étoit souvent parlé des Jugemens en dernier ressort, dans cette Ordonnance. Que cela ne se pouvoit appliquer aux

Sièges Présidiaux ; cependant l'Ordonnance n'en connoissoit point d'autres ; les Requêtes de l'Hôtel n'avoient point droit de juger en dernier ressort ; les Ordonnances l'avoient ainsi décidé , & néanmoins l'on faisoit marcher de même pied les Jugemens en dernier ressort avec les Arrêts.

M. Puffort a dit , que pour soutenir l'article , il suffisoit , que les Requêtes de l'Hôtel pussent juger en certains cas en dernier ressort. L'on demeureroit d'accord , qu'ils connoissoient des appellations des procédures & instructions des procez du Conseil , & de la taxe des dépens sans apel , & que c'étoit quelque chose de différent des Sentences Présidiales.

M. le P. Président a reparti, que quand les Requêtes de l'Hôtel connoissent des appellations des procédures du Conseil , c'étoit comme une suite de leur emploi du Conseil , & un usage qu'on ne leur avoit pas voulu contester ; mais que l'on vouloit icy par une Loi nouvelle donner un titre aux Requêtes de l'Hôtel , que les anciennes Ordonnances n'avoient jamais voulu souffrir.

M. le Président de Maisons a dit , que cette tolérance de laisser juger aux Requêtes de l'Hôtel les appellations des procédures du Conseil , & des taxes de dépens , n'étoit que pour plus grande facilité , & pour la plus prompt expédition des parties , aux choses de peu de consequence ; mais que l'on ne pouvoit là dessus établir une Loi. Qu'il s'agissoit icy de donner aux Requêtes de l'Hôtel , l'attribution de juger des Requêtes civiles , & que c'étoit ce qui marquoit davantage le caractère des Juges Souverains.

M. le Président de Novion a dit , que lors qu'il plaît au Roy , par des Lettres patentes & des Arrêts, faire des renvois aux Requêtes de l'Hôtel , c'étoit un effet de l'autorité à laquelle on obéissoit avec respect : & tout ce que l'on pouvoit dire , c'est que peut-être il seroit mieux , que chacun reconnût son Juge naturel ; mais lorsqu'il s'agit de rétablir chaque chose en son ordre , de regler les droits d'un chacun , & de reprimer les entreprises , l'on donne aux Requêtes de l'Hôtel ce qui ne leur a jamais appartenu. L'on pouvoit dire que cela étoit contre la regle & contre l'esprit même de l'Ordonnance , qui est de faire rendre à un chacun ce qui lui appartient.

M. Puffort a dit , que demeurant d'accord que les Requêtes de l'Hôtel pouvoient rendre, en certains cas, des Jugemens en dernier ressort , l'on devoit de là aisément conclure , qu'il pouvoit y avoir des Requêtes civiles , & que l'Ordonnance devoit regler à leur égard la maniere d'y proceder. Qu'il falloit bien que le pouvoir de Juger en dernier ressort leur fût naturel , puisqu'ils en jouissoient sans contredit : qu'il n'y en avoit rien dans les Ordonnances , & que c'étoit un bon titre que celui d'une ancienne possession.

M. le Président de Maisons a reparti , que non seulement il n'y avoit point d'Ordonnances en leur faveur ; mais qu'il y en avoit de prohibitives.

M. Puffort a ajouté , que les Officiers des Eaux & Forêts jugeoient en

dernier ressort avec Messieurs du Parlement : que l'Ordonnance dont on se plaignoit , leur pouvoit être apliquée ; puisqu'il n'y est pas fait mention des Requêtes de l'Hôtel.

M. le Président de Maisons a ajouté , que les Officiers des Eaux & Forêts étoient fondez en Ordonnances ; & que pour en faire la distinction , & marquer précisément & sans équivoque , l'intention de l'article , l'on pourroit y ajouter, *qu'aucuns Juges ne pourroient juger en dernier ressort, qu'ils ne fussent fondez en Ordonnances.*

M. le P. Président a dit , que l'intention du Roy n'étoit pas d'attribuer aux Requêtes de l'Hôtel, ce qui ne leur appartenoit pas , non plus que de se lier les mains pour leur faire tels renvois qu'il lui plairoit ; que l'on sçavoit assez la voye qu'il y avoit de se pourvoir contre le rs Jugemens , & il ne doutoit pas que le Roy ne trouvât bon que le Parlement conservât toujours cet ordre des Jurisdictions , qui est essentiel à la Justice ; & pour ne rien innover , l'on pouvoit laisser les choses en l'état qu'elles étoient , sans s'en expliquer davantage.

M. Puffort a dit , qu'il en feroit raport au Roy.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit encore une autre observation considérable à faire sur ces articles , touchant les Requêtes civiles, qui seroient obtenues contre des Arrêts interlocutoires ou définitifs. Qu'il seroit difficile de décider en certains cas , si un Arrêt seroit interlocutoire ou définitif. L'Arrêt que l'on prétendra interlocutoire , préjugera quelquefois si nécessairement le fonds, qu'il passera pour définitif ; qu'au moins ce sera un procez pour faire juger ce qui en sera : Qu'il est difficile d'apliquer ces regles générales au fait particulier , & cela proprement devoit être du ministère du Juge ; mais lorsque l'on verra cette disposition comprise précisément dans un article, l'on n'en pourra pas user autrement.

M. Puffort a dit , que la différente Jurisprudence des Compagnies qui formoit les reglemens de Juges , engageoit les parties dans de longues procédures & de grands embarras. L'indécision & l'arbitrage bleissoient plus, que la décision ne pouvoit jamais faire ; que l'on avoit été assez partagé sur ces matieres , & qu'il avoit enfin fallu prendre parti.

M. le P. Président a dit , que l'autre difficulté à l'égard des Arrêts définitifs , étoit encore bien plus considérable : Que suivant la disposition de l'article , l'on prévoyoit des difficultés insurmontables. L'on pouvoit poser l'espece d'un homme , lequel plaçant au grand Conseil , produiroit un Arrêt du Parlement , comme son Titre. Sa partie venant à prendre requête civile contre cet Arrêt , elle seroit portée au Parlement , & les parties seroient tenues d'y proceder , suivant la disposition de l'article. Cependant l'on passeroit outre au Jugement du procez pendant au grand Conseil ; Et parce que le grand Conseil n'auroit pas le pouvoir de connoître , si l'Arrêt du Parlement auroit été bien ou mal rendu , il seroit obligé de le passer pour un bon titre , & de se conformer à ce qu'il trouveroit ordonné. L'on suppose aussi de l'autre côté , que la Requête civile obtenue contre l'Arrêt du Parlement , qui a servi de fondement à celui du grand

Conseil, est enterinée; & en cet état, il seroit vray de dire, que n'y ayant plus d'Arrêt du Parlement, celui du grand Conseil ne pourroit subsister, & que l'on seroit bien fondé de se pourvoir contre, par Requête civile: Que c'est ce qui peut avoir des suites & des embarras infinis.

M. le Chancelier a dit, qu'il sembloit qu'il y auroit cependant nécessité de sursoir, ou d'attribuer Jurisdiction à la compagnie ou l'Arrêt auroit été produit.

M. le P. Président a dit, que l'article portoit que cela se pouvoit faire, pourvu que ce fût du consentement des parties; qu'il demeure d'accord qu'il est difficile de se déterminer sur cette matiere, & que cela doit dépendre des différentes circonstances des affaires.

M. le Président de Novion a dit, que cela reculeroit étrangement l'expédition de la Justice.

M. Puffort a dit, que toutes ces questions, & les différentes especes des affaires qui pourroient naître sur ce sujet, avoient été prévues & examinées. L'on y avoit remarqué des inconveniens fort considerables de part & d'autre; l'on connoissoit assez que n'y ayant point de surseance, cela auroit de mauvaises suites; mais que si la surseance étoit expressement portée par l'Ordonnance, ce seroit un moyen certain, dont les chicaneurs se serviroient toujours pour arrêter le Jugement d'un procez. Que l'on avoit estimé, que les Juges ne feroient pas difficulté d'accorder cette surseance, selon les différentes circonstances des affaires.

M. le P. Président a encore observé, que les mots de *produits, induits & communiquez*, employez dans plusieurs articles de ce titre, n'étoient pas convenables.

M. Puffort a dit, que l'on pouvoit ôter le mot *d'induits*.

A R T I C L E XXVI.

Cet article a été supprimé. **L**Es deux articles cy-dessus, auront lieu, soit que les Arrêts ou Jugemens en dernier ressort, qui seront produits, *induits*, ou communiquez en diverses Cours ou Juridictions, aient été donnez en vertu du pouvoir ordinaire ou naturel des Cours & Juges, où ils auront été rendus, ou en consequence d'évocation ou renvoy, portant attribution.

Lecture faite de l'Article, il a passé, en ôtant le mot d'induits.

A R T I C L E XXVII.

XXVII. Art.
de l'Ordonn.

TOutes Requêtes civiles, tant principales qu'incidentes, seront communiquées à nos Avocats & Procureurs Généraux, ou leur Substituts, & portées à l'Audiance, sans qu'elles

les puissent être appointées, si non en plaidant, ou du consentement commun des parties; ou par la fin ou clôture des rôles, où elles auront été mises.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, que l'on en devoit retrancher le mot de *substituts*, qui ne convenoit pas aux Compagnies Souveraines, ny aux Arrêts. Qu'autrefois le Procureur Général du Parlement, avoit ses Substituts dans les autres Compagnies, comme étant le seul Procureur Général dans le Royaume; mais que cela n'étoit pas ainsi à présent.

D'ailleurs M. le P. Président a remarqué, qu'il est souvent nécessaire d'obliger une partie qui obtient une Requête civile incidente, pour empêcher le Jugement d'un proces, de passer l'appointement portant *jonction*, après en avoir communiqué au parquet; & que si on ne laisse cette liberté aux Juges, ceux qui voudront chicaner, empêcheront toujours par ce moyen, le Jugement des grands proces.

M. Puffort a dit, que l'observation étoit bonne, & qu'il y auroit encore à retrancher sur la fin de l'article, ces mots: *ou par la fin ou clôture des rôles, où elles auront été mises*; puisque l'on veut qu'à l'avenir tout soit porté à l'Audience.

A R T I C L E X X V I I I.

Sera fait de trois mois en trois mois un rôle extraordinaire, où seront mises les causes des Requêtes civiles; & après le temps de chacun rôle expiré, celles qui n'auront point été plaidées, seront appointées au Conseil, & les appointemens renvoyez aux Chambres où les Arrêts auront été donnez, pour y être instruits & jugez comme dessus.

Cet Article a été supprimé

Lecture faite de l'Article, il a passé.

A R T I C L E X X I X.

Lors de la communication au Parquet à Nos Avocats & Procureurs Généraux, ou leurs Substituts, sera représenté l'avis signé des Avocats qui auront été consultés, & qui doit être attaché sous le contre-scel des Lettres en forme de Requête civile; & seront les Avocats nommez par celui qui communiquera pour le demandeur en Requête civile.

XXVIII, Art. de l'Ordon.

ARTICLE XXX.

XXIX. Art.
de l'Ordonn.

S depuis la consultation & les Lettres , le demandeur en Requête civile découvre de nouveaux moyens d'ouverture contre l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort , que ceux énoncés en la Requête civile , il sera tenu de les énoncer dans une Requête , qui sera dressée & signifiée à cet effet au Procureur du défendeur en Requête civile , sans qu'il soit besoin d'obtenir lettres d'ampliation , lesquelles nous abrogeons-

Ces Articles ont passé , en ôtant le mot de Substituts , de l'Article XXIX.

ARTICLE XXXI.

XXX. Art.
de l'Ordonn.

A Brogeons aussi l'usage de faire trouver en l'Audience les Avocats qui auront consulté , pour assister l'Avocat du demandeur en Requête civile ; mais voulons que l'Avocat du demandeur , avant que de plaider , déclare les noms des Avocats , par l'avis desquels la Requête civile a été obtenue.

ARTICLE XXXII.

XXXI. Art.
de l'Ordonn.

L E demandeur en Requête civile & son Avocat , ne se pourront servir , ny alleguer d'autres ouvertures que celles qui seront mentionnées & expliquées aux lettres & en la Requête tenant lieu d'ampliation : le tout dûement signifié , & communiqué au Parquet , avant le jour que la cause doit être plaidée.

Lecture faite de ces Articles , ils ont été trouvés bons.

ARTICLE XXXIII.

XXXII. Art.
de l'Ordonn.

N E seront les Arrêts & Jugemens en dernier ressort , retracts , sous prétexte de mal jugé au fonds , soit en fait soit en droit , s'il n'y a ouverture de Requête civile.

M. le P. Président a dit, que cet article est contraire à l'article XI. de ce titre, qui porte que *l'erreur de fait est un moyen de Requête civile*. Et par celuy cy, il est porté, que l'on ne fera point restitué contre les Arrêts, *sous prétexte de mal jugé au fonds, soit en fait, soit en droit*, s'il n'y a ouverture de Requête civile.

M. Puffort a dit, que l'on pouvoit ôter ces mots : *soit en fait, soit en droit*.

M. le P. Président a dit, que par l'article 35. l'on a encore employé pour moyen de Requête civile, *l'erreur en un fait décisif*. Que cela ne signifioit rien, & que chacun prétendroit le fait qu'il articuleroit, décisif.

M. Puffort a dit, que l'on pouvoit encor ôter ces mots:

ARTICLE XXXIV.

ET s'il y a ouverture suffisante de Requête civile, les parties seront mises en pareil état qu'elles étoient auparavant l'Arrêt, encore que ce fût une pure question de droit ou de coutume, Jugée par l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort. XXXIII. Art.
de l'Ordonn.

M. le P. Président a dit, qu'il ne faut jamais enteriner une Requête civile, par le mérite du fonds; parce que ce seroit recevoir des griefs contre un Arrêt: mais que ce seroit inutilement multiplier les procez, que de restituer les parties contre un Arrêt que l'on connoîtroit avoir bien Jugé, quoy qu'en la forme il y eût quelque chose à redire; & que ce ne seroit pas faire le bien du mineur de lui donner un procez à faire juger une seconde fois, si le fonds n'en étoit pas bon.

M. Puffort a dit, qu'il n'est pas facile de séparer toujours la forme d'avec le fonds: comme lorsqu'il s'agit d'un mineur, qui prétend n'avoir pas été défendu; ou d'une contrariété d'Arrêts, où le fonds servira de moyen de Requête civile.

M. le P. Président a dit, que l'article est absolument inutile; parce que de quelque manière qu'on puisse statuer sur cette matière, cela dépendra toujours de la religion des Juges.

ARTICLE XXXV.

REputons seulement pour ouvertures de Requête civile à l'égard des Majeurs, le dol personnel, l'erreur en un fait décisif, ou en un point de coutume; si la procédure par nous prescrite n'a point été suivie; s'il a été prononcé sur une chose non demandée, ou qui n'a point été contestée; s'il a été plus ajugé qu'il n'a été demandé, ou s'il a été ob-

mis de pourvoir sur un des chefs qui étoient demandez & contestez ; s'il y a contrariété d'Arrêts ou Jugemens en dernier ressort entre les mêmes parties sur les mêmes moyens & en mêmes Cours & Jurisdiccions : Sauf en cas de contrariété en différentes Cours ou Jurisdiccions, à se pourvoir en notre grand Conseil. Si dans un même Arrêt il y a des Chefs contraires aux autres ; lesquelles contrarietez nous entendons , quand les Arrêts ou Jugemens en dernier ressort , ou les chefs que l'on dit être contraires , ne peuvent pas subsister ensemble. Si les choses qui nous concernent ou l'Eglise , le Public ou la Police , il n'y a point eu de communication faite à nos Avocats ou Procureurs généraux , ou leurs Substituts. S'il se trouve que ce qui a été jugé , soit fondé sur pièces fausses , ou sur des offres , consentemens , ou autres choses qui soient ou aient été desavouées , & le desaveu jugé valable ; ou s'il y a des pièces nouvellement recouvrées qui eussent servi à la décision du différent , & qui étoient retenues ou détournées par la fraude , & par le fait de la partie adverse.

Lecture faite de l'Article ,

M. le P. Président a dit , qu'il étoit dangereux de vouloir renfermer tous les moyens de Requête civile dans l'Ordonnance. Qu'ils seroient toujours considerez par les circonstances ; que quelque exactitude que l'on y eût apporté , il étoit impossible qu'il n'y en eût beaucoup d'obmis : comme d'avoir Jugé au nombre de neuf , dans les Compagnies où il étoit nécessaire qu'il y eût dix Juges.

Que par l'article l'on avoit compris dans les moyens de Requête civile , *l'erreur dans un fait , ou dans un point de coutume* ; c'étoit ouvrir la porte aux Requêtes civiles , contre les Arrêts qui auroient été rendus sur des questions de coutume.

Que les questions de coutume s'entendent différemment par les parties ; & celui qui aura perdu son procez , soutiendra toujours , que l'on aura Jugé contre la coutume.

M. Pussort a dit , que le dénombrement des moyens de Requête civile , porté par l'article , n'étoit pas seulement pour les Juges , mais afin que les parties sachent ce qu'elles auront à faire. *Optima lex qua minimum relinquit arbitrio Judicis*. Qu'il est difficile de trouver d'autres moyens de Requête civile , que ceux qui sont exprimez dans l'article. Tout ce que l'on peut dire sur cette matière , s'y trouvera directement ou indirectement compris ; même les moyens qui ont été objectez , sous ces deux clauses de

del personnel , & si la procédure prescrite n'a point été suivie ; & que l'erreur de Coutume , se doit entendre pour une Coutume alleguée.

M. le P. Président a réparti , qu'il étoit permis de douter , si les meilleures Loix , étoient celles qui laissoient le moins à l'office & à l'arbitrage du Juge ; puis que deux des plus grands hommes de l'antiquité avoient été de différent avis sur ce sujet. Platon vouloit que la principale fin du Législateur , fût de rendre les Juges gens de bien ; considérant que ces Loix vivantes , quand elles étoient bien droites , agissoient incomparablement mieux pour la Justice , que des Loix écrites , qui sont d'elles-mêmes inanimées. C'est pourquoy il vouloit qu'en rendant les Juges vertueux , ou les choisissant tels , on leur laissât aussi une grande liberté dans les Jugemens. Aristote au contraire soutenoit , que la Loi devoit décider les choses autant qu'il étoit possible , & laisser le moins de liberté qu'il se pouvoit aux Juges ; parce qu'il disoit , que la Loi étant un Esprit sans passion , prononçoit toujours avec plus de Justice , que les hommes ne peuvent faire.

* M. Talon a dit , qu'il y avoit bien des cas qu'il étoit impossible de prévoir : comme si dans un procez partagé l'on a ajouté des pièces , & fait une nouvelle production , l'on ne pourra pas prétendre à l'avenir que ce soit un moyen de Requête civile ; parce qu'il n'en auroit pas été fait mention dans l'article.

M. le P. Président a dit , qu'il falloit ôter ces mots : *l'erreur en un fait décisif , ou un point de Coutume.*

M. Puffort a dit , qu'il en falloit parler au Roy.

ARTICLE XXXVI.

CE que dessus aura lieu à l'égard des Eclésiastiques , des Communautés & des Mineurs ; En outre reputons encore à leur égard , pour ouvertures de Requête civile , s'ils n'ont point été défendus ; c'est à sçavoir , que les Arrêts ou Jugemens en dernier ressort aient été donnez contre eux par défaut ou par forclusion : s'ils n'ont pas été valablement défendus , en cas que les principales défenses de fait ou de droit , aient été omises ; quoy que ces Arrêts ou Jugemens en dernier ressort aient été contradictoires , ou sur les productions des parties : en telle sorte néanmoins qu'il paroisse qu'ils n'ont point été défendus , ou non valablement défendus , & que le défaut des défenses omises , ait donné lieu à ce qui a été jugé , qui auroit été autrement jugé , s'ils avoient été défendus ou que les défenses eussent été fournies.

XXXV. Art.
de l'Ordonn.

ARTICLE XXXVII.

XXXVI. Art.
de l'Ordonn.

VOulons encore , qu'aux instances ou procez , où nos Procureurs généraux ou leurs Substitués seront parties , touchant la propriété , possession & jouissance des droits de nôtre Couronne , ou de nôtre Domaine , ils soient mandez en la Chambre du Conseil , avant que de mettre l'instance ou le procez sur le Bureau , pour s'informer d'eux, s'ils n'ont point d'autres pieces ou d'autres moyens : & qu'il en soit fait mention dans l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort , dont il ne faudra point d'autre preuve. Et en cas qu'il n'en soit pas fait mention , ce sera une ouverture de Requête civile à nôtre égard , outre ce qui a été dit par les deux articles precedens.

Lecture faite de ces deux Articles , ils ont passé , à l'exception des mots : en dernier ressort.

ARTICLE XXXVIII.

XXXVII. Art
de l'Ordonn.

NE seront plaidées que les ouvertures de Requête civile , & les réponses du défendeur , sans entrer aux moyens du fonds , ny en la déduction du fait.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit , qu'on pouvoit le passer ; mais qu'il ne seroit jamais observé.

M. Puffort a dit , que les anciens Avocats ont fait entendre , que lors qu'ils sont venus au Palais cela se pratiquoit. Que l'Audience d'une Requête ne duroit pas une demi-heure , & que l'on plaidoit les moyens , sans entrer au fonds ; si ce n'étoit que cela fût d'une nécessité absolue : qu'autrement les Présidens leur imposoient silence.

M. le P. Président a réparti , que les Avocats mêloient les ouvertures de Requête civile avec le fonds , d'une telle manière , qu'il étoit souvent impossible de les séparer.

ARTICLE XXXIX.

SI les ouvertures sont trouvées suffisantes à l'Audience, & XXII. Art. de l'Ordon.
 Squ'en conséquence les parties soient remises en l'état
 auquel elles étoient avant l'Arrêt ou Jugement en dernier
 ressort, elles seront renvoyées en la Chambre où aura été
 rendu l'Arrêt, contre lequel la Requête civile avoit été ob-
 tenuë.

M. le P. Président a dit, que l'article ne permettoit pas de Juger le
 rescindant & le rescisoire. Qu'il arrivoit quelquefois, que les Juges pre-
 nant occasion des bonnes dispositions des parties, les faisoient convenir
 entre elles de sortir d'affaire diffinitivement. Bien souvent les Requêtes
 civiles étoient incidentes : le fonds qui étoit le rescisoire, se trouvoit con-
 testé en d'autres points du procez, & que les Juges y prononçant, com-
 me sur une chose contestée, on prendroit occasion de se pourvoir contre
 les Arrêts. Tout cela étoit si fort mêlé ensemble, que si l'on ne donnoit
 quelque liberté à l'Office du Juge, on ouvreroit bien des voyes aux chican-
 neurs, pour rendre les affaires immortelles, en faisant des instances en
 cassation d'Arrêts.

M. Pussort a reparti, qu'il y auroit plus d'inconveniens de l'autre côté.
 & que l'on en avoit une infinité d'expériences.

ARTICLE XL.

LEs Juges qui auront opiné, & même rapporté ou presidé XXXVIII. Article de l'Ordon.
 lors de l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort, contre
 lequel la Requête civile sera obtenue, auront séance &
 voix délibérative, tant sur le rescindant que sur le rescisoire
 de la Requête civile si d'ailleurs ils ont droit; mais celui au
 rapport duquel sera intervenu l'Arrêt ou Jugement en dernier
 ressort, contre lequel la Requête civile est obtenue, ne
 pourra être rapporteur ny du rescindant ny du rescisoire, si
 les parties sont appointées.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE XLI.

EN toutes Requêtes civiles, s'il n'y a point d'ouvertures XXXIX. Art. de l'Ordon.
 suffisantes, le demandeur sera debouté de ses Lettres, avec

ARTICLE IV.

III. Artic.
de l'Ordonn.

AU jour & à l'heure de l'assignation, le Procureur de ce-
luy qui presente la caution & certificateur, comparoîtra
devant le Juge, & représentera ou fera représenter les ori-
ginaux des titres qui concernent les facultez de la caution
& du certificateur; & le Juge sur le champ prononcera con-
tradictoirement ou par défaut, sur la reception ou rejet de la
caution ou certificateur; & sera la Sentence mise au Greffe,
& ensuite signifiée; après quoy elle sera exécutée nonob-
stant oppositions, ou appellations quelconques.

Lecture faite de ces Articles.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit quelques observations à faire sur
les articles de ce titre: l'une regardoit les termes, entre lesquels celuy de
condamné, paroîsoit rude, & qu'il sembleroit plus à propos de mettre:
celuy qui auroit succombé.

L'autre est, que par le second de ces articles, *la partie qui aura obtenu
Arrêt à son profit, doit faire faire des soumissions au Greffe à sa caution*, aupara-
vant qu'elle ait été reçûë; qu'il pourra arriver qu'elle ne le sera pas; ce
sera une multiplication d'actes inutiles contraires à l'usage du Palais, &
que cela augmentera les frais.

M. Pussort a dit, que cet engagement étoit nécessaire: qu'autrement il
arriveroit souvent, qu'une caution rebutée des contestations qui se for-
meroient sur la solvabilité, se retireroit, si elle ne se trouvoit obligée par
sa soumission; & que cette variation causeroit beaucoup plus de frais,
que ne feroit l'augmentation de ces soumissions. Qu'il n'y a en cela nul
peril: si elle est acceptée, la chose est consommée; sinon, on en présente
une autre.

M. Talon a représenté, qu'il vaudroit mieux que l'article portât, que
*si la caution présentée n'étoit pas contestée, elle feroit sa soumission, sinon elle
attendroit le Jugement.*

M. le P. Président pour une troisième observation a dit, que par le 3.
article, l'on oblige la caution de donner copie de ses titres: que cela sera
difficile à pratiquer en toutes sortes de cas; mais principalement dans celui
pour justifier de la propriété d'une terre. Il y aura deux cens Contrats de
différentes acquisitions, dont elle sera composée. D'ailleurs l'on deman-
deroit volontiers, si lors qu'il s'agira de faire apparoir d'un Contrat de
constitution de rente, il suffira d'en donner copie, & si ce n'est pas le cas
où il faut voir nécessairement l'original, pour sçavoir s'il n'est point dé-
chargé.

D'ailleurs M. le P. Président a encore observé qu'il étoit à propos de défendre aux Juges d'appointer sur la solvabilité ou insolvabilité des cautions. Qu'il s'étoit vû pour raison de ce, des procez qui avoient été portez jusqu'au Parlement en cause d'appel ; & qu'il falloit prévenir toutes ces chicanes.

Et pour une dernière observation, il a dit, qu'il n'étoit point parlé dans ce titre, de la forme de recevoir les cautions dans les Compagnies Souveraines, quoy qu'il s'y en reçût fréquemment.

M. Puffort a dit, que ces appointemens que l'on prenoit sur la solvabilité ou insolvabilité des cautions, ne seront pas rendus ; parce que le Juge, par la disposition du I V. article, étoit obligé de prononcer sur le champ. Que si c'étoit un appointement de contrariété dont on entendoit parler, il faudroit s'expliquer ; mais c'est encore un cas bien rare, & qui ne doit pas tomber dans la disposition de la Loy.

Et quant à ce qui est des copies, la quantité n'en fera pas ordinairement si grande ; & même en ce cas on pourroit en prendre communication par les mains du Procureur du demandeur.

Pour ce qui est des cautions reçues pardevant les Juges en dernier ressort, l'on avoit estimé qu'il s'y en recevoit peu ou point du tout, & que cela ne meritoit pas d'en faire mention dans l'article.



Deux Articles à ajoûter,

A U T I T R E X I.

Des procédures, & délais, ez Cours de Parlement, &c.

XI. Titre
de l'Ordon.

A R T I C L E I.



E'FENDONS à tous Greffiers, en quelque Siege & matiere que ce soit, d'écrire sur leur feuille, ou dans le Registre de leurs minutes, & de délivrer, collationner, ou parapher aucun congé ou défaut, appointement à mettre ou en droit, Arrêt, Jugement, ou Ordonnance de Requête, & pieces mises ez causes d'Audiance, qu'il n'ait été prononcé publiquement par le Juge, à peine de faux & de 100. livres d'amande, aplicable moitié à Nous, moitié aux réparations de l'auditoire.

XXXII. Art.
de l'Ordon.

M. le P. Président a dit , qu'il ne voyoit point de péril à laisser recevoir aux Greffiers , des apointemens du consentement des parties ; Que les renvoyant à l'Audiance , outre le tems que cela pouvoit consommer , les Procureurs emploieroient des Avocats pour en demander la reception : tous ces frais seront épargnez , si l'on permet aux Greffiers de les recevoir à toute heure de la main des Procureurs ; n'y ayant pas d'apparence que quand les parties les presenteroient elles-mêmes, le Juge le dût empêcher. *Volenti enim non fit injuria.*

M. Puffort a dit , que ces apointemens sont plutôt du consentement des Procureurs que des parties. Qu'ils en prendront en bien des causes , s'ils ne sont observez de près. Qu'il est bon d'en rendre la reception un peu plus difficile qu'elle n'est ; & que pour cela le Juge en prenne quelque connoissance en y interposant son autorité.

M. le P. Président a dit , que leurs Procureurs ou leurs Avocats viennent à l'Audiance , & disent : *nous sommes d'accord* , & on ne les refuse jamais.

M. Puffort a reparti , que du moins le Juge aura le pouvoir d'examiner la qualité de cet apointement. Si l'on en refusoit un , entre plusieurs , ce refus rendroit les Procureurs plus retenus ; & qu'en tout cas la loy aura fait son devoir.

ARTICLE II.

XXXIII. Art.
de l'Ordonn.

DEfendons pareillement aux Procureurs en toutes nos Cours, Jurisdicions & Justices, de mettre au Greffe des productions en blanc , n'y aucun inventaire , dont les cottes ne soient pas remplies , & aux Greffiers de les recevoir : & Voulons que s'il s'en trouve aucune à l'avenir de certe qualité , le Procureur qui l'aura mise , & le Greffier qui l'aura reçûë , soient condamnez chacun en 150. livres d'amande , aplicable comme dessus.

M. le P. Président a dit , que l'article étoit bon ; mais que l'on y pouvoit ajoûter , que *sans s'arrêter à ces productions en blanc , & sans faire aucunes poursuites ny procedures pour les remplir , il servit passé outre au Jugement du proces* : ce qui a été accordé.



Du Jeudi 17^e. Mars 1667.

EN L'HOTEL SEGUIER.

*Ce jour Messieurs étant assemblez en la maniere accoutumée, Lecture
a été faite des Articles contenus au*

TITRE I.

De l'observation des Ordonnances.

Dont l'examen avoit été renvoyé en ce lieu.

ARTICLE I.



VOULONS que la presente, & autres nos Ordon- ^{I. Article}
nances, Edits, Déclarations, Lettres Patentes, que ^{de l'Ordonn.}
Nous & nos Successeurs pourront faire cy-après,
soient gardées & observées par toutes nos Cours de
Parlement, Grand Conseil, Chambres des Comptes, Cours
des Aydes, & autres nos Cours, Juges, Magistrats, Officiers,
tant de Nous que des Seigneurs Eclésiastiques & Séculiers,
& par tous nos autres Sujets, même dans les tribunaux Eclé-
siastiques.

ARTICLE II.

Seront tenues nos Cours de Parlement, & autres nos Cours, ^{II. artiel.}
de proceder incessamment à la publication & enregistre- ^{de l'Ordonn.}
ment de nos Ordonnances, Edits, Déclarations, & autres
Lettres, aussi-tôt qu'elles leur auront été envoyées, sans y
aporter aucun retardement, & toutes autres affaires cessan-
tes; même la visite & Jugement des procez criminels, &
affaires particulieres des compagnies.

A R T I C L E I I I.

I I I. Art.
de l'Ordonn.

N'Entendons routesfois empêcher, que si par suite du tems, usage & expérience, aucuns articles de la présente Ordonnance se trouvoient contre l'utilité ou commodité publique, ou être sujets à interpretation, déclaration, ou moderation, nos Cours ne puissent en tous tems, nous représenter ce qu'elles jugeront à propos, sans que sous ce prétexte, l'exécution en puisse être surmise.

A R T I C L E I V.

I V. Article
de l'Ordonn.

ET quant aux Ordonnances, Déclarations, & lettres Patentes, qui auront été publiées en notre présence, ou de notre exprès Mandement, portées par personnes par nous à ce commises, Voulons icelles être observées du jour de la publication qui en sera faite.

A R T I C L E V.

V. Art.
de l'Ordonn.

ET à l'égard des autres Ordonnances, Edits, Déclarations & Lettres Patentes, qui pourront être envoyées en nos Cours, pour y être enregistrées, seront tenuës nos dites Cours de nous représenter ce qu'elles jugeront à propos huit jours après la deliberation intervenüe sur icelles, pour les Compagnies qui se trouveront dans les lieux de notre séjour; & six Semaines après, à l'égard des autres: & ledit tems passé, seront lesdites Ordonnances, Déclarations, & Lettres Patentes & en conséquence, censées publiées, gardées & observées, & envoyées aux Baillifs, Sénéchaux, Elûs, & autres Sieges du Ressort, par nos Procureurs généraux esdites Cours.

A R T I C L E V I.

V I. Articl.
de l'Ordonn.

Voulons toutes nos Ordonnances, Edits, Déclarations, & Lettres Patentes, être observées, tant aux Jugemens des procez, qu'autrement; sans y contrevenir, ny s'en dispenser, ou moderer les peines portées par icelles, pour quelque occasion que ce soit, même sous prétexte d'équité,

accélération de la Justice, ou sous prétexte de ce que nos dites Cours auront à nous représenter.

ARTICLE VII.

DÉfendons auxdites Cours de Parlement, & autres nos Cours, au cas qu'il survienne aucun doute ou difficulté, dans les Jugemens des procez qui seront pendans pardevant eux, sur l'exécution d'aucuns articles desdites Ordonnances, Déclarations, & autres Lettres, d'entreprendre de l'interpréter : mais voulons qu'en ce cas, elles aient à se retirer par devers nous, pour sur ce apprendre ce qui sera de nôtre intention. VII. Article de l'Ordonn.

ARTICLE VIII.

DÉclarons les Jugemens & Arrêts qui seront donnez contre la forme de nos dites Ordonnances, Edits, Déclarations, & Lettres Parentes, nuls & de nul éfet : & les Juges qui les auront rendus, responsables en leur propre & privé nom, des dommages & intérêts des parties, ainsi qu'il sera par nous avisé. VIII. Article de l'Ordonn.

Lecture faite de ces Articles.

M. le P. Président a dit, que les articles de ce projet d'Ordonnance, ayant été examinés en particulier, il étoit à propos d'y faire quelques réflexions générales, & d'y regarder principalement ce qui concerne les personnes des Juges, & la dignité de leurs fonctions.

Que cette considération luy paroïssoit d'autant plus nécessaire, qu'il ne s'étoit point arrêté dans toutes les Conférences précédentes sur un grand nombre d'articles qui touchent ces deux choses, pour ne pas répéter sans cesse le même discours : ayant crû qu'on les reprendroit ensemble à la fin, pour les mieux considérer, & pour séparer en quelque façon, le détail de l'Ordonnance, qui parle de l'administration de la Justice, d'avec ce qu'elle dit des Magistrats qui la doivent administrer.

Et même que dans ce qui luy avoit été communiqué en particulier, le premier titre étoit de l'*observation des Ordonnances* ; que c'étoit un des plus sévères contre les Juges ; mais que ce titre n'ayant été lû dans aucune des Conférences, il ne sçavoit pas, si l'on avoit dessein de l'ôter ou de le laisser comme il l'avoit vû.

Qu'ainsi il étoit à propos d'examiner en général la conséquence des termes fâcheux, & des peines extraordinaires que cette Ordonnance con-

tenoit contre les Juges, & contre les Compagnies routes entieres.

Qu'après l'avoir lûe, la premiere pensée qui luy étoit entrée dans l'esprit, étoit celle-ci: qu'il semble en beaucoup d'endroits qu'elle soit conçûe comme si l'on croyoit que personne ne la dût recevoir volontairement; bien qu'en éfet les bonnes Loix s'expliquent toûjours de telle sorte qu'il paroît que leur plus grande force vient de leur juste disposition, & que c'est par là principalement, qu'elles se font desirer par les peuples, & conserver par les Magistrats,

Il est certain qu'on ne peut assez admirer le zèle du Roy pour la Justice, & l'aplication de Sa Majesté à réformer les abus qui s'y étoient glissés. Aussi jamais Roy n'a eu plus d'autorité: chacun devant être persuadé, que son intention dans cet Ouvrage n'est autre que le soulagement de ses Peuples; c'est pourquoy il a bien voulu prendre les avis de son Parlement, & consulter les personnes les plus éclairées. Pourquoy donc présumer que cette Loi, qui ne regarde que le bonheur de ses Sujets, & qui porte avec elle le respect qui est dû à son Auteur, ait besoin d'une autre force que celle de ce respect même, pour être reçûe avec l'applaudissement & la soumission qu'elle mérite?

Après tout, la Loy n'agissoit point d'elle même; elle n'avoit d'oreilles ny de voix que celles du Magistrat, pour écouter la raison & la faire entendre. Quand il étoit une fois chargé du pouvoir souverain de la Loy, il en devenoit le conservateur; qu'aussi la Loy devoit être la regle, & non pas l'écueil de ses fonctions.

Que cette regle ne pouvoit marquer trop d'estime pour celui qui s'appliquoit à conduire les autres; parce que sa réputation étoit celle de la Loi même, & qu'elle ne luy étoit pas moins essentielle que son autorité. Cela eut été beaucoup à desirer en cette Ordonnance, au lieu de la défiance qu'elle témoigne dans la plûpart des articles: comme si les menaces du châtiment étoient absolument nécessaires, jusques dans les moindres choses, pour contenir les Juges dans leur devoir. Au contraire il étoit de la gloire du Roy, de donner bonne opinion de ses Officiers, dans les choses mêmes qu'il remettoit à leur conduite; pour montrer qu'il ne prétend confier qu'à des mains pures, le dépôt sacré de sa Justice, & qu'il n'y a rien de plus sûr pour maintenir cette pureté, que leur honneur & leur conscience: n'étant pas raisonnable, que ceux qu'il établit pour ordonner des peines contre la transgression des Loix, soient exposez à de continuelles craintes de faillir, & à des peines rigoureuses, si quelquefois ils ne comprennent pas bien le nouveau Stile que l'Ordonnance prescrit, en des choses qui d'elles-mêmes sont assez indifferentes.

Que les Loix qui ont établi des peines contre les Juges, avoient été faites ordinairement après de longues contestations sur l'exécution des précédentes Ordonnances: & que c'étoit en ces rencontres, où la puissance & la volonté des Roys se trouvoient engagées d'en surmonter les difficultés.

Que cette Ordonnance n'est point de cette qualité, parce qu'elle est
route

toute nouvelle. Ce n'est pas la suite d'une autre qui n'ait point été exécutée, & on ne peut pas dire que les Juges ne la veulent point exécuter, puisqu'ils ne la connoissent point encore.

C'est ce qui fait trouver plus étrange, qu'elle commence d'abord par des menaces contre les Parlemens & toutes les Compagnies Souveraines : veu que les Compagnies & tous les Officiers du Royaume, n'ont jamais été dans une si parfaite soumission aux volontez du Roy.

De sorte que l'autorité ne pouvant manquer dans les choses où le Roy voudra l'employer, il semble que ceux qui travaillent à cette Ordonnance sous ses ordres, ne doivent songer qu'à la rendre juste dans toutes ses dispositions, & à bien examiner ce qui est possible ou ce qui ne l'est pas ; à peser tous les inconveniens que peut causer le changement qu'elle apporte, & se regler sur l'expérience, & sur ce qui a été rectifié par le tems ; en donnant créance à ceux qui sont consummez dans la pénible fonction des Jugemens.

C'est de la sorte que la nouvelle Ordonnance peut avoir des fondemens solides ; mais c'est en se fiant à la probité des Juges, c'est en les instruisant & non pas en les faisant craindre ; en acordant leur autorité avec leur devoir ; & enfin en les engageant par conscience & par honneur, à soutenir une Loy, qui pourroit corriger les abus, sans renverser l'usage, & regler leurs fonctions sans diminuer leur dignité.

Qu'après avoir fait réflexion sur toutes les Loix anciennes, dont la connoissance est venue jusqu'à nous, il ne pouvoit s'empêcher de remarquer icy, que les plus douces & les plus humaines avoient été les mieux observées & les plus durables ; parce qu'elles étoient fondées sur la raison & sur l'équité, qui sont au gré de tous les Siecles, qui se fortifient par le tems, & se maintiennent sans le secours de l'autorité.

Par exemple, que les Loix de Solon effacerent tellement celles de son prédecesseur, qu'il n'en resta dans Athenes qu'une aversion extrême contre leur sévérité ; au lieu que celles de Solon, étant plus douces & plus conformes à la portée des hommes, ne finirent qu'avec la République.

Que les Romains, qui ont plus relevé la majesté de leur Empire par la bonté de leurs Loix, que par la valeur de leurs Legions, en ont formé la plupart sur celles de Solon ; qu'ils se sont étudiés même à les adoucir en beaucoup d'endroits, & toujours en réhaussant la dignité des Magistrats. C'est ce qui a fait admirer leurs Loix, & regner leur Justice depuis tant de Siecles sur des Nations qu'ils n'avoient jamais pû soumettre par les armes. Aussi leur grand Historien Tite-Live le remarque excellemment par ces paroles : *Gloriari liceat, nulli unquam civitati aut populo minores placuisse Leges.*

Qu'il avoit autrefois entendu faire l'application de ce passage par feu M. Bignon : que ce grand Homme qui méritoit bien d'être cité dans cette Conférence, prétendoit que nos Loix n'étoient pas moins dignes de cette louange, que les Loix Romaines ; & que la France avoit religieusement observé dans les constitutions, le caractère de douceur & d'équité qui la

distingue particulièrement d'avec les autres Païs.

Que les Empereurs Romains , à qui nous sommes redevables de tant de belles Loix , n'ont rien eu si fort en recommandation , que de les rendre immortelles par le consentement des Peuples. Pour cet éfet , ils y ont porté leurs Sujets , en s'acordant à leurs mœurs ; & engagé les Officiers , en honorant leur dignité.

Que cela se voit principalement dans le rescrit de Théodose à Florentinus Préfet du Prétoire , pour l'exécution de son Code : *Quod verat , Florentine parens charissime & amantissime , illustris & Magnifica autoritas tua , cui amicum , cui familiare est placere principibus , Edictis propositis in omnium populorum provinciarumque notitiam scita augustæ Majestatis nostræ faciat pervenire.*

Et dans ceux de Justinien , adressés au Sénat de Constantinople & au Préfet du Prétoire , pour l'observation du Digeste & du Code Justinien : *Illustris igitur & Magnifica autoritas tua , pro innato sibi circa Rempubicam nostrasque dispositiones explendas studio , ad omnium populorum notitiam eundem Codicem , Edictis ex more propositis , pervenire faciat.*

E contra Alaricus Gothorum Rex , en l'adresse au Comte Timorhée : *providere ergo te convenit , ut in foro tuo nulla alia Lex , neque Juris formula proferri presumantur ; quod si factum fortasse constiterit , aut ad periculum capitis tui , aut ad dispendium tuarum noveris facultatum.*

Qu'on ne remarque en ces rescrits que des termes pleins d'estime , qui excitent les Juges à leur devoir , par la confiance que l'Empereur avoit en eux , & par l'honneur qu'il faisoit à leur charge. Cependant si on vouloit appliquer ces réflexions générales , au fait particulier dont il s'agissoit , on trouveroit un esprit bien différent dans tous les articles de la nouvelle Ordonnance , qui regardent les Juges.

Si on vouloit lire tous les articles qui les concernent , il faudroit relire une grande partie de cette Ordonnance ; mais que ces peines tant de fois répétées contre eux , se pouvoient considerer en trois façons.

- 1°. Ou contre les Juges en général.
- 2°. Ou contre les Officiers des Parlemens & des Compagnies Souveraines en particulier.
- 3°. Ou contre les Parlemens , & les corps entiers des Compagnies Souveraines.

Qu'il n'avoit rien à ajoûter à ce qu'il avoit dit sur les premiers , sinon que quand même la menace de ces peines ne feroit pas un mauvais éfet dans leur esprit , elle diminueroit infailliblement la force de la Loy , en diminuant l'autorité de l'Officier qui étoit chargé de la faire exécuter : sur tout étant appliquée indifféremment jusqu'aux moindres choses , & dans les procédures qui ne sont pas de conséquence pour la Justice & pour le but principal de cette Ordonnance. Ce qui est néanmoins si remarquable , qu'elle ne parle presque jamais des Juges , qu'aussi-tôt elle n'établisse des peines contre eux , comme si c'étoit une clause de Stile.

A l'égard des Officiers qui sont du Corps des Compagnies Souveraines ,

il est certain que toutes les Ordonnances les ont distinguez des autres, comme étant d'un ordre supérieur ; & les Rois qui ont confié leur Justice Souveraine à leurs Parlemens, ont bien voulu s'y rapporter de tout ce qui concerne la fonction des Officiers qui les composent. De sorte que si les anciennes Ordonnances sont entrées quelquefois dans ce détail, ç'a été par des engagements qui ne se rencontrent point icy, & toujours en laissant aux Compagnies Souveraines la connoissance entiere de l'exécution ; au lieu que celle-cy confond les premiers & les derniers Juges, en les traitant également.

Pour ce qui est des Parlemens & des Compagnies Souveraines en general, qu'il luy paroît fort étrange qu'on veuille les exposer à de continuelles prises à partie, à des condamnations de dommages interêts, & à tout ce qu'on peut s'imaginer de plus fâcheux aux Juges, & de plus opposé à la Justice Souveraine du Roy, dont ces Compagnies sont dépositaires, & dont elles tirent le nom de Souveraines.

Qu'un plaideur irrité par la perte de sa cause, s'étant porté une fois sans raison à cette extrémité, ne seroit plus en état de réparer le tort qu'il auroit fait, quelque peine qu'on pût ordonner contre luy ; & qu'il en pourroit arriver un nombre infini d'inconveniens, contraites au bien public, & à la fin que le Roi s'étoit proposée.

Qu'il avoit déjà dit sur quelques articles en particulier, & qu'il le repetoit encore, qu'entre les articles des anciennes Ordonnances qui ont été observées, il ne s'en trouvera aucun qui ait établi les prises à partie & la condamnation des dommages interêts, contre les Compagnies Souveraines. Si quelques Ordonnances en avoient parlé, leur disposition avoit été changée par les suivantes, comme ne pouvant & ne devant jamais être mises en usage ; ou bien qu'elles avoient été oubliées, comme des traits de colere, qui passent aussi-tôt que le mouvement qui les a causez.

Enfin que pour rendre cette nouvelle Ordonnance immortelle, comme toutes les actions du Roy, & pour faire qu'elle parût dans tous les Siècles digne de la Grandeur de son nom ; il en falloit ôter les termes de dureté qui marquent une mauvaise opinion des Juges, & se persuader comme une vérité constante, que la douceur & la confiance ont un pouvoir plus durable sur leur esprit & sur celui des Peuples, que la rigueur & l'autorité.

M. Puffort a dit, que par la discussion de chacun des articles dans lesquels les peines dont il est question, sont insérées, il se verra, qu'aucun de ces articles ne porte qu'une simple répétition des précédentes Ordonnances ; & qu'il ne s'en trouvera pas qui en ordonnent de plus fortes : Et a fait lecture de l'extrait de tous les articles de la présente Ordonnance qui statuent des peines, ainsi qu'il ensuit.

TITRE I. *De l'observation des Ordonnances.*

ARTICLE VIII.

IL porte nullité des Jugemens , en cas de contravention ; & rend les Juges responsables des dommages & intérêts des parties , ainsi qu'il sera avisé par le Roy.

TITRE V. *Des fins de non proceder.*

ARTICLE I.

EN cas que les Juges retiennent la connoissance des causes qui ne leur apartiendront pas ils seront pris à partie , & condamnés en leur propre & privé nom.

ARTICLE II.

Mesme peine , en cas d'évocation de cause des premiers Juges , sous prétexte d'appel ou connexité des matières.

ARTICLE III.

Mesme peine contre les Juges , s'ils ne Jugent sommairement à l'Audience les matières de renvoy , d'incompétence , & autres de cette nature.

TITRE IX. *Des Garands.*

ARTICLE VIII.

IL enjoint aux Juges de renvoyer les Garands pardevant les Juges qui doivent connoître de leur différent , lorsqu'ils reconnoîtront par l'évidence du fait , que la demande originaire aura été intentée pour traduire le Garant.

pardevant des Juges dont il ne sera point Justiciable, encore que le renvoy n'en soit point requis, à peine de nullité de tout ce qui auroit été fait, & de tous dépens dommages & intérêts des parties.

TITRE XI. *Des Procédures & Délais, &c.*

ARTICLE XI.

DE'FENSES sont faites aux Raporteurs de bailler par communication les productions, à peine de vingt livres d'amande contre chacun des contrevenans, & de tous dépens, dommages & intérêts, en leur propre & privé nom.

TITRE XV. *De l'expédition des Matières Sommaires.*

ARTICLE VIII.

IL défend de prendre des épices, à peine de restitution du quadruple.

TITRE XVIII. *Des Descentes sur les Lieux.*

ARTICLE II. & III.

DE'FENSES à tous Juges de faire aucune descente sur les lieux dans les matières où il n'échoit qu'un simple rapport d'experts, à peine de nullité, & de restitution de ce qu'ils auront reçu pour leurs vacations, & de tous dépens dommages & intérêts, s'ils n'en sont requis par écrit, par l'une ou par l'autre des parties.

ARTICLE XIX.

- Défenses aux Juges de souffrir que pendant leur voyage les Parties les défrayent, à peine de concussion, &

de 300. livres d'amande & de tous les dépens, dommages, & intérêts des Parties.

ARTICLE XX.

Enjoint aux Juges de faire mention séparée dans leurs Procez verbaux, de ce qu'ils auront reçu de chacune partie en chaque descente, à peine de concussion, & de restitution du total de leurs vacations.

ARTICLE XXV.

Enjoint aux Juges de spécifier les taxes qu'ils auront reçues, des jours qu'ils auront employez pour se transporter sur les lieux, & de ceux de leur séjour, à peine de concussion & de cent livres d'amande.

ARTICLE XXVIII.

Mesme peine contre les Juges qui feront descente hors la ville & ban-lieu de leur établissement, s'ils prennent par jour plus grands droits que ceux qui leur sont ordonnez.

TITRE XXII. *Des Enquestes & confections d'icelles.*

ARTICLE XXIII.

IL porte condamnation de dommages & intérêts des parties contre les Juges, à peine du quadruple de ce qu'ils auront reçu, si leur Procez verbal contient autre chose que ce qui est porté par l'article.

ARTICLE XLII.

Ordonne que l'enquête mal faite sera refaite aux frais du luge.

TITRE XXV. *Des Recusations de Juges.*

ARTICLE XVI.

FAIT défenses aux Juges de s'entremettre de solliciter pour autre personne que pour eux-mêmes, sur peine d'être privez de l'entrée de la Cour & de leurs gages pour un an.

ARTICLE XXV.

Sera tenu le Juge recusé de s'abstenir d'entrer aux Audiances & d'assister à la visitation du Procez, sur peine de suspension pour trois mois.

TITRE XXVI. *Des prises à Partie.*

ARTICLE I.

ENJOINT à tous Juges de juger incessamment les causes qui seront en état d'être jugées, à peine de répondre en leur nom, des dépens, dommages & intérêts des Parties.

ARTICLE IV.

Il porte, qu'après deux Sommations faites de juger la cause qui sera en état, le Rapporteur s'il y en a, sinon celui qui devra Présider, sera intimé en son propre & privé nom, & condamné aux dépens, dommages & intérêts de la Partie, s'ils sont declarez bien intimez.

ARTICLE V.

Il porte que le Juge intimé ne pourra plus être Juge du differend, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties.

ARTICLE XI.

Sera tenu celui qui aura présidé aux Audiances, de voir à l'issuë de la Séance, ce qui aura été redigé, & de signer le plumitif de chaque jour : à peine d'en répondre en son nom.

ARTICLE XIV.

Sera tenu le Rapporteur d'écrire de sa main, le jour que l'Arrêt aura été rendu, ensuite du dispositif, avant que de le mettre au Greffe, à peine des dommages & interêts des Parties.

TITRE XXX. *Des Sentences & Jugemens.*

ARTICLE VII.

AU cas que quelques Cours ou Sieges empêchent l'exécution de quelque Arrêt, en vertu de *Paréatis* du grand Sceau, par quelque Jugement ou Ordonnance au contraire, le Rapporteur, & celui qui aura présidé, seront solidairement responsables des condamnations portées par les Arrêts dont ils auront retardé l'exécution, & des dommages & interêts de la Partie, & encore condamnés en 200. livres d'amende envers le Roy.

TITRE XXXI. *Des Requestes civiles.*

ARTICLE XLIV.

DEfenses aux Juges de permettre les propositions d'erreur, à peine des dépens, dommages & interêts des Parties.

La lecture du Memoire achevée,

M. Puffon,

M. Puffort a ajouté, que sans doute les peines portées par les anciennes Ordonnances, même à l'égard de celles qui sont dans l'étroite observance, sont bien plus fortes que toutes celles dont la lecture vient d'être faite. Qu'il y en avoit non seulement contre les Juges en général, & contre les Officiers des Compagnies Supérieures en particulier; mais encore contre les Compagnies en Corps: & c'est ce qui se peut aisément voir en parcourant les anciennes Ordonnances qui les ont établies: Et voicy les observations qu'il y a faites.

Des anciennes Ordonnances.

L'Ordonnance d'Amboise, art. 12. enjoint aux Présidiaux de renvoyer les domiciliez à leur Juge, *à peine des dommages & intérêts des prisonniers, & d'être punis exemplairement*, s'il se trouve que par faveur ou autrement, ils aient procédé à la déclaration de leur compétence ou incompétence.

L'Ordonnance de Blois fait défenses aux mêmes Présidiaux, de juger par Commissaires, *à peine des dépens, dommages & intérêts des Parties.*

La même Ordonnance, art. 154. enjoint aux Juges de vider Sommairement les fins de non procéder, & sans les appointer, *à peine d'être pris à partie.*

La même, art. 203. enjoint à tous Juges d'examiner les témoins à charge & décharge, *à peine des dépens, dommages & intérêts des Parties.*

PEINE DE RESTITUTION.

Que la peine de restitution du quadruple n'est pas inconnue.

L'Ordonnance d'Orléans, art. 57. ordonne aux Juges de vider Sommairement & sans épices, les Causes qui ne requerront pas ample connoissance, *à peine de rendre le quadruple par le Juge.*

Celle de Roussillon, art. 32. porte défenses à tous Présidens, Maîtres des Requêtes, &c. allans en commission, de se laisser défrayer par les parties, *à peine de répétition du quadruple.*

L'Ordonnance de Louis XII. porte la même chose, & ajoute la peine de privation de gages pour un an, pour la première fois, *& de suspension & autres peines arbitraires.*

Charles VIII. en 1493. a ordonné la même chose, avec privation d'Office.

L'Ordonnance de Moulins, art. 36. fait défenses à tous Juges, tant des Cours qu'autres, de recevoir de la part des prisonniers aucuns frais, taxes ou salaires, pour la confection des Procez criminels, *sur peine de restitution du quadruple.*

La même Ordonnance, art. 37. fait la même défense *sur même peine du quadruple*, à ceux qui ont fait les instructions en matières criminelles, de faire eux-mêmes les taxes de leurs salaires.

Charles VII. en 1446. art. 35. fait défenses aux Officiers du Parlement &

autres, de rien prendre, & exiger des prisonniers, & ajournez à comparoître en personne, pour leurs salaires de leur interrogatoire, *sur peine d'en être punis & corrigez, & de privation d'Office.*

Charles VIII. en 1493. art. 16. fait défenses, *sous les mêmes peines & autres telles grandes peines que la Cour ordonnera*, aux Conseillers dudit Parlement, de prendre sous couleur de leurs salaires, aucune chose des parties : Ou s'il y avoit chose où il échût quelque taxation, elle sera préalablement faite & ordonnée par la Cour.

La premiere declaration sur l'Ordonnance de Moulins, art. 36. porte que les frais de la preuve des faits justificatifs & de reproches, seront taxés modérément par les Juges, *à peine de répétition du quadruple.*

PEINE DE CONCUSSION.

La peine de concussion est souvent employée dans les Ordonnances.

Celle d'Orleans, art. 43. porte défenses à tous Juges, tant des Cours Souveraines que subalternes, de prendre des parties plaidantes, directement ou indirectement, aucun present quelque petit qu'il soit, de vivres, ou autres choses quelconques, *à peine de concussion.*

Celle de Blois, art. 114. ordonne la même chose Charles VII. en 1446. art. 118. avoit fait la même Ordonnance, & y avoit ajouté *la peine de privation d'Office.*

La même Ordonnance de Blois, art. 159. enjoint à tous Juges & autres Officiers, d'écrire & parapher de leur main, tout ce qu'ils auront reçu pour leurs épices, vacations & salaires, *sur peine de concussion & de privation de leurs Offices.*

Par l'article 163. de la même Ordonnance défenses sont faites aux Juges, en faisant la distribution des deniers des encheres, de continuer l'usage de prendre pour leur droit, un sol pour eux, ny plus que leurs droits, *sur peine de concussion.*

Défenses aussi sont faites, par l'article 118. de l'Ordonnance de 1629. de rien prendre pour la reception d'Officiers en Cours Souveraines ou Subalternes, *sur peine de concussion & de privation de leurs Charges.*

PEINE DE SUSPENSION, ET DE PRIVATION DE CHARGES.

La peine de suspension & privation d'Office, est aussi souvent répétée dans les Ordonnances.

Par celle d'Orleans, art. 44. défenses sont faites à tous Juges, tant des Cours Souveraines que Subalternes, de prendre gages ny salaires d'autre que du Roy, ny benefices des collateurs de leur ressort pour eux, leurs enfans, parens, ou domestiques, *à peine de privation d'Offices.*

La même chose est ordonnée par l'art. 36. de la premiere déclaration sur

l'Ordonnance de Moulins, contre les Juges qui ne vaqueront point à l'instruction des procez criminels & qui n'interrogeront pas incontinent les prisonniers.

L'art. 142. de l'Ordonnance de 1539. condamne ceux qui auront fait faute notable en l'expédition des procez, en de grosses amandes pour la première fois; à la suspension de leur Office, pour la seconde; & pour la 3^e. à être privés de leurs Charges, & declarez incapables d'en tenir.

La même ordonne aux Juges, de vaquer diligemment & préalablement à toutes autres choses, à l'expédition des matières criminelles, sur peine de suspension, & de privation de leurs Offices.

L'Ordonnance de Blois, art. 118. porte la même peine contre tous Juges, tant des Cours Souveraines, qu'inférieures, qui sçauront cause de suspicion ou de recusation, & ne l'auront point déclarée; ajoutant incapacité de tenir jamais Office de Judicature.

L'article 109. de la même Ordonnance porte la même chose, à l'exception de l'incapacité, contre les Procureurs généraux, qui recevront le nom des témoins de la part de ceux qui auront été pourvus d'Offices, & poursuivront leur réception.

La même Ordonnance enjoint aux Avocats & Procureurs généraux & à leurs Substituts, de promouvoir les Mercuriales, & d'en poursuivre le Jugement, sur peine de privation de leurs Charges.

Louis XII. en 1499. Statuë la suspension d'Office & autres peines arbitraires, contre les Officiers des Parlemens, qui ayant connu d'une complainte en matière bénéficiale ou profane, se seroient commis ou leurs enfans, au regime de la chose contentieuse.

L'Ordonnance de 1539. en l'art. 124. prononce contre les Présidens & Conseillers des Cours Souveraines, qui sollicitent pour autrui en leur compagnie, la peine de suspension d'Office, & de privation de gages, & autre plus grande, s'ils y retournent.

PUNITION EXEMPLAIRE.

La peine de *Punition exemplaire* est encore usitée dans les anciennes Ordonnances.

Celle d'Orleans, art. 54. fait défenses aux Juges, d'accepter aucune cession de droits litigieux, à peine de *punition exemplaire*.

PEINE DE PERTE DE GAGES.

La peine de privation de gages est portée par l'art. 136. de l'Ordonnance de Blois, contre les Présidens Conseillers, & autres Officiers des Parlemens qui seront absens au jour de S. Martin.

Celle de Charles VII. de l'année 1446. art. 50. avoit Statuë la même peine, nonobstant toutes Lettres de cachet pour les faire retarder ou aller en commission pendant le Parlement; sauf le recours des Parties contre

lesdits Présidens & Conseillers, pour les salaires à eux payez, & de tous dépens, dommages & intérêts, soufferts à cause des commissions qui auroient donné lieu ausdites absences.

Celle de Blois porte la même chose, art. 137. L'article 21. de l'Ordonnance de Louïs XII. de 1499. le dit aussi, & ajoute *suspension d'un an* pour la seconde fois, & de plus grandes peines arbitraires pour la troisième.

Celle de Henry II. art. 9. en 1549. & l'art. 140. de l'Ordonnance de Blois, prononcent la peine de *privation de gages*, contre les Conseillers des Enquêtes, qui ne mettront point leurs procez au Greffe.

La même chose est ordonnée par l'art. 28. de l'Ordonnance de Louïs XII. contre les Conseillers qui ne mettront point au Greffe les Arrêts faits & écrits de leurs mains, six jours après qu'ils auront été rendus; & cette Ordonnance y ajoute la peine d'être privez du profit des épices du Procez.

PEINE DE PRIVATION D'OFFICE.

La peine de privation de gages & d'Office est statuée par l'art. 4. de l'Ordonnance de Charles VII. en 1446. contre ceux des Présidens, Conseillers, & autres Officiers du Parlement, qui révéleront les secrets de la Compagnie.

La même, art. 5. porte que si ce sont Prélats, ils seront privez pour toujours de l'entrée de la Cour, avec amende arbitraire, selon l'exigence du cas.

Idem, art. 110. fait mention qu'il y a eu de grandes peines corporelles & civiles ordonnées pour raison de ce, & renouvelle celles qui sont portées par les deux précédens articles.

Idem art. 49. ajoute la *privation d'Office*, inhabilité, & autres grandes peines pecuniaires & corporelles: enjoint aux Présidens, sur les mêmes peines, & de grandement encourir l'indignation du Roy, de faire observer les Ordonnances.

L'Ordonnance de 1560. de Charles IX. porte la même chose.

Celle de Moulins ordonne aux Juges inferieurs, de faire recueillir des Ordonnances mal observées, & de les envoyer au Parlement, à peine de *privation de leurs Etats*.

PEINE DE DOMMAGES ET INTERETS.

La peine de dommages & intérêts est frequente contre les Officiers des Compagnies Superieures.

Celle de Charles VII. de 1446. qui a déjà été citée leur fait défences d'aller en commission durant le Parlement, nonobstant Lettres de cachet pour y aller, ou pour y demeurer, à peine de nullité, & sauf le recours des Parties contre eux, pour la repetition de leurs salaires, & de tous *dépens, dommages & intérêts*, soufferts à cause de ladite commission.

L'Ordonnance de 1539. art. 143. porte la même chose, contre ceux qui auront fait des fautes notables en l'expédition des Procez.

Celle de Rouffillon, art. 33. porte la même peine, contre celui qui aura signé le dictum des Arrêts ou Jugemens sur Requête, sur lesquels les épices auront été taxées.

Amboise art. 12. enjoint aux Présidiaux de renvoyer les domiciliez à leurs Juges, à peine des dommages & intérêts des prisonniers, & d'être punis exemplairement, s'il se trouve que par faveur, ou autrement, ils ayent procédé à la declaration de leur compétence ou incompétence.

L'Ordonnance de Blois fait défenses aux mêmes Présidiaux, de Juger par Commissaires, à peine des dépens, dommages & intérêts des parties.

La même Ordonnance, art. 203. enjoint à tous Juges, de garder les Ordonnances, sur les interrogatoires des témoins; à peine des dépens, dommages & intérêts des Parties.

La même Ordonnance de Blois, art. 143. porte défenses aux Conseillers, de se charger d'informations, si elles ne leur sont distribuées par les Présidens, & aussi d'interroger les appellans d'un décret, si par la Cour il n'en est ordonné; à peine de tous les dépens, dommages & intérêts des Parties.

La même chose est ordonnée par l'art. 83. & 84. de l'Ordonnance de 1629. contre les Juges qui rapporteront des Procez qui ne leur auront point été distribués, & qui n'auront point dressé les Arrêts assez promptement.

Par l'article 89. de la même Ordonnance de 1629. défenses sont faites aux Officiers des Compagnies Souveraines, de recevoir autres Requêtes contre les Arrêts, que civiles; à peine de nullité des Arrêts & du recours des Parties pour leurs dommages & intérêts, contre celui des Juges qui aura rapporté la Requête.

L'Ordonnance de Blois, art. 159. porte que les Juges, qui appointeront à mettre par devers eux, ou qui refuseront de faire droit sur les fins de non procéder & fins de non recevoir, & qui ne les jugeront point Sommairement seront tenus des dommages & intérêts des Parties.

Les Juges qui se déclareront competens lors que les Parties tendront à fin de non proceder, & dénieront le renvoy des Causes dont la connoissance ne leur appartiendra point, seront tenus des dommages & intérêts des Parties, suivant l'art. 147. de l'Ordonnance de Blois.

Il est vray que cet article ajoute: au cas qu'ils ayent ainsi Jugé par Dol, fraude, ou concussion, ou qu'il y ait faute du Juge manifeste, pour laquelle il doive être condamné en son nom.

De cette restriction on induit deux choses:

La premiere, que l'article ne parle que des Juges inferieurs, ce qui est vray; & la 2^e. qu'on n'accorde la prise à partie qu'au cas de Dol, fraude, ou concussion.

Mais à cela l'on peut répondre, que la contravention formelle à l'Ordonnance, est une faute manifeste du Juge; & cette proposition est souve-

nuë par l'art. 154. de la même Ordonnance de Blois, qui est cy-dessus rapporté, qui ordonne la prise à partie absolument & sans limitation, au cas seul de la contravention. Et comme cet article ne comprend que les premiers Juges, aussi n'est-il icy inséré que pour faire voir, que le cas d'incompétence est susceptible de la prise à partie; outre que l'exception portée par l'article: ne se peut pas soutenir: car si l'Officier avoit Jugé par Dol, fraude, ou concussion, on luy feroit son procez, & il seroit infame, selon la Loy, sans se contenter de le condamner aux dommages & intérêts.

PEINES CONTRE LES COURS SOUVERAINES EN GENERAL.

Les Ordonnances ne se sont pas contentées de Statuer des peines contre les Officiers mêmes des Compagnies Souveraines en particuliers; elles en ont aussi prononcé contre les Corps en général.

L'Ordonnance de Roussillon, que l'on appelle la sage Ordonnance, en son art. 23. fait défenses aux Parlemens, de moderer les amendes du fol-apel, Requête civiles & propositions d'erreur, à peine de les répéter sur eux.

L'article 30. de la même Ordonnance, fait défenses aux Parlemens, de Juger par Commissaires, à peine de tous dépens, dommages & intérêts des Parties, contre les Juges qui y contreviendront.

L'Ordonnance de Moulins, porte la même chose en son art. 68. & l'on peut observer sur iceluy, qu'il intervint sur les remontrances faites au Roy par les Parlemens; & qu'après avoir prononcé la peine de nullité contre les Jugemens, & réservé les dommages & intérêts des Parties, contre les Juges, il ajoute: *pour lesquels ils se pourvoiront par devers nous en nôtre Conseil.*

Cet article est confirmé par l'art. 86. de l'Ordonnance de 1629.

L'Ordonnance de Moulins, art. 69. fait défenses aux Cours Souveraines, sous les peines portées par les précédens articles, de s'assembler les Dimanches & aux heures extraordinaires, pour juger les procez par Commissaires.

L'Ordonnance de Henry IV. de 1597. sur les diverses & grandes plaintes, que les Cours Souveraines ont étendu les cas des Commissaires, & s'y sont beaucoup licentiées, fait défenses aux Cours de Parlemens & grand Conseil, d'en juger d'autres, que ceux portez par l'Ordonnance de Moulins, sur les peines y contenues.

Idem, art. 23. fait défenses de vuider les procez par petits Commissaires; mais veut que tous procez soient vûs & visitez en presence des Juges qui doivent assister au Jugement, sur peine de nullité, & des dépens, dommages & intérêts des Parties.

L'Ordonnance de Blois, art. 110. fait défenses aux Juges des Cours Sou-

Souveraines, de solliciter les procez des Parties plaidantes en icelles, sur peine d'être privés de l'entrée, & de leurs gages pour un an.

La même Ordonnance, art. 179. fait pareillement défenses aux Cours Souveraines, sur les acquiescemens ou les appellations mises au neant, de retenir la connoissance de la cause principale, ny pareillement l'exécution de leurs Arrêts, sinon pour ce qui concerne l'interprétation d'iceux ; Mais leur enjoint de renvoyer la cause aux Juges des Provinces, sur l'appel, s'il a été dit bien Jugé : à peine de nullité des procédures & Jugemens & de tous les dépens dommages & intérêts.

L'Ordonnance de 1629. enjoint aux Compagnies Souveraines, de remettre à la Séance prochaine, les procez commencez excédans le pouvoir des vacations ; déclarant nul ce qui sera fait au contraire ; sauf les dommages & intérêts, contre qui il appartiendra.

François I. en 1560. fait défenses, d'empêcher l'exécution des Arrêts, sous prétexte de défaut prétendu de *Paréatis* ; autrement seront les ordonnateurs & exécuteurs tenus solidairement des condamnations portées par les Arrêts ou Jugemens, & de tous dépens, dommages & intérêts envers la partie, qui seront après la vérification dûement faite de l'empêchement, sans autre forme de procez, declarez & ajugez à l'encontre d'Eux, par le Juge qui aura donné le Jugement, Lettres, ou provisions ; si ce n'étoit qu'il fût question d'ajuger les dommages & intérêts à l'encontre des Présidens & Conseillers de nos Cours, auxquels nous voulons iceux être ajugez par la Cour de Parlement à laquelle ressortissent les Juges qui ont donné les premiers Jugemens.

Par l'Edit des Présidiaux de l'année 1551. défenses sont faites aux Cours Souveraines de prendre connoissance des causes d'appel des Sentences Présidiales, si la valeur de la chose contentieuse n'est exprimée par le relief d'appel, sur peine de nullité ; avec réserve, audit cas, aux parties, de leurs dommages & intérêts, contre ceux qui auront contrevenu.

Henry IV. par son Ordonnance de 1597. fait défenses aux Juges ordinaires ou Officiers des Requêtes du Palais, de connoître de ce qui est attribué par les Edits & Ordonnances, aux Cours des Aydes, à peine de nullité, & des dépens, dommages & intérêts.

M. Puffort, après avoir cité tous les articles cy-dessus mentionnez, a ajouté, que ces peines n'étoient pas nouvelles, & qu'elles sont tirées des Loix les plus anciennes.

Cujas sur les Loix 15. & 16. au Dig. *De Judiciis Malè judicat Jdex aut per imprudentiam, aut per dolum : cum per dolum judicat, veram estimationem ei quem læsit, præstat, & infamis fit. La Loi 9. Cod. De veteri jure enucleando, de pœnis judicum qui malè qui judicabunt. Quòd si per imprudentiam malè judicat, hoc casu non est definitum ut veram litis estimationem præstet, sed tantum quòd religioni judicantis æquum videtur, præstet.*

Qu'au surplus il avoit extrait cinquante sept articles des Ordonnances, qui portent des peines en cas de contravention, contre les Officiers des Cours Souveraines, ou contre les Cours Souveraines même, & qu'il n'en

avoit pû trouver que douze , qui chargeassent l'honneur & la conscience des Juges , de les faire observer. D'où l'on pouvoit conclurre , qu'il étoit plus ordinaire dans les Ordonnances de prononcer des peines contre les Juges , en cas de contravention , que non pas de s'en raporter à leur honneur & conscience.

Edit de 1539
art. 129.

Que de ces douze articles , il y en a neuf qui constamment ne s'observent point; comme de ne pas desemparer pendant la Séance du Parlement, sans la permission du Roy.

Orleans ,
art. 42.

De Juger les procez par écrit à tour de Rôles , qui seront faits, selon la datte des conclusions reçues au Greffe , par le Président & 4. Conseillers.

Orleans ,
art. 62.

De prononcer tous Jugemens & Arrêts , si une partie le requiert , si-rôt qu'ils auront été signez , sans attendre le jour des prononciations ordinaires. Et que la prononciation ne sera pas différée par faute que les épices n'aient pas été payées.

Edit de 1539
art. 130.

D'envoyer les Mercuriales tous les trois mois au Roy & à M. le Chancelier.

De ne taxer les épices par les Présidens , que sur les extraits que les Rapporteurs auront fait eux-mêmes.

Blois , art.
127.

De ne taxer épices pour des Arrêts sur Requête.

Idem , art.
131.

De ne juger par Commissaires , hors des cas , lieux & heures de l'Ordonnance.

Idem , art.

De renvoyer les procez , qui ne pourront être Jugez à la grande Chambre , aux Chambres des Enquêtes.

133.

Idem , art.

134.

A l'égard des trois autres articles , on ne peut pas dire , s'ils sont observés ou non ; parce que l'exécution en est remise à l'arbitrage du Juge , par le moyen de la clause qui y est ajoutée , *si ce n'est que pour grandes considerations ils jugeassent qu'il dût être fait autrement* , laquelle clause est si générale , que par ce moyen on ne peut jamais dire si l'article a été exécuté ou non.

Et s'il s'en trouve entre ceux , pour la contravention desquels on a établi des peines contre les Juges , qui ne soient point observés , il y en a douze ou treize au moins , qui sont observés. D'où on peut conclure , que l'appréhension des peines , est plus efficace , que la considération de l'honneur & de la conscience.

M. le P. Président a répliqué , qu'il ne croit pas qu'il convienne à la prospérité du Regne présent , pour parler dans les termes des Loix Romaines : *felicitati temporum nostrorum non convenit* , ny à la gloire du plus grand Roy que la France ait jamais eu , de présumer que les principaux Officiers de la Justice , fussent moins touchés des sentimens de l'honneur & de la conscience , que de la crainte du châtiment.

Que la France qui a toujours excellé sur les autres païs , par la pureté avec laquelle l'on y rend la Justice , seroit tombée dans une corruption déplorable , s'il n'y avoit plus que les menaces qui pussent retenir les Magistrats dans leur devoir.

Qu'au

Qu'au contraire cette défiance étoit trop forte pour ne pas dégoûter les gens de bien, & relâcher leur zele, en leur ôtant le mérite d'agir par des motifs plus honnêtes; & qu'elle seroit toujours trop foible pour corriger les méchans, parce qu'elle ne leur fermeroit jamais si bien toutes les voyes pour faire du mal, qu'ils ne trouvaient aussi-tôt celles d'éviter les peines, pour commettre des injustices.

Qu'il semble, qu'on n'ait pas fait de reflexion sur la différence des tems, en ramassant dans une seule Ordonnance tout ce qu'il y a dans les précédentes de dur & de pénal, contre les Juges, veu que les Rois n'ont donné ces derniers coups d'autorité, que quand ils ont rencontré de la contradiction à leurs volontez; au lieu que dans le tems où nous sommes, la moindre signification de la volonté du Roy est une loy inviolable. Chacun se soumet par affection & par respect à tout ce qu'il desire; parce que chacun sçait que Sa Majesté ne desire rien que de juste pour ses Sujets, & que de glorieux pour Elle.

Outre cela, que quand on aura bien examiné ces exemples tirez si soigneusement de plus de 60. articles de toutes les anciennes Ordonnances, pour composer les huit de la nouvelle Ordonnance, qui viennent d'être lus, le 7. du titre 6. *des matieres Sommaires*, & le 42. du titre 23. *des Enquêtes*, & quelques autres écrits à peu près du même Stile, on trouvera qu'ils n'ont rien de semblable aux anciennes, que l'expression des peines; & que l'application en est faite sur des sujets fort differens.

Car il n'y a nulle proportion de tout ce qu'on a ramassé dans les anciennes Ordonnances, touchant les crimes des Juges en général, comme ceux de *conuission*, *prévarication* dans leurs Charges, *per gratiam*, *inimicitias aut sordes*, avec cette nouvelle Ordonnance qui ne regarde que la procedure seulement.

Que sa pensée n'est pas, qu'il faille toujours traiter les Juges, comme des personnes incapables de commettre des fautes; qu'au contraire quand ils abusent de leur caractère ils doivent être châtiez bien plus severement que les hommes ordinaires: parce qu'ils profanent une fonction toute sainte, & que le crime d'une personne publique, cause plus de desordres que celui d'un particulier.

Mais qu'il n'y a point de raison de tirer une consequence des peines ordonnées contre les concussionnaires, pour en établir de pareilles contre ceux qui tombent dans quelque erreur, quoy que legere, sur la procedure; ou parce qu'ils n'auront pas bien compris la nouvelle forme qu'il y faut observer, ou parce qu'ils n'auront pas pu perdre encore l'habitude de l'ancienne. Car après tout, qu'elle comparaison peut-on faire entre un Juge coupable de concussion, & un autre qui aura seulement donné communication des productions aux Procureurs des Parties adverses comme on avoit toujours pratiqué jusqu'à cette heure; ou qui aura oublié de mettre au bas d'un proces verbal de descende, ce qu'il aura reçu de chaque partie; ou qui aura le Stile trop étendu dans son proces verbal de descende, & qui en aura fait le préambule un peu plus long que ne desire l'article 23. du titre *des Enquêtes*; ou qui n'aura pu juger incessamment tous les proces qui sont

en état, n'ayant pas de tems pour le faire?

Où le Président qui n'aura pû donner l'Audiance, qu'une partie aura demandée par deux Sommations; ou le Rapporteur qui aura oublié de mettre de sa main, le jour que l'Arrêt a été donné?

Cependant il est certain qu'en tous ces cas, quoy que fort éloignés de concussion & de prévarication, la nouvelle Ordonnance punit les Juges de condamnation de dommages & intérêts envers les Parties, & même qu'elle y ajoute en quelques-uns, la peine de concussion.

Qu'il est aisé de voir, que les condamnations ne doivent point avoir lieu, où il ne s'agit que de la maniere d'instruire les procez, & d'un changement de Stile.

Ainsi il est impossible d'appliquer en ces endroits, l'exemple des articles d'Orleans, 132. De Roussillon, 22. De Louis XII. & de Charles VIII. de 1493. qui défendent aux Juges allans en commission, de se faire défrayer par les Parties.

Quel rapport y peut-on trouver avec les Ordonnances de Charles VIII. l'art. 36. De celle de Moulins, & la premiere déclaration sur la même Ordonnance, qui font défenses aux Juges de rien prendre des prisonniers, pour faire leurs procez: le tout à peine de repetition du quadruple.

Avec l'art. 43. de l'Ordonnance d'Orleans, le 159. de Blois; auxquels l'on pourroit ajouter le 163. de Blois, & le 118. de 1629. qui font défenses de recevoir des presens des Parties, ou de prendre de l'argent pour des receptions d'Officiers & des adjudications par decret.

Enfin avec le 44. d'Orleans, qui défend de prendre ny gages ny bénéfices, d'autres que du Roy; avec l'art. 86. de Louis XII. de 1499. qui ne parle que des Juges inférieurs, qui auront jugé par Dol, fraude ou concussion.

Qu'on verra, que tous ces articles ne regardent point la procedure; mais qu'ils concernent le devoir de chaque Juge en particulier, pour empêcher qu'ils ne fassent rien *per Sordes*, dans leur fonction. Que la matière étoit si ample qu'on auroit pû facilement augmenter ce recueil, si l'on avoit parcouru sans distinction de cas, toutes les anciennes Ordonnances, les Mercuriales du Parlement, & les Reglemens qu'il a faits de tems en tems: même celui du Mois de Juillet, 1665. tant pour le devoir des Officiers de son ressort, que pour la discipline interieure de la Compagnie.

Mais qu'en verité tout ce ramas n'auroit point prouvé, que les clauses pénales, qui ne conviennent qu'à des fautes essentielles & importantes, dûssent être employées dans une Ordonnance, qui ne regarde que le Stile de la procedure.

Et afin de répondre à ces exemples, dans le même ordre qu'on les avoit cités, qu'il falloit remarquer sur la premiere déclaration de l'Ordonnance de Moulins, qui n'est qu'une suite de l'art. 36. allegué cy-dessus, qu'il y avoit en ce tems-là beaucoup d'abus dans la confection des procez criminels, dont la consequence est tres-grande dans la Justice: que par cette raison l'article portoit une peine de suspension de Charge contre les Officiers qui commettoient des fautes notables dans les procez, à cause qu'elles s'y peuvent faire à dessein de les gâter & de procurer l'impunité aux accusez.

Mais que cela regarde principalement les premiers Juges que le Parlement a puni tres-souvent, par des peines plus sévères que celles-là pour des fautes qu'ils avoient commises dans l'instruction des procez criminels ; d'autant qu'elles ne doivent pas être considérées comme de simples fautes de procedure ; mais comme une prévarication qui tend à mettre à couvert le crime des accusez ; & cela est tres bien expliqué par l'art. 142. de l'Ordonnance de 1539. qui a été alléguée, sur tout si l'on y ajoute l'article précédent qui est le 141.

Que les art. 118. & 119. de Blois, & le 124. de 1539. qui sont contre les brigues & sollicitations des Juges, pour faire qu'on ne Juge point *per gratiam*, & que ceux qui connoîtront en eux une cause legitime de recusation, s'abstiennent du Jugement, concernent encore le devoir & la discipline des Juges, dans laquelle il y avoit en ce tems-là beaucoup de desordres. Que par cette raison, les Ordonnances contiennent en ces cas, des peines extrêmement sévères ; mais aussi qu'elles n'ont passé que pour comminatoires, & leur sévérité à empêché qu'elles ne fussent observées.

Quant aux articles de Blois, 136. & 137. & au 30. de l'Ordonnance de Charles VII. de l'année 1446 : aussi-bien qu'au 21. de l'Ordonnance de Loüis XII. qui établissent de grandes peines contre les Officiers absens le jour de la S. Martin, & au 4. art. de l'Ordonnance même de Charles VII. & de Charles IX. en 1560. qui sont contre les Officiers qui ont revelé les secrets du Parlement, & qui vont même jusques à des peines corporelles : on ne peut former d'autre raisonnement sur ces exemples, si ce n'est qu'il y a des tems, où la chaleur engage insensiblement à relever des choses qui ne sont pas essentielles, & à soutenir l'autorité par l'établissement des peines qui n'ont aucune proportion avec le sujet ou elles sont appliquées.

Qu'aussi ces Ordonnances n'ont jamais été observées dans ces points-là ; ce qui fait voir, qu'en France plus les Loix sont sévères & moins elles durent : sur tout quand le sujet de leur sévérité ne merite pas les peines qu'elles contiennent.

Qu'enfin on pouvoit dire la même chose de l'art. 140. de Blois, pour remettre au Greffe, par les Conseillers des Enquêtes, les procez criminels, après leur service de la Tournelle : & du 28. de l'Ordonnance de Loüis XII. pour remettre au Greffe les Arrêts écrits de leur main, six jours après qu'ils ont été rendus.

Pour ce qui regarde les dommages & interêts contre les Officiers des Compagnies Souveraines, dont on a recueilli les exemples séparément, il suffisoit de répondre les mêmes choses qu'il venoit de remarquer sur ceux qui touchent les Juges en général, où ils se trouvent compris & bien souvent nommez expressément ; puisque ces exemples n'étoient que des repetitions des autres qu'on avoit déjà raportez contre les Juges en général.

Mais qu'il falloit considerer plus particulièrement le dernier chef, qui regarde les condamnations des dommages & interêts, & les autres peines portées contre les Parlemens en corps, & contre les autres Compagnies Souveraines, & partant qu'il étoit nécessaire d'examiner soigneusement chacun de ces articles recueillis des anciennes Ordonnances, pour voir s'ils détruisent la proposition qui a été avancée.

Qu'aucun des articles des anciennes Ordonnances qui ont été observées, n'avoit établi les prises à partie, & les condamnations de dommages & in-

terêts, contre les Compagnies Souveraines en corps; & que s'il y en avoit quel-
qu'un que la condition du tems & la chaleur de quelque contestation eût porté
jusques à ce point, il avoit été changé par les Ordonnances suivantes, & en-
tièrement aboli par l'usage.

L'Ordonnance de Roussillon, que l'on dit être apellée la Sage, fait défenses
aux Cours Souveraines & autres Juges, de modérer les amendes, à peine de les
repéter sur eux. On pourroit fort bien répondre, que ces mots : *à peine de les*
repeter sur eux, se rapportent aux autres Juges; du moins la construction de nô-
tre langue le veut ainsi; & même en prenant bien le sens de l'article, on trou-
vera que cette réponse ny repugne pas.

Mais de quelque façon qu'il soit pris, il ne détruit point la proposition
avancée, car l'histoire apprend qu'il y eut de grandes difficultez & de longues
contestations pendant plusieurs années, pour cette moderation de amendes :
Que Loüis XII. alla exprès au Parlement, & qu'il y donna beaucoup de mar-
ques de son indignation. Aussi l'Ordonnance de 1539. en plusieurs autres arti-
cles, fait défenses aux Juges, même aux Juges Souverains, de moderer les amen-
des; mais cette défense ne va pas plus loin, que d'en charger l'honneur & la
conscience des Juges; & elle demeure dans les termes honnêtes si frequens dans
nos Loix, & si efficaces sur l'esprit des bons Magistrats. Il y a trois articles
de cette Ordonnance qui en parlent de la sorte.

Il est vray que l'Ordonnance de Roussillon, art. 23. prononce la répétition
contre les Compagnies Souveraines, qui auront moderé les amendes. On n'i-
gnore pas aussi que cette Ordonnance, si sage à la verité en plusieurs de ses
dispositions, n'a rien eu de si opposé à son entiere exécution, que sa propre se-
vérité. Que cette raison fut cause qu'on y changea beaucoup de choses, pres-
que aussi-tôt qu'elle fut faite; & que la clause de repetition contre les Juges
des Compagnies Souveraines, fut ôtée par l'Ordonnance de Moulins, faite seize
mois après; qui se contenta de dire, à l'égard des amendes : *que nous ne voulons*
être moderées, & déclarons nulles toutes les procedures & Jugemens qui se feront au
contraire; & bien que cette clause de nullité, soit ordinaire, & de stile même
dans les Lettres d'évocation, & dans toutes les autres expéditions de Chan-
cellerie, l'Ordonnance de Blois l'a encore temperée, en disant seulement : *les*
Cours Souveraines ne pourront point moderer les amendes pour quelque occasion que ce
soit; ce que nous leur défendons tres-expressément. On ne peut donc tirer aucune
conséquence de l'Ordonnance de Roussillon, contre la proposition avancée;
puisque cette clause extraordinaire qu'elle contenoit, non seulement n'a pas
eu d'effet; mais encore qu'elle a été changée par les Ordonnances suivantes,
presque aussi-tôt qu'elle a paru.

La même chose se doit dire de l'art. 30. de cette Ordonn. de Roussillon, & du
68. art. de l'Ordonnance de Moulins, qui défendent de juger des procez par Côm-
missaires; puisque la declaration sur l'Ordonnance de Moulins, qui fut faite
après les remontrances du Parlement, contient une disposition nouvelle qui
revoque tacitement celle de ces articles; & que l'Ordonnance de Blois art. 133.
qui pouvoit n'être pas obmise en cet endroit, confirme cette nouvelle disposi-
tion de Moulins, tant pour la qualité des procez, que pour le nombre des
Commissaires; & qu'enfin elle conclut par ces termes : *dont nous chargeons la*

conscience de nos Præsidents & Conseillers. Ce qui fait voir par experience, que plus on examine de nouvelles Loix, & plus on en ôte ce qui peut blesser les Juges ; & que le tems qui les éprouve, les adoucit : parce que l'autorité se rend à la raison & à l'usage, & que la moderation & l'équité, qui sont les Sages Législateurs & les bonnes loix, temperent la premiere chaleur de l'esprit, & corrigent les moyens extraordinaires que l'on prend d'abord pour les faire exécuter : ce qui cause toujours leur inexécution,

Quant aux articles de l'Ordonnance de 1629. qui ont été raportez, le Parlement ne croyoit pas y devoir répondre, parce qu'encore qu'elle ait été composée par un grand personnage, & qu'elle contienne plusieurs excellentes dispositions, on sçait qu'ayant été publiée, le Roy s'étant dans son lit de Justice, reconnut qu'il étoit nécessaire qu'elle fût examinée par son Parlement, & cette Compagnie commença d'y travailler par ordre de Sa Majesté ; mais le changement des tems, & la disgrâce de l'auteur de cette Ordonnance, furent cause que son ouvrage demeura imparfait & sans exécution.

Pour l'Ordonnance de 1597. le Parlement n'en a pas eu connoissance : elle n'a été vérifiée qu'au Parlement de Rennes, où elle étoit seulement adressée, comme n'ayant été faite que pour cette Compagnie & par des raisons toutes particulieres.

Qu'à l'égard de l'article de Blois qui défend aux Juges de solliciter des procès, il croyoit qu'on ne l'avoit mis en ce lieu que pour faire nombre avec les autres. Outre qu'on y avoit déjà répondu, il étoit aisé de montrer qu'il ne pouvoit être appliqué contre les Corps des Compagnies ; mais seulement contre les Particuliers qui les composent : n'étant pas concevable comment un Parlement en Corps pourroit aller solliciter le procès d'une Partie.

Que l'art. 179. de la même Ordonnance, semble ne regarder que les Juges Présidiaux & les Juges d'appel, sous les termes : *à peine de tous dépens, dommages, intérêts* ; puisque cette Ordonnance en fait la distinction sur le même sujet, dans les articles 148. & 149. qui ne s'adressent qu'aux Juges Souverains & qu'elle n'y parle point de dommages & intérêts.

Pour ce qui est de l'Edit des Présidiaux de l'année 1551. on sçavoit que leur établissement avoit été si fort traversé par les Parlemens, qu'il avoit fallu attribuer la conservation de leur Jurisdiction au grand Conseil ; de sorte qu'il ne faut pas s'étonner, si dans toutes ces contestations il y avoit eu quelque clause comminatoire inserée dans un Edit ; mais qu'on ne pouvoit montrer par aucun exemple que cela eût été exécuté.

Qu'il restoit à examiner l'Edit de François II. de 1560. lequel étant bien considéré, au lieu d'abaissier l'autorité des Parlemens, on trouveroit qu'il alloit plutôt à la relever. Qu'il avoit été fait pour reprimer un grand abus, duquel on s'étoit plaint fort souvent dans le Royaume ; & qui, nonobstant toutes les précautions de cet Edit, n'avoit pas laissé de faire beaucoup de mal aux Sujets du Roy.

Que cet abus étoit, que les Parlemens empêchoient l'exécution des Arrêts rendus en d'autres Parlemens, sous prétexte de défaut de *Parcours*, comme si la Justice Royale, qui reside en chaque Parlement en ce qui regarde sa fonction, ne devoit pas être également reconnuë par toute la France.

Que l'empêchement qu'ils apportoient bleffoit l'autorité du Roy, & rendoit les Arrêts des Parlemens illusoires, quand il les falloit exécuter hors de leur ressort ; ce qui caufoit des frais immenses à ses Sujets.

Mais de quelle sorte cét Edit reprime-t'il un si grand abus ? en donnant pouvoir au Parlement même qui avoit prononcé l'Arrêt duquel on empêche l'exécution, de condamner ceux qui s'y oposent aux dommages & intérêts des Parties.

Qu'ainsi cét Edit ne fait autre chose que de maintenir l'ordre des Jurisdictions & des ressorts, pour ôter une confusion si contraire à l'autorité, que chaque Parlement doit avoir en exerçant la Justice Souveraine du Roy.

Si l'on avoit recours aux Loix Romaines, bien loin d'y rencontrer des textes pour appuyer l'établissement de ces sortes d'Ordonnances de condamnation contre les Compagnies Souveraines, on n'y trouveroit que des termes pleins d'estime pour les Juges en général ; & qu'il seroit facile d'ajouter plusieurs exemples, aux Rescrits de Theodose & de Justinien, qu'on avoit déjà raportez pour confirmer cette verité.

Pour la Note de M. Cujas, sur les Loix 15. & 16. au Digeste, *De Judiciis*, qu'il ne pouvoit souffrir la conclusion qu'on en vouloit tirer : n'y ayant rien de plus clair que le texte de ces deux Loix, qui disent : *Judex tunc litem suam facere intelligitur, cum dolo, in fraudem legis, sententiam dixerit. Dolo malo autem videtur hoc facere, si evidens arguatur ejus vel gratia, vel inimicitia, vel etiam sordes ; ut veram estimationem litis prestare cogatur.*

Que ce sont les trois cas connus de tout le monde, & qu'on avoit parlé de tous trois, en répondant au détail des articles des anciennes Ordonnances.

Il est vray que Monsieur Cujas ajoute au Dol personnel, le cas d'imprudence ; mais qu'il le fait avec la même distinction qui avoit été déjà raportée : *ut scilicet, non veram litis estimationem præstet : sed tantum quod religioni judicantis æquum videtur.* Mais jamais ces Loix ne se pouvoient apliquer aux Parlemens, n'y aux Compagnies Souveraines, de la manière qu'elles sont établies en France ; puis qu'elles ne parlent que d'un Juge en particulier. Dautant plus que les trois crimes : *gratia, inimicitia, sordes*, ne peuvent être commis par des Compagnies entières.

Ce qu'il y a de plus essentiel, c'est qu'on n'a pas pris garde, que tous ces textes ne sont que pour les Jugemens qui étoient donnez par les Magistrats mêmes, entre lesquels, dans la Police de Rome, il y avoit autant de différence, qu'il y en a d'un maître à un Commis : car ordinairement les Magistrats *judices dabant, non ipsi Judicabant.*

Qu'il ne faut donc point s'étonner, si ces Loix ne traitent pas les Juges, avec le même honneur : *Magistratus ipsi hac actione non tenentur : igitur si Adfessoris imprudentia jus aliter dictum sit, quam oportuit, non debet hoc magistratui officere sed ipsi Adfesso. i. L. 2. ff. Quod quisque juris.*

Mais à l'égard des grands Magistrats, comme le Préfet du Prétoire, il n'y avoit point d'appel de ses Jugemens. On se pourvoyoit seulement par supplication ; & c'est l'origine de nos Requêtes civiles.

Qu'en France nous ne connoissons point la qualité de ces demi-Juges, qui n'étoient que les Commis & les assesseurs des autres ; parce que l'établissement

d'un Juge ne se fait ny par le choix des Parties, ny par le sort, ny par l'autorité des Magistrats Supérieurs : c'est le choix du Prince, c'est le Sceau Royal qui leur donne le caractère, & c'est enfin la Religion de leur serment qui leur donne l'entrée à cette fonction.

Comment se peut-il donc faire qu'on croie avoir raison, de se servir de ces Loix contre les Parlemens, veu même qu'il n'est pas possible de les appliquer aux moindres de tous les Juges Royaux ?

Cependant qu'elle comparaison y a-t'il entre de simples Officiers, ou des Prevôts & des Châtelains : & le Parlement, que le Roy a fait le dispensateur de sa Souveraine Justice, & le Gardien de ses Loix : *Qui vice sacra judicat, qui delicta provinciarum & judicium punit, cujus reverentia potest negotia sine appellatione finire.* C'étoient les attributs, que la formule donnoit au Préfet du prétoire, qui conviennent à l'autorité du Parlement. Mais voici comme elle finit : *tribunal tuum ideo tam excelsum factum esse noveris, ut locutus ibi, nihil humile abjectumque cogitares.*

Certainement l'élevation, où tant de prérogatives mettent le Parlement, & l'honneur qu'il a d'être la première Compagnie du Royaume, ne permettent point qu'il présume rien de soy, qui paroisse bas ou mésséant à sa dignité, ny qu'on le confonde ainsi parmi les Officiers ordinaires, dans l'application de toutes les peines, dont la nouvelle Ordonnance est remplie.

Qu'enfin il falloit, qu'un ouvrage qui portoit le nom d'un si grand Roy, répondit en toutes choses à la grandeur de son nom ; Qu'il fût autant admiré par les Siècles suivans, que le reste de ses actions héroïques, & qu'il demeurât à la postérité comme un monument éternel de la gloire de son regne.

Mais pour en venir là, on ne pouvoit trop garder les proportions, on n'en pouvoit trop mesurer tous les termes, & peser toutes les conséquences, afin d'acomoder par tout le commandement avec la raison, & la douceur avec l'autorité ; pour reformer les abus, sans renverser l'usage ; relever la Justice sans abaisser les Juges ; & bien loin de les intimider par la menace des peines, de les engager à la maintenir par leur honneur & leur conscience, qui sont les seuls moyens capables de retenir les bons Magistrats dans leur devoir, & de faire observer la nouvelle Ordonnance.

M. Puffort a dit, que rien n'étoit plus convenable à la gloire & à la prospérité du Regne, que de faire observer exactement les Loix ; & qu'en ce point consiste la plus juste de toutes les proportions, pour concilier le commandement avec la raison, & la douceur avec l'autorité : puisque le propre de la Justice est, de temperer toutes choses & de les tenir dans cet heureux équilibre, qui empêche qu'elles ne s'élèvent ou ne s'abaissent plus qu'elles ne doivent.

Que si le Roy, persuadé de cette vérité, a établi dans sa nouvelle Ordonnance, des peines contre les Juges qui y contreviendront, sa conduite fait assez connoître, que ce n'a été ny pour diminuer la dignité de leur caractère, ny pour les exposer aux frivoles & teméraires prises à partie ; & l'on ne présumera pas, qu'un Prince qui ne s'applique qu'à faire observer les Loix, & qui a bien voulu réserver à sa personne, la connoissance & la censure des contraventions, ne travaille en éfet que pour l'honneur de la Magistrature, dont tout le relief consiste dans la puissance de la Loy, & ne laisse rien à la licence

des chicaneurs : puisque selon la pensée des Canons , le Juge ne doit rien craindre de la justice du Roy , que sa propre conscience. *Inter tam Justum judicem & causam tuam , noli timere nisi conscientiam tuam.*

Mais ayant considéré , que le meilleur avis ne prévaut pas toujours dans les Compagnies , parce qu'on y compte les suffrages , au lieu de les peser ; & que par une égalité tres-inégale , la voix du plus foible y vaut autant que celle du plus fort , il a crû que pour garantir la religion des uns , de la pluralité , & retenir la conscience des autres , contre le dereglement de la faveur ou de l'ignorance , il devoit établir des peines , qui fissent regner la Justice , par la crainte & par la pudeur , où elle ne le pourroit par l'honneur & par la vertu.

Qu'au reste , le Parlement de Paris s'y devoit d'autant moins interesser , que tout le monde est persuadé , que les Officiers qui le composent , font par un pur zele de la vertu , ce que plusieurs autres ne font que par la crainte des Loix : *plus ibi boni mores , quam alibi bonæ leges.*

Mais que ny les Juges en particulier , ny les Compagnies en Corps , ny l'ordre de la magistrature en général , ne pouvoient s'en plaindre ; puisque les anciennes Ordonnances étoient remplies de pareilles dispositions , ainsi qu'il l'avoit établi en la dernière Séance , par la lecture de plus de trente articles qui y sont tres-formels.

Qu'aussi la Compagnie avoit pû recueillir du discours qui venoit d'être fait , que le point de la difficulté n'est plus comme il étoit au commencement , de sçavoir si les anciennes Ordonnances avoient établi des peines contre les Juges ; mais on soutient aujourd'huy que les articles qui en contiennent , n'ont point été exécutez à cause de leur severité : la plupart n'ayant été que les traits d'une colere qui n'a point eu de suite. De sorte que le véritable état de la question est , de sçavoir , s'il est plus expédient de prescrire des peines contre les Juges , qui contreviendront aux Ordonnances , que d'en laisser l'observation à leur honneur & à leur conscience.

Pour refoudre ce problème , il n'y a personne qui ne sçache , que le Juge ne fait pas le droit ; mais seulement qu'il le declare. Il en est dispensateur & non pas maître : la puissance & la Souveraineté sont en la Loy , & non pas en luy.

Et si le Juge pouvoit impunément contrevenir à la Loy , il seroit , par une conséquence infaillible , maître des biens , de l'honneur , & de la vie des Sujets du Roy ; puis que sans crainte d'aucune peine il pourroit les donner à qui bon lui sembleroit , malgré la disposition de la Loy.

Qu'au contraire , on ne pouvoit douter qu'il ne fût plus sûr , plus honête & plus utile , d'astreindre les Juges par l'appréhension des peines , à l'observation de la Loi , que de souffrir qu'ils la pussent impunément violer ; parce que comme les Loix sont des esprits séparés de toute matière , elles sont dans l'impuissance de pouvoir être prévenues : au lieu que la condition des personnes & l'état des affaires , peuvent entraîner l'esprit des Juges & suborner leur Jugement.

Que le Juge étant fait pour la Loy , & non pas la Loy pour le Juge , il étoit bien plus honête que le Magistrat obéit à la Loy dont il est ministre , que la Loy au Magistrat dont elle est la Supérieure.

Qu'enfin le Public ne pouvoit recevoir de préjudice par la condamnation d'un

d'un Juge qui contreviendrait à la Loy ; mais qu'au contraire il courroit un péril extrême, si le Juge étoit maître de la Loy, en sorte que sans crainte d'aucune peine, il la pût violer : parce que quelque conscience & quelque honneur qu'il ait, il luy seroit difficile de tenir la balance si ferme & si droite, au milieu de la faveur ou de l'intérêt de ses proches & de ses amis, qu'il ne la laissât imperceptiblement pencher du côté, où le cœur incliné, si par la crainte de quelque peine on ne soutenoit les sentimens d'honneur & de justice contre les atteintes de la brigue ou des passions.

Qu'il avoüoit néanmoins, qu'on pouvoit se représenter un Juge si vertueux & si parfait, qu'il suffiroit, pour toute précaution, de charger son honneur & sa conscience de l'exécution de la Loy, sans ajouter d'autres peines ; qu'il en connoissoit même quelques-uns, qu'il croyoit être parvenus à ce haut degré de perfection ; mais que ce seroit la plus étrange & la plus dangereuse de toutes les erreurs, de croire qu'ils fussent tous également parfaits ; puisque nous voyons tous les jours le contraire. C'est pourquoy encore que l'établissement des peines ne fût point nécessaire pour ceux qui ne considèrent les exercices & les fonctions de leurs charges, que comme des actes divins, qui ne laissent en leur liberté, ny haine, ny amour, ny vengeance, ny gratitude ; mais qui sont en eux une suspension générale de toutes sortes d'affections, toujours seroit-elle nécessaire pour les autres, qui ne se donnant point de frein à eux-mêmes, ont besoin que la Loy leur en donne.

Mais après tout, les maximes de l'honneur & de la conscience sont si peu fixes & si peu certaines en plusieurs occasions, que tel se fait un point d'honneur & de conscience de ce qui, dans l'esprit d'un autre, ne passera que pour une foiblesse & pour un vain scrupule ; de sorte que n'y ayant rien de si pernicieux dans l'ordre de la Justice, que l'incertitude des maximes & la diversité des Jugemens, ce seroit la plus périlleuse, pour ne pas dire, la plus funeste de toutes les Jurisprudences, que de permettre aux Juges de se dispenser de la Loy, sous prétexte de fausses maximes d'honneur & de conscience, qu'il pourroit accommoder à sa foiblesse, à son intérêt, ou à sa passion.

Il y a plus : les causes & les procez d'un parent & d'un ami, ont toute une autre face, & se voyent tout différemment de ceux d'un inconnu, ou d'un ennemi ; parce que l'amour ou la haine grossissent ou diminuent les especes : & comme la lumière porte toujours dans l'œil la teinte de l'objet qu'elle lui fait voir, aussi les raisons de nos amis coulent dans nos esprits avec la teinture de nos affections ; ce qui fait que les meilleurs Juges, trompez par les charmes secrets & imperceptibles du sang & de l'amitié, estimeroient souvent que la plus mauvaise cause seroit la plus juste, s'ils n'étoient arrêtés par l'autorité de la Loi, qui n'ayant ni les foibleses de la chair & du sang ; ni les préventions & les autres défauts de l'esprit, leur montre toujours un positif plus fixe, & une base plus solide, pour diriger & pour assésir leurs Jugemens.

Qu'il ne luy seroit pas difficile de confirmer cette proposition, par une infinité d'exemples des Loix anciennes, qui ont établi des peines contre les Juges ; mais qu'il auroit appréhendé de fatiguer la Compagnie, par la preuve d'un fait qui est si universellement connu, & qu'il ne croyoit pas devoir être contesté ; parce que l'on peut dire, que c'a été l'esprit & le sentiment commun de tous les Législateurs.

On lit dans l'Exode , que la Verge , qui est le Simbole de la peine & de la correction , fut déposée dans l'Arche avec la Loy : pour faire connoître aux Sacrificateurs , qui étoient les Juges , & au Peuple , qu'on ne pouvoit contrevenir aux préceptes de l'une , ou la mépriser , sans s'exposer au châtement & aux rigueurs de l'autre.

Les Canons, les Decretales & tous les autres decrets de l'Eglise , sont pleins d'anathêmes & de menaces de destitution , contre les Evêques qui y contreviendront.

Selon dont on a relevé la douceur , en commettant sa garde & le dépôt de ses Loix aux Areopagites , ne laissa pas d'ordonner , que celui d'entre eux qui y contreviendrait , payeroit une Statuë d'or de sa pesanteur.

Mais quand toutes les Loix anciennes seroient contraires à la nouvelle Ordonnance que le Roy propose , ce ne seroit pas une raison pour en empêcher l'exécution , si d'ailleurs elle est juste : parce qu'un Prince n'a pas besoin de l'antiquité pour composer des Loix dans son état , & il suffiroit de dire avec l'Apôtre : *Serviamus in veritate spiritûs , & non in verustate Litera.*

Et néanmoins pour ne laisser aucun scrupule dans une matiere si importante , qu'il se proposoit de satisfaire sommairement à tout ce qui a été allégué , pour combattre les articles de la nouvelle Ordonnance , qui établissent des peines contre les Juges.

La premiere raison dont on s'est servi , a été , qu'il n'y a point d'exemple d'une pareille severité contre les Juges , dans aucune des anciennes Ordonnances ; mais la Conference qui pourroit en être faite avec la nouvelle Ordonnance , fera facilement connoître que celle-cy à moins de severité que les autres.

En effet des cinq cens un articles qui la composent , il n'y en a que vingt trois qui en contiennent ; quoy que à proportion les autres en ayent beaucoup d'avantage.

Qui ne sçait , que celle de 1539. qui n'est composée que de 192. articles , desquels il y en a un tres-petit nombre pour regler la fonction des Juges , en a huit qui prononcent des peines contre les Juges ?

Celle d'Orleans en contient neuf , de 74. qu'elle a donnez , concernant la Justice.

Celle de Rouffillon de 39. articles , en a 6.

Celle de Moulins , qui a été dressée sur les memoires des principaux Officiers des Parlemens & du grand Conseil , entre 88. dont elle est composée , en contient onze. Et celle de Blois , qu'on dit avoir adouci toute la dureté qui s'étoit rencontrée dans les précédentes , de 120. art. qui la composent , en a 28. qui contiennent de semblables dispositions. Tellement que par la comparaison de toutes les anciennes , il est évident , que la nouvelle est plus douce , & à moins d'articles qui contiennent des peines contre les Juges , qu'aucune des autres ; & par consequent , le reproche qu'on luy fait d'une severité excessive & toute extraordinaire , n'a point de fondement : d'autant moins que la plupart de ces Ordonnances ont été faites à l'instance supplication des Parlemens , qui les ont toutes enregistrees , sans aucune modification , en ce qui regarde les articles où il est fait mention des peines contre les Juges. Tant il est veritable,

qu'ils les ont estimées justes & nécessaires ; bien loin qu'on ait prétendu, comme on le soutient aujourd'hui, qu'elles blessassent l'honneur & la dignité de la Magistrature.

Cette première couleur étant ainsi effacée, il passeroit aux autres difficultés qui ont été faites, lesquelles autant qu'il avoit pu recueillir, se peuvent réduire à trois chefs.

Le premier, qu'encore que les anciennes Ordonnances contiennent des peines contre les Juges, on ne trouvera pas néanmoins qu'elles en aient jamais introduit, pour les contraventions qui ne concernent que de simples procédures.

Le 2. que les Officiers des Compagnies Supérieures ont toujours été distingués des autres à cet égard : les Rois ayant considéré, que les sentimens d'honneur & de conscience, seroient des motifs plus puissans pour les retenir dans leur devoir, que l'appréhension des peines.

Et le 3. que s'il y a eu quelque peine par l'Ordonnance de Roussillon, contre les Parlemens en corps, il est aisé de juger, qu'elles ne peuvent être appliquées aux corps des Compagnies Souveraines, & que la sévérité de cette Ordonnance a été adoucie par celles qui l'ont suivie.

Les mêmes difficultés ayant été formées en la penultième Séance, il croyoit y avoir satisfait si ponctuellement dans la dernière, par le recit de plus de soixante articles des Ordonnances, qu'il appliqua & distribua sur les mêmes chefs qui se présentent encore aujourd'hui, qu'il pensoit qu'on en seroit demeuré persuadé.

Néanmoins, puisque on renouvelle la question, il croyoit être obligé de retoucher sommairement, & autant qu'il est nécessaire pour rafraîchir la mémoire, les principaux articles des Ordonnances qu'il cita, & dont même il fit lecture le dernier jour.

Il remarque, à l'égard de la première, qu'il n'y a pas un des articles proposés, qui contiennent des peines contre les Juges, qui soient pour de simples procédures ; si ce n'est que ces procédures soient ordonnées pour remédier à des abus très-imporrans qui s'étoient introduit dans l'administration de la Justice, qui faisoient des conflits entre les Juges, retardoient l'expédition des affaires, & caufoient la ruine des Sujets du Roy.

Que ces désordres ayant été continués par les Juges qui en tiroient quelques avantages, soit de profit, soit pour augmenter leur Jurisdiction, sans avoir été retenus par les considérations de leur honneur, le Roy avoit cru qu'ils pourroient être portés à leur devoir, par la considération des peines ; & qu'avec toutes ces observations, il n'y avoit pas un article, qui ne trouvât son exemple dans les anciennes Ordonnances. Ce qu'il luy seroit aisé de faire voir, par une Conférence particulière des articles proposés, qui contiennent des peines contre les Juges, avec ceux des anciennes Ordonnances qui ont de pareilles dispositions, si ce n'étoit qu'une discussion si exacte pourroit être ennuyeuse. C'est pourquoy il se contenteroit de deux ou trois qui se présentent les premiers, concernant les procédures : qui sont les articles qu'on attaque plus fortement.

Le premier des articles dont on se plaint fait *défenses* aux Juges, de recevoir

les causes dont la connoissance ne leur appartient pas.

Qu'il ne pouvoit y avoir un article plus juste dans le fond , & qu'on sca-voit assez que les entreprises de Jurisdiction , que font les Juges , causent le plus grand desordre dans la Justice , & la plus grande vexation aux Sujets du Roy.

Que c'étoit l'origine de tous les reglemens de Juges , qu'on peut dire , sans exagerer , être le plus grand mal de la Justice.

Cependant on ne pouvoit pas disconvenir que ce ne soit par le fait des Juges , qu'on scait avoir pour maxime , de ne douter jamais de leur pouvoir. Que cet article ne pourvoit donc pas à une simple procedure , & qu'il falloit demeurer d'accord que sa prévoyance étoit très-importante ; & qu'encore qu'il n'y eût point eu d'exemple d'une semblable peine , qui eût été établie en pareil cas contre les Juges , par ses anciennes Ordonnances , il y auroit en néanmoins nécessité de commencer en celle-cy.

Mais ce n'est pas une disposition nouvelle : elle est fondée sur l'exemple de l'article I I. de l'Ordonnance de 1539. qui défend aux Juges Eclésiastiques , de faire convenir les Laïques , sur peine d'amende arbitraire , qui est une bien plus grande peine que celle de prise à partie ; & il ne croit pas qu'on voulût prétendre que les Juges Séculars dussent être traitez avec plus de respect , que les Juges Eclésiastiques.

Que l'art. 147. de l'Ordonnance de Blois , contenoit de pareilles dispositions , ainsi qu'il avoit remarqué dans l'énumération qu'il avoit faite cy-devant , des articles des anciennes Ordonnances , qui contiennent des peines contre les Juges.

Par un autre article de la nouvelle Ordonnance , le Roy défend sous les mêmes peines , à tous Juges d'évoquer des Juges inferieurs , sous prétexte d'appel ou connexité , si ce n'est pour juger sur le champ à l'Audiance.

Qu'il pouvoit ajouter à toutes les raisons du premier article , qui conviennent parfaitement à celui-cy , qu'il y avoit nécessité que le Roy réprimât l'inclination qui est assez naturelle aux Juges , d'évoquer , à cause des grands avantages qu'ils y rencontrent ; & qu'on avoit suivi , dans la composition de cet article , la disposition du 179. de l'Ordonnance de Blois , qui y est entièrement conforme.

Par le III. article le Roy ordonne , de juger Sommairement à l'Audiance les renvois , incompetences & déclinatoires , sous les mêmes peines ; ce qui n'est qu'un transcrit du 154. article de l'Ordonnance de Blois.

Que la discussion exacte qui a été faite en la Séance précédente , de tous les articles des anciennes Ordonnances , assure puissamment la vérité des trois propositions qui ont donné une si grande étendue à cette Conference , dans laquelle il ne répétera pas , qu'on avoit soutenu d'abord , que les anciennes Ordonnances n'avoient jamais statué de peines contre les Juges : ce qui l'auroit obligé d'en rapporter plus de trente articles , qui avoient donné lieu à changer la proposition , & soutenir , qu'il n'y avoit aucunes de ces peines , qui eussent jamais été ordonnées contre les Officiers des Cours Souveraines. A quoy on avoit ajouté que la peine du quadruple , qui se trouve dans quelques-uns des

articles proposés, n'étoit pas une peine d'Ordonnance ; mais une *peine financière*, qui est le terme dont on s'est servi.

Mais quand on a vû le grand nombre d'articles des anciennes Ordonnances, par lesquels il croit avoir justifié, qu'il a toujours été de l'usage, & de la prévoyance des Rois, de prononcer des peines contre les Officiers des Compagnies Supérieures, de même que contre les autres Juges, & que souvent ces peines avoient été du quadruple, suivant la disposition de la matière, on s'est retranché à dire, que ces peines n'avoient jamais été contre les Compagnies Supérieures en corps. Et enfin l'affirmative ayant été établie par un nombre d'articles tres-formels, on a soutenu par des réponses particulières à tous les articles qui ont été cortés, qu'il n'y avoit aucun rapport, des peines dont les anciennes Ordonnances ont menacé les Juges, dans les rencontres de quelques grandes contestations, on par des coups de colere qui avoient été incontinent amortis, avec ces nouvelles dispositions, qui n'ont rien retenu des anciennes, que les peines.

C'est ce qu'il faut examiner en détail : car en quelque état que soient reduites les propositions, la preuve en sera également facile.

On a dit, pour répondre à l'art. 36. de la première Déclaration sur l'Ordonnance de Moulins, qu'il y avoit en ce tems là beaucoup d'abus dans la confection des Procez criminels, dont la conséquence étoit très-grande : c'est pourquoy l'article portoit suspension contre les Officiers qui y commettoient des fautes notables ; parce que ces fautes se peuvent faire à dessein, pour procurer l'impunité aux accusés. Mais que cela regardoit principalement les premiers Juges, que le Parlement punit très-souvent par des peines encore plus sévères, pour des fautes qu'ils commettent dans l'instruction.

Avant que de satisfaire à cette réponse, qui luy paroît plus curieusement recherchée qu'elle n'est naturelle & solide, il étoit bon d'observer, qu'on reconnoissoit, par l'éclaircissement qu'on avoit voulu donner à la difficulté qui naissoit sur cet article 36. de la première Déclaration sur l'Ordonnance de Moulins, qu'il y avoit beaucoup d'abus alors en la confection des Procez criminels ; c'est pourquoi l'article portoit suspension contre les Officiers qui y feroient des fautes notables : parce que ces fautes se peuvent faire à dessein, pour procurer l'impunité aux accusés.

Desquelles reconnoissances on peut induire, sans forcer le raisonnement, que l'Ordonnance de Moulins, composée (ainsi qu'il a été observé) sur les mémoires des principaux Officiers du Parlement, avoit eû assez mauvaise opinion des Juges, pour les croire capables de commettre des abus en la confection des Procez criminels, & d'avoir eu assez de bassesse, pour avoir pû prendre le dessein, en faisant les fautes, de procurer l'impunité aux accusés. Que la même Ordonnance a été persuadée, que les motifs d'honneur & de conscience, n'étoient pas des barrières assez fortes pour les retenir sans le secours des peines ; & que la terreur que les gens de bien en concevroient, n'auroit rien qui fût capable de diminuer leur zele au bien de la justice, ny leur réputation, que le Roy étoit intéressé de leur conserver dans l'esprit de ses Peuples, pour y faire regner ses volontez.

Après quoy, sans vouloir faire d'autre application de ces inductions, il ne

reloit plus qu'à satisfaire à ce qu'on a dit , que la disposition de ces peines regardoit principalement les premiers Juges , que le Parlement punit tres sévèrement pour les fautes commises dans l'instruction.

Pour éclaircir ce doute la lecture seule de l'article suffit. Il porte en termes formels : *Enjoignons à tous Juges.*

Or on ne peut douter que les Officiers des Parlemens étant Juges, ne soient compris dans cette généralité.

On a dit , que le Parlement punit les Juges. Il faut donc qu'il y ait des peines établies contre les Juges , par une Loi ou par une Ordonnance. Car s'il n'y avoit point de Loy qui prescrivît les punitions , le Parlement ne les pourroit pas ordonner : son autorité ne va pas jusqu'à faire des Loix , & le Roy est le seul Législateur de son Royaume. Il faut qu'il y ait des Ordonnances qui statuent des peines contre les Juges ; & on peut remarquer , que cet article porte injonction à tous Juges de vaquer diligemment à l'instruction des Procez criminels , & d'interroger incontinent les Prisonniers : *à peine non seulement de suspension*, ainsi qu'il a été dit ; mais aussi *de privation*, en cas de négligence. De sorte que pour une simple négligence un Juge devoit être non seulement suspendu , mais privé de la Charge ; & sans aucune proportion de la faute avec la peine , traité plus sévèrement qu'un concussionnaire.

Le même article prononce encore la peine de *répétition du quadruple* contre les Juges , en cas qu'ils ne se taxent pas modérément. Ainsi toutes les peines des anciennes Ordonnances sont ramassées , non pas dans cette seule Ordonnance , mais dans ce seul article.

Et ce qu'on ne peut pas omettre , c'est que le Parlement de Paris seul , a demandé cette Déclaration ; & ne crut pas alors , que l'article 36. de l'Ordonnance de Moulins , qui faisoit défenses aux Juges de rien recevoir des Prisonniers , pour leurs salaires , *à peine de répétition du quadruple* , fût assez sévère , si on n'ajoutoit les peines de *suspension* , & de *privation de Charges* , pour les simples négligences dans l'instruction des Procez criminels. De sorte que ce qui se fit en ce tems-là , ne convient pas avec ce qui se dit aujourd'hui sur les articles 109. & 118. de l'Ordonnance de Blois , & le 124. de l'Ordonnance de 1539. qui se trouve par erreur coté le 24.

Le premier desquels fait défenses aux Procureurs Généraux , de recevoir de la part des Récipiendaires , les noms des témoins , qui devront être ouïs dans les informations de vie & mœurs , sur peine de *privation de leur Etat*.

Par le second , l'Ordonnance veut que ceux des Juges , tant des Cours Souveraines qu'inférieures , qui sauront causes de récusation , ayent à les déclarer , sur peine de *privation de leurs Charges* , & d'être incapables de tenir à jamais Office de Judicature.

Et par le troisième , on défend à tous Présidens & Conseillers des Cours , de solliciter pour autrui , sur peine de *privation de l'entrée de la Cour* , & de leurs gages pour un an , & d'autre plus grande peine , s'ils y retournent.

M. Puffort a poussé fort loin ce discours , dans lequel il s'est attaché non seulement à répondre aux raisons & aux autorités rapportées par M. le P. Président ; mais encore à prouver que les peines insérées dans ce projet , ont leur fondement dans les anciennes Ordonnances , & dans le Droit Romain même.

Il a cité quantité d'exemples pour établir ce raisonnement , & pour faire voir, que ces peines étoient ordonnées tant contre les Juges des Cours Souveraines, que contre les premiers Juges.

Et après avoir dit, que les Juges ne devoient pas craindre que ces sortes de peines pussent diminuer en aucune manière l'autorité qu'ils ont sur les Peuples, & le respect que ceux-ci doivent conserver pour leur dignité, il a fini, en disant :

Qu'il étoit fortement persuadé, que l'intention du Roy étoit de conserver à tous ses Juges, l'autorité qui leur étoit nécessaire pour la conduite de ses Peuples ; & que comme l'autorité est au corps politique, ce que la chaleur est au corps naturel, dans les extrémités duquel elle ne peut avoir le même mouvement, ny la même vigueur qu'elle montre dans les parties qui sont proche du cœur : aussi Sa Majesté fera toujours une grande distinction, par les marques de son estime, entre les Juges inférieurs & ses Parlemens, avec lesquels il communique de plus près. Et comme c'est par eux qu'il s'explique à ses Sujets ; qu'ils sont les dépositaires de ses Ordonnances, & les dispensateurs immédiats de sa Justice Souveraine : aussi vouloit-il leur donner plus de marques de sa confiance, & leur concilier singulièrement la créance de ses Sujets. Que c'étoit pour cela qu'il avoit ordonné cette Conférence, & qu'il avoit voulu leur communiquer ses desseins, pour avoir leurs avis, qui luy avoient toujours été en singulière considération. Mais néanmoins, qu'il y avoit peu d'apparence qu'il voulût se priver de ce qui avoit été pratiqué par tous ses Prédécesseurs, reçu & même demandé en tous les tems, par tous les Parlemens de son Royaume : qu'il voulût enfin retrancher les moyens, sinon de redresser ceux des Juges qui pourroient manquer, au moins de les obliger par l'appréhension des peines, à une observation plus exacte de leur conduite & de leur devoir.

Mais que comme il voyoit qu'on insistoit sur ces difficultez, il ne croyoit pas qu'il y eût d'autre parti à prendre que d'en remettre la décision au Roy, auquel il auroit l'honneur d'en faire le Rapport.

F I N.



PROCEZ VERBAL

DES CONFERENCES

TENUES PAR MESSIEURS

LES

COMMISSAIRES DU ROI,

ET MESSIEURS

LES

DEPUTEZ DU PARLEMENT,

*Pour l'Examen des Articles proposez pour la composition de
l'Ordonnance du mois d'Avril, 1667.*



LE ROI ayant fait examiner dans son Conseil & en sa presence, plusieurs articles concernans la reformation de l'ordre Judiciaire, pour en composer une Ordonnance, qui fût également observée dans toute l'étendue de son Roïaume; Sa Majesté a encore voulu les faire voir aux principaux Officiers du Parlement, pour en prendre leurs avis, avant que de leur donner le Caractere de son autorité.

Le 24. Janvier 1667. le Roi en écrivit au Parlement, & en particulier à M^r le P. Président & à M^r le Procureur General; avec ordre à M^r le P. Président & à Messieurs les autres Présidens du Parlement, à quatre Conseillers de la Grand' Chambre, & aux cinq anciens Présidens des Chambres des Enquestes, avec les Doyens des mêmes Chambres; à l'ancien Président des Requestes du Palais, & au Doyen de la premiere Chambre; & à Messieurs

les Avocats & Procureur Généraux, de s'assembler incessamment en la maison de M^r le Chancelier, pour conférer avec lui & Messieurs les Commissaires du Conseil, par l'avis desquels ces articles avoient été dressés.

En Execution de ces Ordres, M^r le P. Président invita les Députés du Parlement, de se trouver en sa maison, pour conférer entre eux, sur le sujet des articles, & concerter les propositions qu'ils avoient à faire, en la conférence que M^r le Chancelier leur avoit fait indiquer au lendemain.

La première difficulté a été sur la contestation du rang, entre Messieurs de la Grand' Chambre & Messieurs les Présidens des Enquestes; mais après plusieurs propositions, il fut enfin convenu, que s'il plaisoit au Roi d'ajouter deux Conseillers aux 4, qui avoient déjà été nommés, Messieurs les Présidens des Enquestes prendroient leurs places à la Conférence, après les quatre plus anciens, & precederoient les deux autres.

Le Roi approuva cet expedient, & sur les Ordres qu'il en envoya au Parlement, cela fut aussi-tôt executé par la deputation de Messieurs Et M^r le Chancelier fut prié de remettre la conférence au Mercredi 26. du même mois.

*Messieurs les Commissaires du
Conseil.*

Monsieur le Chancelier Segulier.

Messieurs les Conseillers d'Etat.

De Morangis.
D'Estampes.
Boucherat.
Poncet.
Puffort.

Messieurs les Maîtres des Requêtes.

Voisin.
Hoiman.
Le Pellerier de la Houffaye.

*Messieurs les Députés du Parle-
ment.*

M^r de la Moignon premier Président.

Messieurs les Présidens à Mortier.

De Longueil.

De Novion.
De Mesmes.
Le Coigneux.
De Bailleul.
Mollé.
De Nesmond.

*Messieurs les Conseillers de la
Grand' Chambre.*

Ménardeau Doyen.
Catinat.
Saintor.
Palau.

*Messieurs les Présidens des
Enquestes.*

Portier de Blanc-Mesnil.
Le Feron.
De Fourcy.
Le Maître de Belle Jambe.
De Maupeou.

Messieurs les Doyens des Enquestes.

De Creil.

Le Clerc de Courcelle.
Colomber.
Bourlon.
De Lataignan.

bre des Requestes.

Messieurs des Requestes du Palais.

Messieurs les Gens du Roi.

Talon premier Avocat Général.
De Harlai Procureur Général.

De Bauquemare, ancien Président de
la seconde Chambre des Requestes
du Palais.

Greffier de l'Assemblée.

Charlet doyen de la premiere Cham-

M^e Joseph Foucault, Greffier de la
Chambre de Justice.



Du Mercredi 26. Janvier, 1667. en l'Hôtel Segulier, de Relevée.

MESSIEURS les Commissaires du Roi avertis par un huissier du Conseil, se sont rendus à la Conference, entre deux & trois, ainsi que Messieurs du Parlement.

M^r le Chancelier a reçu M^r le P. Président à l'entrée de la Chambre qui est au bout de la gallerie, où la Séance étoit préparée.

La disposition en étoit ainsi.

Le long d'une grande Table en forme de bureau, & du côté de la cheminée, il y avoit neuf chaises à bras, pour M^r le Chancelier & Messieurs les Commissaires du Roi.

Et de l'autre côté vis-à-vis il y avoit 26. autres chaises pareilles, rangées sur une même ligne, pour Messieurs les Députés du Parlement, avec trois autres sieges derriere ceux de M^r le P. Président, & de Messieurs les deux anciens Présidens, ainsi disposés pour Messieurs les Gens du Roi.

Messieurs du Parlement ayant observé, que le premier des trois Sieges préparés pour Messieurs les gens du Roi, n'étoit pas placé immédiatement derriere le siege de M^r le P. Président, mais qu'il étoit plus avancé, il a été trouvé à propos de le retirer.

Messieurs les Députés du Parlement ayant d'ailleurs représenté que leurs places étant de suite sur une même ligne, les plus éloignés auroient de la peine à entendre ce qui seroit dit, il a été avisé de doubler les rangs; ce qui a été fait. Mais aussi Messieurs les gens du Roi, se trouvant déplacés par ce changement, ont remontré à M^r le Chancelier, qu'ils n'entendoient point entrer en contestation avec Messieurs les Députés, & qu'ils alloient se retirer de la Conference, où aussi bien ils se croyoient inutiles.

M^r le Chancelier les a invités de demeurer, & a fait mettre trois sieges pour eux, au bout d'en bas de la Table; Celui d'en haut demeurant vuide.

sans même que la Chaise du Roi y ait été mise.

M^r le Chancelier m'ayant ordonné de la part du Roi, de tenir la plume dans cette Conference, & d'en rediger le Procez Verbal, il y avoit aussi un Siege pour moi derriere sa chaise. Chacun ayant pris place,

M^r le Chancelier faisant l'ouverture de la Conference, a dit que l'Ordonnance qui étoit le sujet de l'assemblée, meritoit d'autant plus de respect, que c'étoit l'ouvrage d'un grand Roi, qui en avoit formé le dessein, par un zele tout extraordinaire pour la reformation de la Justice. Qu'encore qu'il l'eût fait examiner en sa présence, il avoit voulu néanmoins prendre les bons avis des principaux Officiers de son Parlement, avant que d'y mettre la dernière main : étant également persuadé de leur prudence & de leurs bonnes intentions. Que cette confiance les devoit obliger de contribuer de toute leur affection, à l'exécution d'un si grand dessein, en ne proposant que des difficultés qui méritassent d'être relevées, pour en faire le rapport au Roi.

M^r le P. Président a répondu que l'application du Roi en toutes les choses qui concernoient le bien de son Etat & l'avantage de ses Sujets, donnoit de l'admiration à tout le monde; que l'honneur que Sa Majesté faisoit à la compagnie, de vouloir prendre ses avis sur une matiere si importante, l'obligeoit d'y répondre avec soumission, & de faire entendre avec respect, les difficultés qui lui paroïtroient les plus essentielles, & qui mériteroient d'avantage que l'on y fit considération : Que le Parlement, ayant l'honneur d'être dépositaire des Loix du Roïaume, étoit obligé d'aporter tout le soin & l'exactitude possibles, pour examiner celles qui pourroient être proposées de nouveau, afin qu'en les rapportant toutes également aux regles de la Justice, & au bien des peuples & de l'Etat, on en pût assurer d'avantages l'exécution.



TITRE PREMIER.

De l'Observation des Ordonnances.

CE titre qui est le premier de l'Ordonnance, ayant été proposé & examiné le dernier, il n'en sera fait mention qu'à la fin du présent Procès Verbal, pour ne point changer l'ordre avec lequel l'examen a été fait par Messieurs les Commissaires.

TITRE II.

Des Ajournemens.

ARTICLE I.

Es Ajournemens & citations en toutes matières, & en toutes juridictions, même Ecclesiastiques, seront libellés, & contiendront sommairement les conclusions & les moyens de la demande, à peine de nullité des Exploits, & de vingt livres d'amende contre les Huissiers, Sergens, ou appariteurs qui les auront faits; applicable, moitié aux reparations de l'Auditoire des Juges devant lesquels les assignations seront données, & l'autre moitié aux pauvres du même lieu, sans qu'elle puisse être remise ou modérée, pour quelque cause que ce soit.

Cet article est aussi le premier dans l'Ordonnance.

Lecture ayant été faite de cet Article,

M^r le P^resident a dit, que cet article prescrivait la forme des exploits. Qu'à cet éfet il desiroit deux choses: l'une que les conclusions de la demande y fussent *sommairement exprimées*; & l'autre que les *moyens y fussent employés*. Ajoutant, qu'il semble que le mot de *Sommairement*, convient mieux aux moyens qu'aux conclusions; parce qu'il importe d'expliquer les fins d'un exploit dans toute leur étendue; mais que les moyens peuvent être sommaires: les inventaires & les écritures les peuvent suppléer.

Que d'ailleurs l'article statué des peines, en cas de contravention : l'une contre l'Huissier, qui est l'amande de 20. livres ; & l'autre contre la Partie, qui est la nullité de l'exploit. Qu'en ce cas il est nécessaire de limiter le tems dans lequel on puisse arguer l'exploit de nullité, autrement les Parties en pourroient souffrir ; & ce seroit pour elles une grande vexation, qu'après plusieurs procédures & jugemens tant en premiere instance qu'en cause d'appel, la validité d'un exploit pût estre revoquée en doute, & les Parties réduites à l'incertitude continuelle de l'état d'un Procez. Que dans l'usage de toutes les Jurisdiccions, les nullités d'un exploit se doivent cotter dez l'entrée de la cause comme un préalable ; sinon demeurer couvertes par les défenses & les reglemens de la contestation.

Qu'il y avoit même quelque difference à faire entre les exploits ; qu'il s'en fait pardevant les Auditeurs du Châtelet, pour des sommes legeres, comme salaires d'Artisans & de Domestiques ; qu'il sembloit que ces sortes d'exploits ne devoient pas estre sujets a des formalités si rigoureuses, en des affaires qui n'en valoient ni la peine ni les frais.

M^r le Chancelier a dit, que l'exploit étoit le fondement de l'action & qu'on n'en pouvoit trop assurer les formes ; & a invité M^r Pussort, qui avoit travaillé aux articles, d'en expliquer les raisons, comme en étant particulièrement instruit.

M^r Pussort a dit, que la fin que l'on s'est principalement proposée, en dressant les articles pour la reformation de la Justice, est l'abreviation des Procez & la diminution des frais : Que c'est l'esprit universel de tous les articles, qu'on pouvoit reconnoître dans le premier qu'on examinoit. Mais qu'en y discutant cette obligation d'employer dans un exploit de demande aussi bien les moyens que les conclusions, il falloit en même tems considerer, qu'on retranchoit par ce moyen, les réajournemens, les déboursés de défenses & autres procédures inutiles, qui caufoient de grands frais, dont on soulageoit les Parties. Que les précautions portées par l'exploit, n'en feroient pas beaucoup ; que la disposition de l'article n'est qu'une repetition des anciennes Ordonnances ; que le mot de *Sommairement*, se trouvoit dans celle de 1539. & dans quelques autres. Qu'il seroit bien difficile de faire des distinctions entre les exploits, & d'entrer dans le détail des sommes pour lesquelles l'action pourroit estre intentée ; parce que ce seroit une distinction qui ne feroit qu'embarasser.

Qu'au surplus, à l'égard de la nullité des exploits, qui est la peine de la contravention contre la Partie, on n'avoit pas jugé nécessaire de prescrire le tems dans lequel cette nullité pourroit estre objectée ; parce qu'il y avoit été pourvu dans un autre titre, qui est celui *Des fins de non proceder*, dans lequel les exceptions qui se doivent proposer dez l'entrée de la cause, ont été réglées.

M^r le P. de Maisons a dit, qu'il faut considerer qu'en la Jurisdiction des Juges Consuls, les causes se jugent *de plano*, & que par conséquent, toutes ces formalités n'y semblent pas bien nécessaires.

M^r le P. de Novion a dit, qu'en retranchant les formalités superflues, il

étoit bon de n'y pas obmettre les nécessaires, pour assurer la procédure.

M^r le P. Président a encore répété, que la nullité des exploits se couvroit par les défenses; que c'étoit l'usage de toutes les Compagnies, & qu'il étoit bon d'en faire mention dans l'article, afin de ne pas induire les Juges à erreur; & qu'enfin il falloit assurer la validité des exploits.

M^r le Chancelier a dit, que cet usage étant observé universellement, il n'y auroit pas d'inconvénient d'en faire mention dans l'article, & qu'on le proposeroit au Roi.

ARTICLE II.

Tous Exploits d'ajournement seront faits à personne, ou domicile; & les Huissiers & Sergens, même ceux de nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Chambre des Comptes, Requetes de nôtre Hôtel & du Palais, & autres Jurisdiccions, seront tenus de faire mention, tant dans l'original, que dans la copie, des personnes à qui il les auront laissés; * Comme aussi seront tenus de se faire assister de deux témoins, non parens, ni alliez, ni domestiques des Demandeurs, lesquels signeront sur le lieu, avec les Huissiers ou Sergens, l'original & la copie des Exploits: sans qu'ils puissent se servir de Records qui ne sachent signer; & déclareront la Jurisdiction où ils sont immatriculez, leur domicile & celui de leurs Records, avec leurs nom, surnom & vacation; le domicile & la qualité des Parties: Le tout à peine de nullité des Exploits & de pareille amende de vingt livres, applicable comme dessus.

La première partie de cet article, compose le commencement du troisième dans l'Ordonnance.
* Article 11. de l'Ordonnance.

Lecture ayant été faite de cet Article;

M^r le P. Président a dit, qu'en faisant l'Ordonnance dont il s'agit pour reformer les anciennes, l'on n'y scauroit apporter trop de circonspection, & qu'il y avoit beaucoup de reflexions à faire sur cet article. Que les précautions qu'on y veut apporter, causeront de grands frais, en ajoutant aux Sergens deux Records nécessaires; ce seroient de nouveaux Huissiers qui tripleroient les frais, qui seront excessifs lors qu'il faudra faire des voyages, & que cela arrivera toujours. Cependant il importe de prendre garde, que se voulant assurer par tant de précautions, l'on ne ferme les avenues de la Justice aux pauvres gens, & que cela ne degénere pour eux en déni de Justice.

M^r le P. de Novion a dit, que si l'on ne fait quelque distinction, l'exploit de Demande pour les gages d'une servante, coutera autant que l'exploit

pour l'affaire de la plus grande consequence ; & que pour prévenir ces inconveniens , les exploits au dessous de 20. ou 30. livres , pourroient estre déchargés de l'obligation de prendre des Records.

M. le P. de Mesme a dit , que les affaires *Sommaires* ne demandoient pas tant de formalités.

M. le P. le Coigneux a dit , que l'on adjudgeroit des dépens à ceux qui seroient bien fondés en leurs demandes , & qu'ils trouveroient par là leur indemnité.

M. le P. Président a reparti , que cependant il falloit avancer les frais , & qu'une pauvre partie ne seroit pas toujours en état de le pouvoir faire , principalement quand il s'agiroit de donner des assignations à la Campagne , & aux lieux éloignés.

M. Puffort a dit , que l'article n'obligeoit pas les Huissiers de mener avec eux des Records ; mais qu'il leur en laissoit la liberté , selon la qualité des parties , ou la disposition des lieux. Que les anciennes Ordonnances enjoignent aux Sergens , de se faire assister de Records , & cependant l'on n'en avoit point remarqué de grands abus ; Que l'article dont il s'agissoit , les obligeoit de marquer leur Domicile , leur nom & leur vacation ; que toutes ces precautions étoient contre les témoins Bannaux. Que si d'un côté les parties étoient obligées de faire un peu plus de frais , cela se trouvoit avantageusement compensé par le retranchement des réassignations , & de toutes les autres formalités inutiles ; & encore par la grande abreviation des Procez , qui est un des plus grands biens de la Justice.

M. le P. Président a ajouté , qu'encore que les charges d'Huissiers ou Sergens , fussent exercées par des personnes de vile condition , & suspectes de corruption , néanmoins l'on ne s'apercevoit pas qu'il y eut dans leurs fonctions de fort grands desordres. Qu'à la vérité il étoit bon de pourvoir à tout , & de les obliger , pour constater d'avantage leurs exploits , de cotter la maison & la Parroisse de la partie ; Que c'est un remede innocent & sans frais , & qui peut empêcher les suppositions des personnes.

M. le P. de Novion a dit , que la désignation de domicile faisoit le même effet.

M. le P. Président a reparti , que le mot de *Domicile* ne faisoit rien à cet égard , s'il n'étoit particulièrement designé , & pour le faire voir ; il a cité l'espece du procez d'entre le Marquis de Coaquin & le Procureur Général de Rennes , pour raison du Retrait lignager de la Terre de Sintignac en Bretagne , & a dit que le retraiant ayant fait élection de domicile par son exploit generalement en la Ville de Rennes , l'on avoit pretendu que cette élection de domicile étoit trop vague , & faisoit une nullité dans l'exploit , ce qui avoit été cause d'un grand Procez.

M. le P. de Maisons a dit , que cette circonspection étoit bonne pour les exploits de retrait lignager ; mais que c'étoit une matiere particuliere.

M. le P. Président a représenté à M. le Chancelier , qu'il y avoit encore une autre observation à faire sur cet article , en ce qu'il y avoit une clause qui obligeoit les Huissiers , même ceux du Parlement de se faire assister de Records ;

cords ; Que cela étoit contre le Privilege des Huissiers du Parlement. Que l'on avoit à desirer de deux choses l'une : ou que les Huissiers du Parlement fussent exceptés de cette regle , ou que ceux du Conseil y fussent compris ; & que la Loi sembloit plus forte lors qu'elle étoit uniforme.

M. le Chancelier a reparti , que c'étoit une chose à decider dans le reglement du Conseil : qu'il en falloit parler au Roi ; Mais qu'il lui sembloit, qu'il y avoit quelque difference à faire.

ARTICLE III.

Pourront néanmoins les Exploits concernans les Droits d'un Bénéfice , être faits au principal manoir d'icelui ; comme aussi ceux concernans les droits & fonctions des Offices ou commissions, ez lieux où s'en fait l'exercice.

Cet Article compose la fin du III. dans l'Ordonnance.

Lecture faite de l'article III. il a été trouvé bon,

ARTICLE IV.

Sil les Huissiers ou Sergens ne trouvent personne au domicile, s'ils seront tenus, à peine de nullité & de vingt livres d'amande, applicable comme dessus, d'attacher leur exploit à la porte, & d'en avertir le plus proche voisin, même de le lui faire signer ; ou au cas qu'il ne sache, ne puisse, ou ne veuille signer, ils en feront mention expresse ; Comme aussi au défaut de proche voisin, seront tenus, incontinent après que les exploits auront été faits, de les faire parapher par les Juges des lieux, auxquels enjoignons de le faire gratuitement, & sans frais, à la premiere requisition qui en sera faite.

IV. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, qu'il faut sur tout empêcher que le Juge ne prenne de l'argent pour son paraphe ; mais qu'il arrivera souvent que le Juge ne se rencontrera point à propos : Qu'il y avoit même des lieux, où les Juges ne faisoient pas de résidence actuelle. Que l'on pouvoit ajouter à l'article, qu'en cas de leur absence, le Greffier pourroit parapher l'exploit.

M. le P. de Novion a dit, que si les Juges prenoient de l'argent, ce seroit en pure perte pour ceux qui l'auroient donné ; parce que cela n'entreroit point en taxe. Que la Loi ne pouvoit pas remedier aux desordres secrets, & que c'étoit bien tout ce qu'elle pouvoit faire, que de les défendre.

M. Passort a dit, que si tous les exploits devoient estre paraphés, il auroit été besoin de prévoir les inconveniens qui ont été allegués, pour les prévenir & y remedier ; Mais que cela dépend de tant de circonstances, qu'il arri-

vera rarement , que l'on en puisse abuser ; parce qu'il faudra , pour avoir recours à cette précaution de paraphe , que la partie soit absente , qu'il n'y ait personne à qui parler dans sa maison , & qu'il n'y ait point de proche voisin pour le charger de l'exploit. De sorte que la rencontre de tous ces cas , sera si rare , que l'usage de ce paraphe ne sera pas fort fréquent.

M. le P. Président a ajouté , que la peine de nullité , insérée dans l'article , lui paroïsoit de grande considération ; que l'on y tombera souvent , & qu'il seroit plus sûr de s'adresser au Greffier ou au Procureur Fiscal , en cas d'absence du plus proche Juge Roïal.

Messieurs les Présidens ont dit , que le cas arriveroit rarement , & que l'article pouvoit passer.

ARTICLE V.

*V. Article de
l'Ordonnan-
ce.*

Tous Huissiers & Sergens mettront au bas de l'original de leurs Exploits , les sommes qu'ils auront reçues pour leurs salaires ; à peine de vingt livres d'amande , applicable comme dessus.

Lecture faite de l'article V. Il a été trouvé bon.

ARTICLE VI.

*F1. Article
de l'Ordon-
nance.*

Si la demande est fondée sur des pieces & titres , le demandeur sera tenu d'en donner copie , dans la même feuille , ou cahier de l'exploit , ou au moins des Extraits , si les pieces sont trop longues pour être transcrites entièrement ; sinon les copies qu'il en fournira dans le cours de l'instance , seront données & y sera répondu à ses dépens , sans aucune répétition.

Lecture faite de l'article VI.

M. le P. Président a dit , qu'il auroit été d'avis de délibérer sur cet article , conjointement avec une autre , qui porte , *Que la communication des pieces sera faite par les Mains de Messieurs les Rapporteurs* ; parce que ces articles ont connexité ensemble , & que les raisons en sont communes. Néanmoins il ne laissera pas de dire , à l'égard de cette communication de pieces par copie en donnant l'exploit , qu'il pouvoit en cela y avoir trop , ou trop peu. Trop , en ce que les Copies des pieces se donnant toutes entieres , comme en beaucoup de rencontres il y auroit nécessité de le faire , les volumes de copies qu'il faudroit quelque fois donner , causeroient de grandes dépenses : Ou trop peu , en ce que ne donnant des Copies , que par extrait , ce seroit faire une partie , Juge en sa propre cause , en lui laissant par l'article , le choix des

pièces dont il voudroit donner la communication , contre cette Maxime, que *les pièces doivent être communes dans un Procez*. Que le Demandeur prenant avantage d'une clause , le Défendeur en trouveroit une autre dans le même acte , pour son absolution. Que d'ailleurs les Copies collationnées sont toujours suspectes d'alteration, ou de déguisement. Qu'il s'est trouvé des Parties assez artificieuses, pour couvrir d'ancre , les Mots qui faisoient contre elles. Qu'enfin ce qui vient d'une main ennemie , est toujours suspect, & que peut-être l'ancienne forme des communications auroit été plus sûre , & à moins de frais.

M. le P. de Maisons a ajouté , qu'en *plaidant le droit accroit* , & qu'il faudroit souvent de nouvelles communications de pièces.

M. le P. de Blancmesnil a dit , qu'une des vûes principales de la reformation , est d'abrèger , & que par le V. art. de l'Ordonnance de Roussillon, qui est très-sage , il est dit , que *l'on fournira des copies lorsque les Parties le requerront* ; Mais qu'autrement l'on en donnera beaucoup d'inutiles , & qu'il est extraordinaire d'obliger un homme , de payer des écritures qui seront contre lui.

M. Puffort a dit , qu'il est vrai , que la reformation est principalement pour abrèger les Procez ; qu'il s'en poursuivoit une infinité , qui se termineroient de l'entrée de la cause, si les Parties respectivement connoissoient leur droit. Que cela ne se peut faire que par la communication des pièces. Si les copies qu'ils donneront , ne sont pas fidelles , on les condamnera d'en donner d'autres à leurs dépens ; & lorsque les originaux seront produits , l'on pourra s'assurer de la vérité des copies. Que pour en demeurer à cette communication usitée dans le Palais , il y a quantité de procédures qu'il faut faire , qui consomment beaucoup de tems & d'argent ; & que l'intention de l'article est , de prévenir les longueurs & d'épargner la dépense.

M. le P. Président a répliqué , que peu de Procez se termineroient de cette maniere ; qu'il faudroit en tout cas , ajouter , que *les copies seront bien écrites & lisibles* , pour tenir les Procureurs en crainte , dont il y a tous les jours des plaintes à leurs Communautés sur ce sujet , & qui viennent quelquefois jusqu'aux Chambres.

M. Puffort a dit , que l'on a toujours évité de mettre dans l'Ordonnance, des termes vagues & generaux qui ne sont d'aucun usage ; que ceux de *lisibles* , & *bien écrites* , étant de cette qualité , l'on ne pouvoit rien déterminer là-dessus de certain. Ce qui sera lisible à l'un , ne le sera pas à l'autre : C'est pourquoi il a semblé meilleur de laisser la chose à la discipline des Procureurs.

M. le P. de Blancmesnil a dit , que dans certains Procez les Parties s'écartoient si fort de la contestation principale , que les dernières conclusions se trouvoient souvent différentes des premières ; qu'en ce cas toutes les copies qui auroient été données avec l'exploir , demeureroient inutiles , & la dépense seroit à charge aux Parties ; qu'il sembloit plus regulier de s'en tenir à l'ancien usage & à l'exécution du V. article de l'Ordonnance de Roussillon.

M. le P. Président a insisté à dire , que cet art. pouvoit estre mieux délibéré , en le joignant à celui , touchant la forme de la communication des Procez.

ARTICLE VII.

VII. Art de
l'Ordonnan-
ce.

A Brogeons l'usage d'assigner sur la Frontiere , les Etrangers , qui sont hors du Roïaume , & voulons qu'à l'avenir ils soient ajournez ez Hôtels des Procureurs Généraux de nos Parlemens , où ressortiront les appellations des Juges , devant lesquels les assignations seront données..

Lecture faite de cet Article.

M. le P. Président a dit , qu'au lieu de donner l'assignation aux domiciles des Procureurs Généraux des Parlemens , il sembleroit plus à propos , de s'adresser à leurs Substituts plus proches de la frontiere du País , où l'on scauroit que la partie se feroit retirée.

M. Puffort a dit , que l'on avoit estimé , qu'il y auroit plus de certitude à faire l'exploit à la personne du Procureur Général , qu'à celle de ses Substituts ; que son domicile seroit plus universellement connu ; & l'Ordonnance étant publiée , les absens scauront à qui s'adresser.

M. le P. de Novion a dit , que lorsque le Procureur Général seroit seul partie , il seroit bon de faire assigner l'absent à cri-public , & d'observer l'ancien usage.

M. Puffort a reparti , que le cri-public pourroit augmenter les frais , & ne seroit d'aucun usage ; Que ce seroit même une occasion de faire des faussetés ; & que l'intention étoit de retrancher l'un , & de prévenir l'autre..

M. le P. de Maisons a dit , qu'il y avoit de la messéance , que le Procureur Général fût Agent & Patient , tant en matière civile que criminelle , en donnant un exploit à la Requête du Procureur Général au Procureur Général même ; qu'il y avoit même quelques cas auxquels on seroit obligé d'en user autrement ; par exemple , lors qu'il s'agiroit d'une demande intentée par le Roi , contre un autre Souverain , pour raison de prestation de foi & hommage : n'étant pas possible en ce cas , de donner à l'Ordonnance l'autorité de valider un pareil exploit.

M. Puffort a répondu , qu'il falloit faire différence , entre les matieres criminelles & les civiles. A l'égard des premieres , les Procureurs Généraux étoient parties ; Mais parties si désintéressées , que leur Office principal , étoit de chercher la justification bien plus que la condamnation de l'accusé ; & qu'en ce cas rien ne pouvoit estre suspect de leur part.. D'ailleurs , on ne pouvoit pas présumer qu'ils suprimassent ou suposassent aucuns actes qui pussent servir à l'accusé. Et quant aux actions civiles , l'exemple qu'on alloit

quoit des droits de Souverain à Souverain, ne pouvoit pas estre tiré à conséquence : ces matières ayant leurs regles, & leur forme particuliere, qui ne pouvoient pas tomber dans le cas dont il s'agit.

ARTICLE VIII.

Les condamnés au bannissement, ou aux Galeres à tems, & *VIII. Art. de l'Ordonnance.*
 les absens pour faillite, voyage de long cours, ou autrement, seront assignés à leur dernier domicile; Sans qu'il soit besoin de procez verbal de perquisition de leur personne.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit, que l'article est bon; Mais que l'on a laissé dans l'incertitude, si l'on créera aux dénommés dans l'article, des Curateurs. Que cela est de l'ancien usage; qu'il estime néanmoins pouvoir estre retranché, comme chose entièrement inutile. Qu'il y a nécessité d'en faire mention, d'autant plus, que dans le Titre *Des Comptes*, il est porté, que l'on procedera à l'audition avec les Curateurs; Que son sentiment seroit, que l'on ajoutât ces Mots : *Et sans qu'il soit besoin de leur créer de Curateur.* Que de plus, les mots, *ou autrement*, sont aussi à retrancher.

M. le Chancelier a dit, que cela paroïssoit assez raisonnable, & qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE IX.

Ceux qui n'ont, ou n'ont eu aucun domicile connu, seront *IX. Art. de l'Ordonnance.*
 assignez par un seul cri-public, au principal marché du lieu de l'établissement du Siège, où l'assignation sera donnée, sans aucune perquisition; & sera l'exploit paraphé par le Juge des lieux, sans frais.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a dit, qu'il étoit bon à cet égard, d'ajouter la précaution du paraphe du Juge, & que de plus, l'on affichât une copie de l'exploit, au poteau du Marché, & qu'une autre copie dudit exploit, fût laissée au Substitut du Procureur du Roi.

M. Passort a dit, que ces grandes formalités ne serviroient le plus souvent qu'à augmenter les frais; qu'en tout cas, il faudroit que le paraphe se fît sans frais.

M. le Chancelier a dit, que cette nouvelle précaution lui paroïssoit bonne, & qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE X.

X. Article
de l'Ordon-
nance.

Tous Ajournemens pourront être faits pardevant les Juges ordinaires, en premiere Instance, ou par appel, si les Juges ont droit de Ressort, sans commission, ni mandement des Juges, encore que les ajournez demeurassent hors le ressort des Juges, pardevant lesquels ils seront assignez; ou que les Juges ne pussent connoître que de certains genres de causes.

Lecture faite de l'Article X.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit une réflexion à faire sur cet article, & qu'il est général pour tous les exploits. Que cependant il y a des Coutumes qui desirent précisément la permission au Juge, pour faire assigner en Retrait Lignager, comme une formalité essentielle. Qu'il semble que pour conserver la disposition en son entier, il faudroit déroger à ces Coutumes, ou les excepter; parce qu'il est de grande consequence de ne pas laisser ce point là incertain, puisque de là dépend la décision des Procez, qui sont si fréquens, touchant le Retrait Lignager. Il semble même, que cette considération dépende d'une autre qui est plus générale & plus importante, sçavoir, s'il ne seroit pas à propos de retrancher tant de sortes de formalités inutiles, que les Coutumes ont établies dans le Retrait? Car s'il est bon en soi, convenable à nos mœurs, & propre à la conservation des familles, pourquoi mettre dans le chemin de ceux qui veulent user de ce droit, tant de pièges, qui font tomber ceux qui vont le plus franchement? Ce qui cause une infinité de Procez & de vexations aux Sujets du Roi.

Si le Retrait Lignager étoit injuste, il vaudroit mieux le retrancher entièrement, que le laisser plein de toutes ces difficultés, qui sont toujours avantageuses pour les Chicaneurs; & il semble que l'on retrancheroit bien des Procez, si non-seulement on établissoit, dans l'article proposé, une regle commune pour les exploits en Retrait Lignager, aussi bien que pour les autres, en dérogeant aux Coutumes contraires; Mais encore si l'on retranchoit toutes les autres formalités qui embarrassent en cette matiere, & les Juges & les Parties, & qui sont absolument contraires à cette simplicité, * que les meilleures loix desirent dans leurs décisions. Qu'une disposition de cette qualité, qui devoit estre générale pour tout le Roïaume, lui paroïssoit digne du zele que le Roi avoit pour la Justice & pour le soulagement de ses Sujets.

* *In l. gibus
magis sim-
plicitas,
quàm diffi-
cultas pla-*
cer. Inst.
lib. 2. tit. 23.
§. 7.

M. Pussort a dit, que ces propositions sont bonnes à faire au Roi.

M. le P. de Blancmesnil a demandé, si l'intention estoit de rendre par l'article, les Juges dont il fait mention, compétens pour connoître de tous genres de causes; & a demandé que la Lecture lui en soit faite une seconde fois; Ce qui ayant été fait,

M. le P. Président a dit , que l'article n'attribuoit aucune Compétence ni Jurisdiction aux Juges ; qu'il étoit même conforme à la pureté du droit Romain , tel qu'il étoit avant Justinien : Car alors il étoit permis à toutes personnes , de mener ceux qu'ils vouloient devant le Juge, sans autre formalité : *Rapit in jus.* Qu'ensuite l'Empereur Justinien avoit désiré par ses dernières constitutions , la permission du Juge au bas de la Requête de la Partie , pour faire appeller en Jugement , *Adnotationem judicis ad libellum* ; Et que le droit Canon y avoit apporté encore plus de formalités , & avoit introduit les Commissions , les Rescripts , les Lettres , & toutes les autres formalités , qui ont tant augmenté & mêlé notre pratique , laquelle en ce point là , comme en beaucoup d'autres , à plus suivi le droit Canon , que l'ancienne Jurisprudence des Romains.

ARTICLE XI.

Ceux qui ont droit de *Committimus*, ne pourront faire ajourner pardevant nos Juges des Requêtes de l'Hôtel , ou du Palais , qu'en vertu de Lettres de *Committimus*, bien & dûment expédiées , non sur-années ; desquelles sera laissé copie dans la même feuille ou cahier de l'exploit ; & s'il y avoit des Instances qui y fussent liées & retenues , les ajournemens pourront y être donnés en Sommation , Intervention, ou autrement , sans Lettres, Requête , ou commission particuliere.

Cet Article
a été sup-
primé.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit , que cet article paroît bon ; Mais que pour sauver les frais , l'on pouvoit augmenter le tems des *Committimus* , à trois années.

M. Puffort a dit , qu'il avoit été dressé un titre , pour les *Committimus*, dans lequel on avoit pourvû , autant qu'il avoit été possible , à toutes choses. Que cette proposition en faisoit partie ; Mais que cela n'avoit point encore été rapporté devant le Roi.

M. le P. de Novion a dit , qu'il n'étoit question que des Surannations , & que la proposition qui avoit été faite , regardoit le bien public.

M. le Chancelier a dit , que suivant cette proposition , tel pourroit avoir disposé de sa Charge , & jouïroit encore un long-tems du droit de *Committimus* , ce qui seroit un abus.

M. le P. Président a reparti , qu'en ce cas , la Partie qui en apporteroit la preuve , l'en pourroit faire décheoir , & que le *Committimus* , qui seroit expédié pour trois ans , pourroit porter la clause : *Pourveu que la Partie, pendant ce tems , exerçât l'office qui lui en donneroit le droit* , ou qu'il fût veteran.

ARTICLE XII.

XI. Art. de
l'Ordonnan-
ce.

NE seront donnés aucuns ajournemens pardevant nos Cours & Juges en dernier ressort, soit en premiere instance, par appel, ou autrement ; qu'en vertu de Lettres de Chancellerie, Commission particuliere, ou Arrest. Pourront néanmoins les Ducs & Pairs, l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital général, & autres personnes, & Communautés, qui ont droit de plaider en premiere instance, en nos Parlemens, y faire donner des assignations en premiere instance, sans arrest, ni commission.

Lecture faite de l'Article XII.

M. le P. Président a dit, que Messieurs les Ducs & Pairs n'ont point leurs causes indéfiniment commises, en premiere instance, au Parlement ; Mais seulement celles qui regardent leurs Pairies. Que pour en faire la distinction, il faudroit ajouter à l'article ces mots : *Pour leurs Pairies* ; & comprendre pareillement au nombre des privilégiés, le grand Bureau des Pauvres de Paris, attendu qu'il est en cette possession, & qu'il mérite beaucoup de faveur : d'autant plus, qu'ordinairement c'est le Procureur Général qui est en cause pour le grand Bureau, comme prenant le fait des pauvres.

M. le Chancelier a dit, que cela étoit vrai, & qu'il en faudroit parler au Roi.

ARTICLE XIII.

Cet Art. &
le suivant
composent le
XIII. de l'Or-
donnance.

NE pourra aussi être donné aucun ajournement en nos Conseils, qu'en vertu d'Arrest ou commission de notre grand Sceau.

Lecture faite de l'Article XIII.

M. le P. Président a dit, que cet article parloit des Conseils du Roi, comme s'il y en avoit plusieurs ; qu'il n'y en a qu'un seul, dont Monsieur le Chancelier est le Chef ; Et que si on lui donne plusieurs noms, comme de Conseil des Finances, des Parties, des Dépêches, il ne laisse pas d'être toujours le même, & d'avoir la même autorité, laquelle seroit diminuée, si on le distinguoit en plusieurs.

M. le Chancelier a dit, que cela étoit indifferent ; que l'on pouvoit ôter le pluriel, & laisser au surplus l'article en l'état qu'il est.

ARTICLE XIV.

NE pourront être donnés aucuns ajournemens aux Requêtes de l'Hôtel, pour y proceder en dernier ressort, qu'en vertu d'Arrêt de nôtre Conseil, Commission, ou Ordonnance des Requêtes de nôtre Hôtel.

Lecture faite de l'Article XIV.

M. le P. Président a dit, que tous les termes de cet article blessent le Parlement, qui ne reconnoit point de Jurisdiction en dernier Ressort, aux Requêtes de l'Hôtel. Que Messieurs les Maîtres des Requêtes jugent Souverainement en deux fonctions : l'une au Conseil du Roi, & l'autre en leur place au Parlement ; Mais que tenant leurs plaids aux Requestes de l'Hôtel, ils n'ont aucune jurisdiction Souveraine ; L'ordonnance de Blois * étant au contraire, & nulle autre ne les établissant Juges en dernier ressort.

* Ordonn.
de Blois,
art. 99.

M. de Morangis a dit, qu'il est fait mention de la Souveraineté des Requestes de l'Hôtel, dans l'Ordonnance de 1629. qui porte † que les Maîtres des Requestes n'auront jurisdiction Souveraine, si elle ne leur est donnée par Sa Majesté. Ce qui conclut, qu'en certains cas, & par le moyen des renvois, & des attributions qui leur sont faites par le Roi, ils ont droit de juger en dernier ressort.

† Ordonn.
de 1629.
art. 99.

M. le P. Président a dit, que cette Ordonnance fait voir, que la jurisdiction Souveraine ne leur appartient point de droit ; Que même par cette Ordonnance de 1629. ils en sont exclus ; Cependant l'article dont il s'agit leur donne ce que jamais les Ordonnances ne leur ont accordé : Que cela confondroit l'ordre des jurisdictions. Qu'ils ont incapacité de juger en dernier ressort ; Mais que l'on veut les en rendre capables : même les constituer Juges de leur compétence, en leur accordant la faculté d'expédier les commissions au Souverain. Qu'en ôtant l'article, on ne prétendra pas leur ôter les appellations des procédures du Conseil, & la connoissance des dépens qui sont ajugés par Arrest du même Conseil.

M. le P. de Novion a dit, qu'il seroit bien dur à la compagnie, de donner un titre contre elle-même.

M. le Chancelier a dit, qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE XV.

ENjoignons à tous Huissiers & Sergens, qui ne savent ni écrire ni signer, de se défaire de leur Office dans trois mois, du jour de la publication des présentes ; sinon, & ce tems passé, les avons déclarés vacans & impétrables : Leur défendons d'en

XIII. art.
de l'Ordonn.
nance.

faire dez à present aucune fonction , à peine de faux , de vingt livres d'amande envers la partie , & de tous dépens , dommages & intérêts ; & aux Seigneurs Haut-Justiciers , & tous autres qui ont droit d'établir des Sergens dans l'étendue de leur Seigneurie & Justice , d'en pourvoir aucuns , qui ne sachent écrire & signer , à peine de Déchéance , & de privation de leur droit , pour cette fois seulement , & d'y être par nous pourvû.

Lecture faite de l'Article XV. Il a été approuvé.

ARTICLE XVI.

*XIV. Art.
de l'Ordonn.*

CEux qui demeureront es Châteaux & maisons fortes, seront tenus d'élire domicile en la plus prochaine Ville ; sinon les Exploits qui leur seront faits au domicile , ou aux personnes de leurs Fermiers , luges , Procureurs d'office , ou Greffiers , vaudront comme à leur propre personne & domicile.

Lecture faite de l'Article XVI.

M. le P. Président a dit , que l'article paroît bon , en y ajoutant , que les domiciles mentionnés en icelui , seront registrés au Greffe de la Jurisdiction Royale plus prochaine.

ARTICLE XVII.

*XV. Art. de
l'Ordonn.*

EN tous Sieges & en toutes matieres , où le ministère des Procureurs est nécessaire , les Exploits d'ajournemens contiendront le nom du Procureur du demandeur , à peine de nullité des Exploits , & de tout ce qui pourroit être fait en exécution d'iceux , & de vingt livres d'amende , applicable comme dessus.

Lecture faite de l'Article XVII.

M. le P. Président a dit , que l'article lui sembloit bon : qu'il diminueroit les présentations ; Mais que cela accéléreroit l'instruction des affaires. Qu'il falloit seulement y ajouter le domicile & la Parroisse du Procureur.

M. Puffort a dit , que cela souvent seroit impossible ; parce qu'un Provincial éloigné , à qui l'on indique un Procureur , n'en peut apprendre le domicile ni la parroisse. Que les Procureurs sont connus dans les lieux de leurs fonctions , & que de cette omission il n'arrivera pas d'inconvenient.



DU JEUDI TROISIE'ME FEVRIER 1667.
après midi, en l'Hôtel Segulier.

*Monsieur le Chancelier & Messieurs les Commissaires
du Roi,*

*Monsieur le premier Président ; & Messieurs les Députés
du Parlement, présens.*



Monsieur le Chancelier a dit, qu'il avoit rendu conte au Roi, de ce qui s'étoit passé en la dernière assemblée, dont Sa Majesté avoit témoigné estre satisfaite, & lui avoit fait l'honneur de lui commander, de dire à la compagnie, qu'Elle desiroit, qu'on avançât autant que faire se pourroit, que l'on s'assemblât fréquemment, & que l'on ne s'arrêtât qu'aux articles, qui pourroient faire quelque difficulté considérable.

M. le P. Président a dit, que l'intention de part & d'autre, étoit d'accellerer ; Mais qu'il sembloit, que les articles ayant relation les uns aux autres, la lecture entière de chaque titre, donneroit beaucoup d'éclaircissement, pour en mieux regler les difficultés : que ce seroit néanmoins comme il plairoit à Monsieur le Chancelier.





TITRE III.

DES DELAIS

SUR LES

ASSIGNATIONS

ET AJOURNEMENTS.

ARTICLE I.

*1. Art. de
l'Ordonn.*

Es Termes & les delais des assignations qui seront données aux Prevôtés & Châtelainies Royales , à des personnes domiciliées en la Ville & Fauxbourgs du lieu , où est établi le Siège de la prevôté & Châtelainie , ne pourront être moindres de trois jours , ni plus longs de huitaine.

Lecture faite de cet article , il a été trouvé bon.

ARTICLE II.

*1. Art. de
l'Ordonn.*

Si le Défendeur est demeurant hors du lieu , le délai de l'assignation ne pourra être moindre de huitaine , & plus long de quinzaine.

Lecture faite de l'Article II.

M. le P. Président a dit , que l'article seroit bon , pourveu que le Défendeur fût justiciable du même ressort ; Mais s'il se trouvoit domicilié dans

un autre, situé dans un païs plus éloigné, que l'article n'y conviendrait pas; comme au fait particulier du Scel du Châtelet de Paris qui est attributif de Jurisdiction de tous les endroits du Roïaume, auquel cas il faudroit garder les délais suivant la distance des lieux. Et qu'afin d'ôter toute équivoque, il sembleroit à propos d'ajouter à l'article, après les mots *hors le lieu*, ces autres : & néanmoins dans l'étendue du Ressort.

M. Puffort a dit, que dans l'article suivant, les délais sont réglés d'un jour pour dix lieues; & qu'ainsi il y a été pourvu.

M. le P. Président a reparti, que l'article seroit trouvé plus clair, si les mots qu'il proposoit, y étoient ajoutez.

ARTICLE III.

AUX Sièges Présidiaux, Baillages & Sénéchaussées Roïales, III. Art. de l'Ordonn.
 Les délais des assignations données à ceux qui sont domiciliés dans la Ville ou Faux-bourgs du lieu où le siège est établi, ou au dehors, dans la distance de dix lieues, ne pourra aussi être moindre de huitaine, & plus long de quinzaine; & pour ceux qui sont domiciliés hors la distance de dix lieues, le délai de l'assignation sera au moins de quinzaine, & au plus de trois semaines.

Lecture faite de cet Article, il a été trouvé bon.

ARTICLE IV.

AUX Requêtes de l'Hôtel, Requêtes du Palais, & sièges des IV. Art. de l'Ordonn.
 Conservations des Privileges des Universités, les délais des assignations seront de huitaine, à l'égard de ceux qui demeurent en la Ville où est le siège de la Jurisdiction; De quinzaine pour ceux qui sont domiciliés dehors, dans l'étendue de dix lieues; D'un mois pour ceux qui ont leur domicile hors les dix lieues, & dans la distance de cinquante lieues; Et de six semaines au delà des cinquante lieues: Le tout dans le ressort du même Parlement; & de deux mois, pour ceux qui sont demeurans dans le ressort d'un autre Parlement.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit, que les délais portés par l'article, ne sont pas proportionnés. Que tel lieu, quoique hors du Ressort, est plus proche que

tel autre qui est dans le même ressort ; & que même entre ceux qui sont hors du ressort , les distances sont fort différentes. Que l'on doit faire distinction d'une assignation qui sera donnée à *Magny* , qui est du ressort du Parlement de Normandie , & d'une autre donnée à *Antibes* : que cependant le délai est égal de l'un & de l'autre.

M. Pussort à dit , que l'on a crû ne pouvoir distinguer , ni ne faire toutes ces différences ; & qu'un détail si particularisé ne convenoit pas à la Loi : n'ayant d'ailleurs suivi en cela que les anciennes Ordonnances.

M. le P. de Novion a été du même sentiment que Monsieur Pussort, ajoutant que l'article est conforme aux Ordonnances.

ARTICLE V.

*Vl. Art. de
l'Ordonn.*

DAns les Délais des assignations & des procédures , ne seront compris les jours des significations des exploits , & des actes des procédures ; ni les jours auxquels écherront les assignations & les délais des actes.

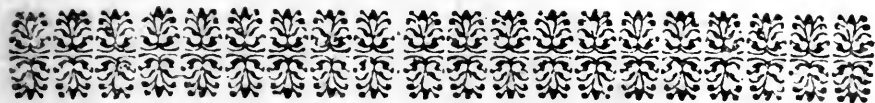
ARTICLE VI.

*Vll. Art. de
l'Ordonn.*

Tous les autres jours seront continus & utiles pour les délais des assignations & procédures , même les Dimanches, Fêtes solennelles , & les jours de vacations , & autres auxquels il ne se fait aucune expédition de Justice.

Lecture faite des Articles V. & VI. Ils ont été trouvés bons.






TITRE IV.

DES CONGEZ
ET DEFAUTS

EN

MATIERE CIVILE.

ARTICLE I.

 Ux Requête de l'Hôtel , Requête du Palais , Cour des ^{1. Article de l'Ordonn.} Monnoyes , Sièges des Grands Maîtres des Eaux & Forêts , Sièges Présidiaux , Baillages , Sénéchaussées , Sièges des conservations des privilèges des Universités , Prévôtés & Châtellenies Royales , le Défendeur , même ez causes de garantie , sommations & toutes autres demandes incidentes , sera tenu dans la huitaine du jour de l'assignation , sans commandement , forclusion , & autre procédure préalable , mettre procureur & faire signifier des défenses signées de celui qui aura charge d'occuper , avec copie des pièces justificatives d'icelles ; & à faute de ce faire sera donné défaut emportant profit , sans aucun acte ni sommation au préalable : * Abrogeant en toutes causes , même en celles de sommation en garentie , l'usage des Déboutés de ^{* 11. Art. de l'Ordonn.} défenses , & Réajournemens , que nous défendons à tous Procureurs , Greffiers , Huissiers & Sergens , d'obtenir , expédier , ni signifier , à peine de nullité , & de vingt livres d'amende contre chacun d'Eux en leur propre & privé nom , applicable comme dessus.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, qu'il seroit bon de faire lecture de tous les articles de ce titre. Qu'à l'égard du premier, il avoit à dire, qu'on avoit confondu ce qui concernoit les premiers Juges, & ceux qui jugent en dernier ressort. Si l'on en avoit fait la distinction, cela auroit donné un grand éclaircissement à l'ouvrage : & cette distinction se pouvoit faire facilement.

Quant à la substance de l'article, on y observoit, que les délais étoient égaux entre le Demandeur & le Défendeur ; cependant qu'il y avoit de grandes différences à faire. Que le Demandeur étoit le maître de son action, & l'intentoit quand bon lui sembloit, & prenoit tout autant de tems qu'il lui en étoit nécessaire, pour la consulter & la bien diriger. Qu'il n'en étoit pas de même du Défendeur, qui étoit obligé de répondre à l'assignation qui lui étoit donnée. Que c'étoit par cette considération, que dans l'instruction de la procédure, tous les délais de la présentation étoient pour le Défendeur dans l'usage présent. Et sur cela il a expliqué en detail, ce qui se pratique présentement au Parlement pour les présentations. La clôture du Cahier, le Livre Rouge, les Débouts de défenses, les réassignations, & tous les autres délais qui s'observent, avant que de juger définitivement un défaut : ajoutant, que les longueurs étoient assurément contraires à la Justice, & qu'il étoit très-bon de les abolir ; même de régler ce qui regardoit les présentations, qui causent de grandes longueurs, auxquelles l'on n'avoit point touché par aucun des articles de cette nouvelle Ordonnance ; Mais qu'en même tems il falloit prendre garde, que l'abréviation que l'on vouloit faire, ne donnât lieu à beaucoup de surprises ; & puisque l'on ne vouloit donner que les délais nécessaires, il falloit que ce fût avec proportion & justice, c'est à dire, en donner toujours plus au Défendeur qu'au Demandeur : autrement ce seroit exposer les fortunes des familles à des surprises, favorisées par la précipitation, & mettre un Défendeur en état de perdre sa cause, par un simple défaut, contre lequel il n'y avoit point de restitution.

M. Puffort a dit, qu'il avoit plu à M. le P. Président de proposer deux difficultés : l'une regardoit le mélange & la confusion de la procédure, qui se devoit faire pardevant les premiers Juges, avec celle des Cours qui jugent en dernier ressort ; & l'autre, l'égalité des délais qui sont donnés au Demandeur & au Défendeur.

Qu'à l'égard de la premiere, il pouvoit dire, que l'on avoit séparé les matieres, & autant qu'il avoit été possible, les Jurisdctions ; Mais que quelque distinction que l'on y eût voulu faire, il y avoit des matieres générales qui s'étendoient par tout, & dont il n'avoit pas été possible de faire l'aplication à différentes jurisdctions.

Pour ce qui étoit de l'égalité des délais, que les formes des instructions qui s'observent à présent, étoient si longues, qu'il étoit impossible, que dans cette habitude où l'on se trouvoit, l'abréviation que l'on se propose, ne parût extraordinaire. Que dans la pratique, le retranchement de tous ces délais seroit trouvé fort juste.

Que cela convenoit entierement à l'esprit du Roi, dont l'intention étoit d'abréger les procez, qui ruinoient ses Sujets par leurs longueurs.

crimes commis par Vagabonds , Gens sans aveu , & sans domicile, ou qui auront été condamnez à peine corporelle , bannissement ou amende honorable. Connoîtront aussi des oppressions, excez, & autres crimes commis par Gens de guerre, tant dans leurs marches, lieux d'étapes, que d'assemblée & de séjour, des Déserteurs d'Armées, assemblées illicites avec port d'armes, levées de Gens de guerre sans commission de nous, & de vols faits sur les grands chemins. Connoîtront aussi des vols faits nuitamment dans les Villes qui ne seront point celles de leur résidence, comme aussi des Sacriléges avec effraction, assassinats préméditez, seditions, émotions populaires, fabrication, alteration, ou exposition de monnoye, contre toutes personnes ; en cas toutefois que les crimes aient été commis hors des Villes de leur résidence.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que l'intention qu'on avoit, lors qu'on a institué les Prévôts des Maréchaux, étoit bonne ; mais qu'il se peut dire, que le plus grand abus qui se rencontre dans la Justice criminelle, a procédé de ces Officiers, qui font naître en toutes les affaires, des conflits de Jurisdiction, qui oppriment les innocents & déchargent les coupables. Que la plus part sont plus à craindre que les voleurs mêmes, & qu'on a reconnu aux Grands-Jours de Clermont, que toutes les affaires criminelles les plus atroces, avoient été éludées & couvertes par les mauvaises procédures des Prévôts des Maréchaux. Que le nombre en est trop grand, & leurs gages petits ; ce qui fait qu'ils ne cherchent qu'à gagner dans les affaires des particuliers. Qu'ils ne s'employent ordinairement, qu'à empêcher que la Justice ne soit faite. Leur premier établissement a été, pour être à la suite des Troupes, recevoir les plaintes, & empêcher les desordres des Gens de guerre ; que depuis on a augmenté leur pouvoir, & ils ont été employez pour donner la sûreté aux grands chemins, prêter main forte à la Justice, & empêcher les violences publiques ; mais ce qui a suivi n'a pas répondu au motif de leur institution : car pour la plus part, ils savent si peu les formes de la Justice, que toutes leurs procédures en confondent l'ordre. Les Juges ordinaires sont en perpétuelle contestation contre eux pour leurs entreprises, & cela fait naître une infinité de conflits. Ils n'ont qu'une fonction limitée : qu'on devoit plutôt retrancher du pouvoir qu'on leur attribué par les Ordonnances, que d'y ajouter. Cependant que par cet Article, il semble qu'on augmente leur compétence, & qu'on leur attribue des cas qui ne leur apartiennent point. Par exemple, le vol fait nuitamment, qui n'est point un cas Prévotal, doit être Royal, y ayant plus de cas Royaux que de Prévotaux. Dans les Registres du Parlement, il se trouve un Arrêt rendu sur un vol fait nuitamment, dans

l'étendue de la Justice de S. Benoist : les Officiers du Chatelet voulurent en prendre connoissance ; le prisonnier fut révendiqué & renvoyé pardevant le Juge de S. Benoist.

M. le Chancelier a dit , que l'on convenoit des abus & des desordres que commettoient les Prévôts des Maréchaux : qu'il ne falloit pas pour cela ruiner leurs fonctions, dont le public pouvoit tirer un bon usage.

M. Puffort a dit, que les Prévôts des Maréchaux ayant vécu avec peu d'intégrité , leur mauvaise conduite les a fort decriez , & les a rendus peu dignes des attributions & pouvoirs qui leur ont été donnez ; mais qu'en y apportant la reformation necessaire, on en peut tirer de grands services, pour la seureté publique.

Que leur origine est fort ancienne. Dès l'an 1221. les Rois pour exterminer les Voleurs qui tenoient les champs après les guerres Civiles , & maintenir la liberté publique , créèrent un Connétable des Maréchaux de France, pour connoître de tous les crimes qui se commettoient dans les Arinées.

En l'an 1356. le Roi Jean leur attribua, & à leurs Lieutenans, la connoissance contre les Espions , Traîtres, Transfuges, & Deserteurs. De tems à autre leur pouvoir & leur Jurisdiction ont été augmentez ; suivant les besoins de l'Etat.

Le Roi François I. en 1535. leur attribua la connoissance des crimes commis par les Gens de guerre, les Vagabonds , & même les domiciliez , de quelque état & condition qu'ils fussent, qui tenoient les champs, pilloient & voloient leurs Hôtes , forçans & violans femmes & filles , détruisant & meurtrissant les passans. Il leur attribua encor la connoissance des contraventions aux Ordonnances sur le fait des Chasses.

Le Roi Henri II. leur confirma les mêmes attributions , & y ajouta la connoissance par prévention avec les Prédiaux , de toutes voleries faites es chemins publics & maisons des Sujets du Roi , soit en flagrant délit , ou autrement , les Gueteurs des chemins tant aux Villes qu'aux Champs , les Sacrileges avec fractures, les agressions faites avec port d'armes , tant aux Villes qu'aux Champs ; soit que les delinquants fussent domiciliez ou non , & les faux monnoyeurs.

L'Ordonnance d'Orleans, en leur permettant d'informer & decreter contre toutes sortes de personnes, les obligea de renvoyer les domiciliez & ceux qui ne seroient pas leurs justiciables , par les Arrêts & Edits.

Par un Arrêt du Conseil d'Etat de 1564. le Roi y étant, & qui a été inferé dans le corps des Ordonnances , on a ajouté à la connoissance qui leur avoit été donnée par l'Ordonnance de 1533. des Gens sans aven , bannis & efforillez , des aculations de fausse monnoye , seditions & voleries publiques, contre toutes sortes de personnes, même domiciliées ; au cas toutefois, que les Acusez soient pris , & les délits commis hors les Villes de leur residence : & ce par prévention avec les Juges ordinaires.

L'Ordonnance de 1566. a augmenté leur pouvoir , & leur a permis de connoître en dernier ressort, de tous les cas à eux attribuez , contre toutes sortes de personnes domiciliées ou autres, sauf à eux de laisser ceux qui ne seroient pas leurs justiciables.

Que ces grandes attributions si étendues, leur ont donné occasion de vexer les Sujets du Roi, en prenant connoissance de toutes matières. Que Sa Majesté ayant été informée, que ces desordres procedoient du grand nombre de Maréchaussées, a pris resolution de les reduire; de ne conserver que les grandes, & supprimer le reste: de les composer de cinquante Archers, & de leur donner la même solde qu'aux Gardes du Corps, & aux Compagnies d'Ordonnance. Que cette réformation s'exécute par le remboursement que l'on commence à faire aux Officiers supprimez. Qu'on en a usé de même à l'égard des Chevaliers du Guet, qui ont tous été supprimez, à l'exception de celui de Paris. Et comme ces Compagnies ne seront plus remplies que de Gens d'élite, & qui auront une subsistance réglée, l'on en doit espérer un grand service dans le public. Ils ne traverseront plus les Jurisdictions ordinaires; & comme il leur est défendu de résider plus de trois jours dans les Villes, ils seront souvent prévenus.

Au surplus, il ne se trouve dans l'Article que deux cas qui soient combatus: sçavoir, l'assassinat prémédité, & le vol fait nuitamment.

Quant à l'assassinat prémédité, ou de guet-appens, (ce sont termes synonymes; mais ce dernier n'étant pas François, on a proposé d'user du premier, ou de mettre le mot, *préparé*, qui semble signifier davantage; mais qui est moins d'usage.) Ce cas est jugé Prévotal; c'est la Jurisprudence du Grand Conseil: & lors qu'il se trouve des conflits entre le Parlement & le Grand Conseil, pour raison de ce, les Arrêts qui interviennent au Conseil du Roi, décident toujours en faveur des Prévôts des Maréchaux, & jugent l'assassinat prémédité être un cas Prévotal.

Le dernier Arrêt, qui est public, est celui qui est intervenu en présence du Roi, en l'affaire de Ligneris, Garde du Corps, qui fut renvoyé au Châtelet, pour y être jugé Présidiallement, & l'Arrêt du Parlement, qui l'avoit jugé cas ordinaire, cassé.

Pour ce qui est du vol fait nuitamment, il est vrai qu'il ne se trouve point dans les Ordonnances; mais les vols faits, tant dans les Villes, que dans les grands chemins, sont cas Prévotaux, & les Prévôts des Maréchaux prétendent qu'il n'y a point de plus grands chemins, que les rues des Villes,

Qu'en ôtant la connoissance de ces matières aux Prévôts des Maréchaux, il la faudroit attribuer aux Lieutenans Criminels, qui deviendroient Prévôts des Maréchaux eux-mêmes, & tomberoient dans les mêmes inconveniens; & l'on en a vu qui ont publiquement commis de grands désordres, & abusé des fonctions de leurs Charges.

Que ce que l'on a pu faire de mieux, pour apporter un correctif aux entreprises que pourroient faire les Prévôts des Maréchaux, a été de leur faire défenses, de prendre aucune connoissance des crimes arrivez dans les Villes de leur résidence ordinaire, & de demeurer plus de trois jours dans les autres lieux.

M. le P. Président a reparti, que ce que l'on vient d'apprendre des intentions du Roi, sur le sujet du retranchement des Prévôts des Maréchaux, est grand & avantageux pour le public; mais que le dessein n'étant pas de les su-

primer entièrement , il est toujours nécessaire d'assurer & régler les fonctions de ceux, qui demeureront conservez.

Qu'un vol , de quelque qualité qu'il soit , & en quelque lieu & manière qu'il ait été commis , sera toujours cas Prévotal , si on les en veut croire : néanmoins l'Ordonnance ne leur donne pas le pouvoir de connoître du simple vol fait nuitamment, s'il n'est commis avec port d'armes, violence & force publique.

Que les Prévôts des Maréchaux ne pouvant connoître des cas qui arriveront dans les lieux de leur résidence , n'y feront pas grand séjour ; mais leur résidence se trouvera par tout ailleurs , où ils continueront leurs entreprises, au lieu de tenir la campagne, pour donner la sûreté aux grands chemins, qui est le véritable motif de leur première institution. Les rues des Villes closes ne passent point pour grands chemins, & les Prévôts des Maréchaux n'y peuvent pas exercer leur Jurisdiction.

A l'égard de l'assassinat de *guet-appens*, ce terme semble être dérivé de cette ancienne forme de parler : *d'aguet appensé*. Cujas a crû en avoir trouvé l'origine dans ses Observations sur la Loi 6. au Code , *De Dolo malo* ; où il dit, que ces mots : *Insidiis perspicuis probandum*, ont pû donner lieu à la version faite il y a plus de six-cens ans ; car ces termes : *Insidiis perspicuis*, sont traduits : *Par aperts aguets*.

Mais pour ne s'arrêter qu'à la substance du crime , il ne semble pas être de la compétence des Prévôts des Maréchaux , particulièrement dans les Villes où les Juges ordinaires sont suffisamment autorisez , & où chacun prête volontiers main-forte à la Justice.

A l'égard de la campagne , il semble qu'il y auroit moins d'inconvenient de le leur acorder ; parcequ'elle n'a pas les mêmes secours qui se trouvent dans les Villes : ainsi l'on pourroit réduire leur compétence à cet égard, aux assassinats préméditez , commis à la Campagne, autrement il n'y auroit point d'assassinats , dont ils ne pussent prendre connoissance , parcequ'il n'y en a point qui se commettent sans préméditation. De sorte que la compétence Prévotale se trouvant renfermée dans le terme , *prémédité*, ils ne manqueroient jamais de le faire mettre dans les Informations , dont ils sont les maîtres. C'est en effet ce qui a donné lieu au Lieutenant Criminel , de déclarer à un des complices de l'affaire de Ligneris , qu'il seroit jugé Présidiallement ; parcequ'il avoit prétendu qu'il y avoit de la préméditation , quoi qu'en effet , par les circonstances de l'affaire , ce particulier ne pût être sujet à la Jurisdiction Prévotale.

M. Talon a dit , qu'il y a deux choses à observer dans cet Article : l'une regarde la fonction des Prévôts des Maréchaux en général ; l'autre , les cas particuliers , dont la connoissance leur est attribuée. Les Prévôts des Maréchaux sont non seulement utiles , mais nécessaires , & leur établissement est fort ancien. Ils étoient dans leur origine , à la suite des Armées , & ne connoissoient que des crimes commis par les Gens de guerre , & dont le châtiment appartient aux Maréchaux de France , & à ceux qui commandent les Armées.

Le Roi François I. commença d'établir les Prévôts, qui furent appelés *Provinciaux*, parcequ'ils avoient leur résidence dans les Provinces du Royaume. Et comme ces Officiers étoient préposés pour la sûreté publique, l'on étendit leur Jurisdiction même sur les personnes domiciliées, lors qu'elles étoient prévenues des crimes que commettent ordinairement les Gens de guerre, quand ils ne sont point retenus dans une exacte discipline.

Dépuis, par les Edits Burfaux, le nombre des Prévôts des Maréchaux a été notablement augmenté. L'on a créé des Prévôts Généraux, des Lieutenans Criminels de Robe-courte, des Chevaliers du Guet, & des Maréchauffées particulières, dans plusieurs petites Villes du Royaume. Et comme ces Officiers, ni leurs Archers, n'ont point de gages pour subsister, il n'y a point de malversations auxquelles ils ne se soient abandonnez. Ils ne font aucune fonction; s'ils n'espèrent en retirer de l'émolument; & toutes les oppressions que peuvent commettre ou les voleurs, ou les personnes puissantes qui s'engagent à mal faire, n'aprochent point des concussions des Prévôts des Maréchaux & de leurs Officiers subalternes. Cette vérité a été reconnue aux Grands-Jours de Clermont, où l'on a fait le Procès à plusieurs Officiers de Maréchauffées; mais l'on a été persuadé d'ailleurs, qu'il n'y en avoit pas un seul, dont la conduite fût innocente, & exemte de reproche. L'unique moyen de remédier à tous ces abus, est de supprimer un grand nombre de Maréchauffées; & dans celles qui seront conservées, donner aux Prévôts & aux Archers, des gages suffisants pour subsister, tenir la Campagne, & être incessamment à cheval; & en même tems leur défendre de tirer aucun émolument des Procès qu'ils instruiront, quand même il y auroit Partie Civile. C'est la disposition de l'Article 45. de l'Ordonnance de 1566. qui porte en termes formels : *Ne pourront lesdits Prévôts, Vice Baillifs, Vice-Sénéchaux, ou leurs Lieutenans & Archers, prendre ni exiger de nos Sujets aucuns deniers, pour leur dépens, frais, salaires & vacations, soit pour informations, decrets, & captures des délinquans, ou autres causes quelconques : nonobstant que nosdits Sujets y eussent intérêt, comme Parties Civiles; & ce sur peine de privation de leurs Offices. Et où ils seroient négligens, même après la requisition & sommation de nosdits Sujets, de monter à cheval, informer, & aller la part où les crimes auroient été commis, ou les délinquans retirez, nous voulons qu'ils soient condamnés en tous les dépens, dommages & intérêts des Parties, & privés de leurs Etats.*

En éfet, tant que les Prévôts des Maréchaux recevront quelques salaires de leurs instructions, ils seront avides de connoître des affaires, où il y aura Partie Civile, & abandonneront la recherche des crimes, où le public seul se trouvera intéressé.

Il faut outre cela apporter quelque remede aux Greffes des Maréchauffées; n'étant que trop notoire, avec combien de facilité le Prévôt, avec son Affesseur & le Greffier, change, altere, & supprime les minutes des informations, interrogatoires, & autres procédures criminelles. Quand il plaira au Roi, on proposera les expédiens que l'on estime les plus convenables pour arrêter le cours d'un desordre si pernicieux, & qui est assurément tres-frequent.

Il faudroit aussi supprimer entièrement les Assesseurs : ces Charges sont possédées par des personnes , qui n'ont ni suffisance , ni probité , & qui étant entièrement devoüées aux Prévôts, bien loin de veiller sur leurs actions , ils partagent la proye avec eux , & commettent souvent plusieurs malversations de leur chef.

L'on dira sans doute , que ces Charges étant supprimées, & leurs fonctions réunies à celles de Conseillers des Présidiaux , il ne s'en trouvera point qui veuillent faire la dépense de monter à cheval , pour suivre les Prévôts, lorsqu'ils vont faire une instruction à la Campagne ; mais comme l'intention du Roi , est d'augmenter les gages des Officiers des Maréchaussées , & de leur donner moyen de subsister avec honneur , l'on peut destiner les gages que l'on donneroit à l'Assesseur , pour les frais du voïage du Conseiller qui assistera le Prévôt dans les instructions. Et même le Roi pourra commettre pour un , deux , ou trois ans, un Conseiller au Présidial, pour faire la fonction d'Assesseur , & il y a moins à craindre de corruption d'un Officier qui possède d'ailleurs une Charge considérable , qui n'étant nommé que par Commission , pourra être révoqué , si l'on a quelque soupçon de sa conduite , que d'un Assesseur de la Maréchaussée , qui ne peut jamais être une Personne qualifiée, soit du côté de la suffisance, soit du côté de l'intégrité.

Quant aux cas singuliers , énoncés dans l'Article , il faut encor observer, que nul cas ne peut être réputé Prévotal , si auparavant il n'a été jugé cas Royal. Les Rois ayant choisi entre les cas, dont la connoissance appartient à leurs Officiers , privativement à tous autres , ceux qui regardent particulièrement la sûreté publique , pour en attirer la connoissance aux Prévôts des Maréchaux. Et si l'on décidait autrement , il s'ensuivrait , que non seulement les Prévôts Royaux, mais les Officiers des Hauts-Justiciers , pourroient connoître par concurrence & prévention , des cas Prévotaux , qui ne seroient pas Royaux. Les Rois n'ayant jamais eu dessein , ni par l'établissement des Prévôts des Maréchaux , ni par les ampliations de pouvoir qu'ils leur ont donné , de faire aucun préjudice à la Jurisdiction de leurs Sujets. Cependant il y a dans cet Article plusieurs cas , énoncés comme Prévotaux, qui dans le précédent ne sont point mis au nombre des cas Royaux. On peut remarquer entre les autres, les vols de nuit, & les assassinats préméditez.

Pour les vols de nuit, il est difficile de s'imaginer sur quoi l'on s'est fondé, pour les réputer cas Prévotaux. L'on ne doute pas que les vols faits sur les grands-chemins , tant de jour que de nuit , ne soient de la compétence des Prévôts des Maréchaux. Sçavoir si les rués des grandes Villes , seroient mises au nombre des grands-chemins ; ce peut être une question. Mais si l'on examine l'esprit de l'Ordonnance , qui oblige les Prévôts des Maréchaux, d'être continuellement à la Campagne pour y maintenir la sûreté publique, l'on n'a pas eu intention de leur attribuer la connoissance des vols faits dans les Villes , soit de nuit ou de jour , dans les maisons & dans les rués. Il faut observer , que les Lieutenans Criminels des Sièges Présidiaux ne jugent des cas Prévotaux en dernier ressort, qu'à l'exemple des Prévôts. Cette Jurisdiction, qui leur est communiquée , ne fait point partie de la Jurisdiction Prési-

diale ; ainsi tous les cas qui ne sont point Prévotaux en la personne du Prévôt des Maréchaux, ne le peuvent être en la personne du Lieutenant Criminel. Il n'y a point d'Ordonnance qui mette au nombre des cas Prévotaux, l'assassinat prémédité ou de guet-appens.

Quand les Ordonnances usent de ces mots : *Guetteurs de chemins*, elles ne se peuvent entendre que de ceux qui commettent des vols & des meurtres sur les grands-chemins, qui attendent les passans & leur dressent des embûches. Et si dans quelques Ordonnances on s'est servi des termes d'*aggression avec port d'armes*, cela ne peut encore s'appliquer aux assassinats préméditez. L'aggression avec port d'armes, est proprement ce qu'on appelle en Droit Civil, *vis publica, convocatis hominibus* : Quand plusieurs personnes attroupées commettent une violence publique. En quoi il faut remarquer, que l'Edit de 1564. qui attribué aux Prévôts la connoissance de ces agressions avec port d'armes, a été fait dans la plus grande chaleur des guerres de la Religion ; & comme lors l'animosité des différens partis formez dans l'Etat, produisoit souvent que les Gentilshommes, ou autres, s'assembloient & attaqueroient leurs ennemis avec une violence ouverte, comme ce crime offensoit la sûreté publique, & étoit capable de renouveler les desordres passez, on en laissa la connoissance aux Prévôts des Maréchaux. Et bien qu'il y ait de la différence entre les Assemblées illicites, & les agressions avec port d'armes, il est pourtant véritable, que dans l'Edit de 1564. le terme d'*Assemblée illicite*, n'y est point employé, apparemment parceque l'on craignoit de donner de l'ombrage à ceux qui faisoient profession de la R.P.R. L'aggression avec port d'armes a été subrogée à sa place ; Mais enfin, il n'y a point d'Ordonnance qui mette au nombre des cas Prévotaux, ni l'assassinat prémédité, ni l'assassinat concerté, ni l'assassinat de guet-appens. Si les Prévôts des Maréchaux & les Présidiaux ont étendu leur Jurisdiction sans un Titre légitime, le Parlement y a toujours résisté ; & l'intention du Roi n'étant point d'augmenter la Jurisdiction Prévotale, qui devoit plutôt être retranchée dans des bornes étroites, par le mauvais usage que l'on en fait tous les jours, il faut s'en tenir aux expressions des anciennes Ordonnances : & ce d'autant plus, que l'intention principale du Roi, étant d'empêcher les conflits des Juridictions, & de faire que les Prévôts ne connoissent point d'autres affaires, que celles qui sont de leur compétence, si on les rend Juges des assassinats préméditez, il n'y a point d'homicide, de rencontre, de duels, voire même de Rixe, dont ils n'entreprennent de connoître. Les Rencontres les plus inopinées, les Duels les plus concertez seront des assassinats préméditez, & par la plainte qui leur sera rendue, & par l'adresse qu'ils auront de rédiger la déposition des témoins, de sorte qu'il paroisse toujours quelque querelle, ou menace précédentes, dont l'on puisse induire la préméditation.

Que si l'on dit, qu'ils sont obligez de faire juger leur compétence, outre qu'il est dangereux que les Présidiaux n'étendent la Jurisdiction Prévotale, c'est que d'ailleurs les Prévôts decreteront leurs Informations, adjugeront des Provisions, feront des saisies & annotations de biens, instruiront les Procès par contumace, tant que les acusez n'auront point rempli le decret.

D'autre part le Juge ordinaire informera comme d'une Rixe, ou d'un simple homicide, & il sera indispensable de venir au Grand-Conseil, pour terminer le Règlement des Juges : Et il est de notoriété publique, qu'il n'y a point de querelles, où il y ait des coups donnez, dont le Prévôt n'informe, & n'instruise le Procès, même dans Paris, si la plainte lui en est portée ; parcequ'il dira toujours que ç'a été un assassinat prémédité. Et quoi qu'il n'y ait ni mort, ni blessure considérable, il ne laissera pas de prétendre d'être compétent ; parceque ce n'est pas l'événement, mais la préméditation, qui peut fonder sa Jurisdiction, aux termes de l'Article.

Il faudroit encor éclaircir, si l'intention du Roi est, qu'un Officier des Troupes, en quelque lieu qu'il se trouve, soit sujet au Jugement dernier, à cause qu'il est dit, que *les Prévôts connoîtront des crimes commis par les Gens de guerre, tant dans leurs marches, assemblées, que séjour.* Et bien qu'il semble que cela ne regarde que les crimes commis dans les lieux, où les Troupes sont en garnison, ou en quartier d'hyver ; néanmoins le terme de *séjour*, est équivoque ; & il ne sera pas, ce semble, inutile d'y ajouter quelque chose, pour en ôter l'ambiguïté.

M. le Président de Novion a dit, que ce n'étoit pas établir le repos public, que d'étendre le pouvoir des Prévôts des Maréchaux. Qu'aux Grands-Jours de Clermont, le Marquis de Canillac, qui fut condamné à mort, s'étoit jusques-là soûtrait à la Justice ; parceque se voyant poursuivi par les Juges ordinaires, il se pourvût pardevant un simple Exempt de Prévôt des Maréchaux. Ces différentes procédures ayant fait naître un conflit de Jurisdiction, le Grand Conseil donna des défenses, qui arrêterent la procédure, qui demeura surmise pendant quatorze années, jusqu'aux Grands-Jours.

M. Puffort a reparti, que ces Ordonnances sont pour les Prévôts des Maréchaux : que l'usage les interprete en leur faveur. Il y a l'exemple de l'assassinat prémédité, dont étoit aculé le Marquis de l'Hôpital, qui fut déclaré Prévotal ; mais toutes ces difficultez peuvent être terminées en deux mots, & le tout consiste à ôter aux Prévôts des Maréchaux, la connoissance des vols commis dans les Villes, & les assassinats préméditez, cas Prévotaux, tant en la Ville qu'aux Champs ; & qu'il en parlera au Roi.

M. le P. Président a dit, que l'Article porte, que les Prévôts des Maréchaux connoîtront des cas y mentionnez, contre toutes sortes de Personnes ; & a demandé, si les Ecclesiastiques seroient compris dans cette condition générale.

M. Puffort a répondu, que le Roi a voulu que les Ecclesiastiques y fussent compris, & déclarés sujets aux cas Prévotaux ; mais qu'il n'a pas crû qu'il fût nécessaire de les y dénommer, & que la clause générale pouvoit suffire.

M. le P. Président a dit, qu'ils avoient l'Edit de Melun, de 1580. contraire à cette disposition, & encor une Déclaration faite en leur faveur.

M. Talon a dit, qu'il ne se trouvera point d'exemple, qu'un Official ait fait le Procès à un Ecclesiastique, avec aucun Prévôt des Maréchaux.

ARTICLE XIII.

LES Prévôts des Maréchaux, Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux ne pourront juger en aucun cas à la charge de l'appel. XIV. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de cet Article , il a été trouvé bon.

ARTICLE XIV.

NOS Juges Présidiaux connoîtront aussi en dernier ressort, XV. Article de l'Ordonnance.
des personnes & crimes mentionnez és deux Articles précédens, & préféablement aux Prévôts des Maréchaux, Lieutenans-Criminels de Robe-courte, Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux, s'ils ont décrété avant eux, ou le même jour.

Lecture faite de cet Article.

M. le P. Président a dit, que le Lieutenant Criminel de Robe-courte du Prévôt de Paris, a des attributions singulieres, dont il se trouve en possession : qu'on le peut excepter, & ajouter à l'Article, *sans préjudice de ses Droits & possession.*

M. Puffort en est convenu.

ARTICLE XV.

SILS coupables de l'un des cas Royaux ou Prévôtaux ci-dessus, sont pris en flagrant délit, le Juge des lieux pourra informer & décréter contre eux, & les interroger, à la charge d'en avertir incessamment nos Baillifs & Sénéchaux, & Juges Présidiaux, par Acte signifié à leur Greffe; après quoi ils seront tenus d'envoyer querir le Procès & les Accusés, qui ne pourront leur être refusés, à peine d'interdiction, & de trois cens livres d'amende, contre les Juges, Greffiers & Géoliers, applicable moitié à Nous, & moitié aux pauvres, & aux nécessiteux de l'auditoire de nos Baillifs & Sénéchaux, & Juges Présidiaux, ainsi qu'il sera par nous ordonné. XVI. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'Article XV.

M. le P. Président a dit, que cette Ordonnance est trop pénale : qu'il en fera comme des excommunications de Cour de Rome, qui ont passé en *Ordonn. Crim.* E

stile , & n'ont plus été considérées comme ayant éfet ; parcequ'elles étoient apofées presque dans tous les Actes.

M. Puffort a réparti , qu'il ne répètera point ici ce qui a été dit en d'autres endroits sur cette matiere ; mais qu'il en parlera au Roi.

M. Talon a dit, qu'il semble qu'en ces deux Articles XIV. & XV. au lieu des termes de *Juges Présidiaux*, il faudroit mettre ceux de *Lieutenans Criminels des Sièges Présidiaux*. Il a déjà été remarqué , que la connoissance des cas Prévôtaux attribués aux Lieutenans Criminels des Sièges Présidiaux , ne fait en rien partie de la Jurisdiction Présidiale , soit au premier ou au second Chef de l'Edit.

Il est vrai qu'avant qu'il y eût des Assesseurs, c'étoit un Conseiller du Siège qui instruisoit avec le Prévôt ; mais quand le Prévôt est prévenu , il ne le peut être que par le Lieutenant Criminel du Baillage & Siège Présidial, & c'est au Lieutenant Criminel , auquel l'instruction appartient : le Procez ensuite est jugé au Présidial ; & il n'y a point d'apparence que le Présidial donnât permission d'informer , ni qu'il décrêtât une information. Tout cela fait partie de la fonction des Lieutenans Criminels , & on ne sçauroit y faire aucun changement , sans faire un notable préjudice dans l'ordre de la Justice.

A R T I C L E X V I.

XVII. Article
de l'Ordon-
nance.

LEs Lieutenans-Criminels de nos Présidiaux , & ceux de nos principaux Baillages & Sénéchaussées, des Provinces où il n'y a point de Présidial , & tous autres Juges Présidiaux, seront tenus, dans les cas énoncez dans les Articles XI. & XII. ci-dessus , faire juger leur Compétence par Jugement en dernier ressort , & pour cet éfet porter à la Chambre du Conseil du Présidial , Baillage & Sénéchaussée, les charges & informations , & y faire conduire les Acusez , pour être ouïs en presence de tous les Juges , dont ils seront tenus de faire mention dans leurs Jugemens, ensemble des motifs sur lesquels ils seront fondez , pour juger la Compétence.

Lecture faite de cet Article.

M. le P. Président a dit , que les Lieutenans-Criminels sont Lieutenans des Baillifs & Sénéchaux, & non pas des Sièges Présidiaux ; & que c'est une chose à réformer dans l'Article. Mais ce qui est de plus important , est que l'attribution Souveraine qu'on leur donne , est sans fondement , ce pouvoir n'ayant jamais appartenü aux Baillifs & Sénéchaux ; mais seulement aux Présidiaux. Que d'ailleurs cette attribution, faite aux Baillifs des Provinces , dans les ressorts des Parlemens où il n'y a point de Sièges Présidiaux établis , comme dans la Provence & dans la Bourgogne , est nouvelle & sans neces-

sité. Il n'y a que trop de Sièges qui jugent en dernier ressort. Mais de plus, il y a de l'ambiguïté & de l'incertitude dans l'Article, en ce qu'il donne cette attribution aux principaux Baillages & Sénéchaussées des Provinces : & comme chaque Siège peut avoir quelque considération particulière, qui le distingue & qui le relève au dessus d'un autre, la question sera grande pour décider, qui sera le Baillage principal, dont on aura voulu parler dans l'Ordonnance ; quoique l'intention soit de n'insérer point dans l'Ordonnance de choses générales, qui peuvent faire naître de la contestation.

M. Puffort a dit, qu'il faudra retrancher du commencement de l'Article, ces mots : *nos Présidiaux*, & mettre au lieu d'eux : *les Lieutenans Criminels des Sièges où il y a Présidial, & ceux des principaux Baillages & Sénéchaussées*.

Et quant à l'autre difficulté, qui regarde l'augmentation du pouvoir en dernier ressort, cette attribution est fondée sur ce que n'y ayant point de Présidiaux dans les Provinces de Bourgogne & de Provence, mais y ayant de grands Baillages & Sénéchaussées, composez de plusieurs Officiers, l'on a cru que pour rendre l'Ordonnance uniforme par tout le Royaume, ces Baillages & Sénéchaussées pouvoient bien tenir lieu de Présidiaux, & qu'ils étoient assez distinguez en les nommant *Principaux*. En Bourgogne, il y en a sept distinguez des autres, par la dénomination de *Baillages Principaux* : la même distinction peut être en Provence ; néanmoins qu'il seroit bon de les spécifier plus particulièrement, afin d'ôter tout prétexte d'ambiguïté.

M. Talon a dit, que cet Article étoit nouveau & que jamais jusques ici, les Lieutenans Criminels n'ont fait juger leur Compétence. Il oblige les Lieutenans-Criminels à faire juger non seulement si le cas est Prévôtal, mais même s'il est Royal ; puisqu'il porte qu'ils feront juger leur Compétence dans les cas mentionnez aux Articles XI. & XII. & il n'y a point d'apparence à obliger un Lieutenant-Criminel de faire juger, si un crime dont il prend connoissance, est du nombre des cas Royaux. Et si l'on veut l'assujettir à examiner si le crime est, ou n'est pas Prévôtal, le mot de *Compétence*, qui est en usage à l'égard des Prévôts des Maréchaux, se trouvera très-impropre pour les Lieutenans-Criminels. Mais les Prévôts des Maréchaux, si les cas ne sont pas Prévôtiaux, cessent d'en connoître, & ils sont déclarez incompetens.

Il n'en est pas de même d'un Lieutenant-Criminel : si le cas n'est pas Prévôtal, il en continue l'instruction & en demeure Juge, à la charge de l'appel. Comme lorsque l'on a parlé des Principaux Baillages & Sénéchaussées des Provinces, où il n'y a point de Présidial, l'intention n'a pas été de donner la concurrence & Prévention aux Lieutenans-Criminels des Baillages, que dans les ressorts des Parlements, où il n'y a point de Présidiaux établis. Cét Article doit être conçu en d'autres termes ; parcequ'il y a des Provinces, même dans le ressort du Parlement de Paris, dans lesquelles il n'y a point de Présidiaux, & dont les Lieutenans-Criminels des Baillages prétendroient en conséquence de l'Article, s'il demeurait aux termes qu'il est conçu, juger tous les cas Prévôtiaux en dernier ressort. Nous en avons l'exemple dans la Province du Perche, où il n'y a point de Présidial, & qui

ressortit à Chartres pour les cas Présidiaux , & qui néanmoins a deux Baillages , Mortagne & Belême.

M. Pussort en est demeuré d'acord, & qu'il falloit ôter le mot d' *Article XI.*

M. Talon a ajouté , que l'Article en seroit plus concis , & paroîtroit plus intelligible , si au lieu du commencement de l'Article , on mettoit : *Dans les Parlemens, dans le Déroit desquels il n'y a point de Présidial.*

Cette ouverture a été approuvée.

A R T I C L E X V I I.

XVIII. Article de l'Ordonnance.

Les Jugemens seront prononcez aussi-tôt aux acusez , baillé copie , & procedé en suite à leur interrogatoire , au commencement duquel sera encore déclaré , que le Procès leur sera fait en dernier ressort.

Lecture faite de cet Article ,

M. le P. Président a dit , que l'Article étoit bon ; mais qu'il s'y trouvoit de la contrariété avec celui qui suit, qu'il expliquera incontinent.

A R T I C L E X V I I I.

XIX. Article de l'Ordonnance.

SI néanmoins , après avoir commencé l'instruction du Procès à l'ordinaire , les Juges reconnoissent dans la suite , par les preuves survenuës au Procès , ou par la confession des acusez , qu'ils eussent été repris de Justice , ou qu'ils fussent vagabonds & gens sans aveu , ils pourront leur faire la même déclaration , lors du dernier interrogatoire sur la Selette , & en consequence , les juger en dernier ressort.

Lecture faite de cet Article ,

M. le P. Président a dit , qu'il y aura des inconveniens dans l'exécution de cet Article , qui se trouve contraire au précédent , qui veut, qu'*au commencement de l'Interrogatoire , il soit déclaré à l'accusé , que le Procès lui est fait en dernier ressort ; & par celui-ci il est porté , qu'en certains cas , ils pourront faire pareille déclaration à l'accusé , sur la selette.*

Que les Juges en pourront abuser pour l'intérêt de leur Jurisdiction , en n'avertissant l'accusé de leur compétence , que dans la dernière extrémité , pour lui ôter la liberté de se pourvoir ; cependant qu'il se trouvera surpris , parce que la défense d'un accusé est différente auprès des Juges , qu'il sçait le devoir juger en dernier ressort , d'avec celle qu'il employe , lorsque la faculté de l'appel lui est réservée. Qu'il n'y aura plus pour lui de remède , & ne sçaura qui réclamer ; parceque le Jugement suit immédiatement l'In-

interrogatoire sur la Selette, & l'exécution incontinent après.

Et comme il n'y a rien de plus précieux que la vie des hommes, la Justice y apporte de grandes circonspections, & les Juges de grands égards, pour garantir les accusés de toutes surprises.

M. Puffort a dit, que la prévoyance de l'Article XVII. a été nécessaire, pour conserver à un Accusé la liberté toute entière d'une légitime défense; mais la disposition de l'Article XVIII. est fort bonne & bien entendue. Qu'il n'est pas contraire à l'Article qui précède: Qu'il a été résolu sur la remontrance des Officiers du Châtelet, qui ont fait entendre, que lors qu'il s'agit de juger un accusé, suspect d'avoir été repris de Justice, & néanmoins le cas dont il s'agit, étant à l'ordinaire, pendant le Rapport du Procès, un des Juges a devant lui & parcourt un Registre, que l'on appelle *le livre rouge*, dans lequel les noms des condamnés sont insérés; Et s'il arrive que celui qui répond sur la Selette, soit du nombre de ceux qui sont inscrits dans le Registre, on l'interroge sur le fait, & enfin si par les éclaircissements que les Juges tirent, soit de sa bouche, soit du Greffe, il se découvre qu'il ait déjà été repris de Justice, on lui déclare qu'il sera jugé en dernier ressort.

M. de Novion a dit, que cette manière de faire déclarer la compétence, lui paroît bien précipitée & fort extraordinaire. Que les Ordonnances y sont contraires, & que cet usage est abusif. La jalousie fera rendre beaucoup de Jugemens en dernier ressort, qui ne le devroient pas être, & quoique l'on n'en marque pas les inconveniens, il est impossible qu'il n'y en ait d'infinis. Mais ils sont tous couverts par les supplices des misérables, dont on n'a jamais revû aucun Procès. Que c'est aux loix à les secourir par leur prévoyance, en y apportant les temperamens nécessaires.

M. Talon a dit, que cet Article est d'une conséquence d'autant plus dangereuse, qu'il détruit entièrement la disposition de l'Article XXI. Et encore qu'elle ne regarde que ceux qui sont sujets au jugement dernier, pour raison de leurs personnes, il est très-important que celui qui doit être jugé en dernier ressort, au moins lors du premier interrogatoire, en soit averti. Il est vrai qu'autrefois au Châtelet on opinoit sur la qualité du jugement, après que le Procès avoit été vû, & que l'on ne déclaroit point aux accusés, qu'ils seroient jugés en jugement dernier. Mais c'est un désordre qui a été réformé par les Arrêts, & depuis que l'on a obligé le Lieutenant-Criminel de déclarer à l'Accusé, à la fin du premier interrogatoire, qu'il prétend le juger par jugement dernier, il n'en est point arrivé d'inconvénient, & l'on n'a point vû qu'ils aient été obligés de juger à la charge de l'appel, ni des Vagabonds, ni des gens repris de Justice: & rien ne paroît plus dangereux que d'instruire un procès à un accusé, qui croit avoir le bénéfice de l'appel, & à l'instant de sa condamnation, lors qu'il ne peut plus réclamer ni se pourvoir, ni supplier ce qui a pû manquer à sa défense, lui prononcer qu'il va être jugé en dernier ressort. L'humanité que nos Rois ont toujours eue pour leurs Sujets, & la précaution qu'ils ont apportée pour empêcher qu'ils ne soient injustement opprimés, & sur tout l'ors qu'il s'agit de leur vie, semble ne pouvoir pas compatir avec cette proposition.

M. Puffort a dit, qu'il a vû des interrogatoires, dans le premier Article desquels la déclaration n'a point été faite.

M. le Président de Novion a dit, que le Juge n'a point de droit de dire, qu'il va juger Prévôtalement, mais que c'est au Présidial à le déclarer & à juger.

M. Talon a dit, que les Prévôts des Maréchaux en ont ainsi usé.

M. le P. Président a dit, que la Compétence ne peut être valablement jugée, que par la Compagnie; mais qu'abusivement ils déclarent leur Compétence à l'accusé, & puis la font juger par la Compagnie.

A R T I C L E X I X.

XX. Article de l'Ordonnance.

Tous les Juges, à la réserve des Juges Consuls, & des bas & moyens Justiciers, pourront connoître des inscriptions de faux, incidentes aux affaires pendantes pardevant eux, & des rebellions commises à l'exécution de leurs jugemens.

Lecture faite de l'Article, il a été trouvé bon.

A R T I C L E X X.

Cet Article & le suivant, ont été retranchés. Voyez l'Article XII. de l'Ordonnance.

Les Ecclesiastiques qui seront Prêtres, Diacres, Soûdiacres, ou simples Clercs, portans l'habit Ecclesiastique, & actuellement résidans & servans dans l'Eglise, ou qui en seront dispensés pour cause d'étude, seront renvoyés aux Juges d'Eglise, pour les crimes qui ne peuvent être punis que de peines Canoniques; mais s'ils sont accusez des cas mentionnez en l'Article X I. ci-dessus, ou s'ils sont pris avec armes, ou avec habits qui ne conviennent pas à leur profession, ou s'ils sont accusez d'assassinats, de vol, de sortilege, d'empoisonnement, ou de quelque autre crime capital, ils seront jugez par nos Ballifs & Sénéchaux, & par apel, en nos Cours, chacun à son égard sans estre renvoyés aux Juges d'Eglise.

A R T I C L E X X I.

Si par le Jugement qui sera rendu contre eux, ils sont bannis ou condamnés à faire amende honorable, ou à quelque autre peine afflictive, d'où ne s'ensuive point mort naturelle, les Juges d'Eglise pourront derechef instruire & juger pour les peines Canoniques, sans toutefois que l'exécution du Jugement de nos Juges puisse être surseüe.

Après la Lecture faite de ces deux Articles,

M. le P. Président a dit, qu'il sembloit qu'on pouvoit bien s'en rapporter à Messieurs les Evêques & aux autres Ecclesiastiques, qui sont presentement assemblez à Pontoise, pour faire connoître au Roi ce qui les concerne dans ces deux Articles. Néanmoins que l'on devoit considerer, que comme l'intention de sa Majesté, est de conserver à l'Eglise ses anciens Privileges & exemptions, le Parlement aussi ne doit pas seulement maintenir la Jurisdiction Royale & ordinaire, contre les entreprises de Cour d'Eglise, quand il y en a; mais encor conserver aux Juges Ecclesiastiques, ce qui est de leur connoissance, & de leurs Privileges. C'est pourquoi les appellations comme d'abus, sont introduites comme un secours mutuel pour l'une & l'autre de ces Juridictions: & les Ecclesiastiques ne s'en servent pas seulement avec avantage, pour entretenir la discipline Ecclesiastique, & empêcher que les Evêques & le Clergé ne soient traitéz en France, comme ils le sont au delà des Mons; mais encor ils en peuvent user pour se défendre contre les Juges ordinaires. Et quoique cet usage ne soit pas fréquent, il est certain néanmoins, qu'ils peuvent interjetter apel comme d'abus, des Juges ordinaires, quand ils blessent leurs privileges: de même que les Laïcs peuvent aussi appeler comme d'abus, quand les Ecclesiastiques entreprennent sur la Justice Secliere. Et c'est pour conserver cet ordre, qui a contribué beaucoup à la tranquillité de l'Etat, qu'il y a un grand nombre d'Evêques & d'Ecclesiastiques du corps du Parlement.

C'est pourquoy il étoit obligé de représenter au Roi, que ces deux Articles touchent beaucoup au Privilege Clerical, & semblent presque l'aneantir: Car si on ne renvoye les Clercs aux Juges d'Eglise, que pour les crimes qui ne peuvent être punis que par des peines Canoniques, il n'y aura plus de difference entr'eux, & les Laïques; puisque les Juges ordinaires les jugeront & les condamneront, en tous les cas ausquels ils peuvent juger & condamner les Laïques. Car d'ordonner qu'ils ne seront renvoyez aux Juges d'Eglise, que pour les crimes qui ne peuvent être punis que de peines Canoniques, c'est dire la même chose, que si on ordonnoit, qu'ils ne seront renvoyez aux Juges d'Eglise, qu'après qu'ils auront été absous par le Juge Laïc, qui aura déclaré qu'ils n'ont encouru aucune des peines qu'il a accoutumé de prononcer contre les coupables.

Cependant ce Privilege Clerical est observé par tout le monde, où il y a des Etats Catholiques; & l'on peut dire que cet usage général, est comme attaché à l'Autel.

Il a été accordé ou reconnu par les Empereurs, presque aussi-tôt qu'ils ont embrassé la Religion Chrétienne. L'Empereur Constance fils du premier Empereur Chrétien, en a fait une Loi, qui est la XII. au Code, *De Episc. & Clericis*. Il est vrai qu'elle ne parle que des Evêques, mais l'Empereur Honorius & Theodose le jeune, dans la Loi quatrième du Code Theod. au

même titre , l'étendent à tous les Ecclesiastiques. La Nouvelle 121. de Justinien , établit bien particulièrement les formes avec lesquelles on doit user de ce Privilege. Elle marque le renvoi du Juge Seculier à l'Ecclesiastique , & le délaissement du Juge Ecclesiastique au bras Séculier , presque dans les mêmes termes qu'il est observé. Il y est aussi parlé de la Dégradation , qui n'est abolie parmi nous que depuis quelque tems.

Ce privilege Clérical est donc confirmé par une possession de plus de 1300. ans. Nos Rois mêmes l'ont trouvé établi dans les Gaules , lorsqu'ils les ont conquises : ils n'y ont jamais voulu déroger ; & Charlemagne , par une célèbre Constitution, qui se trouve entre les Loix des Lombards, l. 3. c. 1. l. 11. qu'il adresse à tous les peuples sujets à son Empire , veut expressément que, *nulli clerici de suis ad publica trahamur Judicia , vel distringantur ; sed à suis Judicentur Episcopis.*

Il est vrai que l'usage de ce Privilege a été différent , & qu'il a été porté quelquefois jusqu'à un abus & un excès insupportable ; mais il n'a jamais été plus réservé qu'il l'est présentement , ni moins sujet aux inconvénients , que l'on veut empêcher par la disposition de cet Article.

L'Article suivant est encor bien plus fort que le XX. contre ce Privilege. Il a voulu imiter sans doute le quarante-neuvième Article de l'Ordonnance de 1539. qui a aboli la connoissance du péritoire pour les matieres Bénéficiales , en ordonnant qu'on ne pourra se pourvoir pardevant le Juge d'Eglise sur le péritoire , jusqu'à ce que le possesseur ait été entièrement vuide par jugement de pleine maintenue , & que les parties y aient satisfait , tant pour le principal , que pour les fruits , dommages & intérêts.

Mais peut-être n'a-t-on pas pris garde à la difficulté qui se rencontre dans l'exécution de cet Article XXI. qui veut, que *Si les Ecclesiastiques sont bannis ou condamnés à autres peines afflictives , les Juges d'Eglise jugeront derechef les peines Canoniques , sans toutefois que l'exécution du Jugement des Juges Royaux , soit surseise.* Car en ce cas, comment un Official peut-il faire le Procès à un Clerc banni , ou condamné aux Galeres ? Il faudroit de nécessité que cet Official allât au lieu du bannissement, ou même se transportât sur les Galeres , pour faire le Procès à l'accusé , ou bien qu'il le jugeât sans l'entendre.

Que le Parlement se trouve obligé de représenter au Roi toutes ces difficultés , afin que sa Majesté y fasse les réflexions qu'elle trouvera nécessaires.

M. Puffort a dit , que l'intention du Roi n'est pas , de restreindre la Jurisdiction Ecclesiastique , mais de la regler. Que le Privilege des Gens d'Eglise , est fort ancien. Que dans les premiers tems ils ont été jugez par les Juges Ecclesiastiques ; dans la suite ils ont été soumis à la Jurisdiction des Juges Royaux ; puis les uns & les autres les ont jugez. Ce n'est pas pour donner atteinte à leurs Privileges ; mais pour rétablir la pureté de la Justice dans tous les ordres du Royaume. Qu'un Ecclesiastique est né Sujet du Roi , avant que de s'être engagé dans l'Eglise : ainsi son caractère ne le soustrait pas à la Justice Royale.

A l'égard

A l'égard du spirituel, on en laisse absolument la discipline aux Juges de l'Eglise ; mais que le temporel appartient aux Juges Royaux. L'on voit dans l'Ecriture , que saint Paul a apelé à César ; & l'Histoire Ecclesiastique nous apprend , que saint Athanase s'est adressé à Constantin le Grand , dans des matieres temporelles. C'est cet Empereur qui est l'Auteur des plus grands Privileges des Ecclesiastiques , & par conséquent ils tiennent toute l'autorité des leur Jurisdiction , de la concession & de la grace du Prince. Il est vrai que l'Article est contre l'usage ; mais il est conforme à la raison. Il n'y a pas d'apparence que le Clergé voulût demander au Roi la conservation d'un Privilege , dont l'usage est abusif , & contre la dignité Ecclesiastique ; puisque les gens d'Eglise ne scauroient faire voir aucun avantage , qu'ils puissent tirer d'être jugez par l'Official , après avoir été capitalement condannez , & qu'au contraire cela ne pourroit operer aucune protection à ceux qui se sont rendus indignes de leur caractère , & qui scandalisent leur Ordre. Il importe donc de réduire ce Privilege & de le regler ; & que tous les Sujets du Roi , sans exception quelconque , de quelque Ordre & qualité qu'il puissent être , soient une fois convaincus , qu'ils peuvent être jugez par les Magistrats du Royaume dont ils sont Sujets. Il est bon que l'on soit persuadé de la consideration que le Roi a pour les Ecclesiastiques ; mais il est encor plus à propos qu'on le soit de leur probité.

Il importe donc d'empêcher l'impunité : elle se trouveroit favorisée par la multiplicité & la longueur des procédures , dont les frais consumment les parties , par les differens tribunaux , qui n'ont aucun rapport ensemble dans leurs maximes , dans leurs peines , ni dans leur manière de juger.

Il y a même de l'Indécence au Magistrat Royal , d'être Assesseur d'un autre Juge ; & quoiqu'il soit assisté de son Greffier , il ne lui est pas libre d'interroger , & il n'y fait aucune fonction : ainsi l'Article est juste.

Quant à ce qui est du contenu en l'Article XXI. il croit qu'il est à propos d'acorder aux Juges d'Eglise , un tems de quinzaine , pour instruire & juger le condamné.

M. le Président de Novion a dit , que l'Article lui paroît bon , & s'il plaît au Roi l'autoriser , il sera fort bien exécuté dans le Parlement.

M. Talon a dit , que ces deux Articles XX. & XXI. abolissent entièrement le Privilege donné aux Ecclesiastiques , quand ils sont prévenus de crimes , d'être jugez par leurs Evêques ou leurs Officiaux. Il est vrai que ce Privilege est une grace que les Princes ont faite au Clergé , par des motifs de pitié , par le respect qu'ils ont eu pour la sainteté de leur ministère : ainsi l'on ne peut pas douter , qu'il ne soit au pouvoir du Prince , de révoquer ou limiter un Privilege accordé par ses predecesseurs. Il est encor certain que l'on a souvent abusé de ce Pri-

vilége , & qu'il a long-tems servi aux Ecclesiastiques d'un titre d'impunité , lors qu'il falloit trois Sentences conformés dans les tribunaux Ecclesiastiques , avant que le Juge seculier pût rendre & faire exécuter son Jugement. Quand on pratiquoit les formes d'une dégradation solennelle, il y avoit peu de Prêtres qui pussent être punis , quoique convaincus des crimes les plus énormes. Mais l'usage a reformé une partie de ces abus ; & quoique le renvoi à l'Official , cause encore beaucoup de frais & de longueurs , & qu'il y ait quelque indécence , que le Lieutenant Criminel soit obligé de se rendre dans le tribunal de l'Officialité , & ne fasse que la fonction d'un Assesseur , toutes ces considérations pourtant ne paroissent pas assez fortes , pour revoquer entièrement le Privilege des Ecclesiastiques ; particulièrement si l'on considere qu'il est aussi ancien que la Monarchie : que l'Eglise en jouit dans toute l'étendue de l'Empire Chrétien : & que nous n'avons point d'exemple , que l'on ait jusques ici conçu la pensée d'y donner atteinte. Il seroit sans doute plus court, que les personnes engagées dans les Ordres sacrez , fussent traitées , en matiere Criminelle, devant les Juges ordinaires , comme tous les autres Sujets du Roi, & cela éviteroit beaucoup de circuit, d'embarras & de détours. Mais le Roi étant protecteur des immunités de l'Eglise, & celle-là étant une des principales & des plus anciennes, il y a peu d'apparence qu'il veuille suivre les traces des Princes peu religieux , qui n'ont pas fait scrupule d'enfreindre , en quelques rencontres , ces immunités , & dont nous ne voyons point d'Exemple dans nôtre Histoire , quoiqu'il s'en trouve plusieurs dans celles des Royaumes étrangers. Il suffit de donner des bornes à ce Privilege , telles que la pratique les a introduites depuis un Siècle. Par-là on corrigera autant qu'il sera possible , le mauvais éfet qu'il produit en quelques rencontres : on préviendra les plaintes que les Evêques & tout le Clergé du Royaume , & le Pape même , ne manqueroient pas de faire , si d'un seul trait on renversoit un Privilege fondé sur les constitutions des Empereurs Romains , renouvelées par Charlemagne , & confirmées par 1400. ans de possession. Comme ces raisons paroissent tres-puissantes, il seroit inutile d'examiner l'Article XXI. Mais si le Roi trouve bon de retrancher aux Ecclesiastiques leurs Privileges , & de ne leur en conserver que l'ombre & l'apparence , il faudra concerter d'autres Articles , pour abreger l'instruction des Procès , qui se fera conjointement par l'Official & le Lieutenant Criminel , pour en diminuer les frais.

M. le P. Président a dit , qu'en conséquence de cet Article le Privilege Clérical demeure anéanti , & qu'au surplus , en le laissant subsister , le Juge Royal ne laissera pas de faire son devoir. Toutes les cérémonies qui conservent la dignité du caractère , apportent bien quelques longueurs ; mais au fond elles n'empêchent pas qu'on ne fasse la Justice des crimes.

ARTICLE XXII.

Les Gentils-hommes & nos Secretaires, pourront de-
mander en tout état de cause, d'être jugez de toute
la grand'-Chambre du Parlement, où le Procès sera pen-
dant, assemblée; pourvû toutefois que les opinions ne soient
pas commencées : & s'ils ont requis d'être jugez à la
Grand'-Chambre, ils ne pourront demander d'être renvoyez
à la Tournelle.

XXI. Article
de l'Ordon-
nance.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que la possession en laquelle les Gentils-hommes sont, d'être jugez en matiere Criminelle, par la Grand'-Chambre assemblée, ne doit pas être considerée comme un Privilege; mais comme la continuation de l'ancien usage: parce qu'autrefois, & dans la premiere institution du Parlement, toutes les affaires Criminelles tant des Gentils-hommes, qu'autres indistinctement, étoient jugées en la grand'-Chambre; mais que dans la suite dit tems, ayant été établi une Chambre de la Tournelle, pour connoître particulièrement de ces matières, la Grand'-Chambre a continué de prendre connoissance des Procès des Gentils-hommes: Ainsi c'est bien moins un Privilege, que la conservation d'un ancien usage.

Il est à observer d'ailleurs, que dans l'Article il n'étoit point fait mention des Ecclesiastiques, quoiqu'ils soient dans cette possession, & qu'il faudroit sçavoir l'intention du Roi sur le sujet des Secretaires de Sa Majesté, & des Officiers Royaux de Judicature; comme les Officiers des Bailliages, Sénéchaussées & Prévotéz Royales, qui ont aussi toujours conservé cette ancienne possession.

M. Talon a dit, que jusques ici les Secretaires du Roi ont été en possession de n'être jugez qu'au Parlement, même en premiere instance, & ce Privilege est fondé sur une Ordonnance de Louis XII. Il dépendra du Roi de déclarer, si son intention est de restreindre cette grace; auquel cas, il semble qu'il seroit nécessaire de le marquer précisément.

M. Pussort a dit, que si les Ecclesiastiques sont en cette possession, il les y faut maintenir.

ARTICLE XXIII.

Ne pourront les Présidens, Maîtres ordinaires, nos Avocats
& Procureur Généraux de nôtre Chambre des Com-
ptes à Paris, être poursuivis es causes & matières Criminel-

XXII. Arti-
cle de l'Or-
donnance.

les, ailleurs qu'à la Grand'-Chambre de notre Cour de Parlement à Paris. Pourront néanmoins, pour crimes commis hors la Ville, Prévoté & Vicomté de Paris, nos Baillifs & Sénéchaux informer, & s'ils sont capitaux, décréter à l'encontre d'eux, à la charge de renvoyer les procédures à la Grand'-Chambre, pour leur Procès être instruit & jugé; & au cas que les parties aient volontairement procédé pardevant eux, elles ne pourront se pourvoir à la Grand'Chambre que par apel.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que les Correcteurs & Auditeurs jouissent des mêmes Privileges, que les Maîtres des Comptes: qu'ils font du corps de la Chambre: qu'ils ont toujours été compris dans les Déclarations qui ont été acordées à la Chambre, excepté en celle qui fut acordée il y a près de 50. ans, aux Présidens, Maîtres, & Gens du Roi de la Chambre des Comptes, pour être jugez par les trois Chambres assemblées. Qu'il y eut de grandes opositions à la vérification de cette Déclaration, de la part des Officiers du Châtelet, sur lesquelles les parties furent apointées. Il y eut jussion expediee, pour les faire passer: elles furent enfin vérifiées, & jusques là, il n'y a point eu de distinction; comme en efet les Correcteurs & Auditeurs, étant du même corps, & jouissant en toutes autres choses des mêmes Privileges, il ne semble pas juste de les distinguer en ce point seulement.

M. Talon a dit, que les Auditeurs & Correcteurs de la Chambre des Comptes, ont toujours joui des mêmes Privileges que les Présidens & Maîtres: il est pourtant vrai, qu'ils ne sont pas compris dans les Lettres Patentes, qui donnent droit aux Présidens & Maîtres, de n'être jugez qu'au Parlement, même en premiere instance; mais comme dans toutes les autres concessions qui ont précédé & qui ont suivi, les Auditeurs & les Correcteurs ont eu les mêmes Privileges que les Maîtres; qu'il n'y a qu'en cette seule occasion où l'on les ait distinguez, il dépendra de la bonté du Roy, de déclarer s'il veut qu'ils jouissent de la même grace, ou s'ils en doivent être exceptés.

M. Puffort a dit, qu'il y a Procès à son rapport, au Conseil, entre les Maîtres des Comptes, & les Correcteurs & Auditeurs, pour raison de leurs Privileges, dont celui dont il s'agit, fait partie. Qu'au surplus il croit, que Sa Majesté voudra bien conserver aux Correcteurs & Auditeurs, la possession des Privileges d'ont ils jouissent actuellement; mais qu'elle ne leur en accordera pas de nouveaux.



T I T R E II.

Des Procédures Particulieres aux Prévôts des Maréchaux de France, Vice-Baillifs, & Vice-Sénéchaux, & Lieutenans-Criminels de Robe-Courte.

A R T I C L E I.



Es Prévôts de nos Cousins les Maréchaux de France, ne connoîtront d'autres cas, que de ceux énoncez dans l'Article XV. du titre *De la compétence des Juges*, à peine d'interdiction, de tous dépens, dommages & interêts, & de trente livres demande applicable moitié à Nous, & moitié envers la Partie.

Tous les Articles de ce Titre, sont dans le même ordre dans l'Ordonnance

A R T I C L E II.

NE pourront aussi recevoir aucunes plaintes, ni informer hors leur ressort, si ce n'est pour rebellion à l'exécution de leurs décrets.

A R T I C L E III.

Seront tenus de mettre à exécution les décrets & Mandemens de Justice, lors qu'ils en seront requis par nos Juges, & sommer par nos Procureurs ou par les Parties, à peine d'interdiction, & de trente livres demande, moitié vers Nous, & moitié vers la Partie.

A R T I C L E IV.

LEur enjoignons d'arrêter les Criminels pris en flagrant délit, ou à la clameur publique.

A R T I C L E V.

DEffendons aux Prévôts des Maréchaux , de donner des commissions pour informer , à leurs Archers , à des Notaires , Tabellions , ou aucunes autres personnes qu'à leurs Assesseurs , à peine de nullité de la procédure, & d'interdiction contre le Prévôt.

Lecture faite des cinq Articles precedens,

M. le P. Président a dit , qu'il n'y a pas de grandes observations à faire sur les Articles de ce titre : Il est bon néanmoins de les parcourir tous ; & qu'à l'égard de ceux dont la Lecture vient d'être faite , Messieurs du Parlement n'y ont rien trouvé à redire.

A R T I C L E VI.

Pourront les Archers écrouër les Prisonniers arrêtez en vertu de leurs décrets.

Lecture faite de cet Article.

M. le P. Président a demandé , si les Archers pourront executer les décrets de tous autres Juges , que des Prevôts des Maréchaux ?

M. Puffort a répondu , que cela n'étoit point dans l'Article.

A R T I C L E VII.

Seront tenus de l'aissèr aux prisonniers qu'ils auront arrêtez , copie du Décret & du Procès verbal de capture, sous les peines portées par le premier Article.

Lecture faite de cet Article ,

M. Talon a dit , qu'il semble qu'au lieu de laisser aux acusez copie du decret , il vaudroit mieux leur donner copie de l'écrouë ; parceque la copie du Décret decouvriroit les Complices , lesquels par ce moyen , pourroient plutôt s'absenter.

M. Puffort a dit , que cette observation paroît bonne : & toute la compagnie a dit de même.

A R T I C L E V I I I.

LEs acusez, contre lesquels les Prévôts des Maréchaux auront reçu plainte, informé & decreté, pourront se mettre dans les prisons du Presidial du lieu du délit, pour y faire juger la Compétence, & à cet éfet faire porter au Greffe, les Charges & informations, en vertu du Jugement du Presidial, ce que le Prévôt sera tenu de faire incessamment.

A R T I C L E I X.

LEs Prévôts des Maréchaux, en arrêtant un aculé, seront tenus faire inventaire de l'argent, hardes, Chevaux & papiers, dont il se trouvera saisi, en presence de deux habitans des plus proches du lieu de la capture, qui signeront l'inventaire, sinon déclareront la cause de leur refus, dont sera fait mention, pour être le tout remis dans trois jours au plus tard, au Greffe du lieu de la capture, à peine d'interdiction contre les Prévôts pour deux ans, dépens, dommages & interets des Parties, & de cinq cens livres damende, aplicable comme dessus.

A R T I C L E X.

AL'instant de la capture, l'aculé sera conduit és prisons du lieu, s'il y en a, sinon aux plus prochaines, dans vingt quatre heures au plus tard. Défendons aux Prévôts d'en faire Chartre privée dans leurs maisons, ni ailleurs, à peine de privation de leurs Charges.

A R T I C L E X I.

DEffendons à tous Officiers de Maréchaussée, de retenir aucuns meubles, Armes ou Chevaux, saisis ou appartenans aux acusez, ni s'en rendre adjudicataires, sous leur nom, ou celui d'autre personne, à peine de privation de leurs Offices, cinq cens livres damende, & de restitution du quadruple.

ARTICLE XII.

Les acusez seront interrogez par le Prévôt, en la présence de l'Assesseur, dans les vingt-quatre heures de la capture, à peine de deux cens livres d'amande envers Nous. Pourra néanmoins les interroger sans Assesseur, au moment de la capture.

ARTICLE XIII.

Enjoignons aux Prévôts des Maréchaux, de déclarer à l'accusé, au commencement du premier interrogatoire, & d'en faire mention, qu'ils entendent le juger Prévôtalement; à peine de nullité de la procédure, & de tous dépens dommages & intérêts.

ARTICLE XIV.

Si le crime n'est pas de leur compétence, ils seront tenus d'en laisser la connoissance, dans les vingt-quatre heures, au Juge du lieu du délit, après quoi ne pourront le faire que par l'avis des Présidiaux.

ARTICLE XV.

La compétence sera jugée au Présidial, dans le ressort duquel la capture aura été faite; & dans les Provinces où il n'y a point de Présidiaux, dans le principal Bailliage ou Sénéchaussée, dans trois jours au plus tard, encore que l'accusé n'ait proposé de déclinatoire.

ARTICLE XVI.

Les récusations qui seront proposées contre les Prévôts des Maréchaux, avant le Jugement de la compétence, seront jugées au Présidial, au rapport de l'Assesseur en la Maréchaussée, ou d'un Conseiller du Siège, au choix de la Partie qui les présentera; & celles contre l'Assesseur, aussi par l'un des Officiers dudit Siège. Et les récusations, qui seront proposées depuis le Jugement de la compétence, seront
réglées

A R T I C L E X V I I.

L'Acusé ne pourra être élargi, pour quelque cause que ce soit, avant le Jugement de la Compétence; & ne pourra l'être après, que par Sentence du Présidial ou Siège, qui devra juger définitivement le Procès.

A R T I C L E X V I I I.

Les Jugemens de Compétence ne pourront être rendus que par sept Juges au moins, & ceux qui y assisteront, seront tenus de signer la minute; à quoi nous enjoignons, à celui qui présidera, & au Prévôt, de tenir la main: à peine contre chacun, d'interdiction, de cinq cens livres d'amende envers Nous, & des dommages & intérêts des Parties.

A R T I C L E X I X.

La Compétence ne pourra être jugée, que l'acusé n'ait été aussi ouï en la Chambre, en présence de tous les Juges, dont sera fait mention dans le Jugement, ensemble du motif de la Compétence, sur les peines portées par l'Article precedent, contre le Président; & de nullité de la procédure qui sera faite depuis le Jugement de la Compétence.

A R T I C L E X X.

Le Jugement de la Compétence sera prononcé, signifié, & copie baillée à l'acusé, à peine de nullité des procédures, & de tous dépens, dommages & intérêts, contre le Prévôt & le Greffier du Siège, où la Compétence aura été jugée.

A R T I C L E X X I.

Si le Prévôt est déclaré incompetent, l'acusé sera transféré es prisons du Juge du lieu, où le délit aura été commis, & les Charges, Informations, Procès verbal de capture,
Ordonn. Crim.

interrogatoire de l'accusé, & autres pieces & procédures remises à son Greffe : ce que nous voulons être exécuté dans les deux jours, pour le plus tard, après le Jugement d'incompétence ; à peine d'interdiction pour trois ans contre le Prevôt, de cinq cens livres d'amende envers Nous, & des dépens, dommages & interets des Parties.

A R T I C L E XXII.

LE Prevôt qui aura été déclaré compétent, sera tenu de proceder en diligence à la confection du Procès, avec son Assesseur, sinon avec un Conseiller du Siège, où il devra être jugé, suivant la distribution qui en sera faite par le Président.

Lecture faite des Articles précédans.

M. le P. Président a dit, qu'ils semblent bons : & néanmoins que l'onzième paroît une repetition du neuvième ; que les dix-huit, dix-neuf, & vingt-unième contiennent trop de peines : & que dans le vingt-deuxième on employe le mot de *diligence*, qui n'est pas un terme d'Ordonnance, & que l'on pourroit mettre : *incessamment*.

M. Talon a dit, qu'à l'égard du XV. il faut encore dans cet Article, au lieu des *Provinces où il n'y a point de Présidial*, mettre : *dans les ressorts du Parlement où il n'y a point de Présidial*, par les raisons ci-dessus expliquées.

Et à l'égard du XXI. qu'il faudroit plus précisément enjoindre aux Prevôts, de faire la translation du prisonnier, & à son Greffier de remettre les procédures : & ajouter, que le tout sera fait sans aucuns frais ; n'étant pas juste qu'un Prevôt déclaré incompétent, ni son Greffier, prétendent des salaires & vacations. Mais si l'on oblige le Prevôt de vaquer à toutes sortes d'instructions & sans frais, cette précaution ne fera pas beaucoup nécessaire.

A R T I C L E XXIII.

SI après le Procès commencé pour un crime Prevôtal, il survient des accusations pour crimes non Prevôtaux, elles seront instruites conjointement, & jugées Prevôtalement.

Lecture faite de l'Article XXIII.

M. le P. Président a dit, que cette disposition se trouve contraire à

l'usage, & pourra être suivie de grands inconveniens. Il paroîtra extraordinaire que l'accessoire emporte le principal. Il arrivera que le Prevôt des Maréchaux, connoîtra des cas dont l'attribution ne lui a pas été faite ; & l'on doit même appréhender, qu'un homme prévenu de crimes, ne se fasse arrêter d'intelligence, par un Prevôt des Maréchaux, pour se faire absoudre de plusieurs crimes non Prevôtaux. Mais s'il a des complices non sujets à la Jurisdiction Prevôtale, que deviendront-ils, & que deviendra l'accusé ? Cependant on veut qu'un petit crime en attire une infinité d'autres, & qu'il fasse cesser le Droit qu'ont les Sujets du Roi, d'être jugés par leurs Juges ordinaires : & cela s'est rencontré dans l'affaire de Ligneris.

M. Puffort a dit, qu'il n'y a aucun inconvenient à craindre dans l'Article : car on n'a pas prétendu, qu'un cas Prevôtal attirât les matieres ordinaires, pour raison desquelles il y auroit Procès. L'Article porte, *S'il survient des accusations*, c'est à dire des accusations qui soient nouvelles ; & on ne doit pas craindre, qu'un petit crime Prevôtal en attire d'autres plus grands ordinaires : car les crimes Prevôtaux sont ordinairement les plus grands. Et l'on pourroit prévoir avec bien plus d'apparence, qu'un accusé ne fit survenir un petit crime ordinaire pour attirer le cas Prevôtal, & se soustraire à la Jurisdiction des Prevôts.

Quant à l'Arrêt de Ligneris, outre que l'affaire ayant été rapportée en présence du Roi, & l'Arrêt prononcé par Sa Majesté même, on ne doit pas douter qu'il ne seroit juste. D'ailleurs il étoit constant par les charges, qu'un des accusez qui pouvoit faire difficulté, parce qu'on le prétendoit personne domiciliée, étoit prévenu de la complicité de l'assassinat prémédité.

M. Talon a dit, que cet Article est d'une tres-grande & tres-dangereuse consequence ; car un homme, qui sera fausement accusé d'un crime Prevôtal, ne laissera pas d'être jugé en dernier ressort, pour d'autres accusations qui ne sont point sujettes au Jugement dernier ; & il est à craindre que les Prevôts n'abusent de ce pouvoir, tantôt pour favoriser l'animosité des Parties Civiles, tantôt pour procurer l'impunité d'un accusé ; & quelque soin que l'on puisse prendre de veiller sur la conduite des Prevôts, il sera impossible d'empêcher qu'ils ne fassent de grandes vexations, en consequence de cet Article, s'il n'est réformé.

L'Arrêt de Reglement rendu au Conseil, entre les Juges ordinaires & les Officiers de la Vice-Sénéchaussée d'Armagnac, veut que s'il y a des accusations pour des crimes ordinaires & Prevôtaux, elles soient instruites & jugées conjointement ; mais que l'on déclare dans le Jugement, si la condamnation intervient pour le cas Prevôtal : auquel cas elle s'exécutera en dernier ressort, autrement l'on sera tenu de déferer à l'appel.

Si l'on dit, qu'il est difficile d'exécuter ce Reglement, & de faire séparation entre plusieurs crimes, de celui qui aura servi de motif à la condamnation, dans cette incertitude pourquoi pencher plutôt du côté de la rigueur ? Pourquoi soumettre au Jugement Prevôtal, un homme qui n'y est

pas sujet par sa qualité, & qui étant prévenu de différentes acufations, peut bien être jugé fans apel, pour celles qui font Prevôtale, & non pas pour les autres. Et il y a fans doute moins d'inconvéniens de déferer à l'apel: d'autant plus, que si l'acufé est pleinement convaincu de crime Prevôtal, il est inutile d'y joindre les autres acufations, qui ne font pas de la même nature.

D'ailleurs l'Article ne dit pas, que le Prevôt des Maréchaux pourra faire apporter les procédures criminelles, faites en d'autres Jurifdictions contre l'acufé, ni en évoquer le Procès. On avouë que cela ne feroit pas juste; il ne peut donc avoir éfet que pour les acufations, dont il n'y auroit eu ni plainte renduë, ni information faite: & comme il est rare, qu'un crime qualifié capital, demeure absolument fans poursuite, l'Article fera toujours inutile pour le bien de la Justice, & pourra néanmoins, en quelques rencontres, être une occasion de tendre des pièges à un misérable acufé, & une matière aux uns d'opreffion, & aux autres d'impunité.

A R T I C L E XXIV.

Aucune Sentence Prevôtale, préparatoire, interlocutoire, ou définitive, ne pourra être renduë qu'au nombre de fept Juges au moins, Officiers, ou Graduez, en cas qu'il ne ne se trouve au Siège nombre fuffifant de Juges. Seront tenus ceux qui y auront affifté, de figner la minute, à peine de nullité, & le Greffier de les en interpeler, à peine de cinq cens livres damende contre lui, & contre chacun des refusans.

A R T I C L E XXV.

Sera dressé deux minutes des Jugemens Prevotaux, qui feront signées par les Juges, dont l'une demeurera au Greffe du Siège, où le Procès aura été jugé & l'autre au Greffe de la Maréchauffée, à peine d'interdiction pour trois ans, contre le Prevôt, & de cinq cens livres d'amende. Défendons sous pareilles peines aux deux Greffiers, de prendre aucuns droits pour l'enregistrement & reception des deux minutes.

Lefture ayant éré faite de ces deux Articles, ils ont éré trouvez bons, à la réferve des peines ftatuées contre les Greffiers, lesquelles ont paru un peu fortes.

ARTICLE XXVI.

Si l'acusé est appliqué à la question , le Procès verbal de Torture se fera par le Rapporteur , en presence d'un Conseiller du Siege , & du Prevôt.

Lecture ayant été faite de cet Article ,

M. le P. Président a dit , qu'il étoit bon.

M. Talon a dit , qu'il seroit bon de décider , si l'acusé ayant nommé à la question quelques-uns de ses Complices , & le Juge les ayant fait arrêter prisonniers , il faudra attendre le Jugement de la Compétence , avant qu'il puissent être confrontez. Car si l'on ne met en ce rencontre quelque exception à la Regle generale , l'exécution de celui qui est condamné , ne pouvant être différée , la preuve s'évanouira , faute de pouvoir faire la confrontation sur le champ.

M. Puffort a reparti , que ces cas étant singuliers , ils ne sont pas du nombre de ceux que la Loi puisse prévoir.

ARTICLE XXVII

Les dépens adjugez par le Jugement Prevôtal , seront taxez par le Prevôt , en presence du Rapporteur ; qui ne pourra pretendre aucuns droits ; & s'il en est interjettré apel , le Juge qui aura rendu le Jugement , en connoîtra en dernier ressort.

Lecture faite de cet Article ,

M. le P. Président a dit , que le Juge qui a taxé des dépens , ne peut être Juge de l'apel de l'exécutoire ; mais qu'il faut que ce soit le Siège ; ainsi au lieu du mot de *Juge* , l'on doit employer dans l'Article le mot de *Siège*.

M. Puffort est demeuré d'accord de l'Observation.

ARTICLE XXVIII.

Enjoignons aux Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux , & Lieutenans-Criminels de Robe-Courte , d'observer ce qui est prescrit pour les Prevôts ; & au surplus des procedures , seront par eux nos Ordonnances observées.

Lecture faite de cet Article.

Il a été arrêté , qu'en cet endroit on pourroit mettre la reserve , en faveur du Lieutenant-Criminel de Robe-Courte du Prevôt de Paris.

DU MARDI DIXIÈME JUIN, 1670.

Messieurs les Commissaires du Roi, Et Messieurs les Députés du Parlement, présens, comme en la précédente Conference.

M. Pussort a dit, qu'il se trouve obligé de faire entendre à la Compagnie, que les Articles XX. & XXI. du Titre *de la Compétence des Juges*, concernans la Jurisdiction Ecclesiastique, qui furent examinés à la dernière Conference, n'ont point été arrêtés par le Roy; mais qu'ayant été proposés à Sa Majesté, elle juge à propos d'entendre sur cela les avis de Messieurs du Parlement, avant que d'y prendre une dernière résolution.





T I T R E I I I.

Des Plaintes, Dénonciations, & Acusations.

A R T I C L E I.



Les Plaintes pourront se faire par Requête, & auront date du jour seulement que le Juge, ou en son absence, le plus ancien Praticien du lieu, les aura reponduës.

I. Article de l'Ordonnance.

A R T I C L E I I.

Pourront aussi les plaintes être écrites par les Greffiers, en présence du Juge. Défendons aux Huissiers, Sergens, Archers, & Notaires, de les recevoir, à peine de nullité, & aux Juges de les leur adresser, à peine d'interdiction.

II. Article de l'Ordonnance.

Après la Lecture faite,

M. le P. Président a dit, qu'il y a plusieurs Articles dans ce Titre, auxquels on ne s'est point arrêté, & que l'on n'a point trouvé de difficulté dans le premier ni dans le second.

M. Talon a dit, que les Huissiers du Châtelet sont fondez en titre & possession de faire des Informations, lors qu'ils sont commis par les Juges. L'on commet aussi quelquefois par Arrêt, des Huissiers du Parlement, pour informer. Si l'on abolit cet usage, les Parties en souffriront; les frais du transport d'un Conseiller, ou d'un Commissaire du Châtelet, étant beaucoup plus grands que ceux d'un Huissier. Et bien qu'il y ait bien des abus dans les Commissions qui se donnent dans les Provinces, aux Sergens, Archers, & Notaires, le même inconvénient ne se rencontre pas à Paris; & les Commissaires du Châtelet étant exceptez de la Regle generale, il semble qu'il n'y ait pas beaucoup de péril d'en excepter aussi les Huissiers du Parlement & du Châtelet.

A R T I C L E I I I.

N'Entendons néanmoins rien innover dans la fonction des Commissaires de nôtre Châtelet de Paris, pour la

III. Article de l'Ordonnance.

reception des plaintes, qu'ils seront tenus de remettre au Greffe, ensemble toutes les Informations & procédures par eux faites, dans les vingt quatre heures, dont ils feront faire mention par le Greffier au bas de l'expédition, & si c'est avant ou après midi; à peine de cent livres d'amende, moitié vers Nous, & moitié vers la Partie qui s'en plaindra.

Lecture ayant été faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, qu'il remarque toujours, que les peines sont fréquentes dans cette Ordonnance.

M. Talon a dit, que ce n'est pas assez d'obliger les Commissaires du Châtelet, de remettre les Informations aux Greffes, dans les vingt-quatre heures; ils éluderont, comme ils ont fait jusqu'ici, l'exécution de l'Ordonnance, en continuant l'Information pendant plusieurs jours, & entendant un dernier témoin, le jour ou la veille qu'ils la voudront mettre au Greffe. Mais comme d'ailleurs, dans les affaires importantes, il est impossible qu'une Information soit toujours achevée dans vingt-quatre heures, le tempérament que l'on y pourroit apporter, seroit d'ordonner qu'en cas que l'Information ne pût être achevée le même jour qu'elle sera commencée, elle le sera, au plus tard, dans les trois jours, sauf à informer par addition, s'il y a de nouveaux témoins à entendre.

M. le Président le Coigneux a dit, qu'il peut y avoir encore une autre inconvenient, qui est, que lors que l'on voudra favoriser un accusé, & obtenir des défenses de la Cour, le Commissaire n'envoyera que deux ou trois dépositions les plus foibles, sur lesquelles la Cour acordera des défenses avec plus de facilité.

M. Talon a encor observé, que par tout les Commissaires Examineurs informent.

M. Puffort a reparti, qu'il croit que ce sont les Lieutenans-Criminels qui informent, & que les Commissaires Examineurs font les Enquêtes.

M. le P. Président a dit, que l'on ne peut trop presser les Commissaires de faire leur devoir: qu'il faut néanmoins leur donner un tems suffisant; mais qu'il seroit mieux de laisser les choses à l'arbitrage du Juge: étant difficile que la Loi puisse entrer dans un si grand détail.

A R T I C L E I V.

IV. Article de
l'Ordonnan-
ce.

Tous les feuillets des plaintes seront signez par le Juge & par le Complainant, s'il sçait ou peut signer, & sera fait mention expresse sur la minute & sur la grosse, de sa signature, ou de son refus: ce que nous voulons être observé par les Commissaires du Châtelet de Paris.

Lecture

Lecture ayant été faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit, que dans le Parlement on ne recevoit aucune plainte, qui ne soit signée d'un Procureur. Que le Procureur est le Maître de la cause, & qu'on ne peut pas rejeter une plainte, quand elle est signée d'un Procureur.

M. Pussort a dit, que l'Article ne les exclut pas. Que cela est bon dans sa proposition; mais que l'expression n'en est pas nécessaire.

M. le P. Président a dit, que si l'on n'en dit mot, on suposera l'exclusion, si la disposition au contraire n'y est expresse.

ARTICLE V.

Les Plaignans ne seront reputez Parties Civiles, s'ils ne le déclarent formellement, ou par plainte, ou par acte subséquent, qui se pourra faire en tout état de cause; dont ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures, & non après: & en cas de désistement, ne seront tenus des frais, faits depuis qu'il aura été signifié; sans préjudice néanmoins des dommages & intérêts des Parties.

V. Article de l'Ordonnance.

Après la Lecture de l'Article V.

M. le P. Président a dit, que l'Article est nouveau; mais qu'il paroît bon.

M. Talon a dit, qu'il semble qu'il est nécessaire que la signification du désistement soit faite non seulement à l'accusé, mais aussi au Greffier, pour en avertir le Juge & la Partie publique; autrement il est à craindre que le désistement étant inconnu, les crimes en demeurent impunis, les Juges se reposant sur la diligence de la Partie Civile, qu'ils ignorent avoir abandonné la poursuite.

Et sur ce qu'il a demandé, si les Parties qui se seront désistées, pourront prétendre des dommages & intérêts?

M. le P. Président a dit, qu'encore que depuis le désistement d'une Partie, on ne doit plus considérer ses intérêts, néanmoins lorsque le Parlement reconnoît que c'est l'impuissance qui les retient, il ne laisse pas d'en juger.

ARTICLE VI.

Nos Procureurs & ceux des Seigneurs, auront un Registre, pour recevoir & faire écrire les Dénonciations, qui seront circonstanciées, & signées par les Dénonciateurs,

VI. Article de l'Ordonnance.

Ordon. Crim.

H

sinon , à leur refus , elles seront écrites en leur présence par le Greffier , qui en fera mention.

Après la Lecture de cet Article ,

M. le P. Président a dit , que Messieurs les Procureurs Generaux , ni leurs Substituts , ne doivent point avoir de Greffiers.

M. Puffort a dit , que l'intention de l'Article est de faire signer les Dénonciations par les Dénonciateurs , & à leur refus , de les faire écrire par le Greffier du Siège ; pour prévenir les prises à Partie , & les désaveux.

M. le P. Président a dit , que ce sera divulguer le secret de la Dénonciation.

M. Talon a dit , que ces termes : *Sinon à leur refus* , ne conviennent pas. Celui qui fait une Dénonciation , ne doit jamais refuser de la signer ; s'il le refuse , elle ne doit pas être reçue & il n'en doit être dispensé , qu'au cas qu'il ne sache ni écrire ni signer.

M. le Procureur General a dit , que les Procureurs Generaux & leurs Substituts , en certains cas , sont tenus de nommer leurs Dénonciateurs , & même de prendre caution pour assurer les dommages & intérêts des Parties , en cas de calomnie.

M. Puffort a dit , que l'Article n'exclut pas de prendre par Messieurs les Procureurs Generaux , telles précautions qu'ils aviseront bon être. Qu'il est de leur fonction , d'examiner la qualité des Dénonciations & des Dénonciateurs : & que cela n'est pas de l'Ordonnance.

A R T I C L E VII.

*Cet Article
a été retrans-
ché.*

LEs Plaintes seront communiquées à nos Procureurs , & à ceux des Seigneurs , pour donner leurs Conclusions : ce qu'ils seront tenus de faire dans les vingt-quatre heures au plus tard , & sans frais.

Lecture faite de cet Article ,

M. le P. Président a dit , que l'usage est différent au Châtelet : On ne communique point les Plaintes au Procureur du Roi , parce qu'y en ayant chaque jour un grand nombre , cette communication pourroit retarder l'expédition. Que d'ailleurs , ils en ont communication par les informations ; mais qu'au Parlement , on ne reçoit aucune Plainte , sans qu'elle soit communiquée au Parquet , avant que d'informer ; parce qu'il y a moins d'affaires de cette qualité , qui soient portées directement au Parlement ; & qu'elles sont ordinairement plus importantes , & regardent des personnes plus considerables.

M. Talon a dit, que bien que les Procureurs du Roi, & ceux des Seigneurs, soient les véritables Parties pour la vengeance des crimes, & qu'il soit même de l'usage en quelques Sièges, de leur communiquer les Plaintes, avant que de permettre d'en informer, cette communication pourtant paroît assez inutile : elle ne rendra pas les Juges plus retenus à commencer un Procès Criminel, & retardera souvent le cours de la Justice. Et d'ailleurs, encore qu'on les oblige de bailler leurs Conclusions sans frais, il est à craindre que cette dernière partie de l'Article ne soit pas observée, & qu'eux ou leurs Clercs, n'en retirent des emolument.

M. Pussort a dit, que le motif de l'Article est, que les Procureurs du Roy sont les véritables Parties, en matière criminelle, & qu'il ne semble pas raisonnable, de commencer un Procès, sans leur participation. Que si c'est l'usage des Compagnies, il y a encore plus de raison de l'introduire dans les premiers Sièges ; & la raison principale y étant la considération de la multitude des affaires qui sont dans Paris, ne peut point empêcher la Regle ; y ayant des Substituts au Châtelet, à qui la communication en peut être donnée ; mais que le tout doit être fait sans frais.

ARTICLE VIII.

LEs Acusateurs & Dénonciateurs, qui se trouveront mal fondés, seront condamnés aux dépens, dommages & intérêts des acusez, & à plus grande peine ; s'il y échoit ; ce qui aura lieu à l'égard de ceux qui ne se seront rendus Parties, ou qui s'étans rendus Parties s'en seront desistés, si leurs Plaintes sont jugées calomnieuses.

VII. Article de l'Ordonnance.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE IX.

Si les Parties rendent respectivement leurs Plaintes, il sera informé d'Office, à la diligence de nôtre Procureur, ou de celui des Seigneurs, & ordonné sur l'Information, qui demeurera Acusateur ou Acusé. Défendons aux Juges, à peine d'interdiction, de permettre aux deux Parties d'informer respectivement, ni décreter contre l'une & l'autre.

Cet Article a été retranché.

Après la lecture de l'Article IX.

M. le P. Président a dit, que les Informations respectives & celles d'Office, engageront souvent les Parties plus avant qu'elles ne voudront, &

les empêcheront de s'accommoder dans les affaires legeres ; & qu'il arrivera, que nonobstant leur accommodement , le Substitut du Procureur General, ou même des Procureurs Fiscaux , en de petits Sièges , ne laisseront pas de continuer des poursuites dans des affaires qui ne le méritent pas , malgré les Parties qui se seront acordées.

M. Pussort a réparti , que faisant signifier un acommodement , on y déferera, s'il s'agit de peu , & que si le cas est grave , le Procureur du Roy continuera ses poursuites.

M. Talon a dit , qu'il seroit à souhaiter que la dernière partie de cet Article pût être observée ; mais que la pratique en est difficile , particulièrement au Châtelet de Paris , où les Plaintes étant portées à differens Commissaires , il est impossible , qu'il n'y ait tous les jours des informations respectives. Mais il est de la prudence du Juge , lorsque ces Informations lui sont portées , de n'en décréter qu'une , & de joindre l'autre.

La défense qui est faite au Juge, de donner permission aux deux Parties, d'informer , peut être aussi d'une tres périlleuse conséquence. Celui qui a été le plus maltraité , n'est pas toujours le plus diligent à se plaindre ; au contraire la grandeur de ses blessures , & le peril de sa vie , font qu'il songe plus au salut de sa personne , qu'à poursuivre la vengeance de l'injure qu'il a reçûe. Si donc le Coupable se plaint le premier , & fait informer , est-il juste que sa diligence , lie de telle sorte les mains aux Juges, qu'il ne puisse faire Justice , ni informer à la Requête de celui qui a été véritablement offensé.

Cependant , si l'Article demeure aux termes qu'il est conçu , il n'y aura point de Juge , qui dans la crainte d'être interdit , ose permettre à celui qui aura été maltraité , ou assassiné , d'informer , quand une fois il aura été informé à la Requête de celui qui aura commis l'insulte ; & l'expérience justifie , que ces inconvéniens arrivent tres-fréquemment ; de sorte qu'établissant la Regle generale sans exception , elle pourroit produire de tres-mauvais étets.

Quand les Plaintes des deux Parties sont portées aux Juges avant qu'il ait informé , il n'y a point d'inconvénient de faire une information d'Office ; mais non pas à la diligence , soit des Procureurs du Roi ou des Procureurs Fiscaux , lesquels par là devenant Maître de la nomination des témoins , pourroient en abuser , à l'oppression de l'une des Parties ; au lieu que laissant la liberté à ceux qui ont donné des Plaintes de produire des témoins aux Juges , l'on jugera ensuite par le mérite , & les circonstances du fait , qui doit demeurer Accusateur ou Accusé.

M. Pussort a dit , qu'il en falloit parler au Roi.

A R T I C L E X.

VIII. Article
de l'Ordon-
nance.

S'il n'y a point de Parties civiles , les Procés seront poursuivis à la diligence , & sous le nom de nos Procureurs , ou des Procureurs des Justices Seigneuriales.

Lecture ayant été faite,

M. le P. Président a dit , que l'Article étoit bon.

M. Talon a observé , que cet Article sembloit trop general , & que les Procureurs du Roi , non plus que les Procureurs Fiscaux , ne doivent pas poursuivre indifféremment toutes sortes d'affaires criminelles , quand les Parties se desistent ; mais seulement celles qui sont graves & importantes , & dans lesquelles le public est offensé.





T I T R E I V.

Des Procès Verbaux des Juges.

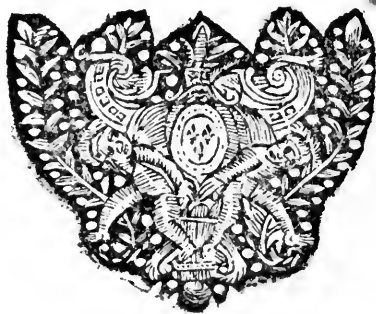
A R T I C L E I.

L Es Juges dresseront sur le champ, & sans déplacer, Procès verbal de l'état auquel seront trouvées les Personnes blessées, ou le corps mort; ensemble du lieu où le délit aura été commis, & de tout ce qui peut servir pour la décharge ou conviction.

A R T I C L E II.

L Es Procès verbaux seront remis au Greffe dans les vingt-quatre heures, ensemble les armes, meubles & hardes, qui pourront servir à la preuve, & feront ensuite partie des Pièces du Procès.

Les deux Articles dont ce Titre est composé, ont été trouvez bons.





T I T R E V.

Des Raports des Medecins.

A R T I C L E I.



Es Personnes blessées pourront se faire visiter par Medecins & Chirurgiens, dont le Rapport sera joint au Procès : ce qui aura lieu pour ceux qui agiront pour les Morts.

A R T I C L E II.

Pourront néanmoins les Juges ordonner une seconde Visite par Medecins ou Chirurgiens nommez d'Office, lesquels prêteront le serment, dont sera expedie Acte, & après leur Visite en dresseront & signeront sur le champ leur Rapport, pour être mis au Greffe & joint au Procès, sans qu'il puisse être dressé aucun Procès Verbal, à peine de cent livres d'amende contre le Juge, envers la Partie.

Sur les deux Articles dont ce Titre est composé,

M. le Premier Président a dit, que le terme de *Morts*, inseré à la fin du premier, peut être changé en ceux de *Personnes décédées*.

Que sur le surplus on pouvoit observer, qu'au Châtelet il y avoit deux sortes de Visites qui se pouvoient faire ; l'une, de l'Ordonnance de Justice, pour laquelle on commet toujours l'un des Maîtres Chirurgiens du Châtelet, qui sont Officiers établis à cet effet : l'autre Visite se fait sans Ordonnance de Justice ; & en celle-là les Complaignans peuvent se servir de tels Chirurgiens qu'ils veulent, pour se faire visiter, pourvu que ce Chirurgien soit Maître à Paris ; & que pour cet effet tous les Maîtres Chirurgiens de Paris prêtent serment au Châtelet, & sont appelez *Chirurgiens Jurez*. Qu'ainsi, à l'égard du Châtelet, l'Article peut être bon ; parceque tous ces Chirurgiens ne prêtent pas de nouveaux sermens à chaque Visite qu'ils font ; mais qu'ailleurs il seroit de dangereuse consequence de laisser aux Parties le choix des Medecins & Chirurgiens ; Ce Rapport étant une pièce tres-considerable du Procès criminel ; qu'ainsi l'Article est

bon en partie ; mais qu'il faut que hors Paris , tous les Rapports soient faits de l'Ordonnance du Juge.

M. Puffort a dit, que l'on n'avoit point considéré l'usage de Paris, mais la nécessité qu'il y avoit de faire visiter, même souvent avant que l'on pût avoir l'Ordonnance du Juge. Mais qu'en tout cas , l'Article qui suit y a pourvû : laissant à la liberté du Juge, d'ordonner, s'il y échoit une seconde Visite, la première étant de nécessité, & celle-ci de justice.

Qu'au surplus M. Valot , premier Medecin du Roi , prétend avoir droit de nommer des Medecins & Chirurgiens , par toute la France , pour faire des Visites. Qu'il est fondé en Declaration registrée en l'année 1599. Que l'usage y est , suivant lequel on seroit dans les Provinces en même condition qu'au Châtelet. Qu'ayant été parlé de ce privilege , devant le Roi, l'on ne s'y étoit pas arrêté. Que M. Valot en faisoit instance. Que c'étoit à la Compagnie , à dire ce qu'elle jugeroit être nécessaire d'en rapporter au Roi.

M. le Président le Coigneux a dit, qu'il voyoit des Rapports de ces Chirurgiens à la Tournelle.

M. Talon a dit , que l'usage a toujours été , que les Chirurgiens ont affirmé leurs Rapports en Justice , qu'il peut y avoir de l'inconvénient d'en user autrement ; parceque l'on pourra supposer la signature d'un Chirurgien , qui ne sera pas connu par le Juge. A Paris les Maîtres Chirurgiens sont dispensés d'affirmer leurs Rapports , parceque lors de leur reception ils prêtent le serment devant le Lieutenant-Criminel. Que les derniers mots de cet Article , sont impropres ; Car bien qu'il soit juste de permettre aux Parens & aux heritiers d'un Homme decédé , de visiter & faire faire un Rapport de blessures qui ont causé la mort , ces termes : *Ce qui aura lieu pour ceux qui agiront pour les Morts* , doivent être réformez , ne pouvant pas convenir au stile d'une Ordonnance. Qu'à l'égard des Medecins & Chirurgiens nommez par le premier Medecin du Roi , il ne leur falloit pas donner une faculté exclusive des autres Chirurgiens.

M. le P. Président a dit , que les Chirurgiens affirment leur Rapport véritable , & le cachètent ; & que lors que le premier Medecin en nomme, on les reçoit, mais sans exclusion des autres ; & qu'il seroit de grande consequence, de n'admettre par toute la France, aucun Rapport en Justice, que des Chirurgiens commis par le premier Medecin du Roi. Que cela seroit contraire à l'usage , & que le Parlement n'a jamais reconnu ce Privilege.

M. Puffort a reparti , que cette concession seroit inutile , sans exclusion , qu'au surplus , on peut ajouter : *En affirmans*.





T I T R E VI.

Des Informations.

A R T I C L E I.

Es témoins seront administrés par nos Procureurs ou ceux des Seigneurs, comme aussi par les Parties Civiles. *Les Articles de ce Titre sont dans le même ordre, en l'Ordonnance.*

Lecture ayant été faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, qu'il faut prendre garde que l'accusé ne suppose des Exploits donnez à des témoins apostez; comme étant assignez à la Requête de la Partie civile, ou du Procureur du Roi. Que pour prévenir cet inconvenient, il en faudroit donner la liste au Juge, ou que les Parties signassent l'Exploit.

M. Pussort a dit, que cette liste n'est pas d'Ordonnance.

A R T I C L E II.

Les Enfans de l'un & de l'autre Sexe, quoiqu'au dessous de l'âge de puberté, pourront être reçus à déposer; sauf, en jugeant, d'avoir par les Juges tel égard que de raison, à la nécessité & solidité de leur témoignage.

Après la Lecture de cet Article,

M. le P. Président a dit, que le mot de *solidité*, quoique significatif, ne semble pas en ce sens, un mot usité dans l'Ordonnance.

M. Pussort a dit, qu'il ne s'en trouvoit point d'autre.

M. le P. Président a ajouté, que l'intention de l'Article seroit suffisamment expliqué, par ces termes : *pour avoir par les Juges tel égard que de raison, à leur témoignage.*

M. Talon a dit, que bien que cet Article soit conforme à l'usage, néanmoins, comme il ne regarde pas la procédure, il semble qu'on pourroit la retrancher. Qu'il y a en Droit un Titre tout entier, *Des Témoins*, dans lequel on examine, qui sont ceux qui peuvent être reçus à rendre témoignage, tant en matière Civile que Criminelle : si les Domestiques, les Parens, de l'Accusateur, ou de l'accusé, sont reçus à déposer. Qu'il ne sembloit pas

Ordonn. Crim.

y avoir de raison de détacher de toutes ces questions , de celle de la validité du témoignage d'un impubere. Pour faire même sur ce sujet une décision solide, qu'il faudroit donc déterminer précisément le tems de la puberté; même faire différence entre les enfans & les impuberes.

ARTICLE III.

Toutes personnes assignées pour être ouïes en témoignage, recolées & confrontées, seront tenues de comparoir, pour satisfaire aux assignations; & pourront y être les Séculiers contraints par amende sur le premier défaut, & par emprisonnement de leurs personnes en cas de contumace. Enjoignons aux Supérieurs Réguliers, d'y faire comparoir leurs Religieux, à peine de saisie de leur temporel, & de suspension des Privileges à eux par Nous acordez.

Après la Lecture de l'Article III.

M. Talon a dit, qu'il faut faire trois Classes dans cet Article. Que le terme de *seculier*, n'est pas propre à l'endroit où il est mis; il est bien plus convenable de dire, que les personnes Laïques seront, sur le premier défaut, contraintes par amende, à déposer; qu'ils pourront être emprisonnez en cas de contumace. Qu'à l'égard des Ecclesiastiques, l'on décernera aussi des amendes contr'eux, au payement desquelles ils seront contraints par saisie, & que les Supérieurs réguliers, seront tenus de faire comparoir leurs Religieux, sous les peines portées par l'Article.

M. Puffort a dit, que la distinction étoit bonne.

ARTICLE IV.

Les témoins avant qu'être ouï, feront aparoir de l'exploit qui leur aura été donné pour déposer, dont sera fait mention dans leurs Dépôts: pourront néanmoins les Juges, entendre les témoins d'Office, & sans assignation, en cas de flagrant délit.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE V.

Les témoins prêteront serment, & seront enquis de leur nom, surnom, âge, qualité, demeure, & s'ils sont serviteurs,

ou domestiques des Parties , & en quel degré ; & du tout sera fait mention , à peine de nullité de la Déposition, & des dépens , dommages & interets des Parties, contre le Juge.

Après la Lecture de cet Article ,

M. le P. Président a dit , que si l'on veut entrer dans ce détail , il faut y ajouter : *Créanciers & Débiteurs.*

ARTICLE VI.

Les Juges , même ceux de nos Cours , ne pourront commettre leurs Clerks , ou autres personnes , pour écrire les Informations qu'ils feront dedans ou dehors leurs Sièges, s'il y a un Greffier , ou un Commis à l'exercice du Greffe ; si ce n'est qu'ils fussent absens , malades , ou qu'ils eussent quelque autre légitime empeschement.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a observé , qu'au Parlement on a déclaré des Informations nulles , pour n'avoir été reçûes par un Greffier , ou par un Commis du Greffe ; mais seulement par un Clerc d'un Conseiller qui étoit en Commission ; parceque les Commis du Greffe Criminel sont établis pour cela , & sont personnes connûes , & ont serment en Justice.

M. Puffort a dit , que l'usage au Grand Conseil est contraire , & que les affaires y sont assez fréquentes.

ARTICLE VII.

Pourront néanmoins ceux qui executeront des Commissions émanées de Nous, commettre telles personnes qu'ils aviseront , auxquelles il feront prêter le serment.

Lecture faite de l'Article VII.

M. le P. Président a dit , que les Commissions données par le Parlement , sont censées Commissions du Roi.

M. Talon a dit , que pour mieux s'expliquer on pourroit mettre : *Commission du Grand Secan.*

A R T I C L E VIII.

Déffendons l'usage des Ajoins dans les Informations, sinon és cas portez par l'Edit de Nantes.

A R T I C L E IX.

La déposition sera écrite par le Greffier, en présence du Juge, & signée par lui, par le Greffier, & par le témoin, s'il sçait ou peut signer; sinon en sera fait mention, & chaque page sera signée & cottée par le Juge, à peine de tous dépens, dommages & interests.

A R T I C L E X.

La déposition de chacun témoin sera redigée à charge ou à décharge.

A R T I C L E XI.

Les témoins seront ouïs secrettement & separément, & signeront leur déposition, après que lecture leur aura été faite, & qu'ils auront déclaré qu'ils y persistent: dont mention sera faite par le Greffier, sous les mêmes peines portées par l'Article V. ci dessus.

A R T I C L E XII.

Aucune interligne ne pourra estre faite, & sera tenu le Greffier faire approuver les ratures, & signer les renvois, par le témoin & par le Juge sous les mêmes peines.

Il n'a rien été proposé contre ces Articles,

A R T I C L E XIII.

La taxe pour les frais & salaires du témoin, sera faite par le Juge, & payée par les mains du Greffier. Défendons à nos Procureurs, & à ceux des Seigneurs & aux Parties, de donner aucune chose au témoin, s'il n'est ordonné par le Juge, à peine de nullité de la Déposition, laquelle en ce cas pourra être rejetée.

Après la Lecture de cet Article ;

M. le P. Président a dit, que cet Article est de conséquence : qu'il porte, *à peine de nullité* ; & cependant on ne pourra empêcher qu'il n'y ait de fréquentes contraventions. Que les témoins sont quelquefois éloignez , & si les Parties ne prennent soin de les faire venir , & de payer la dépense de leur voyage , ils négligeront de se trouver aux assignations. Les Greffiers par les mains desquels on ordonne que les taxes seront payées , ne prendront pas toutes les précautions qui seront nécessaires ; ils pourront même abuser , & n'être pas fidelles sur la distribution des deniers , & s'approprier ce qu'il y aura de plus. Jusqu'ici l'on s'est bien trouvé de l'usage de charger les Parties , de faire elles-mêmes les frais , & que cela pourra arrêter le cours des affaires.

M. Puffort a dit, que le reproche le plus ordinaire que l'on propose contre un témoin , est , qu'il a reçu de l'argent ; cela laisse toujours quelque impression dans l'esprit des Juges , & qu'il est bon de l'empêcher.

M. Talon a dit , que l'exécution de cet Article est difficile , & peut produire de très-grands inconvénients. Il est à craindre que le Greffier ne rende pas un compte fidelle , des derniers dépôts entre ses mains , & qu'il ne les applique plutôt pour ses salaires , que pour le paiement des témoins. Quand d'ailleurs les témoins viennent de loin pour déposer , qu'elle apparence qu'ils se mettent en chemin , si l'on ne leur avance de l'argent pour les frais du Voyage ? Ne peut-il pas aussi arriver , qu'une Partie qui aura secrètement transigé , ou un Procureur du Roi qui voudra favoriser un accusé , donnera manuellement quelque argent aux principaux témoins , pour rendre leurs dépositions caduques.

L'inconvénient que l'on propose , que *le plus fréquent reproche que l'on donne contre les témoins , est , qu'ils ont été corrompus , & ont reçu de l'argent pour déposer ; & lors qu'à la confrontation , ils avoient avoir reçu de l'argent , quoiqu'ils disent que c'est pour les frais du Voyage , cela ne laisse pas de laisser quelque soupçon dans l'esprit des Juges* : est une objection d'autant moins considérable , que le reproche ne donne jamais atteinte à la déposition d'un témoin ; & il faudroit , pour le rendre valable ; qu'il avoient avoir reçu de l'argent pour déposer faux , ou que l'excez de la somme fût une preuve évidente de la corruption ; au lieu que si l'Article demeure comme il est conçu , quelque petite somme que le témoin ait reçue , la déposition doit être rejetée ; & quand l'accusé en articulera le fait , l'on ne pourra pas lui refuser la liberté d'en faire preuve.

M. le P. Président a ajouté , que la peine de nullité lui paroît dangereuse ; car un accusé ne manquera jamais de mettre en fait , que le témoin aura reçu de l'argent de la Partie civile ; qu'il est bien difficile qu'elle ne donne toujours quelque argent aux témoins , pour leur subsistance , & pour les frais de leur Voyage , sans les obliger de passer par les mains d'un Greffier , qui bien souvent reçoit plus volontiers , qu'il ne s'en défait.

Que cet Article retarderoit l'instruction des Procès criminels , & en augmenteroit les frais ; car on feroit souvent configner , plus qu'il ne feroit nécessaire. Il pourra même arriver , que le Procureur du Roi aura avancé quelque argent dans une occasion pressante , par un bon zèle , ou peut être même à dessein de gêner la procédure , & qu'il feroit contre le bien de la Justice , que cela produisît la nullité de la déposition.

M. Puffort a dit , que l'Article pourvoit à tout , en ce qu'il porte : *S'il n'est autrement ordonné par le Juge.*

A R T I C L E XIV.

Les Depositions qui auront été déclarées nulles , par défaut de formalité , pourront être réitérées , s'il est ainsi ordonné par le Juge.

A R T I C L E XV.

Deffendons aux greffiers de communiquer les Informations & autres Pièces secrètes du procès , ni de se dessaisir des minutes , sinon es mains de nos Procureurs , ou de ceux des Seigneurs , qui s'en chargeront sur le Registre , & marqueront le jour & l'heure , pour les remettre dans les vingt-quatre heures , à peine d'interdiction contre le greffier , & de cent livres d'amende , moitié vers Nous , & moitié vers la Partie.

Après la lecture de l'Article ,

M. le P. Président a dit , que le tems de vingt-quatre heures , étoit trop court , & qu'il est impossible d'exécuter l'Article dans Paris , en si peu de tems.

M. Puffort a dit , que cet Article étoit de conséquence , qu'il remedieroit à beaucoup d'inconveniens ; mais que pour en rendre l'exécution plus facile , il croyoit que l'on pourroit changer le terme de vingt-quatre heures , en celui de trois jours.

A R T I C L E XVI.

Pourront aussi les Rapporteurs retirer les minutes , pour s'en servir dans la visite du Procès , & seront tenus les remettre dans les vingt-quatre heures après le Jugement , sous les mêmes peines.

Lecture faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, qu'il ne sçauroit assés répéter, que les peines sont trop fréquentes.

ARTICLE XVII.

Les greffiers commis par les Officiers de nos Cours, seront tenus remettre leurs minutes es Cours qui les auront commis, dans trois jours après la procédure achevée, si elle s'est faite au lieu de la Jurisdiction, ou dans les dix lieues, & sera le délai augmenté d'un jour, pour la distance de chaque dix lieues, à peine de 400. l. d'amende, moitié vers Nous, & moitié vers la Partie, & de tous dépens, dommages & interests; ce qui sera executé par le greffier commis, quoiqu'il n'eût encor reçu ses salaires, dont en ce cas lui sera délivré executoire par le greffier ordinaire, suivant la taxe du Commissaire, qui n'en pourra pretendre aucuns frais.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE XVIII.

Enjoignons aux Greffiers, Gardes-facs de nos Cours de Parlement, Grand Conseil, & Cour des Aides, de tenir un Registre particulier, relié & chiffré, contenant au premier feuillet le nombre de ceux dont il sera rempli: ce qui aura lieu aux Bailliages & Sièges Présidiaux, Senechaussées, Marechaussées, Prévôtez, & en toutes les autres Justices Royales & Seigneuriales, dont le Registre sera paraphé en tous les feuillets, par le Juge Criminel, pour y être par les Greffiers, tant de nos Cours que des autres, enregistrées toutes les procédures qui seront faites ou apportées, & leur dater; ensemble le nom & la qualité du Juge & de la partie, de suite & sans aucun blanc: pour raison de quoi le Greffier ne pourra prendre aucuns droits ni frais; & seront tenus se charger & decharger sur le Registre, les Officiers qui doivent prendre communication des pièces.

Lecture ayant été faite de cet Article,

M. le P. Président a dit, que cet Article ôte les droits aux Greffiers,

qu'ils ont acoûtumé de recevoir ; qu'il faut bien prendre garde, qu'en pensant retrancher les frais, on n'éloigne pas l'expédition des affaires ; & qu'en retranchant à ces Officiers, ce qu'ils ont reçu légitimement jusqu'ici, ils ne se portent à chercher des émolumens dans leurs Charges, par d'autres voyes moins legitimes.

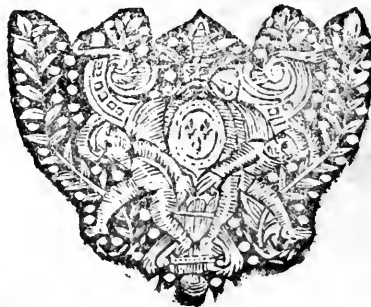
ARTICLE XIX.

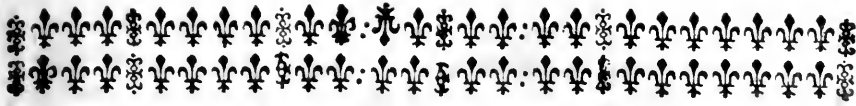
Les Greffiers des Prevôtez & Chatellenies Royales, & ceux des Seigneurs, seront tenus d'envoyer par chacun an, aux mois de Juin & de Decembre, au Greffe du Bailliage & Senechaussée, où ressortissent leurs appellations immédiatement, un extrait de leur Registre Criminel, dont leur sera baillé decharge sans frais, & ceux des Bailliages, Senechaussées, & Marechaussées, seront tenus au commencement de chacune année, d'envoyer à nôtre Procureur général, chacun dans son ressort, un extrait de leur dépôt.

Après la lecture de cet Article,

M. Talon a dit, qu'outre le contenu en l'Article, il seroit bon d'obliger les Greffiers d'envoyer l'état des Lettres de Remission, Abolition, & autres Lettres de Grace, avec les Procédures & Sentences d'enterinement.

M. Puffort a dit, que l'observation lui paroissoit bonne ; & qu'il s'est vu des Lettres présentées & enterinées en deux heures, sans que les Acusez se soient mis en état.





T I T R E V I I.

Des Monitoires.

A R T I C L E I.

Tous Juges Ecclesiastiques, & ceux des Seigneurs, pour-
ront permettre d'obtenir Monitoires, encore qu'il n'y ait
aucun commencement de preuves, ni refus de déposer par les
témoins.

I. Article de
l'Ordonnan-
ce.

Lecture faite du premier Article,

M. le P. Président a dit, que l'on ne commence pas l'instruction d'un Procès, par un Monitoire : qu'il faut premièrement permettre d'informer, & ensuite de faire publier Monitoire.

M. Puffort a dit, que la permission de faire publier Monitoire, est un moyen pour parvenir à l'Information; & en effet les Ordonnances qui sont décernées par les Juges, portent permission d'informer, & à cet effet de faire publier Monitoire : & qu'il y a bien des cas, dans lesquels on ne peut avoir aucune preuve, sans l'application du Monitoire.

A R T I C L E II.

Enjoignons aux Officiaux, à peine de saisie de leur tempo-
rel, d'accorder le Monitoire, que le Juge aura permis d'ob-
tenir, qui pourra, en ce cas, renvoyer les Parties à l'Official
plus prochain.

II. Article de
l'Ordonnan-
ce.

Après la Lecture de cet Article,

M. le P. Président a dit, que la fin de ce second Article, fait le troisième entier, & que c'est une répétition inutile.

Qu'il croit, qu'il faut retrancher l'un & l'autre, & mettre ce qui est au commencement du second Article; *de contraindre les Officiaux par saisie de leur temporel, d'accorder les Monitoires. Que cette saisie du temporel, est du Droit & de l'Usage commun.*

Mais qu'en ce cas on ne peut renvoyer à un autre Official, parce que cet Official plus prochain, ne pourroit pas faire ce qui lui seroit enjoint. Qu'il n'y a point de défaut plus grand que celui de pouvoir, & que le Juge Laïc ne peut pas donner ce pouvoir, qui va à l'Excommunication, à un

Ordon. Crim.

K

Official étranger , pour l'exercer hors de son Diocèse. Que , par exemple, il ne peut pas faire que l'Official d'Orleans soit l'Official de Chartres.

Que le Juge Laïc peut bien obliger l'Evêque par les voyes ordinaires, d'exercer le Droit qu'il a dans son Diocèse , soit pour l'Excommunication, soit pour autre chose ; mais qu'il ne peut pas lui donner un Droit que l'Evêque n'a pas reçu de l'Eglise & de l'autorité des Canons , en faisant qu'il étende sa Jurisdiction hors l'étendue de son Diocèse.

Que l'Official représente l'Evêque : qu'il exerce la Jurisdiction Episcopale , qui étoit exercée autrefois par les Evêques mêmes : & pour parler selon les termes Canoniques, *habet mandatum Episcopi Jurisdictionem , vice mandantis omnia peragit.*

Qu'il agit en cela comme l'Evêque même ; C'est pourquoi il n'y a point d'apel de l'Official à l'Evêque, & c'est la difference, que l'un & autre Droit établit entre le Juge délégué, *Et cum cui mandata est jurisdictio* ; parce qu'on peut toujours appeler , à *delegato ad delegatum* ; mais qu'il n'y a jamais d'apel de celui à qui la Jurisdiction est donnée : *cui mandata est jurisdictio* , à celui duquel il exerce la Jurisdiction.

Que comme les Ordonnances des Juges ne peuvent pas faire, que l'Evêque de Chartres soit Evêque d'Orleans , elles peuvent encore moins faire que l'Official de Chartres soit Official dans l'Evêché d'Orleans , & qu'il y fasse publier des Monitoires.

Car un Evêque , ne laisse pas d'avoir le caractère d'Evêque hors de son Diocèse : Il est toujours considéré comme un Evêque de l'Eglise en general, quoiqu'il n'ait les fonctions Episcopales , *sui ordinis executionem* , pour parler selon les termes Ecclesiastiques, que dans l'étendue de son Diocèse, excepté quelques cas où les Canons en disposent autrement : comme lors qu'il sont Canoniquement assembles.

Mais un Official , qui decerne un Monitoire hors du Diocèse de son Evêque , est une personne privée , il n'est point Official , & ce Monitoire non seulement est inutile & ne lie point ; mais encore il est contre l'ordre prescrit par les Canons & par la Discipline de l'Eglise.

On ne peut même , en cas de refus d'un Evêque, de décerner le Monitoire, renvoyer les Parties devant le Métropolitain , absolument parlant ; mais seulement pour s'y pourvoir par la voye d'apel ; parceque le Métropolitain n'a point d'autorité dans le Diocèse de ses Suffragans , si ce n'est qu'il y ait un apel interjetté devant lui.

Qu'il sçavoit bien que les Canons donnent aussi l'autorité, en quelque cas , au Métropolitain , dans le Diocèse de ses Suffragans ; mais que celui dont on parloit n'y étoit pas compris ; qu'ainsi il croyoit , que l'on devoit s'arrêter à la première Partie de cet Article , qui concerne la saisie du temporel , & rayer ce qui parle du renvoi à l'Official plus prochain.

M. Pussort a dit, que l'on propose deux moyens pour obliger un Official de lécerner un Monitoire : l'un , par saisie du temporel , & l'autre est , de s'adresser à l'Official plus prochain. On a crû que c'étoit l'usage du Parlement : cela est si véritable, que l'ors qu'un Evêque refusoit de lever une

Excommunication , on pouvoit à son refus s'adresser au plus prochain ; & c'est ce qui s'est observé , lorsqu'il a été question de lever l'Interdit prononcé par Monsieur l'Evêque de Mirepoix , contre son Chapitre. Il lui fut enjoint de lever l'Excommunication , à peine de saisie de son temporel , à quoi n'ayant point satisfait , ses revenus saisis furent distribuez aux pauvres : & ayant persisté dans son refus , le plus prochain Evêque fut commis pour lever l'Interdit. De sorte que si l'on a jugé , qu'un Interdit prononcé par un Evêque , pouvoit être levé par le plus prochain ; Il semble que la raison est égale pour le prononcer.

M. le P. Président a répliqué , qu'encore que l'objection paroisse forte , il n'est pas néanmoins difficile d'y satisfaire ; Car quoiqu'il semble qu'on puisse inferer , qu'il est possible de renvoyer à un Evêque voisin , pour décerner des Monitoires , & prononcer de Excommunications , de ce qu'on y renvoie quelquefois pour les lever , l'on peut néanmoins remarquer ce que Cujas a souvent observé , qu'en Droit les argumens qui se tirent des contraires, sont sujets à erreur, bien qu'en d'autres sciences ils soient véritables, parce que l'usage, la conséquence des choses, & la nécessité en disposoient autrement. Que quoique les effets de la Loi semblent indivisibles, elle permet , elle défend , elle absout , elle peut aussi condamner ; & qu'en general il en soit de même du pouvoir des Juges Laïcs & Ecclesiastiques, néanmoins il y a une grande différence entre le pouvoir d'Excommunier & le pouvoir d'absoudre de l'Excommunication ; parce que l'Eglise est une bonne Mere , qui ne rejette ses Enfans hors de son sein qu'avec beaucoup de peine : Elle employe à cette action facheuse , beaucoup de formes , elle n'en confie le pouvoir qu'à ses principaux Ministres , & à chacun dans son détroit seulement ; mais quand il s'agit de recevoir ses Enfans qui reviennent à elle , elle leur aplanit le chemin , & rend les bras de tous côtez pour les recevoir. C'est pourquoi , bien qu'elle désire qu'on garde autant qu'il est possible , les Regles qui sont nécessaires pour empêcher la confusion , & pour conserver l'autorité des Evêques , néanmoins en cas de nécessité , elle donne au moindre Prêtre le pouvoir d'absoudre de l'Excommunication , que le propre Evêque , le Pape même , & tous les Conciles ensemble , auroient fulminée ; Parce qu'elle ne veut pas , que les consciences soient gênées par les scrupules , & qu'elle veut conserver la paix & le repos d'esprit , à ceux qui ont recours à elle, *in pace vocavit nos Dominus*. C'est pourquoi elle ne permet pas , qu'une personne qui craint l'Excommunication , & qui est en doute si elle est valable ; soit hors de pouvoir d'obtenir son Absolution ; & c'est en cela qu'elle admet les Absolutions *ad cautelam* , quoique la pratique de la Cour de Rome les ait aussi mises en usage , pour d'autres sujets.

Mais lors qu'on plaide contre son Evêque , & qu'on ne peut s'adresser à lui , sans blesser son Droit , comme dans la cause de Mirepoix , que lui Premier Président étant Maître des Requêtes , avoit eu l'honneur de rapporter devant Monsieur le Chancelier ; les Parlemens , en ce cas , interposent l'autorité que le Roi leur a commise , pour maintenir ses Sujets en

repos, & pour faire que les Evêques voisins appliquent le remède des Absolutions *ad cautelam*, qui d'ailleurs est dans la pratique ordinaire de l'Eglise.

Quand on ordonne ces Absolutions *ad cautelam*, on préjuge que l'Excommunication n'est pas valable, qu'il n'y a pas eu sujet de l'interposer; & il suffit d'en douter, pour obtenir cette sorte d'Absolution, comme il est dit au chap. *Venerabili : Extr. de Sententiis Excommunic.*

M. Puffort a réparti, que dans l'affaire de Mirepoix, il ne s'agissoit pas simplement de donner une Absolution *ad cautelam*; mais encore, de lever l'Interdit qui avoit été prononcé contre le Chapitre, & qui avoit duré pendant treize années. Qu'il étoit besoin pour cela, d'une plus grande autorité, que pour lever une simple Excommunication, & pour décerner un Monitoire.

Mais l'expédient que l'on pourroit prendre, seroit d'avoir recours au Métropolitain, auquel, comme au Supérieur par le refus du Diocésain & par droit de Devolution, son Autorité se trouve transmise; & c'est sur ce fondement, que lorsque l'Ordinaire refuse des provisions ou le *visa*, on s'adresse au Métropolitain, qui les accorde sans difficulté, si le refus n'est pas jugé juste.

M. le P. Président a repris, qu'un Interdit general étant à la vérité d'une conséquence bien plus grande, qu'une simple Excommunication, que néanmoins les Officiers du Roi, & sur tout les Parlemens, avoient plus de droit d'obliger les Evêques à le lever qu'une simple Excommunication; parceque ces Interdits generaux sont contraires à l'esprit de l'Eglise, & repugnent à la parole de Dieu même, qui ne veut pas que l'innocent patisse pour le coupable, & desire au contraire de sauver les coupables, quand il se rencontre quelque innocent parmi eux. Qu'on sçait ce que saint Augustin en a dit, & que nous les avons toujours regardés comme des choses opposées aux libertez de l'Eglise Gallicane, que le Roi, comme Conservateur des anciens Canons & de la pureté de la Discipline Ecclesiastique, ne les pouvoit pas souffrir.

Qu'il y a encore une autre raison plus forte, qui oblige les Parlemens d'interposer l'autorité Royale, pour les empêcher: c'est que ces Interdits sont capables de troubler la police & la tranquillité de l'Etat.

Or comme l'Eglise est dans l'Etat, & qu'elle en fait Partie, elle ne doit rien faire qui puisse altérer son repos, & nuire aux Sujets du Roi; c'est pourquoi ces sortes d'Excommunications generales ne doivent être prononcées qu'avec une extrême retenue, & beaucoup de difficultez, & qu'au contraire, elles doivent être levées avec grande facilité.

Qu'il est toujours de l'inspection des principaux Officiers du Roi, de ne point souffrir l'usage de ces Interdits, & de pourvoir qu'ils soient levez aussi-tôt qu'ils ont été fulminez; C'est pourquoi ces exemples ayant de puissantes raisons qui leur sont particulières, ils ne peuvent être tirez à conséquence, pour obliger un Officier d'exercer sa Charge, & de décerner des Monitoires en un lieu, où il n'est point Official & où il n'a aucun pouvoir.

M. Talon a dit, qu'il faudroit comprendre dans cet Article, les Evêques qui se sont réservés le pouvoir de donner des Monitoires, & ne l'ont pas communiqué à leurs Officiaux. Si un Evêque ou un Official refusent un Monitoire, l'on ne peut pas, sans troubler l'ordre de la Hierarchie Ecclesiastique, renvoyer à un Evêque voisin : le renvoi doit être fait au Supérieur ; & bien que l'on puille douter, si le Métropolitain peut exercer la Jurisdiction dans le Diocèse de son Suffragant, sinon dans les affaires qui lui sont dévolues par appel, le renvoi qui lui est fait par le Juge séculier, doit produire le même effet, & il seroit périlleux d'obliger les Parties à qui on refuse un Monitoire, que la Justice a permis d'obtenir, d'essuyer les longueurs d'un Procès dans l'Officialité Metropolitaine, pour juger si l'Evêque a été en droit de refuser le Monitoire.

ARTICLE III.

LE Juge pourra aussi, en cas de refus de l'Official, ren- Cet Article a été retranché.
voyer les Parties au plus prochain.

Lecture faite de cet Article,

M. Puffort a dit, qu'il le faut ôter ; parceque ce n'est qu'une repetition du précédent.

ARTICLE IV.

LES Monitoires ne contiendront autres faits, que ceux III. Article de l'Ordonnance,
compris au Jugement qui aura permis de les obtenir, à peine de nullité tant des Monitoires, que de ce qui aura été fait en consequence.

Après la lecture de l'Article :

M. le P. Président a fait observer la peine de nullité, qui est dangereuse en matiere criminelle.

M. Puffort a dit, qu'encore que cette peine de nullité ne soit spécifiée par aucun Article d'Ordonnance, elle n'est pas néanmoins nouvelle, & est supplée par l'appellation comme d'abus ; car il faut que les faits soient coarctez à ce qui aura été ordonné par le Juge, & que le Jugement particulier qui aura été rendu, le contienne.

M. Talon a dit, que la permission d'obtenir Monitoire, s'accorde souvent sur Requête, & l'on ne dresse point de Jugement dans lequel on spécifie les faits, sur lesquels on permet de l'obtenir. Si l'on veut que l'on en use à l'avenir autrement, il faut le marquer précisément, & observer qu'au lieu que les permissions d'informer & d'obtenir Monitoire, se donnent gratuitement, il faudra lever une Sentence au Greffe, ce qui sera à la charge des Parties.

ARTICLE V.

I.V. Article
de l'Ordon-
nance.

Les personnes ne pourront être nommées ni désignées par les Monitoires, à peine de 100. l. d'amende, contre la Partie, & de plus grande, s'il y échoit.

Lecture faite de cet Article,

M. Talon a dit, qu'il y a des cas auxquels il est impossible de ne pas désigner les Parties, contre lesquelles les Monitoires sont obtenus; & dans l'accusation d'adultère, le nom du mari complainant étant en tête du Monitoire, l'on met ensuite : *Tous ceux & celles qui savent qu'une certaine personne, femme du complainant, &c.* Peut-on une désignation plus formelle? Cependant il est impossible d'en user autrement, & autant de fois que l'on a interjetté appel comme d'abus, de ces Monitoires, ils ont été confirmés par Arrêts du Parlement.

ARTICLE VI.

V. Article de
l'Ordonnan-
ce.

Les Curez & leurs Vicaires seront tenus, à peine de saisie de leur temporel, à la première requisiion, faire la publication du Monitoire, qui pourra être néanmoins publié par le premier Prestre sur ce requis, s'il est ainsi ordonné par le Juge.

Après la Lecture,

M. le P. Président a dit, que l'Article étoit sujet à explication : pouvant y avoir quelque chose à redire dans sa construction, en ce que par les termes de *le Juge*, l'on peut entendre aussi bien le Juge de Seigneurie, comme le Juge Royal; & néanmoins il n'y a que les Juges Royaux qui puissent prononcer par saisies de biens Ecclesiastiques, & les mettre en la main du Roi; parceque la saisie du temporel des Gens d'Eglise, est un cas Royal; le Roi étant Protecteur des biens Ecclesiastiques.

Que d'ailleurs, il sembloit permettre à la Partie de choisir un Prêtre pour publier Monitoire; mais qu'il falloit prendre garde de ne lui point laisser cette faculté: parcequ'elle en pourroit abuser, faisant choix d'une personne incapable de faire cette publication. Pour remédier auquel inconvenient, il croyoit qu'il seroit à propos d'ordonner, que le Prêtre seroit nommé d'Office par le Juge Royal, & qu'il y falloit ajouter : *en cas de refus.*

M. Puffort a dit, que ces Observations étoient bonnes, & qu'il falloit mettre dans l'Article : *En cas de refus, par un Prêtre nommé d'Office par nos Juges.*

ARTICLE VII.

SI après la faïſſe du temporel des Officiaux, Curez, ou Vicaires, à eux ſignifiée, ils reſuſent d'acorder ou de publier le Monitoire, nos Juges pourront ordonner la diſtribution de leurs revenus aux Hôpitaux, ou aux Pauvres des lieux.

V I. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE VIII.

LEs Officiaux ne pourront prendre ni recevoir pour chacun Monitoire, plus de trente ſols, leurs Greſſiers dix, & les Curez ou Vicaires dix, à peine de reſtitution du quadruple : ſans néanmoins qu'és lieux où l'Uſage eſt de donner moins, les droits puiſſent être augmentez.

VII. Article de l'Ordonnance.

Après la lecture de ces deux Articles,

M. Talon a dit, qu'il ſaloit ſçavoir ſi dans les droits qui étoient attribuez aux Officiaux par l'Article, le droit du ſceau y ſera compris, & qu'il ſeroit à propos de l'expliquer.

M. Puſſort a reparti, qu'il y étoit cenſé compris.

ARTICLE IX.

LEs oppoſans à la publication du Monitoire, ſeront tenus d'élire domicile dans le lieu de la Jurisdiction du Juge qui en aura permis l'obtention, à peine de nullité de leur oppoſition : & pourront ſans commiſſion, ni mandement, y être assignez, pour comparoir à certain jour & heure, dans les trois jours pour le plus tard.

VIII. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE X.

L'Oppoſition ſera plaidée au jour de l'assignation, & le Jugement qui interviendra exécuté, nonobſtant oppoſitions ou appellations. Défendons à nos Cours, & à tous autres Juges, de donner des défenſes ou ſurſeance, de les exécuter : déclarons nulles toutes celles qui pourront être obtenues : voulons, ſans qu'il ſoit beſoin d'en demander mainlevée, que les Arrêts, Jugemens, & Sentences ſoient exé-

IX. Article de l'Ordonnance.

cutez , & les Parties qui auront présenté Requête , à fin de défenses , ou surseance , & les Procureurs qui auront occupé , soient condamnez chacun a cent livres d'amende , qui ne pourra être remise ni modérée , applicable moitié à Nous , moitié à la Partie.

Ces deux Articles ayant été lus.

M. le P. Président a dit , que le premier de ces Articles ne faisant mention que des opposans à la publication des Monitoires , sa disposition ne sera pas appliquée aux appellans comme d'abus : au contraire on ne manquera jamais de se servir de la voye d'appel , pour éluder l'Article : Les appellations comme d'abus étant suspensives , par un usage généralement observé , à moins que ce soit en fait de Discipline & de correction.

M. Puffort a dit , que l'on ajoutera un Article à la fin de l'Ordonnance , pour déroger à tous les usages contraires à sa disposition.

M. le Président le Coigneux a dit , qu'à la Tournelle , l'appel comme d'abus n'est point régulièrement suspensif , & que l'on donne des Arrêts pour faire publier les Monitoires , nonobstant les appellations comme d'abus , lorsque la matière y est disposée.

M. Talon a dit , que ce n'étoit pas assez de dire , que l'on ne donnera point de défenses d'exécuter les Sentences , qui auront prononcé sur les oppositions à la publication des Monitoires , l'appel comme d'abus de l'obtention d'un Monitoire est suspensif , aussi bien que toutes les autres appellations comme d'abus , à la réserve de ce qui regarde la Discipline Ecclesiastique. Il faut donc précisément déroger à cet usage , & dire , que la publication du Monitoire sera faite , nonobstant l'appel comme d'abus : Et bien qu'il semble , qu'il y ait en cela quelque péril , à cause de l'injure & de la diffamation irréparable , que produit souvent la publication d'un Monitoire ; néanmoins comme il ne contiendra que les frais , précis sur lesquels le Juge aura permis de l'obtenir , que l'on peut même se pourvoir par opposition , il vaut encore mieux que l'on puisse passer outre ; nonobstant l'appel comme d'abus , qui n'est d'ordinaire qu'une chicane , dont on se sert pour arrêter la preuve. Mais l'Article X. est trop general : Si bien que l'on ne doit pas , sans connoissance de cause , donner des défenses de publier un Monitoire. Comme l'on peut néanmoins surseoir par Arrest la procédure criminelle , en connoissance de cause , les Informations apportées , il est juste que l'on puisse défendre la publication d'un Monitoire , pourvu que ce soit avec les mêmes précautions , & sur le vu , tant des Informations que du Monitoire.

M. Puffort a dit , que par l'Article premier les faits du Monitoire ayant été coartetés , il ne peut y avoir d'inconvénient d'empêcher les défenses.

ARTICLE XI.

ARTICLE XI.

LEs revelations qui auront été reçues par les Curez ou Vicaires, seront envoyées par eux cachetées, au Greffe de la Jurisdiction où le Procès sera pendant, & pourvû par le Juge aux frais du voyage, s'il y échoit.

X Article de l'Ordonnance.

Lecture faite :

M. le P. Président a dit, que l'Article étoit de l'usage.

a

M. Talon a dit, qu'il y auroit une observation à faire, savoir qu'il y a bien des lieux, où les Curez ne reçoivent point de révélations. Ceux qui veulent déposer en conséquence d'un Monitoire, se contentent de donner leur nom & leur demeure, & ensuite on les fait assigner par devant le Juge: & cette précaution empêche que le secret d'une déposition ne soit si facilement divulgué. Il seroit bon d'expliquer, si l'on veut abolir ou tolérer cet usage.

M. Puffort a dit, que l'usage qui s'observe le plus généralement, paroît le plus naturel: qu'ainsi s'agissant de faire une Ordonnance uniforme, & pour être observée dans tout le Royaume, il ne croyoit pas que l'on dût changer l'usage commun, sans nécessité.

ARTICLE XII.

EN matière criminelle, nos Procureurs & ceux des Seigneurs, & les Promoteurs aux Officialitez, auront communication des revelations des témoins, & les Parties civiles, de leur nom, & domicile seulement.

XI Article de l'Ordonnance.

Lecture ayant été faite de cet Article, il a été trouvé bon.





T I T R E V I I I.

De la Reconnoissance des Ecritures & Signatures , en Matière Criminelle.

A R T I C L E I.

I. Article de l'Ordonnance.



Es Ecritures & Signatures privées qui pourront servir à la preuve , seront représentées aux acusez après serment par eux prêté, & ils seront interpellés de reconnoître s'ils les ont écrites , ou signées, après quoi elles seront paraphées par le Juge & par l'acusez, s'il veut ou peut les parapher , sinon en sera fait mention, & les pieces demeureront jointes aux Informations.

A R T I C L E II.

II. Article de l'Ordonnance.

SI l'acusez a reconnu avoir écrit ou signé les pieces , elles seront foy contre lui, & n'en sera fait aucune vérification.

Lecture faite :

M. le P. Président a dit , que ces deux Articles paroissent bons , & a demandé si les experts seront ouïs comme témoins , & qu'elle foi seront leurs dépositions.

M. PuFort a dit , qu'ils seront entendus comme témoins , & qu'à l'égard de la foi de leurs dépositions , il en sera fait mention dans le dernier Article du Titre.

A R T I C L E III.

III. Article de l'Ordonnance.

FERont pareillement foi les Ecritures & Signatures de main étrangere , qui seront reconnues par l'Acusez.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet Article ne paroît pas juste, en ce qu'il porte que la reconnoissance d'une Ecriture & Signature d'une main étrangere, fera pareille foi que celle de la main propre de l'Acusez.

Néanmoins, il y avoit une grande différence à faire ; en ce que celui qui reconnoît sa propre écriture, s'assurant sur la foi de ses yeux & de sa mémoire, agissoit avec plus de sûreté que celui qui reconnoissoit une Ecriture ou Signature faite de la main d'une personne étrangère : cette dernière reconnoissance ne pouvant au plus établir que la conduite de l'Ecriture & de la Signature & non pas de ce qui est contenu dans l'Article.

M. Puffort a dit, qu'il est vrai que l'Acusé ne pouvoit pas si certainement reconnoître une Ecriture étrangère, que la sienne ; que même il lui étoit libre de faire sur la représentation de la piece, telle déclaration qu'il voudroit ; mais que dès lors qu'il l'avoit reconnue, sa reconnoissance faisoit une foi égale, & ne devoit pas moins servir à sa conviction, que la reconnoissance de son Ecriture propre.

M. le P. Président a dit, que l'Ordonnance ne pouvoit pas regler la différence qui devoit être entre ces preuves ; mais que cela dépendoit des faits particuliers, & de la Religion des Juges, d'en faire le discernement.

M. Talon a dit, que les premiers mots de cet Article semblent être trop forts. L'on convient qu'une Ecriture de main étrangère, reconnue par l'Acusé, n'a pas besoin de vérification ; mais il ne s'ensuit pas qu'elle fasse foi & preuve contre lui, comme celles qui sont écrites de sa main : sa reconnoissance les rend constantes, & fait qu'on n'en peut pas douter, mais il ne s'ensuit pas qu'il confesse que le contenu en soit véritable, ni que l'on puisse tirer de son aveu cette conséquence : ainsi leur foi est bien plus douteuse que celle des Ecritures reconnues par l'Acusé de sa propre main.

ARTICLE IV.

SI l'Acusé refuse de reconnoître les pieces, ou déclare ne les avoir écrites ou signées, les Juges ordonneront qu'elles seront vérifiées sur pieces de comparaison. IV. Article de l'Ordonnance.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE V.

Les pieces de comparaison seront authentiques, ou énoncées dans des Actes authentiques, ou reconnues par l'Acusé. V. Article de l'Ordonnance.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. Président a dit, qu'une énonciation n'a jamais fait preuve en Justice, si la vérité de la piece énoncée n'est établie, & moins en matiere criminelle qu'en toutes autres. Qu'ainsi pour reduire l'Article dans les termes où il doit être, il faudroit ôter ces mots : *ou énoncées dans des Actes authentiques.*

M. Talon a dit , que les pieces énoncées dans les actes autentiques ne peuvent , en conséquence de cette énonciation , servir de pieces de comparaison.

Et sans examiner qu'elle est, en termes de droit, la force d'une énonciation, & sans rapporter cette ancienne maxime : *Non creditur referenti, nisi confet de relato* ; comment jamais peut-il être constant que la piece qui est rapportée soit la même qui est énoncée ? Il paroîtra bien par un Acte autentique, qu'un homme a écrit ou signé un traité, un bail, ou une quittance sous seing privé ; mais comment prouver que ce papier que l'on rapporte soit le véritable bail , le traité, ou la quittance qu'il a signés , lorsque cette piece lui sera représentée, pour en convenir comme d'une piece de comparaison ? S'il la désavoue & la méconnoît , s'il dit qu'il a signé une quittance , mais que ce n'est pas celle qu'on lui représente, de quelle force pourra être cette énonciation ? Si au contraire l'Accusé en convient de bonne foi , elle sera reçûe pour piece de comparaison , non pas à cause de l'énonciation , mais en conséquence de sa reconnoissance.

M. Puffort a dit , que l'Article pouvoit être bon en le reduisant suivant l'observation de M. le P. Président : & qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE VI.

VI. Article de l'Ordonnance.

NOs Procureurs ou ceux des Seigneurs, & les Parties civiles, pourront fournir des pieces de comparaison.

ARTICLE VII.

VII. Article de l'Ordonnance.

LEs pieces de comparaison seront représentées par le Juge à l'Accusé, pour en convenir ou les contester , sans qu'il lui soit donné pour raison de ce , délai ni Conseil ; & s'il en convient elles seront paraphées par lui & par le Juge qui en ordonnera la reception.

ARTICLE VIII.

VIII Article de l'Ordonnance.

SIl les pieces sont contestées par l'Accusé , ou s'il refuse d'en convenir , le Juge en dressera son Procès verbal pour y pourvoir , après qu'il aura été communiqué à Nôtre Procureur, ou à celui des Seigneurs, & à la Partie civile.

ARTICLE IX.

X. Article de l'Ordonnance.

LA vérification sera faite sur les pieces de comparaison, par Experts & Maîtres Ecrivains nommez d'Office par le Juge.

ARTICLE X.

SI le Juge ordonne le rejet des pieces de comparaison, Nos Procureurs ou ceux des Siegneurs, & les Parties civiles seront tenus d'en rapporter d'autres, dans les délais qui seront prescrits, autrement les pieces dont la vérification aura été Ordonnée, seront rejetées du Procès.

X. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XI.

LEs pieces de comparaison & celles qui devront être vérifiées, seront mises es mains des Experts séparément, pour les voir & examiner à loisir.

XI. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XII.

LEs Experts seront ouïs, recollez & confrontez séparément, ainsi que les autres témoins.

XII. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XIII.

EN procédant au recollement des Experts, les pieces de comparaison & celles qui devront être vérifiées, leur seront représentées; & à la confrontation, elles le seront aux Acusez.

XIII. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XIV.

Pourront être ouïs, comme témoins, ceux qui auront vu écrire ou signer les pieces, qui pourront servir à la conviction des Acusez, ou qui en auront connoissance en quelque autre maniere.

XIV. Article de l'Ordonnance.

Lecture faites des Articles précédens :

Ils ont été trouvez bons, à la reserve de l'observation de M. le P. Président dans l'Article XI. qui est, que pour ôter toute équivoque, il seroit plus net de mettre : *les pieces de comparaison seront données séparément à chacun Expert; ce qui a été trouvé bon.*

ARTICLE XV.

Sur la seule déposition des Experts, & sans autres preuves, administratives, ou présomptions, ne pourra intervenir aucune condamnation de peine afflictive ou diffamante.

Cet Article a été retranché.

Lecture ayant été faite :

M. le P. Président a dit, qu'il falloit rayer cet Article, ou retrancher tout le Titre ; puisque après avoir réglé la forme de proceder aux vérifications d'Ecritures & avoir ordonné la déposition, le recollement & confrontation des Experts, l'on ne pourroit prononcer aucune peine afflictive sur cette seule procédure : que cela seroit de trop dangereuse conséquence.

M. Talon a dit, que bien que l'on sçache assez, que l'on ne doit pas ajouter une entiere croyance à la déposition des Experts, & que leur science étant conjecturale & trompeuse, il seroit perilleux de prononcer une condamnation sur le simple témoignage ; qu'il est pourtant à craindre que la défense portée par l'Article, ne rende les faussaires plus hardis, & qu'étant instruits qu'ils n'ont rien à craindre pour leur vie, ni pour leur honneur, pourvû qu'ils soient assez adroits pour n'appeler personne en participation de leur crime, & ne pas tomber dans d'évidentes contradictions, ils n'entreprennent avec moins de scrupule toutes sortes d'antidattes & de faussetez. Les Juges ne sont déjà que trop circonspects sur ces matieres, sans qu'il soit besoin de leur lier les mains : & bien que ces mots ; *sans autres preuves, adminicules, ni présomptions*, semblent leur laisser la liberté toute entiere, & par là rendre l'Article inutile, cette assurance qu'auront les faussaires de ne pouvoir pas être condamnez, non pas même à une amende sur la déposition des Experts, rendra sans doute plus frequent le crime de Faux, qui est celui qui fait le plus de Procès, & qui trouble le plus la Société civile.

M. Puffort a dit, que ces observations paroissent considerables : qu'il en falloit parler au Roi.



T I T R E IX.

Du Crime de Faux, tant principal qu'incident.

MONSIEUR le Premier Président a dit, que les termes de ce Titre faisoient quelque peine, en ce qu'il parle du Crime de Faux principal : que pour l'ordinaire l'instruction Criminelle qui se fait pour les Faussetez, n'est qu'incidente, & qu'on ne déclare point une piece fausse, qu'elle n'ait été produite, & que c'est ce que nous apellons une inscription en faux. Qu'il a fait quelques réflexions sur la difference qui se trouve en cela, entre le Droit Romain & le nôtre.

Que par l'ancien Droit Romain , personne n'étoit reçu à former une accusation pour quelque crime que ce fût , hormis pour la fausseté , qu'il ne s'inscrivît auparavant ; parce qu'il se soumettoit par cette inscription , à la peine du *Senatusconsulte Turpilien*.

Que l'Empereur Antonin changea cet Usage : *Noluit ut amplius illa subscriptio necessaria esset ; sed sufficeret nuda oris professio.*

Que Constantin rétablit l'ordre ancien , comme il se void par la Loi 5. *Cod. Theod. de accusat.*

Que Gratien renouvela la Constitution d'Antonin ; mais lorsque l'inscription étoit désirée pour tous les crimes , celui de faux seul en étoit excepté , comme il se void par la Loi 2. *Cod. Theod. ad l. Corn. de Falsis* , qui porte , *quamvis inscriptionis necessitas accusatori de falso remissa sit , poena tamen accusatorem etiam sine solemnibus occupat.*

Que nôtre droit est tout contraire , car l'inscription n'est point désirée pour les accusations de tous les autres crimes ; mais seulement pour celui de faux.

M. Pussort a dit , qu'il y avoit des cas dans lesquels l'accusation de faux étoit principale. Par exemple , un particulier aura eu avis qu'un autre aura déclaré publiquement , qu'il avoit une obligation de lui , & prétendra la faire exécuter : pour en prévenir l'exécution il rendra la Plainte de la fausseté de cette obligation , & après avoir obligé celui qui s'en veut servir de la représenter , il formera son inscription de faux. On ne peut pas dire , que dans cette occasion , l'inscription de faux ne soit qu'incidente : elle ne peut être que principale , puis qu'il n'y a point d'autre demande qui ait été formée auparavant. Si cela peut arriver à l'égard des faussetez qui regardent les particuliers , c'est ce qui a encore bien plus souvent lieu pour les faussetez publiques , comme celles qui sont faites dans des Arrêts ou dans des Lettres du sceau : la fausseté y est tellement principale , qu'il ne s'y agit point d'autre chose , & que c'est ce qui fait tout le Procès.

M. le P. Président a dit , que sans doute dans nôtre Usage , on avoit voulu faire observer cette formalité de l'inscription de faux , pour la rendre plus difficile , & pour empêcher l'abus que l'on en peut faire : comme par exemple , si un débiteur alloit au devant de la demande que lui pourroit faire son créancier , en lui faisant faire son Procès pour une prétendue fausseté de l'obligation de laquelle il craint les poursuites. C'est pourquoi on a voulu que ces sortes d'accusations fussent presque toujours incidentes & attachées au Procès , où les pièces que l'on veut maintenir fausses sont produites , & qu'elles se formassent par une inscription solennelle , sans être séparées du Procès principal.

Qu'il étoit vrai , que quelquefois il y a des accusations de faux qui se font directement , & qu'on voit des gens se plaindre des faussetez commises à leur préjudice , qui se rendent Parties , & qui font faire le Procès aux faussaires.

Qu'il s'en étoit trouvé plusieurs pour des faussetez commises au sceau du Roi , & qu'il n'étoit pas extraordinaire de voir ces sortes de Procès à

la Tournelle pour d'autres faussetez. C'est-pourquoi après y avoir songé, il ne croit pas qu'il y ait rien à changer à l'intitulation de ce Titre ; & qu'il y avoit seulement à observer , que quand une piece est produite dans un Procès civil , la Partie qui la pretend fausse ne peut point changer de Juge : qu'il falloit qu'elle formât pardevant lui une inscription en faux par incident , & qu'il ne lui étoit pas permis de quitter le Procès civil pour porter une acufation de faux pardevant un autre Juge.

Qu'on avoit quelquefois tenté cette procedure , mais qu'elle devoit être toujours rejetée comme dangereuse , & tres-préjudiciable à la Justice.

ARTICLE I.

*Les Articles
de ce Titre
sont dans le
même ordre
dans l'Ordon-
nance.*

Les Plaintes, Dénonciations, & Acufations du crime de faux , & les autres procedures, se feront en la même forme & maniere que celles de tous les autres crimes, & les Informations seront faites, tant par Témoins, que par Experts qui seront nommez d'Office par le Juge.

ARTICLE II.

Les pieces prétendues avoir été falsifiées, seront remises au Juge, pour dresser Procès verbal de leur état, les représenter à la Partie civile, pour les parapher en sa présence, si la Partie veut ou peut les parapher, sinon en fera fait mention : & après avoir été paraphées par le Juge, seront remises au Greffe.

Ces deux Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE III.

Elles seront aussi présentées aux témoins qui les auront vû falsifier, ou qui en auront la connoissance en quelque manière.

Après la Lecture de cet Article,

M. le P. Président a dit, que ces mots : *Qui les auront vû falsifier* ; paroissent trop-forts ; que l'on pouvoit mettre en leur place : *Ceux qui auront eu connoissance de la falsification.*

M. Puffort a dit, que l'observation étoit bonne, & que l'Article pouvoit être reformé.

ARTICLE IV.

LA forme prescrite pour la reconnoissance des Ecritures & Signatures, en matière criminelle, sera observée dans l'instruction

l'instruction qui se fera par la déposition des Experts , pour la preuve du faux principal ou incident.

Cet Article a été trouvé bon.

A R T I C L E V.

LE demandeur en inscription de faux, sera tenu consigner, & d'en attacher l'Acte à sa Requête : sçavoir , en nos Cours cent livres ; aux Sieges y ressortissans immédiatement soixante livres, & aux autres vingt livres : lesquelles sommes seront reçues & délivrées à qui le Juge ordonnera , par le Receveur des amendes s'il y en a , sinon par les Greffiers des Jurisdictions , lesquels s'en chargeront sans droits ni frais , & sans qu'ils puissent les employer en recepte , ni s'en désaisir , qu'elles n'aient été définitivement jugées , pour être après le Jugement des inscriptions de faux, rendues & délivrées aussi sans frais , à qui il appartiendra.

Lecture faite de cet Article.

M. le P. Président a dit , que le terme de *Cour* , pouvoit convenir au Châtelet.

M. Pussort a dit , qu'il n'y a proprement que les Compagnies qui jugent en dernier ressort , que les Ordonnances appellent *Cours* ; que même le Parlement défend aux Présidiaux de s'intituler de ce nom.

A R T I C L E VI.

DAns le Faux incident , la Requête du Demandeur sera signée de lui , ou de son Procureur , fondé de pouvoir special attaché à la Requête , aux fins de faire déclarer par le Défendeur , s'il veut se servir de la piece maintenue fausse.

A R T I C L E VII.

LE Juge ordonnera au pied de la Requête , que l'inscription de faux sera faite au Greffe , & le défendeur tenu de déclarer dans un délai competent , suivant la distance de son domicile , s'il veut se servir de la piece inscrite de faux.

Ces deux Articles ont passé.

Ordon. Crim.

M

A R T I C L E VIII.

Si le défendeur declare qu'il ne veut point se servir de la piece, elle sera rejetée du Procès, sauf à pourvoir aux dommages & intérêts de la Partie, & à poursuivre le faux extraordinairement, par nos Procureurs, ou ceux des Seigneurs: Et en matiere Beneficiale, de priver le défendeur du Benefice contesté, s'il est prouvé qu'il a fait, ou fait faire, ou connu la fausseté de la piece en la produisant.

Après la lecture de cet Article :

M. le P. Président a dit, qu'après l'information on ne peut plus rejeter la piece.

M. Pussort a dit, que l'Article ne portoit pas le contraire, & que cela y étoit entendu.

A R T I C L E IX.

Si le défendeur declare vouloir se servir de la piece, elle sera mise au greffe, & l'Acte du mis, signifié au demandeur pour former l'inscription dans les vingt-quatre heures, & le Juge ordonnera que la minute sera apportée au Greffe dans le délai qui sera réglé, suivant la distance des lieux, sinon la piece rejetée du Procès.

A R T I C L E X.

LE demandeur ou son conseil, prendra communication de la piece, par les mains du Greffier, sans déplacer.

Ces Articles ont passé.

A R T I C L E XI.

LEs moyens de faux seront mis au Greffe dans trois jours au plus tard, & n'en sera donné copie ni communication au défendeur.

Lecture faite :

M. Talon a dit, que cet Article est entierement conforme à l'Usage, mais l'on a douté si le défendeur en faux, qui a des pieces, pour faire voir évidemment que l'inscription en faux n'est pas recevable, ne peut pas attacher ces pieces à une Requête, & les joindre aux moyens de faux,

après l'avoir fait signifier & bailler copie des pieces : C'est un Usage qui se pratique au Palais, & souvent avec succès, & que l'on croiroit être aboli par cet Article, si la reserve n'en étoit faite.

ARTICLE XII.

Les Juges pourront les joindre, selon leur qualité & l'état du Procès.

Après la lecture faite de l'Article XII.

M. le P. Président a dit, que cet Article étoit inutile ; parce que personne ne doute, que ce qui y est porté, ne soit conforme à l'Usage, & le demandeur en faux est le maître de faire déclarer ses moyens de faux pertinens & admissibles, les pouvant faire si forts que bon leur semblera, en sorte qu'il sera indispensable au Juge d'en permettre la preuve. Qu'il observera de plus, que les Juges doivent faire la distinction des faits dont ils admettent la preuve, d'avec ceux qui sont rejetés.

M. Pussort a dit, que l'on a douté, si l'on devoit permettre aux Juges de joindre les moyens de faux au Procès ; parce qu'il peut y avoir de l'abus dans ces jonctions, d'autant que sur la fin des Parlemens l'on n'aprofondit jamais les inscriptions de faux.

ARTICLE XIII.

Si les moyens sont pertinens & admissibles, la preuve en sera ordonnée par Titres & par Témoins, & par comparaison d'Ecritures & Signatures, & par Experts, qui seront nommez d'office par le même Jugement, sauf à les recuser.

ARTICLE XIV.

Le Jugement contiendra aussi les moyens & faits qui auront été déclarés admissibles, & ne sera fait preuve d'aucun autre.

ARTICLE XV.

Les pieces inscrites de faux, & celles de comparaison, seront mises entre les mains des Experts, après avoir prêté serment, & leur Rapport délivré au Juge, suivant qu'il est prescrit par l'Article treizième du Titre *Des Descendans sur les lieux*, dans nôtre Ordonnance du mois d'Avril, 1667.

ARTICLE XVI.

S'il y a charge, les Juges pourront decreter, & ordonner, que les Experts seront répétez séparément en leur rapport, recollez & confrontez, ainsi que les autres témoins.

Ces Articles ont passé.

ARTICLE XVII.

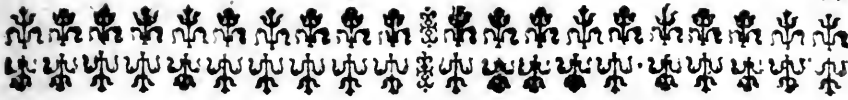
LE Demandeur en faux qui succombera, sera condamné en 300. l. d'amende en nos Cours, 120. l. aux Sièges qui y ressortissent immédiatement, & aux autres 60. l. applicables les deux tiers à Nous, & l'autre à la Partie, sur laquelle seront deduites les sommes consignées; & pourront les Juges condamner en plus grande s'il y échoit.

Après la lecture de cet Article:

M. le P. Président a dit, que l'amende qui est mise dans l'Article pour en assurer l'exécution, est ce qui doit faire craindre qu'il ne soit pas exécuté. Qu'il en ira de même de cet Article, comme de celui qui veut que les Demandeurs en Requête Civile qui succomberont, soient condamnés en 450. liv. d'amende. Que les Juges dans de certaines circonstances, se porteront plus volontiers à enteriner des Lettres en forme de Requête civile, & à faire droit sur des moyens de faux, qu'à en debouter un demandeur, pour lui sauver 450. livres.

M. Pussort a dit, que l'on ne sçauroit condamner les téméraires Plaigneurs en des amendes trop fortes, & qu'il n'y a rien de si contraire à l'exécution de l'Ordonnance, que l'indulgence que l'on pourroit avoir pour leur remettre les peines encouruës.





DU SAMEDI 14. 7^UIN 1670. APRES MIDI.

TITRE X.

Des Décrets, & de leur exécution.

ARTICLE I.

Tous Decrets seront rendus sur les Conclusions ^{I. Article de l'Ordonnance.} de Nos Procureurs, ou de ceux des Seigneurs, pour lesquels ils ne pourront prendre ni recevoir aucunes épices ni droits, à peine de suspension de l'exercice de leurs Charges pour six mois, & de restitution du quadruple au profit de la Partie.

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. Président a dit, que cet Article bleffoit beaucoup les Substituts de M. le Procureur Général, en retranchant les principaux droits de leurs Charges. Qu'il est vrai que l'Article 145. de l'Ordonnance de 1539. leur fait défenses de prendre des épices pour leurs Conclusions sur les Informations; mais que cet Article n'a jamais été executé, qu'il y avoit plus de raison d'ôter ces droits aux Juges, qu'aux Procureurs du Roi; parce que les Juges qui ont fait les Informations, sçavent ce qu'elles contiennent; mais les Procureurs du Roi n'en ayant connoissance, que lors qu'il est question de les decreter, il faut qu'ils les voyent plus exactement, qu'ils y donnent leur tems comme aux autres Procès, & qu'il est à craindre, si on leur ôte leurs droits legitimes, qu'ils ne se laissent aller à en prendre qui ne leur seront pas dûs. Qu'ainsi ce retranchement ne seroit pas utile au bien de la Justice, & il y auroit peut-être plus d'inconvenient à le faire, qu'à laisser les choses dans l'état où elles sont.

M. Pussort a dit, que le Roi n'avoit point eû en vûë par cet Article, de diminuër les émolumens des Officiers, mais bien de retrancher les Procès en leur ôtant l'occasion de requérir des decrets avec trop de facilité & sans beaucoup de fondement. Que le motif de cet Article, est le même qui a donné lieu d'ôter la reddition des Comptes au Raporteur d'un Procès. Que l'Article 145. de l'Ordonnance de 1539. avoit été confirmé par l'Article 33. de l'Ordonnance de Roussillon. A la verité l'Article 131. de l'Ordonnance de Blois, avoit permis de prendre des épices sur les Informations; & le Reglement fait par le Parlement en 1663. pour régler le droit des Juges, portoit la même disposition; mais qu'on avoit crû ne-

cessaire de réduire les choses à l'ancien usage comme le plus parfait. Que tout le tems que les Juges donnent à l'administration de la Justice, n'étoit pas recompensé : les Audiances leurs sont infructueuses, ils ne prennent rien pour les Arrêts sur Requête, ni pour les défauts, quoique souvent il y ait un grand nombre de pieces à voir : que le Parlement a fait des Règlemens sur ce sujet.

Que ce qu'avoit dit M. le P. Président, lui faisoit faire réflexion qu'en effet il n'y avoit pas plus de raison d'accorder des Epices aux Juges pour voir des Informations, qu'aux Procureurs du Roi ; mais que comme cela avoit été obmis dans l'Article, on pouvoit proposer au Roi de l'y ajouter.

M. le P. Président a repris, que l'avidité du gain pourra bien obliger ceux qui ne font pas de leur devoir la principale règle de leur conduite ; à requérir ou donner avec trop de facilité des Decrets sur des Informations, mais qu'il ne falloit pas présumer que le plus grand nombre en usât ainsi ; Cependant on ôtoit à des Officiers, des Droits qu'ils ont perçus de tout tems en vertu de leurs Charges qu'ils ont achetées chèrement, & qui composent souvent la principale partie de leur patrimoine. Qu'il ne falloit pas exposer ceux qui administrent la Justice à être tentés par la nécessité. Qu'à l'égard des Procureurs du Roi, ils n'avoient pas plus d'intérêt de conclure au Decret de prise de corps, qu'à l'ajournement personnel, leur droit étant égal pour l'un & pour l'autre, & qu'enfin il falloit prendre garde qu'en leur ôtant ce qui leur appartient à titre légitime, ils ne prissent ce qui ne leur apartiendrait pas.

M. le Président de Novion a dit, que les Conclusions du Procureur du Roi au Decret de prise de corps, n'induisoient pas la nécessité de le decerner par le Juge : qu'aussi la facilité de donner des Decrets ne le regardoit point, mais que l'on devoit prévoir les extremités dans lesquelles l'Article les pourroit jeter.

M. Puffort a repris, qu'il étoit étrange qu'on pût croire que la considération du gain & de l'émolument eût plus de pouvoir sur l'esprit des Juges, que celle de leur conscience, & de leur devoir.

M. le P. Président a répliqué, qu'il y avoit des occasions où les Juges doivent être sourds, aux plaintes des Parties, & qu'il n'y avoit pas toujours matière dans les Informations de decretter ; mais qu'il y en avoit d'autres où ils ne pouvoient être trop diligens ni trop severes pour assurer la punition des Crimes, & qu'il falloit croire qu'ils agissent par des motifs plus élevés que celui du gain. Mais que néanmoins quand ce gain faisoit partie du nécessaire & qu'ils avoient acquis leurs Charges sur le pied d'un revenu certain, on ne pouvoit trop en appréhender le retranchement.

M. Puffort a repris, qu'en matière de Loix, il falloit approcher le plus près que l'on pouvoit de la perfection.

M. Talon a dit, qu'encore que l'Ordonnance de 1539. ait défendu aux Procureurs du Roi, de prendre aucun émolument des Conclusions qu'ils donnent pour le Decret des Informations, cette défense néanmoins ayant été levée par l'Ordonnance de Blois, & depuis, les Juges & les Procureurs

du Roy ayant continué de recevoir des émolumens pour le Decret des Informations, il y a d'autant moins d'apparence de les en priver, qu'ils doivent voir avec soin les Informations, pour examiner & le titre de l'accusation, & la qualité des preuves, & celle des Accusés.

Que si l'on esperoit qu'en obligeant les Juges de decreter gratuitement, ils y fussent plus retenus, on devoit aussi craindre un autre inconvenient, qui seroit que plusieurs Crimes par là demeurassent impunis, & que les coupables ne s'échappassent, par le peu de diligence que l'on fera de decreter des Informations, n'en pouvant attendre aucune retribution. Et quoiqu'il fut à souhaiter, que la Justice se rendit gratuitement, il falloit pourtant considerer que les Charges ayant été depuis plus d'un siècle dans le commerce faisant la meilleure partie du bien des familles, il y avoit quelque injustice d'ôter à ceux qui les possèdent les emolumens ordinaires & légitimes, sans pourvoir à leur indemnité, la plus part des Officiers de judicature n'ayant aucuns gages considerables, & ne jouissant que d'une partie de ceux qui sont attribuez à leurs Charges. Il sera sans doute glorieux au Roi, de faire que les Juges aient les mains nettes & pures, & ne reçoivent des Parties aucuns salaires de leur travail; mais il faut en même tems leur donner des gages proportionnez & capables de les faire subsister avec honneur, autrement il est impossible qu'ils ne tombent dans la négligence & la prévarication, qu'ils n'abandonnent l'exercice de leurs Charges lors qu'elles seront infructueuses & ne cherchent à s'indemniser par des voyes secrètes, & honteuses, & ne commettent des concussions dans lesquelles ils ne garderont aucune mesure. Il est rare de trouver des personnes d'une vertu si épurée qu'elles méprisent leurs interêts & se veulent devouer au public par le seul motif d'honneur & de vertu, & sans attendre aucune récompense; & l'expérience fait assez connoître que dans les Provinces éloignées, les Articles de l'Ordonnance de 1667. qui retranchent les émolumens des Juges Subalternes, sont tres-mal observés. Le Parlement n'épargne pas dans les occasions qui se presentent, les Officiers qui manquent à leur devoir. Le Lieutenant particulier d'Auxerre a été condamné depuis peu à rendre huit écus d'Epices qu'il avoit pris pour le Jugement d'un défaut. Mais quelque soin que l'on prenne dans le Parlement pour punir les contraventions, il est à craindre que ce désordre ne continuë, & que l'exercice de la Justice ne soit souvent abandonné.

M. Puffort a dit, qu'il n'avoit pas crû que les choses fussent venues dans un si grand excez de désordres, qu'il ne faudroit pas attendre les Plaintes des Parties, mais qu'il faudroit les prevenir par la punition des contrevenans: que si l'on en avoit fait quelque exemple considerable, l'on n'y retourneroit plus. Qu'il n'étoit que trop public que l'on contrevient à beaucoup d'Articles de l'Ordonnance, particulièrement en ce qui regarde les matières sommaires, qui nonobstant l'Ordonnance sont jugées dans la plus part des Cours & Jurisdiccions, comme les autres affaires, & qu'il n'y a que les Compagnies Supérieures qui puissent empêcher ce désordre.

M. le P. Président a dit, que la difference des affaires sommaires d'avec

les autres se reconnoissent facilement par les appellations qui étoient portées aux Enquêtes , où l'on n'en voyoit point de cette qualité.

M. le Président de Bragelonne a dit , qu'il survenoit tant d'incidens aux Procès qui se jugent aux Enquêtes, qu'il étoit difficile de connoître ni de démêler les affaires Sommaires d'avec les autres ; mais que néanmoins chacun tâchoit de faire son devoir.

ARTICLE II.

II. Article de l'Ordonnance.

Selon la qualité des Crimes, des preuves, & des personnes, sera ordonné que la Partie sera assignée pour estre ouïe, ajournée à comparoir en personne , ou prise au corps.

Lecture faite de l'Article :

M. Talon a dit , qu'encore que l'usage ait introduit l'assigné pour être ouï, pour laisser aux Juges la liberté de sauver l'interdiction, selon la nature des affaires , à un Officier qu'ils obligent de venir rendre raison de sa conduite , l'ajournement personnel emportant nécessairement par l'usage , interdiction , néanmoins cette forme de Décret ne se trouvoit dans aucune Ordonnance, & puisque par un droit nouveau l'on ne vouloit plus que l'ajournement personnel emportât interdiction si elle n'étoit prononcée, l'Article sembloit inutile, d'autant plus qu'en abolissant les assignations pour être ouï, l'on fauvoit une conversion , & qu'il ne resteroit plus que celle de l'ajournement personnel en Decret de prise de corps.

ARTICLE III.

III. Article de l'Ordonnance.

L'Assignation pour estre ouï sera convertie en Decret d'ajournement personnel , si la Partie ne compare.

ARTICLE IV.

IV. Article de l'Ordonnance.

L'Ajournement personnel , sera converti en Decret de prise de corps , si l'Acusé ne compare dans le délai qui sera réglé par le Decret d'ajournement personnel , selon la distance des lieux , ainsi qu'aux ajournemens en matiere Civile.

Ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE V.

V. Article de l'Ordonnance.

Les Procès verbaux des Présidens & Conseillers de nos Cours, pourront estre decretez de prise de corps, & ceux de

de nos autres Juges , d'ajournement personnel seulement ;
sinon après qu'eux ou leurs assistans auront été repetez.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, que les Présidens ne vont plus en Commission ; & que ce terme : *Eux* , formoit une équivoque, & se pouvoit rapporter aux Juges, qui ne sont point recollez sur leurs Procès verbaux ; mais seulement ceux qui les ont assistez.

M. Puffort a dit , qu'il le falloit ôter.

A R T I C L E V I.

LEs Procès verbaux des Sergens & Huissiers, même de nos ^{VI. Article de l'Ordonnance.} Cours, ne pourront estre decretez , sinon en cas de rebellion à Justice , que d'ajournement personnel ; mais après qu'ils auront été repetez & leurs Records , les Juges pourront décerner prise de corps , si le cas y échoit. N'entendons néanmoins rien innover à l'usage de nos Maîtrises des Eaux & Forests , dans lesquelles les Procès verbaux des Verdiers, Gardes & Sergens , sont decretez même de prise de corps.

Lecture faite de l'Article VI.

M. le P. Président a dit, que la premiere partie de cet Article est conforme à l'usage ; & la seconde, à la dernière Déclaration du Roi sur les Eaux & Forêts. Qu'il seroit néanmoins à souhaiter, que Sa Majesté voulût diminuer la rigueur de cette Ordonnance. Que personne ne croira que les Sergens des Forêts, soient plus Gens de bien, & méritent plus de foi que les autres ; & qu'ils peuvent beaucoup abuser de la distinction que l'on faisoit en leur faveur.

M. Puffort a dit , qu'il ne croit pas que le Roi veuille déroger à cette Déclaration.

A R T I C L E V I I.

Celui contre lequel il y aura Ordonnance d'Assignation ^{VII Article de l'Ordonnance.} pour estre oûi , ou decret d'ajournement personnel , ne pourra estre arresté prisonnier, s'il ne survient de nouvelles charges, ou que par la délibération secrette de nos Cours, il ait été résolu , qu'en comparoissant il sera arresté, ce qui ne pourra estre ordonné par aucuns autres Juges.

Ordonn. Crim.

N

Après la Lecture de l'Article VII.

M. le P. Président a dit, que cet Article étoit conforme au dixième de l'Ordonnance du Roi Henri II. de 1549. mais qu'il seroit peut-être plus à propos de ne le point mettre dans cet Ordonnance.

M. Puffort a dit, que la première partie de l'Article, étoit faite contre les personnes d'Autorité, auxquelles la Justice étoit souvent obligée de rendre ce piège, pour s'assurer plus facilement, & avec moins de bruit, de leurs personnes. Qu'à l'égard de la seconde, si l'on ne défend pas aux premiers Juges de faire ces sortes de rétentions, ils croiront être en droit de s'en servir de même que les Compagnies supérieures, & pourront par ce moyen faire insulte à des personnes qualifiées: que c'est la raison de l'Article.

M. Talon a dit, que quand il est nécessaire d'arrêter un homme, on ne le doit pas avertir, si l'on ne veut s'exposer à faire perdre le gage à la Justice; & qu'il valoit encore mieux user de cette innocente surprise, en arrêtant dans un Greffe & sans bruit, un Criminel dont on appréhende le credit & la résistance, que d'exposer les Ministres de la Justice à l'assiéger dans un Château & l'enlever de force.

A R T I C L E V I I I.

VIII. Article de l'Ordonnance.

Pourra estre décerné prise de corps, sur la seule notoriété, pour crime de Duël, sur la Plainte de nos Procureurs, contre les Vagabonds, & sur celles des Maîtres, pour vols, & affaires domestiques.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit, que l'Article est nouveau à l'égard des Vagabonds, & des vols Domestiques, mais qu'il est bon; qu'il n'y avoit que ces termes: *d'affaires domestiques*, qui paroissent trop généraux.

M. Puffort a dit, que l'on pourroit mettre, au lieu d'*affaires*; *Crimes & Délits domestiques*.

A R T I C L E I X.

IX. Article de l'Ordonnance.

Après qu'un Acusé pris en flagrant délit, ou à la clameur publique, aura été conduit prisonnier, le Juge ordonnera qu'il sera arrêté & écroué, & le Jugement lui sera signifié parlant à sa personne.

Après la Lecture de cet Article:

M. le P. Président a dit, que dans les Conférences précédentes, on

avoit jugé plus à propos de signifier un extrait de l'écroüe qui ne regarde que l'Acusé, que du décret qui peut faire mention des Complices, & en donner par ce moyen la connoissance.

M. Talon a dit, que comme il a déjà été remarqué, l'on ne doit pas donner à un Acusé copie du Décret, mais seulement de son écroüe; de crainte que les Complices ne soient connus. Il semble à propos d'en user de même, à l'égard de la recommandation; car souvent par le Jugement, qui ordonne qu'un Acusé en flagrant délit, sera recommandé ez prisons, l'on décrète contre plusieurs de ses Complices, qui peut-être même n'étoient pas presens à l'action, mais qui ne laissoient pas de pouvoir être les véritables Auteurs du crime: & en ce cas, la signification du Décret, seroit un moyen de favoriser leur évasion.

M. Puffort a dit, qu'il falloit mettre l'écroüe, au lieu du Jugement.

A R T I C L E X.

L'Ordonnance d'Assigné pour être oüi, ou le Décret d'ajournement personnel, contre un Juge ou Officier de Justice, n'emportera point d'interdiction, si elle n'y est nommément exprimée.

X Article de
l'Ordonnan-
ce.

Lecture faite de l'Article X.

M. le P. Président a dit, que jusqu'ici l'ajournement personnel a toujours emporté l'interdiction; mais que l'Article obligera de l'ajouter dans tous les Jugemens, parcequ'il est indécent qu'un homme en décret d'ajournement personnel, fasse fonction de Juge.

M. Puffort a dit, que parmi les Juges, ce n'étoit pas une question décidée, si l'ajournement personnel emporte interdiction: qu'un Juge contre lequel il y a ajournement personnel, sans interdiction jointe, ne croit pas être interdit des fonctions de sa Charge; qu'ainsi il est bon de l'expliquer de façon ou d'autre. Que l'on peut sans inconvénient prendre le parti d'ajouter l'interdiction dans les Décrets d'ajournement personnel, ou d'ordonner qu'elle y sera sous entendu.

M. Talon a dit, que bien que l'on ait douté, si un ajournement personnel décerné contre un Officier, emportoit interdiction des fonctions de sa Charge, & qu'il y ait eu sur cela diversité d'opinions, il semble que le meilleur parti que l'on puisse prendre, est celui de la severité; & qu'il y a quelque indécence, qu'un Officier prévenu de crime, continuë de rendre la Justice aux Sujets du Roi, avant que d'avoir justifié son innocence. Mais la principale raison pour établir, que l'ajournement personnel emporte l'interdiction, quand même elle n'y seroit pas nommément exprimée, c'est qu'autrement cela formeroit tous les jours des embarras, & des conflits; & l'on prétendra qu'un Juge, n'en peut pas interdire un autre, s'il n'est son inférieur. Par exemple, si un Lieutenant Criminel décerne ajournement

nement personnel, contre un Elû, & qu'il ajoute qu'il demeurera cependant interdit, les Officiers de l'Election croiront ne devoir pas déferer à cette interdiction : & la Cour des Aydes prétendra peut-être, que c'est une entreprise sur la Jurisdiction ; au lieu que l'Officier ajourné à comparoître en personne, étant interdit par la Loi, & l'ajournement personnel emportant interdiction, cela fera cesser toutes sortes de difficultez, & rendra les Officiers plus circonspects, & retenus dans leur conduite, par la crainte de demeurer interdits, s'il s'exposent par leurs mauvais déportemens à un ajournement personnel.

M. Puffort a dit, que l'on pouvoit choisir l'un ou l'autre, & qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE XI.

XI Article de
l'Ordonnan-
ce.

LE Décret d'ajournement personnel, ou de prise de corps, L'emportera de droit Interdiction.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE XII.

XII. Article de
l'Ordonnan-
ce.

SEra procédé à l'exécution de tous Décrets, même de prise de corps, nonobstant toutes appellations, même comme de Juge incompetent ou recusé, & toutes autres, sans demander permission, ni *Pareatis*.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit, que l'obligation de prendre un *Pareatis* du Juge des lieux, ou s'exécute le Décret, empêche quelquefois les insultes que l'on voudroit faire par vengeance, & par animosité ; que d'ailleurs on oblige la Partie, qui demande un *pareatis*, d'élire domicile, ce qui est fort nécessaire, afin que le prisonnier sache à qui s'adresser, au lieu où il est emprisonné, pour faire les sommations, & signifier les actes qu'il jugera à propos.

M. Puffort a dit, que cette élection de domicile, produiroit le même effet que le *pareatis*. D'ailleurs si l'Acusé fait faire des significations, au domicile élu, qui connoitra des différens, qui pourront survenir en conséquence ? Sera ce le Juge du domicile élu, ou celui du délit ? Si c'est le Juge du délit, on tombe dans l'inconvenient que l'on a voulu éviter, par l'élection de domicile ; si au contraire, c'est le Juge du domicile élu, ce sera lui attribuer Jurisdiction, d'une matiere dont il sera peut-être incompetent de connoître ; mais que dans tous les cas, cela produira toujours des conflits, & que le temperamment que l'on pourroit prendre, seroit d'ordonner que la Partie civile seroit tenue de faire élection de domicile, sans toutefois attribuer de Jurisdiction aux Juges.

M. le P. Président a dit , que quand le Juge du lieu seroit incompetent de connoître de la matiere, il pourroit toujours prendre connoissance de ce qui concerne la police de ses prisons ; en sorte que si la Partie civile , néglige de faire transférer le prisonnier dans les prisons du Juge du délit , le Juge du lieu sera bien fondé d'ordonner , que dans un certain tems la Partie sera tenuë de le faire transférer , sinon qu'il sera fait droit sur son élargissement : qu'il faudra pour faire signifier ses Jugemens, qu'il y ait élection de domicile.

M. Talon a dit, qu'il n'y auroit pas grand inconvénient d'ôter le pareatis ; mais il est nécessaire d'obliger celui qui fait exécuter un Décret hors le ressort du Juge qui l'a décerné, d'élire domicile dans le lieu où se fait l'emprisonnement, non pas pour donner pouvoir au Juge de connoître du crime ; Car cela lui doit être étroitement défendu ; mais afin que si la Partie civile est négligente de faire transférer le prisonnier , il y puisse pourvoir par son autorité.

M. Puffort a dit , qu'avant que la Partie civile ait pû assembler mainforte, il se pourra passer un tems considerable, pendant lequel il ne seroit pas juste de mettre hors des prisons un Accusé de crimes atroces : ce qu'un Juge qui voudroit favoriser une Partie , pourroit faire impunément , si l'Ordonnance lui permettoit de le faire avec connoissance de cause. Que si la Partie laissoit écouler bien du tems sans faire la translation , le prisonnier pourroit s'adresser au Juge du délit , qui par la connoissance qu'il auroit de la qualité de l'accusation & de l'Accusé , ordonneroit ce qu'il jugeroit à propos , & que l'expedient qu'il avoit proposé d'abord , étoit le plus sûr.

A R T I C L E X I I I.

L Es Huissiers , Sergens , Archers , & autres Officiers, VIX. Article de l'Ordonnance. chargés de l'exécution de quelque Décret , ou Mandement de Justice , auxquels on auroit fait rebellion , excez ou violence , en dresseront Procès verbal , qu'ils remettront incontinent entre les mains du Juge , auquel nous enjoignons de se transporter sans délai sur les lieux , avec nombre suffisant d'Huissiers , ou Sergens ; & en cas de résistance , il en dressera sur le champ son Procès verbal , attesté de ceux des assistans qui sçauront signer , avec mention des autres qui n'auront pû signer ; & le Procès verbal sera par lui remis , dans vingt quatre heures au Greffe , pour en estre envoyé une expedition à nôtre Procureur General.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. Président a demandé , si le Procès verbal seroit remis entre les

main du Juge des lieux , ou en celles du Juge qui a donné le Décret : Que ce ne pouvoit être entre les mains du Juge qui a decreté ; parce qu'il fera peut-être trop éloigné du lieu de l'exécution. Par exemple, si l'on exécute une Ordonnance du Lieutenant Criminel de Paris , en Bretagne , il ne s'y transportera pas pour la faire executer.

M. Puffort a dit , que l'Article s'entendoit du Juge , qui a décerné le Décret : & pour le tems, que ce seroit incessamment , & suivant les distances des lieux ; mais qu'il fera peut-être plus à propos , d'ôter cette partie de l'Article, qui dit, que le Juge se transportera sur les lieux , avec main-forte ; parce qu'il suffit au Juge d'ordonner, sans qu'il soit obligé de s'exposer au peril , qui se trouve souvent dans l'exécution de son Jugement.

M. le P. Président a dit , avoir crû que l'Article s'entendoit du Juge des lieux, qui doit prêter main-forte à la Justice, dans l'exécution des Jugemens qui s'exécutent dans le détroit de sa Jurisdiction, d'autant plus que la rebellion, aux exécutions de Justice est un cas Royal, à cause de l'émotion populaire dont elle est ordinairement accompagnée , & par consequent de la compétence du Juge des lieux.

M. Puffort a dit , que la rebellion n'étoit pas toujours accompagnée d'émotion populaire , puisqu'elle pouvoit être faite dans un lieu écarté, ou par trois ou quatre particuliers intéressés.

M. le P. Président a observé , qu'il se trouvoit encore une autre difficulté dans l'Article, qui est que l'on enjoint au Juge de dresser son Procès verbal, sans lui prescrire ce qu'il doit faire ensuite , s'il doit continuer sa procédure ou la discontinuer , que si on ne lui marque plus précisément ce qu'il doit faire , il se contentera de dresser & d'envoyer son procès verbal, & surseoir à son instruction.

M. Puffort a dit , que le Juge doit continuer son instruction nonobstant la rebellion qui sera faite à l'exécution de ses Jugemens, l'Ordonnance ne lui prescrivant rien de contraire , & qu'en cas que cela forme quelque doute , on peut ajouter à la fin de l'Article : sans préjudice de la continuation de l'Instruction.

M. Talon a dit , qu'il sembloit nécessaire d'expliquer, quel est le Juge qui se doit transporter sur les lieux en cas de rebellion : si c'est celui dont le Décret ou le Jugement est émané , ou le Juge du lieu dans lequel la rebellion est commise. Si c'est le Juge qui a rendu le Décret , l'exécution de cet Article peut être souvent difficile , & quelquefois impossible : car si l'on commet rebellion en Bretagne , ou en Provence , à l'exécution d'un Décret décerné par le Lieutenant Criminel du Châtelet , qu'elle apparence y a-t'il, qu'il abandonne l'exercice de sa Charge, pour se transporter à deux cens lieues , & faire executer son Décret ? Qui payera les frais de ce voyage, sera-ce la Partie ? Décernera-t-on exécutoire sur le domaine, ou le Juge sera-t'il obligé de le faire à ses frais ? Il vaudroit donc bien mieux ordonner, que le Lieutenant Criminel du Baillage, & Siège Présidial, dans l'étendue duquel la rebellion aura été commise , se transportera sur les lieux , assisté du Prevôt des Maréchaux, pour faire rendre obéissance à la

Justice ; & ce d'autant plus, que la rebellion est un cas Royal dont la connoissance appartient aux Lieutenans Criminels des Bailliages & Sièges Présidiaux , & que lors qu'en exécutant une Sentence renduë au Baillage ou Siège Présidial , en matière civile , l'on commet quelque rébellion , ce n'est point le Juge Civil , mais le Lieutenant Criminel qui en doit informer , & instruire le Procès : ce qui est décidé nettement par tous les Réglemens qui ont été faits entre les Lieutenans Généraux & Criminels.

ARTICLE XIV.

ENjoignons à tous Gouverneurs , nos Lieutenans Généraux des Provinces & Villes , Baillifs , Sénéchaux , Maires & Echevins , de prester main-forte à l'exécution des Décrets , & de toutes les Ordonnances de Justice ; même aux Prévôts des Maréchaux , Vice-Baillifs , Vice-Sénéchaux , leurs Lieutenans & Archers , à peine de radiation de leurs gages , en cas de refus , dont il sera dressé Procès Verbal par les Juges , Huissiers ou Sergens , pour estre envoyé à nos Procureurs Généraux , chacun dans leur Ressort , & y estre par Nous pourvû.

XV. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XV.

LEs Acusez qui auront été arrestez , seront incessamment conduits dans les Prisons , sans pouvoir estre détenus es maisons particulières , si ce n'est pendant leur conduite , & en cas de péril seulement , dont sera fait mention dans le Procès Verbal de capture & de conduite ; à peine d'interdiction contre les Prévôts , Huissiers , ou Sergens , de mille Livres d'amende envers Nous , & des dommages & interets des Parties.

XVI. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XVI.

DEfendons à tous Juges , même des Officialitez , d'ordonner qu'aucune Partie soit amenée sans scandale.

XVII. Article de l'Ordonnance.

Ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE XVII.

NE pourra estre décerné aucun Decret , pour estre exécuté à l'indication d'une tierce personne.

Cet Article & le suivant composent le XVIII. de l'Ordonnance.

ARTICLE XVIII.

Pourra, si le cas le requiert, estre rendu Décret contre des Personnes non connûes, & sous la désignation de l'habit, de la Personne, & autres marques suffisantes.

Lecture faite de ces deux Articles :

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit autant d'inconvenient dans l'Article XVIII. que l'on en ôtoit par l'Article XVII. Que lors qu'une Partie Civile indique, elle demeure garante de son indication; ce qui ne se rencontre pas dans la désignation. Que cela ne porte point de conséquence à l'égard de l'ajournement personnel, où il ne s'agissoit que de le signifier, & qu'il y avoit souvent nécessité de décréter sur l'indication: la désignation n'étant pas assez expresse.

M. Puffort a dit, qu'il y a inconvenient en l'une & en l'autre de ces dispositions; mais qu'il y en avoit beaucoup moins dans la désignation, parce que les marques en sont plus certaines que dans l'indication, par laquelle on laisse à une Partie, qui souvent ne cherche qu'à satisfaire sa passion, & n'a pas de quoi répondre des dommages & intérêts, la liberté de faire insulte à qui bon lui semble. Mais que la disposition de l'Article n'empêchoit pas, que pour plus grande précaution, le Juge ne fit la désignation de l'Accusé dans le Décret.

M. Talon a dit, que pour l'intelligence de ces deux Articles; il faut présupposer, qu'il est vrai qu'on ne doit jamais decerner de Décret, particulièrement de prise de corps, contre des personnes inconnûes, pour être exécuté à la seule indication de la Partie Civile; mais quand les Accusés ne sont point nommez par les témoins dans les Informations, le Juge ne les doit pas aussi nommer dans son Décret, quand même ils le feroient dans la plainte. Tout ce qu'il peut faire, est de les désigner, suivant les remarques que le Témoins en ont faites, soit de leur visage, de leur taille, ou de leurs habits. Mais comme ces désignations sont souvent fautives & trompeuses, particulièrement celles qui regardent les habits où le poil, qui peuvent être aisément déguisez, il est de la prudence du Juge, d'ajouter à son Décret, que *l'indication sera faite par la Partie Civile*, qui demeure responsable des dommages & intérêts.

Si l'on en use autrement, il en arrivera deux inconveniens: le premier, que les Sergens porteurs d'un Décret, n'osent l'exécuter contre le véritable Accusé, s'ils ne trouvent en sa personne toutes les désignations portées par le Décret. Le second plus important, est que la Partie Civile ne laissera pas toujours d'indiquer, quoique la faculté ne lui en soit pas donnée; mais elle ne sera plus responsable de son indication, & celui qui aura souffert l'injure de son emprisonnement scandaleux, n'aura plus de recours pour ses dommages & intérêts. S'il ataque la Partie civile, elle dira qu'elle

qu'elle ne l'a point indiqué ; qu'elle a mis son Decret entre les mains des Sergens , & que s'ils sont trompez , elle n'en est pas responsable. S'il s'adresse aux Sergens , outre que ce sont souvent des misérables , ils rapporteront leur Procès verbal , pour justifier que celui qu'ils ont emprisonné avoit les mêmes désignations que celles portées par le Decret , & que la ressemblance les a induits en erreur. De sorte qu'il vaut beaucoup mieux que l'indication se fasse par la Partie civile , & il y aura encore moins d'inconvéniens à suivre en cela l'ancien usage , qu'à le réformer.

M. Puffort a dit, que l'indication & la dénonciation doivent être considérées comme une même chose ; parce qu'une Partie trouvera autant d'avantage de désigner dans sa plainte , celui qu'elle veut faire arrêter , que de le faire connoître au Sergent , lors qu'il sera seulement question d'exécuter le Decret ; qu'ainsi il vaut mieux que ce soit sur la désignation.

ARTICLE XIX.

NE sera décerné prise de corps contre les domiciliés , si ce n'est pour crimes qui doivent estre punis de peine afflictive ou infamante. XIX. Article de l'Ordonnance.

Cet Article a passé :

ARTICLE XX.

NOS Procureurs ez Justices ordinaires, seront tenus d'envoyer à nos Procureurs Generaux , chacun dans leur ressort , au mois de Janvier & de Juillet de chacune année, un état signé par les Lieutenans Criminels & par eux , des écrouës & recommandations faites pendant les six mois précédens ez prisons de leurs Sièges , & qui n'auront point été suivies de Jugement définitif ; contenant la date des Decrets , écrouës & recommandations ; le nom , surnom , qualité , & demeure des Acusez ; & sommairement le titre de l'accusation , & l'état de la procédure ; à l'effet de quoi tous actes & écrouës seront par les Greffiers , & Geoliers , délivrez gratuitement , & l'état porté par les Messagers sans frais : à peine d'interdiction contre les Greffiers, & Geoliers, & de cent livres d'amende envers Nous , & de pareille amende contre les Messagers. Ce qui aura lieu , & sous pareille peine, pour les Procureurs des Justices Seigneuriales , à l'égard de Nos Procureurs des Sièges où elles ressortissent. XX. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de cet Article.

M. le P. Président a dit , qu'il falloit ajoûter dans l'Article , comme on avoit déjà fait dans un autre , les lettres d'abolition , de grace & de remission : & que cet Article est rempli de beaucoup de peines. Que d'ailleurs on oblige les Officiers de faire bien des choses gratuitement , & cependant on leur ôte en beaucoup d'endroits , leurs droits & leurs profits légitimes.

M. Puffort a dit, qu'il falloit ajoûter dans l'Article, les Lettres d'abolition & de remission.

M. le P. Président a reparti , que sa pensée n'avoit pas été , qu'on accordât aucun droit pour les expéditions mentionnées en l'Article ; & qu'il n'avoit fait son observation, que pour faire voir que les Greffiers & autres Officiers faisant beaucoup de choses gratuitement , il étoit raisonnable de leur conserver leurs droits légitimes.

A R T I C L E X X I.

XXI. Article
de l'Ordon-
nance.

LEs Acusez, contre lesquels il n'y aura eu originairement Décret de prise de corps , seront élargis après l'interrogatoire , s'il ne survient de nouvelles charges , ou par leur reconnoissance ou par la déposition de nouveaux témoins.

Après la Lecture de l'Article :

M. le P. Président a dit , que souvent l'on a commencé de grands Procès Criminels , par un Décret d'ajournement personnel , qui se donne en bien des rencontres , même par les premiers Juges , quoiqu'il y eût lieu par les Informations , de décréter prise de corps ; mais que cela se faisoit pour ne pas donner de la défiance à un Acusé , & pour s'en assurer avec moins de risque & de peine ; & que d'ailleurs l'interrogatoire pouvoit faire de nouvelles Charges.

M. Puffort a dit , que ces mots : *S'il ne survient de nouvelles Charges*, reme-lient à toutes choses , & souvent on arrête un homme sur son interrogatoire , quoiqu'il n'y ait qu'ajournement personnel contre lui.

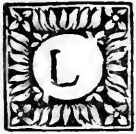




T I T R E X I.

Des Excuses , ou Excoines des Acuséz.

A R T I C L E I.



L'Acusé qui ne pourra comparoir en Justice , pour cause de maladie, ou blessure, fera presenter ses excuses par Procuration spéciale , passée pardevant Notaire , qui contiendra le nom de la Ville , Bourg, ou Village , Parroisse , Ruë , & Maison , où il sera détenu.

Les Articles de ce Titre sont pareillement dans l'Ordonnance.

Cet Article a été trouvé bon.

A R T I C L E II.

LA Procuration ne sera point reçûë sans raport d'un Medecin de Faculté aprouvée , qui déclarera la qualité, & les accidens de la maladie ou blessure ; & que l'Acusé ne peut se mettre en chemin sans peril de sa vie : dont la vérité sera attestée par serment du Medecin, pardevant le Juge du lieu , dont sera dressé Procez verbal , qui sera aussi joint à la Procuration.

Lecture faite de l'Article.

M. le P. Président a dit, qu'il y a bien des lieux où il n'y a point de Medecin de Faculté aprouvée.

M. Pullort a dit , que l'on avoit jugé à propos d'assujettir par l'Article, les Excoines à beaucoup de formalitez , pour les rendre plus difficiles.

Que l'on peut faire venir des Medecins d'une Faculté aprouvée ; mais que tous les Excoines bien examinez , ne sont ordinairement que des illusions à Justice.

A R T I C L E III.

L'Exoine sera montrée à nôtre Procureur , ou à celui des Seigneurs , & communiquée à la Partie civile, s'il y en a , qui sera tenuë , sur un simple acte , de se trouver à l'Audience où l'Exoine sera présentée & reçûë , sans que le por-

teur des pieces soit tenu de déclarer qu'il est envoyé exprès pour les presenter , & qu'il a vû l'Acusé.

ARTICLE IV.

Sil les causes de l'Exoine paroissent légitimes, il sera donné défaut à nôtre Procureur , ou à celui des Seigneurs, sauf l'Exoine, & pour le profit, Commission à eux délivrée & aux Parties , pour informer respectivement dans un bref délai, de la vérité de l'Exoine , & du contraire.

Lecture faite :

M. le P. Président a dit , que ces mots de *défaut sauf l'Exoine* , sont de l'ancien style qui est aboli.

M. Talon a dit , que ces termes : *Il sera donné défaut à nôtre Procureur, ou à celui des Seigneurs , sauf l'Exoine* , qui sont de l'ancien style des procédures criminelles, doivent être recranchez comme inutiles. Dailleurs l'Ordonnance abolissant l'usage de lever des défauts au Greffe , soit sur les ajournemens personnels , ou sur les Décrets de prise de corps , il ne faut point laisser de vestiges d'une patique qui ne subsiste plus.

M. Pullört a dit , qu'il les falloit ôter.

ARTICLE V.

Le délai pour informer étant expiré , sera fait droit sur l'incident de l'Exoine , sur ce qui se trouvera produit.

Cet Article à été trouvé bon.





T I T R E XII.

Des Sentences de Provisions.

A R T I C L E I.



Es Juges pourront, s'il y échoit, adjudger à une partie I. Article de
quelques sommes de deniers, pour pourvoir aux l'Ordonnan-
alimens & médicamens : ce qui sera fait sans ce.
conclusions de Nos Procureurs, ou de ceux
des Seigneurs.

Cet Article a passé.

A R T I C L E II.

NE pourront les Juges réitérer les Provisions, pour quel- II. Article de
qu'occasion & sous quelque pretexte que ce soit, ni l'Ordonnan-
les acorder à l'une & à l'autre des Parties : à peine de sus- ce.
pension de leurs Charges, & de tous dépens, dommages
& interests.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, qu'il est vrai qu'autrefois il y a eu beaucoup d'abus dans la matière des Provisions, & que les Juges en donnoient aux deux Parties : que la dernière partie de l'Article, y a prudemment pourvû; mais qu'il y a beaucoup de difficulté dans la première, qui ne permet pas de réitérer les Provisions. Qu'il y a nécessité de laisser cela à l'arbitrage du Juge; parce que d'abord on ne connoit pas la qualité des blessures: qu'il y survient des incidens, & qu'il n'y auroit pas d'apparence de laisser périr un homme faute d'alimens ou de médicamens. Mais que pour empêcher que les premiers Juges n'en pussent abuser, l'on pourroit suivre le Règlement du Parlement, qui veut qu'il y ait au moins quinzaine entre la première & la seconde Provision: même qu'elle ne soit réitérée qu'avec connoissance de cause; mais qu'il seroit trop rude de l'ôter absolument.

M. Pussort a dit, que le plus grand abus qu'il y avoit dans la facilité de donner des Provisions, ne venoit pas de la Partie qui les reçoit; mais au contraire, de ce qu'ordinairement elle n'en touchoit rien. Que l'on ne

manquoit jamais à faire des faïfies , au moment qu'elles étoient adjudées : l'on ordonne en confequence, que les deniers feront mis au Greffe : il furvient des opofitions & des appellations , & par le moyen de ces incidens, les Provisions font entierement confommées par les Juges , & les Parties n'en retirent aucun avantage.

Que néanmoins l'obfervation de M. le P. Préfident lui paroît bonne, & que l'on pourroit à cet égard fuivre le Règlement du Parlement du vingt-deux Juin 1665. en y ajoutant , qu'on ne pourra donner plus de deux Provisions ; fans que les Juges puiffent prendre aucunes épices pour les acorder.

M. Talon a dit, que quelque circonfpection que l'on doive apporter pour empêcher les Juges de donner des Provisions trop legerement , il y a des cas dans lesquels il feroit injufte & perilleux , de ne les pouvoit pas réitérer. Qu'il eft bien vrai qu'il n'y a point de matiere dans laquelle on eût commis plus d'abus : nonfeulement les Juges prenoient de grands droits fur les Sentences de Provision , ils en prenoient encore pour recevoir les cautions. Souvent après avoir accordé une Provision , ils fe donnoient la liberté d'en furfeoir l'exécution : fouvent ils la faifoient configner au Greffe, & lors , elle tournoit entierement à leur profit, & à celui de leur Greffier.

Les plaintes de ces abus ayant été portées à la Tournelle, l'on y pourvût par un Arrêt , en forme de Règlement du vingt-deux Juin , 1665. qui ne permet d'adjudger une feconde Provision , qu'après un intervalle de quinze jours. Ce même Arrêt défend aux Juges de prendre aucunes épices, pour les Sentences de Provisions ; & il eft bien plus raifonnable de retrancher les émolumens des Sentences de Provisions, que des Decrets. Le Juge qui a vû & decreté l'Information , n'a qu'à prendre la Lecture du raport en Chirurgie , pour arbitrer , par la qualité de la bleffure, quelle doit être la Provision. De forte que défendant aux Juges de recevoir aucuns émolumens ni pour les Sentences de Provisions , ni pour tous les incidens qui pourroient naître en conféquence , cette prévoyance retranchera beaucoup de défordres & de malverfations , & l'on n'accordera point de feconde Provision, fans une neceffité tres-preffante : & en ce cas , l'Article IV. demeurera inutile.

M. Pullort a reparti , qu'il ne s'éloignoit pas de cet expedient , & qu'il le propoferoit au Roi.

A R T I C L E I I I.

IV. Article de
l'Ordonnan-
ce.

LEs Sentences de Provision ne pourront être furfifes ni jointes au procès, par les Juges qui les auront données, fous pareille peine.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE IV.

NOS Juges Présidiaux, Baillifs, Sénéchaux, Prévôts des *Cet Article a*
 Maréchaux, Vi-Baillifs, & Vice-Sénéchaux, les Juges *été supprimé.*
 des Pairies, & autres, ressortissans nuëment en nos Cours,
 ne pourront prendre que trente sols pour les épices des Sen-
 tences de Provision; les Juges Royaux ressortissans nuëment
 en nos Cou s, vingt sols; & ceux des Seigneurs, dix sols;
 à peine d'interdiction, & de cent livres d'amende, moitié
 vers Nous, & moitié vers la Partie; sans néanmoins que
 les droits puissent estre augmentez par les Juges qui ont
 acôûtumé de moins prendre.

Lecture ayant été faite :

M. le P. Président a dit, que cet Article devenoit inutile, si l'ouverture
 qui vient d'être faite avoit lieu.

M. Puffort en est demeuré d'accord.

ARTICLE V.

LEs deniers adjugez par provision, ne pourront estre fai- *V. Article de*
 sis pour frais de Justice, ou quelque autre cause & pre- *l'Ordonnan-*
 texte que ce soit, ni consignez au Greffe ou ailleurs: à pei- *ce.*
 ne de nullité des consignations, & d'interdiction contre les
 Greffiers ou leurs Commis, qui les auront reçûs; & pourront,
 nonobstant les saisies & prétenduës consignations, les Par-
 ties condamnées estre contraintes au payement.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, qu'il étoit nouveau; mais qu'il étoit bon.

ARTICLE VI.

LEs Sentences de provisions seront exécutées par saisie *VI. Article de*
 des biens, & emprisonnement de la personne du con- *l'Ordonnan-*
 damné, sans donner caution, s'il n'est expressément ordonné. *ce.*

Après la lecture de cet Article :

M. le P. Président a dit, qu'ordinairement la provision suppose une
 caution; mais qu'on excepte souvent de cette règle, les provisions ali-

mentaires , au nombre desquelles on peut mettre celles qui sont adjudgées pour médicamens , aux Parties civiles , qui ne sont pas bien souvent en pouvoir de donner caution.

M. Talon a dit , que comme le principal desordre dans les provisions , regarde la reception des cautions , qui sont des cautions bannales , qui reçoivent pour signer l'acte de cautionnement , une certaine retribution qui se partage avec les Greffiers , & quelquefois même avec les Juges. Il est bien plus sûr & plus raisonnable , d'ordonner que les Sentences seront exécutées sans caution ; car si on laisse au pouvoir du Juge , d'obliger la Partie qui demande une provision , de donner caution , il l'ordonnera toujours pour en profiter , & cela passera en stile : joint que l'on n'adjudge ordinairement des provisions , qu'aux personnes qu'on croit avoir besoin de ce secours , pour subvenir à leurs médicamens & alimens , & ces personnes qui sont dans l'indigence , ne pourront pas trouver de cautions. Il y a d'autant moins de péril , d'exécuter sans caution , les Sentences de provision , que par l'Article suivant , on limite la somme jusqu'à laquelle elles pourront être exécutées nonobstant l'appel.

M. Puffort a dit , qu'il falloit proposer au Roi d'ôter la caution dans toutes sortes de cas.

A R T I C L E VII.

VII. Article
de l'Ordon-
nance.

LEs Sentences de provisions , rendues par nos Baillifs , Sénéchaux , & autres Juges ressortissans nuement en nos Cours , qui n'excederont la somme de deux cens livres ; celles des autres Juges Royaux , qui n'excederont cent vingt livres ; & des Juges des Seigneurs , qui n'excederont cent livres , seront exécutées , nonobstant & sans préjudice de l'appel.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit , que jusqu'ici l'on n'avoit point réglé la qualité des provisions ; parce que cela dépendoit de la qualité des personnes , & de l'état du blessé ; & que les Gens de qualité pouvoient avoir besoin de provisions comme les autres.

M. Puffort a dit , que l'Article a son exemple dans l'Ordonnance de 1539. qui a limité le pouvoir des premiers Juges , sur le sujet des provisions : Que celle de..... l'a ainsi borné. Que si cela n'étoit , un petit Juge donneroit telle provision qu'il lui plairoit , sans garder de mesure. Qu'en matiere civile , le pouvoir des premiers Juges a été réglé , & qu'à plus forte raison il le doit être en matiere criminelle : d'autant plus que les provisions pourront être réitérées , & ne se donnent ordinairement par les premiers Juges , qu'aux personnes nécessaires.

M. Talon a dit , que les Prévôts des Maréchaux sont ceux qui sont les plus hardis à adjudger de fortes provisions.

ARTICLE

ARTICLE VIII.

NE pourront nos Cours surseoir ni défendre l'exécution des Sentences de Provision, sans avoir vû les Charges & Informations, & les Raports des Medecins & Chirurgiens, & que le tout n'ait été communiqué à Nos Procureurs Generaux: & les défenses ou surseances n'auront aucun éfer à l'égard de la Provision, si elles ne sont expressement ordonnées par l'Arrêt, pour lequel ne sera pris aucunes épices. VIII. Article de l'Ordonnance.

Cet Article a été trouvé bon.



TITRE XIII.

Des Prisons, & Greffiers des Geoles, Geoliers, & Guichetiers.

ARTICLE I.

VOULONS que les Prisons soient sûres, & disposées, en sorte que la santé des prisonniers n'en puisse estre incommodée. I. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE II.

TOUS Concierges, & Geoliers, exerceront en personne, & non par aucun Commis, & sçauront lire & écrire, & dans les lieux où ils ne le sçavent, il en sera nommé d'autres dans six semaines: à peine contre les Seigneurs, de privation de leurs droits. II. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE III.

AUCUN Huissier, Sergent, Archer, ou autre Officier de Justice, ne pourra estre Greffier des Geoles, Concierge, Geolier, ni Guichetier: à peine de cinq cens livres d'amende envers Nous, & de peine corporelle, s'il y échoit. III. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE IV.

ENjoignons aux Geoliers, de donner des gages raisonnables aux Guichetiers, & aux autres personnes par IV. Article de l'Ordonnance.
Ordonn. Crim. P

eux préposées à la garde des Prisonniers.

ARTICLE V.

V. Article de l'Ordonnance.

IL n'y aura aucun Greffier de Geole dans les Prisons Seigneuriales, & n'en sera établi aucun de nouveau dans les Royales.

ARTICLE VI.

VI Article de l'Ordonnance.

LEs Greffiers des Geoles, où il y en a ; ou les Geoliers & Concierges, seront tenus d'avoir un Registre cotté & paraphé par le Juge dans tous les feuillets, qui seront séparés en deux colonnes, pour les écrouës ou recommandations, & pour les élargissemens & décharges.

ARTICLE VII.

VII. Article de l'Ordonnance.

Ils auront encor un autre Registre cotté & paraphé aussi par le Juge, pour mettre, par forme d'Inventaire, les papiers, hardes & meubles, desquels le Prisonnier aura été trouvé saisi, & dont sera dressé Procès Verbal par l'Huissier, Archer ou Sergent, qui aura fait l'emprisonnement, qui sera assisté de deux Témoins, qui signeront avec lui son Procès Verbal ; & seront les papiers, hardes & meubles, qui pourront servir à la preuve du Procès, remis au Greffe sur le champ, & le surplus rendu à l'Accusé, qui signera ledit Inventaire & le Procès Verbal ; sinon sur l'un & sur l'autre sera fait mention de son refus.

ARTICLE VIII.

VIII. Article de l'Ordonnance.

LEs Greffiers & Geolliers ne pourront laisser aucun blanc dans leurs Régistres.

Lecture ayant été faite de ces Articles :

M. Puffort a dit, que l'on avoit eu dessein d'abord, de mettre dans l'Article, que les prisons ne pourroient être qu'au rez de chaussée ; mais que comme la Conciergerie n'y est pas, on a été obligé de se servir des termes généraux.

M. le P. Président a dit, que ces huit premiers Articles, sont conformes au Règlement du Parlement sur le fait des prisons.

A R T I C L E IX.

DEffendons , à peines des Galeres contre les Greffiers, & ^{IX Article de l'Ordonnan-}
des Fers contre les Geoliers , de délivrer des écrouës à
des personnes qui ne seront point actuellement prisonniers
pour dettes ; ni de faire des écrouës & décharges sur feuilles
volantes , cahiers , ni autrement que sur le Régistre cotté
& paraphé par le Juge.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a dit , que la peine des Galeres ne convenoit pas à un Officier Royal ; qu'il étoit à craindre que cela n'induisé les Geoliers de vivre d'une maniere conforme à l'impression que l'Article donne de leur conduite ; & qu'il seroit plus à propos de leur enjoindre d'exécuter l'Article , à peine de punition exemplaire. Qu'au surplus , le mot de *fers* , porté par l'Article n'est pas d'Ordonnance.

M. Puffort a dit , qu'il faut appliquer la peine à la faute : que c'en est une qui ne peut être punie trop rigoureusement , que de laisser sortir un prisonnier , dont un Geolier est dépositaire par Justice. Que l'on ne peut pas dire que ce soit un crime d'imprudence , que de délivrer un écrouë , & de certifier qu'un homme est actuellement prisonnier , dans le tems qu'on le laisse vaguer. Qu'il auroit peut-être été rude de condamner un Geolier pour cette faute , aux Galeres , avant qu'il y eût une Ordonnance qui y fût expresse ; parceque l'usage sembloit autoriser ce desordre : mais que lorsque l'Ordonnance aura été publiée , & la peine établie , ils n'auront plus d'excuse légitime , & ne recevront plus de garantie pour ces sortes d'élargissemens.

Qu'il est vrai que le mot de *fers* , n'est pas d'Ordonnance ; mais que comme les Geoliers s'en servent dans les lieux où les prisons ne sont pas sûres , on a crû qu'il en falloit faire mention. Qu'il y a même en cela beaucoup d'abus ; car sous prétexte d'exempter un prisonnier de cette rigueur , les Geoliers commettent des exactions.

M. le P. Président a répliqué , que c'est une prévarication qu'ils commettent à leurs Charges ; & que l'on voit souvent les prisonniers solliciter leurs Juges , l'écrouë à la main : Que c'est une illusion aux ordres de la Justice. Qu'il est vrai qu'on n'en voit pas arriver de grands inconvéniens , & qu'encore que ce soit une faute , la peine portée par l'Article ni conviendrait pas.

M. Puffort a dit , que l'on n'auroit pas plutôt fait deux exemples , que ce désordre n'arriveroit plus.

M. le Président de Novion a dit , que l'Article ne pouvoit donc s'entendre que des prisonniers pour crime ; Car à l'égard de ceux qui sont détenus pour dettes civiles , on ne peut agir que civilement contre le Geolier qui

les a laissé sortir , en sorte que si l'emprisonnement n'a été fait que pour la somme de mille livres , il ne peut être tenu qu'au paiement de cette somme.

M. Puffort a dit , qu'outre l'intérêt particulier de la Partie , il y avoit encore l'intérêt de la Discipline publique ; mais que celui de la Partie lui paroissoit considérable : d'autant que la sûreté que le Geolier prenoit de son prisonnier , pour le laisser vaguer , n'étoit point connue au créancier , qui n'avoit aucune action contre le Geolier , pour l'obliger à déclarer les sûretés qu'il avoit tirées ; & qu'ainsi le prisonnier se trouvant en liberté , sans avoir payé ni consigné dans les formes de la Justice , faisoit long-tems plaider son créancier , qui étoit desarmé & n'avoit plus aucune contrainte à faire exécuter , puisque le débiteur paroissoit prisonnier , par la représentation qu'il en faisoit , lors qu'il étoit sommé de ce faire : & que néanmoins pour distinguer la matiere civile d'avec la criminelle , on pouvoit ôter de l'Article les mots : *pour dettes* , & qu'il le proposeroit au Roi.

ARTICLE X.

X. Article de
l'Ordonnan-
ce.

Leur défendons de prendre aucuns droits pour les emprisonnemens , recommandations , & décharges ; mais pourront seulement , pour les extraits qu'ils en délivreront , recevoir ceux qui seront taxez par le Juge , & qui ne pourront excéder , sçavoir en toutes nos Cours & Justices , dix sols , & la moitié en celles des Seigneurs , sans néanmoins pouvoir augmenter , ez lieux où l'usage est de donner moins.

Lecture faite de l'Article X.

M. le P. Président a dit , que les Greffiers des Prisons , sont érigés en titre d'Office : qu'ils ont financé pour avoir les droits qui leur sont attribués : que le Parlement a réglé ce qu'ils doivent prendre pour les emprisonnemens ; recommandations , élargissemens & décharges : que l'on ne pouvoit pas retrancher ces droits sans les rembourser ; particulièrement si l'on considère ; que l'Ordonnance les oblige à tenir plusieurs Régistres , & à faire bien des choses gratuitement.

M. Puffort a dit , que ces sortes de gens ne sont pas à plaindre : qu'ils exigent d'autant plus impunément , qu'ils se rendent redoutables aux prisonniers ; & qu'enfin si ce sont Officiers domaniaux , le Roi veut bien par le retranchement de leurs droits , en souffrir la perte.

ARTICLE XI.

XI. Article de
l'Ordonnan-
ce.

Les Juges régleront les droits appartenans aux Geoliers , Greffiers des Geoles , & Guichetiers , pour vivres , danrées ,

DES PRISONS ET GREFFIERS DES GEOLÉS, GEOLIERS ET GUICH. 117
gâte, geolages, élargissemens, & décharges, dont sera fait un
tarif ou tableau, qui sera posé au lieu le plus aparant de la
prison, & le plus exposé à la vûë.

Lecture ayant été faite.

M. le P. Président a dit, que l'Article X. défend aux Geoliers & Greffiers, de prendre des droits pour les élargissemens & décharges; & que cependant par l'Article dont il s'agit, on vouloit que les Juges en réglassent les droits.

M. Puffort a reparti, que l'intention n'étoit pas qu'ils prissent aucun droit pour les élargissemens & décharges; mais seulement pour les extraits qui en seroient par eux délivrez: & que pour le rendre plus intelligible, il falloit ajouter dans l'Article, le mot d'*extraits*.

A R T I C L E X I I.

Les recommandations des prisonniers seront nulles, si XII. Article de l'Ordonnance.
elles ne leur sont signifiées parlant à leurs personnes, & copie baillée, dont sera fait mention dans le Procès verbal de l'Huissier, qui fera la recommandation.

A R T I C L E X I I I.

Les écroües & recommandations feront mention des XIII. Article de l'Ordonnance.
Arrêts, Jugemens & autres Actes, en vertu desquels elles seront faites; du nom, surnom, & qualité du prisonnier; de ceux de la Partie qui les fera faire; comm'aussi du domicile par lui élu au lieu où la prison est située; sous pareille peine de nullité: & ne pourra estre fait qu'une écroüe, encore qu'il y eût plusieurs causes de l'emprisonnement.

A R T I C L E X I V.

Deffendons à tous Geoliers, Greffiers, Guichetiers, & XIV. Article de l'Ordonnance.
à l'ancien des prisonniers, appellé Doyen ou Prevôt, sous pretexte de bien-venuë, de rien prendre des prisonniers, en argent ou vivres, quand même, il seroit volontairement offert, ni de cacher leurs hardes, ou les maltraiter & excéder, à peine de punition exemplaire.

ARTICLE XV.

XV. Article
de l'Ordon-
nance.

LE geolier ou greffier de la geole, sera tenu de porter incessamment, & dans les vingt-quatre heures au plus tard, à Nos Procureurs, ou à ceux des Seigneurs, copie des écrouës & recommandations, qui seront faites pour crime.

ARTICLE XVI.

XVI. Article
de l'Ordon-
nance.

DEffendons aux geoliers & guichetiers, de permettre la communication de quelque personne que ce soit, avec les prisonniers détenus pour crime, avant leur interrogatoire, ni même après, s'il est ainsi ordonné par le Juge.

ARTICLE XVII.

XVII. Article
de l'Ordon-
nance.

NE sera permis aucune communication aux prisonniers enfermez dans les Cachots, sous pretexte de charité ou d'aumône, ni souffert qu'il leur soit donné aucune lettres ou billets.

ARTICLE XVIII.

XVIII. Article
de l'Ordon-
nance.

NE pourront aussi les prisonniers estre tirez des Cachots, s'il n'est ainsi ordonné par le Juge; auquel cas ils le seront incessamment, & sans user de remise par les geoliers & guichetiers, ni prendre ou recevoir aucuns droits ou salaires, encore même qu'ils leur fussent volontairement offerts.

ARTICLE XIX.

XIX. Article
de l'Ordon-
nance.

DEffendons aux geoliers de laisser vaguer les prisonniers pour dettes, ou pour crime, sur peine des galeres, ni de les mettre dans les Cachots, ou de leur attacher les fers aux pieds, s'il n'est ainsi ordonné par mandement signé du Juge; à peine de punition exemplaire.

ARTICLE XX.

XX. Article
de l'Ordon-
nance.

Les hommes prisonniers, & les femmes, seront mis en des Chambres séparées

ARTICLE XXI.

ENjoignons aux geoliers & guichetiers , de visiter les prisonniers enfermez dans les Cachots , au moins une fois chaque jour , & de donner avis à nos Procureurs , ou à ceux des Seigneurs , de ceux qui seront malades , pour estre visitez par les Medecins & Chirurgiens ordinaires des prisons , s'il y en a , sinon par ceux qui seront nommez par le Juge , pour estre , s'il est besoin , transferez dans les Chambres , & après leur convalescence seront renfermez dans les Cachots,

XXI. Article de l'Ordonnance,

ARTICLE XXII.

LEs Geoliers & Guichetiers ne pourront recevoir des prisonniers, aucunes avances pour leur nourriture, gîte & geolage , & seront tenus de donner quittance de tout ce qui leur sera payé.

XXII. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de tous ces Articles,

M. le P. Président a dit , que l'on n'avoit point trouvé de difficulté jusqu'à l'Article XXIII.

ARTICLE XXIII.

LEs Créanciers , qui auront fait arrêter ou recommander leurs Debiteurs , seront tenus leurs fournir la nourriture , suivant le taux ordinaire du Juge, & contraints solidaiement, sauf leur recours entr'eux, & leur sera néanmoins délivré exécutoire, pour en estre remboursé sur les biens du prisonnier , par preference à tous Créanciers.

XXIII. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XXIV.

SUR trois Sommations faites à differens jours, aux Créanciers qui seront en demeure de fournir la nourriture aux prisonniers , & trois jours après la dernière , le Juge pourra ordonner son élargissement , partie présente , ou dûement appelée.

XXIV. Article de l'Ordonnance.

Après la Lecture de ces deux Articles :

M. le P. Président a dit, que ces deux Articles sont bons ; mais quel usage du Parlement paroît plus prompt, qui est de faire la taxe du pain des prisonniers, selon le prix courant des vivres, & d'obliger le créancier de faire l'avance, de semaine en semaine, de ce qui est nécessaire pour la nourriture du débiteur : & à faute de faire cette avance, l'on met le prisonnier hors des prisons. Au lieu que par l'Article on se contente de faire des Sommations de tems en tems à la Partie ; mais que cependant le prisonnier languira, faute de subsistance. Qu'à l'égard des Provinces, l'usage y est différent, & qu'il n'y a pas d'inconvénient d'y faire observer l'Article.

M. Pussort a dit, que l'on n'avoit pas trouvé de meilleur moyen que ces Sommations, pour veiller à l'intérêt du créancier, & assurer la subsistance du débiteur ; parce que les prisonniers souffrent beaucoup plus dans les Provinces que dans Paris, où ils reçoivent de grandes assistances par les charitez qui leur sont faites. Que néanmoins l'usage de Paris lui paroïsoit bon ; & que l'on pourroit proposer au Roi, de le conserver pour Paris seulement : & en a demandé l'explication à Monsieur le Premier Président.

M. le P. Président a répondu, que de tems en tems on commettoit des Commissaires pour visiter les prisons, & pour y régler le prix des vivres ; & qu'en faisant leurs visites, ils recevoient les plaintes des prisonniers : & s'il s'en trouvoit de ceux qui ne sont détenus prisonniers que pour dettes, auxquels leurs créanciers n'eussent point avancé la nourriture pour la semaine, l'on rendoit des Arrêts sans épices & sans frais d'expédition, portant qu'après une Sommation qui leur seroit faite, ils seroient tenus de leur en fournir, & qu'à faute d'y avoir satisfait, l'on ordonnoit qu'ils seroient élargis. Qu'à présent la taxe est de quatre sols pour chacun jour, & que loin d'augmenter, on diminue à proportion du prix-courant des vivres ; & que l'on ne voyoit naître aucun inconvénient de cet usage.

M. Pussort a repris, que l'on ne pourra pas sçavoir, si la Partie aura avancé la nourriture ou non, particulièrement dans les lieux, où il n'y a point de Greffiers des geoles.

M. Talon a dit, qu'au lieu de ces mots : *Suivant le taux ordinaire du Juge*, il seroit mieux de mettre : *Suivant la taxe qui en sera faite chaque année par le Juge*. Et afin de ne pas laisser aux Juges de Village, la liberté d'en abuser, il faudroit que cette taxe fût faite tous les ans, dans chacun Baillage, & envoyée aux Justices Royales & Seigneuriales du Ressort, pour y être observée, & s'y conformer par les Juges subalternes.

M. Pussort a dit, qu'il étoit bon d'ôter ces mots : *le taux ordinaire* ; & mettre en la place : *suivant la taxe qui en sera faite*. Qu'il faudroit chercher un tempéramment pour faire une Loi générale.

M. Talon a proposé, de ne faire que deux Sommations au lieu de trois portées par l'Article.

A R T I C L E XXV.

Les prisonniers pour crime, ne pourront prétendre d'être nourris par la Partie civile, & leur sera fourni par le Geolier, du pain, de l'eau, & de la paille, bien conditionnez, suivant les Réglemens. XXV. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite :

M. le P. Président a dit, que cet Article étoit bon ; mais qu'il donnoit lieu à une question, qui étoit de sçavoir, si un prisonnier pour crime, qui n'étoit plus détenu dans les prisons, que pour des intérêts civils, devoit être nourri par le Roy, ou par la Partie civile. Que la raison de douter, étoit qu'encore qu'il ne fût plus question que d'intérêts civils, néanmoins la détention venoit originairement du crime. Mais que la raison de décider, étoit, que le crime étoit éteint, & qu'en éfet les sommes adjudgées, étoient qualifiées *Intérêts civils* ; la Partie publique n'y ayant plus d'intérêt. Que cependant rien n'est plus nécessaire que d'administrer les alimens aux prisonniers, & que la Partie civile en étoit chargée par un Règlement, qui a été confirmé par une Déclaration du Roi.

M. Puffort a dit, que cette ouverture étoit grande ; mais qu'elle avoit son inconvénient, en ce qu'une Partie civile, dont toute la réparation & le dédommagement consistera dans les intérêts civils, sera obligé de les consommer dans la nourriture du condamné ; & ainsi par l'événement, elle se trouvera de même condamnée : Que cependant il faut que le prisonnier vive, & qu'il semble que ses alimens lui doivent être administrés par la Partie qui le détient.

M. Talon a dit, que le Roi ni les Seigneurs n'étant plus obligez de fournir le pain aux prisonniers retenus pour réparation civile, les Parties qui les retiennent doivent payer la nourriture : & bien que l'on en ait fait autrefois difficulté, néanmoins le Règlement que le Parlement a fait sur ce sujet, ayant été confirmé par une Déclaration du Roi, la chose ne peut plus recevoir de doute ; mais il est pourtant nécessaire d'en mettre un Article précis dans l'Ordonnance.

M. Puffort a dit, qu'il n'y avoit qu'à suivre cette Déclaration, & en faire mention dans l'Article.

A R T I C L E XXVI.

LE Geolier sera remboursé de la dépense du pain des prisonniers, sur le fond des amendes, s'il est suffisant, sinon sur le revenu de nos Domaines : Et où nôtre Domaine se trouvera engagé ; les Engagistes y seront contrains, &

Ordon. Crim.

Q

d'ailleurs les Seigneurs hauts-Justiciers, même le Receveur de Nos amendes, les Receveurs & Fermiers de nos Domaines, ceux des Engagistes & hauts-Justiciers respectivement: nonobstant oppositions ou appellations, prétendu manque de fonds, & payemens faits par avance, & toutes saisies; sauf à estre pourvu de fonds aux Receveurs, sur l'année suivante, & faire déduction aux Fermiers, sur le prix de leurs baux.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit, qu'il étoit dangereux, de charger les Geoliers, du fonds nécessaire pour la subsistance des prisonniers, & qu'il étoit beaucoup plus sûr d'en commettre le soin aux Procureurs du Roi.

M. Puffort a dit, que les Procureurs du Roi, pourront bien satisfaire à l'obligation de prendre ce soin, sans donner sujet de se plaindre d'eux; mais que la plupart des Procureurs d'Office sont aussi suspects que les Geoliers.

M. Talon a dit, que si l'on oblige les Geoliers, à fournir le pain des prisonniers, en leur donnant leur recours pour leur remboursement sur les amendes, il y aura plus des trois quarts des prisons Royales dans les Provinces, où l'on ne pourra trouver des Geoliers: y en ayant déjà grand nombre qui sont abandonnées, encore que cette charge ne soit pas imposée aux Geoliers.

M. Puffort a dit, qu'il falloit proposer au Roi, de commettre ce soin au Procureur du Roi.

M. le P. Président a dit, que l'on chargeoit le Domaine de ces frais, en cas qu'il n'y eût point d'amende: que cependant il y a bien des lieux, où il n'y a point de Domaine, comme à Lyon & à Mâcon; & que quand il y en auroit, il y avoit un Arrêt du Conseil, portant défenses de décerner des exécutoires contre les Receveurs du Domaine.

M. Talon a dit, que les amendes faisant partie du Domaine, & y étant unies, il étoit inutile d'en faire la distinction dans l'Article.

M. Puffort a trouvé cette observation bonne, & qu'il ne falloit point faire mention dans l'Article, du fonds des amendes.

A R T I C L E XXVII.

XXVII. Article de l'Ordonnance.

LEs Geoliers ne pourront vendre de la viande aux prisonniers, aux jours qui sont défendus par l'Eglise; ni permettre qu'il leur en soit apporté de dehors: même à ceux de la Religion Prétendue Réformée, si ce n'est en cas de maladie, & par Ordonnance du Medecin.

ARTICLE XXVIII.

LEs prisonniers pourront faire apporter de dehors, les vivres, bois, charbons, & toutes choses nécessaires, sans estre contraincts d'en prendre des Geoliers, Cabaretiers, ou autres. Pourra néanmoins ce qui leur sera apporté, estre visité, sans estre diminué, ni gâté. XXVIII. Article de l'Ordonnance.

Après la Lecture de ces deux Articles :

M. le P. Président a dit, que ces deux Articles étoient conformes au Règlement fait par le Parlement, sur le sujet des prisons.

M. Talon a observé, sur le vingt-huitième Article, qu'il en falloit excepter les prisonniers enfermez dans les Cachots, auxquels il ne doit pas être permis d'apporter des vivres de dehors, crainte du poison : les visites que les Geoliers pourroient faire, n'étant pas suffisantes pour empêcher ces inconvénient.

M. Pussort a dit, que l'observation paroissoit bonne.

ARTICLE XXIX.

AUcun prisonnier pour crime, ne pourra estre élargi par nos Cours, ou autres Juges, encore qu'il se fût rendu volontairement prisonnier, sans avoir vû les Informations, l'Interrogatoire, & les Conclusions de Nos Procureurs, ou de ceux des Seigneurs, & les réponses de la Partie, s'il y en a, avec Sommation d'y répondre. XXIX. Article du Titre X.

ARTICLE XXX.

LEs prisonniers pour crime ne pourront estre élargis, s'il n'est ordonné par le Jugement que Nos Procureurs, ou ceux des Seigneurs, & les Parties civiles y consentent. XXX. Article du Titre X.

ARTICLE XXXI.

NE pourront aussi les Acusez estre élargis après le Jugement, s'il porte condamnation de peine afflictive, ou que Nos Procureurs, ou ceux des Seigneurs en appellent, encore que les Parties civiles y consentent, & que les amendes, aumônes, & reparations ayant été consignées. XXXI. Article du Titre X.

Leure faire de ces Articles :

M. le P. Président a dit , que ces trois Articles , qui concernent l'élargissement des prisonniers , ne sont pas de ce Titre , qui traite des Geoliers, Guichetiers , & police des prisons.

M. Puffort a dit , que cette observation étoit bonne , & qu'il falloit faire un Titre *des élargissemens des prisonniers*.

M. Talon a dit , qu'en éfet ces trois Articles ne regardent ni la sûreté des prisons , ni la fonction des Geoliers, Greffiers, ou Guichetiers ; & ainsi ils doivent être mis dans un Titre séparé.

Mais l'Article vingt-neuf contient une disposition qui pourroit produire de tres-grands inconvéniens. Quand l'élargissement est demandé aux Juges qui ont informé & decreté , il est raisonnable de communiquer la Requête à la Partie civile ; mais quand un prisonnier interjette appel de son emprisonnement au Parlement , il suffit de voir les Informations & son interrogatoire ; & s'il falloit communiquer à la Partie civile , on ne pourroit jamais ordonner d'élargissement , parce qu'avant que les délais pour constituer un Procureur sur l'appel , fussent expirez , les premiers Juges auroient rendu leur Sentence définitive.

Que si l'on dit , qu'il est permis de donner des défenses de continuer la procédure criminelle à un Acusé , dans une affaire legere , ces défenses , au lieu de lui être utiles , retourneront à son oppression ; parce que le premier Juge ayant les mains liées , il demeurera deux ou trois mois sans pouvoir obtenir sa liberté , sur tout dans les Provinces éloignées. Et si l'on dit , qu'il est à craindre que toutes les Informations ne fussent pas apportées , & qu'il y eût de la surprise dans ces élargissemens : à cela la réponse est facile , & les Arrêts d'élargissement ne se donnent jamais que pour raison des Décrets , dont les Informations ont été vûes. Il n'y a point d'année que l'on ne donne à la Tournelle, une infinité d'Arrêts d'élargissement , sur le vû des Informations , sans entendre les Parties , & sans qu'il en arrive le moindre inconvénient ; & si l'on abolit cet usage , les Sujets du Roi , seront exposez dans les Provinces , à toutes sortes de vexations , & seront souvent ruinez par les frais d'une longue detention , & par-là les personnes puissantes auront toutes sortes d'avantages sur les foibles & miserables.

M. Puffort a dit , que la Partie civile étant celle qui a le principal intérêt dans la detention de l'Acusé , l'on avoit jugé à propos de lui communiquer la Requête à fin d'élargissement ; parce qu'il pourroit y avoir d'autres Informations, dont elle auroit connoissance ; & qu'étant assignée elle pourroit demander un tems pour les faire apporter : Et qu'il y avoit beaucoup plus d'inconvénient d'élargir légèrement , & avec trop de précipitation , un Acusé , que de le retenir dans les prisons un peu plus de tems qu'il n'y devoit être.

ARTICLE XXXII.

Tous Greffiers, même de nos Cours, & ceux des Seigneurs, seront tenus de prononcer aux Acusés les Arrests, Sentences & Jugemens d'absolution ou d'élargissement, le même jour qu'ils auront été rendus ; & s'il n'y a point d'appel par nos Procureurs ou ceux des Seigneurs, mettre en même tems les Acusés hors les prisons ; comme aussi ceux qui n'auront été condamnez qu'en des peines & réparations pecuniaires, en consignat es mains du Greffier les sommes adjudgées pour amendes, aumônes, & interets civils ; sans que faute de payement d'épices, ou d'avoir levé les Arrests, Sentences & Jugemens, les prononciations, & élargissemens puissent estre differez : à peine contre le Greffier d'interdiction, de trois cens livres d'amende, dépens, dommages & interets des Parties. Ne pourront néanmoins les prisonniers, estre élargis, s'ils sont détenus pour autre cause.

XXIX. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit, qu'il étoit de dangereuse consequence d'élargir un prisonnier, aussi-tôt que son Jugement a été rendu ; parce qu'un Geolier, d'intelligence avec le prisonnier, se pressera peut-être trop de le mettre en liberté, & avant que le Procureur du Roi ait eu le tems d'en appeller.

M. le Président le Coigneux a dit, que les Réglemens obligent les Procureurs du Roi, d'assister à la prononciation des Jugemens.

M. le P. Président a proposé de mettre un intervalle de vingt-quatre heures, entre la prononciation & l'élargissement.

M. Talon a dit, qu'il faut donner au moins vingt-quatre heures aux Procureurs du Roi ou des Seigneurs, pour déclarer s'ils veulent apeller des Sentences & Jugemens d'absolution ou d'élargissement : autrement l'on en pourroit abuser, & le Greffier, de concert avec l'Acusé, seroit le maître de lui donner la liberté, par une prononciation précipitée du Jugement, faite en l'absence du Procureur du Roi.

M. Puffort a dit, que l'on pouvoit proposer au Roi, de donner aux Procureurs du Roi & des Seigneurs, un terme de vingt-quatre heures, pour apeler, si bon leur semble, du Jugement d'absolution ; après lequel le prisonnier pourra être élargi.

A R T I C L E XXXIII.

XXX Article
de l'Ordon-
nance.

NE pourront les Geoliers, Greffiers des Geoles, Guichetiers, Cabaretiers, ou autres, empêcher l'élargissement des prisonniers, pour frais, nourriture, gîte, geolage, ou autres dépenses.

A R T I C L E XXXIV.

XXXI. Article
de l'Ordon-
nance.

Les Prisonniers détenus pour dettes, seront élargis sur le consentement des Parties, qui les auront fait arrêter ou recommander, passé pardevant Notaires, qui sera signifié aux Geoliers, ou Greffiers des Geoles, sans qu'il soit besoin d'obtenir aucun Jugement.

A R T I C L E XXXV.

XXXII. Article
de l'Ordon-
nance.

LE même sera observé à l'égard de ceux qui auront consignés les mains du Geolier, ou Greffier de la Geolle, les sommes pour lesquelles ils seront détenus, & fait signifier la consignation à la Partie. Voulons que dans les vingt-quatre heures après la signification, ils soient mis hors des prisons, sans qu'il soit besoin de le faire ordonner.

Lecture faite de ces Articles :

M. le P. Président a dit, que lorsque le Prisonnier a consigné, la signification de la consignation devient inutile : l'usage étant d'ouvrir les prisons à un prisonnier, au moment qu'il a fait cesser la cause de sa détention, par l'actuelle consignation.

M. Puffort a dit, qu'il pouvoit y avoir de l'inconvenient, de faire une consignation sans en avertir la Partie ; parce que l'argent pourroit demeurer long-tems entre les mains du Greffier, si le creancier n'en est averti par les formes.

M. le Président de Novion a dit, qu'il est bien plus à craindre qu'un Prisonnier ne soit retenu, sous prétexte de gîte & geolage, après qu'il aura consigné, que le creancier ne soit pas averti de la consignation : & que ce sont des choses qui sont bientôt connues.

M. Talon a dit, que dès l'instant qu'un Prisonnier retenu pour dette civile, a consigné, il doit être mis hors des prisons, sans attendre que la consignation soit signifiée ; ni moins encore sans mettre vingt-quatre heures d'intervale entre la signification de la consignation, & l'élargissement ; autrement il en arriveroit des inconvénients, & un créancier malicieux susciteroit des recommandations. Ce n'est pas que l'on ne doive ordonner

DES PRISONS ET GREFFIERS DES GEOLLES, GEOLIERS ET GUICH. 127
que la consignation sera signifiée dans les vingt-quatre heures, tant pour empêcher que le Geolier ne demeure maître des deniers, que pour la sûreté du débiteur, lequel autrement pourroit être réintégré.

M. Pussort a dit, que l'observation paroïssoit bonne; quoique l'on dût appréhender l'insolvabilité des Geoliers & Greffiers de Geole; & qu'il en falloit parler au Roi.

A R T I C L E X X X V I.

NE pourront les greffiers des geoles, & les geoliers de nos prisons, & de celles des Seigneurs, prendre ni recevoir aucuns droits de consignation; encore qu'il leur fût volontairement offert; & les deniers consignez seront délivrez entièrement aux Parties, sans en rien retenir, sous prétexte de droits de recepte, de consignation, ou de garde, ou pour épices, frais & expéditions des Jugemens; nourriture, gîte, geolage, & toutes autres dépenses des Prisonniers, à peine de concussion.

XXXIII. Article de l'Ordonnance.

A R T I C L E X X X V I I.

ENjoignons aux Lieutenans-Criminels, & à tous autres Juges, d'observer les Reglemens ci-dessus, leur défendons d'ordonner aucun élargissement, sinon en la forme par nous prescrite, à peine d'interdiction, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties.

XXXIV. Article de l'Ordonnance.

A R T I C L E X X X V I I I.

NOS Procureurs & ceux des Seigneurs, seront tenus visiter leurs prisons une fois chacune semaine, pour y recevoir les plaintes des Prisonniers.

XXXV. Article de l'Ordonnance.

A R T I C L E X X X I X.

Les Greffiers des geoles, geoliers, & guichetiers, seront pareillement tenus d'exécuter nôtre présent Reglement, à peine contre les Greffiers, d'interdiction, de trois cens livres d'amende, moitié vers Nous, & moitié aux necessitez des Prisonniers, & de plus grande, s'il y échoit; & contre les geoliers & guichetiers, de destitution, de trois cens livres d'amende, aplicable comme dessus, & de punition corporelle.

XXXVI. Article de l'Ordonnance.

Ces Articles ont été trouvez bons.

A R T I C L E XL.

XXXVII. Ar.
ticle de l'Or
donnance.

ENjoignons aux Juges d'informer des exactions, excez, violences, mauvais traitemens, & contraventions à nôtre présent Règlement, qui seront commises par les Greffiers des geoles, les Geoliers, & Guichetiers; dont la preuve sera complete, s'il y a six témoins, quoiqu'ils déposent chacun de faits singuliers & separez, & qu'ils y soient intéresséz.

Lecture faite de l'Article XL.

M. le P. Président a dit, que le Règlement du Parlement avoit fixé la preuve des exactions des Geoliers, & autres Officiers des prisons, à dix témoins, & que l'Article la réduisoit à six : Qu'il étoit bon de ne se pas rendre trop difficile aux plaintes des prisonniers; mais qu'il étoit aussi raisonnable de ne pas abandonner les Geoliers à la malice de ces sortes de gens, dont la qualité rend le témoignage suspect. Qu'à Paris, & dans les autres grandes Villes, le nombre de six témoins ne seroit pas suffisant, pour faire preuve de faits singuliers, contre un Geolier. Que le grand nombre de Prisonniers qui se trouvent dans les prisons, nécessite souvent le Geolier d'user avec sévérité du pouvoir que la fonction de son Office lui donne; mais que dans les autres lieux, où les prisons sont moins remplies, le nombre de dix témoins seroit trop grand. Que néanmoins il valoit beaucoup mieux ne rendre pas cette preuve si facile, que de trop exposer ces Officiers, qui d'ailleurs ont assez à souffrir.

M. Puffort a dit, que les exactions, & les violences des Geoliers étoient si fréquentes, que l'on ne pouvoit pas les dissimuler : Que cependant on ne pouvoit les convaincre par la voye des preuves ordinaires; & qu'ils commettent des exactions avec d'autant plus de liberté, qu'ils connoissent la difficulté qu'il y a de les convaincre.

Que si l'on ne veut pas que le nombre de six témoins soit suffisant pour faire preuve contr'eux, ce sera leur assurer l'impunité que l'usage leur a procuré.

A R T I C L E XLI.

XXXVIII
Article de
l'Ordonnan-
ce.

LEs Prisonniers mis en des prisons empruntées, seront incessamment transferez.

A R T I C L E XLII.

XXXIX. Ar.
ticle de l'Or
donnance.

LEs Baux à ferme des prisons Seigneuriales, seront faits En présence de nos Juges, chacun dans leur ressort; & ils en taxeront la redevance annuelle, qui ne pourra être excédée

DES PRISONS ET GREFFIERS DES GEOLLES, GEOLIERIS ET GUICH. 129
excédée par les Seigneurs, ni affermée à d'autres : à peine
de décheoir entièrement de leurs droits de Haute-Justice.

Ces deux Articles ont été trouvez bons.



DU MARDI, 17. JUVIN, 1670. APRES MIDI.

T I T R E XIV.

Des Interrogatoires.

A R T I C L E I.



Les Prisonniers pour crimes, seront interrogez incessamment, & au plus tard dans les vingt-quatre heures après leur emprisonnement : à peine de tous dépens, dommages & intérêts contre le Juge qui doit faire l'interrogatoire ; & à faute par lui d'y satisfaire, il y sera procédé par un autre Officier suivant l'Ordonnance.

Les Articles de ce Titre sont au même ordre dans l'Ordonnance.

Lecture faite de cet Article :

M. le Premier Président a dit, que le terme de vingt-quatre heures étoit trop court, & la peine de l'Article trop grande : particulièrement à Paris, où le Lieutenant-Criminel ne peut pas faire en vingt-quatre heures tous les interrogatoires des prisonniers qui sont arrêtez en un jour. Que l'Article 146. de l'Ordonnance de 1539. ne les y oblige point, & se sert seulement du terme d'inconvenient.

M. le Chancelier a dit, que la difficulté d'exécuter l'Article, devoit obliger d'en ôter la peine des dommages & intérêts ; mais que la disposition en paroît bonne.

M. le Président de Novion a dit, que si l'on ôte de l'Article l'obligation d'interroger les Acusez dans les vingt-quatre heures, les Juges croiroient être en droit de s'en dispenser ; mais que la peine ne sembloit pas pouvoir être appliquée à une contravention presque inévitable.

M. Pussort a dit, que les Ordonnances étoient faites pour toutes les Jurisdictions du Royaume. Qu'il n'y a point de Lieutenant-Criminel dans les Provinces, qui ne puisse en vingt-quatre heures interroger les Acusez qui ont été arrêtez pendant ce tems-là. Que les Interrogatoires faits au
Ordonn. Crim.

R

moment de la capture , ou peu de tems après , sont bien plus assurez que ceux qui sont faits après un long-tems , & lorsque le Prisonnier a eu le loisir de se reconnoître : d'autant plus que s'il survient quelque nouvelle preuve, les interrogatoires pourront être réitérez. Mais que comme l'Article pouvoit être plus difficilement exécuté à Paris , l'on peut ne pas exprimer la peine apôsee pour la contravention , & qui se trouve établie par les premiers Articles de l'Ordonnance : & qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE II.

LE Juge sera tenu de vaquer en personne à l'interrogatoire ; qui ne pourra en aucun cas , être fait par le greffier ; à peine de nullité , d'interdiction contre le Juge & le greffier , & de cinq cens livres d'amende envers Nous , contre chacun d'eux , dont ils ne pourront être déchargez.

ARTICLE III.

NOs Procureurs , ceux des Seigneurs , & les Parties civiles, pourront donner des témoins au Juge, pour interroger l'Acusé , tant sur les faits portez par l'information qu' autres, pour s'en servir par le Juge, ainsi qu'il avisera.

ARTICLE IV.

IL sera procédé à l'interrogatoire au lieu où se rend la Justice, dans la Chambre du Conseil ou de la Geole. Défendons aux Juges de les faire dans les maisons.

ARTICLE V.

POurront néanmoins les Acusez pris en flagrant délit, être interrogez dans le premier lieu qui sera trouvé commode.

ARTICLE VI.

ENcore qu'il y ait plusieurs Acusez , ils seront interrogez séparément , & sans assistance d'autre personne que du Juge & du greffier.

Lecture faite de tous ces Articles,

M.le P.Président a dit, qu'ils sont conformes aux anciennes Ordonnances.

ARTICLE VII.

L'Acusé prêtera serment , avant d'estre interrogé , & en fera fait mention , à peine de nullité.

Après la Lecture de l'Article VII.

M. le P. Président a dit , qu'il y avoit quelques réflexions à faire sur cet Article , en ce qu'on y vouloit faire une Loi de ce qui n'a été jusqu'à cette heure qu'un simple usage. Qu'à la vérité, cet usage étoit fort ancien, & qu'il avoit jetté de profondes racines dans l'esprit de la plupart des Juges , par une longue habitude ; mais qu'il n'avoit eu encore d'autre fondement que cette pratique autorisée par le tems , & qu'il étoit nouveau d'en vouloir faire un Article d'Ordonnance , & lui donner force de Loy. Qu'ainsi l'ancienneté de cet usage n'empêchoit pas qu'on ne dût examiner s'il étoit à propos d'en faire une Loi : vû qu'aucune Ordonnance , n'y aucune Loi precedente n'en avoit parlé , & que cela s'étoit introduit comme ces choses dont on ne connoît pas bien ni l'origine, ni la raison. C'est pourquoy il croyoit qu'il n'étoit pas inutile d'en observer les conséquences.

Qu'on pourroit dire sur cette matière, bien des choses qui paroïtroient d'abord extraordinaires ; parce qu'elles étoient contraires à un usage reçu ; mais qu'il n'en avanceroit aucune , qui ne fût appuyée sur de grands Auteurs , & particulièrement sur le sentiment de plusieurs premiers Présidens : De sorte même qu'il sembloit , que ces pensées fussent comme attachées à la place où il avoit l'honneur d'être. Que Monsieur le Chancelier jugeroit si elles doivent être représentées au Roi , & si elles méritoient que Sa Majesté y fit quelque réflexion.

Qu'il étoit bien éloigné de vouloir dire ; que ce fût une chose inutile d'interroger les Acusés ; au contraire cela étoit absolument nécessaire, parce que c'étoit particulièrement dans l'interrogatoire que l'Acusé pouvoit employer les moyens naturels de sa défense , & parce que c'étoit en cette occasion principalement , que le Juge par sa prudence & par son autorité, pouvoit découvrir la vérité & penetrer dans les déguisemens d'un criminel ; mais qu'il vouloit parler du serment qu'on lui faisoit prêter dans cet Interrogatoire.

Qu'il n'y avoit pas un seul Juge qui pût présumer , que de bonne foi & par la Religion du serment , un Acusé eût été porté à déclarer des choses capables de lui faire perdre la vie ; & que l'expérience avoit toujours montré le contraire. Qu'il étoit bien étrange , de voir que les Docteurs , même ceux du plus grand nom , formassent en cette rencontre une espece de combat entre les deux plus saintes obligations qui soient au monde : sçavoir entre le *Droit naturel* , qui oblige l'homme à conserver sa vie , & la *Religion du serment* , qui l'engage à dire la vérité.

Que dans l'opposition de ces deux principaux devoirs , ils fissent ceder la

Réligion à la nature, & qu'ils décidassent qu'on pouvoit nier la vérité pour sauver sa vie.

Qu'il seroit aisé de rapporter les passages d'une foule de ces Docteurs, qui disent expressément, que l'Acusé n'est point obligé de reconnoître la vérité devant son Juge, même après avoir prêté le serment, quand cette confession doit être la cause de la mort : lesquels Docteurs sont tous contraires à l'opinion de saint Thomas sur ce sujet. Mais qu'enfin ou le serment est obligatoire, ou il ne l'est pas. S'il est obligatoire, c'est engager infailliblement l'Acusé à commettre un nouveau crime, & ajouter au mensonge, qui est inévitable en ces rencontres, un parjure inutile qui se pourroit éviter. Que s'il n'est pas obligatoire, c'est prendre le nom de Dieu en vain : Outre que c'est un moyen de faire mépriser la Religion du serment dans tous les autres Actes, où elle est d'une obligation indispensable ; parce que s'il est nécessaire, suivant cet usage ; & même permis, selon l'opinion de tant de Docteurs, de se parjurer pour sauver sa vie, on croira qu'il n'est pas défendu de le faire pour sauver son honneur ; ensuite pour un moindre intérêt : quoique cette conséquence ne soit pas véritable.

Que néanmoins en France, par un usage singulier, on présuppose qu'il faut faire prêter serment aux Acusés quand on les interroge, & cela sans considérer quel est le fondement & la raison de cet usage ; & que tout le monde dit qu'il le faut faire ainsi ; sans examiner pourquoi on le fait. Car il n'y a aucun des Peuples dont nous avons tiré toutes nos bonnes maximes, qui l'aient pratiqué de la sorte. Qu'il disoit plus : qu'aucune Loi, aucune Ordonnance, aucune Coutume, ni parmi nous, ni parmi les Nations que nous voulons imiter, ne l'avoient établi. Qu'ainsi la présente Ordonnance seroit la première, qui auroit obligé les Juges à faire prêter ce serment. Que ce qu'il avançoit surprenoit peut-être ; mais qu'au fonds, il étoit très-véritable.

Que l'Ordonnance de 1539. Article 147. qui prescrit aux Juges la forme d'interroger les criminels, ne parle point de leur faire prêter le serment, & par conséquent, c'est une marque certaine qu'elle n'a point voulu obliger les Juges à le recevoir ; Car on ne peut pas présumer raisonnablement, qu'une chose si importante ait été omise, ou par mégarde, ou parce qu'elle étoit déjà établie par l'usage : d'autant plus que la même Ordonnance, Article 154. oblige les Juges de faire prêter le serment aux Acusés, lors de la confrontation, laquelle n'étoit pas moins établie auparavant, ni plus importante que l'interrogatoire. Ce qui fait voir que l'Ordonnance a spécifié le cas où elle a voulu que l'Acusé prêtât le serment.

Cependant il y a une grande différence entre ce serment de la confrontation, & celui de l'interrogatoire ; & que le premier n'induit pas nécessairement l'autre ; parce que le serment de la confrontation ne regarde que ce que l'Acusé doit dire contre les témoins, & n'est qu'une espece de serment, que les anciens appelloient *de calomnie*, par lequel l'Acusé jure, qu'il ne dira rien que de véritable dans les reproches qu'il alléguera contre les témoins. Or il y a souvent des moyens de détruire un témoignage, sans

faire de faux reproches à un Acusé ; mais dans l'interrogatoire , où il n'est pas question du témoignage d'autrui , lors qu'un Juge demande à un Acusé l'aveu de son propre crime , lors qu'il le presse , & le veut contraindre enfin de confesser la vérité , dans le tems même que la nature l'avertit en secret de n'en rien faire , il n'a d'autre parti à prendre que le parjure ou la mort.

Que les autres Ordonnances ne font pas plus de mention que celle de 1539. de ce serment des Acusez dans leur interrogatoire : & parce qu'on doit être tres-réservé à établir une négative absolue , comme celle-ci , il avoit prié Messieurs avec lesquels il avoit examiné l'Article proposé , de lui dire , s'ils en sçavoient quelqu'une ; & qu'il n'avoit pût apprendre d'eux , qu'il y en eût jamais eu en France. De sorte qu'on pouvoit dire , que cet usage , quoi qu'ancien , n'étoit appuyé sur aucune de nos Ordonnances ; & qu'il restoit à voir quels étoient les sentimens des plus grands personnages sur cette matière.

Qu'il venoit de dire , qu'il avoit des Premiers Présidens , pour garens de sa pensée , & que celui qu'il devoit alléguer le premier , selon l'ordre des tems , étoit Monsieur le Premier Président Lizer , qui décrit bien amplement dans sa Pratique criminelle , la forme d'instruire le Procès aux Acusez : qu'en cet endroit il avertit expressément les Juges , de faire prêter le serment aux témoins , & même aux Acusez , dans la confrontation ; mais quand il traite de l'interrogatoire au Titre V. il ne fait aucune mention du serment de l'Acusé , ce qu'il n'auroit pas omis , s'il eût été nécessaire. Que Monsieur le Premier Président le Maître , remarque dans ses Décisions , que *Nul n'est tenu de se condamner soi-même par sa bouche*. C'est pourquoi , dit-il , autrefois dans les Monitoires , on exceptoit toujours la Partie & son Conseil , & même les témoins déjà ouïs , dans l'Information , de peur qu'ils ne se parjurassent , s'ils étoient ouïs une seconde fois. Que de là on pouvoit inferer quel étoit le sentiment de ce Premier Président.

Mais qu'il y avoit un exemple bien plus formel de Monsieur le Premier Président de Thou , dont la mémoire est en grande veneration au Palais , & par tout ailleurs. Que Pasquier au quatrième livre de ses *Recherches* , Chapitre 3. rapporte , que ce grand Magistrat interrogeant un Acusé de crime qualifié , il ne voulut jamais lui faire prêter le serment ; parce qu'il sçavoit qu'aucune Ordonnance n'obligeoit les Juges de l'exiger de l'Acusé , & qu'il ne vouloit pas l'engager à un parjure manifeste. Que cet Auteur louoit fort la retenue de Monsieur le Premier Président de Thou , pour n'avoir pas voulu employer en vain la Religion du serment.

Qu'il pouvoit encore ajouter à ces exemples , celui de Monsieur le Premier Président de Harlai , Gendre de Monsieur le Premier Président de Thou. Que la Tradition du Palais aprenoit , qu'en une Audience où il présidoit , une Partie ayant la preuve par écrit d'un fait avancé , ne laissa pas d'obliger la Partie adverse à prêter le serment en pleine Audience : sur quoi l'autre le convainquit aussi-tôt de parjure , en faisant lecture de la piece. Monsieur le Premier Président de Harlai , se tourna contre celui qui , sans besoin , avoit induit son adversaire à un parjure si public , & le

reprit tres-severement ; Après cela ayant été aux opinions, il le condamna encore plus rigoureusement que celui qui s'étoit parjuré.

Que sur cet exemple il ne pouvoit s'empêcher de faire reflexion , que le crime de faire parjurer un homme, & le faire parjurer inutilement, étoit fort grand . & que les Juges le punissoient toujours avec beaucoup de severité ; cependant , que c'étoit en quelque façon ce qu'ils faisoient eux-mêmes, lors qu'ils exigeoient les sermens des Acusés , & qu'ils interposoient en cela l'autorité de la Justice , sans esperance que ce serment pût rien contribuer à découvrir la vérité.

Que c'est proprement ce que dit la Loi : *Inhumanum est , per leges quæ perjuria puniunt , perjurii viam aperire*. Il y a de l'inhumanité d'ouvrir le chemin au parjure , par les Loix mêmes qui le punissent.

Qu'outre que les Ordonnances de nos Rois n'ont point établi cet usage, & que le sentiment de plusieurs grands Magistrats y est opposé , on peut dire certainement, que le Droit civil, bien loin de l'autoriser, y étoit entierement contraire ; & que même dans le Droit Canonique, avant qu'il fût embrouillé des formalitez de l'Inquisition, il n'y en avoit pas la moindre trace.

Que l'autorité de Cujas suffisoit seule pour prouver l'un & l'autre. Qu'à la vérité le Droit des Romains admettoit le *Serment de calomnie* , par lequel deux Parties juroient au commencement de la cause ; d'y procéder de bonne foi , & sans dessein de se calomnier l'un l'autre ; mais que ce grand Docteur observe en plusieurs endroits , & particulièrement sur le Titre des Décrétales : *De Juramento calumnie* , qu'on ne pratiquoit point à Rome ce serment , dans les causes criminelles.

Qu'il dit au même lieu , que le Droit Ecclesiastique ne l'a jamais reçu, ni dans les causes civiles, ni dans les criminelles ; & que nous l'avons ôté de nôtre pratique Françoisé. Qu'en cela il croyoit que nous avions suivi le sentiment de plusieurs de nos Conciles, & entr'autres celui de Lyon , qui ne peuvent souffrir ce *Serment de calomnie*.

Qu'encore qu'il ne fallût pas confondre ce serment avec celui que prête l'Acusé dans son interrogatoire, il étoit vrai de dire, que les Romains n'ont pas voulu pratiquer dans les causes criminelles , ce serment , qu'ils admettoient dans les causes civiles ; & que c'est un argument certain , qu'ils n'exigeoient aucun serment de l'Acusé.

Que la pratique criminelle observée par les Romains , étoit assez connue , & qu'on n'y voyoit point qu'ils eussent jamais fait jurer les Acusés lors qu'on les interrogeoit ; mais que s'il falloit remonter jusqu'au Droit des Atheniens , que l'on regarde comme la source des Loix Romaines, bien qu'il eût introduit ce serment respectif qu'ils apelloient. qui est l'origine du *Serment de calomnie* parmi les Romains , il seroit aisé de montrer que les Atheniens même, n'exigeoient point de serment dans l'Interrogatoire des Acusés.

Qu'après cela si les Docteurs d'Italie méritoient d'être citez , on en trouveroit plusieurs qui se plaignent de l'abus de ce serment , & qui disent que la Coutume , non pas le Droit , l'a introduit : *Non de Jure sed de consuetudine*.

Qu'un des principaux, nommé *Julius Clarus*, qui avoit une des premières Charges du Sénat de Milan sous Philippes II. parlant de cet usage, dit que cette pratique ne lui avoit jamais plu ; parce qu'elle est une occasion évidente de parjure : *Mihi cerè hæc practica nunquam placuit : quia est manifesta occasio perjurij.*

Qu'à l'égard de l'Allemagne & de l'Empire, il y a une Ordonnance generale d'un des plus illustres Empereurs, qui ayent jamais été, dont la memoire ne pouvoit être assez honorée, à cause de ses grandes qualitez, & parce qu'il est un des Ayeuls maternels du Roi. Que cette Ordonnance qui fut faite par Charles V. à Ausbourg, en 1532. avec tous les Ordres de l'Empire ; pour l'instruction des Procès criminels, contient tout le détail de la procédure, & le formulaire des sermens que les Juges, les Assesseurs & les Greffiers mêmes doivent prêter ou faire prêter ; mais qu'elle ne fait point mention, qu'on fasse prêter aucun serment aux Acusez dans l'Interrogatoire : bien qu'il y ait quatorze ou quinze Articles entiers, qui parlent des interrogatoires, soit simples, soit accompagnés de Torture.

Qu'en effet, il croyoit qu'on en usoit encore de la sorte dans tout l'Empire, & qu'il sçavoit certainement, que tous les Pais-Bas l'observoient aussi ; & qu'à present encore, dans cette grande partie que le Roi a conquise, quand on interroge les Acusez, on ne leur fait point prêter de serment. Qu'à la vérité, le Duc d'Albe étant Gouverneur de Flandre, en 1570. avoit voulu introduire cet usage de faire prêter le serment aux Acusez ; mais que son Ordonnance n'avoit jamais été reçue parmi ces Peuples.

Qu'enfin l'Archiduchesse Isabelle leur permit, en 1611. de suivre leur pratique ancienne qu'ils gardent encore aujourd'huy.

Qu'il étoit marri de parler si long-tems sur une même chose ; mais qu'ayant à examiner un usage si ancien, que l'habitude avoit fait passer dans l'esprit de la plupart des Juges comme une pratique nécessaire ; il ne pouvoit pas dire en peu de paroles, toutes les raisons qui se présentoient sur ce sujet. Que par cette consideration, il croyoit être encor obligé de rechercher quel avoit été le principe de cet abus, & ce qui l'avoit introduit parmi Nous ; mais qu'il falloit avoir plus de lumiere qu'il n'en avoit pour penetrer dans une origine si obscure. Qu'après le soin qu'il avoit pris de s'en éclaircir, ne l'ayant point trouvé dans tous les lieux d'où nous avons tiré ce qu'il y a de meilleur dans nos formes ordinaires, il n'avoit pu s'empêcher de croire, que l'Inquisition fertile en chicanes & en formalitez, avoit introduit cet abus, elle qui bien souvent a plus d'égard à l'observation rigoureuse des formes, qu'elle a inventées, qu'à la pureté des Consciences, qui semble être le premier motif de son établissement.

Qu'un des plus anciens Auteurs qui eût parlé de ce serment, étoit *Emericus*, dans son *Directoire des Inquisiteurs*, composé environ l'an 1360. Qu'il seroit aisé de prouver, que ce serment des Acusez, étoit inconnu auparavant ; & qu'un de nos Auteurs, nommé Imbert, avoit parlé dans

les Institutions, de ce serment, comme d'une chose qui étoit en usage, sans alleguer pourtant aucune Ordonnance, pour soutenir son avis; mais qu'il avoit cherché à l'appuyer par l'opinion de Barthole: *Prout*, dit-il, *suadet Bartholus, ad l. Marcellus, ff. Rerum amotarum*. Mais qu'il avoit eu peine à trouver dans Barthole, ce qu'Imbert prétend y avoir remarqué, à moins que de le tirer de fort loin, & par des inductions ambiguës.

Que si l'usage de ce serment n'est point établi par le Droit civil, ni par le Droit Canonique; s'il est contraire aux Loix de toutes les Nations, desquelles nous pouvons prendre des exemples; s'il n'est autorisé d'aucune Ordonnance de nos Rois, ni d'aucune Coutume; Enfin l'expérience nous fait connoître, qu'il ne sert jamais à découvrir la vérité, il semble qu'on ne doit pas tant donner à l'ancienneté de cet usage. Que cela empêche d'en bien peser tous les inconvéniens, avant que de faire tout ce qui n'avoit point été fait par toutes les Ordonnances précédentes: qui est, de l'établir expressément par une nouvelle Loi.

Qu'il y a un exemple fort semblable, dans lequel Justinien s'est acquis beaucoup de gloire, en abolissant l'usage du serment, dans un cas où le parjure étoit fréquent, quoique moins ordinaire que dans celui-ci.

On ne donnoit point aux Veuves la Tutelle de leurs Enfans, qu'elles ne jurassent de ne se point remarier; elles juroient toutes pour avoir la Tutelle; mais peu gardoient leur serment. Justinien par la Nouvelle 94. défendoit de prendre aucun serment d'elles, en cette occasion; parce, dit cet Empereur, *que la force & la Religion du serment ne veulent pas que nous en durions, qu'on fasse jurer le nom de Dieu avec tant de temerité, pour violer ensuite la foi de ce serment; car nous savons qu'on a presque toujours prévariqué contre cette Loy, & qu'elle fait faire presque autant de parjures, que de sermens. De sorte que (continuë cet Empereur) C'est un péché évident d'exiger un serment, qu'on sçait qui doit être violé: Car quand il se trouveroit quelques personnes qui le gardent, cela ne doit pas donner occasion d'en exposer d'autres à commettre une pareille impiété contre la Majesté de Dieu; puisque les Législateurs ne doivent pas se régler sur ce qui se fait rarement, mais sur ce qui se fait presque toujours, afin d'arrêter le cours d'un mal ordinaire, & d'y apporter soigneusement le remède.*

Que les termes de cette Nouvelle sont si forts, qu'ils méritent d'être rapportez.

Quia verò multam habemus formidinem, nè facile jusjurandum per magnum Deum detur, & hoc prævaricaretur; propterea credimus oportere & hanc emendare Legem, quæ vult matres, dum suorum filiorum curam gesturæ sunt, jusjurandum jurare, quod ad secundas nuptias non venient; & toties scimus prævaricatam Legem, jusjurandum perjurum datum, quoties penè datum est, ut peccatum apertissimum esset, quia hoc insulimus jusjurandum ad prævaricandum. Non enim eo quòd aliqua servaverunt Jusjurandum, propterea oportet & eas quæ exhonorent eum, habere occasionem impietatis in Deum. Non quod rarò sit (sicut etiam vetus sapientia docet) non observant Legislatores; sed quod sit plerumque & respiciunt & medentur.

Que ces raisons sembloient même aller au devant des objections qu'on y pouvoit

pouvoit faire , & à la pensée qu'on avoit que ces sermens peuvent aider à découvrir quelquefois la vérité. Qu'il croyoit qu'il n'y avoit plus qu'à les appliquer à la question présente, où elles convenoient encore mieux qu'aux secondes noces des Veuves. Car quelque pente que les femmes puissent avoir à se marier , elle n'égale point la passion qu'a un Acusé d'éviter la mort.

M. Puffort a dit , que la proposition faite par Monsieur le Premier Président , de recevoir les interrogatoires des Acusés , sans leur faire prêter serment , est fort grande , & soutenue de fortes raisons , & appuyée sur des autoritez de grand poids , & sur des recherches fort curieuses : qu'il en avoit été touché ; car en effet il semble , que par la prêtération du serment , on reduisoit un Acusé à l'une de ces deux fâcheuses extrémités : de commettre un parjure , en déniant la vérité , ou de devenir homicide de soi-même en la reconnoissant ; & qu'en Justice on n'en avoit jamais reçu aucune utilité.

Mais qu'ayant depuis communiqué cette ouverture à Messieurs les Commissaires du Roi , qui travaillent à la réformation de la Justice , elle leur avoit paru de dangereuse conséquence ; parce que si l'on retranche le serment des Interrogatoires, il y aura la même raison de l'ôter de la confrontation ; Car puisque les témoins sont les Juges des Acusés , si celui qui répond ne propose point de cause de reproche valable , il expose autant sa vie que s'il reconnoissoit lui-même par sa bouche , la vérité du fait dont il est aculé. Et comme tous les moyens de garantir sa vie , sont honnêtes, & que la Loi naturelle doit prévaloir à toute autre , la Religion du serment n'empêchera pas , qu'un Acusé ne propose des reproches , quoique calomnieux , en toute sûreté de conscience : selon les maximes des Casuistes, lors qu'il connoitra qu'ils peuvent servir à mettre sa vie en sûreté.

Mais que l'on peut répondre à ces objections , que l'on ne convient pas des principes qui ont été avancez : n'étant pas permis , en aucun cas , de faire un mal afin qu'il en arrive un plus grand bien ; & que la Loi naturelle se trouvant combattue par celle du Christianisme, elle lui doit incontestablement céder ; personne ne revocant en doute , que la mort ne soit préférable à un péché mortel.

Que d'ailleurs cette abolition du serment , auroit de dangereuses gradations ; parce que s'il est permis de faire un faux serment pour sauver sa vie , l'on croira qu'il sera aussi licite d'en faire un autre , pour mettre son honneur à couvert , celui de ses amis , son bien , & ainsi successivement , pour la conservation d'un intérêt le moins considérable ; & l'habitude de ces maximes pourroit passer jusqu'à la matiere civile.

Que l'usage du serment est tres-ancien , & s'observoit avant l'Ordonnance de 1539. Cela se voit dans les grands Procès qui sont dans les Bibliothèques , & l'usage en est d'autant plus solennel qu'il a été établi sans Loi. L'Article n'introduit rien de nouveau , & met seulement en Loi ce qui n'est que d'usage : Que cette formalité est si essentielle dans la matiere,

criminelle, que l'omission de la prendre dans un Interrogatoire, fait une nullité dans la procédure.

Qu'il n'est pas même entièrement inutile : Car encore que généralement le serment ne persuade pas d'avantage les Juges de la vérité des réponses d'un Accusé ; néanmoins il se trouvoit des consciences timorées , que la crainte du parjure pouvoit engager à reconnoître la vérité : particulièrement quand cela pouvoit aller à la charge ou décharge d'une personne tierce : Que l'exemple de Lamiere étoit exprès & remarquable , & qu'il ne croyoit pas qu'il y eût inconvenient à confirmer cet usage ; mais qu'il pouvoit y en avoir de tres-grands de l'abolir.

M. Talon a dit , que la difficulté de sçavoir si l'on doit obliger un Accusé de prêter le serment , lors qu'il est interrogé , peut être la matiere d'un problème & d'une question curieuse ; mais que bien qu'il n'y ait point d'Ordonnance qui prescrive ce serment , & qu'il ne soit point établi par la Jurisprudence Romaine ; l'usage néanmoins , l'ayant autorisé , il n'y a point (ce semble) de raison pour s'en dispenser. Que si l'on prétend qu'un Accusé n'est point obligé d'avouer la vérité , par son interrogatoire ; parce que l'obligation de conserver sa vie , est plus forte que le lien & l'engagement du serment , l'on peut répondre en un mot , que cette proposition avancée par les nouveaux Casuistes, est tres-dangereuse & absolument contraire à l'esprit de l'Evangile. Les Chrétiens doivent la vérité par tout , & ne la peuvent dissimuler , sans manquer à leur devoir ; & si quelque chose pouvoit dispenser de prêter le serment , c'est qu'en tout tems , en toutes rencontres , on doit expliquer les choses conformément à la vérité , & qu'il n'est jamais permis de la déguiser. Mais comme les hommes sont souvent retenus par la Religion du serment , il ne faut pas se persuader que l'on ne tire jamais d'éclaircissement de leur confession , & il seroit dangereux d'abroger l'usage de faire prêter le serment aux Accusés , parce que ce seroit approuver les opinions scandaleuses & erronées des Casuistes , qui leur permettent de mentir en sûreté de conscience. Et bien que l'obligation de conserver sa vie , fasse partie du Droit naturel , & que même la Religion nous y oblige ; cela se doit entendre pourtant par des moyens justes & legitimes , & non pas par le secours du mensonge & de l'imposture.

Que si ce serment engage souvent à des parjures , on n'en fait pas moins tous les jours dans les affaires civiles , pour des interets pécuniaires : étant rare qu'un homme interrogé sur faits & Articles , ou auquel on défere le serment , reconnoisse de bonne foi la vérité : & d'ailleurs étant constant, qu'en Italie , en Espagne (& l'on peut dire , parmi toutes les Nations de l'Europe) l'on fait prêter le serment aux Accusés , avant que de les interroger. La même chose se pratiquoit en France depuis plus d'un siècle, avec t'elle exactitude , que si l'on y avoit manqué , la procédure seroit déclarée nulle.

Cette difficulté ayant été relevée , il est absolument nécessaire d'en faire un Article d'Ordonnance ; & cela reçoit d'autant moins de doute, que l'on demeure d'accord que l'Accusé doit prêter le serment à la confrontation. Que

cela est établi par les anciennes Ordonnances ; & que l'on ne sçauroit trouver de véritable différence , entre le serment de l'Interrogatoire , & celui de la confrontation.

M. le Chancelier a dit , qu'il en falloit parler au Roy.

ARTICLE VIII.

LEs Acusez , de quelque qualité qu'ils soient , seront tenus de repondre par leur bouche , sans le ministère de Conseil , qui ne pourra leur estre donné , même après la confrontation ; nonobstant tous usages contraires que nous abrogeons ; si ce n'est pour le crime de Péculat, Concussion, Banqueroute frauduleuse , Vol de Commis ou Assoçiez en affaires de finance ou de banque, & fausseté de pieces ; à l'égard desquels crimes , les Juges pourront ordonner , si la matiere le requiert , que les Acusez , après l'interrogatoire , communiqueront avec leurs Commis. Laissons au devoir & à la Religion des Juges , d'examiner avant le Jugement, s'il n'y a point de nullité dans la procedure.

Après la Lecture de l'Article :

M. le P. Président a dit , que cet Article accorde plus aux Acusez , en certains cas , que nôtre usage ne le permet , & qu'il leur ôte en d'autres cas , ce que tous les Juges leur ont conservé jusqu'à cette heure.

Car il permet aux Acusez , pour de certains crimes , de communiquer avec leur commis, même avant la confrontation ; ce qui est la même chose que de leur donner Conseil. Or dans nôtre usage on ne permet aucune communication , ni aucun Conseil aux Acusez , qu'après la confrontation , afin qu'ils ne puissent pas corrompre les témoins. Cependant cet Article défend aux Juges de donner Conseil aux Acusez ; même après la confrontation : ce qui est nouveau à l'égard de l'usage , & rigoureux envers les Acusez.

Qu'il est vrai que quelquefois le Conseil leur sert pour éluder la Justice, & pour tirer les Procès en longueur , & que quelques criminels se sont échapez des mains de leurs Juges , & exemptez des peines , par le moyen du Conseil qu'on leur avoit donné.

Mais que si le Conseil a sauvé quelques coupables , il pourroit arriver aussi que des Innocens periroient faute de Conseil ; & comme il est impossible ; qu'un Législateur prevoye tous les inconvéniens , il faut qu'il se règle sur les plus considérables , & qu'il aille au devant du plus grand mal.

Qu'il est certain qu'entre tous les maux qui peuvent arriver dans la

distribution de la Justice, aucun n'est comparable à celui de faire mourir un Innocent, & qu'il vaudroit mieux absoudre mille coupables.

Que c'étoit une des maximes que le Parlement avoit le plus religieusement observées, & que cet esprit de la Compagnie avoit quelque rapport au sentiment de Scipion l'Africain, qui disoit ordinairement : *j'aime mieux sauver la vie à un Citoyen, que faire mourir mille Ennemis.*

Qu'il falloit considérer aussi, que ce conseil qu'on a accoutumé de donner aux acuzez, n'est point un privilege accordé par les Ordonnances ni par les Loix : que c'étoit une liberté acquise par le droit naturel, qui est plus ancien que toutes les Loix humaines. Que la nature enseignoit à l'homme d'avoir recours aux lumières des autres, quand il n'en avoit pas assez pour se conduire, & d'emprunter du secours, quand il ne se sentoient pas assez fort pour se défendre. Que nos Ordonnances ont retranché aux acuzez tant d'autres avantages, qu'il est bien juste de leur conserver ce qui leur reste, & particulièrement le conseil qui en faisoit la principale partie. Que si on vouloit comparer nôtre procédure criminelle à celle des Romains & des autres Nations, on trouveroit qu'il n'y en avoit point de si rigoureuse, que celle qu'on observe en France, particulièrement depuis l'Ordonnance de 1539.

Qu'à la vérité il ne seroit pas raisonnable d'administrer conseil en toutes sortes de crimes, & à tous les acuzez. Que quand il n'est question que d'un simple fait, d'une action, où l'accusé n'a qu'à dénier ou confesser, alors il n'est point nécessaire de luy donner des personnes pour prendre conseil sur ce qu'il doit dire, ou sur ce qu'il doit faire. Mais que quand il y a beaucoup de procédures, & que l'accusation est mêlée d'un grand nombre de faits, qui demandent une grande connoissance de ces matières & une longue discussion, on ne pouvoit pas refuser ce secours à un accusé lequel seroit incapable de les démêler tout seul, quand même il n'auroit pas l'esprit acablé de sa disgrâce.

Qu'aussi on avoit bien prévu cet inconvenient en dressant le present Article, dans lequel on avoit exprimé plusieurs cas, où il seroit permis aux acuzez, de communiquer avec leurs Commis. Qu'il n'y avoit pas de différence entre ces communications, à un conseil ; d'autant que les Commis pouvoient consulter des personnes capables, & faire rapport de leur conseil à l'accusé. Mais puisqu'on juge par cet Article, qu'en de certains crimes, l'accusé aura la liberté de communiquer avec des personnes dont il peut tirer conseil, on n'a pu restreindre ces crimes à un nombre préfix comme celui qui est spécifié dans l'Article.

Qu'il est bon de défendre aux Juges de donner conseil, si la qualité du crime ne le requiert pas ; mais de leur déterminer tous les cas où ils le doivent faire, & de croire qu'on a prévu toutes sortes de crimes qui se peuvent commettre, tout cela n'étoit pas possible ; parce que la malice des hommes n'a point de bornes, & que les crimes passez ne peuvent pas faire découvrir au Législateur tous ceux qui se feront à l'avenir.

Qu'il s'en pouvoit rencontrer de tels, que l'accusé y auroit plus besoin de

conseil que dans tous ceux où l'Article le leur accorde. Qu'enfin les actions des hommes venoient d'une cause si variable en elle même, & que les circonstances les rendoient si différentes, qu'Aristote qui avoit approfondi toutes les maximes de la Morale, aussi avant que personne, avoit dit, qu'il n'y falloit point chercher de demonstrations évidentes, de définitions exactes, ni de connoissance précise de la différence formelle des choses, & qu'il y a aussi peu de raison de prétendre de les y trouver, que de se contenter dans les Mathematiques d'une notion confuse & imparfaite.

C'est pourquoy on pouvoit bien ordonner en general, que les Juges ne donneroient point de conseil aux acusez, que pour les crimes mêlez de beaucoup de faits, & qu'ils croiront demander ce secours; mais qu'il lui paroïssoit extrêmement difficile & dangereux, de déclarer en particulier, quels étoient ces crimes, & d'en exclure parla tous les autres.

M. Puffort a dit, que cet Article étoit un de ceux dont le public retiroit un plus grand avantage, par la sûreté qu'il établiroit pour la preuve: Que l'expérience faisoit connoître, que le Conseil qui étoit donné se faisoit honneur, & se croyoit permis en toute sûreté de conscience, de procurer, par toutes voyes, l'impunité à l'aculé. Il est vray que dans l'ancienne Rome, & même par l'usage du Royaume avant l'Ordonnance de 1539 l'aculé se défendoit par la bouche de son Avocat, même dans les plus grands crimes; & quoi qu'elle n'ait pas nommément retranché le conseil, néanmoins s'il avoit été jugé nécessaire à la défense des aculez, on en auroit indubitablement fait une réserve dans cette Ordonnance, comme une exception de la Regle generale qu'elle rétablissoit.

C'est ce qui se reconnoît évidemment dans l'instruction de ce grand procès qui fut fait incontinent après, à l'Auteur de cette même Ordonnance: Car il se voit que non seulement on lui ôta la liberté de répondre par le ministère d'un Avocat, mais que même toute communication lui fut interdite à l'exception de celle du Greffier Masparault.

Il est vrai que le silence de l'Ordonnance a été interprété différemment. L'on s'est plaint d'un côté pour les aculez, qu'on leur fermoit la porte de la Justice; & de l'autre, l'on s'est élevé contre les longueurs de l'instruction, dont le conseil étoit la cause: cela a donné lieu aux Juges d'en user différemment; les uns en le refusant absolument, les autres en l'accordant en toutes sortes d'accusations, & d'autres seulement en de certains cas.

Mais enfin l'on peut dire, que l'on n'a jamais mieux reconnu les desordres que le Conseil a produits, que dans les derniers tems, particulièrement dans la Chambre de Justice, où l'on sçait que les plus grands procès n'ont été jugés, que lors que les parties ont bien voulu courir le risque d'un Jugement. Qu'il est vrai qu'il y a des affaires qui sont partie Civiles, & partie Criminelles: comme pécûlat, concussion, & les autres mentionnez en l'Article, dans lesquels on pourroit difficilement se dispenser de permettre à un aculé, la communication avec ses Commis ou Correspondans; mais il y en a d'autres où elle seroit tres-dangereuse, comme dans les cas Pré-

vôtaux : n'étant ordinairement question dans ces sortes de crimes , que de sçavoir si un accusé a fait un vol , ou un meurtre , ou s'il ne l'a pas commis ; ce qui ne dépend que de la simple déposition des témoins. Mais il n'y auroit pas d'apparence de la donner dans toutes sortes de crimes indistinctement , autrement il n'y auroit pas de fuite que les accusez ne missent en usage , pour interrompre le cours de la procédure : L'on sçait combien ces sortes de Conseils son seconds en ouvertures , pour former des conflits de Jurisdictions ; combien ils inventent de subtilitez , pour faire trouver des nullitez dans les procédures , & pour faire naître une infinité d'incidens. Cependant comme l'on ne refuse rien à un accusé , & qu'il faut lire toutes les pieces du procès , aussi bien celles qui sont à sa décharge , que celles qui vont à sa conviction , pourvû qu'il ait moyen de faire travailler beaucoup d'Avocats , & de fournir aux frais , les expediens ne lui manqueront point pour immortaliser son procès. Ainsi c'est proprement aux riches , & pour l'impunité , que le Conseil est accordé ; & que néanmoins pour ne pas reduire les choses à l'impossible , on avoit exactement recherché les cas qui pouvoient être exceptez de la regle generale de l'Article : & si la compagnie en sçavoit quelque autre qui y eût été omis , & qui meritât d'y être compris , il en recevroit volontiers l'ouverture pour la faire au Roy.

Et quant à ce qu'on objecte , que *le Conseil est nécessaire pour examiner les défauts de la procédure , qui fait une des plus essentielles parties du procès criminel* : On répond que la fin de l'Article y a pourvû , en laissant à la religion des Juges , de l'examiner : Personne ne le pouvant mieux connoître , que les Juges mêmes ; & les parens mêmes , en pourroient faire les Observations , & en faire voir par une Requête , la nullité.

M. Le P. President a dit , qu'il pourra arriver , que l'accusé n'aura point de parens ; que cependant il s'agira de sa vie. Qu'il est vrai , que dans le Parlement , & dans beaucoup d'autres Compagnies , le Commissaire qui a fait l'instruction , ne peut être Rapporteur du procès. Que l'usage étoit différent dans les premieres Jurisdictions , & même dans les Presidiaux qui jugent en dernier ressort , où les Lieutenans Criminels instruisent & rapportent ; & comme ils présument toujours leur procédure bonne & valable , un accusé qui n'aura point d'autre secours , se trouvera trop exposé.

M. Talon a dit , que l'Ordonnance de 1539. ayant changé la forme des procès criminels , & obligé les accusez de répondre par leur bouche , sans ministère d'Avocat , il s'est trouvé des occasions , où l'observation exacte de cette Ordonnance ôtant aux accusez les moyens de leur défense legitime , & mettant les Innocens en danger de perir injustement , l'usage a temperé la trop grande severité de cette Ordonnance , & l'on a accordé la liberté aux personnes prevenues de crimes , de conférer avec leur Conseil. Il est vray , que de ce qui ne se devoit faire qu'en connoissance de cause , & avec beaucoup de circonspection , l'on en a dans la suite formé une maxime generale ; que l'on s'est persuadé que toute sortes d'accusez avoient droit indistinctement , de demander conseil ; De sorte qu'il paroît assez nécessaire d'établir quelque regle , & d'empêcher l'abus qui se pratique sur ce

Sujèt , en n'acordant conseil dans des crimes qui dépendent purement de la déposition des témoins , & dans lesquels l'accusé ne doit se défendre que par sa bouche : Car lors que le Conseil ne sert qu'à retarder le Jugement du procès , par des appellations , des Requêtes Civiles , & d'autres expédiens de chicanes. Mais dans les accusations où il y a des pièces rapportées pour conviction de l'accusé , & où il en peut produire pour sa défense , il est indispensable de lui permettre de communiquer avec son Conseil. Et quoique dans l'Article l'on ait voulu spécifier quelques uns de ces crimes , néanmoins il s'en pourra trouver d'autres de pareille nature ; qu'il est impossible de prévoir , & dans lesquels les Juges se trouveroient avoir les mains liées.

L'on peut alleguer pour exemples , les questions de supposition de Part, ou de Personne : & dans la difficulté d'en pouvoir faire une énumération exacte , il semble que cela doit être laissé à l'arbitrage du Juge , en ajoutant à l'Article cette clause : *Et autres accusations de pareille nature* ; par le moyen de laquelle les Juges ne pourront accorder de Conseil à l'accusé , que lorsque , par les circonstances du fait & la qualité du crime , ils s'y verront indispensablement engagez. Et il faut d'autant moins craindre que l'on abuse de ce pouvoir , que si les Juges avoient à favoriser un accusé , ce seroit bien plutôt dans le Jugement définitif de son procès , dans lequel ils sont toujours les Maîtres d'absoudre , de condamner , ou de moderer la peine.

Il pourroit même arriver qu'un accusé qui auroit été traité avec cette dureté , que de lui refuser toute communication , parce que la Loy ne permettoit pas au Juge de la luy accorder , pour peu qu'il parût que lors du Jugement il n'avoit pas eu toute la liberté de se défendre , cela seul seroit suffisant d'incliner les suffrages des Juges à l'indulgence : A quoy l'on peut ajouter , que beaucoup de personnes accusées des crimes , pour lesquels l'on permet de donner conseil , n'ont point de Commis avec lesquels ils puissent communiquer ; & qu'ainsi il faut leur laisser le choix des personnes avec lesquelles ils voudront conférer , ou le déferer à la prudence ou à l'arbitrage du Juge.

M. Puffort a reparti , qu'encore qu'il ne soit pas de l'usage de permettre à un accusé la communication avant la confrontation , néanmoins il pouvoit se rencontrer des cas , où l'on se trouve obligé de le faire après l'Interrogatoire comme dans le crime de péculat , ou de concussion ; où un accusé sera interrogé sur des faits resultans de pièces qu'il ne pourra pas reconnoître , pour n'être pas de son fait. Que ce cas étant mêlé de Civil & de Criminel , il faudra nécessairement permettre à l'accusé de communiquer avec ses Commis ou ses Associez : la preuve ne devenant parfaite que par l'aveu ou le desavû que l'accusé doit faire des pièces , après qu'il les aura examinées.

M. le President le Coigneux a dit , qu'il étoit à souhaiter que l'on pût marquer dans l'Article , tous les cas où les Juges pourront donner conseil : n'y ayant rien de si dangereux , que le donner en toutes sortes

d'affaires ; & l'Article deviendrait entièrement inutile si on y ajoutoit ces termes : *Et autres* ; parce qu'il pourroit induire le Juge à le donner en toutes sortes de cas.

M. le Président de même a dit , que l'usage de demander Conseil , étoit rare au Palais , & qu'il avoit été peu pratiqué avant l'affaire de Corboyer ; que même ce ne fut pas d'une communé voix qu'on lui permit de le prendre.

ARTICLE IX.

N'Entendons néanmoins empêcher que les Acusez de crime non capitaux , ne puissent après l'Interrogatoire , conférer avec qui bon leur semblera.

Lecture ayant été faite :

M. le P. Président a dit , que l'Article engagera les Juges à opiner deux fois sur une même affaire : séparant le droit d'avec le fait , suivant l'usage de la Rotte. Il faudra qu'ils jugent d'abord , si le crime est capital ; & ensuite si l'Accusé est convaincu. Qu'en matière de fausseté , il est difficile d'en faire une exacte distinction ; les especes en étant entièrement différentes ; & il sera même bien difficile , qu'un Juge ne témoigne en quelque manière le Jugement qu'il voudra rendre à l'Accusé , qui en sera pareillement informé , & en tirera ses avantages.

M. le Président de Novion a dit , qu'il n'est pas en la liberté de l'Accusé , de demander d'être mis sur le Préau , après qu'il a prêté l'interrogatoire ; mais qu'il dépend du Juge de l'ordonner. Que cependant par l'Article l'on donne un titre à l'Accusé pour pouvoir obliger les Juges de délibérer , si le crime est capital , ou s'il ne l'est pas. Que la conséquence en seroit dangereuse ; parce qu'il pourra arriver , que dans un Procès qui s'instruit à l'ordinaire , il surviendra de nouvelles preuves après l'Interrogatoire de l'Accusé , qui rendront le crime Prévôtal.

M. Pussort a dit , que quand la Loi seroit ôtée , il faudroit que le Juge opinât sur le fait & sur le droit ; & qu'ainsi l'Article ne fait point d'inconvénient , & qu'il ne change rien à l'usage observé ; dans toutes les Jurisdictions du Royaume , qui est de ne pas interdire aux Acusez de conférer avec qui bon leur semble , après qu'ils ont été interrogés , lors qu'il n'est point question de crime capital. Qu'il est facile d'en faire la différence.

Et qu'à l'égard du crime de faux , la qualité du fait , comme il seroit posé , & celle des Parties , pourroient suffire pour en faire les distinctions ; mais que pour prévenir toute difficulté , on pourroit tourner l'Article en ces termes : *Pourront les Juges , après l'Interrogatoire , permettre aux Acusez de conférer avec qui bon leur semblera , si le crime n'est pas capital.*

M. Talon a dit , que comme il y a souvent difficulté , pour sçavoir quels crimes doivent être estimez capitaux , que même le terme est équivoque

voque : que tantôt il s'entend de ceux qui méritent la mort ; tantôt de ceux qui emportent confiscation , que nos Loix appellent *Maximam capitis diminutionem* ; Il est à craindre que cet Article ne produise souvent des difficultés , qu'on aura peine à résoudre ; car encore que par l'usage on accorde souvent aux Acusés , la liberté de communiquer avec leurs proches ou leurs amis , cela dépend du ministère & de la discrétion du Juge ; au lieu que par cet Article le Juge ne peut refuser cette permission , qu'il ne déclare en même tems , que l'Acusé est prevenu d'un crime capital.

ARTICLE X.

Les hardes, meubles & pieces servans à la preuve , seront representez à l'Acusé lors de son Interrogatoire , & les papiers & écritures paraphes par le Juge & l'Acusé ; sinon sera fait mention de la cause de son refus , & sera l'Interrogatoire continué sur les faits & inductions résultans des hardes, meubles, & pieces de l'Acusé.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE XI.

Si l'Acusé est étranger , & n'entend pas la Langue Françoisse, l'Interprète ordinaire, ou s'il n'y en a point, celui qui sera nommé d'Office par le Juge , après avoir prêté serment, expliquera à l'Acusé les Interrogatoires qui lui seront faits par le Juge , & au Juge les reponses de l'Acusé ; & sera le tout écrit en Langue Françoisse , signé par le Juge , l'Interprète & l'Acusé ; sinon mention sera faite de son refus.

Après la Lecture de l'Article XI.

M. le P. Président a dit , que l'Article ne comprend que les Etrangers ; que cependant il y a des François d'une Province du Royaume , qui n'entendent pas le langage d'une autre. Que par exemple , un bas-Breton n'entendra pas le François , tel qu'on le parle à Paris : qu'il semble nécessaire de l'expliquer. Que l'on pourroit demander aussi sur ce sujet , si un étranger qui n'entendrait point la Langue Françoisse, pourroit être interrogé en Latin : qu'il en avoit vû un exemple en la personne d'un Allemand, que défunt Monsieur le Président de Bailleul interrogea en Langue Latine.

M. Pussort a dit , que pour comprendre dans l'Article les Sujets du Roi, aussi bien que les Etrangers , l'on pourroit mettre ces mots : *Si l'Acusé n'entend pas la Langue Françoisse* , au lieu de ceux : *s'il est Etranger*. Et qu'à

Ordon. Crim.

T

l'égard de la Langue Latine ; il ne croyoit pas que l'on en dût user dans les interrogatoires , non plus que dans les autres Actes : L'Ordonnance de 1539. ayant défendu de rédiger aucun Acte en cette Langue ; parce qu'il n'y a que celle du Prince , dont on se puisse servir en Justice.

ARTICLE XII.

NE sera fait aucune rature ni interligne dans la minute des interrogatoires ; & si l'Acusé y fait aucun changement , il en sera fait mention dans la suite de l'interrogatoire.

ARTICLE XIII.

L'Interrogatoire sera lû à l'Acusé à la fin de chacune séance , cotté & paraphé par le Juge en toutes ses pages , & signé par lui & par l'Acusé , s'il veut ou sçait signer ; sinon sera fait mention de son refus : le tout à peine de nullité & de tous dépens , dommages & interêts contre le Juge.

ARTICLE XIV.

Les Commissaires de nôtre Châtelet de Paris , pourront interroger pour la première fois , les Acusés pris en flagrant délit , les domestiques acusés par leurs Maîtres , & ceux contre lesquels il y aura Decret d'ajournement personnel seulement.

ARTICLE XV.

L'Interrogatoire pourra estre réitéré toutes les fois que le cas le requerra , & sera chacun interrogatoire mis en cahier séparé.

ARTICLE XVI.

DEffendons à nos Juges & à ceux des Seigneurs , de prendre , recevoir , ni se faire avancer aucune chose par les prisonniers , pour leur interrogatoire ou pour aucuns autres droits par eux pretendus : sauf à se faire payer de leurs droits par la Partie civile , s'il y en a.

Ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE XVII.

Les Interrogatoires seront incessamment communiquez à nos Procureurs, ou à ceux des Seigneurs, pour prendre droit par eux, ou requérir ce qu'ils aviseront, sans aucuns frais ni droits.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit, que l'on ôte par cet Article, aux Procureurs du Roi, des Droits qui leur appartiennent, & qu'ils ont perçus de tout tems.

M. Pussort a reparti, que l'on pouvoit joindre cet Article à l'Article premier du Titre X. qui défend aux Procureurs du Roi, & à ceux des Seigneurs, de rien prendre sur les Informations.

ARTICLE XVIII.

Sera aussi donné communication des Interrogatoires à la Partie civile en toutes sortes de crimes.

ARTICLE XIX.

L'Acusé de crime : auquel il n'écheoit peine afflictive, pourra prendre droit par les Charges, après avoir subi l'Interrogatoire.

Ces Articles ont passé.

ARTICLE XX.

Si nos Procureurs ou ceux des Seigneurs, & la Partie civile, sont reçus à prendre droit par l'Interrogatoire, & l'Acusé par les charges, la Partie civile pourra donner sa Requête contenant ses demandes, & l'Acusé ses réponses, dans le délai qui sera ordonné ; lequel passé, sera procédé au Jugement, encore que les Requêtes & les réponses n'aient point été fournies.

Lecture faite de cet l'Article :

M. le P. Président a dit, que l'abrogation des *appointemens à oïr droit,*

lui avoit paru bonne ; mais qu'il étoit à craindre que la voye dont l'Article se sert, ne produisît le même effet.

M. Puffort a dit, que l'on avoit particulièrement recherché dans l'Article le retranchement des frais : qu'on ne doit prendre qu'un Ecu pour la Requête, au lieu que les *défenses par atténuation*, sont souvent composées de quantité de rôles, dont les frais entrent en taxe.

ARTICLE XXI.

Avant le Jugement du procès, les acusez seront interrogés sur la sellette, si en premiere instance les Conclusions de nos Procureurs, ou de ceux des Seigneurs, & si en cause d'appel les Conclusions de nos Procureurs Generaux, ou la Sentence portent condamnation de peine afflictive.

ARTICLE XXII.

L'Interrogatoire presté sur la Sellette pardevant le Juge des Lieux, sera envoyé en nos Cours avec le procès, quand il y aura appel ; à peine de cent livres d'amende contre le Greffier.

ARTICLE XXIII.

Les Curateurs & les Interpretes seront interrogés derrière le Bureau, encore que les Conclusions de la Sentence portent peine afflictive contre l'accusé.

Ces Articles ont été trouvez bons.



TITRE XV.

Des Recollemens & Confrontations.

ARTICLE I.

Tous les Articles de ce Titre sont dans le même ordre en l'Ordonnance.



Il'accusation merite d'être instruite, le Juge ordonnera que les témoins ouïs es Informations, & autres qui pourront estre ouïs de nouveau, seront recollez en leurs depositions, & si besoin est, confrontez à l'accusé ; & pour cet effet assignez dans un délai

DES RECOLLEMENS ET CONFRONTATIONS. 149
competent , suivant la distance des lieux , la qualité de la
personne & de la matiere.

Cet Article a été trouvé bon.

A R T I C L E II.

LEs témoins defaillans seront pour le premier défaut
condamnez en l'amende , & au cas de contumace, con-
traints par corps , suivant qu'il sera ordonné par le Juge.

Lecture ayant été faite :

M. le P. President a dit , qu'il étoit bon de faire obeïr les témoins ,
mais que la contrainte par corps étoit peut-être une peine trop forte.

M. Puffort a dit, qu'il ne falloit point autoriser la contumace ; qu'un té-
moin étoit suffisamment averti lors qu'il l'avoit été deux fois, & condam-
né à l'amende, & que la peine ne regarde que les refusans.

A R T I C L E III.

NE pourra estre procédé au recollement des témoins,
qu'il n'y ait Jugement qui l'ait ordonné ; pourront nean-
moins les témoins fort âgez, malade , valetudinaires, prest à
faire voyage , ou pour quelque autre urgente necessité , estre
repetez avant qu'il y ait aucun Jugement qui l'ordonne , &
ne vaudra la repetition du témoin pour confrontation con-
tre le contumax , qu'après qu'il aura été ainsi ordonné par le
Jugement de défaut.

A R T I C L E IV.

LEs Témoins seront recollez encore qu'ils ayent été
louïs pardevant un des Conseillers de nos Cours, & que
le même soit commis pour faire le recollement.

A R T I C L E V.

LEs témoins seront recollez separément , & après ser-
ment , & lecture faite de leur déposition, interpellez de
déclarer s'ils y veulent ajoûter ou diminuer, & s'ils y persi-
stent , sera écrit ce qu'ils y voudront ajoûter ou diminuer, &
lecture à eux faite du recollement , qui sera parafé , & signé
dans toutes ses pages par le Juge & par le témoin, s'il sçait, ou
veut signer , sinon sera fait mention de son refus.

A R T I C L E V I.

LE Recollement ne sera réitéré , encore qu'il ait été fait en l'absence de l'accusé , & que le procès ait été instruit en différens tems, ou qu'il y ait plusieurs accusez.

A R T I C L E V I I.

LE Recollement des témoins sera mis dans un Cahier séparé des autres procédures.

Ces Articles ont été trouvez bons.

A R T I C L E V I I I.

S'il est ordonné que les témoins seront recollez & confrontez, la déposition de ceux qui ne l'auront point été, ne fera point de preuve, s'ils ne sont decedez pendant la contumace.

Après la Lecture de cet Article :

M. Le P. President a dit , que les termes de l'Article semblent contraires au sens que l'on y a voulu donner , & qu'au lieu de mettre , *ceux qui ne l'auront été* , il faut mettre, *ceux qui auront été recollez.*

M. Talon a dit , que le sens de cet Article est, que les témoins qui n'ont été recollez n'y confrontez, ne peuvent faire décharges, & à l'égard de ceux qui ont été recollez & non confrontez, ils ne feront point pareillement décharges, à moins qu'il n'y ait un Jugement qui ordonne, que le Recollement vaudra confrontation , & qu'ils soient decedez ou absens depuis la contumace ; mais il semble que cela auroit besoin d'être plus nettement expliqué.

M. Puffort a dit , que c'est un vice de Clerc, qu'il faut reformer l'Article, suivant l'observation qui en a été faite.

A R T I C L E I X.

DAns les crimes esquels il échoit peine afflictive , les Juges pourront ordonner le recollement & la confrontation des témoins qui n'auront été faits, si leurs dépositions sont charges considerables.

A R T I C L E X.

DAns la visite du procès , sera fait lecture de la déposition des témoins qui vont à la décharge , quoy qu'ils

Ces deux Articles ont été trouvez bons.

A R T I C L E X I.

L Es témoins qui depuis le recollement retracteront leurs dépositions, ou les changeront dans des circonstances essentielles, seront poursuivis & punis comme faux témoins.

Lecture faite :

M. le P. President a dit , que cet Article sembloit inutile & même de dangereuse conséquence, en ce qu'il veut absolument qu'on poursuiवे les témoins qui se retracteront à la confrontation comme de faux témoins.

Qu'on ne doute point qu'un témoin qui change entierement sa déposition à la confrontation , après avoir persisté au recollement, ou qui varie dans une circonstance qui peut aller à établir ou affoiblir la preuve , ne soit considéré generalement parlant , comme un faux témoin ; mais qu'il peut être dangereux d'en faire une Loy si exacte , parce quelquefois un accusé peut redresser un témoin à la confrontation, en des circonstances considerables , & le faire souvenir de la verité d'un fait qui lui auroit échapé ; cela se peut faire quelquefois de bonne foy de la part des accusez , & de la part des témoins : & c'est rendre la condition de l'accusé bien plus mauvaise, si on oblige le témoin à ne se point retracter à la confrontation, à moins que d'être traité comme criminel, que tout est contre l'accusé jusqu'à la confrontation ; car c'est là où il commence à se reconnoître, & à être informé de la qualité du crime & de la preuve. C'est pourquoy il sembloit plus à propos de laisser cela à la discretion du Juge , qui peut connoître si la contrariété qui se trouve entre la déposition , le Recollement & la Confrontation du témoin, vient de mauvaise foi, ou bien de son ignorance.

M. Puffort a dit, que jusqu'ici il a passé pour une Loy constante établie par les Auteurs & confirmé par l'usage , que tout homme qui a prêté deux sermens à la face de la Justice , ne peut changer impunement. Que l'on a assujetti les Juges à faire recoller les témoins, afin de leur laisser la liberté de r'appeller leur memoire sur les circonstances du fait qu'ils auront avancé ; mais lors qu'ils ont persisté en leurs depositions , par le moyen du recollement , ils ont engagé leur témoignage à la Justice , & leur retractation ne peut être considérée que comme l'effet d'une subornation ; la déposition confirmée par le recollement a mis en peril la vie de l'accusé : que lui qui parle, se souvenoit d'avoir envoyé des témoins prisonniers pour s'être retractez dans la confrontation , que l'usage étoit de leur faire leur procès, encore qu'ils n'eussent point été corrompus , par la seule raison de l'engagement des deux premiers sermens ; que l'on en avoit un exemple tout recent dans le procès de Lamiere ; & l'on sçait qu'il ne fut pas condamné pour avoir été corrompu , mais seulement pour n'avoir pû soutenir, lors de la confrontation, ce qu'il avoit avancé par sa déposition , & soutenu dans

le Recollement. Que l'on avoit crû l'Article nécessaire à la sûreté publique, & que bien loin de produire de faux témoins, dans la nécessité où il les jette de soutenir leur témoignage, vray ou faux, lors de la confrontation, qu'au contraire il obligera les témoins à s'observer, & à ne pas rendre légèrement leurs dépositions.

M. le P. Président a dit, qu'il semble que l'on pourroit prendre un temperament, qui seroit de mettre que l'Article n'entendroit comprendre que ceux qui se retracteront absolument, & non pas ceux qui ne feroient que varier dans quelque circonstance, qui ne seroit pas tout à fait essentielle.

M. Puffort a répondu, que ces mots de *circonstance essentielle*, se trouvent dans l'Article, & satisfont à tout; qu'ainsi il n'y a rien à y ajouter.

ARTICLE XII.

LEs Acusez contre lesquels il y aura originairement decret de prise de corps, seront en prison pendant le tems de la confrontation, & en sera fait mention dans la procédure.

Après la Lecture de l'Article XII.

M. le P. Président a dit, qu'il y a un cas dans lequel l'Article ne peut être executé, sçavoir lors qu'en jugeant l'appel les Juges Souverains ne trouveront pas qu'il y ait lieu de decerner prise de corps, & renvoyeront l'accusé en état d'ajournement personnel pardevant les premiers Juges.

M. Puffort a dit, que si les premiers Juges ont bien jugé, il faut confirmer leur Jugement, & que s'il est mal rendu, il faut l'informer, & renvoyer les Parties pardevant un autre Juge.

M. le Président de Novion a dit, qu'un accusé qui se fera remis volontairement dans les Prisons de la Conciergerie, sur l'appel d'un decret de prise de corps decerné par le Lientenant Criminel de Lion, ne sera pas renvoyé dans les prisons de Lion avec des Gardes pour le conduire, qu'il y auroit trop de dureté.

M. Talon a dit, qu'il n'y a point d'inconvenient d'obliger un accusé, contre lequel il y auroit decret de prise de corps, de se mettre en état pour subir la confrontation, à moins qu'il n'en soit dispensé par le Juge Supérieur; car comme les premiers Juges ne doivent pas decretter légèrement prise de corps, il ne leur doit pas être permis de le convertir ensuite en ajournement personnel; mais il arrive tous les jours que lors que l'on plaide au Parlement, l'appel d'une procédure criminelle, & d'un decret de prise de corps, l'on renvoie les accusez pour l'instruction desdits procès en état d'ajournement personnel, & il n'y a rien en cela qui soit contraire au bien de la Justice; de sorte, qu'il faudroit, ce semble, ajouter à l'Article, *si ce n'est qu'en jugeant les appellations, il en soit autrement ordonné.*

M. Puffort a dit, que l'on pouvoit mettre une exception dans l'Article, pour laisser la liberté aux Juges Supérieurs de renvoyer un accusé, contre lequel

DES RECOLLEMENS ET CONFRONTATIONS. 153
lequel il y aura eu decret de prise de corps, en état d'ajournement personnel, pour subir la confrontation pardevant les premiers Juges. Qu'il le falloit proposer au Roy.

ARTICLE XIII.

LEs Confrontations seront écrites dans un cahier séparé, de chacun en particulier, paraphé & signé du Juge dans toutes les pages, par l'accusé & par le témoin, s'ils savent ou veulent signer, sinon sera fait mention de la cause de leur refus.

Cet Article a passé.

ARTICLE XIV.

POUR proceder à la confrontation du témoin, l'Accusé sera mandé, & après le serment par eux prêté en présence l'un de l'autre, le Juge interpellera le témoin de déclarer si l'accusé, qui lui est représenté, est celui dont il a entendu parler dans sa deposition & son recollement, & demandera aussi à l'accusé s'il connoît le témoin, & seront leurs declarations & reconnoissances écrites par le Greffier.

Lecture faite de l'Article :

M. Talon a dit, que l'usage du Parlement, & de la plupart des autres Jurisdictions est, que l'on interpelle le témoins & l'accusé, de se reconnoître, avant que l'accusé fournisse de reproches, & que l'on fasse lecture de la deposition; que le témoin declare, si l'accusé qui lui est représenté, est celui dont il a entendu parler, & on ne voit point de nécessité ni de raison apparente pour changer cet usage & en introduire un nouveau.

M. Puffort a dit, que cet usage n'est point universellement observé dans toutes les Compagnies. Que dans les confrontations qui ont été faites à la Chambre de Justice, l'on a toujours demandé au témoin, si l'accusé étoit celui dont il avoit entendu parler par sa deposition, avant qu'elle eût été lue, mais qu'il paroïssoit meilleur de faire cette interpellation après la lecture de la deposition, & que cela pouvoit être mis dans l'Article.

ARTICLE XV.

SERA fait ensuite lecture à l'accusé, des premiers Articles de la deposition du témoin, contenant son nom, âge, qualité, & demeure, la connoissance qu'il aura dit avoir des parties, & s'il est leur parent ou allié.

ARTICLE XVI.

L'Acusé sera ensuite interpellé par le Juge, de fournir sur le champ ses reproches contre les témoins, si aucuns il a, & averti qu'il ne sera plus reçu après avoir entendu la lecture de sa déposition dont sera fait mention.

ARTICLE XVII.

Les témoins seront enquis de la vérité des reproches, & ce que le témoin & l'accusé diront sera écrit.

ARTICLE XVIII.

Après que l'accusé aura fourni ses reproches, ou déclaré qu'il n'en veut point fournir, lecture lui sera faite de la déposition, & du recollement du témoin, avec interpellation, de déclarer s'ils contiennent vérité, & ce qui sera dit par l'accusé & par le témoin, sera aussi rédigé par écrit.

ARTICLE XIX.

L'Accusé ne sera plus reçu à fournir de reproches contre les témoins, après qu'il aura entendu la lecture de sa déposition.

ARTICLE XX.

Pourra néanmoins en tout état de cause, proposer des reproches, s'ils sont justifiés par écrit.

ARTICLE XXI.

Deffendons aux Juges d'avoir égard aux déclarations faites par les témoins depuis l'Information, lesquelles nous déclarons nulles, voulons qu'elles soient rejetées du procès; & néanmoins le témoin qui l'aura faite, & la partie qui l'aura produite, condamnez chacun à quatre cens livres d'amende envers nous.

Lecture ayant été faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, que la peine de cet Article n'étoit pas assez forte, & qu'il étoit plus juste de faire le Procès à un témoin qui donne

déclaration pour détruire sa déposition , & lors que la confrontation a été faite, qu'à celui qui se retracte lors de la confrontation.

M. Puffort a dit , qu'il y avoit grande différence , entre la retractation d'un témoin à la confrontation , & la déclaration que l'on peut exiger de lui par autorité ou par corruption lorsque l'instruction est parfaite ; parce qu'il est beaucoup plus facile de surprendre la déclaration d'un témoin, auquel on fait entendre qu'elle ne lui peut faire de préjudice, ayant consommé tout ce qui étoit de son fait par la confrontation , que de l'obliger de faire un faux serment en Justice , lors qu'il est confronté ; mais comme l'Article declare nulles toutes déclarations , elles deviendroient si rares dans la suite, que l'on n'en devoit pas appréhender l'abus, & que l'on pourroit y ajouter , *d'en faire en quelque tems, & de quelque qualité qu'elle puisse être.*

M. le Président de Novion a dit , que l'Article ne laissera pas d'embarrasser la Religion du Juge.

M. le P. Président a ajouté , qu'en éfet il falloit faire différence entre ce qui se fait lors de la confrontation , & de la déclaration qui se donne hors du Jugement, que l'un & l'autre pouvoient bien être appelez un témoignage ; mais qu'ils n'étoient pas tous deux rendus par un témoin ; que cette différence avoit son principe dans la raison, qui ne donne d'autorité & de la foi au témoignage d'un homme , & ne le fait considerer comme témoin, qu'après qu'il a prêté serment & déposé devant un Juge. C'est sur cette consideration qu'est fondée la maxime qui dit *Tesibus non testimoniis, fides adhibenda* ; mais quoique les Juges fassent grande différence, entre la déposition d'un témoin , & un témoignage tiré de ce même témoin après la confrontation , & même qu'un témoignage de qualité , ne fasse pas de foi en Justice , il ne laisse pas de convaincre le témoin de mauvaise foi, & de fausseté , & il le rend par consequent fort punissable.

M. Puffort a dit , que l'Ordonnance ne pouvoit pas aller plus loin que la nullité , & la condamnation d'amende ; mais qu'il croyoit que l'on pouvoit faire l'Article general , & annuler toutes les déclarations rendues hors Jugement.

M. Boucherat a dit , qu'il seroit peut-être suffisant d'ajouter à la fin de l'Article : *Ou autre plus grande peine s'il y échoit.*

M. Talon a dit , qu'encore que la peine établie par cet Article , contre le témoin qui donne une déclaration contraire à sa déposition , paroisse légère , & qu'il semble que celui qui se retracte, par une Déclaration contraire à la déposition qu'il a rendue en Justice , doive être traité comme un faux témoin ; néanmoins les déclarations étant souvent extorquées par violence ou surprise dans la débauche , elles ne sont pas si criminelles qu'une retractation faite en presence du Juge, elles ne doivent être d'ailleurs d'aucune consideration ; & puisque cette maxime tirée de la Jurisprudence Romaine est incontestable, c'est avec beaucoup de raison que l'on ordonne, que ces Déclarations doivent être rejetées comme nulles , & que l'on défend aux Juges d'y avoir aucun égard.

ARTICLE XXII.

Sil Acusé remarque dans la Déposition, quelque contrariété, ou circonstance qui puisse éclaircir le fait, & justifier son innocence; il pourra prier le Juge d'interpeller le témoin de les reconnoître, sans pouvoir lui-même faire l'interprétation, & seront les remarques, interpellations, reconnoissances & réponses, aussi redigées par écrit.

ARTICLE XXIII.

Tout ce que dessus aura lieu dans les Confrontations qui seront faites des Acusez les uns aux autres.

ARTICLE XXIV.

Sil est ordonné que les témoins seront ouïs une seconde fois, ou le Procès fait de nouveau, à cause de quelque nullité dans la procédure, le Juge qui l'aura commise sera condamné d'en faire les frais, & payer les vacations de celui qui y procedera, & encore les dommages & interets de toutes les Parties.

Ces Articles ont été trouvez bons.



TITRE XVI.

Des Lettres d'Abolition.

ARTICLE I.

Cet Article, & les deux suivants, ont été supprimés.

Des Lettres d'Abolition, seront acordées seulement pour les crimes qui méritent peine de mort, & qui seroit encouruë avec les Lettres de Remission.

ARTICLE II.

Elles ne pourront estre scellées, qu'après avoir été signées par un Secretaire de nos Commandemens, après en avoir pris nos ordres.

ARTICLE III.

Toutes les circonstances du fait y seront déduites , & ne pourront plus contenir la clause , que le cas est pardonné & aboli , en quelque sorte & maniere qu'il soit arrivé.

Lecture ayant été faite de ces trois Articles :

M. le Chancelier a dit , que le Roi lui feroit la grace , de prendre connoissance de ces Articles , & de juger s'ils sont conformes aux Ordonnances.

M. le P. Président a dit , qu'après cela il n'avoit rien à dire sur ces Articles.

ARTICLE IV.

Enjoignons à nos Cours , & autres Juges , auxquels l'adresse en sera faite , de les enteriner incessamment si elles sont conformes aux Charges & Informations. I. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit , que l'usage avoit toujours mis beaucoup de différence entre les Lettres d'Abolition , & les Lettres de Remission ; mais que l'Ordonnance que l'on examinoit , étoit la premiere qui eût parlé nettement de celles d'Abolition , qu'elles n'étoient point autorisées dans la Justice , parce que le mot d'*Abolition* , est un terme de puissance absolue , qui fait trembler les Loix , & suspend les effets de la vengeance publique : *Si judicas cognosce, si regnas jube*, que néanmoins on avoit toujours fait deux sortes de remontrances sur ces Lettres , l'une de l'atrocité du crime , lorsque les Juges y trouvoient de l'indignité , & l'autre lors que l'énoncé des Lettres n'étoit pas conforme aux Charges , parce que l'on presumoit , que le Roi n'avoit entendu remettre à l'Accusé , que le crime énoncé dans les Lettres : *Si preces veritate nitantur*, en sorte qu'elles n'auroient peut-être pas été accordées , si le Roi avoit été informé de la vérité du fait ; que cependant l'Article ne marque point ce que les Compagnies Souveraines auront à faire dans ces rencontres , que le Parlement auroit à desirer , que le Roi eût agreable de lui faire sçavoir ses intentions là dessus.

M. le Chancelier a dit , qu'à l'égard de l'atrocité du crime , les Remontrances pourroient être faites ; mais qu'en cas que l'exposé ne fût pas conforme aux Informations , les Juges pouvoient passer outre au Jugement du Procès.

M. Puffort a dit , que les Lettres de Remission , sont Lettres de Justice , & les Abolitions sont pures graces , émanées de l'autorité du Prince ; mais

que l'Article ne défendoit pas aux Juges, de faire des remontrances au Roi, & sur l'atrocité du fait, & sur le faux exposé des Lettres : que si néanmoins cela formoit quelque doute, on le pourroit exprimer dans l'Article.

M. Talon a dit, qu'il y a deux choses qui peuvent empêcher d'enteriner les Lettres d'Abolition : l'une, quand le crime est énorme ; & l'autre, quand les Lettres ne sont pas conformes aux Informations. Au premier cas, les Juges n'ont autre pouvoir, que de représenter au Prince l'autorité du fait, & lui faire comprendre combien la Justice souffre, par l'indulgence que l'on apporte à pardonner des crimes, qui offensent la Société civile, & méritent un châtimement exemplaire. Il n'en est pas de même quand les Informations ne sont pas conformes aux Lettres ; car alors le crime que l'on punit, n'est point celui que le Prince a pardonné ; mais un autre tout différent, duquel il n'auroit point accordé la grace, s'il lui avoit été représenté dans ses véritables circonstances ; en éfet les déguisemens ne se font jamais, que lors que l'on desespere d'obtenir l'Abolition du crime, si l'on le représentoit tel qu'il est arrivé, & outre que celui qui impose au Roi, en lui déguisant le crime qu'il a commis, pour surprendre sa Religion, mérite plutôt punition que grace, pour son mensonge ; Et si l'on établit une fois, que quand les Informations seroient entièrement différentes de l'énoncé des Lettres d'Abolition, on ne puisse debouter l'impétrant de ses Lettres, il n'y a point de crime, pour si énorme qu'il puisse être, qui ne demeure impuni ; car un Acusé ayant obtenu des Lettres d'Abolition, sur des faits entièrement supposés, les Juges aimeront mieux les enteriner, que de s'exposer à faire des remontrances, & pour cet éfet députer des Officiers, & envoyer des Informations, & quand même le zèle de la Justice, les engageroit d'entreprendre toutes ces démarches, le premier pas étant fait, le Roi aura peine à retracter sa grace, & au lieu que dans l'Article III. on croit avoir fait quelque chose d'important en faveur de la Justice, en ôtant des Lettres d'Abolition cette clause : *En quelque sorte & maniere que le fait soit arrivé*, elle se trouvera à l'avenir implicitement dans toutes les Lettres d'Abolition, l'éfet de cette clause étoit pour empêcher, que les Juges, sous prétexte du changement de quelque circonstance, ne deboutassent l'impétrant de l'éfet de ses Lettres ; ce qui marque assez que l'usage a toujours été, que quand les Lettres d'Abolition n'étoient pas conformes aux charges, les Juges n'étoient point obligés d'y avoir égard, parce qu'en cela on pouvoit dire, que le coupable n'a point véritablement de Lettres, le crime dont il étoit convaincu, n'étant point celui que le Roi lui a pardonné ; de sorte qu'il y auroit moins de peril de conserver l'usage de cette clause, *En quelque sorte & maniere que le cas soit arrivé*, pour en user tres-rarement, & avec une extrême circonspection, que non pas de vouloir qu'elle ait son éfet en toutes sortes de Lettres d'abolition, encore qu'elle n'y soit pas inserée ; & il ne faut point craindre que les Juges condamnent injustement celui auquel le Prince aura pardonné par ses Lettres d'Abolition, ils se porteront bien plutôt à l'indulgence qu'à la severité, & c'est à l'Acusé qui ne peut ignorer son crime,

à l'exposer tout entier, & à ne rien déguiser; puisqu'on peut dire, que la Justice & la Clemence du Roi, imite celle de Dieu, qui n'abolit les pechez des hommes, que lors qu'ils ont été sincerement confessez.

M. Puffort a repris, que toutes les Lettres d'Abolition étoient raportées devant le Roi, qui ne les acorde que rarement, & pour de grandes considerations. Que l'énoncé des Lettres pourra exposer le fait, un peu moins fortement que n'aura fait un Témoin dans sa déposition. Que ce seroit manquer de respect aux Ordres du Roi, de condamner, sous ce pretexte, un Acusé auquel le Roi auroit peut-être remis le crime, quand Sa Majesté auroit eu une entière connoissance du merite des charges. Qu'au surplus la clause, *En quelque sorte & maniere que le cas fût arrivé*, a été rétranchée, & que rien ne seroit plus dangereux que de la rétablir, qu'à l'égard des Compagnies Superieures qui ont leur établissement à Paris, il leur sera facile de faire des remontrances, & pourroient apprendre dans peu de tems, les Intentions du Roi; & à l'égard de celles qui sont éloignées, il ne seroit pas nécessaire qu'un Président vint lui-même faire les remontrances de la part de la Compagnie; mais il suffiroit de les envoyer à Monsieur le Chancelier, qui recevroit les ordres du Roi, & en feroit part.

M. le Président de Novion a dit, qu'il n'y avoit pas d'exemple, que l'on eut passé outre au Jugement d'un Procès criminel, au préjudice des Lettres d'Abolition; mais qu'il arrivoit souvent, que l'on faisoit des remontrances sur les cas qui ont été marquez.

ARTICLE V.

Les Lettres de Remission seront acordées pour les Homicides involontaires seulement, ou qui seront commis dans la necessité d'une legitime défense de la vie.

II. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE VI.

Les Lettres de Pardon seront scellées pour les cas esquels il n'écheoit peine de mort, & qui néanmoins ne peuvent estre excusez.

III. Article de l'Ordonnance.

Ces deux Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE VII.

Ne seront données aucunes Lettres de Remission ou Pardon, pour les Duels ou pour les Assassinars premeditez, tant aux principaux Auteurs, qu'à ceux qui les auront assistez, pour quelque occasion ou pretexte qu'ils puissent avoir été commis, soit pour vanger leurs querelles ou autrement.

IV. Article de l'Ordonnance.

non plus qu'à ceux qui à prix d'argent, ou autrement se loient, ou s'engagent pour tuër, outrager, excéder, ou recourir des mains de la Justice, les prisonniers pour crime, ceux qui les auront loiez ou induits pour ce faire, encore qu'il n'y eût eu que la seule machination ou attentat, & que l'effet ne s'en soit ensuivi, ni à ceux qui auront excédé ou outragé aucuns de nos Magistrats ou Officiers, Huissiers & Sergens, exerçans, faisans ou executant quelques Actes de Justice, & si aucunes Lettres d'Abolition, ou Remission, étoient expédiées pour les cas ci-dessus, nos Cours pourront Nous en faire leurs remontrances dans les delais, & en la maniere prescrite par le premier Titre de nôtre Ordonnance du mois d'Avril 1667.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. Président a dit, que l'on avoit ômis de comprendre dans l'Article les Lettres d'Abolition.

M. Pussort a dit, qu'il est vrai qu'il y avoit une erreur dans l'Article, en ce que l'on avoit mis *Remission* dans l'Article, pour *Abolition*; & que cette erreur venoit de ce qu'il avoit été transcrit sur l'Ordonnance de Moulins, qui donne aux Lettres de Remission, la même force qu'ont aujourd'hui celles d'Abolition. Que cela pouvoit être reformé dans l'Article, & dans les autres de ce Titre; & que le mot d'*Abolition*, ne se trouvoit dans aucune Ordonnance.

M. Talon a dit, qu'il faut mettre dans tous ces Articles le terme d'*Abolition*, au lieu de celui de *Remission* ou *Pardon*, & il semble qu'aux crimes pour lesquels le Roi permet de n'avoir point d'Indulgence, il faudroit y ajoûter celui de *Rapt*, suivant la disposition expresse de l'Ordonnance de 1539. Il faut encore expliquer, si des Lettres d'Abolition sont adressées aux Baillifs & Sénéchaux, ou aux Présidiaux; & de quelle sorte ces Juges pourront s'adresser au Roi, pour lui représenter l'atrocité du crime, pour lequel l'Abolition aura été accordée.

M. Pussort a dit, qu'il y avoit deux sortes de crimes de Rapt : l'un de séduction, & l'autre de violence; & que ce dernier pouvoit être joint aux autres cas de l'Article. Qu'à l'égard des Présidiaux, ils peuvent faire des remontrances comme les Compagnies Supérieures : qu'ainsi on pourroit mettre dans l'Article, *Nos Cours, & autres nos Juges qui jugent en dernier Ressort.*

M. le P. Président a dit, que les Présidiaux n'ont pas droit de faire des remontrances; mais qu'ils peuvent seulement s'adresser à Monsieur le Procureur General pour l'inviter; & qu'encore qu'il n'y ait point d'appel de leurs Jugemens, néanmoins le Parlement conservoit toujours une police supérieure sur ces Juges, qui étoient obligez par devoir de leurs

leurs Charges, de lui rendre compte dans les occasions importantes, & même d'implorer son autorité pour le bien de la Justice.

M. Puffort a dit, que l'ordre le plus naturel, seroit de leur prescrire de s'adresser à Monsieur le Chancelier.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit encore une observation importante à faire sur cet Article, qui est qu'il pourroit être suivi d'un tres-grand inconvénient, par la relation que l'on lui donne au Titre premier de l'Ordonnance de 1667. en ce que l'Article V. de ce Titre premier porte, que les Compagnies seront tenuës de faire leurs remontrances dans huitaine, après lequel tems les Edits, Lettres, & Déclarations, seront tenuës d'être registrées, ce qui ne pourroit être appliqué à l'Article, sans acorder l'impunité aux Aulsez, aux même tems qu'on leur acorde des Lettres d'Abolition. Ces sortes de Lettres ne pouvant pas être toujours registrées en si peu de tems.

M. Puffort a dit, que quand on a rapellé dans l'Article le premier Titre de l'Ordonnance de 1667. ce n'a pas été dans le dessein que la disposition y fût appliquée toute, le premier Titre de cette Ordonnance, ne regardant que les affaires publiques, & non pas les particulieres, comme generalement toutes Lettres de graces & concessions, faites à des personnes privées; que si neanmoins cela demandoit quelque Interpretation dans l'Article, on pourroit éter les termes qui rapellent l'Ordonnance de 1667.

DU MERCREDI, 18. JUIN, 1670.

M. Puffort, avant l'ouverture de la Conference, a dit, qu'il avoit ordre du Roi de faire entendre à la Compagnie, que l'Intention de Sa Majesté étoit, de ne point toucher aux trois premiers Articles du Titre XVI. *Des Abolitions*, & qu'Elle se raportoit à Monsieur le Chancelier, de les supprimer ou de le rédiger, ainsi qu'il le jugeroit à propos.

A R T I C L E V I I I.

Les Lettres d'Abolition, celles pour ester à droit après ^{V. Article de l'Ordonnan-} les cinq années de la Contumace, de rapel de Ban ou ^{cc.} de Galeres, commutation de peine, réhabilitation du condamné en ses biens & bonne renommée, & de revision de Procès, ne pourront estre scellées qu'en nôtre grande Chancellerie, en la forme prescrite par les Articles II. & III. du present Titre.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit, qu'autrefois on sceloit à la petite Chancellerie, les Lettres de Remission; mais qu'il dépend de Monsieur le Chancelier, de conserver ou reformer cet usage,

Ordonn. Crim.

X

M. le Chancelier a dit, que l'usage étoit de présenter Requête au Conseil, tendante à revision du Procès ; que si le Conseil jugeoit qu'il y eût lieu d'aprofondir l'affaire, l'on rendoit Arrêt sur Requête, portant renvoi à Messieurs les Maîtres des Requêtes, pour donner leurs avis, qui ensuite étoit donné & porté au Conseil, & s'il se trouvoit en faveur du suppliant, il étoit ordonné qu'il seroit procédé à la revision du Procès, & qu'à cet éfet les Lettres nécessaires seroient expédiées sur l'Arrêt, on prenoit des Lettres adressantes à la Compagnie qui avoit jugé le Procès, si ce n'est qu'il se trouvât quelque cause de suspicion, auquel cas on renvoyoit au Grand Conseil, ou en quelqu'autre Compagnie, lesquelles Lettres se prenoient au Grand Sceau.

A R T I C L E I X.

VI. Article de l'Ordonnance.

L'Arrest ou le Jugement de condamnation, sera attaché sous le contrescel des Lettres de rapel de Ban, ou de Galeres, commutation de peine ou de rehabilitation, à faute de quoi les Impetrans ne pourront s'en aider, & défendons aux Juges d'y avoir égard.

A R T I C L E X.

VII. Article de l'Ordonnance.

ENjoignons à nos Juges, même à nos Cours, d'enteriner les Lettres de rapel de Ban, ou de Galeres, commutation, & de rehabilitation, qui leur seront adressées, sans examiner si elles sont conformes aux Charges & Informations, sauf à Nous représenter par nos Cours, ce qu'elles jugeront à propos.

A R T I C L E X I.

VIII. Article de l'Ordonnance.

POur obtenir des Lettres de Revision de Procès, le condamné sera tenu d'exposer le fait avec ses circonstances, par Requête qui sera rapportée en Nôtre Conseil, & envoyée, s'il est jugé à propos, aux Maîtres des Requetes de Nôtre Hôtel, pour avoir leur avis, que nous voulons ensuite estre rapporté en Nôtre Conseil ; & si les Lettres sont justes, il sera ordonné par Arrest, qu'elles seront expédiées & scellées, & pour cet éfet elles seront signées par un Secrétaire de nos Commandemens.

Ces Articles ont passé :

ARTICLE XII.

L' Avis des Maîtres des Requêtes de Nôtre Hôtel, & l'Arrest de Nôtre Conseil, seront attachez sous le contre-scel des Lettres de Revision, & l'adresse faite aux Juges qui auront jugé le Procès.

IX. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'Article IX.

M. le P. Président a dit, que les Lettres de Revision, sont en matiere criminelle, ce que les propositions d'erreur, sont en matiere civile, avec cette difference, que les propositions d'erreur, doivent être jugées dans la même Chambre, & par les mêmes Juges qui ont jugé le procès, & pour les Lettres de Revision, elles sont bien adressées ordinairement à la même Chambre, par exemple, à la Tournelle; mais il n'y a pas de nécessité, que les mêmes Juges qui ont donné l'Arrêt contre lequel on se pourvoit, s'y trouvent; quelquefois même, ces Lettres de Revision sont adressées à d'autres Compagnies Souveraines, que celle qui a donné l'Arrêt, sans qu'elles puissent jamais être portées pardevant d'autres Juges, que des Compagnies Souveraines, parce que les condamnez par des autres Juges, ont la voye de Droit, qui est de l'apel; que cependant il faut prendre garde que l'on n'induisse de l'Article, que les Lettres de Revision puissent être adressées aux Présidiaux, & aux Prevôts des Maréchaux, parce qu'au lieu de Revision, l'apel de leurs Jugemens, quoique rendus en dernier ressort, est reçu par le Roi, qui renvoi l'affaire, & les Parties au Parlement, & même quelquefois au Grand Conseil pour en connoître.

M. Puffort a dit, que le renvoi se fait au Grand Conseil, & non ailleurs, qu'il estimoit que l'on pouvoit reformer l'Article, en mettant, que les Lettres seront adressées à celle de nos Cours, qui aura jugé le Procès.

ARTICLE XIII.

Les Parties pourront produire devant les Juges, auxquels elles seront renvoyées, de nouvelles pieces, qu'elles attacheront à une Requête, de laquelle sera baillé copie à la Partie, ensemble des pieces pour y repondre aussi par Requête, dont sera pareillement baillé copie dans le delai qui sera ordonné, passé lequel, & après que le tout aura été communiqué à nos Procureurs, sera procédé au Jugement des Lettres sur ce quise trouvera produit.

X Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XIV.

XI. Article
de l'Ordon-
nance.

DAns les Lettres de remission, pardon pour ester à droit, Rappel de ban, & de galeres, commutation de peine, rehabilitation & revision de procès, obtenus par les Gentilshommes, ils seront tenus d'exprimer nommément leurs qualitez, à peine de nullité.

Ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE XV.

XII. Article
de l'Ordon-
nance.

Les Lettres obtenus par les Gentilshommes, ne pourront être adressées qu'à nos Cours, chacun suivant sa Jurisdiction & la qualité de la matiere, qui pourront néanmoins, si la partie Civile le requiert, & qu'elles le jugent à propos, renvoyer l'instruction sur les lieux.

ARTICLE XVI.

XIV. Article
de l'Or-
donnance.

Pourront les Lettres obtenus par les Gentilshommes, être adressées aux Presidiaux, si leur Competence a été jugée.

Lecture ayant été faite.

M. le P. President a dit, que ces Articles étoient conformes à l'ancienne Ordonnance, & qu'en apparence cette Ordonnance faisoit honneur aux Gentilshommes, mais qu'en effet, elle étoit en quelque façon contr'eux, parce qu'elle ôtoit la faculté de se choisir des Juges, les obligeant de se faire juger au Parlement, qui a plus d'autorité pour faire Justice contre des personnes puissantes, que n'auroit un Presidial, c'est pourquoy même les Gentilshommes ne pouvoient pas renoncer à ce privilege; Cependant l'Article XVII. leur donne la faculté d'attirer au Presidial la connoissance des Lettres qu'ils auront obtenus, ce qui produiroit un tres-grand inconvenient, pouvant par un Jugement d'une Competence affectée, attribuer la connoissance d'un crime, à un petit Presidial qu'ils croiront leur être plus favorable que le Parlement.

M. Pussort a dit, que cette intelligence étoit difficile à presumer dans un Presidial composé de plusieurs Juges. Qu'en effet, si un aculé pouvoit être assuré de la protection d'un Presidial, il y auroit plus de sûreté pour lui, & ses mesures seroient beaucoup plus justes, de se faire absoudre tout d'un coup par le premier Jugement, que de prendre le dangereux circuit de la

grace du Prince , pour se mettre en état d'en poursuivre l'enterinement, que l'Article XV. a été mis dans ce Titre suivant la disposition des anciennes Ordonnances, & particulièrement de l'Article.... de celle de..... pour empêcher que les Gentilshommes n'abusassent de leur credit & de leur autorité ; mais que le cas cessant, & se trouvant jugé Prévôtalement, parce qu'un Gentil-homme peut être prévenu de vol , la connoissance de ces Lettres doit être renvoyée pardevant les Juges qui ont été declarez incompetens.

ARTICLE XVII.

L'Adressé des Lettres obtenues par des personnes de qualité roturiere, sera faite à nos Baillifs & Senechaux des lieux où il y a Siège Presidial ; & dans les Provinces es-quelles il n'y a point de Presidial, l'adressé sera faite aux Juges ressortissans nuëment en nos Cours, & non autres : à peine de nullité des Jugemens.

XIII. Article de l'Ordonnance,

ARTICLE XVIII.

NE pourront les Lettres d'abolition, remission, pardon, & pour ester à droit, estre presentées par ceux qui les auront obtenues, s'ils ne sont effectivement prisonniers & écrouez ; & seront les écrouës attachez aux Lettres, & iceux contrains de demeurer en prison, jusqu'au jugement definitif des Lettres. Défendons à tous Juges, de les élargir à caution, ou autrement, à peine de suspension de leurs Charges, & de payer par eux, les condamnations qui interviendront contre les acusez.

XV. Article de l'Ordonnance,

ARTICLE XIX.

LEs Lettres seront presentées dans trois mois du jour de l'obtention , passé le tems, défendons aux Juges d'y avoir égard, & ne pourront les Impetrans en obtenir de nouvelles, ni estre relevez du laps de tems.

XVI. Article de l'Ordonnance,

ARTICLE XX.

L'Obtention & la signification des Lettres, ne pourront empêcher l'exécution des Décrets, ni l'Instruction, jugement, & Execution de la Contumace, jusqu'à ce que l'acusé soit actuellement en érat, dans les prisons du Juge auquel l'adressé en aura été faite.

XVII. Article de l'Ordonnance,

ARTICLE XXI.

XV^{II}. Article
de l'Ordon-
nance.

Les Charges & Informations, & toutes les autres pieces du procès, mesme la procedure faite depuis l'obtenion des Lettres, seront incessamment portées aux Greffes des Juges auxquels l'adresse en sera faite, ce que Nous voulons avoir lieu à l'égard des Lettres de revision.

ARTICLE XXII.

XIX. Article
de l'Ordon-
nance,

Les Lettres seront signifiées à la partie Civile, & copie baillée avec assignation, en vertu de l'Ordonnance du Juge, pour fournir les moyens d'opposition, & proceder à l'enterinement, & seront les formes & délais prescrits par nôtre Ordonnance de 1667. observez, si ce n'est que la partie Civile consente de proceder avant l'écheance des délais, par acte signé, & dûment signifié.

ARTICLE XXIII.

XX. Article
de l'Ordon-
nance.

NE pourra estre procedé au Jugement des Lettres, qu'elles n'ayent été, ensemble le procès, communiqué à nos Procureurs.

ARTICLE XXIV.

XXI. Article
de l'Ordon-
nance.

Les Demandeurs en Lettres d'abolition, remission, & pardon, seront tenus de les presenter à l'Audience, teste nuë, & à genoux, & affirmeront, après qu'elles auront été lûës en leur presence, qu'elles contiennent verité, qu'ils ont donné charge de les obtenir, & qu'ils s'en veulent servir : après quoi seront renvoyez en prison.

Tous ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE XXV.

XXII Article
de l'Ordon-
nance.

NOs Procureurs, ou ceux des Seigneurs, & la partie Civile, s'il y en a, pourront, nonobstant la presentation des Lettres de remission & pardon, informer par addition; ne seront néanmoins les témoins, recollez ni confrontez avant le Jugement des Lettres, sauf en Jugeant d'en

ordonner le recollement & la confrontation ; si le cas n'est pas remissible , ou que les Lettres ne soient pas conformes aux Informations.

Lecture faite :

M. le P. President a dit , que cet Article est contraire à l'usage ordinaire. Qu'un procès Criminel n'est point en état , si , lors qu'il y a des Informations faites par addition , le recollement & la confrontation n'en ont été faits. Que la partie publique & la partie Civile le peuvent requérir : que cela est de droit & ne leur peut être refusé.

M. le President de Novion a ajouté , que suivant la disposition de l'Article, il faudroit souvent visiter & juger en même tems deux fois , l'une en deboutant des Lettres ou interlocant , & l'autre en jugeant définitivement le Procès.

M. Talon a dit, que la plus forte preuve des procès Criminels; a ordinairement procedé des additions d'Informations qui ont été faites , & que comme elles faisoient la principale partie des procès , l'on n'a point jugé de Lettres , que les Impetrans n'ayent subi le recollement & la confrontation , qu'autrement ce seroit demembrer le procès & le juger imparfaitement.

M. Puffort a dit, que les Lettres se trouvant conformes aux charges , & le cas remissible, il n'y a point de nécessité de faire le recollement, ni la confrontation , que l'on a estimé que la disposition de l'Article étoit de l'usage, & qu'on ne pourroit pas même en tous les cas proposer, se dispenser de voir le procès deux fois ; que l'Instruction faite sur les premières Informations, mettoit un procès en état, & les Lettres s'y trouvant conformes, l'on pouvoit le juger ; que cela n'empêchoit pas, que M. le Procureur General, ses Substituts, ou la partie, ne pussent demander permission d'Informers par addition , & le Recollement & la Confrontation en conséquence, qu'il seroit en la liberté des Juges de l'ordonner , & que l'Article ne portoit rien de contraire.

M. le P. President a dit, que l'on s'accordera aisément, lors que l'on entendra l'état de la question. Qu'il y a grande différence , entre dire , que tous les témoins ouys és Informations & Additions, seront recollez & confrontez avant qu'on juge les Lettres de remission : ou bien d'ordonner en les jugeant , que, sans s'arrêter aux Lettres dont l'Impetrant sera débouté , il sera passé outre au Recollement & Confrontation. Que la question est de sçavoir , si le Juge après la présentation des Lettres , peut *ex Causâ*, ordonner le Recollement & la Confrontation. Que jusqu'ici on a toujours accordé cela au Procureur General, lors qu'il l'a demandé. Que pour sçavoir si les Lettres sont conformes aux charges , il faut voir toutes les charges & le procès entier. Que ce n'est pas la seule Information qui fait la charge , mais que c'est la Confrontation qui lui donne la forme & la

perfection. Que lors qu'il s'agit d'une matiere qui n'est pas grâve, on s'en pourroit dispenser ; mais que l'on ne le pouvoit pas faire dans une affaire capitale , en laquelle un aculé , qui voudroit prendre droit par les charges, ne seroit pas écouté, & que l'on doit laisser ce discernement à l'Office du Juge.

M. le President de Maisons a dit , qu'il est necessaire d'observer, que l'Article permet aux Juges Royaux de faire informer par addition : que cependant les Lettres de remission ne leurs sont jamais adressées.

M. Talon a dit, que la disposition de cet Article peut être dangereuse ; car encore que dans quelques occasions rares & singulieres , celui qui a obtenu les Lettres de remission , prenant droit par les Informations, l'on se dispense de recoller & confronter les témoins : si est-ce que pour l'ordinaire , le procès Criminel doit être instruit dans toutes ses formes , & les témoins recollez & confrontez , avant que de prononcer sur l'enterinement des Lettres ; & toutes les fois que les premiers Juges se sont dispensés de cette formalité, & qu'ils ont enteriné des Lettres , avant que de faire cette Instruction, ils ont été blâmés. Et aux termes auxquels l'Article est conçu, tout le monde croira , que quand un accusé est porteur de Lettres de remission, il faut prononcer sur ces Lettres, soit en les enterinant, ou en l'en déboutant , avant que l'on puisse achever l'Instruction du procès : Ainsi il faudra deux Sentences ou deux Arrêts ; & toutes les affaires criminelles , où il y aura des Lettres de remission, périront par la longueur. Que si l'on dit, que l'intention de cet Article, est, qu'en jugeant l'Interrogatoire presté par l'aculé sur les Lettres , l'on examine s'il y a lieu de faire une plus grande Instruction , & en ce cas il faut mettre l'Article en d'autres termes, & dire, *qu'avant proceder à l'enterinement des Lettres, l'on pourra informer par addition : même ordonner le Recollement & Confrontation des témoins, si ce n'est que l'aculé ait pris droit par les Informations, & M. le Procureur General & ses Substitués par la Confession de l'Aculé.*

Et il faut observer, que l'on doit être d'autant plus religieux, à ne pas accepter la declaration des aculez , qui prennent droit par les Informations, que l'on ne sçauroit jamais , par une declaration de cette qualité, prononcer aucune condamnation de peine afflictive , & que d'ailleurs souvent les témoins peuvent augmenter lors du Recollement.

Il faut encore observer que ces mots : *ou ceux des Seigneurs*, doivent être retranchez : les Lettres de remission ne pouvant être adressées qu'à des Juges Royaux , & consequemment les Procureurs Fiscaux ne peuvent faire aucune poursuite, depuis que la connoissance du crime leur est ôté par la presentation des Lettres de remission.

M. Puffort a dit , que l'on pouvoit ôter de l'Article, ce qui regarde les Procureurs des Seigneurs.

M. le Chancelier a dit, qu'il estimoit que l'on pourroit suivre l'usage ordinaire.

ARTICLE XXVI.

DEffendons à nos Lieutenans Criminels, & tous autres Juges, aux Greffiers & Huissiers, de prendre ni recevoir aucunes choses, encore qu'elles leur fussent volontairement offerres pour l'attache, lecture, ou publication des Lettres, ou pour conduire & faire entrer l'Impetrant en l'Audience, & sous quelque autre pretexte que ce soit, à peine de concussion & de restitution du quadruple. XXIII. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XXVII.

LE Demandeur en Lettres sera interrogé dans la prison par le Rapporteur du procès, sur les faits resultans des charges & Informations. XXIV. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XXVIII.

DEffendons à tous Juges, même à nos Cours, de proceder à l'enterinement des Lettres, que toutes les Informations & charges n'ayent été apportées, & communiquées à nos Procureurs, vûës & examinées par les Juges, nonobstant toutes sommations qui pourroient avoir été faites aux Greffiers de les apporter, & les diligences dont les Demandeurs en Lettres pourroient faire apparoir, sauf à decerner des executoires, & ordonner d'autres peines contre les Greffiers qui seront en demeures. XXV. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XXIX.

LEs Impetrans seront interrogez dans la Chambre, sur la Selette, avant le Jugement & l'Interrogatoire redigé par écrit par le Greffier, & envoyé avec le procès en nos Cours, en cas d'appel. XXVI. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XXX.

SI les Lettres de remission & de pardon, sont obtenuës pour des cas qui ne soient pas remissibles, ou si elles ne sont point conformes aux charges, les Impetrans en seront déboutez. XXVII. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XXXI.

XXVIII. Article de l'Ordonnance.

Les Impetrans des Lettres de revision, qui succomberont, seront condamnez en trois cens livres d'amende envers Nous, & cent cinquante livres envers la partie.

Tous ses Articles ont passé.



TITRE XVII.

Des Défauts & Contumaces.

ARTICLE I.

I. Article de l'Ordonnance.



Il le Decret de prise de corps ne peut estre executé contre l'accusé, il en sera fait perquisition, & ses biens seront saisis & annotez, sans que pour raison de ce, il soit obtenu aucun Jugement.

ARTICLE II.

II. Article de l'Ordonnance.

LA perquisition sera faite à son domicile ordinaire, ou au lieu de sa residence, si aucune il a dans le lieu où s'instruit le procez, & copie laissée du procez verbal de perquisition.

ARTICLE III.

III. Article de l'Ordonnance.

SI l'accusé n'a point de domicile, & ne reside au lieu de la Jurisdiction, la copie du Decret sera affichée à la porte de l'Auditoire.

Ces trois premiers Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE IV.

IV. Article de l'Ordonnance.

LA Saisie des meubles de l'accusé sera faite en la maniere prescrite au Titre *des Saisies & Executions*, de nôtre Ordonnance de 1667.

Lecture faite de l'Article IV.

M. le P. Président a dit, que cet Article doit être joint aux XXVI. & XXXIII. pour être mieux entendu : & a observé, qu'ils semblent se contredire, en ce que l'Article IV. ne fait mention que de la saisie des meubles, sans parler de la vente, dont les formes ne sont réglées par aucun autre Article de ce Titre ; & cependant par l'Article XXVI. on veut, que si l'accusé se représente dans l'année, le prix provenant de la vente de ses meubles, lui soit rendu : & par l'Article XXXIII. l'on suppose que les meubles sont encore en nature après les cinq ans ; puis qu'il veut que les Fermiers du Domaine, & les Hauts-Justiciers ne s'en puissent mettre en possession, qu'après ce tems : qu'il faudroit acorder ces trois Articles.

M. Puffort a dit, qu'ils étoient fort bien d'accord ; car en un mot il sera de l'Office du Juge, de faire vendre les meubles qu'il prévoira pouvoir déperir, pour, en cas de vente, être le prix restitué, ou les meubles qui se trouveront en nature, rendus lors qu'il sera ainsi ordonné.

M. le P. Président a dit, que quoique cette explication éclaircisse la difficulté, néanmoins il étoit à craindre, que la plus part des Juges n'entendent pas cet Article, & qu'ils ne soient induits à erreurs : C'est pourquoi il seroit bon d'ajouter, que les Juges pourroient ordonner la vente des meubles qui deperiroient par le tems.

M. Puffort a reparti, que la condition portée par l'Article XXVI. de restituer le prix de la vente, ne peut être appliquée, qu'au cas que les meubles aient été vendus, pour éviter le déperissement. Qu'on ordonne tous les jours ces sortes de ventes, & que l'Article ne dit rien de nouveau.

ARTICLE V.

LEs fruits des immeubles seront saisis, & Commissaires ^{V. Article de l'Ordonnance.} établis à leur garde, avec les formalitez prescrites par notre Ordonnance, pour les séquestres & Commissaires.

ARTICLE VI.

DEffendons à tous Juges, d'établir pour Gardiens ou ^{VI. Article de l'Ordonnance.} Commissaires, les parens ou domestiques des Fermiers & Receveurs de notre Domaine, ou des Seigneurs à qui la confiscation appartient.

ARTICLE VII.

SI l'Accusé est domicilié dans le lieu de la Jurisdiction, il ^{VII. Article de l'Ordonnance.} sera assigné à comparoir dans quinzaine, sinon l'exploit

d'Assignation sera affiché à la porte de l'Auditoire.

ARTICLE VIII.

VIII. Article de l'Ordonnance.

A Faute de comparoir dans la quinzaine, il sera assigné par un seul cri Public à la huitaine ; mais les jours de l'Assignation & de l'échéance, ne seront compris dans le délai.

ARTICLE IX.

IX. Article de l'Ordonnance.

LE cri sera fait à son de Trompe , suivant l'usage , à la place Publique , à la porte de la Jurisdiction , & encor au devant du domicile ou résidence de l'Acusé , s'il en a aucun.

Après la Lecture de ces cinq Articles :

M. le P. Président a dit , que l'Abrogation que l'on fait par ces Articles, des proclamations à trois briebs jours , étoit bonne ; parce que ces trois briebs jours tombant quelquefois en des jours de Fête , le terme ne pouvoit être certain ; au lieu qu'en le fixant à huitaine il devenoit assuré.

ARTICLE X.

X. Article de l'Ordonnance.

SI l'Acusé , qui a pour prison la suite de nôtre Conseil, ou de nôtre Grand-Conseil , le lieu de la Jurisdiction où s'instruit son Procès , ou les chemins de celle où il aura été renvoyé , ne se presente pas , il sera assigné par une seule proclamation à la porte de l'Auditoire , & le Procès verbal de proclamation affiché au même endroit , & procédé sans autre formalité , au reste de l'Information , & Jugement du Procès.

Lecture ayant été faite :

M. le P. Président a dit , que l'Article étoit nouveau , mais bon ; en ce qu'il abrogeoit un grand nombre de procédures , dans un cas où elles sont inutiles.

M. Talon a dit , qu'il faut joindre les Articles X. & XXIV. ensemble ; puisque l'un & l'autre abolissent les contumaces de presence : avec cette distinction pourtant , que l'on ne prescrit aucune formalité pour continuer l'instruction du Procès contre celui qui a brisé les prisons ; & qu'à l'égard de celui qui a été élargi à la charge de se représenter , l'on ordonne qu'il sera assigné par une seule proclamation. Que la disposition de cet Arti-

de est tres-utile , & les contumaces de preséce , qui se pratiquoient en peu de Jurisdiccions , n'aboutissoient qu'à des longueurs tres-superflues. Mais la question est, de sçavoir si l'Acusé qui n'a point été interrogé, & n'a point rempli le Decret , & qui a obtenu un Arrêt de défenses du Parlement, ou du Grand-Conseil , qui arrête le cours de la procedure criminelle , si cet Acusé venant à s'absenter , & le Decret étant confirmé , il faut instruire contre lui une contumace, ou s'il suffit d'une simple proclamation ; & il semble qu'en cette espece , il est difficile de se dispenser d'instruire une contumace , le Decret n'ayant point été rempli.

M. Puffort a dit , que tant qu'un Acusé est en demeure de remplir le Decret , la contumace subsiste toujours , & l'on peut l'instruire contre lui.

ARTICLE XI.

Deffendons aux Juges d'ordonner autre Assignation XI. Article de l'Ordonnance.
ou proclamation , que celles ci-dessus , à peine d'interdiction , & des dommages & interêts des Parties.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. Président a dit , que cet Article ne contenoit que la repetition des peines contenues dans les autres.

ARTICLE XII.

Après le délai des Assignations , la procedure sera remise XII. Article de l'Ordonnance.
au Parquet de nos Procureurs , ou ceux des Seigneurs , pour y prendre leurs Conclusions.

Après la Lecture de l'Article XII.

M. le P. Président a dit , qu'avant que de remettre le Procès au Parquet , l'on avoit accoutumé de prendre un certificat du Geolier , portant que l'Acusé ne s'étoit point mis dans les prisons , & que même l'on prenoit un défaut au Greffe.

M. Puffort a dit , que le certificat du Geolier étoit inutile ; parce qu'un Acusé ne manquoit pas de faire signifier , qu'il s'est remis dans les prisons , & que cela ne se fait pas , que les Parties , & les Juges n'en ayent bien-tôt connoissance : Qu'à l'égard du défaut au Greffe ; il étoit entièrement inutile , & qu'il en falloit abroger l'usage.

ARTICLE XIII.

Sil la procedure est valablement faite , les Juges ordonneront , que les témoins seront recollez en leurs dépositions , & que le recollement vaudra confrontation. XIII. Article de l'Ordonnance.

A R T I C L E X I V .

XIV. Article
de l'Ordon-
nance.

Après le recollement, le Procès sera derechef communiqué à nos Procureurs, ou à ceux des Seigneurs, pour prendre leurs Conclusions diffinitives.

A R T I C L E X V .

XV. Article
de l'Ordon-
nance.

LE même Jugement déclarera la Contumace bien instruite, en adjugera le profit, & contiendra la condamnation de l'Acusé. Défendons d'y inserer la clause : *Si pris & apprehendé peut être*, dont nous abrogeons l'usage.

Ces Articles ont été trouvez bons.

A R T I C L E X V I .

XVI. Article
de l'Ordon-
nance.

LEs seules condamnations de mort naturelle, seront exécutées par effigies, & celles des Galeres, amende honorable, banissement perpetuel, flétrissure, & du fouet, écrites seulement dans un Tableau, sans aucune effigie; & seront les effigies, comm'aussi le Tableau, attachez par l'Executeur de la Haute Justice, à une potence dans la Place publique, & toutes les autres condamnations par Contumace, seront seulement signifiées, & copie baillée à domicile, ou résidence du condamné, si aucune il a dans le lieu de la Jurisdiction, sinon affichée à la porte de l'Auditoire.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. Président a dit, que l'on pouvoit s'abstenir de mettre dans une Ordonnance, ces termes d'*Execution* & de *Potence*.

M. Puffort a dit, qu'on pouvoit les ôter.

A R T I C L E X V I I .

LE procès verbal d'exécution sera mis au pied du Jugement, signé du Greffier seulement.

ARTICLE XVIII.

Si le Contumax est arrêté prisonnier après le Jugement, ou même après les cinq années, dans les prisons du Juge qui l'aura condamné, les défauts & contumaces seront mis au néant, en vertu de nôtre présente Ordonnance, sans qu'il soit besoin de Jugement ou d'interjeter appel de la Sentence de contumace.

ARTICLE XIX.

Les frais de la contumace seront payez par l'accusé, après avoir été taxez en vertu de nôtre présente Ordonnance ; sans néanmoins que, faute de paiement, il puisse estre sursis à l'instruction & Jugement du procès.

ARTICLE XX.

Il fera ensuite interrogé, & procédera à la Confrontation des témoins, encore qu'il eût été ordonné, que le Recollement vaudroit Confrontation.

Ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE XXI.

La déposition du témoin décédé avant le recollement, sera rejetée, & ne sera point lûe lors de la visite du procès.

Lecture faite :

M. le P. President a dit, que l'Article étoit bon, parce qu'en aucun cas la déposition du témoin ne peut charger un accusé, quand elle n'a point été suivie du recollement ; mais que ce pourroit être une question de sçavoir, si la déposition d'un témoin qui va à la décharge d'un accusé, doit être lûe, quoique le recollement n'ait point été fait.

M. Puffort a dit, qu'il y avoit égale raison de ne point lire la déposition d'un témoin, lors qu'il n'aura point été recollé, soit qu'elle aille à la charge ou décharge de l'accusé.

ARTICLE XXII.

Si le témoin qui a été recollé, est décédé ou mort civilement, pendant la contumace, sa déposition subsistera, &

ne sera faite confrontation litterale à l'accusé, dans les formes prescrites par la confrontation des témoins, & ne pourra en ce cas l'accusé fournir de reproches, s'ils ne sont justifiés par pieces.

Après la Lecture de l'Article :

M. le P. President a dit, que lors qu'il arrivera qu'un témoin, depuis son recollement, aura été condamné à quelque peine afflictive, & que l'accusé lui en fera reproche, il sera bien difficile que le Juge n'en fasse considération.

M. Puffort a dit, que les Juges feront telles considérations qu'il leur plaira sur la qualité du témoin, & sur celle de sa déposition ; mais dans la regle generale elle doit subsister.

M. Talon a dit, qu'encore que le reproche que l'accusé fournit contre un témoin décedé après le recollement, s'il n'est justifié par pieces, ne merite point de considération ; neanmoins le Commissaire est tenu de le rediger. Cependant il semble par la fin de l'Article, que défenses soient faites de recevoir ces reproches : & pour ôter toute ambiguité, on pourroit le rediger en ces termes : *Et n'auront en ce cas les Juges aucun égard aux reproches que l'accusé pourra fournir, s'ils ne sont justifiés par pieces.*

M. Puffort a dit, que l'observation étoit bonne, & que la fin de cet Article pouvoit être reformée.

ARTICLE XXIII.

LE même aura lieu à l'égard des témoins, qui ne pourront estre recollez, à cause d'une longue absence, d'une condamnation aux Galeres, ou bannissement à tems, ou quelque autre empêchement legitime, pendant le tems de la Contumace.

Après la Lecture faite :

M. le P. President a dit, qu'il falloit mettre dans l'Article *Confronté*, au lieu de *Recollé* ; autrement l'on donneroit plus à un témoin absent, qu'à un témoin mort. Que d'ailleurs l'Article n'explique point, par quelle voye l'on devoit prouver l'absence du témoin : si ce seroit par enquête respective : Que ce détail pouvoit être de consequence.

M. Puffort a dit, qu'à l'égard de la premiere Observation, il est vray que par un vice de Clerc, on a mis le mot de *Recollé*, au lieu de *Confronté* ; & que pour ce qui concerne la preuve de l'absence d'un témoin, il dépendoit des parties de la faire. Ainsi qu'il seroit en leur pouvoir, & des Juges, d'y avoir tel égard qu'ils jugeroient bon être.

M. Talon a dit, qu'il ne seroit pas inutile de déterminer de quelle maniere on justifiera l'absence d'un témoin, à l'effet de le confronter figurativement

tivement à l'accusé, & s'il ne suffit pas, comme il s'est pratiqué jusqu'ici, d'un procès verbal de perquisition, attesté par les principaux habitans du lieu de sa demeure; sans qu'il soit nécessaire de faire, pour raison de ce, un nouveau procès, en procédant par Information. Que l'on en a usé de cette manière aux Grands-Jours.

M. Puffort a répondu, que l'on en usera de même.

ARTICLE XXIV.

SI l'Accusé s'évade des Prisons depuis son Interrogatoire, il ne sera ni ajourné, ni proclamé à cri public, & le Juge ordonnera que les témoins seront ouïs, & ceux qui l'auront été, recollez; & que le recollement vaudra confrontation, & procédera au Jugement du procès dans les formes prescrites ci-dessus.

ARTICLE XXV.

LE procez sera aussi fait à l'accusé, pour le bris des Prisons, & pour raison de ce crime, par défaut & contumace.

Lecture faite des deux Articles précédens:

M. le P. Président a dit, que par le Droit naturel, l'évasion d'un prisonnier n'étoit pas un crime; que néanmoins il y avoit des Parlemens, comme en Bretagne, où elle étoit punie sévèrement, quoi qu'elle eût été faite sans bris de prisons. Que dans le Parlement de Paris la simple évasion n'étoit pas punie; mais seulement le bris, & même d'une peine fort légère.

M. Puffort a dit, que l'Article n'entendoit parler que des prisonniers qui ont forcé les prisons, & non pas de ceux qui se sont évadés sans avoir commis aucune violence.

ARTICLE XXVI.

SI le condamné se représente, ou est mis prisonnier dans l'année de l'exécution du Jugement de contumace, mainlevée lui sera faite de ses meubles & immeubles, le prix provenant de la vente des meubles, à lui rendu, les frais deduits, en consignat l'amende à laquelle il aura été condamné.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE XXVII.

NE pourra néanmoins prendre les fruits de ses immeubles, s'il ne se présente, ou n'est arrêté prisonnier qu'après l'année de l'exécution.

Cet Article a été remanché.

Ordonn. Crim.

Après la Lecture de l'Article :

M. le P. Président a dit , que cet Article est nouveau , & contraire à l'usage, en ce qu'il ordonne, que les Accusés qui ne se présenteront point dans l'année de l'exécution du Jugement de Contumace ; perdront les fruits de leurs immeubles, dont par les Ordonnances, ils n'étoient privez qu'après les cinq années expirées. Que l'Ordonnance de Moulins le porte expressément , & déclare que c'est en confirmant les précédentes Ordonnances. Qu'il n'y en a aucune qui ait dérogé à cet Article ; mais qu'au contraire l'Article X. d'Amboise l'a confirmé.

M. Puffort a dit , que l'Article étoit conforme aux dispositions des Ordonnances sur le fait de la Contumace. Que l'Article XX. de l'Ordonnance de Roussillon , porte , que *Si les Accusés ne se représentent ou ne sont emprisonnez dans l'an après la saisie , ils perdront les fruits de leurs héritages saisis & annotés.* Que l'Ordonnance de Moulins a été plus avant , puis qu'elle a voulu , que non seulement les condamnez par Contumace, perdissent les fruits de leurs immeubles , suivant les précédentes Ordonnances ; mais encore la propriété après les cinq ans : & il n'y avoit que l'Ordonnance de Roussillon qui en eût parlé. Et comme l'intention de celle de Moulins étoit d'en fortifier , & non pas d'en affaiblir la disposition , l'on peut dire que son esprit n'a point été d'y déroger , ni conséquemment d'ordonner, que les fruits, de même que les immeubles, ne soient acquis qu'après les cinq années. Car pour ce qui est de l'Edit d'Amboise , il ne fait aucune mention du tems auquel le condamné perdra les fruits ; mais il règle seulement la forme de la consignation de l'amende, & de fournir aux frais du Procès. Qu'ainsi il ne voyoit pas de raison à l'Indulgence de l'usage, & que l'Article paroïssoit bon ; parce qu'il ne faut point favoriser la Contumace.

M. le P. Président a reparti , que l'Ordonnance de Roussillon , n'avoit pas été observée , & que l'usage présent étoit fondé, sur ce que l'on a crû que l'Ordonnance de Moulins y avoit dérogé ; parce qu'aux termes auxquels elle est conçûe , elle semble n'ordonner la perte des fruits , qu'après les cinq ans de la condamnation : n'étant pas fait mention de la saisie ou annotation.

M. l'Avocat General Talon a dit , que l'Article XX. de l'Ordonnance de Roussillon , avoit paru bon dans tous les tems ; puis qu'il avoit été confirmé par des Déclarations données dans les Grands-Jours de 1582. 1583. 1596. & 1634.

ARTICLE XXVIII.

XXVIII. Article de l'Ordonnance.

DEffendons à tous Juges , Greffiers , Huissiers , Archers, ou autres Officiers, de prendre ou faire transporter à leur Logis, ni même aux Greffes , aucuns deniers, meubles, hardes, ou fruits, appartenans aux condamnez , ou à ceux mé-

mes contre lesquels il n'y auroit que Decret, ni de s'en rendre adjudicataires sous leurs noms, ou sous noms interposez, sous quelque pretexte que ce soit : à peine d'interdiction, & du double de la valeur.

ARTICLE XXIX.

SI ceux qui ont été condamnez ne se representent, ou ne sont constituez prisonniers dans les cinq années de l'exécution de la Sentence de Contumace, les condamnations pecuniaires, amendes & confiscations, seront reputées contradictoires, & vaudront comme ordonnées par Arrest; Nous reservant néanmoins la faculté de les recevoir à ester à droit, & leur acorder nos Lettres pour se purger: Et si le Jugement qui interviendra, porte absolution, & n'emporte point de confiscation, les meubles & immeubles sur eux confisquez, leur seront rendus en l'état auquel ils se trouveront, sans pouvoir pretendre néanmoins aucune restitution des amendes, interêts civils, & des fruits de ses immeubles.

XXV. I. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XXX.

Celui qui aura été condamné par Contumace, à Mort, Caux Galeres perpetuelles, ou qui aura été banni à perpetuité du Royaume, qui decedera après les cinq années sans s'estre representé, ou avoir été constitué prisonnier, sera reputé mort civilement, du jour de l'exécution de la Sentence de Contumace.

XXIX. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de l'Article XXX.

M. le P. Président a dit, que l'Article ne parle point de ceux qui decedent pendant les cinq années.

M. Puffort a dit, qu'il y avoit un Titre, pour purger la memoire d'un Defunt, dans lequel il en seroit fait mention.

ARTICLE XXXI.

Les Receveurs de nôtre Domaine, les Seigneurs, ou autres, à qui la confiscation appartient, pourront pendant

XXX. Article de l'Ordonnance.

les cinq années, percevoir les fruits & revenus des biens des condamnés, des mains des Fermiers redevables, & Commissaires. Leur défendons de s'en mettre en possession, ni d'en jouir par leurs mains, à peine du quadruple, applicable moitié à Nous, moitié aux pauvres du lieu, & des dépens, dommages & intérêts des Parties.

ARTICLE XXXII.

XXXI. Article de l'Ordonnance.

Nous ne ferons aucuns dons des confiscations, qui nous appartiendront pendant les cinq années de la Contumace : Ce que Nous défendons pareillement, aux Seigneurs Hauts-Justiciers. Déclarons nuls tous ceux qui pourront estre obtenus de Nous, ou faits par les Seigneurs ; sinon pour les fruits des immeubles seulement.

Après la Lecture de ces deux Articles :

M. le P. Président a demandé, si les cinq années dont les fruits appartiennent au Roi ou au Seigneurs, commenceront à courir du jour que la première année de la Contumace sera expirée, ou du jour de l'exécution de condamnation.

M. Pussort a répondu, que le Roi, & les Seigneurs Hauts-Justiciers, jouiront des fonds des immeubles qui auront appartenu aux condamnés par Contumace, par les mains des Fermiers & Commissaires, pendant les cinq années, lesquelles commenceront à courir du jour de l'exécution du Jugement par Contumace.

ARTICLE XXXIII.

XXXII. Article de l'Ordonnance.

Après les cinq années expirées, les Receveurs de notre Domaine, les Donataires, & les Seigneurs, à qui la confiscation appartiendra, seront tenus de se pourvoir en Justice ; pour avoir permission de s'en mettre en possession ; & avant d'y entrer, faire faire Procès verbal de la qualité & valeur des meubles & effets mobilières, & de l'état des immeubles, dont ils jouiront ensuite en pleine propriété : à peine contre les Donataires & les Seigneurs, d'estre déchus de leurs droits, qui seront adjugés aux pauvres du lieu, & contre les Receveurs de notre Domaine, de dix mille livres d'amende, applicable moitié à Nous, & moitié aux pauvres du lieu.



T I T R E XVIII.

Des Muets, & Sourds.

A R T I C L E I.

SI l'Acusé est muet, ou tellement sourd qu'il ne puisse
 ouïr, le Juge lui nommera d'Office un Curateur, qui
 saura lire, & écrire.

*Tous les Ar-
 ticles de ce
 Titre sont
 dans le mê-
 me ordre dans
 l'Ordonnance.*

A R T I C L E II.

LE Curateur fera serment de bien & fidèlement défen-
 dre l'Acusé, dont sera fait mention, à peine de nullité.

A R T I C L E III.

POurra le Curateur s'instruire secrètement avec l'A-
 cusé, par signes ou autrement.

A R T I C L E IV.

LE muet ou sourd qui saura écrire, pourra écrire &
 signer toutes ses réponses, dires, & reproches contre
 les témoins, qui seront encore signez du Curateur.

A R T I C L E V.

SI le sourd ou muet ne sçait, ou ne veut signer, le
 Curateur répondra en sa presence, fournira de repro-
 ches contre les témoins, & sera reçu à faire tous Actes,
 ainsi que pourroit faire l'Acusé, & seront les mêmes for-
 malitez observées. Il sera néanmoins de bout & nuë tête,
 en presence des Juges, lors du dernier Interrogatoire,
 quelque Conclusion ou Sentence, qu'il y ait contre
 l'Acusé.

ARTICLE VI.

SI l'acusé est sourd ou muet , ou tout ensemble sourd & muet , tous les actes de la procédure feront mention de l'assistance de son Curateur, à peine de nullité , & de tous dépens,dommages & intérêts des parties contre les Juges , le Dispositif néanmoins du Jugement définitif ne fera mention que de l'acusé.

ARTICLE VII.

NE sera donné aucun Curateur à l'acusé, qui ne voudra pas répondre le pouvant faire.

ARTICLE VIII.

LE Juge lui fera sur le champ trois Interpellations de répondre , à chacune desquelles il lui déclarera, qu'autrement son procès lui sera fait , comme un muet volontaire ; & après il ne fera plus reçu à répondre sur ce qui aura été fait en sa présence , pendant son refus de répondre.

Lecture faite :

M. le P. Président a dit , que ce Titre est conforme à la pratique du Parlement , mais qu'il se trouvoit une difficulté sur cet Article : sçavoir que les trois Interpellations faites à l'acusé de répondre , étoient trop précipitées. Qu'au Parlement l'usage étoit de les faire à trois differens jours ; parce qu'un acusé qu'on interroge au moment de sa capture , peut être surpris : Qu'il voudra peut-être délibérer sur la compétence du Juge : qu'il lui faut donner quelque tems pour se reconnoître , & que le tempe-ramment qu'on y pourroit apporter , seroit de lui faire trois Interpellations dans les vingt-quatre heures , en trois différentes séances ; sçavoir, le matin, l'après midy, & le lendemain matin.

M. Puffort a dit , qu'il n'y a rien de si recommandé, que l'expedition de la matiere criminelle. L'on quitte tout pour y travailler ; l'on y employe les jours de feste ; & que le procès pouvant être fait & parfait dans les vingt-quatre heures à un homme present, il doit répondre sur le champ.

Que si les délais de ces Interpellations étoient établis , cela deviendroit de stile : Les acusez prendroient cependant Conseil,& tous les autres avantages que leur donne la longueur des Instructions. Qu'il est raisonnable de les secourir ; mais qu'il ne faut pas favoriser la contumace. Qu'il n'y en a pas de plus affectée , que celle d'un acusé qui refuse de répondre à son

Juge. Qu'il peut faire des protestations, que les réponses ne lui puissent préjudicier, s'il a des raisons pour ne pas subir l'Interrogatoire devant le Juge qui l'interroge.

M. le Président de Novion a dit, que l'accusé ne saura pas cette Ordonnance.

M. Puffort a reparti, que l'Ordonnance étant publique, elle doit être connue d'un chacun, & lue de tout le monde. Que toutes les formalitez ont été augmentées de jour à autre, & que les accusez ne manquent jamais d'en être avertis.

M. Talon a dit, que l'usage du Châtelet a changé dans les differens tems, sur la forme de faire le procès aux muets volontaires. Qu'anciennement on leur créoit un Curateur; mais que comme on y a reconnu de l'inconvenient, en ce qu'il falloit recommencer la procedure, lors que l'accusé offroit de répondre par sa bouche, on a introduit l'usage d'interpeller à trois jours différens: ce qui affecte beaucoup plus la contumace que trois sommations faites sur le champ.

M. le Président de Maisons a dit, qu'il est bon de laisser quelque intervalle entre les sommations qui sont faites à l'accusé; parce qu'ayant refusé de répondre, il n'est plus recevable à demander de prêter l'Interrogatoire.

M. le P. Président a dit, que c'est par cette considération, qu'il a proposé de faire trois sommations, à trois séances différentes, dans les vingt-quatre heures.

M. Puffort a dit, qu'il en falloit parler au Roy.

ARTICLE IX.

SI l'accusé persiste en son refus, le Juge continuera d'instruire son procès, sans qu'il soit besoin de l'Ordonner, & en fera fait mention en chacun Article des Interrogatoires, & autres procedures faites en la presence l'accusé, qu'il n'a voulu répondre: à peine de nullité des actes, ou mention n'en aura été faite, & des dépens, dommages & interêts, de la partie contre le Juge.

Après la Lecture de cet Article:

M. le P. Président a demandé, si dans le cas de l'Article, on Ordonnera que l'accusé sera Jugé comme un muet?

M. Puffort a dit, qu'il suffira de lui faire entendre l'Ordonnance, & quelle luy servira de Jugement.

M. Talon a demandé, si l'accusé proposant un déclinatoire, il ne faudra pas faire droit sur sa demande?

M. Puffort a dit, que s'il allegue un déclinatoire ou incompetence, il la faudra Juger.

A R T I C L E X.

SI dans la suite de la procedure, l'accusé veut répondre, ce qui sera fait jusqu'à ses réponses subsistera, même la confrontation des témoins contre lesquels il n'aura fourni de reproches, & ne sera plus reçu à en fournir, s'ils ne sont justifiés par pieces.

A R T I C L E XI.

ET s'il a commencé de répondre, & cessé de le vouloir faire, la procedure sera continuée, comme il est ordonné ci-dessus.

Ces deux Articles ont été trouvez bons.



T I T R E XIX.

*Ce Titre a été
retranché.*

Du Jugement des reproches.

A R T I C L E I.



VANT la visite du procez, il sera procédé au Jugement des reproches des témoins, après la lecture de tout ce qui concerne les reproches, contre chacun des témoins, tant par le procez verbal de confrontation, que par les autres pieces.

Lecture faite de ce premier Article :

M. le P. President a dit, que la maniere de juger les reproches des témoins, n'étoit pas uniforme dans toutes les Compagnies. Que dans le Parlement de Paris, & dans la plus-part des autres, ils se jugent conjointement avec le fonds du procès; mais que dans celui de Toulouse, & au grand Conseil, on juge les reproches séparément. Qu'il pouvoit y avoir des inconveniens de part & d'autre, & qu'il falloit examiner ce qui seroit le plus avantageux au bien de la Justice. Qu'en jugeant les reproches séparément du fonds, il faudra voir nécessairement le procès deux fois : cela sera

sera d'une tres-difficile exécution à la Tournelle & au Châtelet , où il se juge de gros Procès & en quantité. Et s'il arrive que l'Acusé ait fourni de reproches contre tous les témoins , qui sont souvent en fort grand nombre , faudra t'il opiner autant de fois qu'il y aura de témoins reprochez ? sera-t'il possible de juger un Procès qui sera de longue discussion , & ne tombera-t'on pas dans les longueurs que l'on doit sur tout éviter dans les matieres Criminelles ?

La Tournelle change quatre fois l'année. Il y a des Compagnies qui changent tous les six mois ; & il arriveroit que les reproches seroient jugez dans un semestre , & le principal dans l'autre. D'ailleurs il sera bien difficile qu'en jugeant les reproches , il n'échape quelque chose aux Juges de leurs sentimens , & que les Acusez qui sont informez de tout , ne s'en prevalent. L'Examen de ces reproches fera naître des incidens : Il faudra les vérifier dans trois jours , renouveler les delais , & communiquer au Parquet cette instruction , & observer beaucoup d'autres formalitez , qui éloigneront le Jugement.

L'on peut dire , qu'en jugeant séparément , les reproches du fonds, on ôte la confusion du Procès , en recherchant quantité de faits qui se peuvent juger séparément , & dont il seroit difficile de se souvenir lors qu'il est question d'opiner sur le fonds.

Mais on peut répondre , que les Juges font leurs observations & leurs notes pour soulager leur memoire , & qu'en matiere criminelle , il étoit beaucoup plus sûr de rapeller toutes les especes , & joindre toutes les circonstances d'une affaire , pour y apporter son Jugement , que de le partager & en juger les différentes parties à diverses reprises.

M. Puffort a dit , qu'ayant à porter son Jugement sur l'usage de différentes Compagnies , il est à craindre que l'on n'incline toujours en faveur de celles dans lesquelles on a été élevé : Néanmoins lui qui parle peut dire , qu'il n'y a rien à quoi il se fût plût particulièrement appliqué , qu'à se défendre de cette prévention ; & qu'au fait dont il s'agissoit , après avoir examiné la matiere , & pesé les raisons de part & d'autre , il ne voyoit rien de mieux , que ce qui se pratiquoit à cet égard au Grand-Conseil. Qu'en éfet , il n'y avoit rien qui pût davantage embarrasser l'esprit des Juges , ni les jeter dans une plus grandes confusion , que de les obliger à juger une infinité de reproches avec le fonds d'un Procès. Un Juge trouvera la déposition d'un témoin précise ; mais le jugeant valablement reproché , il demandera que le fait du reproche soit approfondi. Un autre ne s'arrêtera pas au reproche , & se laissera persuader par la déposition qu'il trouvera formelle , & dont la force aura fait impression sur son esprit. Cependant ces deux sentimens oposez serviront de fondement à leurs opinions.

D'ailleurs il faudra lire les dépositions de tous les témoins , même de ceux qui par l'évenement demeureront valablement reprochez : au lieu qu'en jugeant les reproches séparément , il ne restera plus rien qui ne

doive passer pour constant , & sur quoi les Juges ne puissent fonder avec certitude leur Jugement.

Le Rapporteur met le fait du Procès , ensuite il propose les reproches & les réponses : on opine sur le premier raport. Mais comme la plupart de ces reproches sont rejettez, quand ils sont vagues & non circonstanciez , & que même il y a souvent un grand nombre de témoins , qui ne sont point reprochez , & sur la qualité desquels on n'opine point , ce Jugement n'est pas de si grande étendue.

Du nombre des témoins qui auront été entendus ; il y en aura peu ou point , qui soient valablement reprochez ; & par le moyen de cette précision , lorsqu'il s'agit de juger le fonds , l'on n'est plus en peine de la qualité des témoins ; parce qu'elle est assurée par le Jugement des reproches , & l'on ne s'arrête qu'à ce qu'ils ont dit dans leurs dépositions. Et comme cela se pratique en matière civile sans faire de peine , à plus forte raison en doit-on user ainsi en matière criminelle , où l'exactitude doit être plus grande. Qu'au Parlement de Toulouse , au Grand-Conseil , à la Cour des Aides , & aux Requêtes de l'Hôtel , on se trouve bien de cet usage : & il y a toutes sortes de raisons de le conserver.

M. Talon a dit , que rien n'est plus capable d'empêcher l'expédition des affaires criminelles , que la disposition de cet Article ; & bien qu'elle se pratique dans quelques Tribunaux , néanmoins ni au Parlement , ni au Châtelet , ni dans la plupart des autres Jurisdictions , elle n'est point en usage ; & il seroit quasi impossible de l'observer.

Les Compagnies qui jugent peu de Procès criminels , s'y peuvent plus facilement accoutumer ; mais s'il faloit à la Tournelle , ou au Châtelet user de ce circuit , l'on ne pourroit pas expédier le tiers des affaires qui s'y jugent à présent sans peine ; & la nécessité d'opiner en détail sur les reproches proposés contre chacun témoin , l'obligation de communiquer au Parquet la feuille du Jugement des reproches , tout cela produiroit des longueurs & des embarras infinis. On ne se plaint point , que la pratique contraire apporte aucun inconvénient : Il est donc bien plus expédiant , de se conformer à ce qui est de l'usage plus universel , que de réduire les Juges à voir deux fois entierement un Procès , & opiner singulierement sur les reproches proposez contre chacun témoin.

M. le Président de Maisons a dit , qu'il y avoit nécessité , pour donner à l'Article son exécution , de distinguer les grands Procès , d'avec ceux qui ne sont pas de discussion.

M. le P. Président a demandé , comment se fera la preuve de ces reproches ?

M. Puffort a dit , qu'elle se doit faire d'office , & aux frais de l'Accusé ; mais que cela ne s'exécutoit pas.

M. le P. Président a dit , qu'il le faudroit expliquer , suivant l'Ordonnance de 1539. qui veut que ce soit d'office.

M. Puffort a dit , qu'on en useroit comme on avoit fait par le passé.

ARTICLE II.

SI les reproches ne sont jugez valables, la deposition du témoin subsistera ; & s'ils sont valables & justifiez, elle sera rejetée & ne sera point lûë.

ARTICLE III.

SI les reproches sont jugez valables & non suffisamment justifiez, les Juges pourront en declarer la preuve admissible, par actes ou par témoins.

ARTICLE IV.

NOnobstant que la preuve des reproches ait été déclarée admissible, il sera procédé incessamment à la visite & au Jugement du procès ; sauf, s'il n'y a preuve suffisante, à Ordonner que l'accusé verifera dans trois jours, les faits des reproches, par pieces, ou par témoins, qui sera tenu de nommer sur le champ, autrement il n'y sera plus reçu.

ARTICLE V.

LE délai étant expiré, le procès & la feuille du Jugement des reproches, seront de rechef communiquez à nos Procureurs, & à ceux des Seigneurs, pour y prendre leurs Conclusions, dans vingt-quatre heures au plus tard, & passé outre au Jugement, en l'état qu'il se trouvera.

ARTICLE VI.

LA preuve des reproches sera faite au frais de l'accusé, s'il est solvable, sinon de la partie Civile.

ARTICLE VII.

Sil n'y a point de partie Civile, ou qu'elle ne puisse notablement avancer les frais, les Seigneurs & les Engagistes de nos Domaines y seront contrains chacun à leur égard ; même dans nos autres Justices, le Receveur de nos Domaines, du fonds qui sera par nous Ordonné à cet effet.

Ces derniers Articles ont été trouvez bons.

A a ij



Ce Titre est
le XIX. de
l'Ordonnance.

T I T R E XX.

Des Jugemens & Procès Verbaux de Torture.

A R T I C L E I.

I. Article de
l'Ordonnan-
ce.



'Il y a preuve considerable contre l'accusé d'un crime, qui merite peine de mort, & qui soit constant, tous les Juges pourront Ordonner qu'il sera appliqué à la question, au cas que la preuve ne soit pas suffisante.

Cet Article a été trouvé bon.

A R T I C L E II.

II. Article de
l'Ordonnan-
ce.

LEs Juges pourront aussi arrester, que nonobstant la condamnation à la question, les preuves subsisteront en leur entier, pour pouvoir condamner l'accusé à toutes sortes de peines pécuniaires ou afflictives, excepté toutefois celle de mort, à laquelle l'accusé qui aura souffert la question, sans rien avouer, ne pourra être condamné.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. President a dit, qu'il n'appartient qu'aux Juges Souverains de faire cet arrêté : *Manentibus indiciis*. Que c'est une chose qui doit être secrète, & qui perd son effet lors qu'elle vient à la connoissance d'un condamné.

M. Pussort a dit, qu'il avoit crû que cela étoit d'usage au Châtelet. Qu'en cas d'appel cela s'exécutoit de l'autorité du Parlement ; mais que sans difficulté elle devoit appartenir aux Juges en dernier ressort.

M. Talon a dit, que la disposition de cet Article, qui veut que l'accusé qui aura souffert la question sans rien avouer, ne puisse être condamné à mort, est pleine de justice & d'humanité ; mais il semble qu'il faut y ajouter cette exception : *Si ce n'est qu'il survienne de nouvelles preuves.*

M. Pussort a dit, que l'observation luy paroïsoit bonne, & qu'on pouvoit ajouter dans l'Article : *Si ce n'est qu'il survienne quelque nouvelle preuve entre la question & le Jugement.*

M. le P. President a dit, qu'il seroit à souhaiter que la maniere de donner la question fût uniforme dans tout le Roiaume, parce qu'en certains endroits on la donne si rudement, que celui qui la souffre est mis hors d'état de pouvoir travailler, & en demeure souvent estropié le reste de ses jours, que cependant la question n'est pas ordonnée comme une peine, & ne rend pas infame celui qui y est appliqué; que nous avons reçu cette belle maxime des Romains auxquels Tertullien dit : *Apud Tyrannus tormenta pro poena adhibentur, apud vos soli questioni temperantur.*

M. Puffort a dit, qu'il étoit difficile de rendre la question uniforme, que la description qu'il en faudroit faire, seroit indecente dans une Ordonnance; mais qu'il est sous-entendu dans l'Article, que les Juges prendront garde lors qu'ils la feront donner, que les condamnés n'en demeurent pas estropiez. Qu'au surplus, la question préparatoire lui avoit toujours semblé inutile, & que si l'on vouloit ôter la prévention d'un usage ancien, l'on trouveroit qu'il est rare qu'elle ait tiré la vérité de la bouche d'un condamné.

M. le P. President a dit, qu'il voyoit de grandes raisons de l'ôter, mais qu'il n'avoit que son sentiment particulier.

A R T I C L E III.

PAr le Jugement de mort il pourra estre Ordonné, que le condamné sera préalablement appliqué à la question, pour avoir revelation des Complices. III. Article de l'Ordonnance.

A R T I C L E IV.

DEffendons à tous Juges, à l'exception de nos Cours seulement, d'Ordonner que l'accusé sera présenté à la question, sans y estre appliqué. V. Article de l'Ordonnance.

A R T I C L E V.

LE Jugement de condamnation à la question, sera dressé & signé sur le champ, & le Rapporteur assisté de l'un des autres Juges, se transportera, sans divertir, à la Chambre de la question pour le faire prononcer à l'accusé. VI. Article de l'Ordonnance.

Ces trois Articles ont été trouvez bons.

A R T I C L E VI.

SI l'accusé appelle de la Sentence de condamnation à la question, il sera déferé à l'appel; & s'il n'y a point d'appel, ou s'il est interjetté depuis qu'on aura commencé de donner la question, il sera passé outre, & la Sentence exécutée. VIII. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite :

M. Talon a dit, que puis qu'un aculé n'a pas la liberté d'acquiescer à une Sentence, portant condamnation de peine afflictive, non pas même à un simple bannissement, il semble que par une conséquence nécessaire, celui qui est condamné à la question, doit être transféré au Parlement, quand même il n'y auroit point d'appel par lui interjeté de la Sentence.

M. Puffort a dit, que le mot de *peine* ne convient point à la question; parce quelle n'est pas Ordonnée comme une peine, mais comme une préparation à la peine. Que néanmoins l'observation lui en paroïsoit bonne, & qu'il en falloit parler au Roi.

ARTICLE VII.

VIII. Article de l'Ordonnance.

L'Aculé sera interrogé après avoir presté serment, avant qu'il soit appliqué à la question, & signera son Interrogatoire; sinon sera fait mention de son refus.

ARTICLE VIII.

IX. Article de l'Ordonnance.

LA question sera donnée en présence des Commissaires, qui chargeront leur Procès verbal de la question, & des réponses, confessions, denegations, & variations à chacun Article de l'Interrogatoire.

ARTICLE IX.

X. Article de l'Ordonnance.

IL sera loisible aux Commissaires, de faire moderer & relâcher une partie des rigueurs de la question, si l'aculé confesse; & s'il varie, de le faire mettre dans les mêmes rigueurs: mais s'il a été délié & entierement ôté de la question, il ne pourra plus y estre remis.

ARTICLE X.

XI. Article de l'Ordonnance.

Après que l'Aculé aura été tiré de la Question, il sera sur le champ, & de rechef, interrogé sur ses déclarations, & sur les faits par lui confessés ou deniez, & l'Interrogatoire par lui signé; sinon sera fait mention de son refus.

ARTICLE XI.

XII. Article de l'Ordonnance.

Quelque nouvelle preuve qui survienne, l'Aculé ne pourra estre apliqué deux fois, à la Question pour un même fait.

T I T R E X X I.

*Ce Titre est le
XX. de l'Or-
donnance.*

*De la conversion des Procès ordinaires en Procès criminels, &
des Procès criminels en Procès ordinaires.*

M O N S I E U R le Premier Président a observé sur ce Titre, qu'on ne convertit pas les Procès criminels, en Procès ordinaires.

M. Pussort a dit, que souvent un Procès criminel commence par une action civile.

M. le P. Président a repris, que c'étoit un nouveau Procès, & non pas une conversion d'un Procès en un autre.

M. Pussort a dit, que le Titre pouvoit être conçu en d'autres termes.

A R T I C L E I.

L Es Juges pourront ordonner, qu'un Procès commencé par les voyes civiles, sera poursuivi extraordinairement, s'ils connoissent qu'il peut y avoir lieu à quelque peine corporelle.

*Les Articles
de ce Titre
sont dans l'Or-
donnance.*

A R T I C L E II.

E N convertissant les Procès ordinaires, en Procès criminels, ils pourront décerner par le même Jugement, Decret de prise de corps, ou d'ajournement personnel, suivant la qualité de la preuve.

Sur ces deux Articles :

M. le P. Président a dit, que ce n'est pas l'instruction; mais le Jugement qui fait connoître qu'il y a du crime dans une action.

M. Pussort a répondu, qu'en tout état de cause, les Juges qui trouveront de la preuve pourront décréter.

M. Talon a observé, qu'on ne peut pas dire, qu'un Procès civil doive, ou puisse être converti en criminel; mais quand dans une affaire civile le Juge découvre du crime, il peut décréter contre les Accusés, & à cet égard, s'il y a quelque enquête, repeter les témoins, & ensuite instruire l'accusation par voye ordinaire. Car encore qu'une Information se puisse convertir en Enquête, une Enquête ne se convertit jamais.

ARTICLE III.

S'il paroît avant la confrontation des témoins , que l'affaire ne doit pas être poursuivie criminellement, les Juges recevront les Parties en Procès ordinaires. Et pour cet effet ordonneront, que les Informations seront converties en Enquêtes , & permis à l'Accusé d'en faire de sa part , dans les formes prescrites pour les Enquêtes.

Après la Lecture faite :

M. le P. Président a dit, que lors qu'avant la confrontation des témoins il paroît aux Juges , que l'affaire ne doit pas être poursuivie criminellement, ils ne reçoivent pas les Parties en Procès ordinaires ; mais qu'à proprement parler , ils changent la forme d'instruire , & font un Procès civil au lieu d'un Procès criminel ; mais on ne remet les Parties en Procès ordinaires , que quand après la confrontation ; les Juges ont reconnu qu'il n'y avoit pas de preuves suffisantes pour asseoir une condamnation.

M. Puffort a dit , que la disposition de cet Article étoit tirée de l'Article 150. de l'Ordonnance de 1539. qui porte, que si la matière est légère, les Juges recevront les Parties en Procès ordinaires ; parce que l'Ordonnance n'a pas voulu prononcer par voyes d'absolution, & que d'ailleurs le terme de *civiliser* n'est pas de l'Ordonnance.

M. Talon a dit, que bien que cet Article soit conforme à la disposition de l'Ordonnance de 1539. il semble néanmoins qu'il doit être interprété, & conformé suivant l'usage qui se pratique : Pour cela, il faut observer, qu'avant l'Ordonnance de 1539. les Procès criminels s'instruisoient comme les affaires civiles , que l'Accusé se défendoit par le ministère d'un Avocat & d'un Procureur , & que les plus grandes accusations, mêmes capitales, étoient portées à l'Audience, ou l'une & l'autre des Parties produisoient les témoins & les preuves littérales qu'elles avoient rassemblées , l'une pour instruire son accusation , l'autre pour servir à sa justification , l'Ordonnance ayant changé cette coutume , & obligé les Accusés des crimes capitaux , de répondre & de se défendre par leur bouche , elle a permis néanmoins aux Juges en cas , qu'après l'Interrogatoire l'affaire parut moins grave, de la remettre en Procès ordinaire. C'est-à-dire, de suivre ce qui se pratiquoit auparavant l'Ordonnance ; mais cela n'a point été observé , à cause des longueurs dans lesquelles on avoit engagé les Parties, en suivant cette ancienne forme ; Car en un mot, recevoir les Parties en Procès ordinaires , c'est permettre à l'Accusé de faire preuve , & enquête, de sa part , & à la Partie civile de faire entendre de nouveaux témoins, aussi par forme d'enquête , & si l'on ajoute à tout cela la faculté portée par l'Article V. de ce Titre, de renouveler la procédure criminelle,

s'il

s'il survient quelque nouvelle preuve, & que l'affaire s'y trouve disposée. Il est certain que rien ne peut être plus contraire à l'expédition, & au bien de la Justice, & ne peut engager les Parties en de plus grands frais, que cette faculté donnée au Juge, de recevoir les Parties en Procès ordinaires, & l'on ne peut pas douter, que dans le retranchement que l'on fait d'ailleurs de leurs emolumens, ils n'abusent souvent de ce pouvoir pour en tirer du profit; ce n'est pas que toutes sortes d'accusations criminelles, doivent être toujours poursuivies par recollement & confrontation des témoins. Il y auroit souvent de la vexation d'en user ainsi; mais ce que l'on doit prescrire aux Juges, est qu'en matiere legere, comme d'injures & autres semblables, ils ne doivent pas même permettre d'informer; mais d'assigner les Parties & les régler sur le champ. Que si outre les injures il y a quelques excez; mais qui ne soit pas fort considerable, ils peuvent & doivent, au lieu de decreter l'Information, ordonner que celui duquel on se plaint sera assigné, & sur le recit qui sera fait à l'Audience des Informations, arbitrer la reparation. La même chose se doit pratiquer lors qu'une Information a été decretée, & que l'Accusé ayant subi l'Interrogatoire, a pris droit par les Informations, ou la Partie civile par les confessions de l'Accusé; car alors, si le crime n'est pas atroce, & ne merite point de punition corporelle; il faut encore renvoyer les Parties à l'Audience, & les juger definitivement sur le recit des Informations, de la même maniere qu'il se pratique à l'Audience de la Tournelle; mais en tous ces cas, jamais reprendre l'extraordinaire, parce qu'on se dispense d'instruire extraordinairement, & l'on abandonne, pour ainsi dire, l'accusation criminelle, à cause qu'elle paroît legere, & qu'elle ne merite point d'animadversion publique, & non pas faute de preuve. Il y a encor un autre cas, dans lequel une action criminelle est civilisée, sçavoir lorsque celui qu'on accuse, ne désavoué pas l'action qu'on lui impute; mais pretend être en droit de la faire; Car alors l'on met les Parties sur l'extraordinaire, hors de Cour, l'on convertit les Informations en Enquête, l'on permet à l'Accusé de faire Enquête de sa part, & l'on renvoie les Parties devant les Juges qui connoissent des affaires civiles, & jamais encore dans cette espece, l'accusation éteinte ne se renouvelle; Ce n'est pas qu'il n'ait été de l'usage de recevoir les Parties en Procès ordinaires, & de reprendre l'extraordinaire s'il survenoit de nouvelles preuves; mais cela ne se pratiquoit que dans les crimes capitaux, lorsque l'accusation étant instruite dans toutes ses formes, les témoins recollez & confrontez, il ne se trouvoit aucune preuve suffisante pour prononcer aucune condamnation contre l'Accusé; mais il y en avoit pourtant suffisamment pour ne lui pas acorder son absolution; car lors par une espece d'interlocutoire, on recevoit les Parties en Procès ordinaires, l'Accusé avoit la liberté de faire entendre des témoins pour prouver son innocence, si l'Accusateur decouvroit de nouvelles preuves, il pouvoit aussi faire Enquête de sa part, & l'affaire étoit lors poursuivie civilement; mais avec la liberté de reputer l'accusation criminelle, en cas qu'il parût de nouvelles

charges. Comme ce circuit étoit long & pénible, il engageoit les Parties dans des frais & des procédures infinies ; c'est avec beaucoup de raison, que par l'Article I V. on ordonne, qu'après la confrontation, on prononcera définitivement sur l'absolution ou condamnation de l'Accusé. Il faut pourtant observer, que quelquefois on ordonne, *qu'il sera plus amplement informé*. Il est vrai qu'on a fait jusqu'ici cette différence, que lors qu'il n'y a de Partie, que M. le Procureur General ou ses Substitués, si les Juges ne sont pas suffisamment éclaircis pour condamner ou absoudre l'Accusé, ils ordonnent, *qu'il sera plus amplement informé* ; Mais quand il y a partie civile, au lieu d'ordonner cette Information plus ample, on reçoit les Parties en Procès ordinaires. De sorte qu'abolissant cet usage de recevoir en Procès ordinaire, restera la difficulté de sçavoir, si l'on ne pourra pas toujours ordonner, *qu'il soit plus amplement informé*, lors même qu'il y aura une Partie civile, & ce qui peut donner matière à ce doute, est, que l'Article IV. dit en termes formels *qu'après la confrontation des témoins, l'Accusé ne pourra plus être reçu en Procès ordinaires, & qu'il sera prononcé définitivement sur son absolution ou sa condamnation*.

M. le Président de Mêmes a dit, qu'en recevant les Parties en Procès ordinaire, c'étoit toujours à condition de prendre l'extraordinaire s'il y avoit lieu. Qu'étant à la Tournelle il en avoit vu un exemple considérable. Un messager de Bordeaux ayant été chargé de voiturier des deniers du Roi, il fut volé par deux hommes qui lui enleverent une somme notable, pour raison de quoi ayant fait informer, & le Procès instruit à l'un de ceux qu'il accusoit d'avoir commis le vol, il ne se trouva qu'un seul témoin qui déposât favorablement du fait, ce qui donna lieu à ordonner, *qu'avant faire droit, l'Accusé seroit mis à la question ordinaire & extraordinaire*, & l'ayant soufferte sans rien avouer, les parties furent reçues en procès ordinaire. Ce Procès ayant été long-tems discontinué, ce Messager se trouvant de nouveau poursuivi par les Fermiers que ce vol regardoit. Il fit tant de diligence de sa part, qu'il trouva un autre témoin qui déposa aussi formellement que l'autre, en conséquence de quoi la procédure criminelle ayant été reprise, & l'Accusé arrêté, son Procès lui fut fait & parfait, sur cette nouvelle preuve, & fut par l'événement condamné à la rouë & exécuté.

ARTICLE IV.

Après la confrontation des témoins, l'Accusé ne pourra plus être reçu en Procès ordinaire, mais sera prononcé définitivement sur son absolution ou sa condamnation.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, que la disposition de cet Article, qui abroge l'usage de recevoir les parties en Procès ordinaire, après la confrontation, peut être bonne, mais qu'il faut sçavoir si l'on entend abroger le *plus amplement informé*.

M. Puffort a dit, qu'il y avoit deux manieres de prononcer : l'une, l'absolution ; & l'autre le *plus amplement informé*. Que l'Ordonnance ne défendoit point cette dernière.

M. Talon a dit, que lors qu'il y a une Partie civile, on reçoit en Procès ordinaire, mais que quand il n'y a que M. le Procureur General de partie, on ordonne un, *plus amplement informé* ; soit qu'il y ait Partie civile, soit qu'il n'y en ait pas : M. le Procureur General demeurant toujours Partie.



T I T R E XXII.

*Ce Titre est le
XXI, de l'Or-
donnance.*

*De la maniere de faire le Procès aux Communautéz des
Villes, Bourgs & Villages, Corps & Compagnies.*

A R T I C L E I.

LE Procès sera fait aux Communautéz des Villes, Bourgs & Villages, Corps & Compagnies, qui auront com-
mis quelque rebellion, violence ou autre crime. *Ces Articles
sont dans l'Or-
donnance, au
même rang*

A R T I C L E II.

Elles seront tenuës, pour cet effet, de nommer un
Sindic ou Deputé, suivant qu'il sera ordonné par le
Juge, & à leur refus, il nommera d'office un Curateur.

A R T I C L E III.

LE Sindic deputé ou Curateur, subira les Interrogatoi-
res & la Confrontation des témoins, & sera employé
dans toutes les procédures en la même qualité, & non dans
le dispositif du Jugement, qui sera rendu seulement contre
les Communautéz, Corps & Compagnies.

A R T I C L E IV.

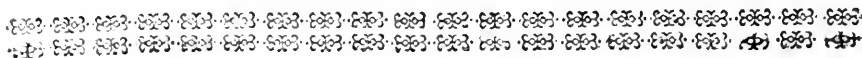
Les condamnations ne pourront estre, que de reparation
civile, dommage & interets envers la Partie, d'amende
envers Nous, privation de leurs privileges & de quelq'au-

tre punition qui marque publiquement la peine qu'elles auront encourues.

ARTICLE V.

Les poursuites qui se feront contre les Communautés, n'empêcheront pas que le Procès ne soit fait aux principaux auteurs du crime, & à leurs complices ; mais s'ils sont condamnés en quelque peine pecuniaire, ils ne pourront être tenus de celles auxquelles les Communautés auront été condamnées.

Tous les Articles de ce Titre ont été trouvez bons.



*Ce Titre est le
XXII. de l'Or-
donnance.*

TITRE XXIII.

*De la maniere de faire le Procès au Cadavre, ou à la me-
moire d'un Défunt.*

ARTICLE I.

*Les Articles
de ce Titre
sont dans l'Or-
donnance, au
même ordre.*



LE Procès ne pourra être fait au Cadavre ni à la memoire d'un Défunt, si ce n'est pour crime de Leze-Majesté Divine & humaine, dans les cas où il échet de faire le Procès au Défunt, duel, homicide de soi-même, ou rebellion à Justice, à force, dans le rencontre de laquelle il aura été tué.

ARTICLE II.

LE Juge nommera d'office un Curateur au Cadavre du défunt, s'il est encor extant, sinon à sa memoire, & fera preferé le parent du défunt, s'il s'en offre quelqu'un pour en faire la fonction.

ARTICLE III.

LE Curateur sçaura lire & écrire, fera le serment, & le Procès sera instruit contre lui en la forme ordinaire, sera neanmoins debout seulement, & non sur la Selette,

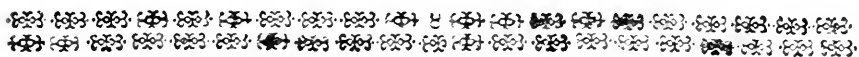
DE LA MANIERE DE FAIRE LE PROCE'S AUX CADAVRES, &c. 197
lors du dernier Interrogatoire, son nom sera compris dans
toute la procedure, mais la condamnation sera renduë con-
tre le Cadavre, ou la memoire seulement.

A R T I C L E I V.

LE Curateur pourra interjetter appel de la Sentence ren-
duë contre le Cadavre, ou la memoire du défunt, il
pourra même y être obligé par quelqu'un des parens, le-
quel en ce cas sera tenu d'avancer les frais.

A R T I C L E V.

NOs Cours pourront élire un autre Curateur, que celui
qui aura été nommé par le Juge dont est appel.



T I T R E XXIV.

*Ce Titre est le
XXIII. de l'Or-
donnance.*

*De l'Abrogation des Appointemens, Ecritures, & Forclusions,
en matiere Criminelle.*

A R T I C L E I.



BR O G E O N S les appointemens à ouïr droit, I Article de
produire, bailler défenses par attenuation, causes l'Ordonnan-
& moyens de nullité, réponses, fournir moyens
d'obreption, & d'en informer, donner conclusions
civiles & tous autres appointemens.

A R T I C L E II.

A Brogeons aussi l'usage de fournir des Conclusions civi- II. Article de
les, défenses, avertissemens, inventaires, causes & l'Ordonnan-
moyens de nullité d'appel, griefs & réponses, commande-
ment, forclusion de produire & contredire, pris à l'Audien-
ce ou au Greffe.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. President a dit, qu'il y avoit beaucoup de choses à dire sur
les appointemens, à ouïr droit, qui ne servent qu'à declarer, que le

procès est en état, & non pas l'y mettre ; en sorte, que regulierement on ne doit point écrire ni produire en consequence d'un apointment à ouïr droit. Que c'est ce qui s'observe encore en matiere civile, lors qu'on appointe les Parties à ouïr droit sur une instance évoquée, qui a été instruite par les premiers Juges. Que l'apointment à ouïr droit en matiere criminelle, ne se donne qu'après que l'instruction est entierement achevée par la confrontation, que l'usage néanmoins y a inseré la faculté de donner des conclusions civiles, & des défenses par atténuation, & d'écrire, & produire, qui est l'effet des apointments en droit, qui se donne à l'ordinaire : qu'il croit être bien à propos d'abroger ces apointments à ouïr droit : que même souvent on n'en donnoit pas dans les Procès criminels, principalement lors qu'il n'y avoit que le Procureur General de Partie, & que l'on fourniroit plus aisément & avec moins de frais, par des Requetes, & que l'on croiroit nécessaire pour la défense des acusez.

M. Puffort a dit, qu'il avoit déjà été observé dans une Conference precedente, qu'une Requete pour laquelle il n'entroit en taxe que trois livres, causeroit bien moins de frais aux parties, que les suites d'un apointment à ouïr droit.

A R T I C L E III.

III. Article de
l'Ordonnan-
ce.

Pourront néanmoins les Parties presenter leurs Requetes, & y attacher les pieces que bon leur semblera, dont sera baillé copie à l'Acusé, autrement la Requete & pieces seront rejettées, & pourra l'Acusé y repondre par Requete, qui sera aussi signifiée & baillé copie, comme aussi des pieces qui y seront attachées, sans néanmoins, qu'à faute d'en bailler par l'Acusé ou par la Partie, le Jugement du Procès puisse estre retardé, ce qui aura pareillement lieu en cause d'appel, qui sera jugé sur ce qui aura été produit devant les Juges des lieux.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. President a dit, que l'Article veut que les Acusez donnent copie des pieces, que cependant il arrive souvent qu'un Acusé dénué de tout secours, ne presente les pieces qui servent à sa justification, que lors qu'il est mis sur la Sellere, que si l'Article avoit lieu, les pieces doivent être rejettées faute de communication, ce qui ne doit être ordonné & ne peut être executé.

M. Puffort a dit, que si les pieces sont inutiles à l'Acusé, on les doit rejeter, & si elles servent à sa justification, il faut qu'il en donne copie.

A R T I C L E IV.

Cet Article a
été imprimé.

NE pourront néanmoins d'autres Procedures Criminelles, être produites en cause d'appel, que celles sur lesquelles le Procès aura été jugé sur les lieux.

Lecture ayant été faite,

M. le P. President a dit, que cet Article est contre l'usage, qu'on ne peut pas refuser à un Acusé de recevoir toutes les pieces qu'il presente, & de les voir, mais qu'ordinairement on les joint au Procès, & que s'il y a différentes procédures criminelles contre un Acusé, on les doit voir toutes en causes d'appel.

ARTICLE V.

Les Juges pourront, s'ils le trouvent à propos, donner & régler les délais, & pour l'instruction & Jugement du Procès, après lesquels il sera passé, outre sans sommation ni commandement, *Cet Article a été retranché.*

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. President a dit, que l'on rétablir les appointemens à ouïr droit par les moyens de ces délais, & que l'Article ne marque pas qu'ils seront reglez.

M. Puffort a dit, que ce seroit par une Ordonnance.

M. le President de Novion a dit, que l'usage de ces sortes d'Ordonnances sur Requêtes est fort abusif.

M. Puffort a dit, qu'il ne trouvoit pas de meilleur expedient, que de le faire prononcer à l'Audience : qu'il en feroit la proposition au Roi.



TITRE XXV.

Des Conclusions définitives de nos Procureurs, ou de ceux des Justices Seigneuriales.

Ce Titre est le XXIV. de l'Ordonnance.

ARTICLE I.

APRÈS que le Recollement & la Confrontation auront été parachevez, & les reproches des témoins jugez, nos Procureurs ou ceux des Seigneurs, prendront communication du Procès, pour y donner leurs Conclusions définitives ce qu'ils seront tenus de faire dans vingt-quatre heures au plus tard. *Ces Articles sont dans l'Ordonnance.*

Après la Lecture de l'Article :

M. le P. President a dit, que le terme de vingt-quatre heures étoit trop court :

M. Puffort a dit , que l'on pouvoit mettre *incessamment*?

A R T I C L E II.

Leur défendons d'assister à la visite ou au jugement du procès , ou d'y donner leurs Conclusions de vive voix, dont Nous abrogeons l'usage.

Lecture ayant été faite :

M. le P. President a dit , que l'usage du Châtelet , étoit de donner des Conclusions de vive voix , aux petites affaires qui requierent celerité.

M. Puffort a dit , qu'au fameux Procès qui fut fait sous le Roi François I. le Procureur General demanda à diverses reprises, d'assister à la visite ; mais cela lui fut refusé.

M. Talon a dit , que la présence du Procureur du Roi , sert beaucoup à l'expédition , parce qu'il arrive souvent des incidens sur lesquels il faut avoir promptement des Conclusions , & que sa présence est si peu incompatible, que lors qu'il est absent, le Siège commet le dernier reçu des Conseillers pour donner des Conclusions.

M. Puffort a dit , qu'il ne falloit pas autoriser ces sortes d'entreprises, que le Roi avoit severement condamné un Conseiller au Presidial , pour avoir pris des Conclusions dans une affaire, au refus du Procureur du Roi.

M. le P. President a dit , que cette affaire est singulière , & avoit des circonstances toutes particulières, éloignées du fait dont il s'agit.

A R T I C L E III.

Ils donneront leurs Conclusions par écrit, & cachetées, sans expliquer les raisons sur lesquelles elles seront fondées.

Lecture ayant été faite :

M. le P. President a dit , qu'il n'étoit pas de l'usage de donner des Conclusions cachetées.

M. Puffort a dit, que c'étoit l'usage du Grand-Conseil, & qu'il en étoit bon.



T I T R E XXVI.

*Ce Titre est le
XXV. de l'Or-
donnance.*

Des Sentences, Jugemens & Arrêts.

A R T I C L E I.

ENJOIGNONS à tous Juges, même à nos Cours, de travailler à l'expedition des affaires criminelles par preference à toutes autres. I. Article de l'Ordonnance.

Cet Article a été trouvé bon.

A R T I C L E II.

IL sera procédé à l'instruction, & au Jugement des Procès criminels, nonobstant toutes appellations, même comme de Juges incompetens & recusez, & si les Acusez refusent de repondre sous pretexte d'appellations, le Procès leur sera fait comme a des muets volontaires, jusqu'à Sentence diffinitive. II. Article de l'Ordonnance,

Après la Lecture faite :

M. le P. Président a dit, que par l'Article XVIII. de Roussillon, l'apel comme de Juge incompetent, faisoit surseoir l'instruction, n'y ayant rien qui lie davantage les mains du Juge, que le défaut de pouvoir, & qu'il n'y avoit pas tant d'inconvenient à surseoir une instruction, pourvu que l'Acusé fut en état dans les prisons, qu'à la laisser faire par un Juge incompetent.

M. Puffort a dit, que l'Ordonnance de Roussillon, contient deux cas, l'un regarde l'apel du Decret de prise de corps, qu'elle veut être executé nonobstant l'apel, même comme de Juge incompetent : l'autre concerne le surplus de l'instruction dont elle arrête le cours, par l'apel de l'incompetence, & par la recusation des Juges. Que si cet Article étoit juste en sa premiere partie, l'usage avoit fait connoître qu'il y avoit des inconveniens dans la seconde disposition, parce que l'instruction est toujours privilégiée, & que la surseance fait deperir la preuve. En éfer, si l'on autorise l'apel, comme de Juge incompetent, l'abus en sera grand, parce qu'il deviendra de stile en toutes sortes d'affaires criminelles, & d'ailleurs les protestations d'un

Ordonn. Crim.

Cc

Aculé, le mettent toujours en état de faire juger son appel, sans que les réponses lui puissent préjudicier ni empêcher la cassation de la procédure, & qu'on ne lui donne d'autres Juges, s'il se trouve bien fondé en son appel, & qu'ainsi l'Article paroît bon.

M. le P. Président a dit, qu'en cela il n'y va que du tems, & que l'Aculé étant en état, il n'y peut pas avoir d'inconvénient, & que l'Ordonnance de Roussillon, est à cet égard exécutée.

M. Talon a dit, que pour empêcher ces longueurs, on pourroit obliger un Aculé à coter un Procureur.

ARTICLE III.

III. Article de l'Ordonnance.

Les procédures faites avec les Aculés volontairement, & sans protestation depuis leurs appellations, ne pourront leur estre opposées comme fin de non recevoir.

Cet Article a été trouvé bon.

DU MARDI, 8. JUILLET, 1670. suite du Titre XXVI.

ARTICLE IV.

IV. Article de l'Ordonnance.

Les Défaillans ne seront reçus à présenter Requête, soit en premiere Instance ou en cause d'appel, qu'ils ne se soient mis en état: ils pourront néanmoins proposer leurs excoines.

Lecture faite :

M. le P. Président a dit, que jusqu'ici pour obtenir des Défenses, il a fallu se mettre en état; mais comme l'appel est une voye de Droit, en quelque état que soit un Aculé, l'on ne peut pas lui refuser de le recevoir appellant, d'autant plus que l'appel n'est pas suspensif & n'empêche pas les Juges de passer outre.

M. Puffort a dit, qu'il sembloit que toute Audience dût être refusée à un Aculé qui ne se presente point à Justice, que néanmoins l'usage étant au contraire, on peut ajouter dans l'Article: *si ce n'est pour être reçu appellant.*

M. le Chancelier a dit, qu'il étoit de l'usage du Conseil, lors qu'il s'agissoit d'une évocation ou d'un Règlement de Juges, de mettre dans les Lettres la clause: *Que l'Aculé seroit obligé de se mettre en état lors de la signification des Lettres, à peine de nullité d'icelles.*

M. le P. Président a dit, que cela s'observoit au Conseil, parce que l'on n'y prenoit point connoissance du fonds, mais qu'il n'en étoit pas de même des Compagnies, où les défenses se donnent avec connoissance de cause, après avoir vû les Charges.

M. Talon a dit, qu'il y avoit encore une autre observation à faire sur cet Article, qui est que la disposition semble équivoque, en ce que le terme de *défuillant*, peut s'entendre de ceux qui sont en Decret de prise de corps, & cependant il ne doit s'appliquer qu'à ceux dont le Procès est jugé par défaut, & Contumace.

M. Pussort a dit, que l'Article ne peut s'entendre que de ceux dont le Procès a été jugé par Contumace, parce qu'à l'égard de ceux qui sont en Procès, il y a été pourvu par le Titre des Decrets; mais que néanmoins pour le rendre plus intelligible, on y pouvoit ajouter, *ceux contre lesquels la Contumace est instruite & jugée.*

A R T I C L E V.

L Es Procès Criminels pourront estre instruits & jugez, V. Article de l'Ordonnance.
 Lencore qu'il n'y ait point d'Informations, si d'ailleurs cc.
 il y a preuve suffisante par les Interrogatoires, & par pieces autentiques ou reconnues par l'Accusé, & par les autres presomptions & circonstances du Procès.

Cet Article a été trouvé bon.

A R T I C L E VI.

L Es Sentences des premiers Juges, qui ne contiendront VI. Article de l'Ordonnance.
 que des condamnations pecuniaires, seront executées cc.
 par maniere de provision, nonobstant l'apel en donnant caution, si dans les Justices des Seigneurs elles n'excèdent la somme de quarante livres, envers la Partie, & de vingt livres envers le Seigneur, dans les Justices Royales, qui ne ressortissent nuëment aux Parlemens; si elles n'excèdent cinquante livres envers la Partie, & vingt-cinq livres envers Nous, & dans les Bailliages & Sénéchaussées où il y a Presidial; Sièges des Duchez & Pairies, & autres ressortissans nuëment en nos Cours de Parlement, cent livres envers la Partie, & cinquante livres envers Nous: & se chargeront les Receveurs de nos amendes, des sommes qui nous seront adjugées, par forme de consignation, sans frais, ni droits, & seront tenus de les employer en recepte après les deux années de la condamnation, s'ils ne justifient les avoir restituées en vertu d'Arrests de nos Cours.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, que les anciennes Ordonnances n'ont pas donné un pouvoir si ample aux Juges, dont il est fait mention, dans l'Article; mais que comme les especes sont augmentées par succession de tems, la proportion sembloit y avoir été gardée.

M. Puffort a dit, qu'il y avoit une observation à faire sur cet Article, qui est que l'Ordonnance de 1566. comprend la limitation du pouvoir des Juges, les dépens avec le principal, ce qui pourroit faire de l'équivoque, & donner lieu de douter, si les dépens y seroient compris, & qu'il estimoit nécessaire d'en faire mention nommément.

M. Talon a observé, qu'il seroit peut-être mieux d'ordonner, que les Receveurs des amendes emploieront les amendes en Recepte, sauf à les mettre en reprise ou en dépense, dans leur compte.

M. Puffort a dit, qu'il seroit difficile de les retirer, si elles étoient une fois employées en recepte & dépense, & qu'il sembloit plus seur de les faire recevoir par forme de consignation.

A R T I C L E V I I.

VII. Article
de l'Ordon-
nance.

L'Amende qui aura été ainsi payée par provision, ne portera aucune Note d'infamie, si elle n'est confirmée par Arrest.

Cet Article a passé :

A R T I C L E V I I I.

VIII. Article
de l'Ordon-
nance.

DEffendons à nos Cours, de donner aucunes défenses ou surseances, d'exécuter les Sentences de provision, qui n'excederont les sommes ci-dessus. Déclarons nulles celles qui pourroient estre données. Voulons, sans qu'il soit besoin de demander main levée, que les Sentences soient exécutées par provision, & que les parties qui auront demandé les defenses ou surseances, & les Procureurs qui auront signés les Requestes, ou fait quelque autre poursuite, soient condamnés chacun à cent livres d'amende, qui ne pourra estre remise ni modérée.

Lecture faite de l'Article VIII.

M. le P. Président a dit, que cet Article devoit s'appliquer à toutes sortes

D E S S E N T E N C E S , J U G E M E N S E T A R R E S T S . 205
de Sentences , tant diffinitives, que par provision, que cependant il ne faisoit mention que de celles de provision.

M. Puffort a dit , que ce mot de provision s'étoit glissé dans l'Article, & qu'il falloit l'ôter.

A R T I C L E I X.

AUcun Procès ne pourra estre jugé de relevée , si nos Procureurs , ou ceux des Seigneurs , y ont pris des Conclusions à mort , ou s'il échoit peine de mort. I X. Article
l'Ordonnan.
cc.

Après la Lecture :

M. le P. Président a dit , que l'usage de la Tournelle , étoit de juger de relevée , les Procès qui ne vont qu'aux Galeres à tems.

M. Puffort a dit , que la Lecture de l'Article faisoit connoître , que la disposition ne regardoit que les premiers Juges , & non pas les Compagnies Superieures , qui jugent peu de Procès en premiere instance. Que néanmoins si l'Article faisoit quelque peine , l'on y pouvoit marquer qu'il ne s'entend , que des premiers Juges.

M. Talon a dit , qu'on pouvoit réserver aux Compagnies , la faculté d'en user à cet égard , en la maniere acoûtumée.

M. Puffort a dit , que cela lui paroissoit bon.

A R T I C L E X.

AUX Procès qui seront jugez à la charge de l'apel par les Juges Royaux , ou ceux des Seigneurs , assisteront au moins trois Juges , qui seront Officiers , si tant il y en a dans le Siège , & se transporteront au lieu où s'exerce la Justice, si l'Acusé est prisonnier , & seront presens au dernier Interrogatoire. X. Article de
l'Ordonnan.
cc.

Lecture ayant été faite :

M. le P. Président a dit , que cet Article étoit nouveau , & pouvoit produire des inconvéniens , en ce que les Seigneurs pourroient induire de sa disposition , qu'ils peuvent avoir jusqu'au nombre de trois Officiers , que cependant par les Ordonnances , & par les Réglemens, ils ne peuvent avoir de Lieutenans , parce qu'on a reconnu que la multiplicité des Officiers , fera tomber dans le même inconvénient que l'Ordonnance a voulu éviter d'eux il faudra faire venir ces Officiers des Sièges voisins , ce qui ne se pourra faire sans grands frais ; à l'égard des Graduez , le Parlement avoit fait un Règlement , portant injonction aux Seigneurs , de ne com-

mette que des Graduez à l'exercice de leur Justice ; mais les inconvéniens qui s'y sont rencontrés, en ont empêché l'exécution, en sorte qu'il a fallu abandonner ce Règlement, d'autant plus que dans les petites Justices, il peut y avoir des gens de bon sens, & propres à être Officiers, qui ne sont pas néanmoins Graduez. Qu'enfin les Juges des Seigneurs, ne jugeant qu'à la charge de l'appel, & pouvant être reformés, il n'y a point d'inconvénient qu'il ne soient pas Graduez.

M. Puffort a dit, que l'on ne pouvoit apporter trop de précaution, lors qu'il s'agit de la vie & de l'honneur des Sujets du Roi, particulièrement si l'on considère, que les Gentilshommes peuvent être justiciables des Juges des Seigneurs, qui sont sans expérience, & qui peuvent être facilement corrompus, qu'encore qu'il y ait appel de leurs Jugemens, néanmoins il reste toujours quelque flétrissure d'une condamnation infamante, quoi qu'elle soit infirmée & suivie d'une réparation, qu'ainsi la précaution de l'Article étoit très-prudente.

M. le P. Président a dit, que la disposition de l'Article étoit bonne pour crimes graves, & non pas pour les affaires légères, comme sont ordinairement celles de la Campagne, d'où les Juges prendront occasion, pour tirer des émolumens, d'y en appeler d'autres.

M. Puffort a dit, que l'on pouvoit ajouter dans l'Article, *ez affaires où il y aura Conclusion, à peine afflictive.*

M. Talon a dit, que dans toutes les Justices Seigneuriales, il n'y a qu'un Juge établi, même dans celles dont le détroit est fort étendu, comme dans le Bailliage de saint Germain des Prez, fors néanmoins dans les Justices des Duchez & Pairies, & que c'est aux Juges à prendre du Conseil, quand les affaires le requièrent, & qu'ils en ont besoin, & que les Juges des environs de Paris, ne jugent point d'affaires au grand Criminel, sans appeler du Conseil au Palais.

A R T I C L E X I.

XI. Article de l'Ordonnance.

Les Jugemens en dernier ressort, se donneront par sept Juges au moins, & si ce nombre ne se rencontre dans le Siège, ou si quelques-uns des Officiers sont absens, refusez, ou s'abstiennent pour cause jugée légitime par le Siège, il sera pris des Graduez.

Cet Article a passé :

A R T I C L E X II.

XII. Article de l'Ordonnance.

Les Jugemens passeront à l'avis le plus doux, si le plus sévère ne prévaut d'une voix, dans les Procès qui se jugeront à la charge de l'appel ; & de deux, dans ceux qui se jugeront en dernier ressort.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. President a dit , qu'encore que l'Article doive s'entendre des Jugemens qui ne sont que d'instruction , aussi bien que de ceux qui sont définitifs ; néanmoins on ne laissera pas d'en douter , & l'on croira que l'Article ne comprend que les définitifs.

M. Pussort a dit , que si cela laissoit quelque doute, l'on pouvoit mettre dans l'Article : *Soit pour l'Instruction, soit pour la condamnation définitive.*

ARTICLE XIII.

XIII. Article de l'Ordonnance.

Après la peine de la mort naturelle, la plus rigoureuse est celle des Galeres perpetuelles, la question avec la reserve des preuves en leur entier, les Galeres à tems, la question sans reserve des preuves, le bannissement perpetuel hors le Roiaume, le fouët, l'amende honorable, & le bannissement à tems.

Après la Lecture de cet Article :

M. le P. President a dit, que dans l'usage du Parlement, les Galeres perpetuelles ont toujours passé pour une peine moindre que celle de la question ; parce que condamnation aux Galeres assure la vie aux condamnés , & la question peut avoir trait à la mort ; & que le peril de la mort ne peut entrer en comparaison avec une autre peine. Que quand on veut favoriser un Accusé , on le condamne aux Galeres, plutôt qu'à la question ; parce qu'il peut obtenir des Lettres de rappel des Galeres ; mais la question ne le sauve jamais.

M. Pussort a dit, que la question a trait à la vie, aussi bien qu'à la mort ; qu'ainsi elle doit passer pour une peine moindre que les Galeres , qui sont sans retour, à l'égard des Juges. Qu'il doutoit que cet usage fût universel ; que néanmoins l'Article sera bon, pourvu qu'il soit décidé, & qu'il le faudra proposer au Roi.

M. le P. President a dit , qu'il croyoit que dans toutes les Jurisdictions, la condamnation aux Galeres perpetuelle , étoit considérée comme une moindre peine que la question.

M. Talon a dit, que cela dépendoit de la prononciation , & que la question : *Manentibus indicis*, ou bien : *Et si nihil fateatur*, aux Galeres, étoit une peine plus forte que la simple condamnation aux Galeres : & a ajouté, que tout ce qui avoit trait à la mort , étoit une si grande peine, qu'aucuns ont estimé que , *le plus amplement informé*, étoit un avis plus rigoureux que celui des Galeres.

M. le P. President a dit, qu'il y avoit une seconde observation à faire sur cet Article : qui est , que le bannissement perpetuel y est mis comme une peine moindre que les Galeres à tems. Cependant le bannissement

perpetuel, est une mort civile, qui dépouille le condamné de la propriété de tous ses biens : au lieu que la condamnation aux Galeres à tems, les lui conserve.

M. Puffort a dit, que dans la speculation, le bannissement perpetuel sembloit être une peine plus grande que les Galeres à tems ; mais que dans l'effet, si l'on en laissoit le choix aux Acusez, il n'y en a pas un qui balançât dans le choix de ces deux peines.

M. le P. President a dit, qu'il ne falloit pas examiner la qualité de la peine, par la commodité ou incommodité des Acusez, ni par le choix qu'ils en peuvent faire ; mais par la nature de la condamnation, & par l'être civil, dont la privation étoit la plus grande de toutes les peines, après la mort naturelle. Que celui qui avoit été condamné au bannissement perpetuel, étoit privé pour jamais de sa patrie, de ses parens, & de tous ses effets civils : au lieu que le condamné aux Galeres à tems, rentroit dans tous ses droits lors qu'il avoit achevé son tems.

M. le Chancelier a dit, qu'il étoit contre l'honnêteté publique, qu'un homme condamné aux Galeres, pût exercer aucun Office après son tems fini ; & qu'encore que cela fût de droit, néanmoins il étoit bon de faire mention de cette incapacité dans l'Article.

A R T I C L E X I V.

XIV. Article
de l'Ordon-
nance.

Tous Jugemens, soit qu'ils soient rendus à la charge de l'appel, ou en dernier ressort, seront signez par tous les Juges qui y auront assisté, à peine des dommages & interets des parties, & de cinq cens livres d'amende : N'entendons néanmoins rien innover à l'usage de nos Cours, dont les Arrests seront signez par le Rapporteur & le President.

Après la Lecture faite :

M. le P. President a dit, que cet Article étoit bon ; mais que néanmoins il contenoit trop de peines.

A R T I C L E X V.

XV. Article
de l'Ordon-
nance.

Tous Jugemens en matiere criminelle, qui gissent en execution, seront executez en tous lieux, sans permission ni *pareatis*.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. President a dit, que l'on avoit examiné dans le Titre des *Decrets*, si l'on devoit prendre un *Pareatis*, pour executer un decret, & que l'on avoit crû nécessaire d'élire domicile ; parce que si celui qui est arrêté, a quelque demande à faire, il ne sçaura à qui s'adresser, qu'il en alloit de même à l'égard de l'exécution d'un Jugement de condamnation.

M. Puffort

M. Pussort a dit , qu'il y avoit grande difference entre l'execution d'un Decret , par laquelle on peut faire insulte à un homme , & l'execution d'une condamnation qui n'emporte point de consequence, & pour laquelle il ne faut point d'élection de domicile.

M. le P. President a demandé , si un condamné se sauve des prisons , & est pris hors du détroit du Siège où s'en fera l'execution , & qu'il semble nécessaire de le renvoyer devant le Juge du lieu du délit.

M. Talon a dit , qu'il n'y avoit pas d'inconvénient d'élire domicile, pourvu que cette election n'attribuât point de Jurisdiction au Juge dans le ressort duquel elle est faite ; mais qu'elle est absolument nécessaire, parce que les saisies des meubles , sont executions dans la matiere criminelle , comme dans la civile, qu'il peut y avoir des tiers opposans , qui ne sçauront pardevant qui se pourvoir , si l'on ne fait election de domicile: qu'un Bourgeois de Paris, n'ira pas chercher à Toulouse le domicile de celui qui aura fait saisir son bien , pour en avoir main-levée, cependant l'Article s'appliquera à ces sortes d'executions , comme à celles des Jugemens de condamnation à peine afflictive.

M. Pussort a dit , que l'Article ne pouvoit pas s'entendre des saisies, dont les formalitez sont réglées par le Titre, *des Saisies & Executions* , qui veut que l'on élise domicile , parce que c'est une execution civile , quoi qu'elle soit emanée d'une condamnation criminelle ; mais que si cela formoit quelque doute , l'on pouvoit ajouter dans l'Article les termes, *en ce qui regarde la peine.*

A R T I C L E X V I.

Les Juges pourront decerner exécutoire contre la partie civile , s'il y en a , pour les frais nécessaires à l'instruction du procès , & à l'execution des Jugemens, sans pouvoir néanmoins comprendre leurs épices, droits & vacations , ni les droits & salaires des Greffiers.

XVI. Article de l'Ordonnance.

Après la Lecture de l'Article :

M. le P. President a dit , que cet Article seroit facile à éluder ; parce que les Juges diront toujours, que l'Executoire ne comprend point leurs épices; qu'il est néanmoins difficile d'empêcher ce desordre , par quelque autre disposition que celle qui est dans cet Article.

A R T I C L E X V I I.

S'il n'y a point de partie civile , ou qu'elle ne puisse satisfaire aux Executoires , les Juges en decerneront d'autres contre les Receveurs de nôtre Domaine , où il ne sera

XVII. Article de l'Ordonnance.

Ordonn. Crim.

Dd

point engagé, qui les aquiteront du fonds par Nous destiné à cet éfet. Si nôtre Domaine est engagé, les Engagistes, leurs Receveurs & Fermiers, seront contraints au payement, même au dessus du fonds destiné pour les frais de Justice; & dans la justice des Seigneurs, eux, leurs Receveurs & Fermiers, seront pareillement contraints, & les Executoires par provision exécutez, nonobstant l'apel, contre les Receveurs ou Engagistes de nos Domaines, & les Seigneurs, sauf leurs recours contre la partie Civile, s'il y échoit.

Lecture ayant été faite :

M. le P. Président a dit, que bien souvent, lors qu'il n'y a point de Partie civile, les affaires criminelles demeurent faute de fonds.

M. Pussort a dit, que l'on y avoit pourvû par un Article, qui veut, que les Receveurs du Domaine payent les sommes nécessaires pour les frais, sauf à les mettre en dépense dans le compte de l'année suivante.

M. le P. Président a dit, que l'on pourroit repeter la même chose dans cet Article.

M. Pussort a dit, que l'Article precedent ne regardoit que l'exécution des condamnations, & que l'autre a pourvû aux frais de l'instruction qui sont plus considerables; mais que néanmoins on peut étendre la disposition de cet Article à celui ci.

M. le P. Président a dit, que cette disposition sera d'un grand bien pour la Justice.

A R T I C L E XVIII.

XVIII. Arti-
cle de l'Or-
donnance.

ENjoignons aux premiers Juges, d'observer le contenu és deux precedens Articles, à peine de cent cinquante livres d'amende, à laquelle, en cas de contravention, ils seront condamnés par les Juges Supérieurs, sans pouvoir estre remise ni modérée, & voulons que les mêmes Executoires soient aussi par eux delivrez.

Cet Article a été trouvé bon.

A R T I C L E XIX.

Cet Article
& les deux
suivans, con-
posent l'Ar-
ticle XIX. de
l'Ordonnance.

DEffendons à toutes personnes, de transiger sur des crimes qui peuvent estre punis de peine afflictive ou infamante; à peine de conviction de l'Acusé, & de cinq cent

A R T I C L E X X .

ENjoignons à nos Procureurs , & à ceux des Justices Seigneuriales , d'en poursuivre la vengeance , nonobstant toutes transactions , & cessions de Droit. Voulons que sans y avoir égard , les Executoires leur soient delivrez contre la Partie civile , pour les frais nécessaires à l'instruction du Procès , & à l'execution du Jugement.

A R T I C L E X X I .

Permettons de transiger sur tous autres crimes , & en ce cas défendons à nos Procureurs , & à ceux des Seigneurs , d'en faire aucune poursuite , & à tous Juges d'en prendre connoissance , à peine de cinq cent livres d'amende, dépens, dommages, & interêts des Parties, & d'estre pris à Partie , en leur propre & privé nom.

Sur ces trois Articles ,

M. le P. President a dit , que le XIX. étoit nouveau & devoit être joint au XX.

Qu'à l'égard du premier , sa disposition pouvoit être facilement éludée par une cession de droit, faite à une personne dont l'acusé disposera. Qu'il est rude de faire défense à une Partie de s'accommoder à ses droits , qu'il ne peut poursuivre que par action civile : n'en ayant aucune pour la peine criminelle , ni pour la vengeance publique , dont la poursuite reside en la personne de Monsieur le Procureur General & de ses Substituts. Qu'ainsi cet interêt Civil étant en la disposition seule de l'Acusateur , il en peut transiger comme de sa chose. Il est vrai que dans le Droit, les Acusateurs étoient obligez de poursuivre la vengeance des crimes : la Loi leur défendoit de transiger avec les Acusés ; mais c'est parce qu'il n'y avoit point de partie publique.

D'ailleurs les Parties ignoreront , ou feront semblant d'ignorer, que le crime aille à une peine afflictive : ce sera un Procès qu'il faudra régler.

A l'égard de l'Article XXI. Il porte de même son inconvenient , en ce que les Parties pretendront toujours , lors qu'elles voudront transiger, que la peine n'ira qu'à une peine legere , ainsi sous ce pretexte , les Procureurs du Roi auront les mains liées , & beaucoup de crimes demeureront impunis.

M. le Chancelier a dit , que soit au Conseil , soit au Sceau , il ne fai-

soit aucune considération sur les accommodemens des parties.

M. Puffort a dit, qu'il seroit à souhaiter que les Parties civiles animassent toujours les Procès criminels; parce que ce sont les véritables offensez; elles y apportent plus de chaleur, & soutiennent davantage la preuve. Mais que comme assez souvent, la longueur des Procès, les frais excessifs, & les fatigues les consomment, il ne seroit pas juste, après un épuisement entier de leurs biens, de leur retrancher la liberté de s'accommoder. Qu'ainsi le premier Article pouvoit être reformé en ces termes : *Enjoignons à nos Procureurs, & à ceux des Seigneurs, de poursuivre les crimes capitaux, nonobstant les transfections qui seront faites par les Parties.* Et en cas que l'on juge que ces termes : *de Crimes capitaux*, n'expliquent pas suffisamment, l'on pourroit mettre : *grands Crimes.*

Et quant à l'Article XXI. il ne regarde que les Procureurs des moindres Sièges, qui par leur intérêt particulier peuvent fomenter les Procès, & faire plaider les Parties dans les affaires legeres, nonobstant les accommodemens qu'ils font entr'eux.

M. le Chancelier a dit, qu'il falloit laisser la liberté aux Procureurs Generaux, & à leurs Substituts, d'entreprendre ou d'abandonner la poursuite des Procès criminels, & qu'ils sont obligez de faire leur devoir.

M. Talon a dit, que la cession des droits produit le même effet que les transfections, & est autorisée par l'usage.

Il est vrai qu'à Rome, il étoit defendu aux Parties de transiger, à peine contre l'Accusateur d'être déclaré Calomniateur, & de conviction contre l'Accusé. Il en est autrement parmi nous, où la Partie civile n'ayant droit de poursuivre que des condamnations d'intérêts civils, il est le maître de traiter de ses droits en tout état de cause, parce que l'intérêt public subsiste toujours en la personne de la Justice publique.

Cependant par un droit nouveau, on veut faire difference des crimes, & distinguer les grandes accusations d'avec les affaires legeres. Il faudra en venir à un détail, qu'il n'est pas facile de mettre dans une Ordonnance. Il est permis de transiger du crime de faux, parce qu'il semble tenir beaucoup du civil, auquel il est ordinairement incident; cependant il peut emporter peine afflictive ou infamante; ainsi il ne faudra pas en general leur defendre de transiger. Le plus grand abus à cet égard, se commet dans les petites Justices, où les Seigneurs obligent leurs Procureurs de poursuivre les moindres accusations, par le seul intérêt de l'amende qui leur en revient. Il est juste d'enjoindre aux Parties publiques, de faire la poursuite des grands crimes, & de les empêcher de relever les accusations de peu de consequence, & pour matiere legere, & ce que l'on pourroit faire à cet effet, seroit, d'insérer dans l'Article, que *nonobstant la transaction, les Procureurs du Roi, & ceux des Seigneurs, seront tenus de poursuivre les prevenus de crimes capitaux, & auxquels il écherra peine afflictive; & de leur defendre de poursuivre les autres.*

M. Puffort a dit, que ce ne sera qu'une exhortation, & que neanmoins ne se pouvant mieux faire, il falloit reduire les trois Articles en un.

ARTICLE XXII.

Voulons que ce qui a été ordonné pour les dépens, en matière civile, soit executé en matière criminelle. XX. Article de l'Ordonnance,

Lecture faite de l'Article :

M. le P. President a dit, que l'experience faisoit voir dans la matiere civile, combien il est difficile d'executer cet Article. Qu'il y a des cas dans lesquels il est impossible de condamner aux dépens, une femme demanderesse en separation, & qui perd sa cause. Elle ne sera pas condamnée aux dépens ; parce qu'ils ne pourront être pris que sur la communauté, dont le Mari est le maître. Qu'il y a d'autres rencontres en matiere criminelle, qui feront encore plus de peine. Une femme qui poursuit la vengeance de la mort de son mari, & qui après beaucoup de poursuite & de frais, n'en a pu avoir la preuve entiere contre les Accusés, ne meritera pas d'être condamnée aux dépens, autrement la juste apprehension d'une condamnation de dépens, la pourroit rendre plus retenuë, & la preuve des crimes plus difficile.

M. Puffort a dit, qu'on s'étoit bien trouvé jusqu'ici de la disposition qui oblige de condamner necessairement aux dépens. Que s'il arrivoit quelque léger inconvenient, on en retireroit d'ailleurs de tres-grands avantages.

Un frere de mauvaise humeur dans une famille, la trouble ; Un grand Seigneur abuse de son autorité contre ses voisins : Avant l'Ordonnance il n'y avoit point de dépens à leur égard ; la crainte d'y être condamnés les retient à present. Ainsi l'apprehension des dépens, prévient plus de mauvais Procès, qu'aucun Article de l'Ordonnance. La condition d'une veuve qui poursuit la vengeance de la mort de son mari, est favorable ; mais l'innocence l'est encore plus, & il n'y a rien de si sensible, que de se voir poursuivi criminellement, lors qu'on ne se sent point coupable ; & quelque absolution qu'il survienne, un accusé souffre toujours quelque diminution dans sa réputation, qui seroit encore plus grande, si on lui ôtoit les dépens.

Ce n'est pas qu'il n'y ait des rencontres, où ils peuvent être raisonnablement compensez, & qu'il n'y ait des cas particuliers, où cet Article peut recevoir de la modification : & c'est pour cela, que le Roi a donné ordre à Messieurs les Secretaires d'Etat, d'ecrire dans les Provinces à Messieurs les Premiers Presidents, & Procureurs Generaux, d'envoyer leurs memoires, non seulement sur cet Article, mais encore sur les autres, dans l'execution desquels il se peut rencontrer de la difficulté, afin d'y pourvoir par une seule & meme Déclaration.

ARTICLE XXIII.

Les Jugemens seront executez le même jour qu'ils auront été prononcez. XXI. Article de l'Ordonnance,

Lecture faite :

M. le P. President a dit , que l'Article est de l'Ordre ; mais qu'il a souvent des cas où il est nécessaire de différer. Que l'on en a vu un exemple dans l'affaire de *Lamière* : & que si la Loy est une fois écrite, on sera obligé de l'exécuter au pied de la lettre.

M. Puffort a dit, qu'il est bon de prescrire les choses qui sont de l'ordre. Qu'à l'égard de l'affaire de *Lamière* , ce fut contre les règles qu'on différa l'exécution de son Jugement ; & qu'encore que ce délai ait produit un grand bien , il ne doit pas être tiré à conséquence. D'ailleurs l'Article ne regarde pas les Juges Supérieurs.

M. le P. President a dit , que l'Article ne règle pas dans quel tems le Jugement doit être prononcé.

M. Puffort a dit, que cela doit dépendre de l'arbitrage des Juges.

A R T I C L E XXIV.

XXII. Article de l'Ordonnance.

SI les Condamnez à l'amende honorable, refusent d'obéir à la Justice, les Juges seront tenus de leur en faire trois injonctions, après lesquelles pourront les condamner en plus grande peine.

A R T I C L E XXV.

XXIII. Article de l'Ordonnance.

SI quelque femme, devant ou après avoir été condamnée à mort, paroît ou declare être enceinte, les Juges ordonneront qu'elle sera visitée par Matrones, qui seront nommées d'office, & qui feront leur rapport dans les formes prescrites au Titre, *des Experts*, par nôtre Ordonnance de 1667. & si elle se trouve enceinte, l'exécution sera différée jusqu'après son accouchement.

A R T I C L E XXVI.

XXIV. Article de l'Ordonnance.

LE Sacrement de Confession sera offert aux condamnez à mort, & ils seront assistez d'un Ecclesiastique jusqu'au lieu du Supplice.



T I T R E XXVII.

*Ce Titre est
le XXVI. de
l'Ordonnance.*

Des Appellations.

A R T I C L E I.



O U T E S appellations de Sentences preparatoires, interlocutoires, & definitives, de quelque qualité qu'elles soient, seront directement portées à nos Cours, chacune à son égard, dans les accusations pour crimes, qui meritent peine afflictive, & pour les autres crimes, à nos Cours, ou à nos Baillifs & Senechaux, au choix & option des Accusez.

*I. Article de
l'Ordonnan
ce.*

Lecture faite de l'Article I.

M. le P. President a dit, que cet Article étoit conforme au 163. de l'Ordonnance de 1539. mais que depuis il y a eu une Declaration du 21. Novembre 1541. par laquelle, sur les remontrances qui furent faites par M. le Procureur General Brulart, de la part du Parlement, la disposition de l'Article a été restreinte aux appellations des condamnations, à peine afflictive, qu'on a voulu être portées *Reuâ* au Parlement. Et à l'égard des cas, où il n'y a point de peine afflictive, il est dit, que les Parties se pourvoiront pardevant les Juges ordinaires du Ressort. Qu'il y a des Edits & Reglemens portez au grand Conseil, qui ont laissé aux Parties la liberté du choix.

M. Pussort a dit, qu'il n'y a point de disposition plus incertaine dans toute l'Ordonnance, que celle de l'Article dont il s'agit; car d'un côté l'on pouvoit dire contre la disposition, que le XXII. Article de l'Edit de Cremieu, laissé la liberté aux Parties de se pourvoir par appel, aux Baillifs & Senechaux, ou au Parlement, soit que l'appel soit d'une Sentence portant peine afflictive ou non. Depuis le Roy François I. fit un Edit à Angoulême, en 1541. pour l'Interpretation de l'Article cent soixante trois de l'Ordonnance de 1539. par lequel il declara, que son intention étoit, que les appellations seulement de peine afflictive, d'amende honorable, bannissement & service public, fussent relevées sans moyen, au Parlement. Et à l'égard des autres, aux Juges Roiaux ressortissant directement au Parlement. Cet Edit fut enregistré au Parlement, en 1542. avec une modification, portant, qu'il seroit à l'option des pauvres Prisonniers, appellans de l'emprisonnement, & longue détention de leur personne, ou du refus ou déni

de droit, d'appeller niement au Parlement. Cette attribution de ressort leur a été confirmée par l'Edit de 1551. par la Declaration de Compiègne, de 1553. qui en interpretant l'Edit de 1551. porte, que toutes les appellations des Sièges Roiaux, à la reserve de ceux qui vont à peine afflictive, ressortiront pardevant les Lieutenans Criminels. Par l'Edit de Henri II. en 1554. Registré au Parlement en la même année, qui veut que les Lieutenans Criminels, outre la connoissance des causes d'appel, ressortissans en leur Siège, connoissent des causes d'appel criminelles, qui viendront des Sièges particuliers, dont le Jugement n'excedera vingt-cinq livres envers le Roy, & autant envers la Partie. Et enfin par la Declaration de 1610. registrée au Grand Conseil, qui ordonne, que les Lieutenans Criminels des Présidiaux, jouiront du Ressort qui leur est attribué, nonobstant tous empêchemens.

On ajoute, que c'est l'usage de tous les Parlemens, & principalement de ceux de Paris, Toulouse & Bordeaux ; En sorte, que si on ôte aux Lieutenans Criminels, toutes les appellations, ils ne seroient plus Juges du ressort : Les Prevôts, & les moindres Juges des Seigneurs leurs seront égaux, & l'on mettra une extrême différence, entre les Lieutenans Civils, & eux ; encore que quand on a partagé leurs fonctions, on n'y ait fait aucune différence, & que l'on ait mis d'un côté, tout ce qui regarde le Civil, & tout le Criminel de l'autre.

L'on dit de plus, que le public se trouve notablement intéressé à maintenir la Jurisdiction des Lieutenans Criminels, par la necessité d'empêcher que l'on ne vienne des extremités du ressort d'un Parlement, pour la poursuite d'une appellation en une affaire legere, & qui pourroit être promptement terminée par le Lieutenant Criminel : au lieu qu'il faudra des années entieres dans les Parlemens, à cause du grand nombre & de l'importance des affaires qui y sont portées : d'autant plus, que les Lieutenans Criminels veillent à la conduite des Juges des Seigneurs, qui sont dans leur ressort. Ils empêchent les vexations qu'ils peuvent faire, & les rendent plus retenus, aussi bien que les Seigneurs qui les protègent.

On peut dire au contraire, pour la disposition de l'Article, qu'elle est conforme à celle du cent soixante troisième Article de l'Ordonnance de 1539. qu'il est vray qu'il a été reformé par la Declaration de 1541. mais que ce n'a été qu'en partie, & après deux années d'execution. Que la possession des Lieutenans Criminels est incertaine, & il est demeuré en la liberté des Parties de relever leur appel pardevant eux, ou au Parlement, conformément à l'Article XXII. de l'Edit de Cremieu. Mais que l'on devoit esperer, que le public profitera davantage, en lui sauvant ce degré de Jurisdiction, qu'en le conservant. Car si les Parties s'opiniâtrent dans la poursuite d'un procès, elles ne s'arrêteront pas à la Sentence du Lieutenant Criminel, non plus qu'à celle du premier Juge : & en ce cas, l'Article sauvera bien du tems & des frais aux parties ; & si elles ont plus de facilité, elles acquiesceront au Jugement du premier Juge, sans passer plus avant : d'autant plus, que par l'Article VI. du Titre, *des Sentences & Jugemens*, il est porté

porté, que les condamnations pecuniaires seront executées par provision, jusqu'aux sommes qui y sont portées.

Qu'il n'y avoit pas d'apparence de laisser la liberté du choix aux parties; parce que cela ne peut produire que de la confusion; En ce que l'une se pourroit pourvoir au Lieutenant Criminel, & l'autre au Parlement. Que ces dernieres considerations, pour ôter la multiplicité des degrez, l'avoient emporté sur les raisons contraires, & avoient servi de fondement à l'Article.

M. Talon a dit, que l'Article seroit tres-bon, s'il ne reformoit que les appellations des Jugemens definitifs, & encore de ceux qui vont à peine afflictive; mais qu'il comprend même les Jugemens qui se rendent dans l'Instruction, & pour affaires legeres. Que cependant, il seroit à souhaiter, que l'on laissât aux Parties la liberté de se pourvoir pardevant les Lieutenans Criminels, lors qu'il s'agit d'Instruction, comme pour l'appellation d'une permission d'informer. Qu'un premier Juge voulant favoriser un accusateur, qui sera une personne puissante, decrettera prise de corps contre l'Accusé qui demeurera long-tems dans les prisons, & souvent son Procès lui pourra être fait par le premier Juge avant qu'il ait eu le tems d'obtenir un Arrêt d'élargissement, & que le Parlement ne desiroit d'étendre son pouvoir & sa Jurisdiction, qu'autant qu'il étoit nécessaire au bien de la Justice.

M. Pussort a dit, qu'il n'y avoit point de distinction à faire entre les Jugemens d'Instruction, & definitifs, par les raisons qu'il a marquées. Cela seroit bon, si l'on attribuoit aux Lieutenans Criminels le pouvoir de faire l'Instruction en dernier ressort; mais que tant que les parties pourront appeller, elles ne s'en tiendront jamais à un second Jugement, non plus dans les Sentences d'Instruction, que dans les definitives.

ARTICLE II.

Les appellations de permission d'informer des decrets, & de toutes autres Instructions, seront portées à l'Audience de la Tournelle de nos Cours de Parlement, & à l'Audience de nos autres Cours. II. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE III.

Aucune appellation ne pourra empêcher ou retarder l'exécution des Décrets, l'Instruction & le Jugement. III. Article de l'Ordonnance.

Ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE IV.

Deffendons à nos Cours, de donner aucunes défences ou surseances de continuer l'Instruction des Procès criminels. IV. Article de l'Ordonnance.

Ordon. Crim.

Ee

nels, sans voir les charges & informations, & sans conclusions de nos Procureurs Generaux, dont il sera fait mention dans les Arrests. Déclarons nulles toutes celles qui pourroient estre données : Voulons que sans y avoir égard, ni qu'il soit besoin de demander main-levée, l'instruction soit continuée, & les Parties qui les auront obtenues, & leurs Procureurs, condamnez chacun en cent livres d'amende, applicable moitié à la Partie, & moitié aux pauvres, qui ne pourront estre remises ni moderées.

Lecture faite de cet Article:

M. le P. President a dit, qu'on acorderoit facilement des défenses contre un ajournement personnel, sans voir les Informations, & que cela terminoit beaucoup de petites affaires, dont on ne parle plus après que la premiere chaleur est arrêtée par des défenses.

M. Pussort a dit, que souvent les Lieutenans Criminels ne décernent que des ajournemens personnels, pour engager une Partie puissante à se presenter; & ainsi il est dangereux de donner des défenses sans voir les Informations.

M. le P. President a dit, que l'Article causera bien des frais & des vexations. Que l'Acusé qui obtient des défenses au Parlement contre un ajournement personnel, satisfait en quelque façon à ce decret; parce qu'il fait toujours sa comparution au Greffe du Parlement; & ainsi il se presente à Justice, quoique ce ne soit pas devant le Juge qui a décerné l'ajournement personnel. Qu'avant que d'avoir obtenu un Arrêt, portant que les charges seront aportées, les Parties se seront consommées en frais, & le Procès même sera fait par recollement & confrontation.

M. Pussort a dit, que souvent les Lieutenans-Criminels, les plus versez dans leurs Charges, n'entendent d'abord que les témoins, qui chargent le moins l'Acusé, pour ôter aux Parties, (qui trouvent moyen d'avoir communication de tout,) la connoissance des plus fortes charges; qu'ils entendent ensuite les autres témoins.

M. Talon a dit, que les défenses s'accordent non seulement sur le vu des Informations; mais encore sur l'Interrogatoire de l'Acusé, & quelquefois sur la plainte de l'Acusé.

M. Pussort a dit, que ces sortes de surseances ne sont pas de fort grande utilité, & que néanmoins il proposera au Roi la difficulté.

A R T I C L E V.

V. Article de
l'Ordonnan-
ce,

Les Procès Criminels pendans pardevant les Juges des Lieux, ne pourront estre évoquez par nos Cours, si ce

n'est qu'elles connoissent , après avoir vû les charges , que la matiere est legere , & ne merite une plus ample Instruction : auquel cas pourront les évoquer , à la charge de les juger sur le champ à l'Audience , & faire mention par les Arrêts , des charges & informations : le tout à peine de nullité.

Lecture faite de l'Article V.

M. le P. President a dit , que l'Article étoit contraire à un Règlement qui avoit été fait à la Grand'-Chambre , pour la Tournelle , sur ce qui y fut representé , que le grand nombre de causes dont le Rôle étoit chargé , ne permettoit pas qu'on les pût expedier toutes ; qu'ainsi l'on étoit obligé d'apointer celles qui restoient ; & que comme il ne s'agissoit que de matiere legere , l'on évoquoit le principal , & sur le vû des pieces , l'on tiroit les Parties d'affaires , comme on l'auroit pû faire à l'Audience. Qu'à present que les Audiences sont plus chargées d'affaires , qu'elles ne l'étoient ci-devant , il sembloit qu'il y avoit encore plus de necessité de le faire.

M. Talon a dit , que pour la plus grande expedition & soulagement des Parties , on auroit été obligé de continuer de prendre des apointemens sur le Rôle de la Tournelle criminelle.

M. Puffort a dit , que le Roi avoit défendu ces sortes d'apointemens dans la matiere civile ; parce qu'il avoit crû que la Justice se rendoit mieux à l'Audience , que sur le vû des pieces : Particulierement dans les affaires legeres , & que cela regardoit beaucoup plus les Parlemens des Provinces , que celui de Paris. Qu'il avoit crû jusqu'à present , que toutes les causes du Rôle de la Tournelle , se terminoient à l'Audience ; mais si cela ne se peut , il faudra que le Roi y pourvoye.

M. le President le Coigneux a dit , qu'il restoit plus de causes à juger après le tems du Rôle fini , qu'il n'y en avoit eu de jugées. Que la premiere heure de l'Audience se consumoit à terminer les apointemens , & les causes d'Instructions , qu'ensuite on jugeoit les autres affaires. Que les grandes causes , comme les appellations comme d'abus , & les Requêtes civiles , emportoient beaucoup de tems , & ne s'apointoient jamais ; mais l'on les remettoit à un autre Rôle.

M. Puffort a dit , que l'on pouvoit donner des Audiences extraordinaires de relevée.

M. Talon a dit , que l'on donnoit autant d'Audience que l'on en pouvoit tenir. Qu'on ne pouvoit pas , en matiere criminelle , juger sur le champ toutes les causes qui étoient évoquées : que souvent même l'on évoquoit les Procès , & pour certaines considerations , l'on ordonnoit qu'ils seroient fait au Parlement à mêmes frais qu'on l'auroit pû faire sur les lieux.

M. le P. President a dit , qu'il étoit difficile de juger toutes les causes à l'Audience : qu'à peine les Audiences pourroient fournir aux seules Re-

quêtes civiles, quand on n'y plaideroit point d'autres causes. Qu'il sçavoit, qu'en un seul jour, on avoit scellé plus de quatre-vingt Requêtes civiles, au petit Sceau, & que ce nombre ne peut être expédié en plusieurs années, dans toutes les Audiences qui sont destinées pour ces sortes de causes.

M. Puffort a dit, qu'à l'avenir il y aura peu de Requêtes civile par la difficulté qu'il y a de les obtenir; & que même dans les Compagnies semestres, où elles étoient fréquentes, il s'en trouve très-peu.

M. Talon a dit, qu'on enterminoit beaucoup plus de Requêtes civiles, depuis l'Ordonnance de 1667. qu'auparavant; parce que le moindre défaut de la forme, donne ouverture à présent, au lieu que ci-devant il falloit que le fond & la forme concourussent ensemble, pour en ordonner l'enterinement.

ARTICLE VI.

VI. Article de l'Ordonnance.

SI la Sentence renduë par le Juge des lieux, porte condamnation de peine corporelle, des Galeres, & bannissement à perpétuité ou à tems, ou amende-honorable. soit qu'il y en ait apel ou non, l'Acusé & son Procès seront envoyez ensemble, & sûrement, en nos Cours. Défendons aux Greffiers de les envoyer séparément, à peine d'interdiction, & de cinq cent livres d'amende.

Lecture faite de l'Article :

M. le P. President a dit, qu'on a coûtume d'ordonner les chemins pour prison, à celui qui est apellant de bannissement à tems.

M. Puffort a dit, qu'on peut ôter le mot : à tems.

ARTICLE VII.

VII. Article de l'Ordonnance.

S'il y a plusieurs Acusez d'un même crime, ils seront envoyez en nos Cours, encore qu'il n'y en ait eu qu'un qui ait été jugé.

Après la Lecture de cet Article :

M. Talon a dit, que l'usage de toutes les Jurisdiccions, est, que quand il y a deux Acusez d'un même crime, dont l'un est condamné, & l'autre absous, on les amaine tous deux; parce qu'il les faut confronter l'un à l'autre.

M. Puffort a dit, que puisque c'est l'usage; il le faut proposer au Roi.

ARTICLE VIII.

INcontinent après l'arrivée de l'Acusé & du Procès, IX Article de l'Ordonnance.
aux geoles des prisons, le Greffier de la geole, ou le Geolier, sera tenu de remettre le Procès au Greffier de nos Cours, qui en avertira le Président pour le distribuer.

Cet Article a été trouvé bon.

ARTICLE IX.

LEs Substituts de nos Procureurs Generaux, ne prendront au Greffe aucune Information, ni Procès : Voulons qu'ils soient mis entre les mains de nos Procureurs, pour y prendre des Conclusions s'il y échoit, ou de nos Avocats Generaux, si l'affaire est portée à l'Audience. X. Article de l'Ordonnance.

Lecture faite de cet Article :

M. le P. Président a dit, que les Substituts sont établis par l'Edit de Creation, de 1586. enregistré au Parlement, pour prendre les Informations, & pour en faire leur raport à Monsieur le Procureur General : Qu'autrefois il les distribuait. Qu'il y a inconvénient de part & d'autre; & comme cela regarde la Charge de Monsieur le Procureur General; il pourra mieux que personne, expliquer ce qui en est.

M. le Procureur General a dit, qu'il voudroit pouvoir satisfaire à tout; mais que le grand nombre d'affaires l'oblige à se faire soulager par ses Substituts. Que c'est un abus, que les Substituts se chargent des Procès sans son ordre: c'est à quoi l'Article remédie; mais qu'il semble le charger de voir toutes les Informations, ce qui n'est pas possible. Qu'il seroit peut être plus à propos qu'il pût les distribuer sur une Requête, lors qu'elles seront aportées au Greffe, à tel de ses Substituts qu'il jugeroit à propos.

M. Pussort a dit, que l'intention du Roi, n'a pas été d'obliger Monsieur le Procureur General de voir toutes les Informations; mais seulement d'empêcher, en s'en chargeant au Greffe, pour les distribuer à ses Substituts, que les Parties n'en chargeassent celui qu'ils voudroient.

M. le Procureur General a repris, que cela seroit bon; mais qu'il en demeurerait toujours chargé au Greffe, quoi qu'elles soient passées en d'autres mains que les siennes.

M. le Président le Coigneux a dit, que l'usage de la Tournelle étoit, qu'après que le Président avoit fait la distribution aux Conseillers, ils choisissoient tel Substitut qu'ils vouloient, pour leur remettre les Informations; mais qu'il y

y avoit un bien plus grand abus, qui étoit que la Partie faisant prendre les Informations par tel Substitut que bon lui sembloit, elle avoit aisément communication du secret du Procès.

M. le Chancelier a dit, que l'on pouvoit mettre dans l'Article, *qu'aucun Substitut ne se chargera d'une Information, si elle ne lui est distribuée par Monsieur le Procureur General.*

M. le P. Président a dit, que les Informations venoient par deux voyes au Parquet : l'une, quand les Substituts les prennent au Greffe avant la distribution, pour voir s'il y a apel à *minimâ*, à interjetter, ou quelque autre procédure à faire ; Et l'autre, après qu'elles ont été distribuées aux Conseillers, qui les leur mettent entre les mains. Mais que cela se fait par le commerce & l'entremise des Clerks, qui en font de grands abus : que c'est ce que l'Article a voulu reformer.

M. Puffort a dit, que Monsieur le Procureur General, se chargera des Informations au Greffe, & qu'il en fera la distribution à ses Substituts, qui s'en chargeront sur son Régistre.

ARTICLE X.

XI. Article de l'Ordonnance.

SI la Sentence dont est apel, n'ordonne pas de peine afflictive, bannissement ou amende-honorable, & qu'il n'y en ait apel interjeté par nos Procureurs, ou ceux des Justices Seigneuriales, le Procès sera envoyé au Greffe de nos Cours, par le Greffier du premier Juge, trois jours après le commandement qui lui en sera fait, s'il est demeurant dans le lieu de l'établissement de nos Cours; dans la huitaine, s'il est hors du lieu, ou dans la distance de dix lieues, & s'il est plus éloigné, le délai sera augmenté d'un jour pour dix lieues : à peine d'interdiction contre le Greffier, & de cinq cent livres d'amende ; & les délais & procédures prescrites par nôtre Ordonnance de 1667. seront observées pour les présentations.

Lecture faite :

M. le P. Président a dit, qu'il faut ajouter : *Mais seulement par les Parties civiles.*

M. Puffort a dit, que l'observation étoit bonne.

ARTICLE XI.

XII. Article de l'Ordonnance.

SI les Procès de la qualité mentionnée en l'Article précédent, sont introduits en nos Cours de Parlement, ils

seront distribuez ainsi que les Procès civils.

ARTICLE XII.

SI nos Procureurs des lieux, ou des Justices Seigneuriales sont appellans, les Acusez, s'ils sont prisonniers, & leurs procès, seront renvoyez en nos Cours; & s'ils ont été élargis depuis la prononciation de la Sentence, & avant l'appel, ils seront tenus de se rendre en état, lors du Jugement du Procès, en nos Cours, ainsi qu'il sera par elles ordonné.

XIII. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XIII.

LEs Exécutoires seront délivrez par nos Cours, à ceux qui auront conduit les prisonniers ou porté le Procès.

XIV. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XIV.

LEs Acusez seront interrogez en nos Cours, sur la Selette, ou derrière le Bureau, lors du Jugement du Procès.

XV. Article de l'Ordonnance.

ARTICLE XV.

SI les Arrêts rendus sur l'appel d'une Sentence; portent condamnation de peine afflictive, les condamnés seront renvoyez sur les lieux, sous bonne & sûre garde, aux frais de ceux qui en seront tenus, pour y estre les Arrêts exécutez, s'il n'est autrement ordonné par nos Cours, pour des considérations particulières.

XVI. Article de l'Ordonnance.

Tous ces Articles ont été trouvez bons.



*Ce Titre est le
XXVIII. de
l'Ordonnance*

T I T R E XXVIII.

Des Procédures à l'effet de purger la memoire d'un Défunt.

A R T I C L E I.

*Ces Articles
sont dans l'Or-
donnance.*



A Veuve, les Enfans & parens d'un condamné par Sentence de Contumace, qui sera décedé avant les cinq ans, à compter du jour de son exécution, pourront apeller de la Sentence; & si la condamnation de Contumace, est par Arrêt ou Jugement en dernier ressort, ils se pourvoiront pardevant les mêmes Cours ou Juges qui l'auront renduë.

Après la Lecture de l'Article I.

M. le P. Président a dit, qu'il y avoit trois états à considerer, pour purger la memoire d'un Défunt: Le premier, si l'Acusé décede avant le Jugement de Contumace; l'autre, si le condamné décede pendant le cours des cinq années; Et le troisiéme, s'il décede après les cinq années. Que l'Article ne parle que du second état, qui est du decez après la condamnation, & avant les cinq ans; mais qu'il ne règle pas, de quelle sorte se fera l'instruction en ce cas là: si l'on convertira l'Information en Enquête, & si l'on permettra l'Enquête respectve; car comme les crimes s'éteignent par la mort, c'est une instruction toute nouvelle à faire, & ces choses meritent bien d'être expliquées.

M. Puffort a dit, que le crime étant éteint par la mort de l'Acusé, & sa mémoire n'étant point blessée par aucune condamnation, ces questions n'étoient plus de la matiere criminelle; & que ne restant aux Héritiers qu'une action en dommages & interêts, c'est à eux de l'intenter & de l'instruire par les voyes qu'ils aviseront; & qu'il dépendra de l'arbitrage du Juge, d'admettre la preuve de part & d'autre, & de leur permettre à cet effet, l'Enquête respectve.

M. le P. Président a répliqué, que l'Article s'entend d'un Acusé qui est mort après la condamnation, & devant les cinq années de la Contumace; mais qu'il croit qu'en ce cas aussi, le Juge doit permettre aux Parties, une Enquête respectve.

ARTICLE II.

Aucun ne sera reçu à purger la memoire d'un défunt, après les cinq années de la Contumace expirées, sans obtenir nos Lettres en nôtre grande Chancellerie.

ARTICLE III.

NOs Procureurs, & les Parties civiles, s'il y en a, seront assignez en vertu des Lettres, dont leur sera baillé copie, & sera procedé dans les délais prescits pour les affaires civiles.

ARTICLE IV.

Avant de faire aucune procedure, les frais de Justice seront acquittez, & l'amende consignée.

ARTICLE V.

LE Jugement des Instances à l'effet de purger la memoire d'un défunt, sera rendu sur les charges, informations, procedures, & pieces, sur lesquelles la condamnation par contumace sera intervenüe.

Ces Articles ont été trouvez bons.

ARTICLE VI.

Pourront les Parties, respectivement produire de nouveau, telles pieces que bon leur semblera, & les attacher à une Requête qui sera signifiée à la Partie, & copie baillée de la Requête & Pieces.

ARTICLE VII.

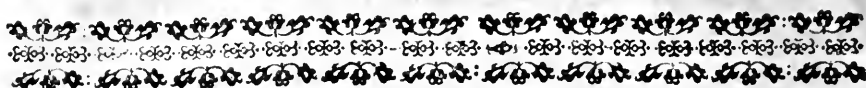
Les Parties y répondront par autre Requête, qui sera pareillement signifiée, & copie baillée de la Requête & des pieces qui y seront attachées, dans les délais ordonnez pour la matiere civile; si ce n'est qu'ils soient prorogez par les Juges.

Sur ces deux Articles:

M. le P. President a dit, que ces Requêtes produiront le même effet que les appointemens; mais que cela a été dit ailleurs, & qu'il sembloit que
Ordonn. Crim. F f

l'on avoit obmis dans l'Article , de faire mention de l'abrogation de l'appointement.

M. Puffort a dit , qu'on pouvoit l'y ajoûter.



T I T R E XXIX.

Des Faits justificatifs.

A R T I C L E I.

DEffendons à tous Juges, même à nos Cours, d'ordonner la preuve d'aucuns faits justificatifs, n'y d'entendre aucuns témoins pour y parvenir, qu'après la visite du Procès.

A R T I C L E II.

L'Acusé ne sera point reçu à faire preuve d'autres faits justificatifs, que de ceux qui auront été choisis par les Juges, du nombre de ceux que l'Acusé aura articulés dans les Interrogatoires & Confrontations.

A R T I C L E III.

Les faits seront insérés dans les mêmes Jugemens qui en ordonneront la preuve.

A R T I C L E IV.

LE Jugement qui ordonnera la preuve des faits justificatifs, sera prononcé incessamment à l'Acusé par le Juge, & au plus tard dans les vingt-quatre heures, & sera interpellé de nommer les témoins par lesquels il entend les justifier; ce qu'il sera tenu de faire sur le champ, autrement il n'y sera plus reçu.

A R T I C L E V.

Après que l'Acusé aura nommé une fois les témoins, il ne pourra plus en nommer d'autres, & ne sera point élargi pendant l'instruction de la preuve des faits justificatifs.

*Ce Titre est le
XXVIII.
& dernier de
l'Ordonnance.*

ARTICLE VI.

Les témoins seront assignez à la Requête de nos Procureurs ou de ceux des Seigneurs, & ouïs d'office par le Juge.

ARTICLE VII.

L'Acusé sera tenu de consigner au Greffe la somme qui sera ordonnée par le Juge, pour fournir aux frais de la preuve des faits justificatifs, s'il peut le faire, autrement les frais seront avancez par la Partie civile, s'il y en a, si-non par nous, ou par les Engagistes de nos Domaines, ou par les Seigneurs Haut-Justiciers, chacun à son égard.

ARTICLE VIII.

L'Enquete étant achevée, elle sera communiquée à nos Procureurs ou à ceux des Seigneurs, pour donner leurs Conclusions, & à la Partie civile, s'il y en a, & sera jointe au Procès.

ARTICLE IX.

Les Parties pourront donner leurs Requestes, auxquelles elles ajouteront telles pieces qu'elles aviseront sur le fait del'Enquete, lesquelles Requestes & pieces, seront signifiées respectivement, & copie baillée, sans que pour raison de ce, il soit besoin de prendre aucun reglement, ni de faire une plus ample Instruction.

ARTICLE X.

Tout ce qui est prescrit par nôtre presente Ordonnance, pour les Presidiaux, sera observé dans les principaux Baillages & Senechaussées des Provinces, où il n'y a point de Presidial. *Cet Article a été retranché.*

Ce Titre a été trouvé bon, à la reserve du dernier Article, par lequel on attribuoit aux Baillifs de Bourgogne & de Provence, un pouvoir entierement contraire à leur institution ; & que l'observation en avoit été faite dans l'une des Conferences precedentes.

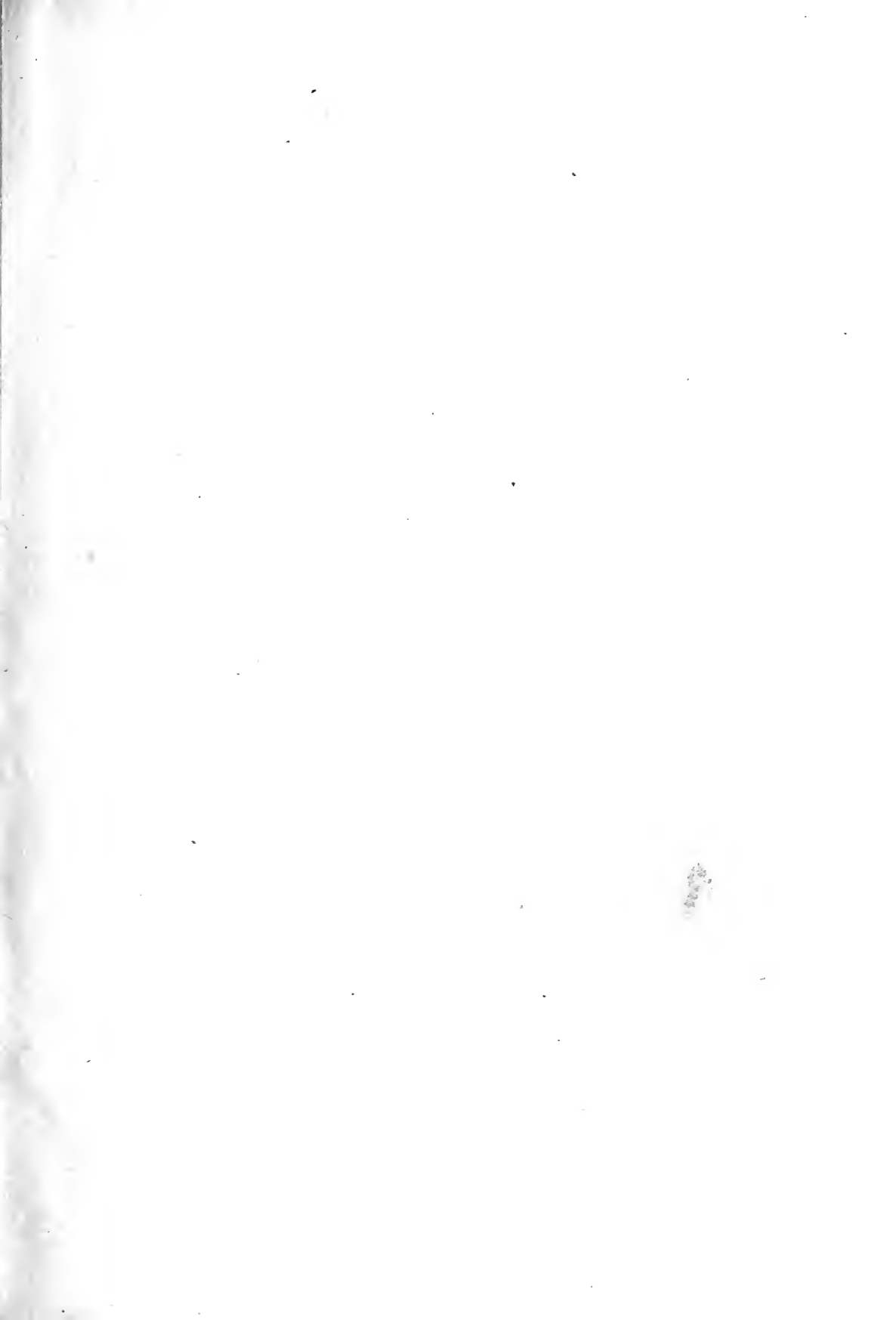
F I N.

T A B L E

Des Titres contenus au Projet de l'Ordonnance
Criminelle, de 1670.

<p>Titre I. DE la Competence des Juges. page 4</p> <p>Titre II. Des Procédures particulières aux Prevôts des Maréchaux, &c. p.45</p> <p>Titre III. Des Plaintes, Denouciations & Accusations. p.55</p> <p>Titre IV. Des Procès Verbaux des Juges. p.62</p> <p>Titre V. Des Rapports des Medecins. p.63</p> <p>Titre VI. Des Informations. p.65</p> <p>Titre VII. Des Monitoires. p.73</p> <p>Titre VIII. De la Reconnoissance des Ecritures & Signatures en matiere Criminelle. p.82</p> <p>Titre IX. Du Crime de faux, tant principal qu'incident. p.86</p> <p>Titre X. Des Décrets & de leur execution. p.93</p> <p>Titre XI. Des Excuses, ou Excoines des Accusés. p.107</p> <p>Titre XII. Des Sentences de Provision. p.109</p> <p>Titre XIII. Des Prisons & Greffiers des Geoles. p.113</p> <p>Titre XIV. Des Interrogatoires. p.129</p> <p>Titre XV. Des Recollemens & Confrontations. p.148</p> <p>Titre XVI. Des Lettres d'abolition. p.156</p> <p>Titre XVII. Des Défauts & Contumaces. p.170</p>	<p>Titre XVIII. Des Muets & Sourds. p.181</p> <p>Titre XIX. Du Jugement des Re proches. p.184</p> <p>Titre XX. Des Jugemens, & Procès Verbaux de Torture. p.188</p> <p>Titre XXI. De la Conversion des Procès ordinaires en Procès Criminels. p.191</p> <p>Titre XXII. De la maniere de faire le Procès aux Communantez des Villes, Bourgs, &c. p.195</p> <p>Titre XXIII. De la maniere de faire le Procès aux Cadavres. p.196</p> <p>Titre XXIV. De l'Abrogation des Appoinemens Ecritures & Forclusions en matiere criminelle. p.197</p> <p>Titre XXV. Des Conclusions définitives. p.199</p> <p>Titre XXVI. Des Sentences, Jugemens & Arrêts. p.201</p> <p>Titre XXVII. Des Appellations. p.215</p> <p>Titre XXVIII. Des Procédures à l'effet de purger la Memoire d'un Défunt. p.224</p> <p>Titre XXIX. Des Faits justificatifs. p.226</p>
---	--

F I N.



La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

--	--	--	--

CE

26

